

7^{ème} SESSION DE LA RÉUNION DES PARTIES CONTRACTANTES
04-08 décembre 2018, Durban, Afrique du Sud

“Par-delà 2020 : Façonner la conservation des voies de migration pour l'avenir”

**ANALYSE DES RAPPORTS NATIONAUX DE L'AEWA POUR LA PÉRIODE
TRIENNALE 2015-2017**

*Préparé pour le Secrétariat PNUE/AEWA par le
Centre mondial de surveillance de la conservation de la nature (PNUE-CMSC)¹*

Introduction

Le format de rapports sur la mise en œuvre de l'Accord sur la conservation des oiseaux d'eau migrateurs d'Afrique-Eurasie (AEWA) pour la période 2015-2017 a été approuvé lors de la 12^e réunion du Comité permanent, en janvier 2017, à Paris, France. Ce format a été élaboré conformément au Plan d'action de l'AEWA, au Plan stratégique 2009-2018 de l'AEWA et aux résolutions de la Réunion des Parties (MOP).

En accord avec l'article V(c) de l'Accord sur la conservation des oiseaux d'eau migrateurs d'Afrique-Eurasie, chaque Partie doit préparer pour chacune des sessions ordinaires de la MOP un rapport national sur son avancement dans la mise en œuvre de l'Accord et soumettre ce rapport au Secrétariat de l'Accord. Selon la Résolution 6.14, la date limite de soumission des rapports nationaux à la 7^e session de la Réunion des Parties à l'AEWA (MOP7) a été fixée à 180 jours avant le début de la MOP7, qui devrait avoir lieu du 4 au 8 décembre 2018 à Durban, Afrique du Sud ; par conséquent, la date limite de soumission des rapports nationaux était le 7 juin 2018.

Les rapports nationaux 2015-2017 de l'AEWA ont été compilés et soumis par le biais du Système de remise des rapports en ligne (ORS) de la Famille CMS, qui est un outil de remise des rapports en ligne pour toute la Famille CMS. Toutefois, l'AEWA a été le premier traité lié à la CMS à utiliser cet ORS pour ses rapports à la MOP5 en 2012. L'ORS de la Famille CMS a été conçu en 2010-2011 par le Centre mondial de surveillance de la conservation de la nature des Nations Unies (PNUE-CMSC) en étroite collaboration avec le Secrétariat PNUE/AEWA et avec ses conseils.

Le cycle de remise des rapports à la MOP7 a été lancé par le Secrétariat le 2 février 2018 et les identifiants d'accès à l'ORS ont été fournis aux Parties. Dès réception de chaque rapport national, le Secrétariat a procédé à une vérification de l'exhaustivité et a envoyé une demande détaillée d'informations complémentaires à fournir. Une fois resoumis, les rapports nationaux ont été considérés définitifs.

¹ Le CMSC travaille en collaboration avec le PNUE sous l'étendard du PNUE-CMSC (Centre mondial de surveillance de la conservation de la nature.) La représentation aux réunions et la production des extraits sont donc présentées comme des activités PNUE-CMSC.

Seuls 42 % des rapports ont été soumis à la date limite et le Secrétariat a continué à accepter des soumissions plus tardives, jusqu'au 23 juillet 2018. Après cette date, tous les rapports soumis ont été analysés. À la date butoir du 23 juillet 2018, 53 des 75 rapports dus, soit 71 %, avaient été soumis par le biais de l'ORS. Ceci représente une augmentation du taux de remise des rapports en comparaison avec la MOP6 (55 %), la MOP5 (69 %) et la MOP4 (64 %).

L'analyse des rapports nationaux pour la période triennale 2015-2017 a été commandé par le Secrétariat au PNUE-CMSC, grâce aux généreuses contributions des gouvernements de la Suisse et du Luxembourg, et en accord avec une matrice d'analyse détaillée élaborée par le Secrétariat. L'avant-projet d'analyse a été examiné et commenté par le Secrétariat. Les résultats de cette analyse ont été utilisés dans la compilation du rapport final sur la mise en œuvre du Plan stratégique 2009-2018 de l'AEWA (document AEWA/MOP7.10).

Action requise de la Réunion des Parties

La Réunion des Parties est invitée à prendre note de l'analyse des rapports nationaux pour la période triennale 2015-2017 et à tenir compte de ses conclusions et recommandations durant le processus décisionnel.

Analyse des Rapports Nationaux pour la période triennale 2015-2017

Analyse des Rapports Nationaux pour la période triennale 2015-2017

Préparée pour le Secrétariat AEWA/PNUE

Publié : Septembre 2018

Copyright : PNUE 2018

Citation

UNEP-WCMC. 2018. Analyse des Rapports Nationaux pour la période triennale 2015-2017. UNEP-WCMC, Cambridge.



Le Centre Mondial de Suivi de la Conservation de la Nature du Programme des Nations Unies pour l'environnement (UNEP-WCMC) est le centre spécialiste du suivi de la biodiversité du Programme des Nations Unies pour l'environnement, la principale organisation intergouvernementale en matière d'environnement. Le centre opère depuis plus de 35 ans, combinant recherche scientifique et conseils pratiques au service des décideurs.

Le contenu de la présente publication peut être utilisé et reproduit librement à des fins pédagogiques et autres fins non commerciales, à condition de mentionner la source. La reproduction des figures est soumise à l'autorisation préalable des détenteurs des droits d'auteur d'origine. La présente publication ne peut être ni revendue ni utilisée à quelque fin commerciale que ce soit sans l'autorisation écrite préalable du Programme des Nations Unies pour l'environnement. Les demandes écrites, accompagnées d'une déclaration de l'intention et de l'étendue de la reproduction, doivent être adressées au Directeur, UNEP-WCMC, 219 Huntingdon Road, Cambridge, CB3 0DL, UK.

Le contenu de ce rapport ne reflète pas forcément les points de vues ou politiques du PNUE, ni celles des organisations collaboratrices ou des rédacteurs. Les appellations utilisées et la présentation des données dans ce rapport n'impliquent aucune opinion de la part du PNUE, la Commission Européenne ou des organisations collaboratrices, des auteurs ou des éditeurs quant au statut juridique d'un pays, territoire, ville ou secteur et de leurs autorités, ou au tracé de leurs frontières ou de la désignation de son nom ou ses frontières. La mention d'une société commerciale ou d'un produit dans ce rapport n'implique pas le soutien du PNUE.

Le Centre Mondial de Suivi de la Conservation de la Nature du Programme des Nations Unies pour l'environnement (UNEP-WCMC)

219 Huntingdon Road,
Cambridge CB3 0DL, UK
Tel : +44 1223 277314
www.unep-wcmc.org

Le PNUE encourage les pratiques respectueuses de l'environnement au niveau mondial et dans ses propres activités. L'impression sur du papier issu de forêts durables et de fibres recyclées est encouragée..

Table des matières

Résumé analytique	2
I. Introduction.....	1
II. Conservation des espèces.....	3
III. Conservation de l'habitat	41
IV. Gestion des activités humaines	52
V. Recherche et surveillance	87
VI. Education et information.....	95
VII. Mise en oeuvre.....	107
VIII. Changement climatique	121
IX. Influenza aviaire.....	124
X. Utilisation des Lignes directrices de conservation de l'AEWA	126
XI. Conclusions	129
Recommandations.....	136

Résumé analytique

Cette analyse des Rapports Nationaux résume l'information fournie par les Parties à l'Accord sur la conservation des oiseaux d'eau migrateurs d'Afrique-Eurasie (AEWA) concernant leur mise en œuvre de l'Accord au cours de la période triennale 2015-2017. La période couverte par le Plan stratégique 2009-2018 touchant à sa fin, cette analyse souligne des domaines dont les cibles ont été atteintes, ainsi que ceux dont les cibles n'ont pas été pleinement atteintes. Cette analyse arrive à point nommé, car ses résultats peuvent contribuer au développement des cibles et indicateurs du prochain Plan stratégique, garantissant ainsi que les domaines prioritaires identifiés ici bénéficieront à l'avenir d'une attention suffisante.

Cinquante-trois Parties contractantes ont soumis leurs rapports nationaux conformément au format établi et dans les délais prorogés (23 juillet 2018), et ceux-ci ont donc été inclus dans cette analyse pour la MOP7. **Cela représente un taux de soumission de 71 % (53 rapports sur 75), soit le plus fort taux de tous les cycles de rapports depuis la constitution de l'AEWA.**

D'après l'évaluation des rapports nationaux reçus, les réponses des Parties indiquent que des progrès sont réalisés vis-à-vis de l'atteinte d'un certain nombre de cibles du Plan stratégique et des indicateurs s'y rapportant, mais qu'il reste encore à faire dans plusieurs domaines-clés. Comme lors de la période triennale précédente (2012-2014), **deux cibles ont été pleinement atteintes, et dix autres ont été partiellement atteintes (à comparer aux huit de la période triennale précédente)**. Pour ces douze cibles, un progrès notable a été réalisé depuis la dernière période triennale, et l'on constate une augmentation du nombre de Parties ayant répondu affirmativement que des actions ont été lancées pour mettre en œuvre ces aspects du Plan stratégique. L'amélioration continue au cours des trois périodes triennales couvertes par le Plan stratégique indique que les Parties travaillent proactivement à la sauvegarde des oiseaux d'eau, conformément aux objectifs de l'Accord.

Les deux cibles semblant avoir été pleinement atteintes, d'après les données disponibles, concernent les programmes de recherche et de surveillance, et les programmes de sensibilisation et d'éducation (Cibles 3.3 et 4.3, respectivement). Il est aussi possible que davantage de cibles aient été pleinement ou partiellement atteintes, mais cela n'a pas pu être confirmé dans plusieurs cas, principalement parce que tous les rapports nationaux n'ont pas été reçus, ou que l'information fournie était incomplète.

Malgré les progrès remarquables vis-à-vis de nombreux aspects fondamentaux pour la mise en œuvre du Plan stratégique de l'AEWA, **quatre cibles de ce Plan n'ont toujours pas été atteintes, et un travail substantiel reste à faire**. Les trois domaines où les cibles n'ont pas été atteintes sont les suivants :

- Protection juridique totale assurée à toutes les espèces de la Colonne A (Cible 1.1) ;
- Développement et mise en œuvre de Plans d'action par espèce (Cible 1.4) ;
- Consolider le soutien et assurer la mise en œuvre de la Stratégie de communication de l'AEWA (Cible 4.1 et Cible 4.2).

Ces domaines devraient donc être considérés prioritaires pour les actions futures et le renforcement des capacités visant à aider les Parties à respecter ces engagements. Des détails supplémentaires sur les cibles et les indicateurs sont fournis tout au long du rapport, et un aperçu des progrès réalisés pour toutes les cibles et tous les indicateurs figure dans les sections Conclusions et Recommandations, à la suite de l'analyse. D'autres recommandations prioritaires ayant été identifiées à travers l'analyse des rapports nationaux sont également fournies dans la section Recommandations, pour soumission à la considération des Parties à l'AEWA.

I. Introduction

Les rapports nationaux sont l'un des meilleurs moyens disponibles pour évaluer le stade de mise en œuvre de l'Accord sur la conservation des oiseaux d'eau migrateurs d'Afrique-Eurasie (AEWA) et pour aider à guider les décisions vers les priorités stratégiques actuelles et futures. Le présent document fournit une analyse des rapports nationaux soumis par les Parties avant la septième Réunion des Parties à l'AEWA (MOP7) dans le contexte des objectifs fixés dans le Plan Stratégique 2009-2018¹, du Plan d'action de l'AEWA, et des décisions des MOP précédentes. Compte tenu de ce que la période couverte par le Plan stratégique actuel touche à sa fin, cette synthèse vient à point nommé pour souligner les progrès réalisés vis-à-vis des objectifs, tout en fournissant l'occasion de faire le point sur les domaines où il y a encore à faire, afin de contribuer à l'orientation des débats en matière d'objectifs et d'indicateurs.

Le Plan stratégique 2009-2018, adopté au MOP4 en 2008, souligne le but global de l'Accord : maintenir ou rétablir les espèces d'oiseaux d'eau migrateurs et leurs populations à un état de conservation favorable le long de leurs voies de migration, grâce à la mise en œuvre de cinq principaux objectifs et cibles associées pour la période s'étendant de 2009 à 2018¹. Les objectifs se concentrent sur *l'Etat favorable de conservation, l'Utilisation durable, l'Amélioration des connaissances, l'Amélioration de la communication et l'Amélioration de la coopération*. Des cibles correspondantes et des indicateurs mesurables ont été développés pour surveiller le progrès de la mise en œuvre du Plan stratégique. Les progrès dans l'accomplissement de ces cibles, pour lesquels les rapports nationaux fournissent un moyen de vérification, sont soulignés dans tout le document.

Alors que la numérotation des sections spécifiques diffère du format du rapport national, cette analyse suit la structure générale des rapports nationaux, à l'exception des questions sur l'adhésion aux lignes directrices de conservation de l'AEWA, qui sont traitées ensemble à la fin.

Présentation des rapports en ligne

Tous les rapports nationaux pour le cycle de présentation des rapports de la MOP7 ont été soumis en utilisant l'Outil de rapport en ligne de la CMS (ORS) au moyen du format de rapport en ligne AEWA MOP7². Suite à la soumission des rapports nationaux, les données ont été extraites, compilées et synthétisées pour cette analyse. C'est le troisième cycle de présentation des rapports basé sur le format de présentation en ligne, et les Parties ont pu accéder à leurs réponses précédentes de la MOP6, de façon à rationaliser le processus de présentation des rapports.

Vue d'ensemble du taux de soumission

L'Article V.1(c) du texte de l'AEWA demande à chaque Partie contractante de préparer un rapport national sur sa mise en œuvre de l'Accord pour chaque session ordinaire de la Réunion des Parties (MOP). La date limite de soumission des rapports nationaux pour la période triennale 2015-2017 avait été fixée au 7 juin 2018, mais les rapports soumis avant le 23 juillet 2018 ont été acceptés

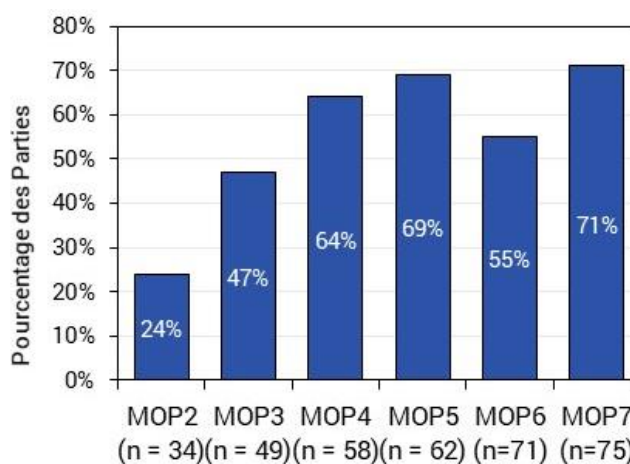


Figure 1.1. Taux national de soumission du rapport au cours du temps. À l'exception de MOP2 où aucun rapport de synthèse n'a été préparé, les valeurs représentent les rapports reçus à temps pour la synthèse compilée avant chaque MOP, sur un total de rapports dus (n).

¹ La durée prévue du Plan Stratégique de l'AEWA adopté par la MOP4 était de 2009 à 2017 ; elle a été étendue jusqu'en 2018 par la MOP6 au travers de la Résolution 6.14 et s'applique à la période 2009-2018.

² Les détails du format de rapport en ligne est disponible ici : www.unep-aewa.org/en/documents/national-reports

et inclus dans l'analyse. À cette échéance, **53 rapports ont été reçus** dans le format demandé, soit environ 71 % des 75 rapports devant être remis par les Parties contractantes à l'AEWA. Il s'agit du plus grand nombre de Parties et de la plus grande proportion de Parties répondantes jusqu'à présent. Cette évolution est illustrée dans la Figure 1.1. Tout au long de cette analyse, les pourcentages sont fournis tant à partir du nombre total de « Parties répondantes » (RP), se référant aux 53 Parties dont les rapports sont inclus dans l'analyse, qu'à partir du nombre total de « Parties contractantes » (CP), se référant aux 75 Parties qui devaient remettre leur rapport national.

Le détail des Parties ayant remis leur rapport à temps pour l'analyse, et ceux dont les rapports n'ont pas encore été reçus sont fournis ci-dessous et dans la Figure 1.2³.

Parties à l'AEWA ayant présenté leur rapport national (au 23 juillet 2018) (53 ; 71 % des rapports dus) :

- **Afrique (21 ; 60 % des rapports dus par les CP d'Afrique) :** Afrique du Sud, Algérie, Bénin, Burundi, Côte d'Ivoire, Djibouti, Égypte, Eswatini, Éthiopie, Ghana, Guinée Bissau, Kenya, Libye, Mali, Maroc, Maurice, Niger, Ouganda, Sénégal, Soudan et Tunisie.

- **Eurasie (32 ; 80 % des rapports dus par le CP d'Eurasie) :** Albanie, Allemagne, l'Ancienne République Yougoslave de Macédoine (ci-après ARY Macédoine), Belgique, Bulgarie, Chypre, Croatie, Danemark, Finlande, Espagne, France, Géorgie, Hongrie, Israël, Italie, Lettonie, Liban, Luxembourg, Norvège, les Pays-Bas, Portugal, République Arabe Syrienne (ci-après Syrie), République d'Estonie (ci-après Estonie), République de Moldova (ci-après Moldavie), République de Slovaquie (ci-après Slovaquie), République de Slovénie (ci-après Slovénie), République Tchèque, Roumanie, Suède, Suisse, Ukraine, et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et Irlande du Nord (ci-après Royaume-Uni).

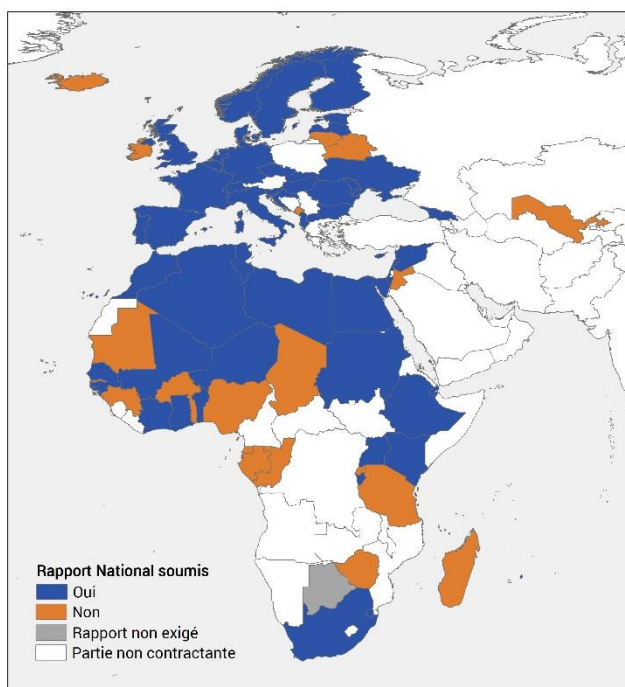


Figure 1.2. Parties contractantes à l'AEWA qui ont soumis un rapport national à la MOP7 pour le 23 juillet 2018³.

Parties à l'AEWA qui n'ont pas présenté leur rapport national (au 23 juillet 2018) (22 ; 29 % des rapports dus) : (nombre de MOP consécutives pour lesquelles le rapport national n'a pas été remis, entre parenthèses, si >1)

- **Afrique (14 ; 40 % des rapports dus par le CP d'Afrique) :** Burkina Faso (2), Congo (3), Gabon (2), la Gambie (6), Guinée (6), Guinée équatoriale (6), Madagascar, Mauritanie, Nigéria, la République unie de Tanzanie (2), Rwanda, Tchad (2), Togo (3) et Zimbabwe (2)⁴.
- **Eurasie (8 ; 20 % des rapports dus par le CP d'Eurasie) :** Biélorussie, Islande (2), Irlande (4), Jordanie (2), Lituanie (2), Monaco (2), Monténégro et Ouzbékistan (3).

Parties à l'AEWA dont la remise d'un rapport national n'était pas requise (2) en raison de leur adhésion à l'AEWA juste avant la date limite de présentation des rapports pour la MOP6 ou pour d'autres raisons : **Afrique (1) :** Botswana ; **Eurasie (1) :** l'Union européenne⁵.

³ Avis : Les appellations utilisées et la présentation des données sur ce plan n'impliquent aucune opinion de la part du PNUE quant au statut juridique d'un pays, territoire, ville ou secteur et de leurs autorités, ou au tracé de leurs frontières.

⁴ Zimbabwe a soumis son Rapport National le 27 Août 2018.

⁵ Suite à l'élaboration de rapports de chacun des États Membres de l'UE, le rapport de la Commission européenne n'a pas été requis au nom de l'UE.

II. Conservation des espèces

Il était posé aux Parties à l'AEWA dix-neuf questions visant à évaluer les progrès réalisés en matière de protection des oiseaux d'eau, y compris en ce qui concerne leur statut de protection au titre de la législation nationale, l'établissement de plans de gestion stratégique, l'interdiction de capture, et le contrôle d'espèces non-indigènes. Neuf questions ont contribué à évaluer les progrès réalisés vis-à-vis du Plan stratégique de l'AEWA, avec une indication globale que, malgré les mesures positives en cours d'adoption, il faudra se concentrer davantage pour atteindre les objectifs établis par le Plan stratégique en matière de conservation des espèces.

Q1. Veuillez confirmer le statut de protection de chaque population du tableau 1, colonne A de l'AEWA qui se trouve régulièrement dans votre pays, dans la législation nationale de votre pays (Plan d'action de l'AEWA, paragraphe 2.1.1).

Afin d'évaluer le statut de protection dont jouissent les espèces AEWA, il était demandé aux Parties de confirmer que les activités suivantes sont interdites pour les populations figurant à la Colonne A du Tableau 1 dont la venue est régulière dans leurs pays :

- a) le prélèvement d'oiseaux et d'œufs (**prélèvement**) ;
- b) les perturbations intentionnelles des populations figurant à la colonne A du Tableau 1, dans la mesure où ces perturbations seraient significatives pour la conservation de la population concernée (**perturbation**) ; et
- c) la détention, l'utilisation et le commerce des oiseaux de ces populations et de leurs œufs lorsqu'ils ont été prélevés en violation des interdictions définies par les dispositions de ce paragraphe, ainsi que la détention, l'utilisation et le commerce de toute partie ou produit facilement reconnaissable de ces oiseaux et de leurs œufs (**utilisation/commerce**).

Au total, il existe 203 populations d'espèces figurant à la Colonne A du Tableau 1 de l'AEWA pertinentes pour les Parties contractantes⁶ ; les Parties ont informé sur 190 populations figurant à la Colonne A.

Pour atteindre la Cible 1.1 du Plan stratégique et l'indicateur s'y rapportant, tous les États des aires de répartition doivent parvenir à protéger totalement toutes les populations figurant à la Colonne A du Tableau 1. Ceci veut dire que les trois activités ci-dessus mentionnées (prélèvement, perturbation et utilisation/commerce) doivent être totalement interdites par tous les États des aires de répartition. Toutes les Parties contractantes n'ayant pas soumis de rapports (22 non reçus) et plusieurs Parties répondantes n'ayant pas fourni de réponses complètes concernant toutes les populations pertinentes, il se révèle difficile d'évaluer si la protection totale est à l'œuvre d'après les Rapports nationaux. L'information ci-dessous fournit un résumé du statut de protection d'après l'information disponible.

Parmi toutes les populations figurant à la Colonne A, quatre seulement pouvaient être confirmées, à travers les Rapports nationaux AEWA, comme étant totalement protégées vis-à-vis des trois activités mentionnées ci-dessus (prélèvement, perturbation et utilisation/commerce) par tous les États des aires de répartition concernés :

- *Fratercula arctica* (Macareux moine) du Nord-Est du Canada, Nord du Groenland à Jan Mayen, Svalbard, Nord de la Novaya Zemlya ;

⁶ Neuf autres populations sont inscrites à la Colonne A du Tableau 1, mais elles ne sont rencontrées que chez des États non-Parties.

- *Gavia adamsii* (Plongeon à bec jaune) de l'Europe du Nord (hivernage) ;
- *Gavia arctica arctica* (Plongeon arctique) de Sibérie centrale/mer Caspienne ; et
- *Hydroprogne caspia* (Sterne caspienne) de la Mer Noire (reproductive).

Par ailleurs, il existe 84 autres populations pour lesquelles tous les États des aires de répartition ayant fourni une réponse complète⁷ ont confirmé la protection totale vis-à-vis de ces activités (Tableau 1, en Annexe).

Lorsque l'on examine la protection à travers tous les États des aires de répartition (y compris ceux n'ayant ni soumis de rapport, ni fourni de réponse), cinq populations étaient totalement protégées par plus de 75 % du total d'États des aires de répartition (outre les quatre populations mentionnées ci-dessus), et un total de 42 populations ont été confirmées comme totalement protégées dans au moins la moitié des États des aires de répartition concernés (Figure 2.1 ; Tableau 2.1 ; Tableau 1 en Annexe).

Quatre-vingt populations ont été confirmées comme n'étant pas totalement protégées (lorsqu'au moins un État des aires de répartition a répondu "Non" en ce qui concerne l'interdiction d'au moins l'une des trois activités mentionnées). Pour la plupart des populations de la Colonne A, toutefois, le statut exact de protection n'a pas pu être confirmé, faute de réponses ou de soumission de Rapports nationaux. En particulier, pour 126 populations, moins de 50 % des États des aires de répartition concernés ont fourni une réponse complète, et parmi celles-ci, il y a 23 populations pour lesquelles aucun État des aires de répartition n'a fourni de réponse complète (Tableau 1 en Annexe).

Tableau 2.1 Nombre et proportion des populations totalement protégées dans les États des aires de répartition ayant confirmé que leur législation interdisait les trois activités (prélèvement, perturbation, et utilisation/commerce).

Proportion des États des aires de répartition ayant confirmé la protection totale des populations ⁸	Nb. de populations	% de populations
>75 %	9	4 %
51-75 %	33	16 %
26-50 %	57	28 %
1-25 %	33	16 %
Aucun État de l'aire de répartition n'a confirmé la protection totale	71	35 %
Total	203	-

⁷ Les réponses étaient considérées "complètes" lorsqu'une Partie avait répondu (par Oui ou par Non) concernant les trois activités — prélèvement, perturbation, et utilisation/commerce — pour une population donnée.

⁸ Proportion calculée d'après le nombre de Parties ayant répondu confirmer que toutes les activités (prélèvement, perturbation, et utilisation/commerce) étaient interdites par rapport au nombre total de CP pertinentes appartenant aux États des aires de répartition des populations en question (y compris celles n'ayant ni répondu, ni informé).

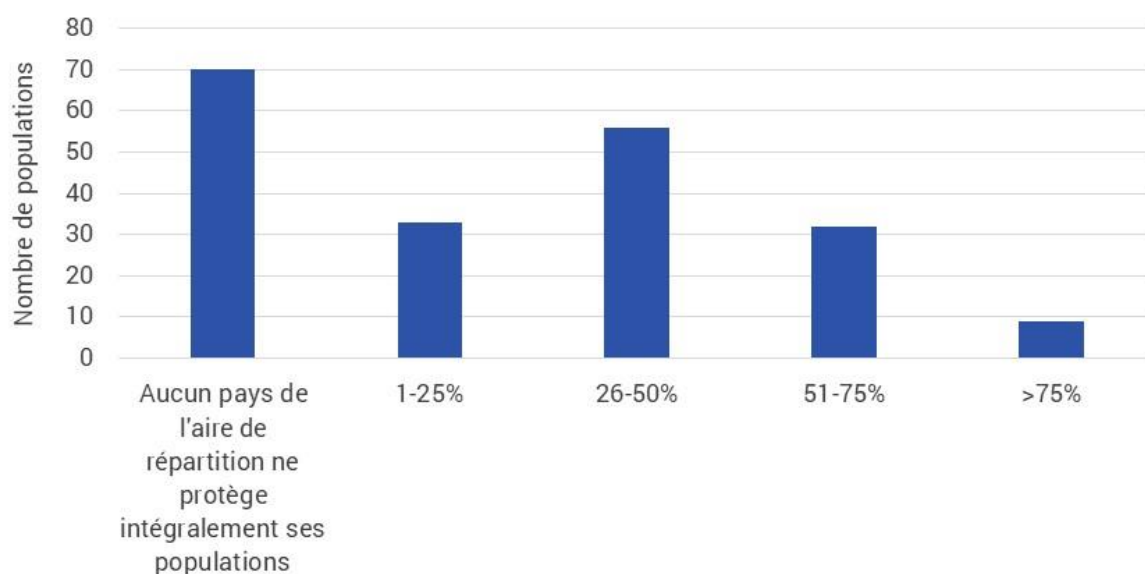


Figure 2.1. Nombre de populations et proportion d'États des aires de répartition au sein desquels une protection totale est à l'œuvre.

Cible 1.1 du Plan stratégique : Une protection légale complète est accordée à toutes les espèces figurant à la colonne A.

Indicateur : Toutes les Parties contractantes ont adopté des législations nationales pour protéger toutes les espèces de la colonne A.



Figure 2.2. Nombre de Parties contractantes ayant adopté une législation interdisant les trois activités (prélèvement, perturbation et utilisation/commerce) pour protéger toutes les espèces de la Colonne A (9 Parties).

Afin d'atteindre la Cible 1.1, une législation interdisant prélèvement, perturbation et utilisation/commerce est requise dans l'ensemble des aires de répartition des populations. Pour atteindre cet indicateur, toutes les Parties contractantes devraient donc protéger totalement toutes les espèces de la Colonne A. Si l'on considère les avancements concernant l'indicateur, neuf Parties ont confirmé que toutes les populations pertinentes figurant à la Colonne A étaient totalement protégées (c.à.d. que les trois activités sont interdites) (voir Tableau 2 en Annexe). Ces Parties sont la Belgique, la Croatie, la Hongrie, le Liban, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Slovaquie, la Slovénie, et la Suisse. Elles représentent 12 % des Parties contractantes, à comparer aux 100 % requis pour atteindre l'indicateur (Figure 2.2). Douze autres Parties ont confirmé la protection totale de toutes les populations pour lesquelles ils fournissaient une réponse complète.

Lorsque l'on considère toutes les populations pour lesquelles tous les États des aires de répartition ont été demandés de fournir une réponse, quinze autres Parties ont confirmé la protection totale de plus de 75 % de toutes leurs populations figurant à la Colonne A (Tableau 2.2).

Tableau 2.2 Nombre de Parties ayant confirmé la protection totale de toutes les populations inscrites dans la Colonne A dans leurs pays (à travers une législation interdisant les trois activités (prélèvement, perturbation, et utilisation/commerce)).

Pourcentage de populations complètement protégées	Nb. de Parties répondantes	Parties
>75	24	Albanie, Allemagne, Belgique, Bulgarie, Croatie, Danemark, Égypte, Estonie, Finlande, France, Géorgie, Hongrie, Israël, Italie, Lettonie, Liban, Luxembourg, Norvège, Ouganda, Pays-Bas, Slovaquie, Slovénie, Suisse, Ukraine
51-75 %	1	Suède
26-50 %	3	Maurice, Sénégal, Syrie
1-25 %	14	Algérie, Bénin, Burundi, Djibouti, Espagne, Éthiopie, Ghana, Kenya, Libye, Niger, République Tchèque, Roumanie, Royaume-Uni, Soudan
Pas de populations confirmées comme complètement protégées	11	Afrique du Sud, ARY Macédoine, Chypre, Côte d'Ivoire, Eswatini, Guinée Bissau, Mali, Maroc, Moldavie, Portugal, Tunisie
Total	53	

Des détails supplémentaires concernant, respectivement, le statut de protection par population et par Partie répondante, figurent dans les Tableaux 1 et 2, en Annexe. L'interdiction des trois activités pour toutes les populations figurant à la Colonne A est un domaine où il faudra concentrer plus d'attention – aussi bien à l'intérieur des États des aires de répartition (pour garantir que les trois actions sont interdites pour toutes les populations) qu'à travers la région AEWA – afin d'assurer une meilleure couverture à travers les aires de répartition des espèces. Des rapports plus complets seraient bénéfique pour faciliter l'évaluation continue.

Q2. Veuillez confirmer si la chasse de toute population figurant en catégorie 2 ou 3* ou 4 dans la colonne A du Tableau 1 de l'AEWA est autorisée dans votre pays.*

D'après les réponses des Parties, la chasse était autorisée dans un pays ou davantage pour six des populations figurant à la Colonne A du Tableau 1, catégorie 2 ou 3 marquées d'un astérisque, ou catégorie 4 : *Anser albifrons flavirostris*, *Anser fabalis fabalis*, *Gallinago media*, *Limosa limosa islandica*, *Limosa limosa limosa* et *Numenius arquata arquata* (Tableau 2.3).

Tableau 2.3. Liste de populations d'oiseaux d'eau, leur catégorie au Tableau 1 de l'AEWA, leur catégorie sur la Liste Rouge de l'UICN, et le nombre de Parties ayant répondu si la chasse de leurs populations était autorisée ou non. ¹La Liste Rouge de l'UICN a évalué l'espèce, mais pas la sous-espèce, ²La Partie a répondu que cette espèce est légalement protégée, ³La Partie a répondu que la chasse de cette espèce est interdite ; ⁴LC = Préoccupation mineure, NT = Quasi menacée

Taxon	Population et Catégorie AEWA Tableau 1	Catégorie de la Liste Rouge [†]	Nb. de Parties répondantes	Chasse autorisée		Chasse interdite		Nb. de Parties répondantes n'ayant pas donné de réponse
				Nb.	Parties	Nb.	Parties	
ANATIDAE								
<i>Thalassornis leuconotus leuconotus</i> Dendrocygne à dos blanc	A2* (Afrique de l'Est et australe)	LC ¹	6	0		6	Afrique du Sud ² , Burundi ³ , Eswatini ³ , Kenya ² , Ouganda ³ et Soudan	[1] Éthiopie
<i>Anser fabalis fabalis</i> Oie des moissons	A3c* (Europe du Nord-Est et du Nord-Ouest)	LC ¹	9	5	Allemagne, Danemark, Finlande, France et Suède	4	Belgique ³ , Norvège ² Pays-Bas ² , et Royaume-Uni ²	[0]
<i>Anser albifrons flavirostris</i> Oie rieuse	2* (Groenland/Irlande & Royaume-Uni)	LC ¹	3	1	Royaume-Uni	2	Danemark et Norvège ²	[0]
PHOENICOPTERIDAE								
<i>Phoeniconaias minor</i> Flamant nain	A4 (Afrique de l'Ouest, de l'Est et austral à Madagascar)	NT	5	0		5	Burundi ³ , Djibouti, Kenya ² , Ouganda et Soudan ²	[1] Éthiopie
SCOLOPACIDAE								
<i>Numenius arquata arquata</i> Courlis cendré	A4 (Europe/Europe, Afrique du Nord et de l'Ouest)	NT ¹	32	1	France	31	Albanie ² , Algérie ³ , Allemagne, ARY Macédoine ² , Belgique, Bulgarie ² , Croatie ² , Danemark ³ , Espagne ² , Estonie ³ , Finlande, Guinée Bissau ² , Hongrie ³ , Italie ² , Lettonie, Luxembourg, Maroc ³ , Moldavie ³ , Norvège ² , Pays-Bas ² , Portugal, République Tchèque ² , Roumanie ² , Royaume-Uni ² , Sénégal, Slovaquie ³ , Slovénie, Suède ² , Suisse ² , Tunisie ² et Ukraine ³	[1] Mali
<i>Limosa limosa islandica</i> Barge à queue noire	A4 (Islande/ Europe de l'Ouest)	NT ¹	13	1	Maroc	12	Algérie ³ , Allemagne, Belgique, Danemark ³ , Espagne ² , Finlande, France, Norvège ² , Pays-Bas ² , Portugal, Royaume-Uni ² et Suède ²	[0]

Taxon	Population et Catégorie AEWA Tableau 1	Catégorie de la Liste Rouge [†]	Nb. de Parties répondantes	Chasse autorisée		Chasse interdite		Nb. de Parties répondantes n'ayant pas donné de réponse
				Nb.	Parties	Nb.	Parties	
<i>Limosa limosa limosa</i> Barge à queue noire	A4 (Europe occidentale, Nord-Ouest Afrique du Nord- Ouest et de l'Ouest) et A4 (Asie de l'Ouest et centrale/Asie du Sud-Ouest & Afrique de l'Est)	NT ¹	39	2	Bénin et Maroc	37	Allemagne, Algérie ³ , Belgique, Burundi ³ , Côte d'Ivoire ² , Croatie ² , Danemark ³ , Djibouti, Égypte ² , Espagne ² , Estonie ³ , Finlande, France, Géorgie ³ , Ghana ³ , Guinée Bissau, Hongrie ³ , Italie ² , Kenya ² , Lettonie, Libye ² , Luxembourg, Niger, Norvège ² , Ouganda, Pays-Bas ² , Portugal, République Tchèque ² , Royaume- Uni ² , Sénégal, Slovaquie ³ , Slovénie ³ , Soudan, Suède ² , Suisse ² , Syrie, et Tunisie ²	[2] Éthiopie et Mali
<i>Gallinago media</i> Bécassine double	A4 (Sibérie occidentale & Europe du Nord- Est/Afrique du Sud-Est)	NT	32	2	ARY Macédoine et Tunisie	30	Afrique du Sud ² , Allemagne, Albanie ² , Algérie ³ , Bulgarie ² , Burundi ³ , Croatie ² , Danemark ³ , Égypte ² , Estonie ³ , Eswatini ³ , Finlande, Géorgie ³ , Hongrie ³ , Israël, Italie ² , Kenya ² , Lettonie, Liban, Libye, Moldavie, Ouganda, République Tchèque ² , Roumanie, Slovaquie ³ , Slovénie, Soudan, Suisse ² , Syrie ³ et Ukraine ³	[3] Chypre, Éthiopie, et Suède
GLAREOLIDAE								
<i>Glareola nordmanni</i> Glaréole à ailes noires	A4 (Europe du Sud-Est & Asie de l'Ouest/Afrique australe)	NT	17	0		17	Afrique du Sud ² , Bulgarie ² , Burundi ³ , Chypre, Côte d'Ivoire ² , Égypte ² , Eswatini, Géorgie ³ , Israël, Liban, Libye, Moldavie, Niger, Ouganda, Roumanie, Soudan, et Ukraine ³	[2] Éthiopie et Mali

Q3. Veuillez confirmer que le prélèvement est réglementé pour chaque population de la colonne B du Tableau 1 de l'AEWA qui se trouve régulièrement dans votre pays.

Il était demandé aux Parties de confirmer que, pour les populations figurant à la Colonne B du Tableau 1 dont la venue est régulière dans leurs pays :

- a) la capture est interdite durant les différentes phases de la reproduction et de l'élevage des jeunes et pendant leur retour vers les lieux de reproduction, dans la mesure où ledit prélèvement a un effet défavorable sur l'état de conservation de la population concernée ;
- b) les prélèvements font l'objet de limitations ; et
- c) la détention, l'utilisation et le commerce des oiseaux de ces populations et de leurs œufs lorsqu'ils ont été prélevés en violation des interdictions définies au titre du Plan d'action de l'AEWA, paragraphe 2.1.2., ainsi que la détention, l'utilisation et le commerce de toute partie ou produit facilement reconnaissable de ces oiseaux et de leurs œufs, sont interdites.

Au total, 166 populations sont inscrites à la Colonne B du Tableau 1. Quarante-quatre Parties ont fourni une réponse pour au moins une population pertinente. D'après l'information fournie, trois populations figurant à la Colonne B ont été confirmées être pleinement réglementées sur toutes leurs aires de répartition ; il s'agit de trois populations dont la Norvège était le seul État des aires de répartition :

- *Cephus grylle mandtii* Guillemot à miroir (Arctique E Amérique du Nord au Groenland, Jan Mayen & Svalbard E en passant par la Sibérie à l'Alaska) ;
- *Somateria mollissima borealis* Eider à duvet (Svalbard & Franz Joseph) ; et
- *Uria lomvia lomvia* Guillemot de Brünnich (E Amérique du Nord, Groenland, E à Severnaya Zemlya).

Il existe 59 autres populations pour lesquelles tous les États des aires de répartition ayant fourni une réponse complète ont confirmé la réglementation totale des trois activités.

Pour dix-neuf populations, aucun État des aires de répartition ayant répondu n'a confirmé l'existence d'une réglementation totale ; deux de ces populations comportaient des réponses incomplètes de la part d'au moins l'un des États des aires de répartition, tandis que pour les dix-sept restantes, une Partie au moins avait répondu "Non" à au moins l'un des trois mécanismes réglementaires. Pour seize populations, aucune information n'a été communiquée par aucun des États des aires de répartition concernés.

Les Parties étaient jugées avoir confirmé la protection totale d'une population si elle répondait "Oui" concernant les trois mécanismes réglementaires mentionnés ci-dessus, ou fournissaient des détails pour toute réponse "Non" afin d'indiquer si une population était protégée (c.à.d. que de nombreuses Parties ont communiqué ne pas avoir établi de limites aux prélèvements portant sur certaines populations soit parce que toute chasse était interdite dans leurs pays, soit parce qu'une espèce particulière était protégée, et donc qu'absolument aucun prélèvement n'était autorisé). Lorsque l'on examine les cas ci-dessus, huit Parties ont confirmé que toutes leurs populations pertinentes figurant à la Colonne B faisaient l'objet d'une réglementation totale en termes de prélèvements, de limitations aux prélèvements, et à l'utilisation et au commerce (Belgique, Croatie, Danemark, Finlande, Liban, Pays-Bas, Slovaquie et Ouganda). Seize autres Parties ont confirmé une réglementation totale concernant toutes les populations pour lesquelles ils ont fourni une réponse.

Trois Parties n'ont fourni de réponses complètes pour aucune de leurs espèces pertinentes figurant à la Colonne B.

Q4. Veuillez indiquer quels modes de prélèvement sont interdits dans votre pays (Plan d'action de l'AEWA, paragraphe 2.1.2(b)).

Cible 2.3 : Des mesures destinées à réduire, et éliminer autant que possible, les prélèvements illégaux d'oiseaux d'eau, l'utilisation d'appâts empoisonnés ainsi que les méthodes de prélèvement non sélectives sont élaborées et implémentées.

Indicateur : Toutes les Parties contractantes disposent d'une législation pertinente qui est entièrement appliquée.

La Cible 2.3 du Plan stratégique 2009-2018 renvoie à des mesures visant à réduire ou à éliminer les modes de capture non-sélectifs et illicites (voir Section 5.1 en ce qui concerne la composante "capture illicite" de la cible). Pour atteindre cette cible, toutes les Parties devraient avoir une législation pertinente en vigueur et correctement appliquée. Le questionnaire spécifiait dix-sept modes de capture qui devraient être interdits pour réduire au minimum l'impact sur les oiseaux d'eau, et ménageait la possibilité d'ajouter des détails concernant d'autres méthodes interdites.

Sur les quarante-neuf Parties (92 % des RP, 65 % des CP) ayant communiqué que certains modes de capture étaient interdits dans leurs pays, quarante-sept (89 % des RP ; 63 % des CP) interdisaient au moins 11 modes de capture ; et parmi celles-ci, trente-deux (60 % des RP, 43 % des CP) affirmaient interdire tous les modes de capture spécifiés (Figure 2.3 ; Tableau 5, en Annexe). Pour atteindre la Cible 2.3, toutes les Parties contractantes doivent avoir établi et mis en vigueur une législation interdisant les modes de capture susceptibles d'avoir un impact sur les espèces d'oiseaux d'eau. Bien que les résultats indiquent un progrès vis-à-vis de l'atteinte de cette Cible 2.3, des efforts restent à faire pour pleinement l'atteindre. L'Afrique du Sud a communiqué que bien qu'aucun mode de capture n'ait été interdit, tous étaient réglementés à travers la législation environnementale. Djibouti, la Guinée Bissau et la Norvège n'a pas répondu à cette question.

Q5. Votre pays a-t-il accorde des dérogations aux interdictions citées ci-dessus pour des besoins de subsistance ? (Plan d'action de l'AEWA, paragraphe 2.1.2(b))

La grande majorité des Parties répondantes (quarante-huit Parties : 91 % des RP, 64 % des CP) ont communiqué qu'aucune dérogation aux modes de prélèvement interdits n'avait été accordée au cours de la période de rapport. Deux Parties, l'Égypte et le Ghana, communiquaient avoir accordé des dérogations. L'Égypte a communiqué que l'utilisation de filets et de pièges était autorisée pour la chasse traditionnelle de Cailles, de Canards et de quelques Passereaux, et que les dérogations n'étaient délivrées qu'à des communautés locales et pour de faibles prélèvements d'oiseaux, à des fins de subsistance. Quant au Ghana, il n'autorisait l'utilisation de filets qu'à des fins de recherche, et sur autorisation écrite préalable de l'autorité de ressort. La Guinée Bissau, le Mali et Maurice ont répondu "pas pertinent" à cette question.

Q6. Des dérogations ont-elles été accordées aux interdictions prévues aux paragraphes 2.1.1 et 2.1.2 du Plan d'action de l'AEWA ? (Plan d'action de l'AEWA, paragraphe 2.1.3(b))

Onze Parties (21 % des RP ; 14 % des CP) ont déclaré accorder des dérogations aux interdictions exposées aux paragraphes 2.1.1, 2.1.2, et 2.1.3 du Plan d'action de l'AEWA pour au moins une espèce de l'AEWA au cours de la période de rapport. Toutefois, huit Parties seulement fournissaient des détails concernant les dérogations pendant la dernière période triennale (Tableau 2.4 ; Tableau 6, en Annexe). L'Égypte a communiqué des dérogations pour une période antérieure, et seule l'Allemagne a fourni le motif de la dérogation ; le Portugal n'a pas fourni de plus ample information spécifique aux

espèces. Des dérogations ont été accordées pour 89 espèces de l'AEWA pendant la dernière période triennale (Tableau 2.4).

Les principales raisons mentionnées pour accorder des dérogations étaient les suivantes : 1) à des fins de recherche et d'éducation, de réintroduction, et à des fins de reproduction pour couvrir ces besoins (78 espèces), et 2) dans l'intérêt de la sécurité aérienne ou tout autre intérêt public supérieur (36 espèces). Parmi les autres motifs de dérogation figuraient : la prévention de graves dommages aux récoltes, à l'eau ou aux pêcheries (22 espèces), la protection de la flore et de la faune (12 espèces), et le prélèvement et la détention ou toute autre utilisation judicieuse de certains oiseaux en petites quantités (six espèces) (Tableau 2.4). Trente Parties (57 % des RP ; 39 % des CP) déclaraient n'accorder aucune dérogation, et douze (23 % des RP ; 16 % des CP) n'ont pas fourni de réponse.

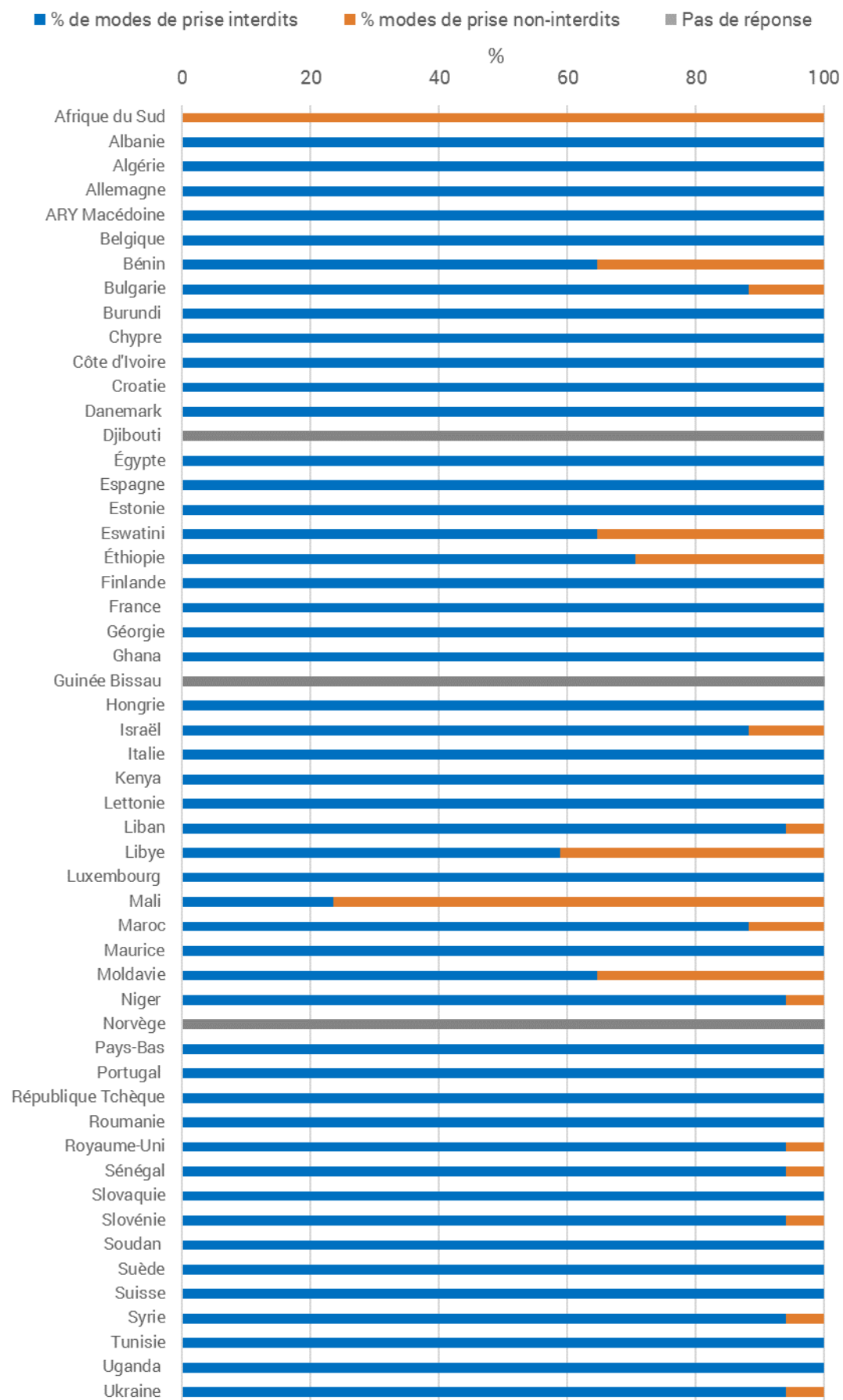


Figure 2.3. Parties présentant leurs données sur les dix-sept modes de prise interdits dans leur pays.

Tableau 2.4. Parties indiquant les dérogations aux interdictions prévues aux paragraphes 2.1.1 et 2.1.2 pour le Plan d'action de l'AEWA (Q6). Les réponses ne correspondant pas à la dernière période triennale ont été exclues.

Espèce	Partie	Raison
ANATIDAE		
<i>Cygnus olor</i> Cygne tuberculé	Danemark	Pour prévenir les dommages importants aux cultures, à l'eau et à la pêche.
	Hongrie	Pour prévenir les dommages importants aux cultures, à l'eau et à la pêche.
	Pays-Bas	Pour prévenir les dommages importants aux cultures, à l'eau et à la pêche. Dans l'intérêt de la sécurité aérienne ou d'autres intérêts publics prioritaires.
	Royaume-Uni	Pour prévenir les dommages importants aux cultures, à l'eau et à la pêche. À des fins de recherche et d'éducation, de réintroduction et de reproduction nécessaire à ces fins.
<i>Cygnus Cygnus</i> Cygne chanteur	Danemark	Pour prévenir les dommages importants aux cultures, à l'eau et à la pêche.
	Royaume-Uni	À des fins de recherche et d'éducation, de réintroduction et de reproduction nécessaire à ces fins.
<i>Cygnus columbianus</i> Cygne siffleur	Pays-Bas	À des fins de recherche et d'éducation, de réintroduction et de reproduction nécessaire à ces fins.
	Royaume-Uni	Pour prévenir les dommages importants aux cultures, à l'eau et à la pêche.
<i>Branta bernicla</i> Bernache cravant	Danemark	Pour prévenir les dommages importants aux cultures, à l'eau et à la pêche.
	Pays-Bas	Pour prévenir les dommages importants aux cultures, à l'eau et à la pêche. Dans l'intérêt de la sécurité aérienne ou d'autres intérêts publics prioritaires.
	Royaume-Uni	Pour prévenir les dommages importants aux cultures, à l'eau et à la pêche. À des fins de recherche et d'éducation, de réintroduction et de reproduction nécessaire à ces fins.
<i>Branta leucopsis</i> Bernache nonnette	Danemark	Pour prévenir les dommages importants aux cultures, à l'eau et à la pêche.
	Pays-Bas	Pour prévenir les dommages importants aux cultures, à l'eau et à la pêche. Dans l'intérêt de la sécurité aérienne ou d'autres intérêts publics prioritaires. À des fins de recherche et d'éducation, de réintroduction et de reproduction nécessaire à ces fins. Pour la protection de la flore et de la faune.
	Royaume-Uni	Pour prévenir les dommages importants aux cultures, à l'eau et à la pêche. À des fins de recherche et d'éducation, de réintroduction et de reproduction nécessaire à ces fins.
<i>Anser anser</i> Oie cendrée	Danemark	Pour prévenir les dommages importants aux cultures, à l'eau et à la pêche. Dans l'intérêt de la sécurité aérienne ou d'autres intérêts publics prioritaires.
	Hongrie	Pour prévenir les dommages importants aux cultures, à l'eau et à la pêche.
	Pays-Bas	Pour prévenir les dommages importants aux cultures, à l'eau et à la pêche. Dans l'intérêt de la sécurité aérienne ou d'autres intérêts publics prioritaires. Pour la protection de la flore et de la faune.
	Royaume-Uni	Pour prévenir les dommages importants aux cultures, à l'eau et à la pêche.

Espèce	Partie	Raison
<i>Anser anser</i> Oie cendrée (cont.)	Royaume-Uni (cont.)	Dans l'intérêt de la sécurité aérienne ou d'autres intérêts publics prioritaires. À des fins de recherche et d'éducation, de réintroduction et de reproduction nécessaire à ces fins.
	Slovaquie	Dans l'intérêt de la sécurité aérienne ou d'autres intérêts publics prioritaires.
<i>Anser fabalis</i> Oie des moissons	Danemark	Pour prévenir les dommages importants aux cultures, à l'eau et à la pêche.
	Royaume-Uni	À des fins de recherche et d'éducation, de réintroduction et de reproduction nécessaire à ces fins.
<i>Anser brachyrhynchus</i> Oie à bec court	Danemark	Pour prévenir les dommages importants aux cultures, à l'eau et à la pêche.
	Pays-Bas	Pour prévenir les dommages importants aux cultures, à l'eau et à la pêche.
	Royaume-Uni	Pour prévenir les dommages importants aux cultures, à l'eau et à la pêche. À des fins de recherche et d'éducation, de réintroduction et de reproduction nécessaire à ces fins.
<i>Anser albifrons</i> Oie rieuse	Danemark	Pour prévenir les dommages importants aux cultures, à l'eau et à la pêche.
	Pays-Bas	Pour prévenir les dommages importants aux cultures, à l'eau et à la pêche. Dans l'intérêt de la sécurité aérienne ou d'autres intérêts publics prioritaires. Pour la protection de la flore et de la faune.
<i>Anser albifrons albifrons</i> Oie rieuse	Royaume-Uni	À des fins de recherche et d'éducation, de réintroduction et de reproduction nécessaire à ces fins.
	Slovaquie	Dans l'intérêt de la sécurité aérienne ou d'autres intérêts publics prioritaires.
<i>Somateria mollissima</i> Eider à duvet	Royaume-Uni	À des fins de recherche et d'éducation, de réintroduction et de reproduction nécessaire à ces fins.
<i>Melanitta nigra</i> Macreuse noire	Royaume-Uni	À des fins de recherche et d'éducation, de réintroduction et de reproduction nécessaire à ces fins.
<i>Bucephala clangula</i> Garrot à œil d'or	Royaume-Uni	À des fins de recherche et d'éducation, de réintroduction et de reproduction nécessaire à ces fins.
<i>Mergus merganser</i> Grand Harle	Royaume-Uni	Pour prévenir les dommages importants aux cultures, à l'eau et à la pêche.
		À des fins de recherche et d'éducation, de réintroduction et de reproduction nécessaire à ces fins.
<i>Mergus serrator</i> Harle huppé	Royaume-Uni	Pour prévenir les dommages importants aux cultures, à l'eau et à la pêche.
<i>Alopochen aegyptiaca</i> Oulette d'Égypte	Royaume-Uni	Pour prévenir les dommages importants aux cultures, à l'eau et à la pêche.
		Dans l'intérêt de la sécurité aérienne ou d'autres intérêts publics prioritaires.
<i>Tadorna tadorna</i> Tadorne de Belon	Pays-Bas	Dans l'intérêt de la sécurité aérienne ou d'autres intérêts publics prioritaires.
	Royaume-Uni	À des fins de recherche et d'éducation, de réintroduction et de reproduction nécessaire à ces fins.
<i>Aythya ferina</i> Fuligule milouin	Belgique	Dans l'intérêt de la sécurité aérienne ou d'autres intérêts publics prioritaires.
<i>Aythya fuligula</i> Fuligule morillon	Royaume-Uni	À des fins de recherche et d'éducation, de réintroduction et de reproduction nécessaire à ces fins.
<i>Spatula querquedula</i> Sarcelle d'été	Italie	À des fins de recherche et d'éducation, de réintroduction et de reproduction nécessaire à ces fins.
<i>Spatula clypeata</i> Canard souchet	Pays-Bas	Dans l'intérêt de la sécurité aérienne ou d'autres intérêts publics prioritaires.
	Royaume-Uni	À des fins de recherche et d'éducation, de réintroduction et de reproduction nécessaire à ces fins.
<i>Mareca strepera</i> Canard chipeau	Pays-Bas	Dans l'intérêt de la sécurité aérienne ou d'autres intérêts publics prioritaires.
<i>Mareca penelope</i> Canard siffleur	Pays-Bas	Pour prévenir les dommages importants aux cultures, à l'eau et à la pêche.
		Dans l'intérêt de la sécurité aérienne ou d'autres intérêts publics prioritaires.

Espèce	Partie	Raison
<i>Mareca penelope</i> Canard siffleur (cont.)	Pays-Bas (cont.)	Pour la protection de la flore et de la faune.
	Royaume-Uni	À des fins de recherche et d'éducation, de réintroduction et de reproduction nécessaire à ces fins.
<i>Anas platyrhynchos</i> Canard colvert	Hongrie	Pour prévenir les dommages importants aux cultures, à l'eau et à la pêche.
	Pays-Bas	Pour prévenir les dommages importants aux cultures, à l'eau et à la pêche. Dans l'intérêt de la sécurité aérienne ou d'autres intérêts publics prioritaires. Pour la protection de la flore et de la faune.
	Royaume-Uni	Pour prévenir les dommages importants aux cultures, à l'eau et à la pêche. Dans l'intérêt de la sécurité aérienne ou d'autres intérêts publics prioritaires. À des fins de recherche et d'éducation, de réintroduction et de reproduction nécessaire à ces fins.
	Slovaquie	Dans l'intérêt de la sécurité aérienne ou d'autres intérêts publics prioritaires.
<i>Anas acuta</i> Canard pilet	Pays-Bas	Dans l'intérêt de la sécurité aérienne ou d'autres intérêts publics prioritaires.
	Royaume-Uni	À des fins de recherche et d'éducation, de réintroduction et de reproduction nécessaire à ces fins.
<i>Anas crecca</i> Sarcelle d'hiver	Pays-Bas	Dans l'intérêt de la sécurité aérienne ou d'autres intérêts publics prioritaires.
	Royaume-Uni	À des fins de recherche et d'éducation, de réintroduction et de reproduction nécessaire à ces fins.
PHOENICOPTERIDAE		
<i>Phoenicopus roseus</i> Flamant rose	Italie	À des fins de recherche et d'éducation, de réintroduction et de reproduction nécessaire à ces fins.
RALLIDAE		
<i>Rallus aquaticus</i> Râle d'eau	Belgique	À des fins de recherche et d'éducation, de réintroduction et de reproduction nécessaire à ces fins.
	Pays-Bas	Dans l'intérêt de la sécurité aérienne ou d'autres intérêts publics prioritaires.
	Royaume-Uni	À des fins de recherche et d'éducation, de réintroduction et de reproduction nécessaire à ces fins.
<i>Crex crex</i> Râle des genêts	Royaume-Uni	À des fins de recherche et d'éducation, de réintroduction et de reproduction nécessaire à ces fins. Pour la protection de la flore et de la faune.
<i>Gallinula chloropus</i> Gallinule poule-d'eau	Pays-Bas	Pour prévenir les dommages importants aux cultures, à l'eau et à la pêche.
	Royaume-Uni	À des fins de recherche et d'éducation, de réintroduction et de reproduction nécessaire à ces fins.
	Slovaquie	Pour prévenir les dommages importants aux cultures, à l'eau et à la pêche. Pour permettre, dans des conditions strictement contrôlées, sur une base sélective et dans une mesure limitée, la capture et la détention ou toute autre utilisation pertinente de certains oiseaux en petites quantités.
<i>Fulica atra</i> Foulque macroule	Belgique	Pour prévenir les dommages importants aux cultures, à l'eau et à la pêche.
	Pays-Bas	Pour prévenir les dommages importants aux cultures, à l'eau et à la pêche. Dans l'intérêt de la sécurité aérienne ou d'autres intérêts publics prioritaires.
	Royaume-Uni	À des fins de recherche et d'éducation, de réintroduction et de reproduction nécessaire à ces fins.
	Slovaquie	À des fins de recherche et d'éducation, de réintroduction et de reproduction nécessaire à ces fins.

Espèce	Partie	Raison
GRUIDAE		
<i>Grus grus</i> Grue cendrée	Belgique	Pour permettre, dans des conditions strictement contrôlées, sur une base sélective et dans une mesure limitée, la capture et la détention ou toute autre utilisation pertinente de certains oiseaux en petites quantités.
	Royaume-Uni	À des fins de recherche et d'éducation, de réintroduction et de reproduction nécessaire à ces fins.
<i>Gavia stellata</i> Plongeon catmarin	Royaume-Uni	À des fins de recherche et d'éducation, de réintroduction et de reproduction nécessaire à ces fins.
CICONIIDAE		
<i>Ciconia nigra</i> Cigogne noire	Slovaquie	Dans l'intérêt de la sécurité aérienne ou d'autres intérêts publics prioritaires.
<i>Ciconia ciconia</i> Cigogne blanche	Belgique	Dans l'intérêt de la sécurité aérienne ou d'autres intérêts publics prioritaires.
	Pays-Bas	Pour prévenir les dommages importants aux cultures, à l'eau et à la pêche. Dans l'intérêt de la sécurité aérienne ou d'autres intérêts publics prioritaires.
	Slovaquie	Dans l'intérêt de la sécurité aérienne ou d'autres intérêts publics prioritaires.
THRESKIORNITHIDAE		
<i>Platalea leucorodia</i> Spatule blanche	Belgique	À des fins de recherche et d'éducation, de réintroduction et de reproduction nécessaire à ces fins.
	Italie	À des fins de recherche et d'éducation, de réintroduction et de reproduction nécessaire à ces fins.
ARDEIDAE		
<i>Nycticorax nycticorax</i> Bihoreau gris	Belgique	À des fins de recherche et d'éducation, de réintroduction et de reproduction nécessaire à ces fins.
<i>Ardea cinerea</i> Héron cendré	Danemark	Pour prévenir les dommages importants aux cultures, à l'eau et à la pêche.
	Pays-Bas	Pour prévenir les dommages importants aux cultures, à l'eau et à la pêche. Dans l'intérêt de la sécurité aérienne ou d'autres intérêts publics prioritaires.
	Royaume-Uni	Pour prévenir les dommages importants aux cultures, à l'eau et à la pêche. Dans l'intérêt de la sécurité aérienne ou d'autres intérêts publics prioritaires.
		À des fins de recherche et d'éducation, de réintroduction et de reproduction nécessaire à ces fins.
	Slovaquie	Dans l'intérêt de la sécurité aérienne ou d'autres intérêts publics prioritaires.
<i>Ardea purpurea</i> Héron pourpré	Belgique	À des fins de recherche et d'éducation, de réintroduction et de reproduction nécessaire à ces fins.
<i>Ardea alba</i> Grande aigrette	Slovaquie	Dans l'intérêt de la sécurité aérienne ou d'autres intérêts publics prioritaires.
SULIDAE		
<i>Morus bassanus</i> Fou de Bassan	Royaume-Uni	À des fins de recherche et d'éducation, de réintroduction et de reproduction nécessaire à ces fins.
PHALACROCORACIDAE		
<i>Microcarbo pygmaeus</i> Cormoran pygmée	Italie	À des fins de recherche et d'éducation, de réintroduction et de reproduction nécessaire à ces fins.
<i>Phalacrocorax carbo</i> Grand cormoran	Danemark	Pour prévenir les dommages importants aux cultures, à l'eau et à la pêche.
	Pays-Bas	Pour prévenir les dommages importants aux cultures, à l'eau et à la pêche. Dans l'intérêt de la sécurité aérienne ou d'autres intérêts publics prioritaires.
	Royaume-Uni	Pour prévenir les dommages importants aux cultures, à l'eau et à la pêche.

Espèce	Partie	Raison
		À des fins de recherche et d'éducation, de réintroduction et de reproduction nécessaire à ces fins.
	Slovaquie	Pour prévenir les dommages importants aux cultures, à l'eau et à la pêche.
	Slovénie	Dans l'intérêt de la sécurité aérienne ou d'autres intérêts publics prioritaires.
HAEMATOPODIDAE		
<i>Haematopus ostralegus</i> Huitrier pie	Belgique	À des fins de recherche et d'éducation, de réintroduction et de reproduction nécessaire à ces fins.
	Danemark	Dans l'intérêt de la sécurité aérienne ou d'autres intérêts publics prioritaires.
	Pays-Bas	Dans l'intérêt de la sécurité aérienne ou d'autres intérêts publics prioritaires.
	Royaume-Uni	Dans l'intérêt de la sécurité aérienne ou d'autres intérêts publics prioritaires.
		À des fins de recherche et d'éducation, de réintroduction et de reproduction nécessaire à ces fins.
RECURVIROSTRIDAE		
<i>Recurvirostra avosetta</i> Avocette élégante	Belgique	À des fins de recherche et d'éducation, de réintroduction et de reproduction nécessaire à ces fins.
	Royaume-Uni	À des fins de recherche et d'éducation, de réintroduction et de reproduction nécessaire à ces fins.
<i>Himantopus himantopus</i> Échasse blanche	Italie	À des fins de recherche et d'éducation, de réintroduction et de reproduction nécessaire à ces fins.
CHARADRIIDAE		
<i>Pluvialis apricaria</i> Pluvier doré	Pays-Bas	Dans l'intérêt de la sécurité aérienne ou d'autres intérêts publics prioritaires.
		À des fins de recherche et d'éducation, de réintroduction et de reproduction nécessaire à ces fins.
	Royaume-Uni	Dans l'intérêt de la sécurité aérienne ou d'autres intérêts publics prioritaires.
		À des fins de recherche et d'éducation, de réintroduction et de reproduction nécessaire à ces fins.
<i>Charadrius hiaticula</i> Pluvier grand-gravelot	Royaume-Uni	À des fins de recherche et d'éducation, de réintroduction et de reproduction nécessaire à ces fins.
<i>Charadrius dubius</i> Pluvier petit-gravelot	Royaume-Uni	À des fins de recherche et d'éducation, de réintroduction et de reproduction nécessaire à ces fins.
<i>Vanellus vanellus</i> Vanneau huppé	Pays-Bas	Dans l'intérêt de la sécurité aérienne ou d'autres intérêts publics prioritaires.
	Royaume-Uni	À des fins de recherche et d'éducation, de réintroduction et de reproduction nécessaire à ces fins.
SCOLOPACIDAE		
<i>Numenius phaeopus</i> Courlis corlieu	Pays-Bas	Dans l'intérêt de la sécurité aérienne ou d'autres intérêts publics prioritaires.
	Royaume-Uni	À des fins de recherche et d'éducation, de réintroduction et de reproduction nécessaire à ces fins.
<i>Numenius arquata</i> Courlis cendré	Belgique	À des fins de recherche et d'éducation, de réintroduction et de reproduction nécessaire à ces fins.
	Pays-Bas	Dans l'intérêt de la sécurité aérienne ou d'autres intérêts publics prioritaires.
	Royaume-Uni	Dans l'intérêt de la sécurité aérienne ou d'autres intérêts publics prioritaires.
		À des fins de recherche et d'éducation, de réintroduction et de reproduction nécessaire à ces fins.
<i>Limosa lapponica</i> Barge rousse	Royaume-Uni	À des fins de recherche et d'éducation, de réintroduction et de reproduction nécessaire à ces fins.
<i>Limosa limosa</i> Barge à queue noire	Pays-Bas	À des fins de recherche et d'éducation, de réintroduction et de reproduction nécessaire à ces fins.
	Royaume-Uni	À des fins de recherche et d'éducation, de réintroduction et de reproduction nécessaire à ces fins.

Espèce	Partie	Raison
<i>Arenaria interpres</i> Tournepieuvre à collier	Royaume-Uni	À des fins de recherche et d'éducation, de réintroduction et de reproduction nécessaire à ces fins.
<i>Calidris canutus</i> Bécasseau maubèche	Royaume-Uni	À des fins de recherche et d'éducation, de réintroduction et de reproduction nécessaire à ces fins.
<i>Calidris pugnax</i> Combattant varié	Belgique	À des fins de recherche et d'éducation, de réintroduction et de reproduction nécessaire à ces fins.
	Pays-Bas	À des fins de recherche et d'éducation, de réintroduction et de reproduction nécessaire à ces fins.
	Royaume-Uni	À des fins de recherche et d'éducation, de réintroduction et de reproduction nécessaire à ces fins.
<i>Calidris alba</i> Bécasseau sanderling	Royaume-Uni	À des fins de recherche et d'éducation, de réintroduction et de reproduction nécessaire à ces fins.
<i>Calidris alpina</i> Bécasseau variable	Italie	À des fins de recherche et d'éducation, de réintroduction et de reproduction nécessaire à ces fins.
	Royaume-Uni	À des fins de recherche et d'éducation, de réintroduction et de reproduction nécessaire à ces fins.
<i>Calidris maritima</i> Bécasseau violet	Royaume-Uni	À des fins de recherche et d'éducation, de réintroduction et de reproduction nécessaire à ces fins.
<i>Calidris minuta</i> Bécasseau minute	Royaume-Uni	À des fins de recherche et d'éducation, de réintroduction et de reproduction nécessaire à ces fins.
<i>Scolopax rusticola</i> Bécasse des bois	Royaume-Uni	À des fins de recherche et d'éducation, de réintroduction et de reproduction nécessaire à ces fins.
<i>Gallinago gallinago</i> Bécassine des marais	Pays-Bas	Dans l'intérêt de la sécurité aérienne ou d'autres intérêts publics prioritaires.
	Royaume-Uni	À des fins de recherche et d'éducation, de réintroduction et de reproduction nécessaire à ces fins.
<i>Lymnocyrtus minimus</i> Bécassine sourde	Royaume-Uni	À des fins de recherche et d'éducation, de réintroduction et de reproduction nécessaire à ces fins.
<i>Phalaropus lobatus</i> Phalarope à bec droit	Royaume-Uni	À des fins de recherche et d'éducation, de réintroduction et de reproduction nécessaire à ces fins.
<i>Actitis hypoleucos</i> Chevalier guignette	Pays-Bas	Dans l'intérêt de la sécurité aérienne ou d'autres intérêts publics prioritaires.
<i>Tringa nebularia</i> Chevalier aboyeur	Royaume-Uni	À des fins de recherche et d'éducation, de réintroduction et de reproduction nécessaire à ces fins.
<i>Tringa totanus</i> Chevalier gambette	Pays-Bas	Dans l'intérêt de la sécurité aérienne ou d'autres intérêts publics prioritaires.
	Royaume-Uni	À des fins de recherche et d'éducation, de réintroduction et de reproduction nécessaire à ces fins.
<i>Tringa glareola</i> Chevalier sylvain	Royaume-Uni	À des fins de recherche et d'éducation, de réintroduction et de reproduction nécessaire à ces fins.
LARIDAE		
<i>Rissa tridactyla</i> Mouette tridactyle	Royaume-Uni	À des fins de recherche et d'éducation, de réintroduction et de reproduction nécessaire à ces fins.
<i>Larus genei</i> Goéland railleur	Italie	À des fins de recherche et d'éducation, de réintroduction et de reproduction nécessaire à ces fins.
<i>Larus ridibundus</i> Mouette rieuse	Belgique	Dans l'intérêt de la sécurité aérienne ou d'autres intérêts publics prioritaires.
	Danemark	Dans l'intérêt de la sécurité aérienne ou d'autres intérêts publics prioritaires.
	Pays-Bas	Pour prévenir les dommages importants aux cultures, à l'eau et à la pêche. Dans l'intérêt de la sécurité aérienne ou d'autres intérêts publics prioritaires.
	Royaume-Uni	Dans l'intérêt de la sécurité aérienne ou d'autres intérêts publics prioritaires.
	Slovénie	Dans l'intérêt de la sécurité aérienne ou d'autres intérêts publics prioritaires.
<i>Larus melanocephalus</i> Mouette mélanocéphale	Belgique	Dans l'intérêt de la sécurité aérienne ou d'autres intérêts publics prioritaires.
	Italie	À des fins de recherche et d'éducation, de réintroduction et de reproduction nécessaire à ces fins.
	Pays-Bas	Dans l'intérêt de la sécurité aérienne ou d'autres intérêts publics prioritaires.

Espèce	Partie	Raison
<i>Larus canus</i> Goéland cendré	Danemark	Dans l'intérêt de la sécurité aérienne ou d'autres intérêts publics prioritaires.
	Pays-Bas	Dans l'intérêt de la sécurité aérienne ou d'autres intérêts publics prioritaires. Pour la protection de la flore et de la faune.
	Royaume-Uni	Pour prévenir les dommages importants aux cultures, à l'eau et à la pêche. Dans l'intérêt de la sécurité aérienne ou d'autres intérêts publics prioritaires. À des fins de recherche et d'éducation, de réintroduction et de reproduction nécessaire à ces fins. Pour permettre, dans des conditions strictement contrôlées, sur une base sélective et dans une mesure limitée, la capture et la détention ou toute autre utilisation pertinente de certains oiseaux en petites quantités. Pour la protection de la flore et de la faune.
<i>Larus fuscus</i> Goéland brun	Pays-Bas	Dans l'intérêt de la sécurité aérienne ou d'autres intérêts publics prioritaires. À des fins de recherche et d'éducation, de réintroduction et de reproduction nécessaire à ces fins.
	Royaume-Uni	Dans l'intérêt de la sécurité aérienne ou d'autres intérêts publics prioritaires. À des fins de recherche et d'éducation, de réintroduction et de reproduction nécessaire à ces fins. Pour permettre, dans des conditions strictement contrôlées, sur une base sélective et dans une mesure limitée, la capture et la détention ou toute autre utilisation pertinente de certains oiseaux en petites quantités. Pour la protection de la flore et de la faune.
<i>Larus argentatus</i> Goéland argenté	Danemark	Pour prévenir les dommages importants aux cultures, à l'eau et à la pêche. Dans l'intérêt de la sécurité aérienne ou d'autres intérêts publics prioritaires.
	Pays-Bas	Pour prévenir les dommages importants aux cultures, à l'eau et à la pêche. Dans l'intérêt de la sécurité aérienne ou d'autres intérêts publics prioritaires. À des fins de recherche et d'éducation, de réintroduction et de reproduction nécessaire à ces fins. Pour la protection de la flore et de la faune.
	Royaume-Uni	Pour prévenir les dommages importants aux cultures, à l'eau et à la pêche. Dans l'intérêt de la sécurité aérienne ou d'autres intérêts publics prioritaires. À des fins de recherche et d'éducation, de réintroduction et de reproduction nécessaire à ces fins. Pour permettre, dans des conditions strictement contrôlées, sur une base sélective et dans une mesure limitée, la capture et la détention ou toute autre utilisation pertinente de certains oiseaux en petites quantités. Pour la protection de la flore et de la faune.
<i>Larus cachinnans</i> Goéland pontique	Pays-Bas	Pour la protection de la flore et de la faune.
<i>Larus glaucoides</i> Goéland arctique	Royaume-Uni	À des fins de recherche et d'éducation, de réintroduction et de reproduction nécessaire à ces fins.
<i>Larus marinus</i> Goéland marin	Royaume-Uni	Dans l'intérêt de la sécurité aérienne ou d'autres intérêts publics prioritaires. À des fins de recherche et d'éducation, de réintroduction et de reproduction nécessaire à ces fins. Pour permettre, dans des conditions strictement contrôlées, sur une base sélective et dans une mesure limitée, la capture et la détention ou toute autre utilisation pertinente de certains oiseaux en petites quantités. Pour la protection de la flore et de la faune.

Espèce	Partie	Raison
<i>Sternula albifrons</i> Sterne naine	Italie	À des fins de recherche et d'éducation, de réintroduction et de reproduction nécessaire à ces fins.
<i>Chlidonias niger</i> Guifette noire	Royaume-Uni	À des fins de recherche et d'éducation, de réintroduction et de reproduction nécessaire à ces fins.
<i>Sterna hirundo</i> Sterne pierregarin	Royaume-Uni	À des fins de recherche et d'éducation, de réintroduction et de reproduction nécessaire à ces fins.
<i>Sterna paradisaea</i> Sterne arctique	Royaume-Uni	À des fins de recherche et d'éducation, de réintroduction et de reproduction nécessaire à ces fins.
<i>Sterna sandvicensis</i> Sterne caugek	Royaume-Uni	À des fins de recherche et d'éducation, de réintroduction et de reproduction nécessaire à ces fins.
ALCIDAE		
<i>Fratercula arctica</i> Macareux moine	Royaume-Uni	À des fins de recherche et d'éducation, de réintroduction et de reproduction nécessaire à ces fins.
<i>Cephus grylle</i> Guillemot à miroir	Royaume-Uni	À des fins de recherche et d'éducation, de réintroduction et de reproduction nécessaire à ces fins.
<i>Alca torda</i> Petit pingouin	Royaume-Uni	À des fins de recherche et d'éducation, de réintroduction et de reproduction nécessaire à ces fins.
<i>Alle alle</i> Mergule nain	Royaume-Uni	À des fins de recherche et d'éducation, de réintroduction et de reproduction nécessaire à ces fins.
<i>Uria aalge</i> Guillemot marmette	Royaume-Uni	À des fins de recherche et d'éducation, de réintroduction et de reproduction nécessaire à ces fins.

Q9. Veuillez faire part des progrès réalisés dans la transposition des Plans d'action et de gestion internationaux par espèce (PAIPE et PGIPE), ainsi que des Plans d'action internationaux multi-espèces (PAIME) énumérés ci-dessous, en Plans d'action ou de gestion nationaux (Plan d'action de l'AEWA, paragraphe 2.2). Veuillez communiquer des informations sur tous les PAIPE, PGIPE et PAIME listés.

Il était demandé aux Parties de communiquer les progrès réalisés concernant les Plans d'action internationaux par espèce (PAIPE) et les Plans de gestion internationaux par espèce (PGIPE) actuellement à l'œuvre, ainsi que concernant les Plans d'action internationaux multi-espèces (PAIME) vis-à-vis des Plans d'action ou de gestion nationaux. Les PAIPE, PGIPE et PAIME étaient pertinents pour 52 des 53 Parties répondantes⁹ (69 % des CP). Au total, il y avait 34 espèces¹⁰ pertinentes pour les Parties déclarantes, ce qui correspondait à un total potentiel de 345 Plans d'action ou de gestion nationaux (Tableau 2.5 et Tableau 2.7).

Tableau 2.5. Nombre d'instruments AEWA applicables, par Partie et par espèce

Partie	Nbre total d'espèces visées par des instruments applicables	Nbre total de Parties répondantes disposant d'instruments applicables	Nbre total de Plans potentiels à l'échelle nationale
Plans d'action internationaux par espèce (PAIPE)	24	52	340
Plans de gestion internationaux par espèce (PGIPE)	1	4	4
Plans d'action internationaux multi-espèces (PAIME)	9	1	1
Total	34	52	345

Un total de 51 plans nationaux (50 PANPE – Plans d'action nationaux par espèce – et un PAGPE – Plan d'action de gestion par espèce) ont été confirmés comme étant à l'œuvre ou en cours de développement, à comparer aux 294 plans nationaux (290 PANPE et quatre PAGPE) actuellement non en vigueur, ou dont la mise en œuvre est incorrecte (Tableau 2.9).

Afin de déterminer les progrès vis-à-vis de la Cible 1.4, seul un sous-ensemble d'espèces est pris en compte (les espèces mondialement menacées et celles marquées d'un astérisque dans la Colonne A du Tableau 1 du texte de l'Accord AEWA et de ses Annexes) ; en ne tenant compte que de celles-ci, seules 17 des 91 combinaisons espèce/pays (19 %) sont visées par un PAPE – Plan d'action par espèce – (d'après les Parties répondantes pertinentes) (Figure 2.4). Ceci indique qu'il reste énormément à faire pour garantir que les plans nationaux soient efficacement développés et mis en œuvre afin de protéger les espèces menacées à l'échelle mondiale, et d'atteindre ainsi la Cible 1.4.

⁹ À l'exception de Maurice.

¹⁰ Espèces avec PAIPE pour les Parties qui ont soumis un rapport : *Anser albifrons*, *Anser erythropus*, *Anser fabalis*, *Ardeola idae*, *Aythya nyroca*, *Balaeniceps rex*, *Balearica regulorum*, *Branta bernicla*, *Branta ruficollis*, *Clangula hyemalis*, *Crex crex*, *Cygnus columbianus*, *Egretta vinaceigula*, *Gallinago media*, *Geronticus eremita*, *Glareola nordmanni*, *Limosa limosa*, *Numenius arquata*, *Oxyura leucocephala*, *Oxyura maccoa*, *Phoeniconaias minor*, *Platalea leucorodia*, *Sarothrura ayresi* et *Vanellus gregarius*. Espèces avec un PAIME : *Spheniscus demersus*, *Phalacrocorax neglectus*, *Phalacrocorax capensis*, *Morus capensis*, *Haematopus moquini*, *Microcarbo coronatus*, *Sternula balaenarum*, *Hydroprogne caspia* et *Thalasseus bergii*, et avec un PGIPE *Anser brachyrhynchus*.

Table 2.6. Nombre de Plans d'Action ou de Gestion Nationaux, tel qu'indiqué par les Parties. ^ Dans les cas où aucune réponse n'était donnée, l'absence de plan national développé ou appliqué a été présumé

Partie	Nb. total de Plans Internationaux applicable (PAIPE, PGIPE, PAIME)	Plan national en place et mis en œuvre	Plan national en place, mais non ou incorrectement mis en œuvre	Plan national en développement	Pas de plan national, mais des actions sont mises en œuvre	Pas de plan national, et aucune action mise en œuvre
Afrique du Sud	9	1	-	-	-	8
Albanie	5	-	-	-	5	-
Algérie	7	-	-	-	2	5
Allemagne	12	-	-	-	4	8
ARY Macédoine	4	-	-	-	-	4
Belgique	9	1	-	-	6	2
Bénin	1	-	-	-	1	-
Bulgarie	10	-	2	2	-	6
Burundi	6	-	-	-	-	6
Chypre	5	-	-	-	1	4
Côte d'Ivoire	2	-	-	-	-	2
Croatie	5	-	-	-	3	2
Danemark	10	1	1	-	7	1
Djibouti	1	-	-	-	-	1
Égypte	6	-	-	-	6	-
Espagne	7	-	-	1	-	6
Estonie	8	3	-	3	1	1
Eswatini	1	-	-	-	1	-
Éthiopie	10	2	-	-	1	7 [^]
Finlande	9	1	-	2	4	2
France	11	4	-	-	1	6
Géorgie	4	-	-	-	-	4
Ghana	3	-	-	-	-	3
Guinée Bissau	4	1	-	-	1	2 [^]
Hongrie	10	3	-	1	6	-
Israël	7	-	-	-	7	-
Italie	7	1	-	-	2	4
Kenya	9	4	-	-	-	5
Lettonie	8	-	-	-	8	-
Liban	4	-	-	-	-	4
Libye	4	-	-	-	2	2
Luxembourg	2	-	-	-	1	1
Mali	4	-	-	-	4	-
Maroc	8	1	-	1	4	2
Moldavie	6	-	-	-	5	1 [^]
Niger	3	-	-	-	-	3
Norvège	10	3	-	-	1	6 [^]
Ouganda	8	1	-	-	2	5
Pays-Bas	11	-	-	-	8	3
Portugal	7	-	-	-	2	5 [^]
République Tchèque	5	-	-	-	-	5 [^]
Roumanie	10	1	-	-	9	-
Royaume-Uni	10	1	-	-	7	2
Sénégal	6	1	-	-	-	5 [^]
Slovaquie	5	-	-	1	3	1
Slovénie	5	-	-	-	3	2
Soudan	7	-	-	-	-	7 [^]
Suède	9	2	-	-	2	5
Suisse	4	1	-	-	3	-
Syrie	9	-	2	2	2	3
Tunisie	7	-	-	-	-	7
Ukraine	11	-	-	-	1	10 [^]
Total :	345	33	5	13	126	168

Cible 1.4 : Des Plans d'action par espèce (PAPE) sont élaborés et mis en œuvre pour les espèces les plus menacées énumérées dans la catégorie 1 et les catégories 2 et 3 marquées d'un astérisque (colonne A du tableau 1).

Indicateur : Les PAPE en place sont concrètement mises en œuvre pour toutes les espèces globalement menacées et les espèces marquées d'un astérisque.



Figure 2.4. a) Nombre de combinaisons espèce/pays pour lesquelles il existe des PANPE à l'œuvre et en cours de mise en œuvre pour des espèces menacées à l'échelle mondiale, ou celles marquées d'un astérisque dans la Colonne A du Tableau 1, et b) pourcentage de combinaisons espèce/pays pour lesquelles il existe des PANPE à l'œuvre et mis en œuvre. (Mesure du progrès vis-à-vis de la Cible 1.4 du Plan stratégique ; indicateur représenté par un losange).

Tous plans (PAIPE, PGIPE et PAIME) confondus, il existe 33 plans nationaux (10 %) en vigueur ou en cours de mise en œuvre par dix-neuf Parties (37 % des RP concernées ; 25 % des CP), et huit autres Parties (15 % des RP concernées ; 11 % des CP) déclaraient avoir entrepris de développer un total de treize plans nationaux (4 %). La Bulgarie, le Danemark et la Syrie (6 % des RP concernées ; 4 % des CP) ont déclaré avoir des plans nationaux (quatre en tout) actuellement en vigueur, mais que ceux-ci n'étaient pas pleinement appliqués, voire pas du tout (Tableau 2.6).

Sur les vingt-quatre espèces couvertes par des PAIPE, dix-neuf le sont par au moins un PANPE à l'œuvre ou en développement. Une seule espèce PAIPE, *Sarothrura ayresi*, est actuellement couverte par un PANPE à l'œuvre chez toutes Parties répondantes pertinentes, malgré un manque de données dans deux autres pays pour lesquels la mise en œuvre du PAIPE est requise : le Zimbabwe (CP, mais n'ayant pas soumis de Rapport national), et la Zambie (État non-Partie de l'aire de répartition). Pour l'unique espèce ayant un PGIPE (*Anser brachyrhynchus*), seule une Partie disposait d'un plan de gestion national en vigueur ou en cours de mise en œuvre, et pour le seul PAIME adopté (écosystème de Benguela), la Partie concernée, l'Afrique du Sud, ne disposait pas de Plan d'action national en vigueur, et n'avait pas mis en œuvre d'actions (Tableau 2.7). La Figure 2.5 reflète les raisons fournies par les Parties concernant l'absence de mise en œuvre ou la non-existence de chacun des plans nationaux applicables (le Tableau 7, en Annexe, reprend les réponses individuelles des Parties pour chaque plan national applicable).

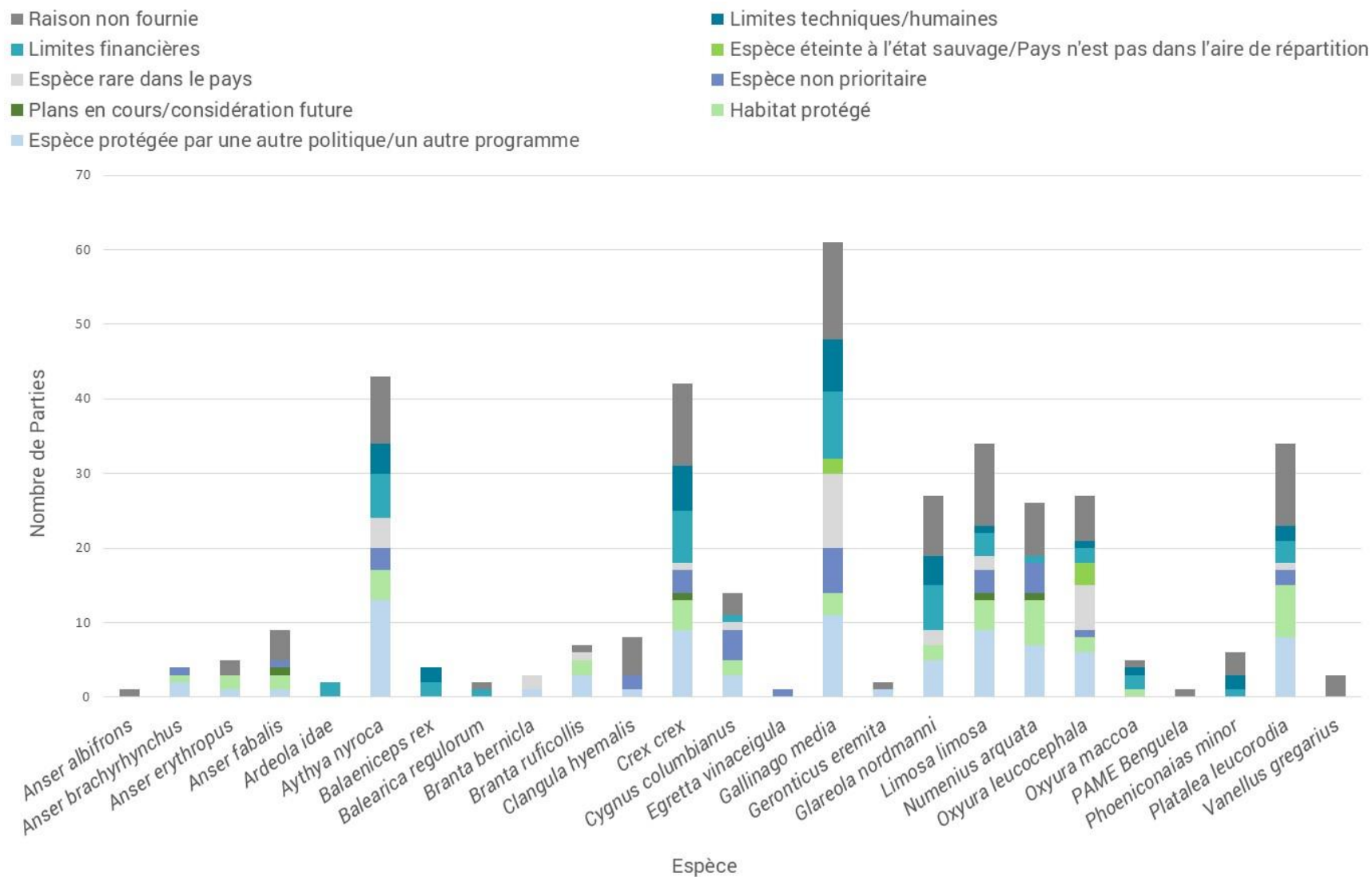


Figure 2.5. Réponses des Parties concernant la non-application ou la non-existence d'un plan national par espèce.

Tableau 2.7. Progrès des Parties pour transformer les PAIPE, PGIPE, et PAIME en Plans d'action/de gestion nationaux par espèce ou par aire. [§] Plan national en vigueur, mais mise en œuvre incorrecte, voire nulle ; [^] Dans les cas où aucune réponse n'était fournie, il est supposé qu'aucun PANPE n'a été développé ni mis en œuvre.

Espèce/Région	Catégorie Liste Rouge (instrument AEWA pertinent)	Plan national en place et mis en œuvre		Plan national en développement		Pas de plan national, mais des actions mises en œuvre		Pas de plan national et aucune action mise en œuvre	
		Nb.	Parties	Nb.	Parties	Nb.	Parties	Nb.	Parties
ANATIDAE									
<i>Anser albifrons flavirostris</i> (Oie rieuse du Groenland)	LC (PAIPE)	0		0		1	Royaume-Uni	0	
<i>Anser brachyrhynchus</i> (Oie à bec court)	LC (PGIPE)	1	Norvège	0		3	Belgique, Danemark, Pays-Bas	0	
<i>Anser erythropus</i> (Oie naine)	VU (PAIPE)	5	Estonie, Finlande, Hongrie, Norvège, Suède	2	Bulgarie, Syrie	2	Pays-Bas, Roumanie	2	Allemagne, Ukraine^
<i>Anser fabalis fabalis</i> (Oie des moissons de la taïga)	LC (PAIPE)	0		1	Finlande	5	Danemark, Lettonie, Pays-Bas, Suède, Royaume-Uni	4	Allemagne, Estonie, Norvège^, Ukraine^
<i>Aythya nyroca</i> (Fuligule nyroca)	NT (PAIPE)	4	Bulgarie [§] , Hongrie, Italie, Roumanie	1	Slovaquie	15	Albanie, Algérie, Chypre, Croatie, Égypte, Israël, Lettonie, Libye, Mali, Maroc, Portugal, Moldavie, Slovénie, Suisse, Syrie	16	Allemagne, ARY Macédoine, Belgique, Espagne, Éthiopie^, France, Géorgie, Kenya, Liban, Niger, Pays-Bas, République Tchèque^, Sénégal^, Soudan^, Tunisie, Ukraine^
<i>Branta bernicla hrota</i> (Bernache cravant à ventre pâle)	LC (PAIPE)	1	Royaume-Uni	0		0		2	Espagne, France
<i>Branta ruficollis</i> (Bernache à cou roux)	VU (PAIPE)	0		1	Bulgarie	3	Hongrie, Moldavie, Roumanie	1	Ukraine^
<i>Clangula hyemalis</i> (Harelde kakawi)	VU (PAIPE)	0		0		6	Allemagne, Danemark, Estonie, Finlande, Lettonie, Suède	2	Norvège^, Royaume-Uni
<i>Cygnus columbianus bewickii</i> (Cygne siffleur)	LC (PAIPE)	1	Estonie	0		5	Belgique, Danemark, Lettonie, Pays-Bas, Royaume-Uni	5	Allemagne, Finlande, France, Norvège^, Suède
<i>Oxyura leucocephala</i> (Érismature à tête blanche)	EN (PAIPE)	1	Bulgarie [§]	3	Espagne, Maroc, Syrie	8	Belgique, Danemark, Hongrie, Israël, Portugal, Roumanie, Royaume-Uni, Suisse	12	Algérie, Allemagne, Finlande, France, Géorgie, Italie, Norvège^, Pays-Bas, Slovénie, Suède, Tunisie, Ukraine^
<i>Oxyura maccoa</i> (Érismature maccoa)	VU (PAIPE)	1	Kenya	0		0		4	Afrique du Sud, Burundi, Éthiopie^, Ouganda

Espèce/Région	Catégorie Liste Rouge (instrument AEWA pertinent)	Plan national en place et mis en œuvre		Plan national en développement		Pas de plan national, mais des actions mises en œuvre		Pas de plan national et aucune action mise en œuvre	
		Nb.	Parties	Nb.	Parties	Nb.	Parties	Nb.	Parties
CHARADRIIDAE									
<i>Vanellus gregarius</i> (Vanneau sociable)	CR (PAIPE)	1	Syrie ^s	0		0		2	Éthiopie ^a , Soudan ^a
GLARROLIDAE									
<i>Glareola nordmanni</i> (Glaréole à ailes noires)	NT (PAIPE)	0		0		5	Égypte, Hongrie, Israël, Mali, Roumanie	16	Afrique du Sud, Allemagne, Bulgarie, Burundi, Chypre, Côte d'Ivoire, Éthiopie ^a , France, Ghana, Kenya, Liban, Moldavie ^a , Ouganda, Soudan ^a , Syrie, Ukraine ^a
SCOLOPACIDAE									
<i>Gallinago media</i> (Bécassine double)	NT (PAIPE)	1	Estonie	1	Finlande	13	Albanie, Bénin, Égypte, Guinée Bissau, Hongrie, Israël, Lettonie, Mali, Norvège, Moldavie, Roumanie, Slovaquie, Suisse	35	Afrique du Sud, Algérie, ARY Macédoine, Belgique, Bulgarie, Burundi, Chypre, Côte d'Ivoire, Croatie, Danemark, Espagne, Éthiopie ^a , France, Géorgie, Allemagne, Ghana, Italie, Kenya, Liban, Libye, Luxembourg, Maroc, Niger, Ouganda, Pays-Bas, Portugal ^a , République Tchèque ^a , Royaume-Uni, Sénégal ^a , Slovénie, Soudan ^a , Suède, Syrie, Tunisie, Ukraine ^a ,
<i>Limosa limosa*</i> (Barge à queue noire)	NT (PAIPE)	5	Danemark, France, Guinée Bissau, Sénégal, Suède	1	Estonie	15	Albanie, Allemagne, Belgique, Égypte, Finlande, Hongrie, Israël, Lettonie, Mali, Maroc, Pays-Bas, Roumanie, Royaume-Uni, Slovaquie, Ukraine	15	Algérie, Bulgarie, Croatie, Espagne, Éthiopie ^a , Ghana, Italie, Kenya, Libye, Niger, Norvège ^a , Portugal ^a , République Tchèque ^a , Soudan ^a , Tunisie
<i>Numenius arquata</i> (Courlis cendré)	NT (PAIPE)	1	France	1	Estonie	11	Allemagne, Belgique, Danemark, Finlande, Hongrie, Lettonie, Maroc, Pays-Bas, Roumanie, Royaume-Uni, Slovénie,	9	Bulgarie, Guinée Bissau ^a , Italie, Norvège ^a , Portugal ^a , Sénégal ^a , Suède, Tunisie, Ukraine ^a
ARDEIDAE									
<i>Ardeola idae</i> (Crabier blanc)	EN (PAIPE)	2	France, Kenya	0		0		2	Burundi, Ouganda
<i>Egretta vinaceigula</i> (Aigrette vineuse)	VU (PAIPE)	0		0		0		1	Afrique du Sud
THRESKIORNITHIDAE									
<i>Geronticus eremita</i> (Ibis chauve)	CR (PAIPE)	3	Éthiopie, Maroc, Syrie ^s	0		1	Algérie	0	

Espèce/Région	Catégorie Liste Rouge (instrument AEWA pertinent)	Plan national en place et mis en œuvre		Plan national en développement		Pas de plan national, mais des actions mises en œuvre		Pas de plan national et aucune action mise en œuvre	
		Nb.	Parties	Nb.	Parties	Nb.	Parties	Nb.	Parties
<i>Platalea leucorodia</i> (Spatule blanche)	LC (PAIPE)	0		1	Hongrie	15	Albanie, Belgique, Croatie, Danemark, Égypte, France, Israël, Italie, Libye, Maroc, Moldavie, Pays-Bas, Roumanie, Slovaquie, Syrie	13	Algérie, Allemagne, ARY Macédoine, Bulgarie, Chypre, Djibouti, Espagne, Portugal [^] , République Tchèque [^] , Sénégal [^] , Soudan [^] , Tunisie, Ukraine [^]
GRUIDAE									
<i>Balearica regulorum</i> (Grue royale)	EN (PAIPE)	2	Kenya, Ouganda	0		0		2	Afrique du Sud, Burundi
RALLIDAE									
<i>Crex crex</i> (Râle des genêts)	LC (PAIPE)	6	Belgique, Danemark ^s , France, Hongrie, Norvège, Suisse	1	Estonie	15	Albanie, Allemagne, Croatie, Égypte, Eswatini, Finlande, Israël, Italie, Lettonie, Luxembourg, Moldavie, Pays-Bas, Roumanie, Royaume-Uni, Slovaquie	19	Afrique du Sud, Algérie, ARY Macédoine, Bulgarie, Chypre, Espagne, Géorgie, Kenya, Liban, Maroc, Ouganda, Portugal [^] , République Tchèque [^] , Slovaquie, Soudan [^] , Suède, Syrie, Tunisie, Ukraine [^]
<i>Sarothrura ayresi</i> (Râle à miroir)	CR (PAIPE)	2	Éthiopie, Afrique du Sud	0		0		0	
BALAENICIPITIDAE									
<i>Balaeniceps rex</i> (Bec-en-sabot du Nil)	VU (PAIPE)	0		0		2	Éthiopie, Ouganda	1	Burundi
PHOENICOPTERIDAE									
<i>Phoeniconaias minor</i> (Flamant nain)	NT (PAIPE)	1	Kenya	0		1	Ouganda	4	Afrique du Sud, Éthiopie [^] , Guinée Bissau [^] , Sénégal [^]

Espèce/Région	Catégorie Liste	Plan national en place et		Plan national en		Pas de plan national, mais des actions mises		Pas de plan national et aucune action mise en	
	Rouge	mis en œuvre		développement		en œuvre		œuvre	
	(instrument AEWA pertinent)	Nb.	Parties	Nb.	Parties	Nb.	Parties	Nb.	Parties
PLAN D'ACTION MULTI-ESPÈCES : ECOSYSTÈME DE BENGUELA :									
<i>Haematopus moquini</i> (Huîtrier de Moquin), <i>Hydroprogne caspia</i> (Sterne caspienne), <i>Sternula balaenarum</i> (Sterne des baleiniers), <i>Thalasseus bergii bergii</i> (Sterne huppé), <i>Microcarbo</i> <i>coronatus</i> (Cormoran couronné), <i>Phalacrocorax capensis</i> (Cormoran du Cap), <i>Phalacrocorax neglectus</i> (Cormorant des bancs), <i>Morus capensis</i> (Fou du Cap), <i>Spheniscus</i> <i>demersus</i> (Manchot du Cap)	4 EN, 1 VU, 1 NT, 3 LC (PAIME)	0		0		0		1	Afrique du Sud

Q10. Votre pays a-t-il en place ou est-il en train d'élaborer un Plan d'action national par espèce pour une espèce/population pour laquelle il n'existe pas de PAIPE de l'AEWA ? (Plan d'action de l'AEWA, paragraphe 2.2.2)

Quinze Parties (28 % des RP ; 20 % des CP) ont communiqué avoir à l'œuvre, ou développer actuellement, des PANPE concernant 24 espèces encore non couvertes par un PAIPE de l'AEWA ; et, hormis une Partie (l'Estonie), toutes ont fourni des détails des espèces et du stade de développement de leur PANPE (Tableau 2.8). Il existe dix-sept PANPE en vigueur ou en cours de mise en œuvre, et treize en développement.

Tableau 2.8. Statut des PANPE pour les espèces qui ne bénéficient pas (encore) de PAIPE. [†]LC = Least Concern (Préoccupation mineure), NT = Near Threatened (Quasi menacée), VU = Vulnérable

Espèce	Catégorie de menace à la Liste rouge de l'UICN [†]	Nb. Parties	PANPE en place et mis en œuvre	PANPE en développement
<i>Anser anser</i>	LC	1	Hongrie	
<i>Anser fabalis</i>	LC	1	Hongrie	
<i>Anser albifrons</i>	LC	1	Hongrie	
<i>Melanitta fusca</i>	VU	1		France
<i>Netta rufina</i>	LC	1		France
<i>Aythya marila</i>	LC	1		France
<i>Porzana porzana</i>	LC	1		Belgique
<i>Fulica cristata</i>	LC	1	Espagne	
<i>Balearica pavonina</i>	VU	1	Sénégal	
<i>Ciconia nigra</i>	LC	3	Hongrie	Lettonie, Ukraine
<i>Ciconia ciconia</i>	LC	1	Hongrie	
<i>Botaurus stellaris</i>	LC	3	Belgique, France	Slovaquie
<i>Ixobrychus minutus</i>	LC	1		Belgique
<i>Charadrius alexandrinus</i>	LC	2	Hongrie, Suède	
<i>Vanellus vanellus</i>	NT	1	Luxembourg	
<i>Numenius phaeopus</i>	LC	1		France
<i>Limosa lapponica</i>	NT	1		France
<i>Calidris canutus</i>	NT	1		France
<i>Calidris pugnax</i>	LC	2	Danemark, Suède	
<i>Calidris alpina</i>	LC	1	Danemark	
<i>Actitis hypoleucos</i>	LC	1	Suisse	
<i>Tringa totanus</i>	LC	1		France
<i>Larus audouinii</i>	LC	1	Italie	
<i>Thalasseus bengalensis</i>	LC	1		Libye ¹

Q12. Veuillez rapporter toutes les situations d'urgence qui se sont manifestées dans votre pays durant ces trois dernières années et qui ont menacé les oiseaux. (Plan d'action de l'AEWA, paragraphe 2.3)

Quatorze Parties (26 % des RP, 18 % des CP) ont communiqué qu'au moins une situation d'urgence ayant menacé les oiseaux d'eau s'était produite au cours de la dernière période triennale ; onze de ces Parties ont fourni plus de détails (Tableau 2.9). Trente Parties (57 % des RP, 39 % des CP) ont communiqué qu'aucune situation d'urgence ne s'était produite au cours de la dernière période triennale, et neuf (17 % des RP, 12 % des CP) n'ont pas fourni de réponse.

Six types de situations d'urgence étaient signalés : maladies infectieuses (quatre Parties), botulisme (deux Parties), marées noires (deux Parties), conditions climatiques extrêmes (une Partie), pollution chimique (une Partie) et efflorescences algales nuisibles (une Partie). Sur ces onze situations, huit avaient requis des mesures d'urgence.

L'Algérie a signalé une urgence comme "autre urgence", mais celle-ci a par la suite été reclassée comme "maladie infectieuse" grâce à de plus amples détails fournis par le pays. Trois situations n'avaient pas requis l'adoption de mesures d'urgence, sans fournir de plus ample information (Tableau 2.9). Chypre a communiqué que pour la zone touchée par le botulisme, les carcasses d'oiseaux avaient été retirées, de l'eau douce avait été rajoutée, et des lignes directrices pour la gestion de l'eau avaient été adoptées. La Tunisie a elle aussi rapporté que des oiseaux morts avaient été collectés à des fins d'échantillonnage et d'analyses. Le Soudan signalait qu'au cours de la saison hivernale, les insecticides employés dans les zones irriguées pouvaient affecter les oiseaux insectivores. L'Algérie a communiqué que dans la zone affectée par l'influenza aviaire, les décès n'avaient été enregistrés qu'au cours de la période mentionnée, et qu'un suivi des oiseaux sauvages et domestiques était réalisé. La Croatie a informé qu'en janvier 2017, le mauvais temps avait requis l'adoption de mesures pour prévenir l'apparition et la dissémination de l'influenza aviaire ; cette Partie communiquait aussi ne pas disposer de données concernant les espèces d'oiseaux affectées par cet hiver si rigoureux, ni leurs effectifs. Le Niger signalait que les oiseaux souffrant de maladies infectieuses étaient incinérés et la zone désinfectée, et qu'il existait une sensibilisation en ce qui concerne cette situation. La Roumanie affirmait elle aussi incinérer les oiseaux touchés par des maladies infectieuses. La Belgique a communiqué que dans les zones affectées par les marées noires, des mesures étaient prises éviter leur dissémination, et qu'un plan d'intervention rapide était déclenché pour éviter que les oiseaux n'en soient victimes.

Tableau 2.9. Types de situations d'urgence et autres détails communiqués, et mise en œuvre de mesures d'urgence ('-' = non spécifié).

Situation d'urgence	Nb. de Parties (% de RP)	Partie	Date de la situation	Lieu de la situation	Espèces affectées	Ampleur estimée	Mise en œuvre de mesures d'urgence
Botulisme	2 (4 %)	Chypre	Août-Septembre 2017	Bishop's Pool, Péninsule d'Akrotiri	-	-	Oui
		Tunisie	Automne/Hiver 2016 & Automne/Hiver 2017	Sebkhet Ariana, Sebkhet Sejoumi et Sebkhet Tazerka	-	-	-
Pollution chimique	1 (2 %)	Soudan	Hiver	États de Gazera et du Nil Blanc	Oiseaux insectivores	Beaucoup d'oiseaux affectés	-
Conditions climatique extrême	1 (2 %)	Eswatini	2014-2015	Sécheresse sévère dans tout le pays	<i>Egretta garzetta</i>	-	Oui
Efflorescences algales nuisibles	1 (2 %)	Éthiopie	-	Lac Chitu dans le Parc National des Lacs Abijatta-Shalla	<i>Phoeniconaias minor</i>	Mortalité de masse	-
Maladie infectieuse	4 (8 %)	Algérie	Mi-Septembre à début Novembre 2016	1150 hectares du site Sebkhet El-Maleh et 15 hectares du site Kef Dokhane dans la Province Ghardaïa	<i>Anas crecca</i> , <i>Anas platyrhynchos</i> , <i>Ardea cinerea</i> , <i>Aythya nyroca</i> , <i>Calidris minuta</i> , <i>Charadrius alexandrinus</i> , <i>Charadrius dubius</i> , <i>Charadrius hiaticula</i> , <i>Egretta garzetta</i> , <i>Fulica atra</i> , <i>Gallinula chloropus</i> , <i>Himantopus himantopus</i> , <i>Mareca strepera</i> , <i>Platalea leucorodia</i> , <i>Plegadis falcinellus</i> , <i>Recurvirostra avosetta</i> , <i>Spatula clypeata</i> , <i>Tadorna ferruginea</i> , <i>Tadorna tadorna</i> , <i>Tringa glareola</i> , <i>Tringa ochropus</i>	Individus par espèce : 55 <i>Anas crecca</i> , 4 <i>Anas platyrhynchos</i> , 1 <i>Ardea cinerea</i> , 11 <i>Aythya nyroca</i> , 5 <i>Calidris minuta</i> , 4 <i>Charadrius alexandrinus</i> , 2 <i>Charadrius dubius</i> , 4 <i>Charadrius hiaticula</i> , 45 <i>Egretta garzetta</i> , 70 <i>Fulica atra</i> , 25 <i>Gallinula chloropus</i> , 17 <i>Himantopus himantopus</i> , 9 <i>Mareca strepera</i> , 1 <i>Platalea leucorodia</i> , 4 <i>Plegadis falcinellus</i> , 9 <i>Recurvirostra avosetta</i> , 150 <i>Spatula clypeata</i> , 687 <i>Tadorna ferruginea</i> , 1 <i>Tadorna tadorna</i> , 4 <i>Tringa glareola</i> , 1 <i>Tringa ochropus</i> .	Oui
		Croatie	Janvier 2017 à Mars 2017	Croatie	<i>Anser fabalis</i> , <i>Anas platyrhynchos</i> , <i>Aythya ferina</i> , <i>Aythya fuligula</i> , <i>Fulica atra</i> , <i>Spatula querquedula</i>	Inconnue	Oui
		Niger	2016	Niamey dans le District du Goudel et Tchintabaraden dans la région de Tahoua	-	-	Oui
		Roumanie	Printemps de 2015	Réserve biosphère du Delta du Danube	<i>Pelecanus crispus</i>	Mort de 118 <i>Pelecanus crispus</i>	Oui
Marée noire	2 (4 %)	Belgique	6 Octobre 2015	Près du port maritime de Bruges sur la Mer du Nord	<i>Larus argentatus</i> , <i>Larus fuscus</i> , <i>Larus ridibundus</i>	Individus par espèce : 43 <i>Larus argentatus</i> , 5 <i>Larus fuscus</i> , 1 <i>Larus ridibundus</i> . Pas de mortalité recensée	Oui
		Danemark	Février 2017	Au Nord-Ouest de Fyns Hoved et la région sud-ouest du Kattegat sur la Mer Baltique	<i>Clangula hyemalis</i> , <i>Larus argentatus</i> , <i>Mareca penelope</i> , <i>Melanitta fusca</i> , <i>Melanitta nigra</i> , <i>Mergus merganser</i> , <i>Somateria mollissima</i>	Individus par espèce : ~5 <i>Clangula hyemalis</i> , 2 <i>Larus argentatus</i> , 1 <i>Mareca penelope</i> , ~20 <i>Melanitta fusca</i> , ~40 <i>Melanitta nigra</i> , 16 <i>Mergus merganser</i> , ~50 <i>Somateria mollissima</i> . Tous les oiseaux huilés ont été euthanasiés.	Oui

Q13. Existe-t-il d'autres mesures de réponse d'urgence, différentes de celles prises en réponse aux situations d'urgence citées ci-dessus, ayant été développées et mises en place dans votre pays et pouvant être utilisées à l'avenir en cas d'urgence ?

Six Parties (11 % des RP, 8 % des CP) ont communiqué d'autres mesures d'intervention d'urgence ayant été développées et disponibles en cas d'urgences à venir (Algérie, Allemagne, Maurice, Pays-Bas, Niger, Sénégal) (Figure 2.6). Les mesures d'intervention les plus fréquemment citées concernaient les marées noires, les maladies infectieuses, et les empoisonnements par des produits chimiques (trois Parties chacune ; 6 % des RP, 4 % des CP, Tableau 2.10). Les réponses aux situations d'urgence incluaient l'utilisation de législation et d'accords internationaux, de plans de contingences à différentes échelles, et de réponses sur le terrain telles que coordination entre autorités locales, surveillance, et encouragement de la citoyenneté et d'autres groupes à signaler les problèmes pour prévenir les situations d'urgence.

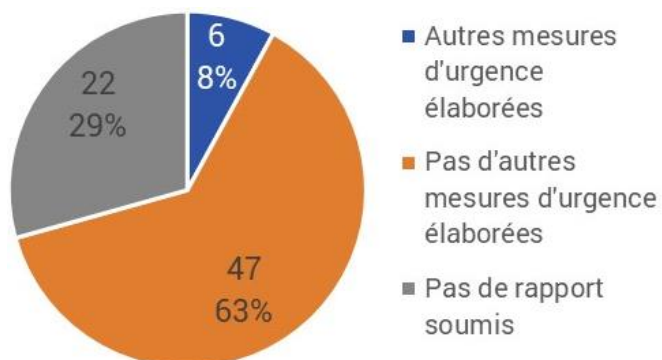


Figure 2.6. Proportion des Parties qui ont établi d'autres mesures de réponse d'urgence à des situations d'urgence qui pourraient être néfastes aux espèces protégées.

Quarante-sept Parties (89 % des RP ; 63 % des CP) ont communiqué ne pas disposer d'autres mesures d'intervention d'urgence à l'œuvre.

Tableau 2.10 Parties Répondantes qui ont établi des mesures de réponse d'urgence à des situations d'urgence qui pourraient être néfastes aux espèces protégées, par type de situation d'urgence.

Situation d'urgence	Nb. Parties	Parties
Marée noire	3	Allemagne ; Maurice ; Pays-Bas
Maladies infectieuses	3	Algérie ; Allemagne ; Pays-Bas
Empoisonnement chimique	3	Algérie ; Allemagne ; Pays-Bas
Espèces non-indigènes	2	Allemagne ; Pays-Bas
Botulisme ¹¹	1	Pays-Bas
Prédation	1	Allemagne
Saturnisme	1	Allemagne
Conditions climatiques extrêmes	1	Pays-Bas
Efflorescences algales nuisibles	1	Pays-Bas

Q15. Votre pays tient-il un registre national des projets de rétablissement en cours ou dont la réalisation partielle ou intégrale est prévue dans votre pays ? (Résolution 4.4)

Quinze Parties (28 % des RP, 20 % des CP) déclaraient tenir un registre national des projets de rétablissement (Figure 2.7 ; Tableau 8, en Annexe), et trente-sept (70 % des RP, 49 % des CP) déclaraient ne pas en avoir et mentionnaient des raisons telles que

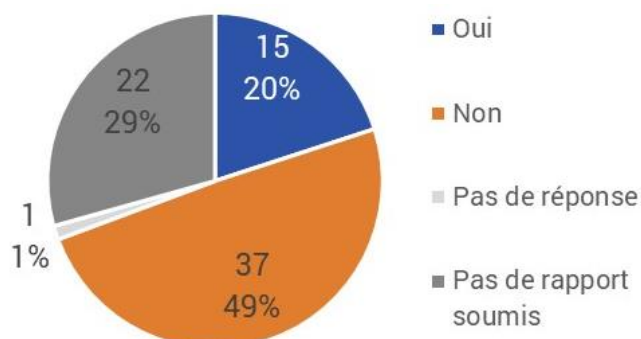


Figure 2.7. Proportion de Parties tenant un registre national des projets de rétablissement

¹¹ L'Allemagne a noté qu'il n'y a pas eu de cas de botulisme dans la période triennale, mais qu'un plan de contingence est en place si nécessaire.

l'absence de projets de rétablissement (vingt-et-une Parties répondantes), un faible nombre de projets (Allemagne, Norvège, Suède et Royaume-Uni) ou un manque de ressources (Libye).

La Géorgie mentionnait la nécessité d'un registre, tout en faisant remarquer que celui-ci n'avait pas encore été créé, le Niger affirmait qu'un registre était en cours de développement, et le Mali déclarait que les Points focaux nationaux, en consultation avec des ONG, envisageaient la création d'un dépôt d'archives.

Q16. Existe-t-il dans votre pays un cadre réglementaire pour le rétablissement des espèces, notamment les oiseaux d'eau (Plan d'action de l'AEWA, paragraphe 2.4) ?

Vingt-sept Parties (51 % des RP, 36 % des CP) ont déclaré disposer d'un cadre pleinement réglementaire et à l'œuvre pour le rétablissement d'espèces, y compris les oiseaux d'eau, et neuf autres (17 % des RP, 12 % des CP) ont notifié la mise en œuvre partielle d'un cadre réglementaire (Figure 2.8 ; Tableau 8, en Annexe). L'Afrique du Sud affirmait s'être dotée d'un cadre partiellement réglementaire spécifique aux espèces. L'Albanie admettait avoir encore beaucoup à faire pour établir un cadre réglementaire. La Syrie faisait remarquer

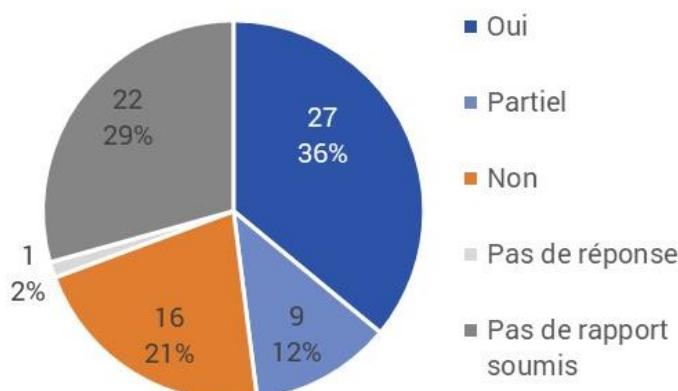


Figure 2.8. Proportion des Parties avec un cadre réglementaire pour le rétablissement des espèces, y compris les oiseaux d'eau.

que les pratiques existantes couvraient les rétablissements et les protections d'une façon générale. Aucune information supplémentaire ne figurait concernant les cadres réglementaires partiels établis par l'ARY Macédoine, la Tunisie ou le Sénégal. Sur les seize Parties (30 % des RP ; 21 % des CP) ayant déclaré ne pas avoir de cadre réglementaire à l'œuvre, quatre affirmaient en développer un (Côte d'Ivoire, Égypte, Libye et Niger), et trois autres faisaient remarquer l'absence de plans de rétablissement d'espèces (Bulgarie, Chypre et Norvège). Le manque de financement pour l'établissement d'un cadre réglementaire était souligné par le Burundi, la Guinée Bissau et l'Ouganda.

Q17. Votre pays a-t-il envisagé, élaboré ou mis en œuvre des projets de rétablissement pour des espèces figurant au tableau 1 de l'AEWA ? (Plan d'action de l'AEWA, paragraphe 2.4)

Dix Parties (19 % des RP ; 13 % des CP) ont communiqué avoir à l'œuvre des projets de rétablissement d'espèces figurant au Tableau 1 de l'AEWA (Figure 2.9 ; Tableau 9, en Annexe). Lorsque des détails sur les projets de rétablissement étaient fournis, ceux-ci figurent dans le Tableau 2.13. Vingt-huit Parties ont communiqué n'avoir ni envisagé, ni développé, ni mis en œuvre aucun projet de rétablissement, tandis que quinze autres n'ont pas répondu à cette question.

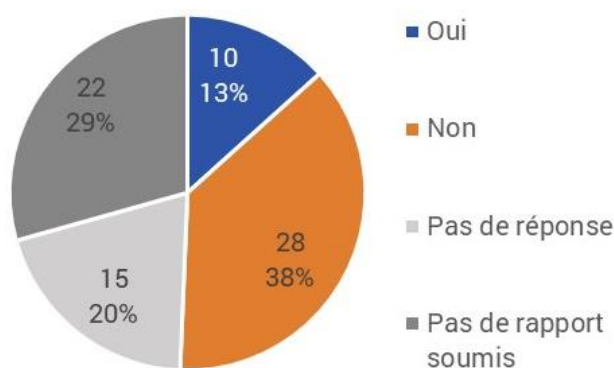


Figure 2.9. Proportion des Parties avec des projets de réintroduction en place pour des espèces figurant au tableau 1 de l'AEWA.

Tableau 2.13. Stade des plans de réintroduction pour des espèces du Tableau 1 de l'AEWA, et indication si le Secrétariat de l'AEWA a été informé ou non du développement ou de la mise en œuvre de ces plans ('-' = pas de réponse).

Espèce	Parties	Stade du Plan	AEWA informé	Raisons de la non information de l'AEWA
<i>Botaurus stellaris</i>	France	Développé et mis en œuvre	No	-
<i>Ciconia ciconia</i>	Suède	Développé et mis en œuvre	No	Le projet a démarré avant que l'AEWA ne soit établi (1989)
	Suisse	Développé et mis en œuvre	No	Programme mis en œuvre avant l'adoption à l'AEWA.
<i>Crex crex</i>	France	Développé et mis en œuvre	No	Continue le travail commence par des projets précédents
	Royaume-Uni	Développé et mis en œuvre	No	-
<i>Fulica cristata</i>	Espagne	Développé et mis en œuvre	No	-
<i>Geronticus eremita</i>	Algérie	Pas de plan en place, mais pris en considération	-	-
<i>Grus grus</i>	Royaume-Uni	Développé et mis en œuvre	No	-
<i>Marmaronetta angustirostris</i>	Espagne	Développé et mis en œuvre	-	-
	Italie	Pas de plan en place, mais pris en considération	-	-
<i>Vanellus vanellus</i>	Luxembourg	Développé et mis en œuvre	No	-

Q19. Votre pays a-t-il une législation en place, interdisant l'introduction d'espèces animales et végétales non indigènes susceptibles de nuire aux oiseaux d'eau migrateurs ? (Plan d'action de l'AEWA, paragraphe 2.5.1)

La plupart des Parties répondantes (quarante-trois Parties : 81 % des RP, 57 % des CP) affirmaient appliquer une législation interdisant l'introduction d'espèces non indigènes (Figure 2.10 ; Tableau 10, en Annexe), ce qui indique un bon progrès vis-à-vis de cet aspect de l'Accord. Cinq Parties (Ghana, Guinée Bissau, ARY Macédoine, Libye, et Tunisie) indiquaient l'existence d'une législation en vigueur, mais que celle-ci n'était pas pleinement, voire pas du tout appliquée (9 % des RP, 7 % des CP). Le Niger et la Côte d'Ivoire faisaient remarquer qu'une législation était actuellement en cours de développement. Le Niger et la Côte d'Ivoire faisaient remarquer qu'une législation était actuellement en cours de développement.

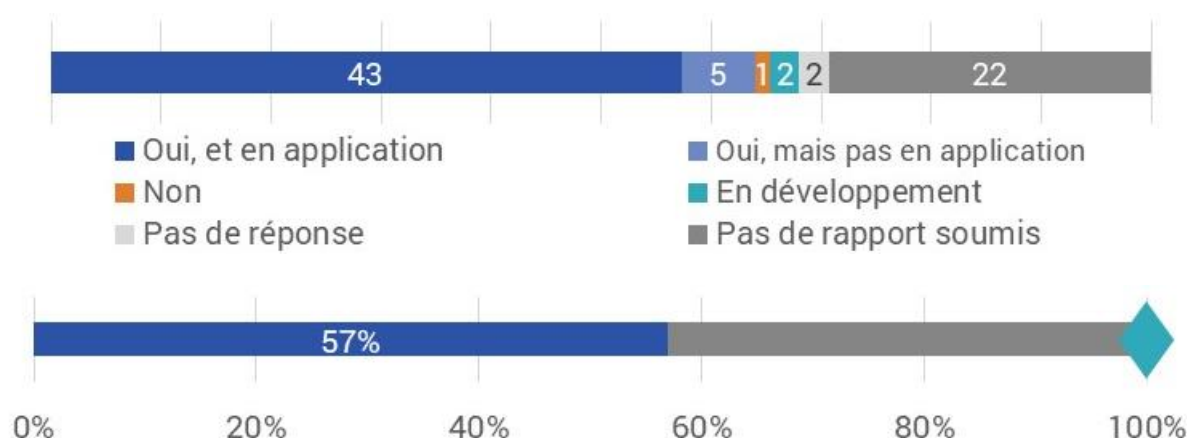


Figure 2.10. a) Parties déclarant que la législation qui interdit l'introduction d'espèces non indigènes d'animaux et de plantes est en place et b) pourcentage des CP ayant une législation en place qui est appliquée (mesure du progrès vers la Cible 1.5 du Plan stratégique ; l'indicateur est représenté par un losange).

Q20. Votre pays a-t-il imposé des exigences législatives aux zoos, aux collections privées, etc., afin d'éviter les évasions accidentelles d'animaux captifs appartenant à des espèces non indigènes pouvant être préjudiciables aux oiseaux d'eau migrateurs ? (Plan d'action de l'AEWA, paragraphe 2.5.2)

Plus de la moitié des Parties répondantes (34 Parties : 64 % des RP, 45 % des CP) disaient imposer des exigences législatives (pour les zoos et les collections privées) afin d'éviter l'évasion accidentelle d'espèces non indigènes en captivité pouvant être préjudiciables aux oiseaux d'eau migrateurs (Figure 2.11 ; Tableau 10, en Annexe). La Moldavie faisait remarquer qu'il existait une législation en vigueur, mais qu'elle n'était pas pleinement appliquée, voire pas du tout. Quatre Parties (Albanie, Côte d'Ivoire, Luxembourg et Niger) ont communiqué qu'une législation était en développement (8 % des RP, 5 % des CP). La moitié à peine des Parties répondantes déclarant avoir établi et appliqué une législation dans ce domaine, il reste encore beaucoup à faire. Dans la section réservée aux commentaires, vingt-et-une Parties faisaient remarquer que des lignes directrices ou des législations sur les zoos étaient à l'œuvre. Trois Parties (Allemagne, Danemark et Pays-Bas) affirmaient recourir à la législation européenne pour éviter les évasions accidentelles. Six Parties faisaient remarquer que les propriétaires de collections zoologiques avaient des devoirs de diligence pour réduire au minimum les évasions. Trois Parties (Égypte, Libye et Ouganda) indiquaient un manque de ressources pour créer une législation.

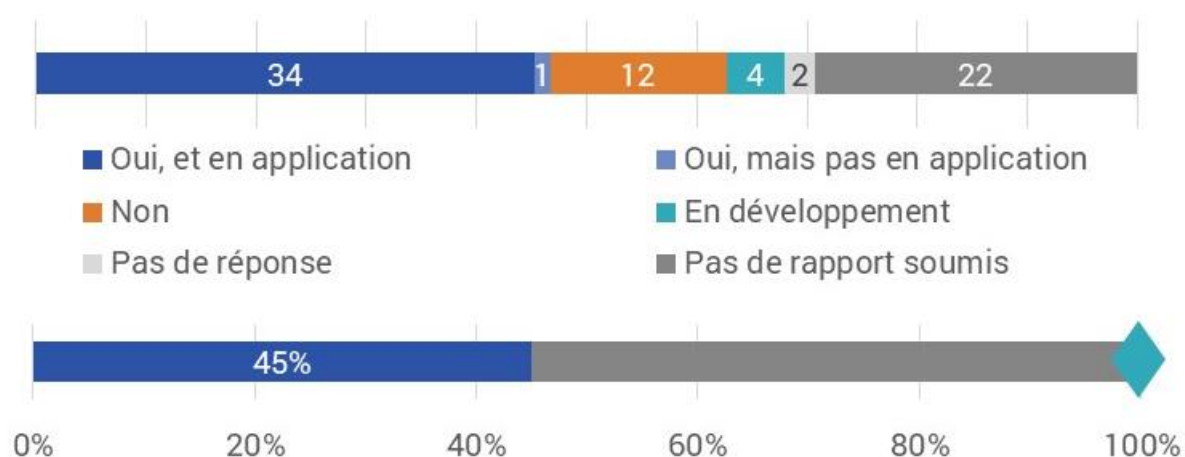


Figure 2.11. a) Parties déclarant que des exigences législatives sont imposées aux zoos, collections privées etc., afin d'éviter les évasions accidentelles d'animaux captifs appartenant à des espèces non indigènes et b) pourcentage de CP ayant une législation en place et appliquée (mesure du progrès vers la Cible 1.5 du Plan stratégique ; l'indicateur est représenté par un losange).

Q21. Votre pays a-t-il mis en place un Plan d'action national pour les espèces envahissantes (PANEE) (dans le cadre d'AME tels que la CDB, la Convention de Berne et le GISP (Programme mondial sur les espèces envahissantes)) ? (Plan stratégique, Objectif 1, Cible 5)

Le développement et la mise en œuvre efficace de Plans d'action nationaux pour les espèces envahissantes (PANEE) s'avère vital pour atteindre la Cible 1.5. Dix Parties (17 % des RP, 13 % des CP) affirmaient avoir un PANEE en vigueur et en cours de mise en œuvre, et cinq autres (9 % des RP, 7 % des CP) que des PANEE étaient en place mais pas pleinement appliqués (Figure 2.12 ; Tableau 10, en Annexe). Ceci signifie que moins d'un cinquième des Parties répondantes ont établi des PANEE dans le cadre d'autres AME (Accords multilatéraux sur l'environnement), et donc que bien des efforts restent à faire pour aller de l'avant. Quatre Parties faisaient remarquer qu'une législation étant déjà à l'œuvre, ils n'avaient donc pas développé de PANEE ; la Roumanie développait actuellement une

législation et un PANEE. La Syrie faisait remarquer que son plan national pour la période 2011-2020 faisait l'objet d'une révision dans le cadre de la CDB. Le Maroc signalait un manque de données à l'échelle nationale concernant les espèces envahissantes, mais que la création d'une liste d'espèces envahissantes constituerait une priorité dans les prochaines années à venir.

Cible 1.5 du Plan stratégique : Les oiseaux d'eau sont soigneusement pris en considération par d'autres forums internationaux, comme la Convention sur la diversité biologique, la Convention de Berne et le Programme mondial sur les espèces envahissantes (GISP), dans l'élaboration de Plans d'actions nationaux sur les espèces non indigènes.

Indicateur : Les Parties contractantes ont introduit, comme élément des Plans d'action nationaux sur les espèces non indigènes, des mesures spécifiques pour les espèces non indigènes envahissantes d'oiseaux d'eau. Elles mettent en œuvre ces mesures afin d'assurer leur contrôle ou leur éradication.

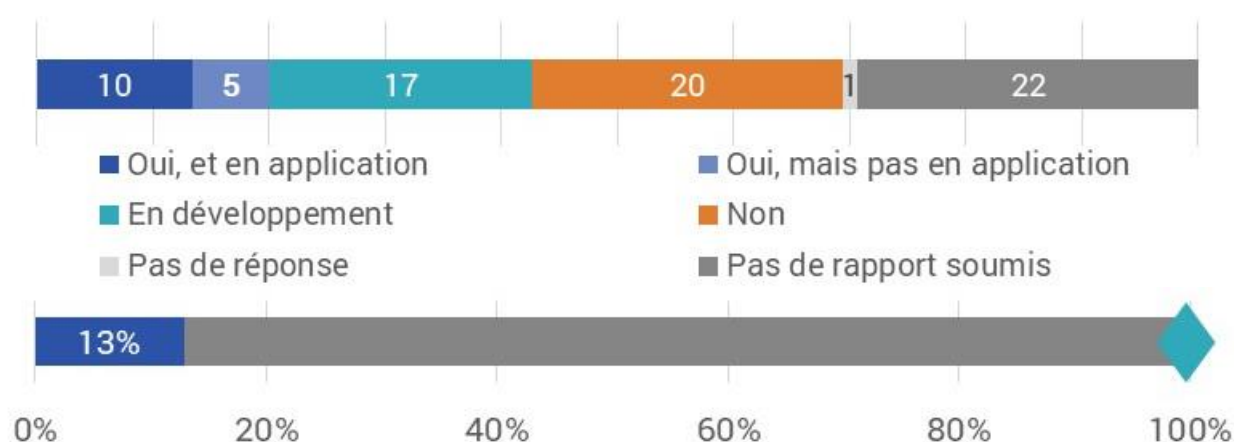


Figure 2.12. a) Parties indiquant si un Plan d'action national pour les espèces envahissantes (NAPIS) est en place et b) pourcentage de CP ayant un NAPIS en place et appliqué (mesure du progrès vers la Cible 1.5 du Plan stratégique ; l'indicateur est représenté par un losange).

Q22. Votre pays a-t-il examiné, développé ou mis en œuvre des programmes de contrôle ou d'éradication d'espèces d'oiseaux d'eau non indigènes afin d'éviter leurs impacts négatifs sur les espèces indigènes ? (Plan d'action de l'AEWA, paragraphe 2.5.3)

Quinze Parties (25 % des RP, 20 % des CP) affirmaient avoir envisagé, développé ou mis en œuvre des programmes d'éradication pour contrôler ou éradiquer des espèces non indigènes d'oiseaux d'eau (Figure 2.13 ; Tableau 11, en Annexe). Quatre espèces ont été soulignées comme étant au cœur des programmes d'éradication (Tableau 2.14). Environ la moitié des Parties répondantes déclaraient ne pas avoir développé de programmes d'éradication (26 Parties : 49 % des RP, 34 % des CP), et neuf autres que de tels programmes n'étaient pas applicables (15 % des RP, 12 % des CP). Avec moins d'un quart des Parties contractantes ayant actuellement établi un programme d'éradication, il faudra consacrer plus d'attention à cet aspect à l'avenir.

Sur les trente-cinq Parties ayant répondu "Non" ou "Non applicable", cinq (14 %) communiquaient que les populations d'espèces non indigènes étaient faibles, et ne constituaient donc pas un risque, tandis que cinq autres (14 %) affirmaient ne pas avoir rencontré d'espèces non indigènes d'oiseaux d'eau. Trois Parties (9 %) ont spécifié que le contrôle ou l'éradication d'espèces non indigènes d'oiseaux d'eau n'était pas une priorité nationale, et deux autres (Côte d'Ivoire et Géorgie) faisaient remarquer

qu'aucune étude visant à évaluer l'impact d'espèces non indigènes sur les oiseaux d'eau n'avait été entreprise. Le Burundi et l'Égypte signalaient un manque de ressources pour la mise en œuvre des programmes.

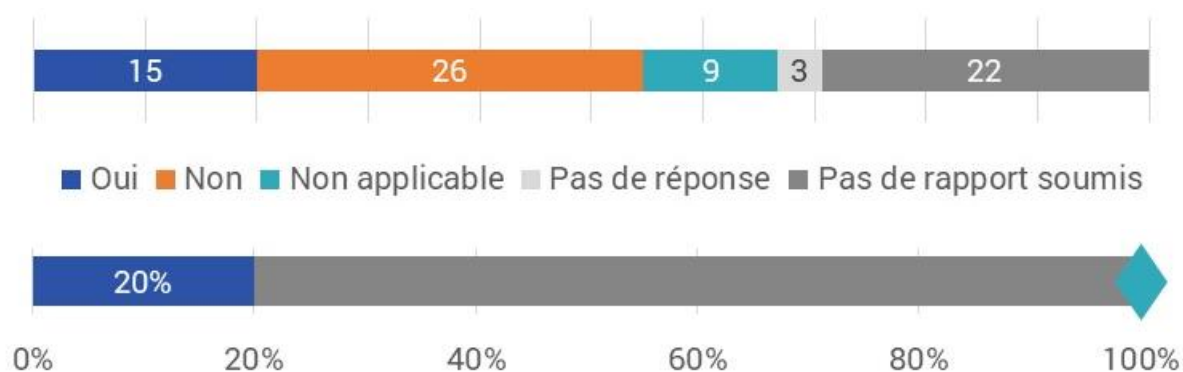


Figure 2.13. a) Réponses des Parties quant à savoir si des programmes d'éradication ont été développés pour les espèces non indigènes d'oiseaux d'eau et b) pourcentage des CP qui ont considéré, développé ou mis en œuvre des programmes pour contrôler ou éradiquer des espèces non indigènes d'oiseaux d'eau (mesure du progrès vers la Cible 1.5 du Plan stratégique ; l'indicateur est représenté par un losange).

Tableau 2.14 Aperçu général du stade des programmes d'éradication destinés aux espèces d'oiseaux d'eau non indigènes.

Espèce	Partie	Programme de contrôle ou d'éradication développé et mis en œuvre	Programme de contrôle ou d'éradication développé, mais pas ou incorrectement mis en œuvre	Programme de contrôle ou d'éradication en développement
<i>Alopochen aegyptiaca</i> Oulette d'Égypte	Allemagne			✓
	France		✓	
	Luxembourg			✓
	Pays-Bas	✓		
<i>Branta canadensis</i> Bernache du Canada	Belgique			✓
	France		✓	
<i>Oxyura jamaicensis</i> Erismature rousse	Allemagne	✓		
	Belgique	✓		
	Danemark	✓		
	Espagne	✓		
	France	✓		
	Italie			✓
	Pays-Bas	✓		
	Royaume-Uni	✓		
	Suède		✓	
	Suisse		✓	
<i>Threskiornis aethiopicus</i> Ibis sacré	France	✓		
	Italie			✓
	Pays-Bas	✓		

Q23. Votre pays a-t-il examiné, développé ou mis en œuvre des programmes de contrôle ou d'éradication d'autres espèces non indigènes (en particulier des plantes aquatiques) afin d'éviter leurs impacts négatifs sur les espèces d'oiseaux d'eau migrateurs ? (Plan d'action de l'AEWA, paragraphe 2.5.3 et Résolution 5.15)

Vingt Parties (40 % des RP, 26 % des CP) ont communiqué que des programmes avaient été envisagés, développés ou mis en œuvre pour contrôler ou éradiquer d'autres espèces non indigènes, en particulier des plantes aquatiques (Figure 2.14). Les Programmes sont résumés dans le Tableau 2.15, avec des détails concernant leur état d'avancement (envisagé, développé ou mis en œuvre).

Le Burundi déclarait avoir validé récemment un plan d'action sur les espèces envahissantes pour faire face aux plantes aquatiques, mais qu'il n'avait pas été rendu public. L'Ukraine faisait remarquer qu'un groupe de travail sur les espèces non indigènes envahissantes avait été constitué.

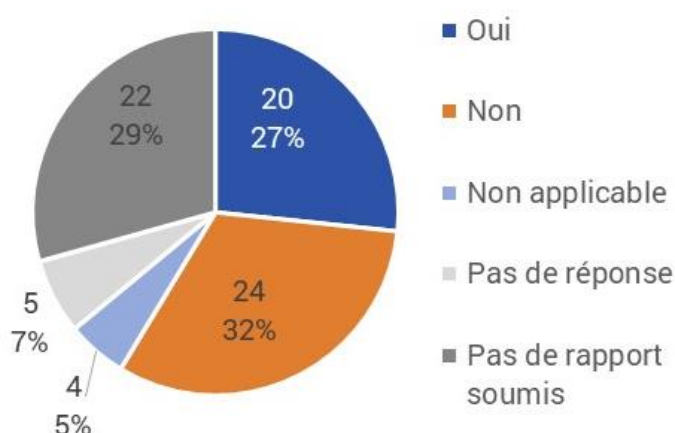


Figure 2.14. Proportion des Parties ayant considéré, développé ou mis en œuvre des programmes de contrôle ou d'éradication d'espèces non indigènes pouvant avoir des impacts négatifs sur les oiseaux d'eau migrateurs.

Près de la moitié de toutes les Parties répondantes (vingt-quatre Parties, 45 % des RP, 32 % des CP) déclaraient n'avoir ni envisagé, ni développé, ni mis en œuvre de programme d'éradication au cours de la période de rapport, et quatre autres (Bulgarie, Libye, Slovénie et Slovaquie : 8 % des RP, 5 % des CP) déclaraient que les programmes d'éradication n'étaient pas applicables. L'Italie faisait remarquer que malgré l'absence de ce type de plans à l'échelle nationale, des projets de restauration locale avaient été entrepris. Sur les vingt-huit pays ayant répondu "Non applicable" ou déclaré ne pas avoir de programme d'éradication, neuf affirmaient qu'un tel programme n'était pas nécessaire, et cinq qu'il n'y avait pas d'espèces envahissantes ayant un impact sur les oiseaux d'eau dans leurs pays. Le Mali faisait remarquer que la loi ne prévoyait pas ce type de programmes, et qu'aucune activité de ce genre n'était donc prévue dans un proche avenir.

La Côte d'Ivoire, l'Estonie, la Hongrie et la Lettonie ont déclaré que des programmes de contrôle des espèces envahissantes ont été entamés, mais qu'ils ne visaient pas spécifiquement la seule protection des oiseaux d'eau. Quatre pays (Croatie, Géorgie, Liban et Libye) déclaraient ne pas disposer de données suffisantes concernant l'impact d'espèces non indigènes envahissantes sur les oiseaux d'eau, ou que des études scientifiques étaient nécessaires afin d'évaluer les impacts. La Norvège affirmait que l'éradication n'était pas viable, et que les programmes mettaient actuellement l'accent sur la prévention des introductions et la restriction de la dissémination d'espèces végétales aquatiques déjà établies. Quant à la Syrie, elle faisait remarquer que de tels programmes n'étaient actuellement pas une priorité nationale.

Table 2.15. Aperçu général des programmes d'éradication destinés aux espèces non indigènes autres que les oiseaux d'eau.

Partie	Espèce non indigène	Stade
Afrique du Sud	<i>Azolla filiculoides</i> (fougère d'eau), <i>Eichhornia crassipes</i> (jacinthe d'eau), <i>Pistia stratiotes</i> (laitue d'eau)	Mis en œuvre
Allemagne	<i>Alternanthera philoxeroides</i> (herbe à alligator), <i>Cabomba caroliniana</i> (camomba de Caroline), <i>Eichhornia crassipes</i> (Jacinthe d'eau), <i>Elodea nuttallii</i> (élodée de Nuttall), <i>Myriophyllum aquaticum</i> (myriophylle aquatique), <i>Hydrocotyle ranunculoides</i> (hydrocotyle fausse-renoncule), <i>Lagarosiphon major</i> (lagarosiphon élevé), <i>Ludwigia grandiflora</i> (jussie à grandes fleurs), <i>Ludwigia peploides</i> (jussie rampante), <i>Myriophyllum heterophyllum</i> (myriophylle hétérophylle), <i>Lithobates catesbeianus</i> (ouaouaron), <i>Procyon lotor</i> (raton laveur commun), <i>Nyctereutes procyonoides</i> (chien viverrin), <i>Nasua nasua</i> (Coati commun)	En développement
Belgique	<i>Azolla filiculoides</i> (fougère d'eau), <i>Crassula helmsii</i> (crassule de Helms), <i>Elodea callitrichoides</i> (élodée à feuilles allongées), <i>Elodea canadensis</i> (élodée du Canada), <i>Elodea nuttallii</i> (élodée de Nuttall), <i>Egeria densa</i> (élodée dense), <i>Hydrocotyle ranunculoides</i> (hydrocotyle fausse-renoncule), <i>Hydrilla verticillata</i> , <i>Lagarosiphon major</i> (lagarosiphon élevé), <i>Lemna minuta</i> (petite lentille d'eau), <i>Lemna turionifera</i> (Lentille d'eau turionifère), <i>Ludwigia grandiflora</i> (jussie à grandes fleurs)	Pas de programme officiel, mais les autorités publiques sont engagées dans le contrôle
Chypre	<i>Phragmites</i> spp. (phragmites) dans la restauration de zones humides du Marais d'Akrotiri	Mis en œuvre
Danemark	<i>Neovison vison</i> (vison d'Amérique), <i>Nyctereutes procyonoides</i> (chien viverrin)	Mis en œuvre
Égypte	Divers mauvaises herbes aquatiques et roseaux, au sein du Programme National de réhabilitation des Lacs du Nord.	Mis en œuvre dans certains lieux, à être étendu pour couvrir de plus grandes surfaces
Éthiopie	<i>Eichhornia crassipes</i> (jacinthe d'eau)	
France	<i>Azolla filiculoides</i> (fougère d'eau), <i>Baccharis halimifolia</i> (sénéçon en arbre), <i>Crassula helmsii</i> (crassule de Helms), <i>Elodea</i> spp. (élodées), <i>Aegean</i> spp., <i>Myriophyllum</i> spp. (myriophylles), <i>Lagarosiphon major</i> (lagarosiphon élevé) Plus d'informations sur http://www.gt-ibma.eu/	
Finlande	Espèces listées dans la Régulation Européenne 1143/2014 sur les Espèces Introduites Envahissantes	
Ghana	<i>Cyperus rotundus</i> (souchet rond), <i>Cyprinus carpio</i> (carpe commune), <i>Eichhornia crassipes</i> (jacinthe d'eau), <i>Gambusia affinis</i> (gambusie), <i>Mimosa pigra</i> (Sensitive géante), <i>Poecilia reticulata</i> (Guppy), <i>Salvinia molesta</i> (salvinie géante), <i>Vibrio cholerae</i> (vibron cholérique), <i>Batrachochytrium dendrobatidis</i> (champignon parasite d'amphibien), <i>Oxycaryum cubense</i> , <i>Clarias gariepinus</i> (poisson-chat africain), <i>Estrilda astrild</i> (astrild ondulé), <i>Lates niloticus</i> (perche du Nil), <i>Panicum repens</i> (panic rampant), <i>Porphyrio porphyria</i> (talève sultane), <i>Tilapia mariae</i> (tilapia à cinq bandes), <i>Tilapia zillii</i> (pastenague boulée)	
Kenya	<i>Datura</i> spp. et <i>Solanum incanum</i> , principalement mis en œuvre dans le Parc National Nakuru	Mis en œuvre
Luxembourg	<i>Alopochen aegyptiacus</i> (ouette d'Égypte), <i>Elodea nuttallii</i> (élodée de Nuttall), <i>Heracleum mantegazzianum</i> (berce du Caucase), <i>Impatiens glandulifera</i> (balsamine glanduleuse), <i>Myocastor coypus</i> (ragondin), <i>Orconectes limosus</i> (écrevisse américaine), <i>Ondatra zibethicus</i> (rat musqué), <i>Pacifastacus leniusculus</i> (écrevisse signal), <i>Procyon lotor</i> (raton laveur commun), <i>Pseudorasbora parva</i> (pseudorasbora), <i>Trachemys scripta</i> (tortue de Floride), <i>Myriophyllum aquaticum</i> (myriophylle aquatique)	
Niger	<i>Eichhornia crassipes</i> (jacinthe d'eau), <i>Typha australis</i> (massettes) dans le delta du Niger et les mares de Dallol Bosso	
Ouganda	<i>Eichhornia crassipes</i> (jacinthe d'eau)	Mis en œuvre
Pays-Bas	<i>Ludwigia peploides</i> (jussie rampante), <i>Lysichiton americanus</i> (lysichiton américain), <i>Cabomba caroliniana</i> (camomba de Caroline), <i>Hydrocotyle ranunculoides</i> (hydrocotyle fausse-renoncule), <i>Lagarosiphon major</i> (lagarosiphon élevé), <i>Elodea nuttallii</i> (élodée de Nuttall), <i>Ludwigia grandiflora</i> (jussie à grandes fleurs), <i>Myriophyllum aquaticum</i> (myriophylle aquatique), <i>Myriophyllum heterophyllum</i> (myriophylle)	Mis en œuvre

Partie	Espèce non indigène	Stade
Pays-Bas (cont.)	hétérophylle), <i>Myocastor coypus</i> (ragondin), <i>Ondatra zibethicus</i> (rat musqué), <i>Rana catesbeiana</i> (ouaouaron), <i>Percottus glenii</i> (dormeur chinois), <i>Pseudorasbora parva</i> (pseudorasbora), <i>Eriocheir sinensis</i> (crabe chinois), <i>Orconectus limosus</i> (écrevisse américaine), <i>Orconectus virilis</i> (écrevisse virile), <i>Pacifastacus leniusculus</i> (écrevisse signal), <i>Procambarus clarkia</i> (écrevisse de Louisiane), <i>Procambarus fallax forma virginialis</i> (écrevisse marbrée)	
Royaume-Uni	<i>Aix sponsa</i> (canard carolin), <i>Allium</i> species (ails), <i>Alopothen aegyptiacus</i> (ouette d'Égypte), <i>Alytes obstetricans</i> (alyte accoucheur), <i>Anser indicus</i> (oie à tête barrée), <i>Arthurdendyus triangulatus</i> (ver plat de Nouvelle-Zélande), <i>Australoplane sanguinea</i> (ver plat d'Australie), <i>Azolla filiculoides</i> (fougère d'eau), <i>Botrylloides violaceus</i> (botrylle de Leach), <i>Branta canadensis</i> (bernache du Canada), <i>Bubo bubo</i> (hibou grand-duc), <i>Cabomba caroliniana</i> (camomba de Caroline), <i>Carpobrotus edulis</i> (griffes de sorcière), <i>Cervus nippon</i> (cerf Sika), <i>Chen canagica</i> (oie empereur), <i>Corvus splendens</i> (corbeau familial), <i>Cotoneaster</i> species (cotonéaster), <i>Crassula helmsii</i> (crassule de Helms), <i>Crepidula fornicata</i> (crépide), <i>Crocospia x crocosmiifolia</i> (crocospia), <i>Cygnus atratus</i> (cygne noir), <i>Didemnum</i> species (tuniciers), <i>Dikerogammarus villosus</i> (crevette tueuse), <i>Dreissena polymorpha</i> (moule zébrée), <i>Elodea canadensis</i> (élodée du Canada), <i>Elodea nuttallii</i> (élodée de Nuttall), <i>Eriocheir sinensis</i> (crabe chinois), <i>Fallopia baldschuanica</i> (renouée grimpante), <i>Fallopia japonica</i> (renouée du Japon), <i>Glis glis</i> (loir gris), <i>Gunnera</i> species (gunnère), <i>Hemigrapsus</i> spp. (crabes <i>Hemigrapsus</i>), <i>Heracleum mantegazzianum</i> (berce du Caucase), <i>Homarus americanus</i> (homard américain), <i>Hydrocotyle ranunculoides</i> (hydrocotyle fausse-renoncule), <i>Hydropotes inermis</i> (cerf d'eau), <i>Impatiens glandulifera</i> (balsamine glanduleuse), <i>Kontikia ventrolineta</i> and <i>Kontikia andersoni</i> (vers plats <i>Kontikia</i>), <i>Lacerta bilineata</i> (lézard vert occidental), <i>Lagarosiphon major</i> (lagarosiphon élevé), <i>Lithobates catesbeianus</i> (ouaouaron), <i>Ludwigia peploides</i> (jussie rampante), <i>Lysichiton americanus</i> (lysichiton américain), <i>Mesotriton alpestris</i> (triton alpestre), <i>Muntiacus reevesi</i> (muntjac de Reeves), <i>Mustela vison</i> (vison d'Amérique), <i>Myiopsitta monachus</i> (conure veuve), <i>Myriophyllum aquaticum</i> (myriophylle aquatique), <i>Nasua nasua</i> (coati commun), <i>Oxyura jamaicensis</i> (érismature rousse), <i>Pacifastacus leniusculus</i> (écrevisse signal), <i>Pelophylax ridibundus</i> (grenouille rieuse), <i>Pistia stratiotes</i> (laitue d'eau), <i>Psittacula krameri</i> (perruche à collier), <i>Quercus cerris</i> (chêne chevelu), <i>Quercus ilex</i> (chêne vert), <i>Rhododendron ponticum</i> (rhododendron), <i>Robinia pseudoacacia</i> (robinier faux-acacia), <i>Rosa rugosa</i> (rosier rugueux), <i>Salvinia molesta</i> (salvinie géante), <i>Sargassum muticum</i> (sargasse japonaise), <i>Solidago canadensis</i> (verge d'or du Canada), <i>Styela clava</i> (ascidie plissée), <i>Tamias sibiricus</i> (tamia de Sibérie), <i>Threskiornis aethiopicus</i> (Ibis sacré), <i>Trachemys scripta elegans</i> (tortue de Floride), <i>Undaria pinnatifida</i> (wakame), <i>Vespa velutina</i> (frelon asiatique), <i>Xenopus laevis</i> (xénope lisse)	

III. Conservation de l'habitat

En ce qui concerne la Conservation des habitats, il était posé aux Parties à l'AEWA huit questions visant à évaluer les progrès réalisés en matière d'entretien et de restauration d'habitats importants pour les oiseaux d'eau. Quatre questions ont permis d'évaluer les progrès réalisés vis-à-vis du Plan stratégique de l'AEWA, et il semble que les progrès aient été globalement positifs, mais qu'il conviendra de s'efforcer davantage afin d'atteindre les objectifs établis par le Plan stratégique en matière de conservation de l'habitat.

Q25. Votre pays a-t-il identifié le réseau de tous les sites d'importance internationale et nationale pour les espèces/populations d'oiseaux d'eau migrateurs figurant au Tableau 1 ? (Plan d'action de l'AEWA, paragraphe 3.1.2.)

Quarante-neuf Parties (92 % des RP ; 65 % des CP) ont communiqué qu'un réseau de sites avait été identifié soit totalement (vingt-sept Parties, 36 % des CP), soit partiellement (vingt-deux Parties, 29 % des CP), à l'intérieur de leurs pays (Figure 3.1 ; Tableau 12, en Annexe). Le pourcentage de Parties contractantes affirmant avoir pleinement identifié un réseau de sites est ainsi passé de 30 %, lors de la période triennale précédente (2012-2014), à 36 % pendant cette période triennale (2015-2017). Bien que l'indicateur n'ait pas été atteint (toutes les Parties n'ayant pas pleinement identifié tous les sites importants), on constate un certain progrès concernant cet aspect au long du déroulement de la période du Plan stratégique.

Cible 1.2 du Plan stratégique : Un réseau complet cohérent de voies de migration de sites protégés et gérés importants, ainsi que d'autres sites gérés de façon adéquate, aux niveaux international et national pour les oiseaux d'eau, est mis en place et entretenu, en tenant compte des réseaux existants et des changements climatiques.

Indicateur : Toutes les Parties contractantes ont et maintiennent de vastes réseaux nationaux regroupant des zones protégées et durablement gérées. Ceux-ci forment un réseau cohérent de sites de migration destinés à réagir aux impacts du changement climatique.

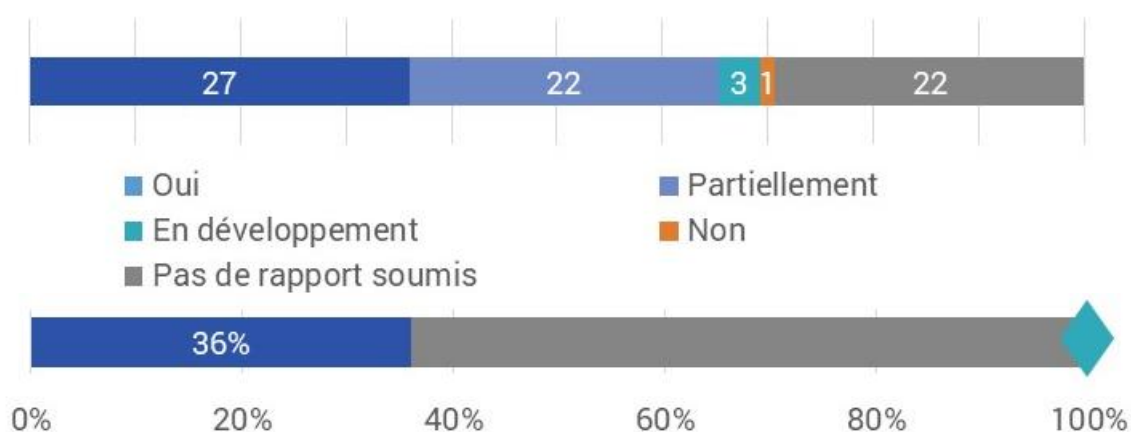


Figure 3.1. a) Réponse des Parties concernant l'identification du réseau de tous les sites d'importance internationale et nationale et b) pourcentage des CP ayant identifié un réseau de tous les sites d'importance internationale et nationale (mesure du progrès vers la Cible 1.2 du Plan stratégique ; l'indicateur est représenté par un losange).

Sur les quatre Parties restantes n'ayant ni pleinement ni partiellement identifié tous les sites, trois (Algérie, Eswatini et France) communiquaient que des réseaux étaient en cours de développement, tandis que l'ARY Macédoine déclarait ne pas avoir identifié de réseau de sites à cause de contraintes

financières. L'Algérie signalait que le réseau de tous les sites était en cours de développement sous l'égide du Réseau national des observateurs ornithologiques algériens, mais que l'étude requise était en suspens suite à des restrictions budgétaires ; toutefois, elle devrait reprendre dès qu'un nouveau financement sera libéré. L'Eswatini communiquait que des sites accueillant des oiseaux d'eau faisaient à l'heure actuelle l'objet d'une cartographie à travers un certain nombre de projets.

Q27. Votre pays a-t-il entrepris une évaluation des implications futures du changement climatique pour les aires protégées et les autres sites importants pour les oiseaux d'eau (c'est-à-dire la résistance de ces sites au changement climatique) ? (Résolution 5.13)

Un réseau des sites nationaux ayant pour objectif d'être résilients aux effets du changement climatique peut être évalué à l'échelle des sites uniques ou des réseaux nationaux d'aires protégées (RNAP). Vingt-et-une Parties (40 % des RP ; 28 % des CP) affirmaient avoir réalisé des évaluations de l'impact du changement climatique pour des sites uniques (Figure 3.2 ; Tableau 13, en Annexe), et dix-huit (34 % des RP ; 24 % des CP) avoir réalisé des évaluations concernant leur propre RNAP (Figure 3.3 ; Tableau 13, en Annexe).

Quinze Parties ont évalué les implications aussi bien pour les sites uniques que pour leur propre RNAP. Six Parties (Algérie, Danemark, Égypte, Norvège, Suisse et Ukraine) n'ont mentionné d'évaluations que pour des sites uniques, tandis que la Belgique, l'Éthiopie et Israël ne citaient que des évaluations de leurs propres RNAP. Vingt-sept Parties (51 % des RP ; 36 % des CP) déclaraient n'avoir réalisé d'évaluation ni de sites uniques, ni de leur propre RNAP. La Côte d'Ivoire n'a pas fourni de réponse, et l'Algérie et la Moldavie n'ont fourni de réponse qu'en ce qui concerne les sites uniques. Sur les vingt-quatre Parties ayant communiqué l'évaluation des futures implications du changement climatique aussi bien pour les sites uniques que pour leur propre RNAP, toutes, sauf Israël et le Niger, ont fourni des références concernant leurs évaluations. Israël ne fournissait pas de plus ample information, et le Niger déclarait que ses évaluations n'avaient pas encore été publiées.

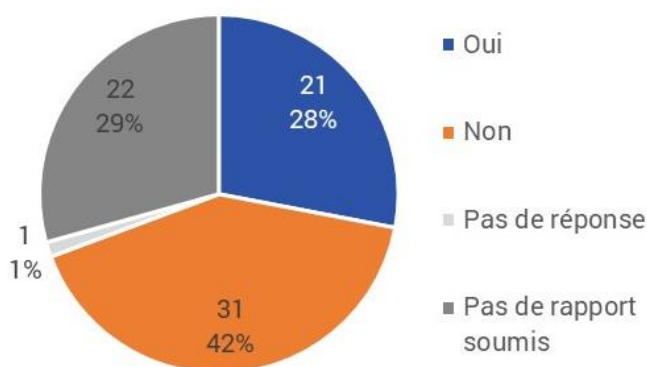


Figure 3.2. Réponses des Parties quant à savoir si une évaluation des implications du changement climatique avait été effectuée pour les sites uniques

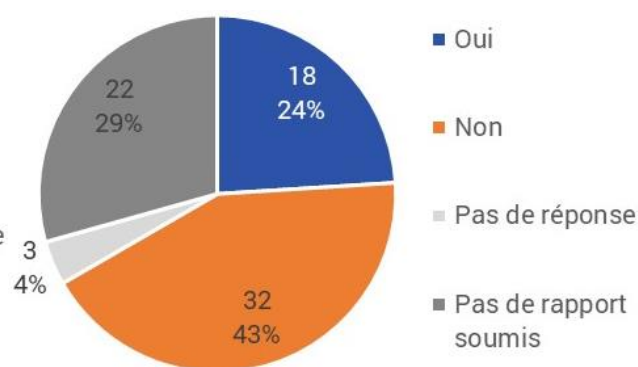


Figure 3.3. Réponses des Parties quant à savoir si une évaluation des implications du changement climatique avait été effectuée pour les réseaux nationaux d'aires protégées

Les manques de capacités financières, techniques et humaines faisaient partie des limitations rencontrées par un grand nombre de Parties, bien souvent parce que des évaluations de ce type ne faisaient pas partie des priorités, et qu'il fallait allouer des ressources déjà limitées à d'autres activités. Parmi les autres raisons fournies figuraient une approche nationale plus globale, et une insuffisance de données. Les réponses des Parties indiquaient la nécessité d'un travail supplémentaire pour les aider à évaluer les conséquences futures du changement climatique sur les

aires protégées et autres sites pertinents, ainsi que pour renforcer la résilience aux effets du changement climatique au sein des réseaux nationaux – et, en fin de compte, internationaux.

Q28. Quels sites ayant été identifiés comme importants, au niveau international ou national, pour les espèces/populations d'oiseaux d'eau migrateurs figurant au Tableau 1, ont été désignés comme aires protégées dans le cadre de la législation nationale et ont des plans de gestion qui sont mis en œuvre, notamment dans le but de renforcer la résistance aux effets du changement climatique ? (Plan d'action de l'AEWA, paragraphe 3.2.1, Plan stratégique 2009-2017 de l'AEWA, Objectif 1, Cible 1.2)

Il était demandé aux Parties, pour contribuer à l'évaluation des progrès vis-à-vis de la Cible 1.2, de fournir des détails quant au nombre total et à la taille des sites d'importance nationale (ci-après "NIS", pour *nationally important sites*) et de ceux d'importance internationale (ci-après "IIS", pour *internationally important sites*) pour les espèces/populations d'oiseaux d'eau migrateurs figurant au Tableau 1 de l'AEWA dans leurs pays. Il était aussi demandé aux Parties de fournir des détails quant au nombre et à la superficie des sites protégés par la législation nationale, ainsi que concernant les sites protégés dotés de plans de gestion en vigueur en cours d'application. Sur les quarante-cinq Parties ayant répondu à cette question, trente-deux (60 % des RP ; 43 % des CP) ont renseigné le nombre de NIS, et trente-six (68 % des RP ; 48 % des CP) le nombre d'IIS (Figure 3.4). Une proportion de Parties légèrement plus faible a fourni davantage de détails concernant les superficies couvertes par les deux catégories de sites, NIS et IIS.

Les Parties ont communiqué un total de 129 707 NIS (Figure 3.5), mais les divergences dans les rapports indiquent un plus grand nombre de sites protégés (131 643). Concernant les sites nationaux jouissant de protection juridique, d'après les Parties, 4 519 (3 %) disposaient de plans de gestion en vigueur, et 2 467 (2 %) de plans de gestion en vigueur incluant des objectifs en rapport avec le maintien ou l'augmentation de la résilience des réseaux écologiques (y compris la résilience face au changement climatique). En ce qui

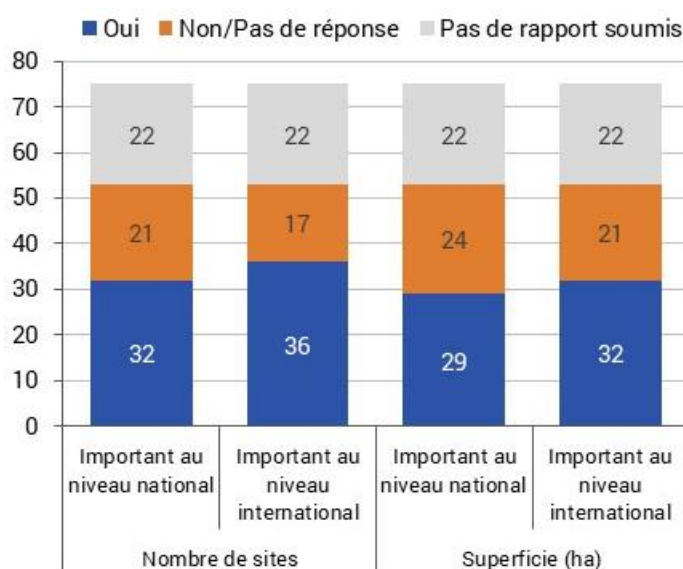


Figure 3.4. Nombre de Parties qui ont communiqué sur les sites importants aux niveaux national et international, en nombre et en superficie des sites.

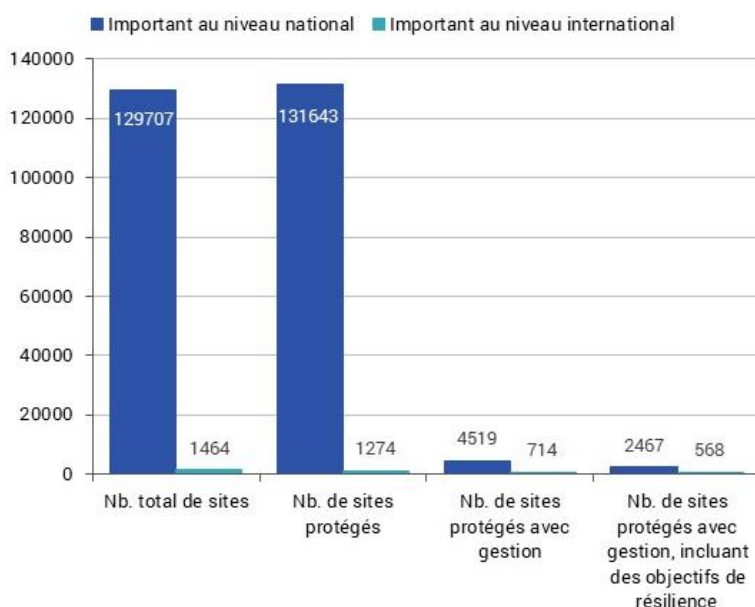


Figure 3.5. Nombre total de sites nationalement et internationalement importants, de sites protégés, de sites protégés ayant des plans de gestion à l'œuvre, et de sites protégés ayant des plans de gestion à l'œuvre incorporant des objectifs en rapport avec la résilience des réseaux écologiques existants, pour l'ensemble des Parties répondantes [n=53].

concerne les IIS, les Parties mentionnaient un total de 1 464 sites d'importance internationale, dont 1 274 (87 %) jouissant de protection juridique. Parmi les IIS protégés, 56 % disposaient de plans de gestion en vigueur (714 sites), et 45 % (568 sites) de plans de gestion incluant des objectifs de résilience écologique (soit 79 % des sites protégés disposant de plans de gestion ; Figure 3.5).

En termes de superficies couvertes, les Parties ont communiqué une surface totale de 30 525 713 ha de NIS, dont 37 % (~11 millions d'ha) jouissant de protection juridique (Figure 3.6). Parmi celles-ci, près de la moitié (5 801 004 ha) étaient des sites dotés de plans de gestion, dont 69 % affichaient des objectifs de résilience (Figure 3.6). Pour les superficies des IIS, les Parties communiquaient un total de 36 832 793 ha jugés d'importance internationale, dont 75 % des superficies relevaient de sites protégés. Sur les superficies relevant de sites protégés, environ 36 % (9,97 millions d'ha) se trouvaient dans des sites protégés dotés de plans de gestion (Figure 3.6). Une forte proportion des superficies se trouvaient au sein de sites protégés dotés de plans de gestion intégrant des objectifs de résilience écologique (dont 79 % disposant de plans de gestion, et 28 % de l'ensemble de la superficie protégée des IIS).

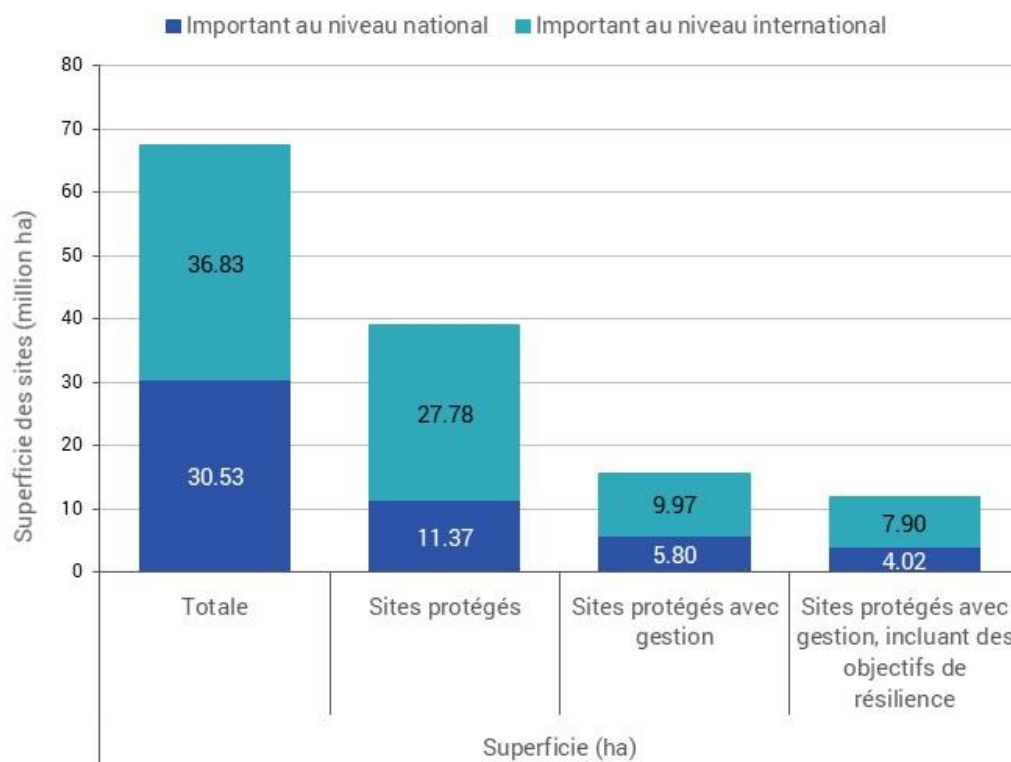


Figure 3.6. Superficie totale de sites importants aux niveaux national et international pour les espèces/populations au Tableau 1 de l'AEWA, superficie des sites protégés, superficie des sites protégés ayant des plans de gestion en place, et superficies des sites protégés ayant des plans de gestion en place incluant des objectifs relatifs à la résilience de réseaux écologiques existants, résumé sur toutes les Parties à l'exception de l'Afrique du Sud, ses données présentant un erreur aberrante dans la dernière catégorie de cette figure [n=52].

Les détails quant au nombre et aux superficies couvertes par les NIS et les IIS, Partie par Partie, sont représentés sur les Figures 3.7a-d et dans les Tableaux 14a-d de l'Annexe. Huit Parties - Burundi, Djibouti, ARY Macédoine, Guinée Bissau, Maurice, Portugal, Suède et Royaume-Uni - n'ont pas répondu à cette question.

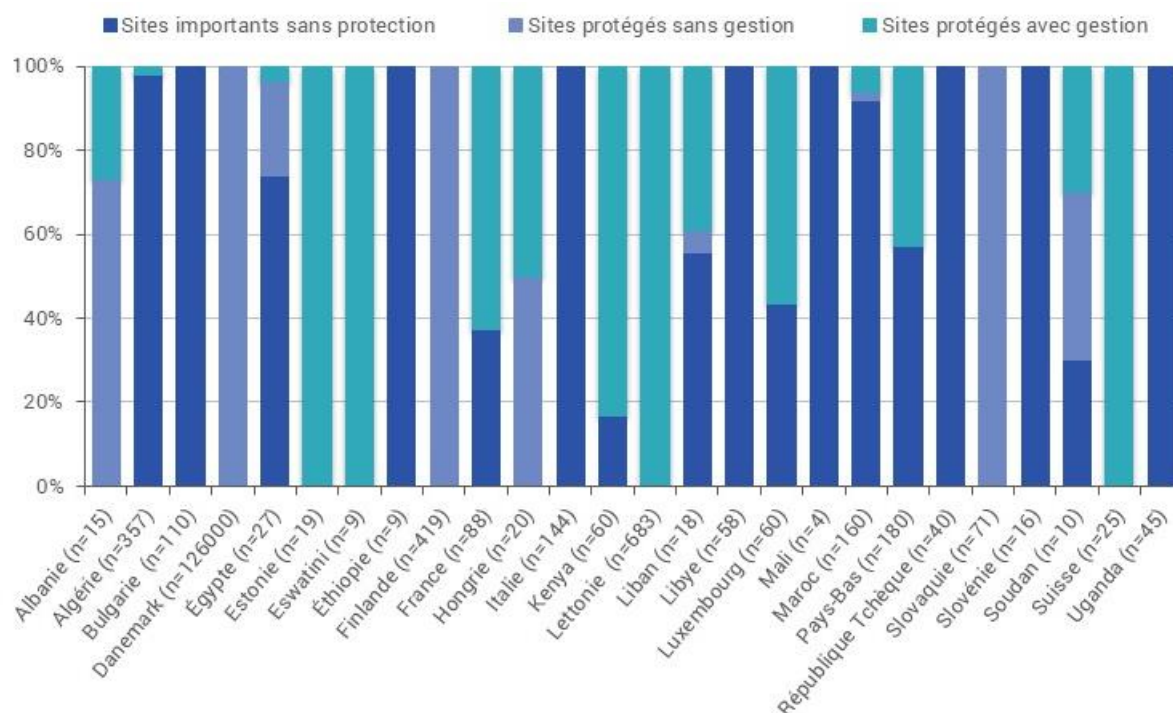


Figure 3.7a. Nombre total de Sites d'importance nationale (NIS), et pourcentage de sites avec ou sans protection et/ou plan de gestion, tel qu'indiqué par les Parties. (n.b. les Parties ayant des divergences dans leurs données ont été exclues, et "sites protégés avec plan de gestion" inclut aussi ceux ayant des objectifs relatifs à la résilience).

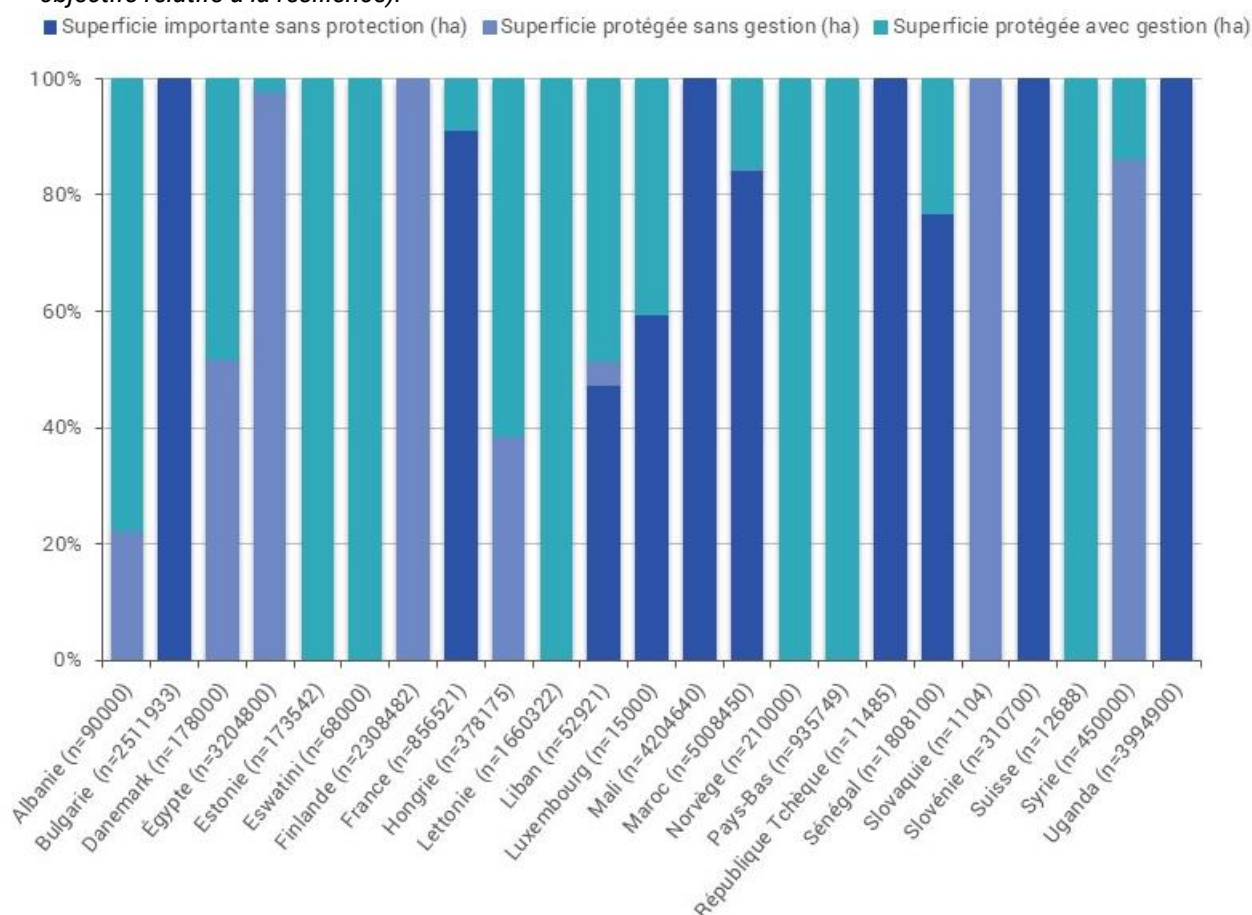


Figure 3.7b. Superficie totale (ha) de Sites d'importance nationale (NIS), et pourcentage de sites avec ou sans protection et/ou plan de gestion, tel qu'indiqué par les Parties. (n.b. les Parties ayant des divergences dans leurs données ont été exclues, et "sites protégés avec plan de gestion" inclut aussi ceux ayant des objectifs relatifs à la résilience).

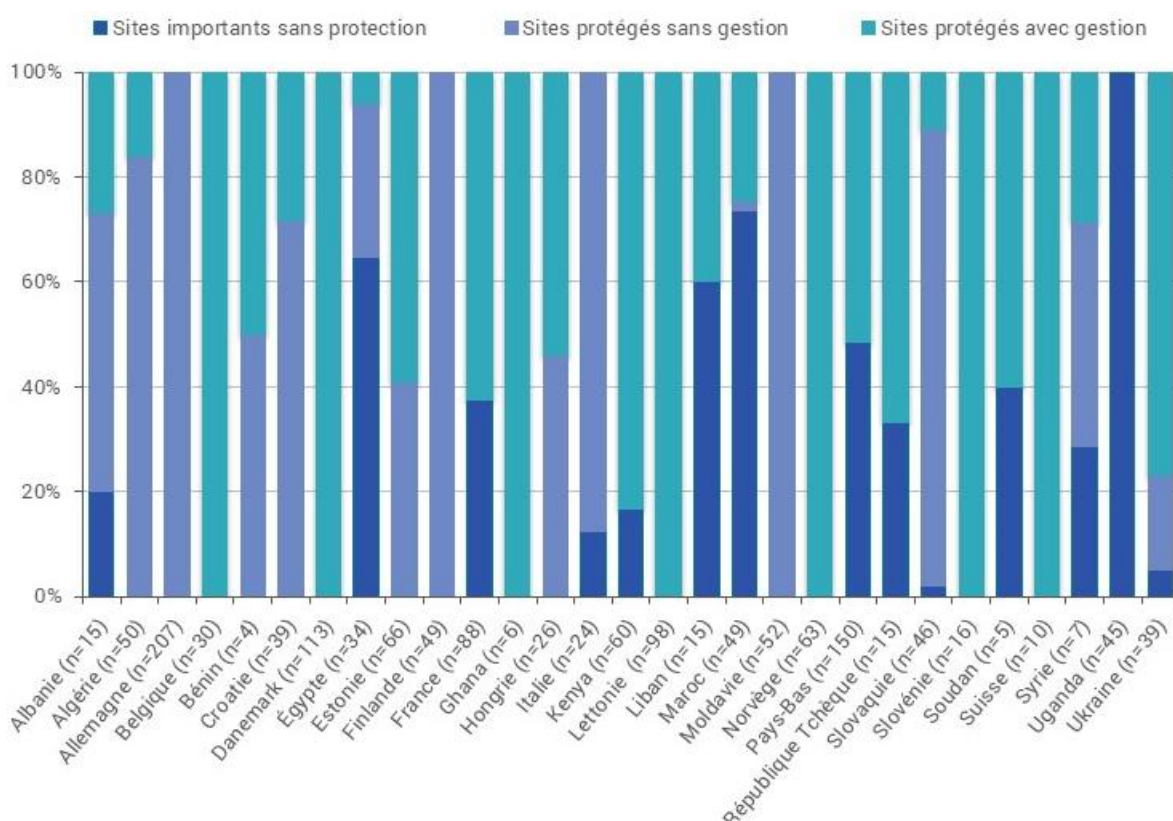


Figure 3.7c. Nombre total de Sites d'importance internationale (IIS), et pourcentage de sites avec ou sans protection et/ou plan de gestion, tel qu'indiqué par les Parties. (n.b. les Parties ayant des divergences dans leurs données ont été exclues, et "sites protégés avec plan de gestion" inclut aussi ceux ayant des objectifs relatifs à la résilience).

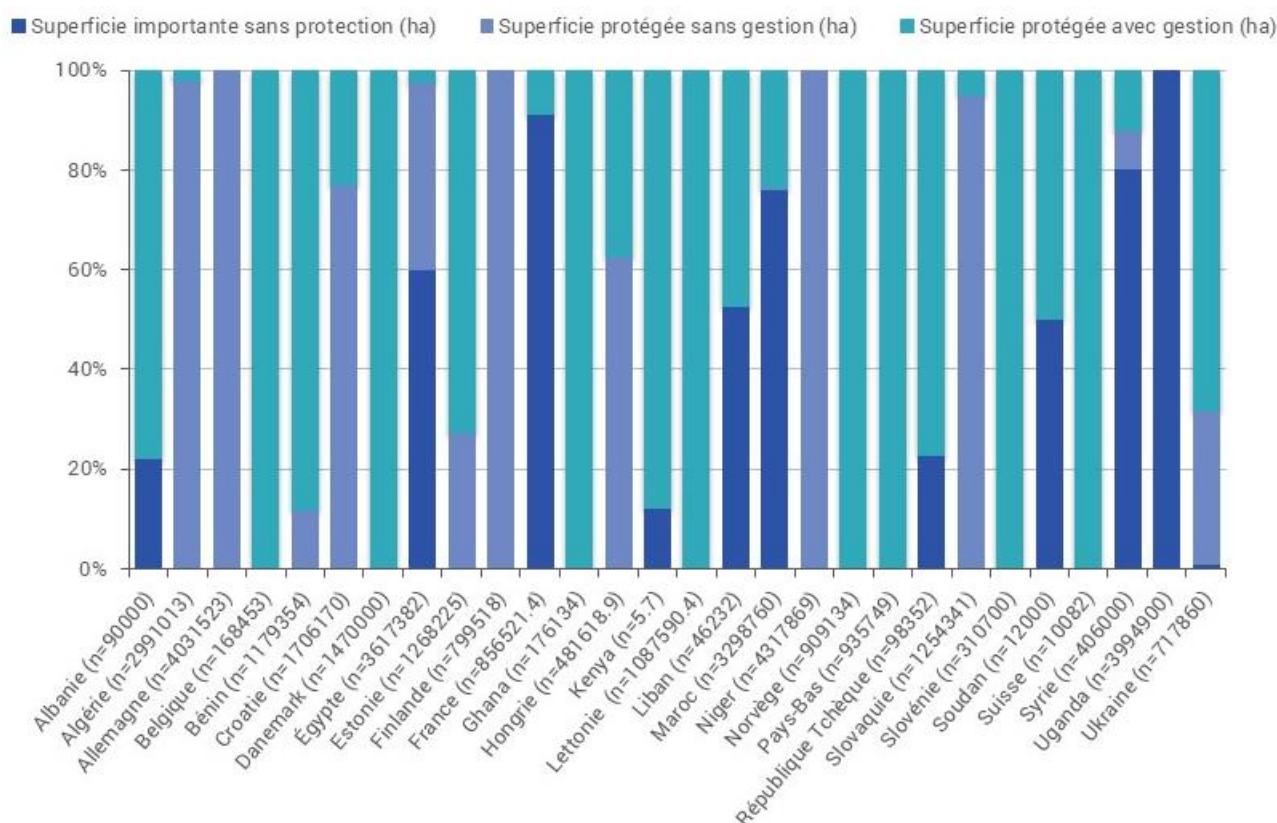


Figure 3.7d. Superficie totale (ha) de Sites d'importance internationale (IIS), et pourcentage de sites protégés avec ou sans protection et/ou plan de gestion, tel qu'indiqué par les Parties. (n.b. les Parties ayant des divergences dans leurs données ont été exclues, et "sites protégés avec plan de gestion" inclut aussi ceux ayant des objectifs relatifs à la résilience).

Bien qu'un bien plus grand nombre de NIS ait été communiqué par comparaison avec les IIS (129 707 NIS, face aux 1 464 IIS : Figure 3.5), la superficie couverte par des sites d'importance internationale était nettement plus importante que celle des sites d'importance nationale (respectivement, 36,83 millions d'hectares par comparaison avec 30,53 millions d'hectares ; Figure 3.6). Ceci indique que les réserves de plus grande taille ont plus de chances d'être vues comme des sites d'importance internationale, mais que les réserves plutôt locales, plus petites, étaient également utilisées par les Parties en tant qu'outils majeurs pour la conservation d'un réseau national d'habitats pour les oiseaux d'eau.

La Figure 3.8 résume le nombre et la superficie des NIS et IIS ne bénéficiant pas de protection juridique, mais protégés par un plan de gestion, et ceux qui sont protégés mais sans plan de gestion. En termes de nombre total de sites protégés dotés ou non de plans de gestion, les IIS affichent une plus grande proportion de sites individuels protégés que les NIS (86 % des IIS, et 57 % des NIS). En termes de superficie protégée réelle, 36 % de la superficie des NIS est protégée, mais une proportion beaucoup plus forte (75 %) de superficie IIS est protégée. Au total, la protection fait défaut pour 64 % des NIS par superficie, et pour 25 % des IIS par superficie, ce qui indique la nécessité d'efforts supplémentaires pour protéger juridiquement les sites nationaux.

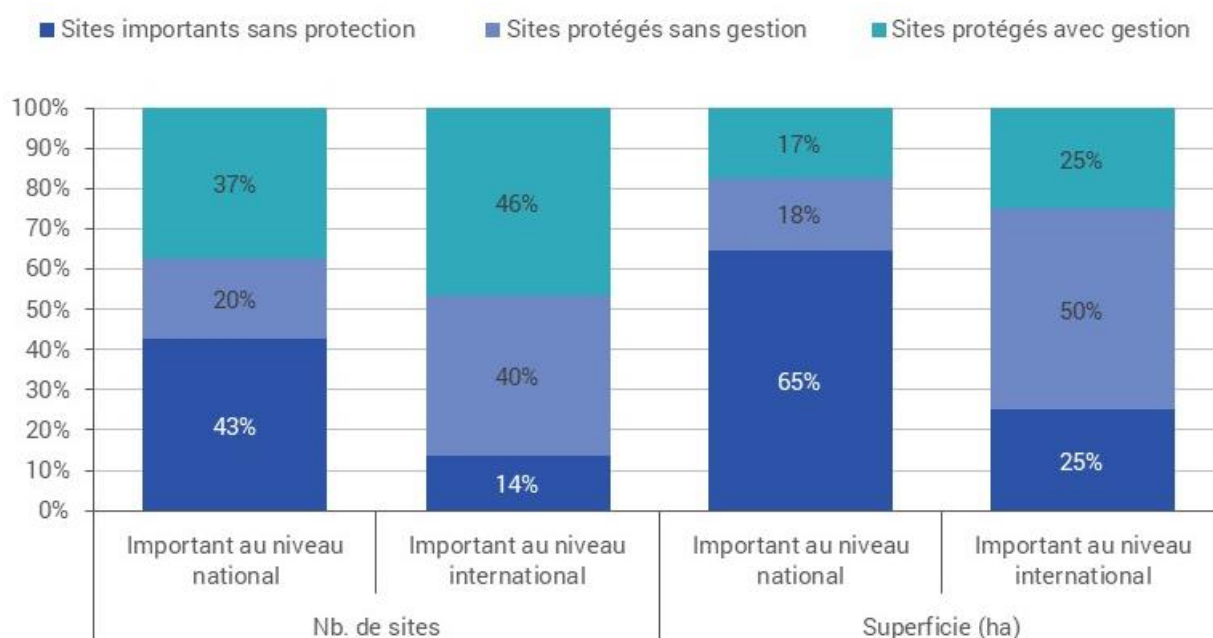


Figure 3.8. Pourcentages de sites d'importance au niveau national et international qui sont protégés avec un plan de gestion, protégés sans plan de gestion, et non protégés, tel que rapporté par les Parties (n=42) (n.b. Danemark, Israël et Norvège ont été exclus de cette analyse, leurs données présentant des aberrations)

En termes de plans de gestion, moins de la moitié tous les NIS et IIS étaient dotés de plans de gestion à l'œuvre (avec ou sans incorporation d'objectifs de résilience) à hauteur, respectivement, de 37 % et 46 % de ces sites (Figure 3.8). Si l'on rapporte cela à la superficie des sites, la proportion de superficie (en hectares) couverte par des sites d'importance nationale disposant de plans de gestion était plus faible (17 %) que celle couverte par des sites d'importance internationale (25 %).

Les réponses des Parties indiquent un progrès vis-à-vis de l'atteinte de la Cible 1.2, avec un plus grand nombre de sites d'importance aussi bien nationale qu'internationale jouissant d'une protection juridique. Toutefois, la proportion de sites dotés de plans de gestion reste faible, et la grande quantité

de sites d'importance internationale ne jouissant pas de protection juridique indique la nécessité d'efforts soutenus.

Q29. Votre pays a-t-il élaboré des plans d'action nationaux pour combler les lacunes dans la désignation et/ou la gestion des sites d'importance internationale et nationale ? (Résolution 5.2)

Quatorze Parties (26 % des RP, 19 % des CP) affirmaient avoir développé un plan d'action national pour combler des lacunes dans la désignation de sites d'importance nationale et internationale, et neuf (17 % des RP, 12 % des CP) ont développé des Plans d'action pour combler celles de la gestion de ces sites (Figure 3.9, Tableau 15, en Annexe). Parmi celles-ci, toutes les Parties ayant développé un plan d'action national pour la désignation et/ou le comblement des lacunes en matière de gestion ont fourni des références ou des liens Web sur leur Plan d'action national (Tableau 15, en Annexe). Sur les douze Parties ayant communiqué que leur pays développait actuellement un plan d'action national pour la désignation et/ou le comblement de lacunes en matière de gestion (23 % des RP, 16 % des CP), trois pays ont fourni une estimation de la date d'achèvement pour ces plans (Tableau 15, en Annexe). Seize des vingt-quatre Parties ayant répondu "Non", ainsi que l'Éthiopie (qui n'avait pas répondu à la Q29), ont fourni des explications quant aux raisons pour lesquelles elles n'avaient pas développé de Plan d'action national pour combler les lacunes en matière de désignation de sites (Tableau 3.1). Les raisons les plus fréquemment mentionnées étaient que la désignation des sites importants était déjà terminée

(16 % des RP, n = 25), et que cette question était déjà traitée par d'autres lois ou initiatives (16 % des RP, n = 25). Sur les vingt-deux Parties n'ayant communiqué le développement d'aucun plan d'action visant le comblement des lacunes en matière de gestion (55 % des RP, 29 % des CP ; Figure 3.9), quatorze ont fourni plus de détails (Tableau 3.1). La raison la plus fréquemment citée était que cette question était traitée par d'autres lois ou initiatives (18 % des RP, n = 22).

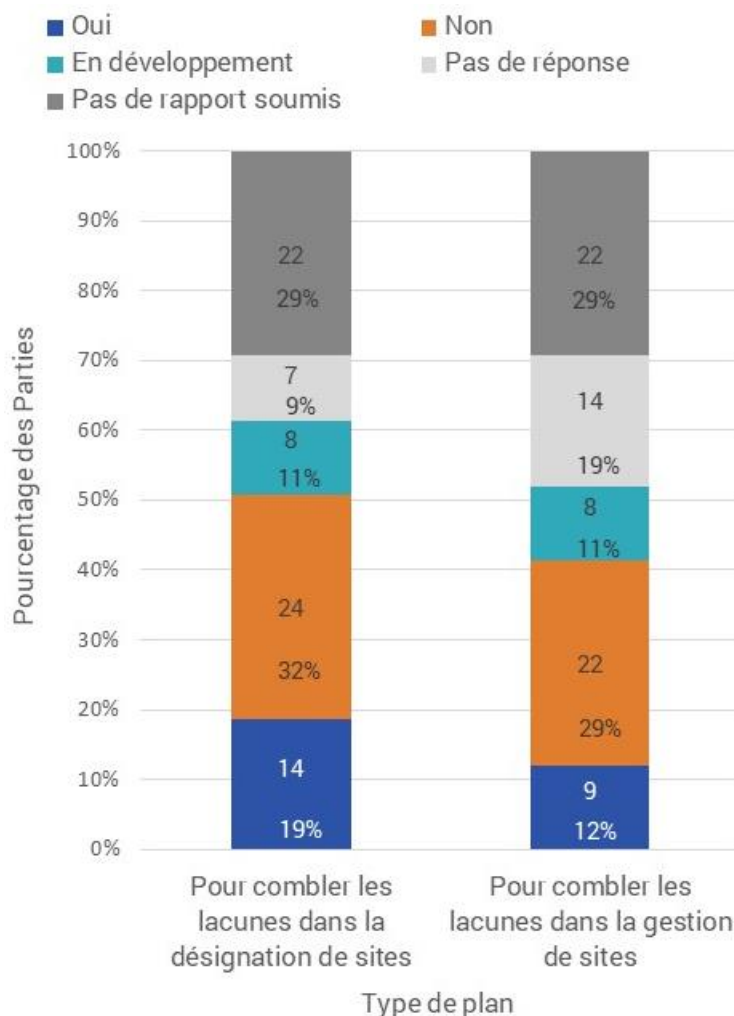


Figure 3.9. Réponses des Parties sur l'élaboration de plans d'action nationaux pour combler les lacunes dans la désignation et/ou la gestion des sites d'importance internationale et nationale. Les étiquettes de données indiquent le nombre de Parties pour chaque réponse.

Tableau 3.1. Réponses fournies par les Parties quant à l'absence de développement plan d'action national pour combler les lacunes dans la désignation et/ou la gestion de sites d'importance nationale ou internationale. L'Éthiopie n'a pas donné de réponse Q29, mais donné des détails relatifs au comblement de lacunes.

	Comblement des lacunes en matière de désignation		Comblement des lacunes en matière de gestion	
Raison fournie	Partie	% des RP (n = 25)	Partie	% des RP (n = 22)
Question traitée par d'autres lois ou initiatives	Croatie, Éthiopie, Lettonie, Liban,	16 %	Croatie, Danemark, Finlande, Liban	18 %
Désignation des sites importants déjà terminée	Allemagne, Belgique, Bulgarie, Hongrie	16 %	Allemagne, Hongrie	9 %
Manque de ressources financières	Ouganda	4 %	Guinée Bissau, Ouganda	9 %
Instabilité gouvernementale	Guinée Bissau	4 %	-	-
Sites dotés de statut juridique et de plans de gestion	Burundi	4 %	-	-
En cours	Danemark	4 %	-	-
Pas pertinent/pas nécessaire	République Tchèque, Finlande	8 %	République Tchèque, Lettonie	9 %
Sera envisagé à l'avenir	-	-	Espagne	5 %
Aucune raison fournie	ARY Macédoine, Côte d'Ivoire, Chypre, Djibouti, Égypte, Ghana, Italie, Portugal, Slovaquie, Suède, Tunisie	44 %	ARY Macédoine, Chypre, Djibouti, Égypte, Estonie, Ghana, Italie, Maurice, Niger, Portugal, Tunisie	50 %

Q30. Votre pays a-t-il développé un plan stratégique (indépendamment ou en tant qu'élément de votre document de politique générale sur la biodiversité ou les aires protégées) afin de maintenir ou de renforcer la résistance des réseaux écologiques (pour les oiseaux d'eau), notamment la résistance au changement climatique, et pour protéger l'aire et la variabilité écologique des habitats et des espèces ? (Résolution 5.2, Plan stratégique 2009-2017 de l'AEWA, Objectif 1, Cible 1.2)

Vingt-trois Parties (43 % des RP ; 31 % des CP) ont communiqué qu'un Plan stratégique avait été développé pour conserver ou accroître la résilience du réseau écologique (pour les oiseaux d'eau) (Figure 3.10). Ceci représente une augmentation de 14 % (de 17 % des CP à 31 % des CP) depuis la période triennale précédente. Vingt-deux Parties sur ces vingt-trois ont fourni des références au Plan stratégique national applicable (voir les détails dans le Tableau 16, en Annexe). Trois Parties – Guinée Bissau, Soudan et Royaume-Uni (6 % des RP ; 4 % des CP) – ont communiqué que des Plans stratégiques étaient en cours de développement, la Guinée Bissau et le Soudan fournissant en outre des références auxdits plans. Une forte proportion de RP (22 Parties : 42 % des RP ; 29 % des CP) reconnaissait ne pas développer de plans stratégiques visant à conserver ou à accroître la résilience du réseau écologique pour les oiseaux d'eau. Dix de ces Parties déclaraient avoir répondu "Non" parce qu'elles avaient d'autres plans de gestion à l'œuvre ; les détails concernant ces Parties et les autres raisons fournies par les Parties concernant l'absence de plans stratégiques figurent dans le Tableau 3.2.

Cible 1.2 du Plan stratégique : Un réseau complet cohérent de voies de migration de sites protégés et gérés importants, ainsi que d'autres sites gérés de façon adéquate, aux niveaux international et national pour les oiseaux d'eau, est mis en place et entretenu, en tenant compte des réseaux existants et des changements climatiques.

Indicateur : Toutes les Parties contractantes ont et maintiennent de vastes réseaux nationaux regroupant des zones protégées et durablement gérées. Ceux-ci forment un réseau cohérent de sites de migration destinés à réagir aux impacts du changement climatique.

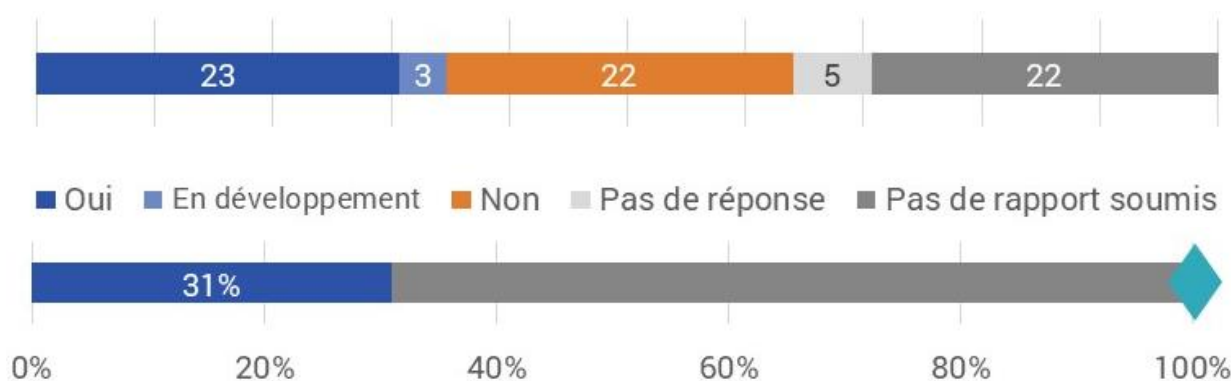


Figure 3.10. a) Réponses des Parties sur l'élaboration d'un plan stratégique pour maintenir et accroître la résilience du réseau écologique des oiseaux d'eau et b) pourcentage des CP ayant développé un plan stratégique pour maintenir et accroître la résilience du réseau écologique (mesure du progrès vers la Cible 1.2 du Plan stratégique ; l'indicateur est représenté par un losange).

Tableau 3.2. Réponses fournies par les Parties concernant l'absence de plans stratégiques pour maintenir ou augmenter la résilience du réseau écologique pour les oiseaux d'eau (RP = 22).

Raison fournie	Partie	% des RP
Manque de capacité	Hongrie, Libye, Syrie	14 %
Manque de ressources	Libye	5 %
Pas considéré comme une priorité gouvernementale	ARY Macédoine	5 %
Pas de données	Niger	5 %
Planification en (tout premiers stades de) développement	Norvège, Suède, Syrie	14 %
Autres plans de gestion à l'œuvre/ sites Natura 2000 couvrant de forts pourcentages de zones humides	Burundi, Croatie, Danemark, Djibouti, Estonie, France, Italie, Lettonie, Liban, Slovaquie	45 %
Aucune raison fournie	Chypre, Ghana, Israël, Portugal, Tunisie	23 %

Q32. Est-ce que l'Outil Réseau de sites critiques (CSN) pour la zone de l'AEWA a été accessible et utilisé dans votre pays ?

Vingt Parties (38 % des RP, 27 % des CP) ont communiqué avoir eu accès à l'Outil Réseau de sites critiques (ci-après, outil CSN) et l'avoir utilisé (Figure 3.11, Tableau 17, en Annexe). La plupart des Parties répondantes (neuf) rapportaient utiliser l'outil CSN pour accéder à l'information sur les espèces inscrites sur listes AEWA et aux informations spécifiques aux espèces, comme l'état de conservation et l'aire de répartition d'une population (Tableau 3.3). Pour trente-trois Parties ayant communiqué n'avoir ni consulté, ni utilisé l'outil CSN (62 % des RP, 44 % des CP ; Figure 3.11), l'explication la plus fréquemment fournie était un manque de ressources financières, humaines ou techniques (Tableau 3.4). Cinq Parties (deux ayant déclaré avoir consulté et/ou utilisé l'outil, et trois ne l'ayant pas fait) faisaient remarquer des carences notables concernant l'outil CSN. La Belgique signalait qu'il était difficile de travailler avec cet outil parce qu'il n'était pas compatible avec les écrans d'ordinateur de petite taille. La France, le Royaume-Uni et les Pays-Bas ont communiqué que le site

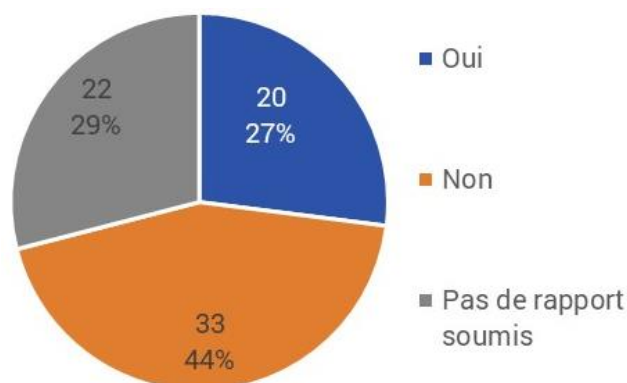


Figure 3.11. Réponses des Parties quant à l'utilisation de l'Outil du Réseau de sites critiques (CSN) pour la zone de l'AEWA

d'information sur l'outil était passablement obsolète, et que des données plus récentes étaient disponibles à l'échelle nationale. Le Sénégal faisait remarquer que le manque d'information sur le statut réel des espèces constituait une entrave à la mise en œuvre de cet outil.

Tableau 3.3. Les détails supplémentaires concernant la façon dont 20 Parties avaient consulté et utilisé l'outil Réseau de sites critiques (CSN) ont été regroupés dans six catégories.

But de l'utilisation	Partie	% des RP (n = 20)
Pour accéder aux listes et à l'information sur les espèces AEW (par ex. : estimations/évaluations des populations, aires de répartition des espèces)	Algérie, Belgique, Égypte, Roumanie, Espagne, Suisse, Tunisie, Ouganda, Ukraine	45 %
Pour identifier les sites importants (par ex. : sites d'importance nationale et internationale pour les oiseaux, ZICO)	Allemagne, Estonie, Libye, Maroc, Ouganda, Roumanie, Tunisie	35 %
Accédé, mais pas utilisé	France, Lettonie, Slovaquie	15 %
Présentation lors de réunions ou séminaires	République Tchèque, Guinée Bissau	10 %
Pour soutenir la planification de la gestion	Finlande	5 %
En cours	Afrique du Sud	5 %

Tableau 3.4. Les détails supplémentaires concernant les raisons pour lesquelles 33 Parties n'avaient ni consulté, ni utilisé l'outil Réseau de sites critiques ont été regroupés dans dix catégories.

Raison fournie	Partie	% des RP (n = 33)
Manque de capacités financières, humaines ou techniques	Albanie, ARY Macédoine, Kenya, Soudan	12 %
Question déjà traitée par une autre initiative ou un autre processus national	Hongrie, Moldavie, Norvège, Suède	12 %
Données périmées ou insuffisantes, ou données à l'échelle nationale jugées plus complètes	Pays-Bas, Royaume-Uni, Sénégal	9 %
Consulté, mais pas utilisé/utilisation très limitée	Éthiopie, Slovaquie, Syrie	9 %
Outil utilisé à des fins autres que la conservation de l'habitat proprement dite	Croatie	3 %
Sites identifiés avant que l'outil CSN n'ait été développé	Danemark	3 %
En cours de familiarisation avec l'outil	Eswatini	3 %
Ne réalise pas d'activités requérant l'utilisation de l'outil	Italie	3 %
N'a pas reçu l'outil	Mali	3 %
Aucune raison fournie	Bénin, Bulgarie, Burundi, Djibouti, Côte d'Ivoire, Chypre, Géorgie, Ghana, Israël, Liban, Luxembourg, Maurice, Niger, Portugal	42 %

IV. Gestion des activités humaines

Seize questions avaient été posées aux Parties à l'AEWA en ce qui concerne la gestion des activités humaines (par ex. : chasse, pêche, et construction d'infrastructures) afin d'évaluer les progrès en matière d'atténuation de leurs effets sur les oiseaux d'eau. Six questions ont aidé à évaluer les progrès réalisés vis-à-vis du Plan stratégique de l'AEWA. Bien qu'une tendance positive indique des améliorations quant à la gestion parmi les Parties contractantes depuis la dernière période triennale (2012-2014), il reste encore beaucoup à faire pour combler les attentes reflétées par les cibles du Plan stratégique.

4.1. La chasse

Q33. Votre pays a-t-il établi un système pour le recueil des données de prélèvement, couvrant les espèces figurant au Tableau 1 ? (Plan d'action de l'AEWA, paragraphe 4.1.3)

Il a été demandé aux Parties si un système établi de recueil des données de prélèvement couvrant les espèces inscrites au Tableau 1 de l'Accord AEWA (Cible 2.2) était à l'œuvre dans leurs pays. Trente-quatre Parties (64 % des RP ; 45 % des CP) ont confirmé l'existence d'un système de recueil des données de prélèvement (Figure 4.1, Tableau 18, en Annexe), soit une augmentation de quatre points de pourcentage par rapport aux 41 % des CP lors de la période triennale précédente (2012-2014), ce qui suggère que l'indicateur de la Cible 2.2 a été atteint (Figure 4.1b). Toutefois, et comme pour les rapports concernant la période triennale précédente, d'après les Rapports nationaux, des doutes subsistent quant à savoir si la coordination internationale (c.-à-d. impliquant une normalisation, etc.) est à l'œuvre ; il reste donc encore à faire pour garantir que cet aspect de la Cible 2.2 est couvert. La révision de cette question visant à ce que le format des Rapports nationaux inclue la dimension "coordination au niveau international" durant la prochaine période triennale (si cela est retenu dans le prochain Plan stratégique) permettrait de garantir une convergence plus étroite vis-à-vis de l'indicateur.

Cible 2.2 du Plan stratégique : Une collecte coordonnée au niveau international des données sur les prélèvements d'oiseaux est mise en place et implémentée.

Indicateur : Collecte existante, coordonnée au niveau international, de données sur les prélèvements qui tient compte de 25 % des Parties contractantes au minimum.

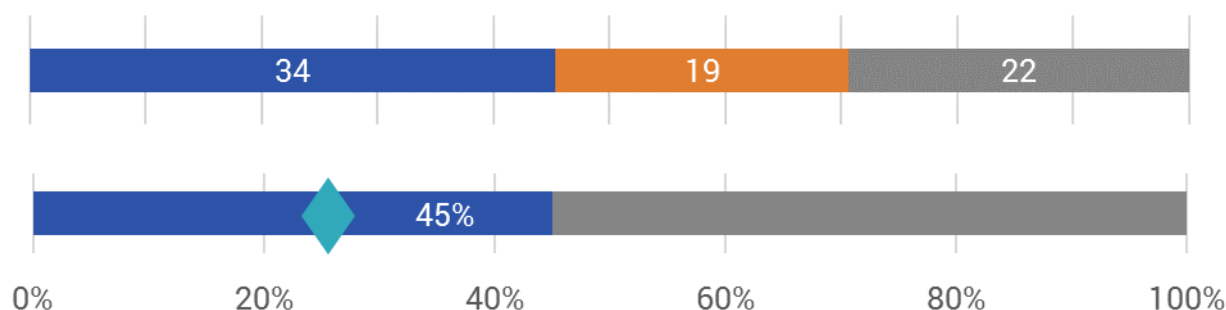


Figure 4.1. a) Parties ayant des systèmes de collecte de données sur la récolte et b) pourcentage de CP ayant un système de collecte de données sur la récolte en place (mesure des progrès vers la cible 2.2 du Plan stratégique ; indicateur représenté par un losange).

Trente-et-une Parties avaient fourni plus ample information quant à la portée de leurs systèmes de collecte des données. Parmi ces Parties, dix-neuf (25 % des CP) affirmaient disposer de systèmes établis et à l'œuvre pour la collecte des données de prélèvement de toutes les espèces de l'AEWA dans leurs pays ; vingt-quatre (32 % des CP) signalaient des systèmes à l'œuvre pour la collecte de données sur l'ensemble du territoire du pays ; et vingt-quatre (32 % des CP) signalaient des systèmes à l'œuvre pour la collecte de données sur toutes les activités de prélèvement (Tableau 4.1). La proportion de Parties disposant de systèmes de recueil des données de prélèvement couvrant toutes les espèces de l'AEWA (et non pas quelques-unes), tout le territoire (et non pas une partie), et toutes les activités de prélèvement (et non pas quelques-unes) est représentée sur la Figure 4.2. Quatorze Parties (26 % des RP ; 19 % des CP) affirmaient disposer d'un système en vigueur incluant toutes les espèces de l'AEWA, l'ensemble du territoire national, et toutes les activités de prélèvement (Tableau 4.1).

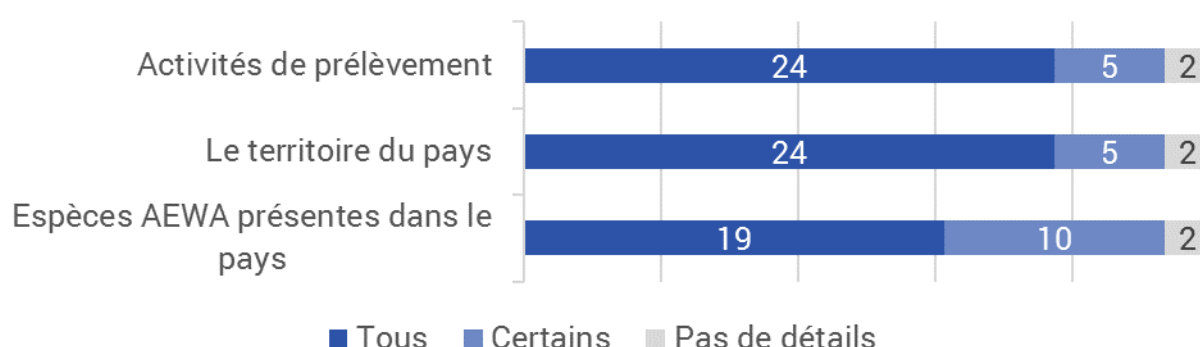


Figure 4.2. Nombre de Parties disposant de systèmes de collecte des données de récolte couvrant toutes les (ou une partie des) activités de prélèvement, tout ou partie du territoire, et toutes ou seules certaines espèces AEWA par rapport à toutes les Parties ayant déclaré avoir un système de collecte des données de récolte.

Tableau 4.1. Détails des systèmes de collecte de données sur les prises communiqués par les Parties dans leur rapport (Tous/entier = ● ; certains/en partie = ○ ; aucune réponse fournie = '-').

Partie	Espèces AEWA couvertes (toutes/seulement certaines)	Territoire couvert (en entier/en partie)	Activités de collecte couvertes (toutes/seulement certaines)
Afrique du Sud	○	○	○
Allemagne	●	●	●
ARY Macédoine	○	●	●
Belgique	○	●	●
Bulgarie	●	●	●
Chypre	●	○	●
Croatie	●	●	●
Danemark	●	●	●
Espagne	●	●	●
Estonie	●	●	●
Finlande	○	○	○
France	○	○	○
Hongrie	●	●	●
Italie	●	●	●
Kenya	●	-	-
Lettonie	●	●	●
Libye	●	○	●
Luxembourg	-	●	●
Maroc	○	●	●
Moldavie	●	-	-
Norvège	●	●	●
Ouganda	●	●	○
Pays-Bas	●	●	●
République Tchèque	-	●	●
Roumanie	●	●	●
Sénégal	●	●	●
Slovaquie	○	●	●
Slovénie	●	●	●
Suède	○	●	○
Suisse	●	●	●
Ukraine	○	●	●

Dix-neuf Parties (36 % des RP ; 25 % des CP) reconnaissaient ne pas avoir établi dans leurs pays de système de recueil des données de prélèvement concernant les espèces inscrites au Tableau 1 de l'Accord AEWA. Parmi celles-ci, l'Albanie et la Syrie ont communiqué que des systèmes étaient en cours d'introduction. Six Parties affirmaient disposer de systèmes à l'œuvre pour la réglementation ou la surveillance de la chasse, mais que ceux-ci n'étaient ni centralisés, ni harmonisés avec l'AEWA. Trois Parties ont signalé ne pas disposer de mécanisme à l'œuvre pour la collecte des données, et trois autres ont indiqué des capacités et des ressources trop limitées pour établir un système de collecte des données de prélèvement. Maurice, le Burundi et la Côte d'Ivoire avaient communiqué que la collecte des données de prélèvement n'était pas requise, toute chasse étant illégale, et le Portugal n'a pas fourni plus de détails.

Q34. Votre pays a-t-il supprimé progressivement l'utilisation de la grenaille de plomb pour la chasse dans les zones humides ? (Plan d'action de l'AEWA, paragraphe 4.1.4)

En ce qui concerne la Cible 2.1, il fut demandé aux Parties si leurs pays avaient supprimé progressivement l'utilisation de la grenaille de plomb pour la chasse dans les zones humides. Un total de trente-deux Parties (60 % des RP ; 43 % des CP) a communiqué que la grenaille de plomb avait été totalement (vingt-trois Parties : 43 % des RP ; 31 % des CP) ou partiellement (neuf Parties : 17 % des RP ; 12 % des CP) supprimée dans leurs pays (Figure 4.3). Le pourcentage de Parties contractantes ayant totalement supprimé l'usage de grenaille de plomb a augmenté, passant de 24 % des CP lors de la période triennale précédente (2012-2014) à 31 % des CP, ce qui signifie une tendance positive vis-à-vis de l'atteinte de la Cible 2.1. Toutefois, treize Parties (25 % des RP ; 17 % des CP) ont confirmé ne pas avoir totalement supprimé l'usage de grenaille de plomb, aussi reste-t-il encore beaucoup à faire.

Cible 2.1 du Plan stratégique : L'utilisation de la grenaille de plomb est supprimée dans les zones humides dans toutes les régions des Parties contractantes.

Indicateur : Toutes les parties contractantes ont adopté une loi nationale interdisant d'utiliser la grenaille de plomb (dans les zones humides)

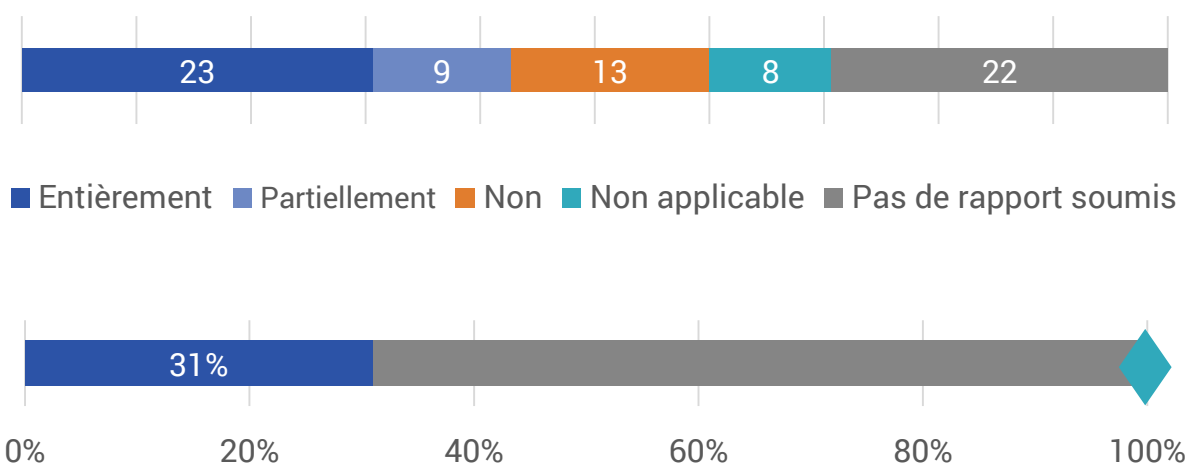


Figure 4.3. a) Réponses des Parties à la question de savoir si l'utilisation de la grenaille de plomb pour la chasse dans les zones humides a été ou non éliminée et b) pourcentage de Parties contractantes ayant adopté une législation interdisant l'utilisation de la grenaille de plomb dans les zones humides (mesure des progrès réalisés vers la cible 2.1 du Plan stratégique ; indicateur représenté par un losange).

Huit Parties (15 % des RP ; 11 % des CP) ont répondu que l'abandon progressif de la grenaille de plomb était "Non applicable". Parmi celles-ci, le Kenya, Maurice et l'Algérie ont communiqué que la chasse était interdite. L'Eswatini a signalé que la chasse n'était pas permise dans les zones humides, et l'Éthiopie a commenté que la chasse se déroulant habituellement en-dehors des zones humides, il ne s'agissait pas d'une question d'actualité. L'Ouganda a fait remarquer que la grenaille de plomb n'était pas employée en Ouganda. Quant à la Géorgie, elle a déclaré que la chasse était une question complexe requérant des modifications législatives et administratives dans tous les domaines connexes.

Sur les neuf Parties (17 % des RP ; 12 % des CP) ayant déclaré avoir partiellement supprimé l'usage de grenaille de plomb (Finlande, Allemagne, Italie, Lettonie, Moldavie, Niger, Portugal, Afrique du Sud et Espagne), seul le Portugal a confirmé avoir arrêté et promulgué un échéancier auto-imposé pour l'interdiction d'utilisation de grenaille de plomb pour la chasse dans les zones humides.

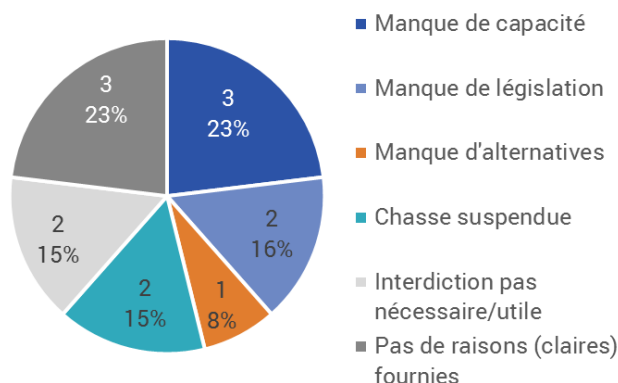


Figure 4.4. Raisons invoquées pour ne pas éliminer progressivement la grenaille de plomb

Sur les treize Parties (25 % des RP ; 17 % des CP) n'ayant aucunement supprimé l'usage de grenaille de plomb, six (46 %) reconnaissaient que la grenaille de plomb constituait un problème, et qu'elles avaient l'intention de l'interdire très prochainement. Plusieurs raisons étaient mentionnées concernant les difficultés à abandonner progressivement la grenaille de plomb de chasse (Figure 4.4), dont un manque de capacité et une nécessité de soutien technique pour la mise en œuvre (Libye, Ghana et Soudan : 23 %). Plus spécifiquement, le Soudan requérait le soutien technique de l'AEWA, la Libye communiquait qu'un plan avait été préparé, mais n'avait pas été mis en œuvre faute de sensibilisation et de moyens de mise en œuvre, et le Ghana évoquait une surveillance insuffisante et de faibles capacités à appliquer les mesures réglementaires actuelles. La Syrie a déclaré qu'une interdiction de la grenaille de plomb était prévue dans une proposition de mise à jour de sa loi nationale sur la chasse, et Israël que l'interdiction était prévue par sa nouvelle loi en matière de conservation, laquelle n'avait pas encore été votée par le parlement israélien. L'Égypte et la Slovaquie ont affirmé que l'interdiction n'était "pas nécessaire ou pas pertinente". Le Burundi a fait remarquer que la chasse était interdite par la loi, et l'Albanie a signalé qu'un moratoire quinquennal sur la chasse avait été décrété en 2016. L'Ukraine a communiqué que l'abandon progressif de la grenaille de plomb posait un problème complexe, aucune entreprise ukrainienne ne fabriquant de produits alternatifs à cette grenaille, mais que des travaux étaient en cours afin d'augmenter la sensibilisation des chasseurs vis-à-vis des dangers de ces munitions de plomb, et qu'il existait un projet de loi concernant leur usage dans les zones humides d'importance internationale. Trois Parties (23 %) n'ont fourni aucune autre justification.

Q35. Dans votre pays, des mesures ont-elles été prises pour réduire/éliminer les prélèvements illégaux ? (Plan d'action de l'AEWA, paragraphe 4.1.6)

Cinquante-deux Parties (98 % des RP ; 69 % des CP) ont confirmé que des mesures visant à réduire ou abolir la capture illicite des oiseaux d'eau dans leurs pays étaient à l'œuvre (Figure 4.5 ; Tableau 19, en Annexe). Parmi ces Parties, plusieurs ont mentionné la législation en vigueur, et d'autres des mesures spécifiques. Ces mesures incluaient l'autoréglementation d'associations de chasseurs, comme l'Association des chasseurs Danois, au Danemark, ainsi que des campagnes d'éducation et de sensibilisation comme en Suisse, où les chasseurs doivent réussir à un examen. Certaines Parties imposaient des amendes en cas de capture illicite, et d'autres recouraient aux autorités nationales et locales en matière de vie sauvage pour surveiller et défendre les aires protégées.

Cible 2.3 du Plan stratégique : Des mesures destinées à réduire, et éliminer autant que possible, les prélèvements illégaux d'oiseaux d'eau, l'utilisation d'appâts empoisonnés ainsi que les méthodes de prélèvement non sélectives sont élaborées et implémentées

Indicateur : Toutes les Parties contractantes disposent d'une législation pertinente qui est entièrement appliquée.

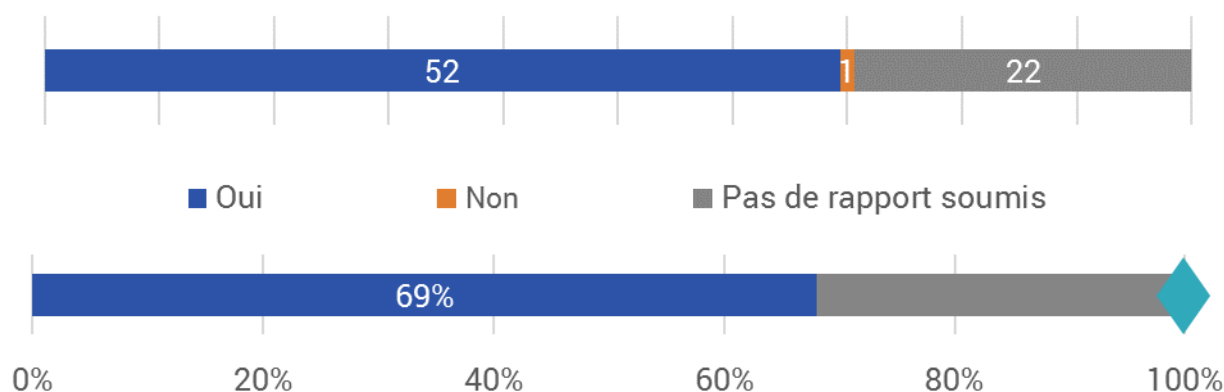


Figure 4.5. a) Réponses des Parties à la question de savoir si des mesures sont en place ou non pour réduire/éliminer les prélèvements illégaux et b) pourcentage de CP qui ont une législation pertinente en place qui est pleinement appliquée (mesure des progrès vers la cible 2.3 du Plan stratégique ; indicateur représenté par un losange).

Sur ces cinquante-deux Parties ayant répondu que des mesures étaient à l'œuvre, quarante-et-une (79 %) ont communiqué que l'efficacité de ces mesures était élevée (36 %) ou modérée (44 %) (Figure 4.6 ; Tableau 19, en Annexe). Le Royaume-Uni, la seule Partie ayant répondu "Autre", a commenté que l'efficacité des mesures était inconnue, et variable selon les emplacements et les espèces.

La proportion de Parties disposant de mesures à l'œuvre était passée de 52 % des CP lors de la période triennale précédente (2012-2014) à 69 % des CP pour le présent rapport, et l'on constate donc un progrès vis-à-vis de l'atteinte de la Cible 2.3. L'efficacité officielle de ces mesures est également élevée, mais bien des efforts restent à faire pour s'assurer que toutes les Parties disposent de mesures à l'œuvre, et pleinement appliquées. Le Luxembourg était la seule Partie ayant notifié qu'aucune mesure n'était actuellement à l'œuvre, mais a fait remarquer que la capture illicite ne constituait pas une menace majeure dans ce pays.

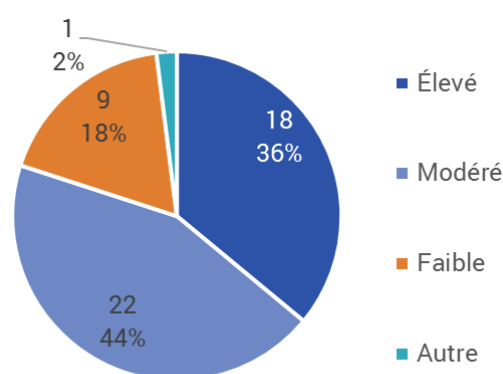


Figure 4.6. Niveau d'efficacité des mesures visant à réduire/éliminer les prises illégales signalées par les Parties

Q36. Les codes et les normes des meilleures pratiques juridiquement contraignantes pour la chasse (par ex. l'identification des oiseaux) sont-ils considérés comme une priorité ou comme appropriés pour votre pays ? (Plan stratégique 2009-2017 de l'AEWA, Objectif 2, Cible 2.4)

Vingt-six Parties (49 % des RP ; 35 % des CP) ont communiqué que des codes et des réglementations en matière de chasse reposant sur les meilleures pratiques et juridiquement contraignants étaient à l'œuvre dans leurs pays respectifs (Figure 4.7 ; Tableau 20, en Annexe), et trente-quatre (64 % des RP ; 45 % des CP) ont affirmé que ces codes et réglementations étaient considérés comme une priorité (Figure 4.8 ; Tableau 20, en Annexe). Sur ces vingt-six Parties, quinze (58 %) ont signalé l'emploi de Plans de gestion du gibier, vingt-et-une (81 %) celui de tests d'aptitude pour les chasseurs, douze (46 %) l'inscription à un club ou association, et vingt-et-une "Autre", sans fournir plus de détails (Tableau 20, en Annexe). Chez dix Parties (38 %), ces trois codes et réglementations reposant sur les meilleures pratiques et juridiquement contraignants étaient à l'œuvre. Par ailleurs, la France et l'Ukraine, bien que n'ayant pas signalé disposer de codes et réglementations à l'œuvre reposant sur les meilleures pratiques, ont signalé dans la section Commentaires que les nouveaux chasseurs devaient passer un examen d'aptitude, y compris un test d'identification des oiseaux. Globalement, ceci indique un bon soutien et des progrès vis-à-vis de l'atteinte de la Cible 2.4, 11 % de Parties supplémentaires ayant répondu "Oui" (35 % des CP, à comparer aux 24 % sur 2012-2014), mais il reste encore beaucoup à faire pour garantir qu'au moins la moitié des Parties contractantes assurent une application efficace de réglementations reposant sur les meilleures pratiques. Ni le Royaume-Uni, ni l'Espagne n'ont répondu à cette question (Figure 4.8).

Cible 2.4 du Plan stratégique : Les codes et les normes de meilleures pratiques appropriés, comme l'identification des oiseaux, sont élaborés et encouragés afin d'agir convenablement dans le respect des dispositions juridiquement contraignantes.

Indicateur : 50 % des CP applique concrètement les normes de meilleure pratique juridiquement contraignantes.

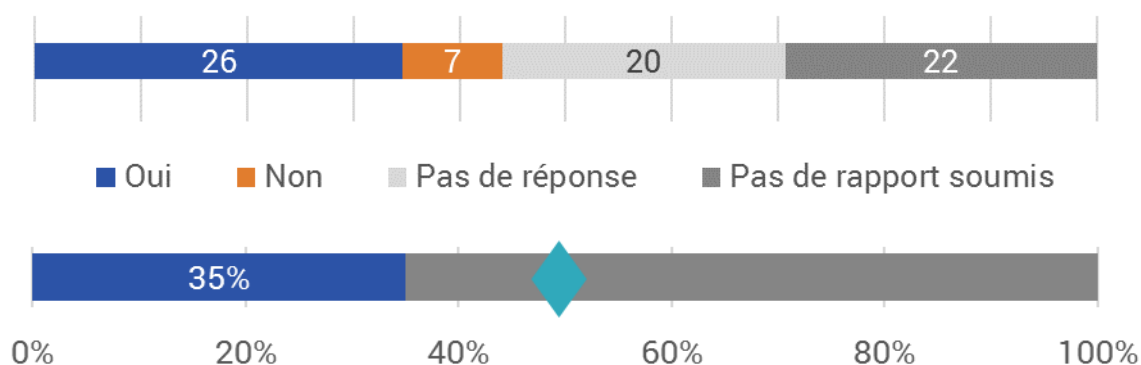


Figure 4.7. a) Réponses des parties à la question de savoir si des pratiques exemplaires et des codes de conduite juridiquement contraignants sont en place et b) pourcentage de CP qui ont ces pratiques exemplaires et codes en place (mesure des progrès vers la cible 2.4 du Plan stratégique ; indicateur représenté par un losange).

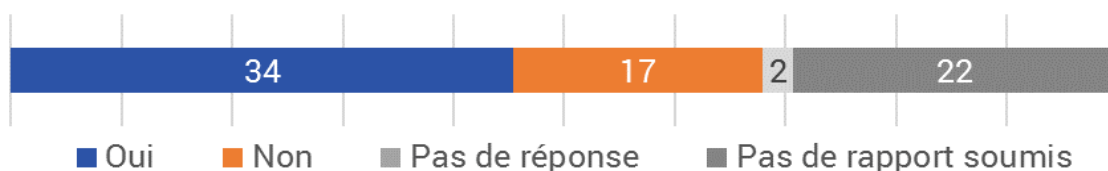


Figure 4.8. Réponses des parties à la question de savoir si les meilleures pratiques et les codes de conduite juridiquement contraignants sont considérés comme prioritaires ou non.

Parmi les dix-sept Parties (32 % des RP ; 23 % des CP) pour lesquels les codes et réglementations reposant sur les meilleures pratiques et juridiquement contraignants n'étaient pas considérés comme une priorité, le Burundi a affirmé que toute chasse était interdite dans ce pays, la Slovénie que seule la chasse du Colvert était autorisée, et la République Tchèque que les erreurs d'identification ne constituaient pas une préoccupation. En ce qui concerne les meilleures pratiques, l'Albanie a déclaré ne pas disposer d'exemples des meilleures pratiques au niveau national, l'Italie que sa législation ne reposait pas sur une approche fondée sur les "bonnes pratiques", l'Eswatini qu'ils manquaient actuellement de capacités pour accorder une priorité aux meilleures pratiques, et le Soudan que les cas de codes et de réglementations reposant sur les meilleures pratiques et juridiquement contraignants feraient prochainement l'objet de discussions avec le Secrétariat de l'AEWA. Sur les sept Parties (13 % des RP ; 9 % des CP) ayant déclaré que les codes et réglementations reposant sur les meilleures pratiques et juridiquement contraignants étaient considérés comme une priorité, bien que pas encore à l'œuvre, les raisons fournies étaient les suivantes :

- lignes directrices à l'œuvre, mais pas juridiquement contraignantes (Afrique du Sud)
- ressources humaines et financières insuffisantes pour appliquer les réglementations existantes (Égypte)
- réglementations en matière de chasse jugées déjà suffisamment bonnes (Estonie)
- la chasse de gibier à plumes n'est pas considérée comme une menace substantielle (Luxembourg)
- aménagements en cours pour la mise en œuvre de nouvelles lois (Mali)
- restrictions déjà à l'œuvre pour restreindre la chasse nocturne et contrôler les points d'accès aux forêts à proximité de grandes agglomérations (Niger).

Q38. Des restrictions sur l'utilisation des plombs de pêche ont-elles été introduites dans votre pays ? (Plan d'action de l'AEWA, paragraphe 4.3.12)

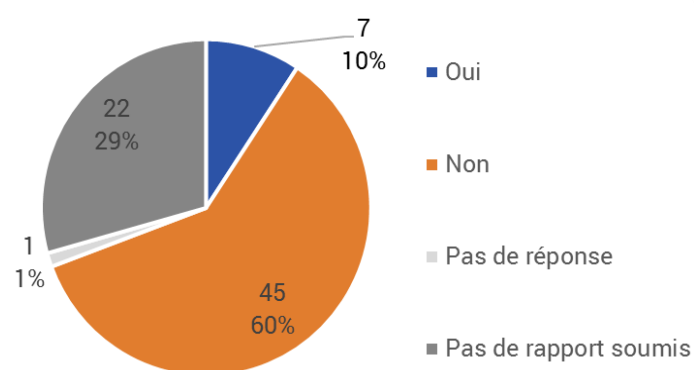


Figure 4.9. Réponses des Parties à la question de savoir si elles ont introduit des restrictions sur l'utilisation de poids de pêche en plomb dans leur pays.

Sept Parties (13 % des RP, 10 % des CP) ont rapporté avoir introduit des restrictions à l'utilisation de plombs de pêche dans leurs pays (Figure 4.9, Tableau 21, en Annexe), et quatre pays ont fourni plus de détails sur ces restrictions. Au Burundi, la loi sur la pêche et l'aquaculture interdit toute pratique susceptible d'avoir un impact négatif sur la pêche, y compris l'utilisation de plombs de pêche. Au Danemark, il est illégal depuis décembre 2012 d'importer ou de vendre des équipements de pêche contenant du plomb métallique, aussi bien pour la pêche commerciale que pour la pêche sportive. Le Royaume-Uni avait interdit la fourniture de plombs de pêche dans les années 1980 (avec quelques exceptions), ce qui est sans doute à l'origine de l'augmentation des populations de Cygne tuberculé (*Cygnus olor*), une espèce auparavant lourdement touchée par le saturnisme, dans plusieurs régions.

Quarante-cinq Parties (85 % des RP, 60 % des CP) ont communiqué ne pas avoir encore introduit de restrictions aux plombs de pêche dans leurs pays (Tableau 21, en Annexe), l'explication la plus fréquemment fournie étant que le pays cherchait à sensibiliser la communauté des pêcheurs vis-à-vis des conséquences du plomb, et/ou promouvait l'utilisation d'alternatives écologiques (Tableau 4.2). Plus spécifiquement, aux Pays-Bas, l'Organisation des pêches récréatives et le ministère de l'Agriculture, de la nature et de la qualité alimentaire avaient conclu un accord visant à réduire l'usage de plomb de 30 % en trois ans, préalablement à une interdiction légale totale, et le gouvernement finançait actuellement des recherches pour le développement d'alternatives aux plombs de pêche. L'Allemagne a communiqué que l'UE préparait actuellement une approche pour éviter l'utilisation du plomb dans le cadre du Règlement européen REACH (Enregistrement, évaluation, autorisation des substances chimiques et restrictions applicables à ces substances).

Tableau 4.2. Les raisons fournies par les Parties concernant les raisons pour lesquelles elles n'avaient pas introduit de restrictions à l'usage de plombs de pêche dans leurs pays ont été regroupées dans douze catégories.

Raison fournie	Partie	% des RP (n = 45)
Sensibilisation de la communauté des pêcheurs aux conséquences du plomb et/ou promotion d'alternatives écologiques	Allemagne, Belgique, Estonie, France, Pays-Bas	11 %
Plombs de pêche non utilisés/pas un problème dans ce pays	Afrique du Sud, Djibouti, Égypte, Finlande, Ouganda	9 %
En discussion/en cours	Slovaquie, Suède, Ukraine	7 %
Pas considéré comme une priorité	République Tchèque, Suisse	4 %
Absence de législation	Italie	2 %
Législation récemment adoptée	Mali	2 %
Il n'est pas permis de pêcher avec du plomb	Guinée Bissau	2 %
Interdiction de pêcher à la ligne dans plusieurs aires d'importance pour les oiseaux migrateurs	Hongrie	2 %
Action jusqu'à présent centrée sur d'autres questions (par ex. : grenaille et munitions toxiques)	Norvège	2 %
Cette question n'a fait que récemment l'objet de débats au sein de la communauté de pêcheurs	Lettonie	2 %
Une évaluation exhaustive est prévue	Croatie	2 %
Non applicable	Eswatini, Syrie	4 %
Aucune raison fournie	Albanie, ARY Macédoine, Bulgarie, Chypre, Côte d'Ivoire, Espagne, Éthiopie, Géorgie, Ghana, Israël, Liban, Libye, Luxembourg, Maroc, Maurice, Moldavie, Niger, Portugal, Roumanie, Slovaquie, Soudan, Tunisie	51 %

4.2 Autres activités humaines

Q39. Y a-t-il dans votre pays une législation prévoyant l'Évaluation environnementale stratégique/ l'Évaluation des Impacts environnementaux (ESE/EIE) des activités influant de façon potentiellement défavorable sur les habitats naturels ou la vie sauvage ? (Plan d'action de l'AEWA, paragraphe 4.3.1)

Une législation prévoyant l'utilisation d'Évaluations stratégiques environnementales/Évaluations des impacts environnementaux (ESE/EIE) pour les activités influant de façon potentiellement défavorable sur les habitats naturels ou la vie sauvage était en vigueur et en cours de mise en œuvre chez quarante-six Parties à l'AEWA (87 % des RP ; 61 % des CP) (Figure 4.10 ; Tableau 22, en Annexe). Il s'agit là d'un progrès significatif vis-à-vis de l'atteinte de la Cible 1.3, car on constate une augmentation des CP de 10 % depuis la période triennale précédente (2012-2014). Sur ces quarante-six Parties ayant confirmé avoir une législation en vigueur et en cours de mise en œuvre, quarante-cinq (98 %) avaient communiqué que leurs processus ESE/EIE tenaient compte des oiseaux d'eau et des habitats dont ils dépendent, mais la Guinée Bissau a déclaré que ces procédures ne tenaient pas compte des oiseaux d'eau ni de leurs habitats. Quarante-quatre Parties (83 % des RP ; 59 % des CP) avaient communiqué que leurs processus ESE/EIE incluaient une participation publique, mais l'Algérie et Israël ont déclaré que la participation publique n'était pas formellement contemplée.

Parmi les trois Parties (6 % des RP ; 4 % des CP) affirmant disposer d'une législation à l'œuvre, mais pas appliquée, le Portugal a signalé que la législation s'appliquait à l'ensemble du pays et que les processus ESE/EIE tenaient compte des oiseaux d'eau et des habitats dont ils dépendent, et incluaient une participation publique, tandis que la Moldavie et la Tunisie n'ont pas fourni de plus ample information. La Libye a communiqué qu'une législation était en cours de développement pour l'ensemble du pays, avec le soutien d'ONG récemment créées intervenant comme observateurs du projet d'EIE. Trois Parties (6 % des RP ; 4 % des CP) ont reconnu ne pas avoir de législation en vigueur. La Géorgie et la Suisse ont communiqué que malgré les mises en œuvre d'EIE, les ESE ne leur étaient pas applicables. L'ARY Macédoine n'a pas fourni de plus ample information.

Cible 1.3 du Plan stratégique : Des EIE et des ESE servent à réduire l'impact du nouveau développement sur les espèces d'oiseaux d'eau et leurs populations

Indicateur : Toutes les CP utilisent les systèmes ESE/EIE pour réduire l'impact sur les oiseaux

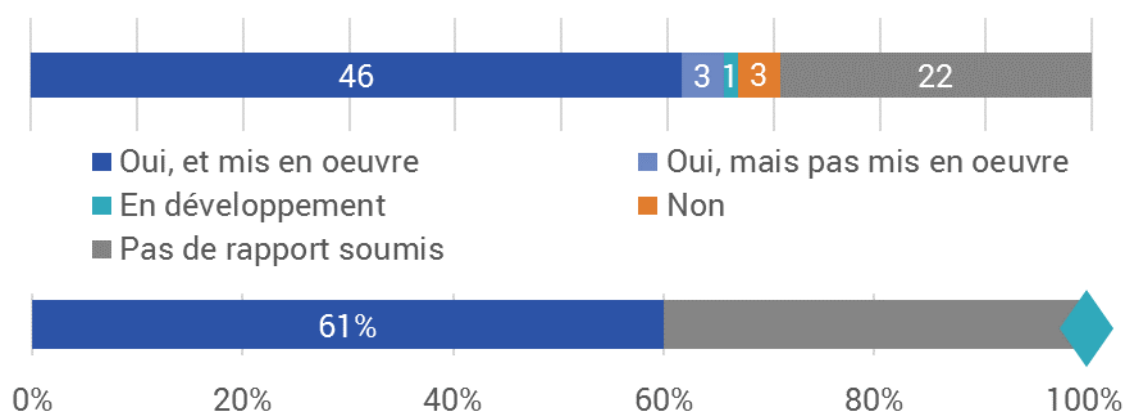


Figure 4.10. a) Réponses des Parties à la question de savoir s'il existe ou non une législation prévoyant une ESE/EIE pour les activités susceptibles d'avoir des effets négatifs sur les habitats naturels ou la faune et b) pourcentage de Parties contractantes ayant une législation en place et en cours d'application (mesure des progrès accomplis vers la cible 1.3 du Plan stratégique ; indicateur représenté par un losange).

Q40. Au cours des trois dernières années, votre pays a-t-il utilisé l'ESE/EIE pour tous les projets pertinents, y compris les projets du secteur de l'énergie, tels que le développement des énergies renouvelables et l'installation de lignes électriques, pour évaluer l'impact des projets proposés sur les espèces d'oiseaux d'eau migrateurs figurant au tableau 1 et/ou les habitats ou sites dont ils dépendent ?

La plupart des Parties répondantes (quarante-et-une Parties : 77 % des RP ; 55 % des CP) ont affirmé avoir utilisé des ESE/EIE pour tous les projets pertinents afin d'évaluer l'impact sur les espèces d'oiseaux d'eau migrateurs figurant au Tableau 1 de l'AEWA et/ou les habitats/sites dont elles dépendent (Figure 4.11 ; Tableau 23, en Annexe). Ceci représente une légère augmentation par rapport aux 49 % des CP lors de la période triennale précédente (2012-2014), mais reste en-deçà de l'objectif visant à ce que toutes les Parties aient recours aux EIE/ESE pour réduire les impacts négatifs des projets de développement sur les oiseaux d'eau (Figure 4.11). Vingt-et-une Parties ont aussi fourni des exemples de projets "remarquables", lesquels sont présentés dans le Tableau 4.3.

Cible 1.3 du Plan stratégique : Des EIE et des ESE servent à réduire l'impact du nouveau développement sur les espèces d'oiseaux d'eau et leurs populations

Indicateur : Toutes les CP utilisent les systèmes ESE/EIE pour réduire l'impact sur les oiseaux d'eau

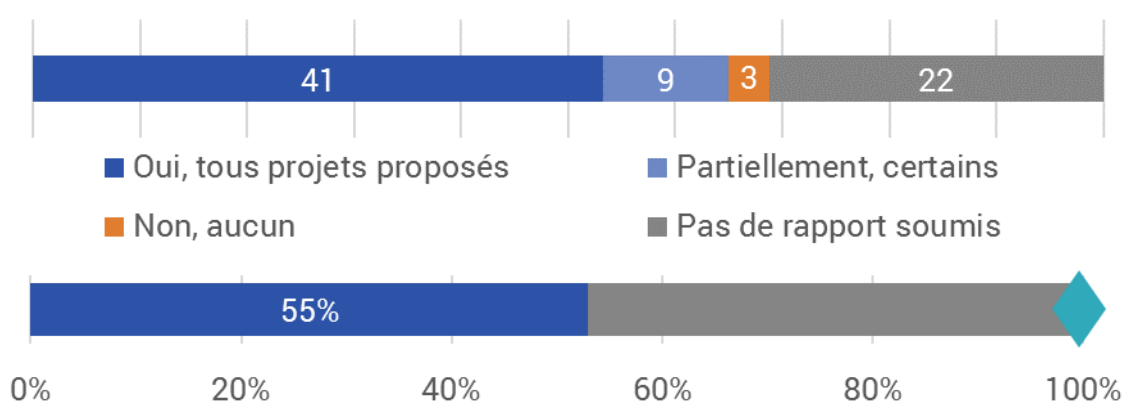


Figure 4.11. a) Réponses des Parties à la question de savoir si les ESE/EIE ont été utilisées ou non pour tous les projets pertinents au cours des trois dernières années pour évaluer l'impact des projets proposés sur les espèces d'oiseaux d'eau migrateurs et/ou les habitats/sites dont ils dépendent et b) pourcentage de Parties contractantes qui utilisent les ESE/EIE pour réduire les impacts négatifs des projets proposés (mesure des progrès sur la cible 1.3 du Plan stratégique, indicateur représenté par un losange).

Trois Parties (Guinée Bissau, ARY Macédoine et Moldavie) ont déclaré ne pas recourir aux ESE/EIE pour tout projet pertinent, et chez neuf (17 % des RP ; 12 % des CP) les ESE/EIE n'avaient été utilisées que pour quelques projets. Au Bénin, l'utilisation des ESE/EIE n'était pas systématique, la décision de réaliser une EIE étant prise par ceux entreprenant un projet spécifique. En République Tchèque, les processus ESE/EIE n'étaient obligatoires qu'en cas de construction de nouvelles lignes à très haute tension, et dans toutes les aires protégées à grande échelle. Le Ghana a déclaré que tous les projets susceptibles d'avoir un impact sur la faune, y compris les oiseaux d'eau, faisaient l'objet d'ESE/EIE. De façon similaire, le Liban a communiqué que des ESE/EIE étaient réalisées pour la plupart des développements dans les aires où des oiseaux migrateurs étaient rencontrés, ou lorsque des projets avaient des impacts spécifiques vis-à-vis des oiseaux migrateurs. Le Sénégal a déclaré que des EIE étaient souvent réalisées pour des activités minières ou agricoles, et qu'elles étaient obligatoires pour

tout projet susceptible d'avoir un impact sur l'environnement. Deux Parties (Tunisie et Niger) n'ont pas fourni de justification.

Tableau 4.3. Exemples de projets "notables" signalés par les Parties ayant communiqué employer des ESE/EIE pour tous les projets pertinents au cours de la dernière période triennale

Partie	Projet(s) pour lesquels des ESE/EIE ont été utilisées
Algérie	Construction d'une voie ferrée à travers le site Ramsar du Marais de la Macta
Allemagne	Construction de parcs éoliens offshore
Belgique	Installation de lignes électriques et de centrales hydroélectriques
Burundi	Projets liés au secteur de l'énergie, comme les infrastructures électriques. Barrage hydroélectrique des Chutes Rusumo pour le Burundi, le Rwanda et la Tanzanie.
Côte d'Ivoire	Construction d'un barrage hydroélectrique à Soubré
Croatie	Projets liés au secteur de l'énergie, tels que déploiements d'énergies renouvelables et d'infrastructures électriques
Danemark	Installation de turbines éoliennes sur terre et sur l'eau
Djibouti	Construction d'une voie ferrée reliant Djibouti à l'Éthiopie. Construction du Port polyvalent de Doraleh.
Égypte	Installation de lignes électriques
Espagne	Projets tels que lignes électriques, centrales solaires et parcs éoliens
Éthiopie	Construction d'auberges écotouristiques et autres constructions d'infrastructures aux environs des lacs de la Vallée du Grand Rift, dans les bassins de l'Aouache et de l'Omo, à Gamebella, etc.
Finlande	Construction parcs éoliens offshore et littoraux, dragage de chenaux de navigation, de ports, construction d'un gazoduc
France	Construction d'un parc éolien à Rion-des-Landes
Italie	Construction de la centrale thermique de Greve in Chianti, centrale hydroélectrique "Budriesse", autoroute A4 Milan-Bergame, etc.
Lettonie	Projets de développement de parcs éoliens dans les districts de Ventspils, Durbe et Rucava.
Maroc	Tous projets liés au secteur de l'énergie, y compris lignes électriques et installations de turbines éoliennes
Pays-Bas	Construction d'un parc d'énergie éolienne à Pottendijk, commune d'Emmen
Slovaquie	Extraction de minéraux et de sable de verrerie des dépôts de Šajdíkove Humence, cultures d'arbres à croissance rapide à Malé Leváre, construction de l'autoroute D1 et de la voie express R2, construction de lignes électriques, d'une petite centrale hydroélectrique à Kral'ovany, et mise à jour de la stratégie d'utilisation du potentiel hydroélectrique des cours d'eau en Slovaquie d'ici 2030
Slovénie	Franchissement de la ligne électrique à haute tension de Cirkovci-Pince au-dessus de la rivière Mur, terrain de golf près des marais salants de Sečovlje, autoroute franchissant la rivière Drava, déchetterie municipale et contournement du Marais de Ljubljana
Syrie	Activités industrielles aux alentours du lac Al Jaboul
Ukraine	Parcs éoliens dans les <i>oblasts</i> de Kherson et de Mykolayiv

Sur les cinquante Parties ayant affirmé recourir à des ESE/EIE pour une partie ou la totalité des projets proposés, près des deux tiers (trente-deux Parties : 64 % des RP ; 43 % des CP) ont communiqué que lorsque l'évaluation révélait une probabilité d'impacts négatifs significatifs sur les oiseaux d'eau migrateurs, des mesures étaient prises pour les éviter, y compris l'évitement d'aires protégées et autres sites d'importance. Par exemple, la Belgique et Israël enfouissaient les lignes électriques pour éviter toute collision, et plusieurs Parties déclaraient avoir modifié des plans d'installation de turbines éoliennes à cause des impacts sur les oiseaux. Six Parties disaient avoir adopté des mesures partielles pour éviter les impacts négatifs ; parmi celles-ci, la Libye et l'Italie reconnaissaient que bien que les recommandations des évaluations ne soient pas toujours suivies, des efforts étaient faits pour réduire les impacts autant que possible. L'Albanie a commenté que les évitements d'impact concernaient surtout les aires importantes pour la conservation, et l'Ukraine a déclaré avoir préparé des recommandations pertinentes. Chypre n'a pas fourni de plus ample information.

Q42.1 Est-ce que les parties prenantes concernées, notamment les agences gouvernementales, les organismes scientifiques, les organisations non gouvernementales et le secteur de l'énergie sont régulièrement consultés afin de surveiller conjointement les impacts des lignes électriques sur les oiseaux d'eau et de convenir d'une politique d'action commune ?

Vingt-quatre Parties (45 % des RP ; 32 % des CP) ont communiqué que les parties prenantes concernées étaient régulièrement consultées afin de surveiller conjointement les impacts des lignes électriques sur les oiseaux d'eau et se mettre d'accord sur des politiques d'action communes (Figure 4.12 ; Tableau 24, en Annexe). Parmi les Parties ayant répondu à cette question, neuf ont évoqué des cadres ou institutions nationaux actuellement à l'œuvre en charge de la surveillance et/ou chargés de rassembler régulièrement les parties prenantes pour le partage d'information et la collaboration sur ces questions. Deux Parties (Côte d'Ivoire et Libye) ont commenté sur l'existence d'un dialogue entre parties prenantes, mais que celui-ci n'avait lieu qu'en fonction des besoins, ou au cas par cas. L'Eswatini a évoqué une consultation avec les parties prenantes concernées, mais sans fournir de

référence quant au cadre de travail au sein duquel celle-ci avait lieu, et deux autres Parties (Éthiopie et Guinée Bissau) ont commenté que les parties prenantes se consultaient mutuellement en-dehors des cadres nationaux. Quatre Parties (Albanie, Finlande, Kenya et Ukraine) ont déclaré que la consultation des parties prenantes n'était requise que dans le cadre des processus EIE/ESE, mais pas réalisée dans le cadre d'un système régulier spécifique à la consultation. La Belgique a déclaré que plusieurs ONG avaient produit, en 2012, un rapport conjoint visant la réduction de la mortalité aviaire causée par les lignes électriques à haute et très haute tension, et créé une cartographie nationale de la sensibilité et des risques de collision pour chaque espèce d'oiseau. Ce rapport, ainsi que la cartographie de la sensibilité et l'évaluation des risques qui lui sont associées, sont censées éclairer la politique et les mesures d'atténuation. L'Italie exposait les lignes directrices établies par l'institution nationale de ressort en matière de recherche et de protection environnementale concernant la construction d'infrastructures linéaires et de réduction d'impact. Ce pays décrivait également des travaux entrepris par une compagnie électrique privée ayant réalisé des efforts pour développer de façon durable l'infrastructure électrique et réduire les impacts sur la biodiversité à travers des initiatives conjointes avec des ONG et des instituts de recherche.

Vingt-et-une Parties (40 % des RP ; 28 % des CP) ont communiqué que les parties prenantes concernées n'étaient qu'occasionnellement consultées ("Partiellement" ; Figure 4.12, Tableau 24, en Annexe). Parmi celles-ci, deux Parties (Croatie et Liban) ont affirmé qu'une consultation avait lieu au sein du cadre de travail des processus EIE/ESE, et cinq autres (Algérie, Burundi, Égypte, Tunisie et Ouganda) ont commenté qu'un dialogue régulier se nouait entre les parties prenantes au cours des examens de projet, d'ateliers, et dans divers comités multifactoriels de parties prenantes. Chez trois Parties (Pays-Bas, Slovénie et Espagne) la consultation des parties prenantes était obligatoire au démarrage des processus de construction de lignes électriques, et la Norvège a commenté qu'aucune réglementation obligatoire n'était à l'œuvre pour les consultations, et que le dialogue demeurait à caractère volontaire. La Suède a affirmé compiler les données sur les oiseaux tués par

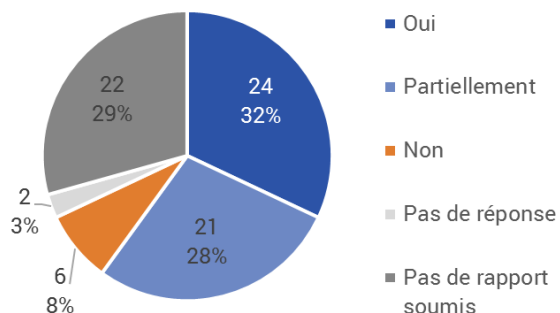


Figure 4.12. Réponses des Parties à la question de savoir si les parties prenantes sont régulièrement consultées pour surveiller les impacts des lignes électriques sur les oiseaux d'eau, et pour convenir d'une politique d'action commune.

des lignes électriques, et la Syrie a décrit la nécessité de développement et d'organisation dans ce pays. Parmi les raisons fréquemment fournies concernant la non-consultation, ou la consultation partielle, des parties prenantes, figuraient les suivantes : un manque de capacité de suivi (République Tchèque) ; la faible menace de collisions avec les lignes électriques (Danemark, Estonie et Royaume-Uni) ; le fait qu'un cadre de consultation était prévu (Mali) ; et la tenue irrégulière de consultations de parties prenantes, lesquelles se déroulaient le plus souvent en marge des cadres réglementaires nationaux (sept Parties).

Six Parties (11 % des RP ; 8 % des CP) ont communiqué que les parties prenantes concernées n'étaient pas régulièrement consultées (Figure 4.12, Tableau 24, en Annexe), le Niger mentionnant le manque de fonds, le Bénin commentant l'absence d'efforts concertés pour consulter les parties prenantes, et la Suisse faisant remarquer que le dialogue avec les parties prenantes mettait principalement l'accent sur les impacts des lignes électriques sur les oiseaux, mais qu'aucune surveillance systématique à ce sujet n'était actuellement à l'œuvre.

Ni la Géorgie, ni le Sénégal (4 % des RP ; 3 % des CP) ont répondu à cette question.

Q42.2. Une valeur de référence de la répartition, des tailles des populations, des migrations et des mouvements des oiseaux d'eau (notamment les déplacements entre les aires de reproduction, de repos et d'alimentation) a-t-elle été définie aussi tôt que possible dans la planification de tout projet de lignes électriques, sur une période d'au moins cinq ans, et ceci en mettant tout particulièrement l'accent sur les espèces connues pour être souvent victimes d'électrocution ou de collision ?

Vingt-et-une Parties (40 % des RP ; 28 % des CP) ont confirmé avoir rassemblé les données de référence sur la répartition, la taille des populations, les migrations et les mouvements des oiseaux d'eau aussi tôt que possible lors de la planification de tout projet de ligne électrique sur une période d'au moins cinq ans (Figure 4.13 ; Tableau 24, en Annexe). Neuf de ces Parties (43 %) ont signalé que l'utilisation des données de référence faisait partie des pratiques normalisées en matière d'EIE/ESE, mais l'Albanie a communiqué qu'il restait beaucoup à faire en matière de processus ESE/EIE, et que la mise en œuvre demeurerait un sujet d'inquiétude. L'Algérie a signalé qu'une étude sur les populations de Cigognes blanches (*Ciconia ciconia*) avait été entreprise par le secteur énergétique dans un contexte de déploiement d'un réseau de distribution d'électricité. Quatre Parties (Kenya, Slovaquie, Espagne et Suisse) ont commenté que des recensements et des collectes de données étaient régulièrement effectués par des institutions nationales de ressort en matière de vie sauvage, et exploités lors de la prise de décisions, et la Guinée Bissau a mentionné qu'une surveillance régulière avait été entreprise depuis la construction d'un grand barrage.

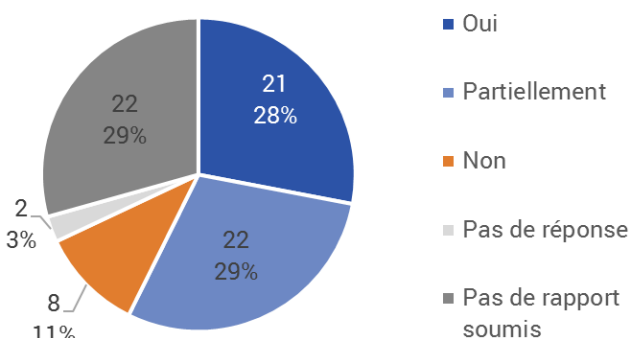


Figure 4.13. Réponses des parties à la question de savoir si les lignes de base, la taille des populations, les migrations et les mouvements ont été établis lors de la planification des projets de lignes électriques.

Les huit Parties (15 % des RP ; 11 % des CP) ayant déclaré ne pas avoir établi de données de base n'ont pas fourni plus de contexte à ce sujet, mais dix-huit Parties sur les vingt-deux (41 % des RP ; 29 % des CP) ayant déclaré avoir partiellement établi des données de référence, ont formulé des commentaires.

Sur ces dix-huit Parties ayant répondu “partiellement”, onze ont évoqué une mise en œuvre partielle de systèmes de collecte et d’exploitation des données sur les oiseaux d’eau lors de la planification de projets de lignes électriques. Trois Parties (Djibouti, Égypte et France) ont déclaré que des systèmes avaient été établis, mais en ajoutant que les spécifications des projets ou les ressources financières ou humaines entravaient la mise en œuvre de cette activité. L’Eswatini et la Lettonie ont affirmé que ces systèmes étaient en cours, mais le premier mentionnait comme obstacle une expertise limitée, et la seconde soulignait la nécessité de nouvelles informations scientifiques. Trois Parties (Liban, Norvège et Suède) ont déclaré que les données de référence étaient incorporées aux processus EIE/ESE, ou requis par certains projets. D’autres Parties ont commenté également sur la nécessité d’échéanciers plus courts pour les inventaires de référence (Hongrie), que cette idée requerrait de plus amples débats à l’échelon ministériel, compte tenu de la faible importance des collisions avec les lignes électriques dans le pays (Soudan), et que peu de données de référence avaient été collectées faute de moyens financiers nécessaires (Ouganda). Parmi les raisons pour lesquelles les données de référence n’avaient pas encore été établies, trois Parties (Italie, Mali et Ukraine) ont mentionné un manque de fonds et de ressources, et la République Tchèque a commenté que les organismes responsables n’avaient pas toujours recours à la méthodologie disponible en matière de construction de lignes électriques, faute d’être familiarisés avec cette question. Le Danemark et l’Estonie ont déclaré que les projets d’installation éventuelle de nouvelles lignes électriques (dangereuses) étaient couverts par les processus EIE, la Libye a évoqué l’absence de projets de lignes électriques au cours des cinq dernières années, et la Syrie a rapporté que les processus de collecte des données de référence étaient encore à un stade primitif. Deux Parties (Ghana et Tunisie) n’ont pas fourni de justification, et la Géorgie et le Sénégal n’ont pas répondu à cette question.

Q42.3 Si de telles études (celles évoquées dans la question ci-dessus) identifient des dangers, est-ce que tout est mis en oeuvre pour assurer que ceux-ci soient évités ?

Vingt-et-une Parties (37 % des RP ; 28 % des CP) ont communiqué avoir déployé tous leurs efforts pour éviter les risques identifiés par des études tels que décrits dans la question Q42.2 (Figure 4.14, Tableau 24, en Annexe). Quatre Parties (France, Allemagne, Slovaquie et Suède) ont commenté que les mesures d’atténuation et d’évitement des risques se conformaient à la législation nationale. Deux autres Parties ont fourni des détails concernant les mesures d’atténuation, y compris l’annulation de projets (Norvège) et l’enfouissement des lignes électriques (Belgique), et quatre autres (Croatie, Hongrie, Pays-Bas et Ouganda) ont commenté que des mesures d’atténuation étaient mises en œuvre le cas échéant, sans fournir plus de détails. Pour quatre autres Parties (Kenya, Luxembourg, Slovénie et Suisse) les processus EIE/ESE aidaient à identifier et à limiter les risques des projets. L’Éthiopie avait identifié l’électrocution et la collision comme des risques majeurs, mais sans fournir de détails concernant les mesures d’évitement.

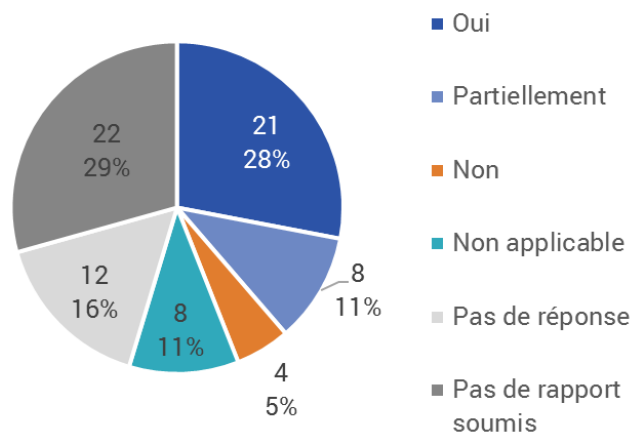


Figure 4.14. Réponses des Parties à la question de savoir si tous les efforts ont été faits pour éviter les risques identifiés par les études détaillées à la Q42.2.

D’après huit Parties (15 % des RP ; 11 % des CP), quelques efforts avaient été faits pour garantir que les risques étaient évités, deux autres (Eswatini et Italie) ont mentionné la nécessité d’un financement accru et d’une amélioration des capacités, et deux autres (Liban et Maroc) ont commenté que

l'évitement des risques faisait partie des processus EIE/ESE. L'Espagne a commenté qu'en cas de projets à risque, des évaluations permettaient d'adopter des mesures alternatives d'évitement des risques ; et le Soudan a commenté que compte tenu du faible nombre de lignes électriques dans le pays, celles-ci n'étaient pas considérées comme un risque. La République Tchèque et Djibouti n'ont pas fourni de justification. Pour les quatre Parties (7 % des RP ; 5 % des CP) ayant répondu qu'aucune mesure d'évitement n'était adoptée, le Burundi a mentionné un manque de fonds, la Côte d'Ivoire a affirmé qu'aucune étude n'avait été lancée, et la Guinée Bissau a déclaré que des organismes gouvernementaux réduisaient les dommages au minimum, et que l'on ne s'attendait donc pas à des risques majeurs. Le Ghana n'a formulé aucun autre commentaire.

Sur les huit Parties (15 % des RP ; 11 % des CP) ayant répondu "Non applicable", le Danemark a déclaré que seuls des impacts mineurs étaient reconnus, la Lettonie a commenté qu'aucune étude de ce type n'avait été entreprise, et le Niger a déclaré ne pas être consulté par la compagnie électrique nationale. Douze Parties n'ont pas répondu à la question.

Q42.4. L'emplacement, le trajet et la direction des nouvelles lignes électriques ont-ils été conçus sur la base de cartes nationales d'occupation des sols ?

Plus de la moitié des Parties répondantes (vingt-neuf : 55 % des RP ; 39 % des CP) (Figure 4.15, Tableau 24, en Annexe) ont confirmé que l'emplacement, le trajet et l'orientation des nouvelles lignes électriques reposaient sur des cartes nationales de zonage. Vingt de ces Parties (69 %) ont communiqué que les cartes de zonage étaient prises en compte (15 Parties) ou faisaient partie intégrante du processus ESE/EIE (cinq Parties) ; trois Parties ont commenté que les cartes de zonage constituaient la base de l'évitement des zones d'importance au cours de la construction, et quatre autres n'avaient pas formulé d'autre commentaire. Les Parties ont commenté que la législation, la cartographie et les évaluations d'impact environnemental étaient les principaux outils utilisés dans ce sens. La Slovaquie a commenté que le déploiement de lignes électriques par enfouissement était souhaité, mais que les coûts étaient trop importants pour que cela soit faisable dans la pratique ; toutefois, cette approche n'est pas réaliste à grande échelle. Sur les cinq Parties (9 % des RP ; 7 % des CP) n'ayant déclaré aucune désignation de nouvelles constructions fondées sur les cartes nationales de zonage, seul le Niger a fourni des détails, et a commenté que seuls les points d'eau et les grandes régions de collines étaient évités, faute de financement.

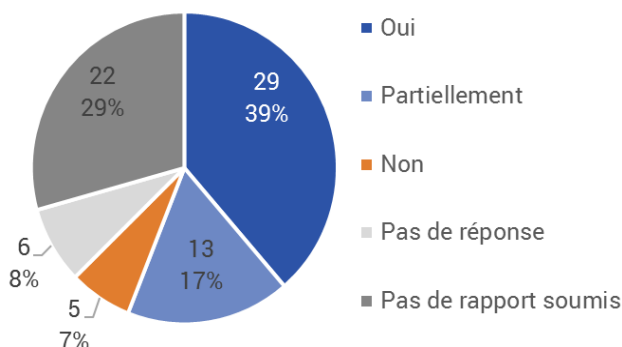


Figure 4.15. Réponses des parties à la question de savoir si l'emplacement, le trajet et la direction des nouvelles lignes électriques ont été désignés ou non sur la base de cartes nationales de zonage.

Treize Parties (24 % des RP ; 17 % des CP ; Figure 4.15, Tableau 24, en Annexe) ont répondu que l'emplacement, le trajet et l'orientation des nouvelles lignes électriques reposait partiellement sur les cartes nationales de zonage, et Djibouti a confirmé que cette désignation reposait sur les cartes nationales de zonage, mais a ajouté que le manque de financement constituait une difficulté. Pour la France, cette question était partiellement du ressort du Comité national de la faune aviaire, et la Guinée Bissau a commenté que des études avaient été entreprises, mais que leurs résultats n'étaient pas encore disponibles. L'Ouganda a commenté qu'aucun zonage n'avait été effectué et que, d'une façon générale, aucune information de référence n'avait été collectée. Les neuf Parties restantes ayant répondu "partiellement" ont fait remarquer que les processus EIE/ESE ad hoc faisaient toujours

défaut et que la mise en œuvre demeurait un sujet d'inquiétude (Albanie) ; qu'aucun projet de ce type n'avait été mené (République Tchèque et Royaume-Uni) ; que ces actions n'avaient pas encore été engagées (Libye et Syrie) ; ou ont mentionné un manque de financement (Mali). Le Danemark a répondu que les lignes électriques existantes faisaient l'objet d'enfouissement dans plusieurs régions, y compris en milieux humides. Le Portugal et la Tunisie n'ont pas fourni de justification, et six Parties n'ont pas répondu à cette question.

Q42.5. A-t-on évité, dans la mesure du possible, la construction de ces lignes le long des principales voies de migration et dans des habitats essentiels pour la conservation, lorsqu'il est probable que celle-ci aura des effets significatifs sur les oiseaux d'eau ?

La construction de lignes électriques le long des principales voies de migration et dans des habitats importants pour la conservation des oiseaux d'eau avait été évitée par vingt-cinq Parties (47 % des RP ; 33 % des CP ; Figure 4.16, Tableau 24, en Annexe), dont huit avaient modifié des projets de construction conformément à la législation nationale ou européenne, et cinq en conformité avec des EIE/ESE. L'Eswatini a commenté que certains projets étaient bloqués, l'Allemagne a mentionné que les anciennes lignes électriques gênaient considérablement la mise en œuvre des mesures d'atténuation, et la Hongrie a affirmé qu'à sa connaissance, aucune ligne électrique n'avait été construite au sein d'un habitat important pour les oiseaux d'eau. Neuf Parties (36 %) n'ont pas fourni davantage de contexte.

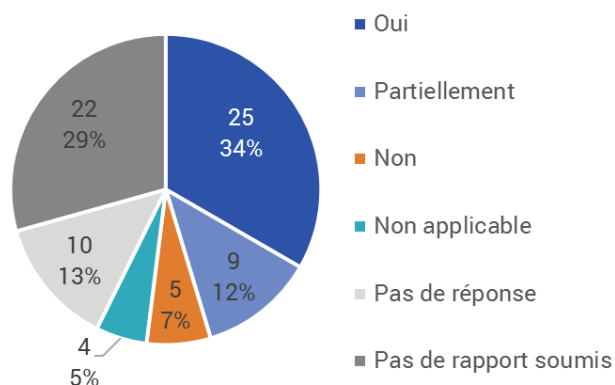


Figure 4.16. Réponses des Parties à la question de savoir si la construction de lignes électriques a été évitée ou non dans les zones où elle est susceptible d'avoir un effet significatif sur les oiseaux d'eau.

Sur les neuf Parties (17 % des RP ; 12 % des CP) ayant répondu que la construction de telles lignes électriques avait été partiellement évitée, quatre ont fourni des détails de la mise en œuvre des mesures d'atténuation, et une (Liban) a commenté que ces mesures étaient soumises à des EIE/ESE. La Guinée Bissau a mentionné un manque de moyens matériels et financiers, et le Royaume-Uni que les collisions d'oiseaux avec les lignes électriques étaient un problème plutôt mineur dans ce pays. Deux Parties (Portugal et Syrie) n'ont pas fourni de justification. Cinq Parties (9 % des RP ; 7 % des CP, Tableau 24, en Annexe) ont répondu négativement à cette question, dont le Burundi, qui a commenté qu'aucune construction importante n'a eu lieu, et le Niger, qui a signalé ne pas être consulté pendant le processus de construction. Quatre Parties (7 % des RP ; 5 % des CP) ont affirmé que cette question ne leur était pas applicable ; la Belgique a commenté qu'aucun nouvel effort de construction n'avait été réalisé au cours de la période de rapport, et la Côte d'Ivoire a déclaré ne pas avoir d'information disponible à ce sujet. Dix Parties n'ont fourni aucune réponse à cette question.

Q42.6. Des modèles plus sûrs pour les oiseaux sont-ils utilisés dans votre pays lors de la construction de nouvelles infrastructures électriques, y compris des mesures conçues pour réduire l'électrocution et les collisions ?

Plus de la moitié des Parties répondantes (trente-et-une Parties : 58 % des RP ; 42 % des CP) avaient recours à des conceptions "respectueuses des oiseaux", y compris des mesures visant à réduire les électrocutions et les collisions, pour la construction de nouvelles infrastructure électriques (Figure 4.17 ; Tableau 24, en Annexe). Un certain nombre de Parties mentionnaient l'utilisation de lignes directrices, de cadres et de législations à l'échelle nationale, et également que cet aspect était couvert par les évaluations d'impact environnemental (EIE). Quatre Parties ont détaillé l'utilisation de dispositifs de signalisation visuelle, tels que boules et spirales, sur les lignes électriques à moyenne et haute tension ; les techniques d'amélioration de la visibilité des lignes électriques étaient une mesure fréquemment rapportée parmi les Parties répondantes. Nombre d'entre elles ont également communiqué collaborer avec le secteur énergétique et les compagnies privées pour créer des pylônes et des lignes à haute tension sûres pour les oiseaux.

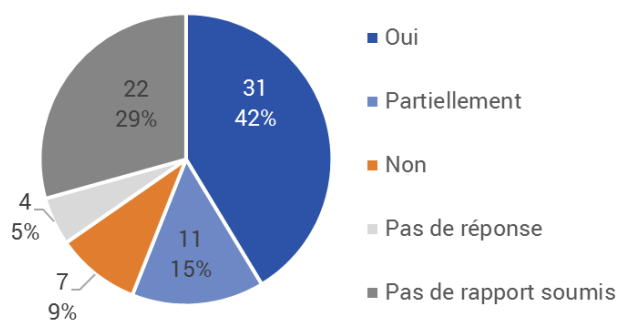


Figure 4.17. Réponses des parties concernant l'utilisation de conceptions sans danger pour les oiseaux dans la construction de nouvelles infrastructures de production d'électricité.

Onze Parties (21 % des RP ; 15 % des CP) ont communiqué avoir utilisé partiellement des conceptions "respectueuses des oiseaux" pour la construction de nouvelles infrastructures électriques. Toutes les Parties, sauf une, avaient formulé des commentaires supplémentaires : deux (Croatie et Ouganda) ont commenté que des conceptions "respectueuses des oiseaux" étaient appliqués sur les nouvelles lignes, ou dans la mesure de certaines limites financières, et elles étaient nombreuses à mentionner le manque de ressources en tant qu'obstacle à la mise en œuvre de telles conceptions. L'Albanie a répondu que les processus EIE/ESE appropriés faisaient toujours défaut, et que la mise en œuvre demeurerait un sujet d'inquiétude, et quatre Parties affirmaient que ces actions étaient en voie de réalisation.

Sept Parties (13 % des RP ; 9 % des CP) reconnaissaient ne pas employer de conceptions "respectueuses des oiseaux" lors de la construction de nouvelles infrastructures électriques (Tableau 24, en Annexe). Les raisons les plus fréquemment citées étaient des ressources limitées et un manque de capacités, ou que les lignes électriques n'étaient pas considérées comme une menace potentielle pour les oiseaux dans leurs pays. Quatre Parties n'ont pas répondu à cette question.

Q42.7. Les sections de lignes électriques existantes à l'origine d'un taux relativement élevé de blessures et/ou de mortalité des oiseaux d'eau dû à l'électrocution et/ou aux collisions ont-elles été identifiées ?

Des sections de lignes électriques existantes causant des niveaux élevés de blessures et de mortalité d'oiseaux d'eau ont été identifiées par dix-sept Parties (32 % des RP ; 23 % des CP ; Figure 4.18 ; Tableau 24, en Annexe). Plus de la moitié des Parties répondantes ont commenté qu'il s'agissait d'un processus en continu réalisé à travers l'analyse du paysage, la cartographie des zones à risque et la surveillance continue. Des mesures d'atténuation, comme la modernisation et l'installation de balisages, étaient aussi appliquées. Vingt Parties (38 % des RP ; 27 % des CP) ont communiqué avoir

partiellement identifié ces lignes électriques ; parfois, seules quelques identifications avaient été effectuées. De nombreuses Parties répondantes commentaient que des difficultés les avaient empêché d'identifier ces lignes électriques, dont un manque de ressources, des incidents provoquant de graves blessures, voire la mort, ou encore la priorité relativement faible accordée à cette activité.

Deux Parties (4 % des RP ; 3 % des CP) ont répondu que l'identification de ces lignes électriques était toujours en cours ; l'Eswatini a commenté que des mesures avaient été prises pour identifier les zones à forte mortalité aviaire par électrocution, et l'Éthiopie n'avait pas formulé d'autre commentaire. Les onze Parties (21 % des RP ; 14 % des CP) n'ayant pas encore identifié les lignes électriques provoquant des taux relativement élevés de blessures ou de mortalité imputables à une électrocution et/ou une collision chez les oiseaux d'eau mentionnaient tout d'abord un manque de ressources humaines, techniques et financières (quatre Parties), affirmaient que cela n'avait pas été identifié comme un problème majeur (quatre Parties), ou commentaient qu'aucune surveillance n'avait été entreprise (ARY Macédoine). Trois Parties n'ont pas répondu à la question.

Q42.8. Là où les sections de lignes électriques existantes à l'origine d'un taux relativement élevé de blessures et/ou de mortalité des oiseaux d'eau dû à l'électrocution et/ou aux collisions ont été identifiées, ont-elles été modifiées en priorité ?

Un quart des répondants à cette question (onze Parties sur les quarante-trois ayant répondu : 21 % des RP ; 15 % des CP) ont communiqué que l'identification et la modification de lignes électriques problématiques avaient été réalisées de façon prioritaire (Figure 4.19 ; Tableau 24, en Annexe). Parmi celles-ci, quatre Parties rapportaient que les modifications étaient appliquées dans le respect de la législation et des cadres nationaux, et quatre commentaient que des mesures d'atténuation étaient en cours ou seraient appliquées, le cas échéant. Trois Parties n'ont pas fourni de justification.

Dix-sept Parties (32 % des RP ; 23 % des CP) ont communiqué que l'identification et la modification de lignes électriques problématiques n'avaient été que partiellement entreprises. Quatre d'entre elles ont commenté que la modification était encore en cours (Belgique), avoir eu recours à des conceptions "respectueuses des oiseaux" (Chypre et Soudan), et que davantage de recherches en matière d'identification était nécessaire (Kenya). La République Tchèque a commenté que dans ce pays, les collisions d'oiseaux de proie étaient bien plus nombreuses que celles d'oiseaux d'eau. Deux Parties reconnaissaient que les modifications n'avaient pas encore

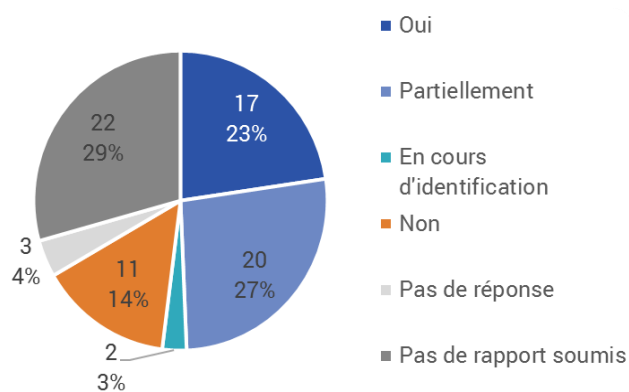


Figure 4.18. Réponses des Parties concernant l'identification des sections des lignes électriques existantes qui causent des niveaux élevés de blessures et/ou de mortalité chez les oiseaux d'eau par électrocution et/ou collision.

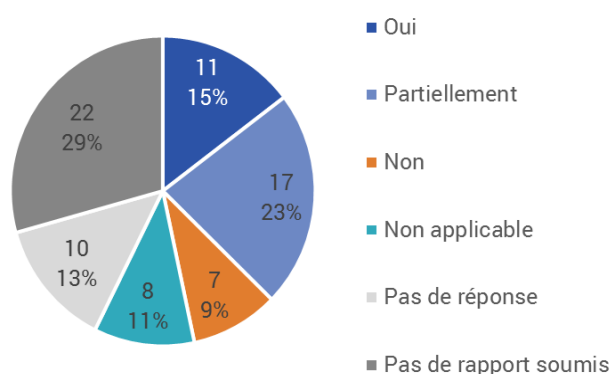


Figure 4.19. Réponses des Parties à la question de savoir si les tronçons existants des lignes électriques causant des niveaux relativement élevés de blessures et/ou de mortalité chez les oiseaux d'eau ont été modifiés à titre prioritaire.

été mises en œuvre (Djibouti et Égypte), l'Égypte faisant remarquer que des dispositifs de balisage avaient été installés sur quelques lignes. Le manque de ressources financières faisait partie des obstacles mentionnés par deux Parties (Croatie et Italie), et la Guinée Bissau a fait remarquer que les progrès ne se produisaient que lorsqu'un intérêt international venait renforcer la voix des défenseurs de l'environnement. La Suisse a commenté que les progrès avaient été maigres parce que les fondements juridiques étaient faibles. La France a développé un projet neutralisant des sections de lignes électriques dangereuses identifiées par des experts en ornithologie, et a priorisé des lignes électriques dans des aires importantes pour la conservation.

Sept Parties (13 % des RP ; 9 % des CP) n'avaient pas de lignes électriques jugées dangereuses à titre prioritaire. Parmi les raisons fournies figuraient un manque de ressources, l'absence de menace constituée par les lignes électriques existantes, et le manque d'évaluations réalisées jusqu'à présent. Pour les huit Parties (15 % des RP ; 11 % des CP ; Figure 4.19 ; Tableau 24, en Annexe) ayant répondu que la modification de lignes électriques identifiées n'était pas applicable dans leur pays, les raisons fournies étaient qu'aucune information ou identification concernant de telles lignes électriques n'était disponible. Dix Parties (19 % des RP ; 13 % des CP) n'ont fourni aucune réponse à cette question.

Q42.9. L'impact des lignes électriques sur les populations d'oiseaux d'eau au niveau national fait-il l'objet d'une surveillance et d'une évaluation régulière ?

Moins de 15 % des Parties répondantes (sept Parties : 13 % des RP ; 9 % des CP ; Figure 4.20 ; Tableau 24, en Annexe) déclaraient surveiller et évaluer régulièrement l'impact des lignes électriques sur les populations d'oiseaux d'eau dans leurs pays à l'échelle nationale. Ces tâches sont réalisées par des gardes des Eaux et Forêts (Algérie et Côte d'Ivoire), à travers le processus EIE (Éthiopie), par l'État (Slovaquie), par des ONG (Afrique du Sud), ou par les compagnies d'électricité privées (Finlande). Le Portugal n'a pas fourni de détails. Vingt-huit Parties (53 % des RP ; 38 % des CP) ont signalé que la surveillance et l'évaluation régulières n'étaient que partiellement réalisées.

La surveillance était surtout effectuée par la citoyenneté, des ONG, dans le cadre de projets LIFE, et par des gardes (36 % de celles ayant répondu "partiellement"). Trois Parties (Allemagne, Hongrie et Ouganda) ont signalé l'absence de surveillance régulière. Dix-huit de ces Parties ont déclaré avoir rencontré des difficultés ; l'Albanie a commenté que les processus EIE/ESE adéquats faisaient toujours défaut, et le manque de capacités, de ressources et de financement faisait partie des obstacles mentionnés par plusieurs Parties.

Quatorze Parties ont communiqué qu'aucune surveillance ou évaluation régulière de l'impact des lignes électriques n'était réalisée (Tableau 24, en Annexe). La raison la plus fréquemment fournie (sept Parties : 50 % de celles ayant répondu "non") était le manque de ressources en termes de capacités financières, humaines ou institutionnelles. La Croatie a commenté que la surveillance et l'évaluation régulières étaient requises lors des EIE post-construction, mais qu'aucune surveillance régulière à l'échelle nationale n'était prévue au-delà de cette période de surveillance obligatoire ; toutefois, une compagnie d'électricité nationale collectait des données sur l'électrocution des oiseaux le long de ses lignes de distribution. D'après la Lettonie, le manque de données constituait un obstacle, et la Suisse

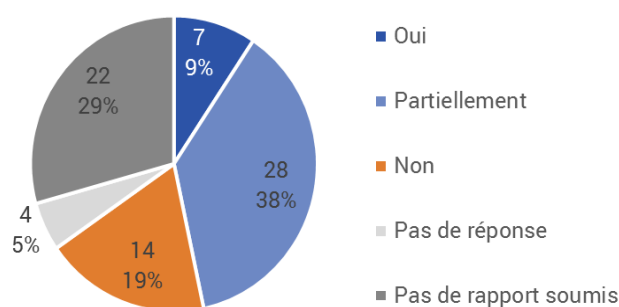


Figure 4.20. Réponses des Parties concernant le suivi et l'évaluation réguliers de l'impact des lignes électriques sur les populations d'oiseaux d'eau à l'échelle nationale.

affirmait se constituer une base de données rassemblant un ensemble ciblé de lignes électriques à moyenne tension à modifier. Les Parties restantes n'ont pas fourni de justification. Quatre Parties n'ont pas répondu à cette question.

Q42.10. L'efficacité des mesures d'atténuation mises en place afin de réduire l'impact de ces lignes sur les populations d'oiseaux au niveau national fait-il l'objet d'une surveillance et d'une évaluation régulière ?

Six Parties seulement (11 % des RP ; 8 % des CP ; Figure 4.21, Tableau 24, en Annexe) ont communiqué qu'une surveillance régulière et une évaluation de l'efficacité des mesures d'atténuation étaient mises en œuvre pour réduire au minimum l'impact des lignes électriques sur les populations d'oiseaux d'eau. L'Éthiopie réalisait cette activité dans le cadre de son suivi régulier des oiseaux d'eau et de leurs habitats, la Slovaquie n'entreprenait de surveillance que sur les sites de projets retenus, et l'Afrique du Sud s'en chargeait à travers un programme en partenariat avec une ONG. La France a commenté que des efforts visant à améliorer la législation sur la faune aviaire avaient comporté des entretiens avec les principales parties prenantes. Chez treize Parties, une surveillance et une évaluation régulières "partielles" visaient à atténuer l'impact des lignes électriques sur les oiseaux d'eau (24 % des RP ; 17 % des CP). La plupart des réponses expliquaient que la surveillance et l'évaluation avaient lieu aux alentours et pendant la construction, et sur une base pragmatique. Deux Parties (République Tchèque et Hongrie) signalaient une surveillance, mais irrégulière ; l'Italie a commenté qu'une surveillance était réalisée à l'échelle locale ; et les Pays-Bas ont signalé que la surveillance n'était réalisée que si les lignes électriques étaient en mauvais état. L'Espagne ajoutait qu'une surveillance était réalisée, et qu'elle incluait les espèces d'oiseaux d'eau migrateurs. Les Parties restantes n'avaient pas fourni de détails.

Dix-sept Parties (32 % des RP ; 23 % des CP ; Figure 4.21, Tableau 24, en Annexe) ont communiqué qu'aucune surveillance régulière ou évaluation de l'efficacité des mesures d'atténuation n'était réalisée. La raison la plus fréquemment fournie pour ceci (sept Parties : 41 % de celles ayant répondu "non") était le manque de ressources, aussi bien financières qu'humaines ou institutionnelles. Les Parties restantes ont commenté que cela ne constituait pas une priorité (Suède), que la surveillance régulière se faisait toujours attendre (Allemagne), ou que des projets visant à évaluer ces mesures étaient en cours (Suisse). Six Parties n'ont fourni aucun détail supplémentaire, et cinq Parties (9 % des RP ; 7 % des CP) ayant répondu "Non applicable" ont mentionné qu'aucune étude n'avait encore été lancée (Côte d'Ivoire, Eswatini et Maroc). Douze Parties n'ont pas répondu à cette question.

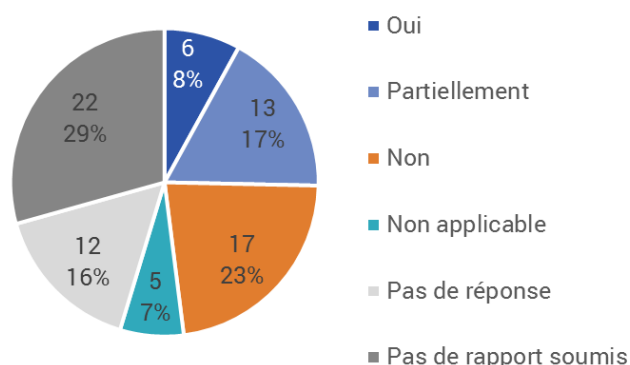


Figure 4.21. Réponses des Parties à la question de savoir s'il existe un suivi et une évaluation réguliers de l'efficacité des mesures d'atténuation mises en place pour minimiser l'impact des lignes électriques sur les populations d'oiseaux d'eau.

Q42.11. Les mesures contenues dans la Résolution 5.11. ont-elles été incluses dans les Stratégies nationales pour la biodiversité et les Plans d'action de votre pays, ainsi que dans la législation s'y rapportant ?

Plus de la moitié des RP (vingt Parties : 37 % des RP ; 27 % des CP) avaient communiqué que les mesures contenues dans la Résolution 5.11 de l'AEWA avaient été incorporées aux Stratégies et Plans d'Action Nationaux sur la Biodiversité (SPANB) et à la législation pertinente de leurs pays (Figure 4.22, Tableau 24, en Annexe). Quinze Parties (75 % des celles ayant répondu "oui") fournissaient des détails quant à la transposition de cette résolution dans leurs SPANB et leur législation, le plus souvent effectuée à travers une incorporation pure et simple. La Croatie commentait que les mesures contenues dans la Résolution 5.11 étaient indirectement incorporées à leur SPANB, et que ce pays gardait à l'esprit les objectifs stratégiques pertinents dans sa stratégie et son plan d'action nationaux pour la protection de la Nature. Cinq Parties (Finlande, Ghana, Luxembourg, Portugal, Roumanie) n'avaient pas fourni de références concernant les SPANB ou la législation pertinente.

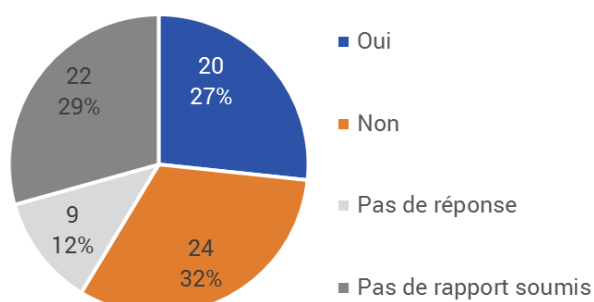


Figure 4.22. Réponses des Parties à la question de savoir si les mesures contenues dans la Résolution 5.11 ont été incluses dans la Stratégie et le Plan d'action nationaux pour la biodiversité de leur pays, et dans la législation pertinente.

Vingt-quatre Parties (45 % des RP ; 32 % des CP) ont communiqué que les mesures contenues dans la Résolution 5.11 n'avaient pas, ou pas encore, été incorporées à leurs SPANB et autres législations pertinentes (Tableau 24, en Annexe). Parmi les raisons fournies figuraient les suivantes : l'existence actuelle d'une législation nationale différente ou d'une EIE jugée adéquate compte tenu du contexte du pays (sept Parties, soit 29 % de celles ayant répondu "non") ; une législation en vigueur faisant présentement l'objet d'une révision prévoyant l'inclusion de mesures tirées de la Résolution 5.11 (deux Parties, soit 8 % de celles ayant répondu "non") ; SPANB pas encore développés (quatre Parties, soit 17 % de celles ayant répondu "non") ; des SPANB actuels finalisés préalablement à la Résolution 5.11 (deux Parties, soit 8 % de celles ayant répondu "non") ; et une compréhension et des capacités institutionnelles limitées (une Partie, soit 4 % de celles ayant répondu "non"). Parmi les autres réponses figuraient un manque de ressources et de financement (deux Parties, soit 8 % de celles ayant répondu "non") ; le fait que plusieurs mesures avaient déjà été incorporées, mais que d'autres n'avaient pas encore été mises en œuvre (une Partie, soit 4 % de celles ayant répondu "non") ; que cela n'était pas considéré comme une menace significative (une Partie, soit 4 % de celles ayant répondu "non"), ou encore "pas applicable" (une Partie, soit 4 % de celles ayant répondu "non"). Deux Parties (Danemark et Israël) n'avaient pas fourni de détails. Neuf Parties (17 % des RP ; 12 % des CP) n'avaient pas répondu à cette question.

Q44.1. Une cartographie nationale a-t-elle été réalisée dans votre pays montrant les zones sensibles et les zonages environnementaux afin d'éviter que les développements de l'énergie renouvelable recouvrent des zones importantes pour les oiseaux d'eau migrateurs ?

Vingt-quatre Parties (45 % des RP ; 32 % des CP) affirmaient avoir développé une cartographie de la sensibilité et un zonage à l'échelle nationale de leurs pays pour éviter que les constructions d'infrastructures d'énergies renouvelables n'empiètent sur des zones importantes pour les oiseaux d'eau migrateurs (Figure 4.23 ; Tableau 25, en Annexe). La plupart des Parties avaient commenté qu'une cartographie était généralement réalisée lors de l'évaluation des déploiements d'énergies

renouvelables, et douze (50 % de celles ayant répondu "oui") commentaient que les parcs éoliens étaient les principales sources d'énergie prises en compte dans le processus de cartographie.

Treize Parties (25 % des RP ; 17 % des CP) avaient communiqué être en train de développer la cartographie de la sensibilité et un zonage à l'échelle nationale. Quatre d'entre elles (31 % de celles ayant répondu "En cours de développement") affirmaient que ces projets n'étaient pas encore à l'œuvre faute de ressources financières ou de capacité technique. Parmi les autres explications figuraient : des plans d'aménagement du territoire déjà inclus dans les évaluations d'impact environnemental et social (deux Parties) ; une cartographie développée au niveau régional, mais pas mise en œuvre à l'échelle nationale (deux Parties) ; et des développements traités au cas-par-cas (une Partie).

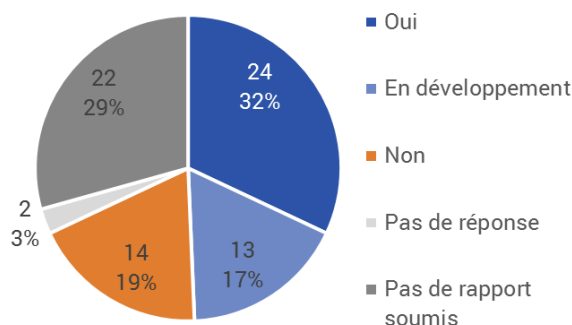


Figure 4.23. Réponses des Parties à la question de savoir si des cartes nationales de sensibilité et de zonage ont été élaborées pour éviter le chevauchement des développements en matière d'énergies renouvelables avec les zones importantes pour les oiseaux d'eau migrateurs.

Quatorze Parties (26 % des RP ; 19 % des CP) ont communiqué qu'aucune cartographie de la sensibilité ni aucun zonage n'était à l'œuvre à l'échelle nationale. Parmi celles-ci, quatre (29 % de celles ayant répondu "Non") avaient mentionné un manque de capacités, de financement ou de ressources cartographiques comme raison ; trois Parties communiquaient que la planification territoriale faisait partie intégrante des évaluations d'impact environnemental, et une faisait remarquer que plusieurs études et évaluations s'étaient déroulées préalablement à la période de rapport actuelle.

Q44.2. Des lignes directrices, recommandations et normes environnementales internationales ont-ils été suivies dans votre pays pour évaluer l'impact des projets d'énergie renouvelable et l'utilisation des sources d'énergie renouvelable ?

Trente-neuf Parties ont répondu à la Q44.2 (74 % des RP ; 52 % des CP). Sur les trente-deux Parties (82 % des RP) ayant répondu "oui", vingt-six décrivaient leurs lignes directrices, leurs recommandations et leurs critères internationaux pour les développements d'énergies renouvelables et l'utilisation de sources d'énergie renouvelables. Leurs réponses sont résumées dans le Tableau 4.4. Sur les sept Parties ayant répondu "non" (13 % des RP ; 9 % des CP), l'Italie avait commenté que ses lignes directrices nationales avaient été adoptées en 2008. L'Afrique du Sud avait communiqué que les Lignes directrices de l'AEWA en matière d'énergie et d'oiseaux migrateurs étaient en cours de développement, et Djibouti déclarait que l'impact des projets d'énergie renouvelable et l'utilisation de sources d'énergie renouvelables ne faisaient pas l'objet de suivi. Quatre Parties (Algérie, ARY Macédoine, Ghana et Niger) n'avaient pas donné plus de détails. Quatorze Parties n'avaient fourni aucune réponse à cette question (26 % des RP ; 19 % des CP).

Tableau 4.4. Résumé des lignes directrices, recommandations et critères internationaux pour l'évaluation de l'impact des projets de développement des énergies renouvelables et de l'utilisation des ressources renouvelables, par Partie.

Partie	Lignes directrices, recommandations et critères suivis
Allemagne	Lois nationales respectant les lignes directrices environnementales, les recommandations et les critères internationaux en matière d'évaluation de l'impact des développements d'énergie renouvelable.
Belgique	Un atlas des risques aviaires avait été développé pour évaluer les risques provoqués par les parcs éoliens dans la Région flamande.
Burundi	Normes environnementales internationales de la Banque mondiale.
Côte d'Ivoire	Lignes directrices de la CDB.
Croatie	Les études d'Évaluation stratégique environnementale (ESE) et d'Évaluation appropriée sont suivies. D'autres études comprennent : précisions sur les développement d'énergie éolienne conformément à la législation sur la Nature de l'UE et aux lignes directrices de l'AEWA et de la CMS (par ex. : Résolution 6.11). Il est recommandé aux investisseurs et aux planificateurs de suivre les lignes directrices pour évaluer l'impact des parcs éoliens sur les oiseaux (développé et régulièrement mis à jour par Scottish Natural Heritage).
Chypre	Processus EIE et ESE suivis.
Égypte	Lignes directrices pour les études EIE de surveillance des oiseaux pour les parcs éoliens en Égypte développées sur autorisation et sous la surveillance de Birdlife International.
Espagne	Lignes directrices de la Commission européenne pour l'évaluation de l'impact sur le réseau Natura 2000.
Estonie	Conformément aux critères Ramsar.
Eswatini	Évaluations d'impact reposant sur des réglementations internationales.
Éthiopie	Procédures EIE/et SES lancées conformément aux lignes directrices environnementales, et régulièrement suivies conformément à ces lignes directrices.
France	Le ministère en charge de l'Environnement a élaboré des lignes directrices incluant : un guide de développement d'études d'impact concernant les projets de parcs éoliens ; un guide sur l'impact environnemental des parcs éoliens ; des précisions sur la mise en œuvre des réglementations sur les espèces protégées pour les parcs éoliens terrestres ; et des évaluations environnementales.
Guinée Bissau	Décideurs censés avoir reçu des lignes directrices, des recommandations et des critères internationaux, mais pas plus d'information.
Hongrie	Document d'orientation pour les développements d'énergie éolienne et Natura 2000 de la Commission européenne.
Kenya	Conception des SES et EIE cohérente avec la loi sur la gestion et la coordination en matière d'environnement de 1999, après consultation approfondie d'autres lignes directrices internationales, y compris les AME.
Lettonie	Processus EIE de l'UE suivis
Liban	Lignes directrices prêtes pour la réalisation d'EIE pour les technologies d'énergie renouvelable conformes aux lignes directrices environnementales internationales (mais pas depuis une source ou une organisation spécifique).
Maroc	Les donateurs finançant des projets d'énergie renouvelable doivent respecter les réglementations internationales pour évaluer l'impact des projets, y compris les normes de l'UE.
Maurice	Processus EIE suivis.
Norvège	Cadres de développement AEWA, CMS ou autres suivis.
Ouganda	Sauvegardes de la Banque mondiale appliquées.
Pays-Bas	Lignes directrices, recommandations et critères internationaux en matière d'environnement suivis.
Slovaquie	Directives pertinentes de l'UE.
Slovénie	Directives pertinentes de l'UE.
Suède	Lignes directrices de l'UE cohérentes avec les directives de l'UE sur la Nature.
Syrie	Lignes directrices et documents développés par le Projet pour les oiseaux migrateurs planeurs (<i>Migratory Soaring Birds Project</i>), encadré par Birdlife International.

Q44.3. Un suivi après construction a-t-il été entrepris dans votre pays pour les installations d'énergie renouvelable et des infrastructures qui y sont associées ?

Plus de la moitié des RP (vingt-huit Parties : 53 % des RP ; 37 % des CP) ont communiqué qu'une surveillance post-construction des installations d'énergie renouvelable et des infrastructures associées était réalisée dans leurs pays (Figure 4.24 ; Tableau 25, en Annexe). Parmi celles-ci, dix Parties (36 % de celles ayant répondu "oui") ont communiqué que des effets adverses sur les oiseaux d'eau migrateurs et leurs habitats avaient été identifiés. Huit Parties ont commenté qu'au moins quelques mesures d'atténuation avaient été mises en œuvre, telles que l'élimination de la mise à la terre d'une ligne électrique aux Pays-Bas. L'Espagne avait

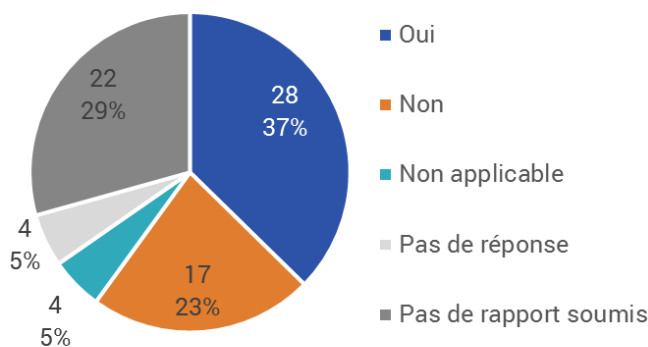


Figure 4.24. Réponses des Parties à la question de savoir si un suivi post-construction des installations d'énergie renouvelable et des infrastructures associées est entrepris ou non dans leur pays.

signalé des mesures d'atténuation, telles que l'arrêt d'éoliennes et l'utilisation de bruits puissants pour effaroucher les oiseaux. La France déclarait que les exploitants de parcs éoliens étaient juridiquement tenus de conduire régulièrement une évaluation environnementale afin de suivre l'impact des parcs éoliens (au moins une fois au cours des trois premières années d'exploitation, puis tous les dix ans). L'Égypte communiquait mettre actuellement en œuvre un Programme de gestion active des turbines (ATMP), lequel fait appel à un programme de Coupure sur commande assistée par radar incluant une observation optique des parcs éoliens ; il s'agirait d'une solution très efficace pour réduire les taux de collision des oiseaux et les victimes sans pour autant réduire significativement la production d'électricité.

Dix-sept Parties (32 % des RP ; 23 % des CP) avaient communiqué ne pas effectuer de surveillance post-construction des installations d'énergie renouvelable et des infrastructures associées (Tableau 25, en Annexe). La principale raison était un manque de capacités, ou de ressources, financières ou humaines (cinq Parties). Chez deux Parties, la Lettonie et la Suède, la surveillance post-construction était facultative, tandis qu'en Italie le suivi ne dépendait pas de la législation nationale, mais faisait partie du processus EIE. Deux Parties, la Moldavie et le Soudan, déclaraient que des plans de surveillance étaient en cours d'incorporation à leurs politiques et leurs législations. Les quatre Parties restantes ne fournissaient pas de justification.

Q44.4. Lorsque des dommages n'ont pu être ni évités ni atténués, une compensation des dommages à la biodiversité a-t-elle été accordée ?

Onze Parties (21 % des RP ; 15 % des CP) avaient communiqué que des réparations des préjudices causés à la biodiversité étaient prévues (Figure 4.25 ; Tableau 25, en Annexe). Huit avaient commenté que la compensation était requise par la loi. La Belgique avait fourni un exemple spécifique de cas où une indemnisation était versée, selon lequel une prévision de perturbation à petite échelle par les turbines donnait droit au versement d'une indemnisation pour les habitats aviaires práticos et agricoles.

Vingt-deux Parties (42 % des RP ; 29 % des CP) avaient communiqué qu'aucune indemnisation pour dommages causés à la biodiversité n'était versée (Tableau 25, en Annexe). La raison la plus fréquemment fournie (par cinq Parties) pour cette réponse était des moyens financiers limités. Parmi les autres raisons fournies figuraient les suivantes : EIE ou mesures de compensation à l'œuvre (chez

trois Parties), et absence de cadre réglementaire à l'œuvre en matière de compensation (chez trois Parties). La Lettonie avait communiqué ne pas disposer de données sur la mortalité, et la Syrie déclarait que ce processus était en cours de développement. Neuf Parties n'ont fourni aucune justification.

Quinze Parties (28 % des RP ; 20 % des CP) ont répondu "Non applicable" (Tableau 25, en Annexe). Toutefois, huit de ces Parties ont fourni plus de détails indiquant que des mécanismes de compensation étaient à l'œuvre. L'Estonie et les Pays-Bas avaient communiqué que des projets n'étaient pas autorisés lorsque les dommages à la biodiversité étaient inévitables. Quatre Parties affirmaient n'avoir rencontré aucun cas de ce type, et la Norvège faisait remarquer un manque de données concernant les compensations versées. Le Niger communiquait que des mesures de compensation n'étaient pas applicables, et trois Parties ne fournissaient pas de justification. Cinq Parties (9 % des RP ; 7 % des CP) n'avaient pas répondu à cette question.

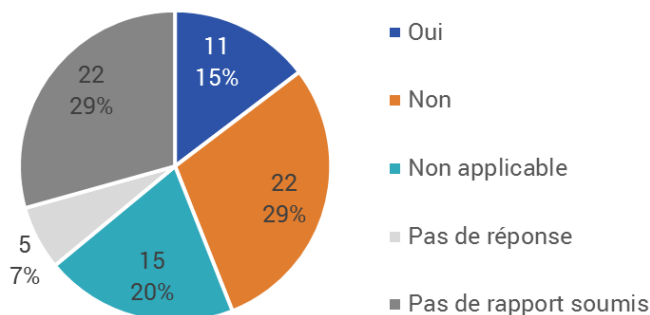


Figure 4.25. Réponses des parties à la question de savoir si une indemnisation pour les dommages causés à la biodiversité est prévue ou non lorsque les dommages ne peuvent être évités ou atténués.

Q44.5. Veuillez indiquer lesquelles des mesures suivantes ont été mises en place afin de réduire les effets néfastes des parcs éoliens terrestres et marins sur les oiseaux d'eau migrateur.

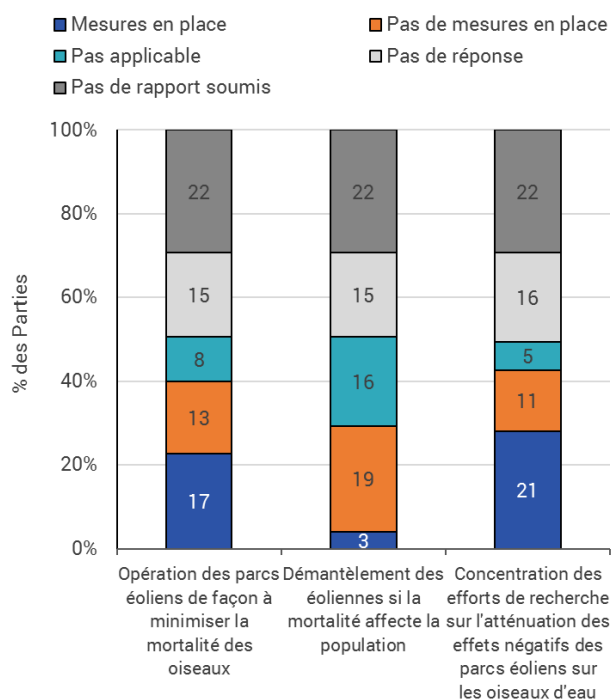


Figure 4.26. Réponses des Parties auxquelles des mesures avaient été mises en place pour réduire l'impact négatif potentiel des parcs éoliens terrestres et marins sur les oiseaux d'eau migrateurs.

les mécanismes de compensation n'étaient pas spécifiquement adaptés aux parcs éoliens, et l'Algérie déclarait qu'aucune mesure n'était à l'œuvre dans ce pays.

Pour les trois mesures d'atténuation au sujet desquelles elles étaient interrogées, dix-sept Parties (32 % des RP ; 23 % des CP) affirmaient exploiter des parcs éoliens de manière à réduire au minimum la mortalité aviaire ; trois (6 % des RP ; 4 % des CP) disaient démanteler des turbines éoliennes lorsque la mortalité se révélait avoir un effet néfaste sur les populations d'oiseaux d'eau ; et vingt-et-une (40 % des RP ; 28 % des CP) affirmaient que leurs efforts de recherche portaient surtout sur l'atténuation des effets négatifs des parcs éoliens sur les oiseaux d'eau (Figure 4.26 ; Tableau 4.5). Quatorze Parties (26 % des RP ; 19 % des CP) avaient également communiqué "autre". Parmi celles-ci, cinq (36 % de celles ayant répondu "autre") avaient communiqué que les mesures n'étaient pas pertinentes, notamment parce qu'il n'y avait pas de parcs éoliens dans leurs pays, ou très peu. Cinq Parties avaient déclaré que des EIE ou d'autres mesures réglementaires étaient à l'œuvre, et deux que des recherches sur l'impact des parcs éoliens sur les oiseaux étaient en cours. La France signalait que

Tableau 4.5. Mesures en place dans chaque pays pour réduire les impacts négatifs potentiels des champs éoliens terrestres ou marins sur les oiseaux d'eau migrateurs. (oui = '●'; non = '○'; pas de réponse = '-').

Partie	Exploitation des fermes éoliennes de telle sorte à minimiser la mortalité des oiseaux	Démantèlement des turbines si la mortalité affecte la population	Concentrer la recherche sur l'allègement des effets négatifs des champs éoliens sur les oiseaux d'eau
Afrique du Sud	○	○	-
Albanie	-	-	-
Algérie	-	-	-
Allemagne	●	●	●
ARY Macédoine	○	○	○
Belgique	○	○	●
Bénin	-	-	-
Bulgarie	-	-	-
Burundi	○	○	○
Chypre	○	○	○
Côte d'Ivoire	○	○	○
Croatie	●	○	○
Danemark	○	-	-
Djibouti	○	○	○
Égypte	●	○	●
Espagne	●	○	●
Estonie	●	●	●
Eswatini	○	○	○
Éthiopie	●	○	○
Finlande	●	○	●
France	●	○	●
Géorgie	-	-	-
Ghana	●	○	○
Guinée Bissau	-	-	-
Hongrie	●	○	○
Israël	●	○	●
Italie	○	○	○
Kenya	-	-	-
Lettonie	○	○	●
Liban	●	○	●
Libye	-	-	-
Luxembourg	●	○	●
Mali	-	-	-
Maroc	○	○	●
Maurice	○	○	○
Moldavie	-	-	-
Niger	○	○	○
Norvège	○	○	●
Ouganda	●	○	○
Pays-Bas	●	○	●
Portugal	●	○	●
République Tchèque	●	○	●
Roumanie	○	●	●
Royaume-Uni	-	○	●
Sénégal	-	-	-
Slovaquie	○	○	○
Slovénie	○	○	●
Soudan	-	-	-
Suède	○	○	●
Suisse	○	○	●
Syrie	○	○	○
Tunisie	-	-	-
Ukraine	-	-	-

Q44.6. Des mesures spécifiques ont-elles été prises pour évaluer, identifier et réduire les impacts potentiels négatifs de la production de biocarburants sur les oiseaux d'eau migrateurs et leurs habitats ?

Trois Parties (6 % des RP ; 4 % des CP) communiquaient avoir mis en œuvre des mesures spécifiques afin d'évaluer, d'identifier et de réduire les impacts potentiellement négatifs de la production de biocarburant sur les oiseaux d'eau migrateurs et leurs habitats (Figure 4.27 ; Tableau 25, en Annexe). Parmi celles-ci, l'Éthiopie avait commenté l'annulation du projet de plantation de biocarburant Babile. L'Allemagne avait fourni des détails concernant plusieurs projets de recherche visant spécifiquement à identifier les impacts potentiels des biocarburants et à élaborer des recommandations pour en éviter les impacts négatifs. Le Mali avait fourni des détails sur sa législation nationale stipulant que tout projet de développement, public ou privé, susceptible de nuire à l'environnement faisait l'objet d'une Évaluation d'impacts environnementaux et sociaux (EIES) ou d'une Notice d'impact environnemental et social (NIES).

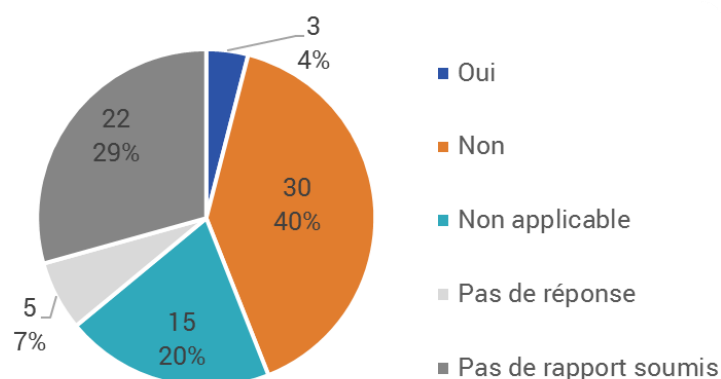


Figure 4.27. Réponses des Parties sur les mesures mises en place pour réduire l'impact négatif potentiel de la production de biodiesel sur les oiseaux d'eau migrateurs et leurs habitats.

La plupart des Parties répondantes (trente Parties : 57 % des RP ; 40 % des CP) reconnaissait l'absence de mesures spécifiques visant à évaluer, identifier ou réduire les impacts potentiellement négatifs de la production de biocarburant sur les oiseaux d'eau migrateurs et leurs habitats (Tableau 25, en Annexe). Sept Parties (23 % de celles ayant répondu "non") commentaient que la production de biocarburant étant très faible, la question n'était donc pas pertinente, ou du moins pas considérée comme une priorité nationale. Un manque de capacités humaines, financières et techniques avait été mentionné par sept Parties comme raison de leur inaction. Trois Parties (10 % de celles ayant répondu "non") déclaraient que des mesures générales pour la biodiversité étaient à l'œuvre, mais qu'elles n'étaient pas spécifiques aux oiseaux d'eau. Six Parties n'avaient fourni aucune raison à l'absence de mesures.

Sur les quinze Parties (28 % des RP ; 20 % des CP) ayant répondu "Non applicable", neuf avaient commenté que la production de biocarburant étant modeste, voire nulle, dans leurs pays, et qu'elle ne constituait donc pas une menace pour les oiseaux d'eau, et les six autres n'avaient fourni aucune explication supplémentaire. Cinq Parties (9 % des RP ; 7 % des CP) n'ont pas répondu à cette question.

Q44.7. Les mesures contenues dans la Résolution 5.11. ont-elles été incluses dans les Stratégies nationales pour la biodiversité et les Plans d'action de votre pays, ainsi que dans la législation s'y rapportant ?

Vingt-deux Parties (42 % des RP ; 29 % des CP) ont communiqué que les mesures contenues dans la Résolution 5.11, en rapport avec l'énergie renouvelable et les oiseaux d'eau migrateurs, avaient été incorporées aux SPANB et à la législation applicable de leurs pays (Figure 4.28 ; Tableau 25, en Annexe).

Vingt-deux autres Parties (42 % des RP ; 29 % des CP) avaient reconnu ne pas avoir incorporé les mesures pertinentes contenues dans la Résolution 5.11 à leurs SPANB ou leurs législations (Tableau 25, en Annexe). Chez cinq de ces Parties (23 % de celles ayant répondu "Non"), d'autres mesures politiques ou législatives nationales étaient à l'œuvre, tandis que chez quatre autres (18 % de celles ayant répondu "Non") l'incorporation de ces mesures à la politique nationale était actuellement en cours. Deux Parties (Albanie et Libye) déclaraient qu'aucune mesure n'était à l'œuvre, et Djibouti soulignait ne pas disposer de fonds pour la mise en œuvre de telles mesures. Les Pays-Bas commentaient que la Résolution 5.11 ne leur était pas applicable compte tenu de l'impact limité des lignes électriques vis-à-vis des oiseaux migrateurs, et l'Afrique du Sud avait également communiqué que ces mesures ne lui étaient pas applicables. Le Niger disait ne pas disposer d'information, tandis que les sept Parties restantes (32 % de celles ayant répondu "Non") ne fournissaient pas de justification. Neuf Parties (17 % des RP ; 12 % des CP) n'ont pas répondu à cette question.

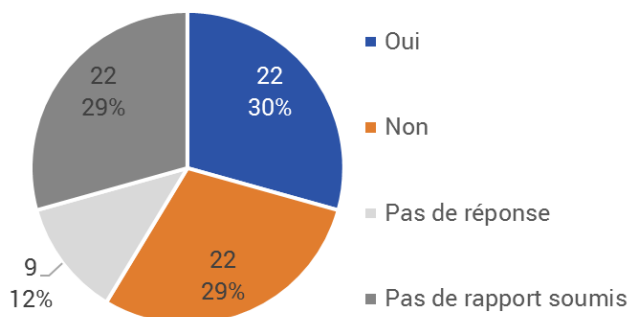


Figure 4.28. Réponses des Parties sur les mesures mises en place pour inclure la Résolution 5.11 dans leur Stratégie et Plan d'Action National pour la Biodiversité et la législation pertinente.

Q46. Des prises accidentelles d'oiseaux d'eau dans les équipements de pêche ont-elles lieu dans votre pays ? (Résolution 3.8)

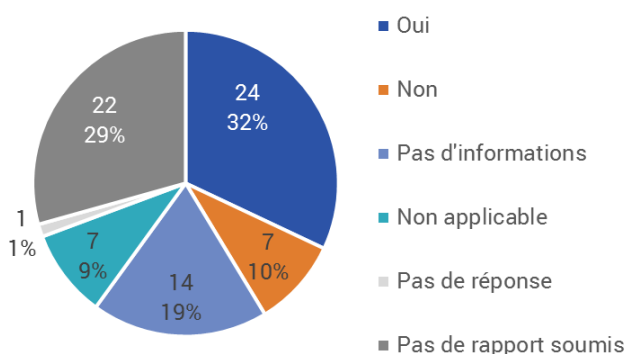


Figure 4.29. Réponses des Parties sur les prises accidentelles d'oiseaux d'eau dans les équipements de pêche.

Vingt-quatre Parties (45 % des RP, 32 % des CP) ont communiqué que la prise accidentelle d'oiseaux marins par des équipements de pêche avait lieu dans leurs pays (Figure 4.29, Tableau 26, en Annexe). Bien que d'après des rapports anecdotiques la prise accidentelle soit supposée avoir lieu dans leurs pays, sept Parties (Croatie, Chypre, Égypte, Italie, Liban, Suède, Suisse) faisaient remarquer un manque général de données quantitatives ou l'absence d'évaluation officielle permettant d'estimer l'étendue de l'impact. Bien que fondé sur un suivi et des recherches limités, la Suède disait avoir des indices signalant que l'impact négatif de la pêche sur les populations d'oiseaux dans ce pays était minime. La France rapportait l'existence de cas de prise accidentelle d'oiseaux marins dans les océans et les mers baignant la France (notamment des hameçons sur palangres rencontrés dans le contenu stomacal d'oiseaux

l'existence de cas de prise accidentelle d'oiseaux marins dans les océans et les mers baignant la France (notamment des hameçons sur palangres rencontrés dans le contenu stomacal d'oiseaux

échoués), mais que ces connaissances étaient moins développées que l'information substantielle connue concernant la prise accidentelle d'oiseaux marins par les pêcheries françaises dans l'Océan austral (voir Q47). Quatre Parties (Allemagne, Estonie, Pays-Bas, et Afrique du Sud) reconnaissaient que les filets maillants et les palangres étaient des équipements de pêche dangereux pour les oiseaux d'eau. Le Mali faisait remarquer que de nombreux pêcheurs étaient devenus chasseurs d'oiseaux (spécifiquement de canards et d'oiseaux de rivage) suite au déclin des prises de pêche tout au long du Niger et dans le delta intérieur de ce fleuve. Quatre Parties avaient communiqué que le gouvernement et les parties prenantes faisaient des efforts permanents pour améliorer la notification des prises accidentelles (Croatie), financer un projet sur les prises accidentelles des pêcheries commerciales (Danemark), et appliquer des mesures d'atténuation (Pays-Bas et Espagne).

Sept Parties (13 % des RP, 10 % des CP) ont communiqué l'absence de prise accidentelle d'oiseaux marins par les équipements de pêche dans leurs pays (Figure 4.29, Tableau 26, en Annexe). Parmi ces sept Parties, l'Eswatini, le Kenya et la Slovénie reconnaissaient l'absence de notification des prises accidentelles d'oiseaux d'eau, et Djibouti admettait qu'il y avait un peu de prise accidentelle. La Géorgie communiquait l'existence de très rares prises accidentelles de mouettes. Le Soudan faisait remarquer que le manque de coopération entre le département en charge de la Pêche et celui de la Vie sauvage devrait être résolu après avoir préparé une nouvelle politique sur la vie sauvage. Le Portugal n'avait pas fourni plus de détails en ce qui concerne la notification d'absence de prise accidentelle dans ce pays. Parmi les quatorze Parties ayant répondu "Pas d'information" (Figure 4.29, Tableau 26, en Annexe), six pays avaient fourni plus de détails concernant la façon dont ils envisageaient de pallier au déficit d'information¹² :

- L'Albanie prévoyait de distribuer des questionnaires afin de collecter cette information ;
- La Bulgarie communiquait que le problème devrait être envisagé sous forme d'amendements à sa loi sur la pêche et l'aquaculture de 2001 (SG N° 41, amendée) ;
- L'Éthiopie comblerait ces lacunes informationnelles à travers un système de base de données établi dans les Zones importantes pour la conservation des oiseaux et les aires protégées ;
- L'Ouganda prévoyait de lancer une collaboration avec le département des pêches avant 2017 ;
- La Belgique communiquait que la Commission européenne avait développé un plan d'action pour la réduction des prises accidentelles d'oiseaux marins par les équipements de pêche ; et
- Chypre signalait qu'un nouveau projet financé par MAVA démarrait en 2018 : "Compréhension de la prise accidentelle multi-taxons d'espèces vulnérables, et essais de mesures d'atténuation"

Les explications fournies par les pays ayant répondu "Non applicable" étaient que la prise accidentelle durant la pêche était limitée ou inexistante (République Tchèque, Israël, Slovaquie, Syrie), et que les activités de pêche étaient peu nombreuses, voire absentes, dans le pays (Hongrie, Luxembourg, Slovaquie). L'ARY Macédoine n'a pas fourni plus de détails.

Q47. Votre pays a-t-il pris des dispositions afin d'adopter/appliquer des mesures pour réduire les prises accidentelles d'oiseaux marins et de lutter contre la pêche illégale, non déclarée et non réglementée (INN) dans la zone de l'Accord ? (Résolution 3.8).

Vingt-et-une Parties (40 % des RP, 28 % des CP) ont communiqué avoir pris des dispositions pour l'application de mesures visant à réduire la prise accidentelle d'oiseaux marins et à lutter contre les pratiques de pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN) dans la zone de l'Accord (Figure 4.30, Tableau 26, en Annexe). Plusieurs États-membres de l'UE (Belgique, France, Allemagne, Slovénie, Espagne), ainsi que l'Ukraine, mentionnaient la législation et les Programmes européens, tels que le règlement CE 1005/2008, visant à prévenir, à décourager et à éradiquer la pêche INN ; la

¹² Le Ghana avait fourni des informations antérieures à l'actuelle période triennale de rapports

Coopération internationale ; la Directive “Oiseaux” 2009/147/CE ; et le Plan d’action de l’UE pour la réduction de la prise accidentelle d’oiseaux marins par les équipements de pêche. Pour la Finlande, HELCOM (la Commission de protection de l’environnement de la mer Baltique - Commission d’Helsinki) était l’instrument leur permettant de résoudre ces problèmes. Sept Parties (Algérie, Burundi, Côte d’Ivoire, Liban, Pays-Bas, Roumanie et Afrique du Sud) citaient une législation nationale tenant compte de la pêche INN et/ou de la prise accidentelle d’oiseaux marins. Plusieurs Parties ont fourni des détails sur des actions spécifiques visant à traiter ces questions, dont des interdictions saisonnières de pêche et des restrictions concernant certains équipements de pêche (Estonie, Lettonie), des patrouilles de surveillance des pêches et un suivi électronique des navires (Royaume-Uni), le développement de nouvelles techniques visant à réduire les prises accidentelles (Norvège), et la sensibilisation (Guinée Bissau, Sénégal). La France faisait remarquer des progrès significatifs en termes de réduction de prises accidentelles d’oiseaux marins par les pêcheries françaises dans l’Océan austral en modifiant les pratiques de pêche.

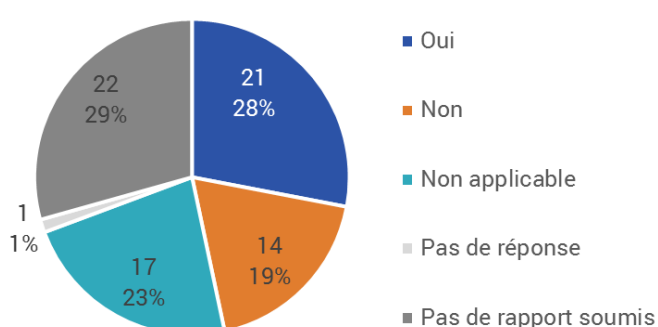


Figure 4.30. Réponses des Parties sur les dispositions adoptées afin d’adopter/appliquer des mesures pour réduire les prises accidentelles d’oiseaux marins et de lutter contre la pêche illégale, non déclarée et non réglementée (INN) dans la zone de l’Accord.

Quatorze Parties (26 % des RP, 19 % des CP) reconnaissaient n’avoir pas progressé dans l’adoption ou l’application de mesures visant à réduire la prise accidentelle d’oiseaux marins et à lutter contre la pêche INN dans la zone de l’Accord (Figure 4.30, Tableau 26, en Annexe). L’explication la plus fréquente fournie par les Parties était le manque d’information, et notamment de données quantitatives sur les prises accidentelles dans leurs pays (Tableau 4.6). Dix-sept Parties (32 % des RP, 23 % des CP) avaient répondu que la Q47 était “Non applicable” à leurs pays (Figure 4.30, Tableau 26, en Annexe). La raison la plus fréquemment mentionnée était que nombre de ces pays étaient enclavés (Tableau 4.7). Bien qu’ayant répondu “Non” à la Q47,

Djibouti avait déclaré, dans la section “Plus de détails”, avoir adopté des mesures et les appliquer (mais sans fournir d’éclaircissements supplémentaires).

Tableau 4.6. Les raisons fournies par les Parties concernant leur absence de progrès dans l’application de mesures visant à réduire la prise accidentelle d’oiseaux marins et à lutter contre la pêche INN ont été regroupées dans sept catégories.

Raison fournie	Partie	% des RP (n = 13)
Données quantitatives sur les prises accidentelles non disponibles	Italie, Kenya, Maroc	23 %
Manque de capacités financières ou humaines	Albanie, Égypte	15 %
Absence de coordination/discussion entre organismes gouvernementaux de ressort	Bulgarie, Soudan	15 %
Pas de cas de prise accidentelle	Éthiopie	8 %
Pas d’oiseaux marins dans le pays (pays enclavé)	Ouganda	8 %
Faible intérêt des pêcheurs pour la mise en œuvre de mesures d’atténuation de la prise accidentelle	Suède	8 %
Aucune raison fournie	Ghana, Maurice, Tunisie	23 %

Tableau 4.7. Les raisons fournies par les Parties concernant les motifs pour lesquels les mesures visant à réduire la prise accidentelle d'oiseaux marins et lutter contre la pêche INN n'étaient pas applicable dans leur pays ont été regroupées dans cinq catégories.

Raison fournie	Partie	% des RP (n = 17)
Pas d'oiseaux marins dans le pays (pays enclavé)	Eswatini, Hongrie, Luxembourg, Mali, Niger, République Tchèque, Slovaquie	41 %
Pas de cas connu de prise accidentelle d'oiseaux d'eau	Libye, Syrie	12 %
Insuffisance de données pour étayer une nécessité d'adopter ces mesures	Croatie	6 %
Réglementations actuelles sur les pratiques de pêche portant sur les équipements, et non sur la prise accidentelle d'oiseaux d'eau	Danemark	6 %
Aucune raison fournie	ARY Macédoine, Chypre, Géorgie, Israël, Moldavie, Suisse	35 %

Q48.1. Les autorités gouvernementales concernées ont-elles élaboré et mis en application des réglementations sur le commerce et l'utilisation de produits agrochimiques connus pour avoir un effet nocif direct ou indirect sur les oiseaux d'eau ?

Ceci et les trois questions suivantes (48.1-48.4 incluses) s'adressent uniquement aux pays africains, parmi lesquels il y a 35 CP, desquelles 21 Parties (44 % des 35 CP) ont présenté leur rapport.

Treize Parties (62 % des RP africaines ; 37 % des 35 CP africaines) avaient communiqué que des autorités gouvernementales pertinentes avaient développé des réglementations sur le commerce et l'application de produits agrochimiques connus pour avoir des effets adverses, directs ou indirects, sur les oiseaux d'eau, et dix Parties (48 % des RP africaines ; 29 % des 35 CP africaines) avaient confirmé que des réglementations étaient en cours de mise en œuvre (Figure 4.31 ; Tableau 27, en Annexe). Les dix Parties ayant confirmé mettre en œuvre des réglementations avaient fourni des détails concernant la législation nationale ou internationale pertinente, ou des actions spécifiques à l'œuvre. Parmi les trois Parties (14 % des RP africaines ; 9 % des 35 CP africaines) ayant répondu que des réglementations avaient été développées, mais pas encore été mises en œuvre, la Guinée Bissau mentionnait un manque de moyens financiers pour appliquer ces réglementations, tandis que Djibouti et l'Égypte se limitaient à déclarer que les réglementations n'avaient pas encore été réellement mises en œuvre.

Sur les cinq Parties (24 % des RP africaines ; 14 % des 35 CP africaines) ayant répondu "non", deux (Libye et Niger) déclaraient ne pas disposer d'information, et les trois autres (Bénin, Ghana et Maurice) ne fournissaient pas de justification. Trois Parties (Côte d'Ivoire, Sénégal et Soudan) n'avaient pas répondu à cette question.

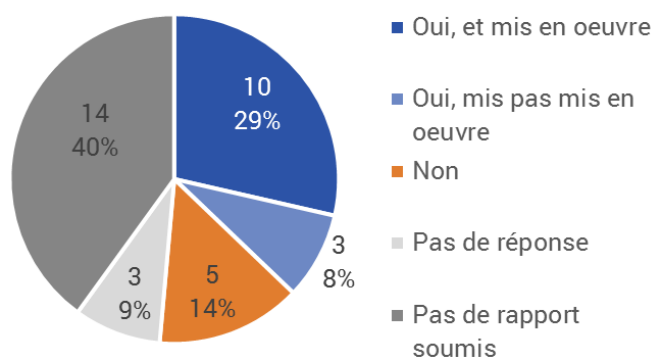


Figure 4.31. Réponses des Parties africaines sur le développement et la mise en œuvre de réglementations sur le commerce et l'application de composés agrochimiques connus pour avoir un effet négatif direct ou indirect sur les oiseaux d'eau. (n=35)

Q48.2. L'utilisation de ce type de produits agrochimiques à proximité de sites nationalement ou internationalement importants pour les oiseaux d'eau migrateurs est-elle réglementée, en particulier dans les zones humides, en tenant compte également des ruissellements provenant de l'agriculture qui affectent les écosystèmes aquatiques ?

Douze Parties (57 % des RP africaines ; 34 % des 35 CP africaines) ont communiqué que les ruissellements de l'agriculture étaient pris en compte dans le cadre des réglementations sur l'utilisation de produits agrochimiques au voisinage de sites importants pour les oiseaux d'eau migrateurs (Figure 4.32 ; Tableau 27, en Annexe). Sur ces douze Parties ayant répondu "Oui", huit fournissaient un résumé de la législation ou des actions à l'œuvre dans leurs pays. Neuf de ces douze Parties avaient aussi coché la case "Oui, et en cours d'application" à la Q48.1 (confirmant par-là l'existence et l'application de réglementations sur les produits agrochimiques) ; toutefois, l'Égypte, la Guinée Bissau et le Soudan avaient répondu "Oui" à cette question, mais "Non" à la Q48.1, ce qui indique que des réglementations pertinentes pourraient être à l'œuvre. L'Ouganda déclarait que des réglementations étaient appliquées dans tout le pays, et l'Égypte que la réglementation en matière de produits agrochimiques n'était appliquée que mollement. La Tunisie n'a pas fourni plus de détails.

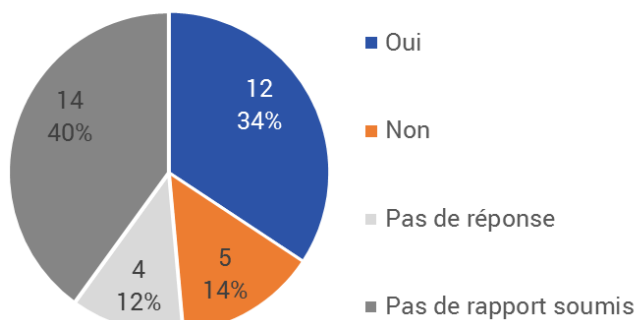


Figure 4.32. Réponses des Parties africaines sur l'utilisation de produits agrochimiques, réglementée dans le voisinage des sites d'importance nationale et internationale pour les oiseaux migrateurs, en particulier dans les zones humides, prend également en compte les fuites de l'agriculture affectant les écosystèmes aquatiques. (n=35)

Sur les cinq Parties (24 % des RP africaines ; 14 % des 35 CP africaines) ayant répondu "Non", le Maroc a communiqué que bien que les produits agrochimiques ne soient pas réglementés, des cas d'impacts environnementaux négatifs faisaient l'objet d'enquêtes, et des actions étaient prises pour en atténuer les effets. Le Niger déclarait ne pas disposer d'informations lui permettant de répondre à cette question, et Djibouti, le Ghana et la Libye n'ont pas fourni de justification. Quatre Parties n'ont pas répondu à cette question.

Q48.3. Des dispositions ont-elles été prises pour contrôler ou réduire l'utilisation de produits avicides dans les zones fréquentées par des populations figurant au Tableau 1 de l'Accord ?

Onze Parties (52 % des RP africaines ; 31 % des 35 CP africaines) ont communiqué que des mesures étaient prises pour contrôler ou réduire l'utilisation d'avicides dans les zones fréquentées par des populations figurant au Tableau 1 de l'Accord (Figure 4.33 ; Tableau 27, en Annexe). Parmi celles-ci, sept fournissaient des informations concernant les mesures de contrôle et de réduction de l'utilisation d'avicides ; l'Algérie, le Burundi, Djibouti et le Mali décrivaient la législation spécifique en vigueur dans ces pays.

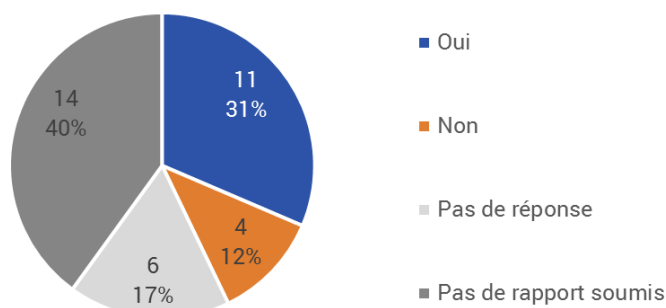


Figure 4.33. Réponses des Parties africaines sur les mesures prises pour contrôler / réduire l'utilisation d'avicides dans les zones fréquentées par les populations figurant au tableau 1 de l'Accord. (n=35)

Sur les quatre Parties (19 % des RP africaines ; 12 % des 35 CP africaines) ayant répondu “non”, l’Éthiopie déclarait qu’aucun cas ne s’était produit, l’Afrique du Sud qu’un groupe de travail national “Empoisonnement” était en cours de création, tandis que le Niger affirmait ne pas avoir d’informations à fournir, et le Ghana n’ont pas fourni de justification. Six Parties (Bénin, Côte d’Ivoire, Kenya, Libye, Maurice et Sénégal) n’ont pas répondu à cette question.

Q48.4. Des activités d’éducation et de formation ont-elles été mises en œuvre pour les groupes cibles concernés sur l’utilisation correcte des produits agrochimiques susceptibles d’avoir des effets néfastes sur les oiseaux d’eau ?

Dix Parties (48 % des RP africaines ; 29 % des 35 CP africaines) ont communiqué que des programmes d’éducation et de formation à l’intention des groupes-cibles pertinents avaient été mis en œuvre concernant l’utilisation adéquate de produits agrochimiques susceptibles de nuire aux oiseaux d’eau (Figure 4.34 ; Tableau 27, en Annexe). Parmi ces Parties, huit ont communiqué que des activités ou des formations spécifiques étaient réalisées, le Kenya signalait la nécessité de davantage de formation et d’information sur les produits agrochimiques, et la Tunisie n’avait pas fourni plus de détails.

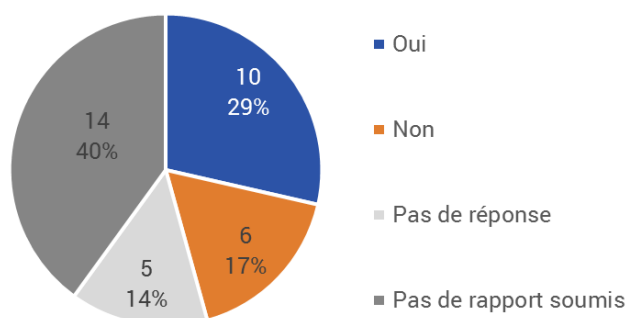


Figure 4.34. Réponses des Parties africaines sur la mise en place d’activités d’éducation et de formation pour les groupes cibles sur le bon usage des produits agrochimiques qui peuvent avoir des effets néfastes possibles sur les oiseaux d’eau. (n=35)

Sur les six Parties ayant répondu “non” (29 % des RP africaines ; 17 % des 35 CP africaines), trois (Algérie, Maroc et Soudan) affirmaient avoir entamé des activités d’éducation et de formation concernant les produits agrochimiques dans leurs pays. Djibouti et l’Égypte signalaient que des contraintes financières avaient entravé la mise en œuvre de ces activités, et le Niger n’a pas fourni de plus ample information.

Cinq Parties (Côte d’Ivoire, Ghana, Libye, Maurice et Sénégal) n’ont pas fourni de justification.

V. Recherche et surveillance

En ce qui concerne la recherche et la surveillance, il était posé aux Parties à l'AEWA huit questions visant à évaluer les progrès réalisés par les programmes de recherche et de surveillance sur les oiseaux d'eau. Trois questions visaient à évaluer les progrès réalisés vis-à-vis du Plan stratégique de l'AEWA, avec une indication qu'un progrès positif avait été réalisé vis-à-vis d'une des cibles stratégiques. Il restait encore beaucoup à faire pour établir des programmes de surveillance totale des espèces de l'AEWA chez toutes les Parties contractantes, aussi celles-ci sont-elles enjointes à répertorier leurs projets de recherche et de conservation.

Q49. Votre pays a-t-il des programmes de surveillance des oiseaux d'eau pour les espèces couvertes par l'AEWA ? (Plan stratégique 2009-2017, Objectif 3, Cible 3.2)

Quarante-quatre Parties (83 % des RP, 59 % des CP) ont confirmé que des programmes de surveillance des oiseaux d'eau pour les espèces de l'AEWA étaient à l'œuvre dans leurs pays (Figure 5.1, Tableau 28, en Annexe). Sept Parties seulement – l'Algérie, la Belgique, Chypre, la Roumanie, le Sénégal, la Suisse et les Pays-Bas (13 % des RP, 9 % des CP) – ont confirmé une pleine couverture pendant les trois périodes (périodes de reproduction, de passage/migration, et de non-reproduction/hivernage), tandis que trente-quatre Parties (64 % des RP, 45 % des CP) communiquaient une couverture totale ou partielle au cours d'au moins l'une des trois périodes. Les trois Parties restantes, le Portugal, le Soudan et l'Ouganda, ne fournissaient pas d'autre réponse. Lors du précédent Rapport national AEWA sur 2012-2014, cinq Parties seulement avaient confirmé avoir à l'œuvre dans leurs pays une pleine couverture au cours des trois périodes pour les espèces de l'AEWA. Autrement dit, l'indicateur (c.à.d. que la moitié des CP ont mis en œuvre des systèmes de suivi tout au long de l'année, le cas échéant) de la Cible 3.2 n'ayant pas été atteint, il reste encore beaucoup à faire pour atteindre cette cible, et il faut mettre l'accent sur les programmes de surveillance sur les trois périodes.

Cible 3.2 du Plan stratégique : Les capacités des systèmes nationaux de surveillance pour évaluer l'état de conservation des oiseaux d'eau sont mises en place, entretenues et développées plus avant.

Indicateur : La moitié des Parties contractantes dispose de systèmes de surveillance tout au long de l'année (suivant la nécessité).

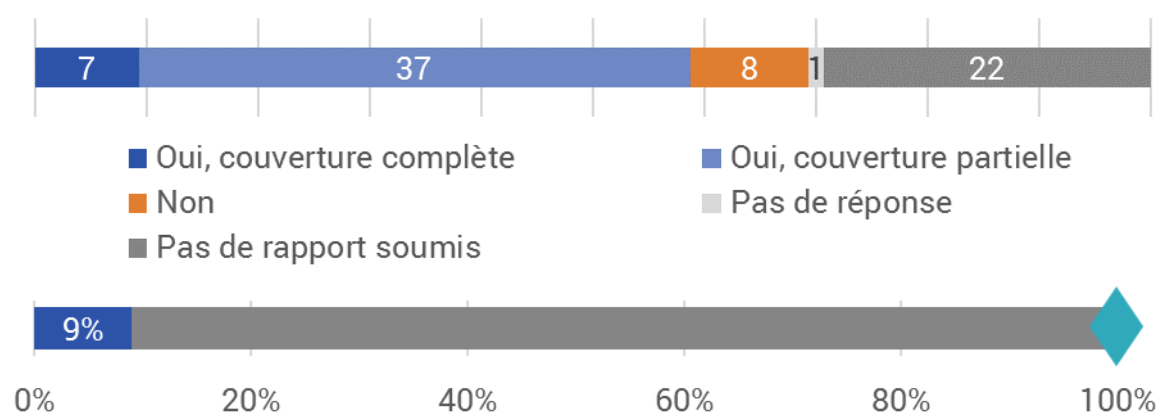


Figure 5.1 a) Réponses des Parties sur la mise en place d'un programme de surveillance des oiseaux d'eau pour les espèces de l'AEWA et b) pourcentage des CP qui ont des systèmes de surveillance en place (mesure du progrès vers la Cible 3.2 du Plan stratégique ; l'indicateur est représenté par un losange).

La période pour laquelle les programmes de surveillance affichaient la plus forte couverture était celle de non-reproduction/hivernage, dix-neuf Parties (25 % des CP) ayant signalé une pleine couverture, et vingt autres (27 % des CP) ayant communiqué une couverture partielle pendant cette période (Figure 5.2). La période de reproduction affichait le plus faible nombre de Parties ayant déclaré une pleine couverture (dix Parties : 13 % des CP), mais une proportion assez large signalait néanmoins une couverture partielle à l'œuvre pendant cette période (vingt-sept Parties : 36 % des CP). Sur les douze Parties (23 % des RP, 16 % des CP) ayant déclaré l'absence de programmes de surveillance pendant au moins l'une des périodes spécifiques annuelles, toutes sauf l'Albanie avaient communiqué qu'aucun programme de surveillance n'était à l'œuvre pendant la période de reproduction.

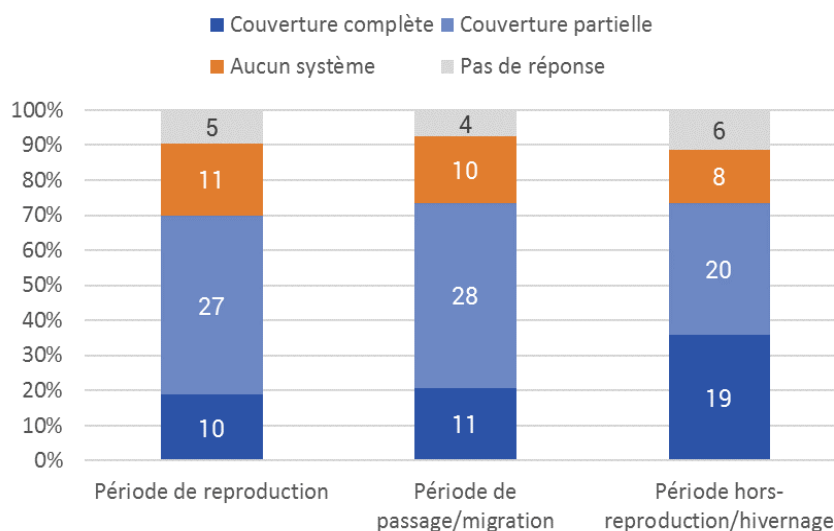


Figure 5.2 Proportion de Parties avec des systèmes de surveillance couvrant chaque période. ('Pas de système' comprend les Parties ne déclarant pas de systèmes en place du tout, combinés avec les Parties n'ayant pas de couverture pendant certaines périodes).

Huit Parties - Bénin, Burundi, Djibouti, Eswatini,

ARY Macédoine, Géorgie, Ghana et Liban - avaient répondu qu'il n'y avait aucun programme de surveillance des oiseaux d'eau en vigueur pendant aucune période. Parmi les principaux problèmes signalés par ces Parties concernant les raisons de l'absence de programmes de surveillance figuraient un manque de financement, des programmes de surveillance encore en cours de développement, ainsi que des programmes de surveillance à l'œuvre mais ne ciblant pas spécifiquement les oiseaux. Par ailleurs, le Mali n'a fourni aucune information sur ses programmes de surveillance, et le Portugal avait déclaré que des programmes de surveillance étaient à l'œuvre, mais sans fournir plus de détails.

Q50. Votre pays a-t-il aidé techniquement ou financièrement d'autres Parties ou d'autres États de l'aire de répartition à concevoir des programmes de surveillance appropriés et à développer leurs capacités afin de recueillir des données fiables sur les populations d'oiseaux d'eau ? (Résolution 5.2)

Onze Parties (21 % des RP, 15 % des CP) affirmaient fournir à d'autres Parties ou États des aires de répartition un soutien technique ou financier pour concevoir des programmes de surveillance appropriés et développer leur capacité à collecter des données fiables sur les populations d'oiseaux d'eau (Figure 5.3, Tableau 29, en Annexe). Les détails concernant les pays ayant déclaré avoir fourni un soutien, et à qui, ainsi que des détails supplémentaires sur le type de soutien, figurent dans le Tableau 5.1. Un pays, la Libye, disait envisager un soutien pour une autre Partie, en faisant remarquer que plusieurs années auparavant, des pays d'Afrique du Nord avaient prévu d'aider l'Égypte pour le suivi hivernal des oiseaux d'eau, compte tenu de l'envergure de la tâche. Chez les trente-six Parties ayant déclaré ne pas fournir de soutien à d'autres Parties ou États des aires de répartition, l'explication

la plus fréquemment fournie était le manque de capacités humaines, techniques et/ou financières (58 % des RP, n = 36 ; Tableau 5.2). Bien que n'ayant pas fourni de soutien dans ce contexte, la Belgique et le Danemark indiquaient qu'à l'heure actuelle ils contribuaient financièrement à d'autres initiatives pertinentes telles que, respectivement, la Plate-forme européenne de gestion des oies (EGPM), et vis-à-vis du Groenland (un pays non-Partie à l'AEWA). Par ailleurs, la Suède n'avait pas fourni de soutien, mais déclarait que l'information et les meilleures pratiques étaient diffusée à travers différents projets de suivi. Deux pays, la Slovaquie et la République Tchèque, n'avaient pas fourni de soutien non plus, mais faisaient remarquer qu'une coopération avait lieu avec des pays limitrophes à travers des ONG et des institutions de conservation de la Nature. Par ailleurs, le Soudan et le Niger communiquaient que, faute de financement, ils n'étaient pas en mesure de réaliser leurs propres contrôles annuels des oiseaux d'eau, et encore moins d'apporter un soutien à d'autres Parties.

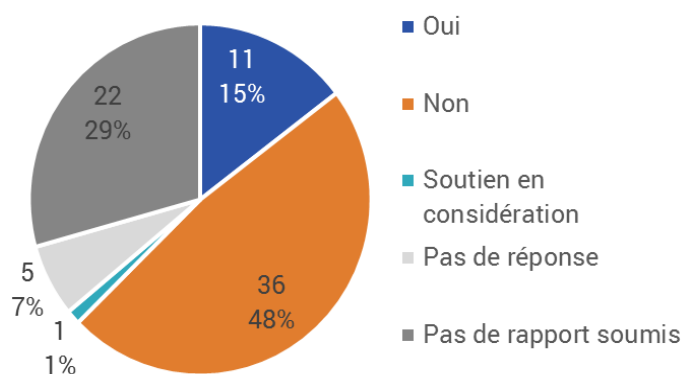


Figure 5.3. Réponses des Parties quant à savoir si leur gouvernement fournit un soutien technique ou financier pour les autres Parties ou États de l'aire dans la conception de programmes de surveillance appropriés ou dans le développement de leur capacité à recueillir des données fiables sur les populations d'oiseaux d'eau.

Tableau 5.1. Détails concernant les Parties ayant fourni ou reçu un soutien technique ou financier à la conception de programmes de surveillance et pour développer les capacités de collecte des données sur les populations d'oiseaux d'eau. Certaines Parties avaient fourni des détails supplémentaires quant au type de soutien fourni.

Pays ayant fourni le soutien	Pays/territoires bénéficiaires du soutien	Détails supplémentaires sur le type de soutien
Afrique du Sud	Botswana, Eswatini, Lesotho, Mozambique, Namibie, Zimbabwe	Le projet d'Atlas des oiseaux sud-africains a établi treize Comités d'Atlas régionaux
Albanie	ARY Macédoine, Monténégro, Kosovo	Surveillance conjointe IWC pour les zones humides transfrontières et formations sur le terrain à l'identification et au suivi des oiseaux.
Allemagne	États d'Afrique occidentale (non spécifiés)	Dans le cadre de l'Initiative "Voie de migration de la Mer des Wadden", à la suite de l'Initiative "Des ailes au-dessus des zones humides"
Estonie	Lettonie	Formation aux méthodes de recensement des sauvagines depuis un avion
France	- Afrique du Sud, Angola, Eswatini, Éthiopie, Gambie, Ghana, Kenya, Maurice, Nigeria, Rwanda, Tanzanie, Ouganda, et Zimbabwe - Nigeria, République Centrafricaine, et autres pays du bassin du lac Tchad	- TSU - Initiative africaine de l'atelier sur la gestion des données AEWA - Atelier au titre du projet RESSOURCE pour la coordination d'un programme de recensements internationaux d'oiseaux d'eau (DIOE)
Ghana	États d'Afrique occidentale (non spécifiés)	Suivi annuel des oiseaux d'eau tel que réalisé /soutenu par Wetlands International
Norvège	Danemark, Groenland, Islande, Royaume-Uni, Suède	Collaboration scientifique sur l'échange de données et de techniques
Pays-Bas	- Tous les pays le long du littoral atlantique africain (de la Mauritanie à l'Afrique du Sud)	- Soutien au renforcement des capacités, conseil technique, et financement à travers l'initiative "Voie de migration de la Mer des Wadden"

Pays ayant fourni le soutien	Pays/territoires bénéficiaires du soutien	Détails supplémentaires sur le type de soutien
	<ul style="list-style-type: none"> - Pays d'Europe et d'Afrique occidentale - Pologne 	<ul style="list-style-type: none"> - Programme "Des oiseaux migrateurs pour les gens" : 28 centres d'accueils de zones humides partenaires partageant les meilleures pratiques et développant de nouvelles approches - Accord de jumelage entre <i>Natuurmonumenten</i> et la Société polonaise pour la Côte (<i>Stowarzyszenie na Rzecz Wybrzeża</i>) afin d'échanger expériences et connaissances
Royaume-Uni	Sierra Leone	Wetland Bird Survey (WeBS) apporte un soutien au suivi des oiseaux d'eau
Suisse	Parties contractantes africaines anglophones (non spécifiées)	Soutien à un atelier sur la gestion des données concernant les oiseaux d'eau dans le cadre de l'Initiative africaine de l'AEWA (AI)
Tunisie	<ul style="list-style-type: none"> - Algérie, Égypte, Libye, Maroc - Libye 	<ul style="list-style-type: none"> - Contribution au développement du recensement des oiseaux d'eau de la région d'Afrique du Nord - Développement d'un programme de surveillance des zones humides et des oiseaux d'eau

Tableau 5.2. Les raisons fournies par les Parties concernant les raisons pour lesquelles elles n'avaient pas fourni de soutien technique ou financier à d'autres Parties ou États des aires de répartition ont été regroupées dans cinq catégories.

Raison fournie	Partie	% des RP (n = 36)
Manque de capacités humaines, techniques et/ou financières	Bulgarie, Burundi, Côte d'Ivoire, Croatie, République Tchèque, Égypte, Eswatini, Éthiopie, Hongrie, Italie, Kenya, Lettonie, Mali, Maroc, Niger, Slovaquie, Slovénie, Soudan, Syrie, Ouganda, Ukraine	58 %
Autre soutien fourni	Danemark, Suède	6 %
Priorité accordée à son propre programme de surveillance avant d'en soutenir d'autres	ARY Macédoine	3 %
Aucune occasion de mettre en place un soutien ne s'est présentée	Belgique	3 %
Aucune raison fournie	Algérie, Bénin, Chypre, Djibouti, Finlande, Israël, Liban, Luxembourg, Maurice, Roumanie, Espagne	31 %

Q52. Des programmes de recherche ont-ils été mis en place dans votre pays au cours des 5 dernières années pour prendre en main les priorités de conservation des oiseaux d'eau en accord avec les stratégies et les plans ? (Plan stratégique 2009-2017 de l'AEWA, Objectif 3, Cible 3.3)

Sur les trente-six Parties (68 % des RP, 48 % des CP) ayant répondu à cette question, cinq ont répondu "Non", la Syrie n'a pas fourni de réponse, et les trente Parties restantes affirmaient qu'au cours des cinq dernières années, leurs pays avaient établi, conformément aux Stratégies et aux Plans de l'AEWA, des programmes de recherche pour prendre en main les priorités en matière de conservation des oiseaux d'eau (Figure 5.4 ; Tableau 30 de l'Annexe), mais cinq n'avaient pas fourni de plus ample information. Lors du précédent Rapport national AEWA (2012-2014), vingt-cinq Parties avaient communiqué que leurs pays avaient établi des programmes de recherche sur la protection des oiseaux d'eau au cours des cinq années précédentes. Ceci indique que compte tenu du nombre de

Parties et de programmes de recherche déclarés, la Cible 3.3 (c.à.d., création de dix nouveaux programmes de recherche liés à l'AEWA) a été dépassée et que des progrès continus sont réalisés.

Cible 3.3 du Plan stratégique : Les agences publiques nationales responsables, les institutions universitaires ainsi que d'autres instituts actifs dans la recherche sur les espèces sauvages sont encouragés à mettre en place des programmes de recherche destinés à soutenir la mise en œuvre des priorités de conservation des oiseaux d'eau.

Indicateur : Dix nouveaux programmes de recherche relatifs à l'AEWA

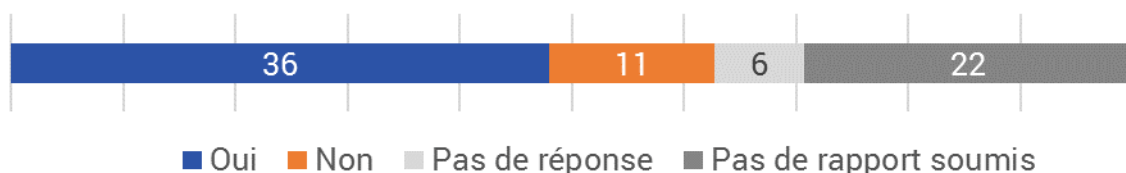


Figure 5.4. Nombre de Parties sur les programmes de recherche mis en place au sein de leur pays au cours des 5 dernières années.

Sur les onze Parties ayant communiqué qu'aucun programme de recherche n'avait été établi, trois (ARY Macédoine, Lettonie et Soudan) signalait que la raison était un manque de financement, et la Slovénie déclarait qu'aucun chercheur n'avait présenté de demande de financement. La Belgique signalait que d'autres programmes de recherche pouvant être bénéfiques aux oiseaux d'eau étaient à l'œuvre, et le Burundi communiquait que seuls des programmes de recherche concernant les mammifères étaient à l'œuvre. Djibouti déclarait ne pas disposer d'information, et quatre autres Parties n'avaient pas fourni de plus ample information (Tableau 30, en Annexe).

Q53. Liste (ou liens vers listes) des recherches effectuées sur les oiseaux d'eau et leur conservation, ou résultats publiés au cours de ces trois dernières années (Plan stratégique, Objectif 3, Cible 3.5)

Quarante-et-une Parties (77 % des RP, 55 % des CP) ont fourni une liste des recherches et publications concernant les oiseaux d'eau et leur conservation menées ou publiées au cours de la dernière période triennale (Tableau 30, en Annexe). Ceci démontre que l'indicateur pour la Cible 3.5 (c.à.d., que chaque CP fournisse une liste en ligne triennale des recherches sur les oiseaux d'eau et leur conservation) n'a pas été atteint. Lors du précédent Rapport national AEWA (2012-2014), trente-sept Parties avaient fourni une liste des recherches et publications concernant les oiseaux d'eau et leur conservation, et des progrès sont donc constatés vis-à-vis de l'atteinte de cette cible. Le Tableau 5.3 fournit des exemples de projets à grande échelle lancés pendant la dernière période triennale. De nombreuses Parties avaient aussi fourni des listes considérables de références pertinentes publiées pendant la dernière période triennale dans leurs Rapports nationaux. Treize Parties (25 % des RP, 17 % des CP) n'avaient pas fourni de plus ample information.

Table 5.3. Exemples de projets de recherche en relation avec les oiseaux d'eau et leur conservation débutés au cours de la dernière période triennale, tels que communiqués par les Parties.

Partie	Recherche	Échéancier
Afrique du Sud	PAIPE pour <i>Sarothrura ayresi</i> (Râle à miroir), espèce inscrite à l'Annexe II de la CMS et sur les listes de l'AEWA	2016-2017 Publié en 2017
Égypte	Projet RESSOURCE visant à conduire un recensement exhaustif à grande échelle des oiseaux d'eau dans la plupart des zones humides égyptiennes	À partir de 2017

Partie	Recherche	Échéancier
Espagne	Plan de restauration et de conservation pour les oiseaux des zones humides	2015-2019
Suède	Programme national de surveillance des oiseaux d'eau financé et lancé par l'Agence suédoise pour la protection de l'environnement (SEPA), coordonné par l'université de Lund, et réalisé par les conseils administratifs des comtés et les sociétés ornithologiques	À partir de 2015

Q54. Votre gouvernement a-t-il fourni des fonds et/ou un support logistique pour le Recensement international des oiseaux d'eau, au niveau international ou national ? (Plan stratégique, Objectif 3, Cible 3.1)

Trente-sept Parties (70 % des RP, 49 % des CP) ont confirmé avoir fourni un soutien financier et/ou logistique au Recensement international des oiseaux d'eau (IWC) à l'échelle nationale ou internationale (Figure 5.5). Ces trente-sept Parties avaient toutes fourni leur soutien à l'IWC à l'échelle nationale, mais quinze seulement (41 %) en avait fourni au niveau international (Figure 5.6, Tableau 31, en Annexe). Le manque de ressources financières était la principale raison mentionnée par les Parties n'ayant pas fourni de soutien à l'international (douze Parties sur vingt : 60 %). L'Eswatini déclarait qu'aucune demande internationale d'études n'avait été déposée. Les sept Parties restantes n'avaient pas fourni plus de détails.

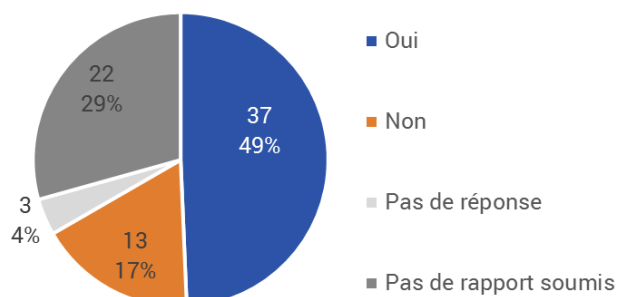


Figure 5.5. Réponses des Parties à la question de savoir si leur gouvernement avait fourni des fonds et/ou un support logistique au cours des trois dernières années pour le Recensement international des oiseaux d'eau au niveau international ou national.

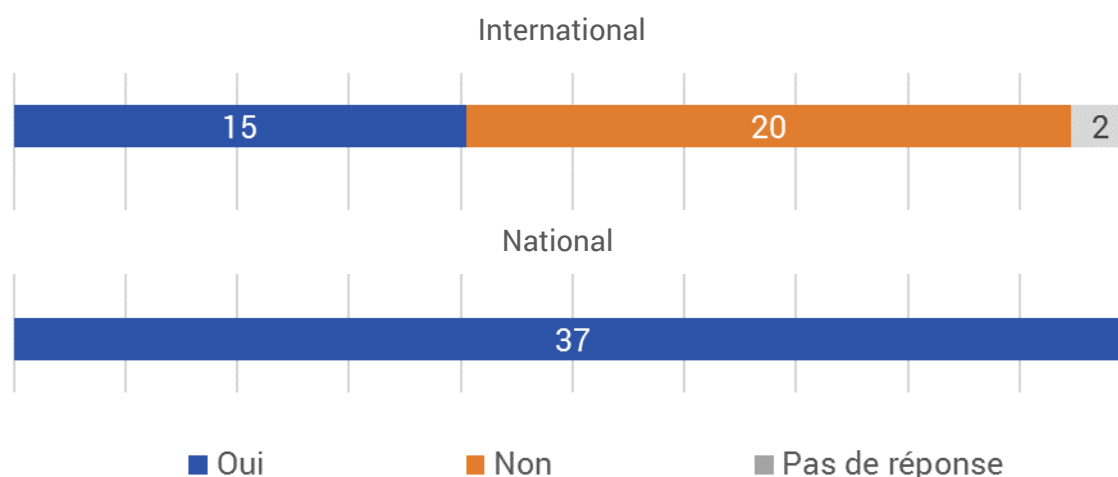


Figure 5.6. Nombre de Parties ayant fourni un soutien au Recensement international des oiseaux d'eau (n = 37) à l'échelle internationale et nationale.

Treize Parties avaient communiqué ne pas avoir fourni de soutien financier ni logistique à l'IWC (Figure 5.5). Le manque de financement et de ressources était la raison la plus fréquemment fournie (dix Parties sur treize : 77 %). Le Mali déclarait apporter un soutien technique et une capacité logistique pour les recensements nationaux, sous forme de fourniture de véhicules pour les recensements ; toutefois, au cours de la dernière période triennale, cette tâche avait été ajournée pour des raisons de sécurité dans le pays. L'Égypte avait déclaré allouer un soutien au recensement annuel, et la Géorgie n'avait pas fourni d'information.

Q55. Votre gouvernement a-t-il alloué un financement au Fonds de partenariat pour la surveillance continue des oiseaux d'eau d'Afrique-Eurasie (Résolution 6.3) ?

Un pays, la Suisse, avait communiqué avoir baillé des fonds au [Fonds du Partenariat de surveillance des oiseaux d'eau d'Afrique-Eurasie](#) (ci-après : Fonds AEWMP) au cours de la dernière période triennale (2 % des RP, 1 % des CP ; Figure 5.7). La Suisse faisait remarquer que son soutien au Fonds AEWMP avait été effectué à travers ses contributions à Wetlands International. Sur les trente-sept Parties (70 % des RP, 49 % des CP) n'ayant pas baillé de fonds au cours de la dernière période triennale, vingt-quatre avaient fourni plus de détails (Tableau 5.4). La raison la plus fréquemment fournie pour n'avoir pas baillé de fonds était le manque de ressources (54 % des RP, n = 37).

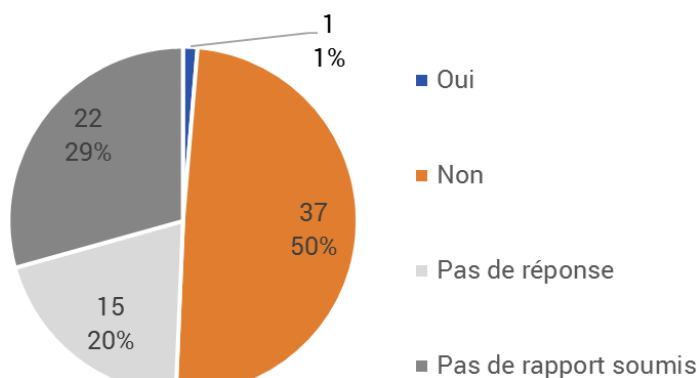


Figure 5.7. Réponses des Parties concernant le baillage de fonds au Fonds du Partenariat de surveillance des oiseaux d'eau d'Afrique-Eurasie au cours de la dernière période triennale.

Tableau 5.1. Les détails supplémentaires fournis par les Parties concernant les raisons pour lesquelles elles n'avaient pas baillé de fonds au Fonds AEWMP ont été regroupés dans cinq catégories.

Raison fournie	Partie	% des RP (n = 37)
Manque de ressources	Afrique du Sud, ARY Macédoine, Burundi, Croatie, Danemark, Djibouti, Eswatini, Estonie, Éthiopie, France, Hongrie, Italie, Kenya, Lettonie, Liban, Maroc, Niger, Slovaquie, Slovénie, Ukraine	54 %
Manque de possibilités	Libye	3 %
Soutiens AEWA à travers une contribution volontaire annuelle (laquelle peut être allouée au Fonds AEWMP)	Allemagne	3 %
Contribution à un autre programme de surveillance (et en place pour le suivi des oiseaux d'eau)	Pays-Bas	3 %
Aucune raison fournie	Algérie, Belgique, Côte d'Ivoire, Chypre, Égypte, Finlande, Ghana, Israël, Luxembourg, Norvège, Roumanie, Royaume-Uni, Suède, Syrie	38 %

Q56. Les effets des plombs de pêche sur les oiseaux d'eau ont-ils été examinés dans votre pays ? (Plan d'action de l'AEWA, paragraphe 4.3.12).

Deux pays, la Roumanie et le Royaume-Uni, ont communiqué avoir enquêté sur l'impact de l'utilisation des plombs de pêche sur les oiseaux d'eau dans leurs pays (Figure 5.8, Tableau 32, en Annexe). Le Royaume-Uni a fait remarquer qu'il existait une preuve d'un impact négatif à la suite de deux études sur la mortalité de Cygnes muets/tuberculés (*Cygnus olor*) dans les années 1970 et 1980 (Birkhead 1982, Birkhead et Perrins, 1986). Les plombs de pêche avaient été interdits au R.-U. fin 1987, et la proportion de Cygnes tuberculés décédés par suite de saturnisme en Angleterre avait significativement diminué (de 25 % en 1971-1987 à 2 % en 2000-2010). La Roumanie avait communiqué ne pas avoir de preuves d'un impact négatif des plombs de pêche sur les oiseaux d'eau dans ce pays. Aucune des Parties répondantes n'avait indiqué que des espèces concrètes de l'AEWA étaient affectées par les plombs de pêche. Sur les cinquante-et-une Parties n'ayant pas répondu ou ayant répondu "Non" à la Q56, huit (16 % des RP ; n = 51) avaient communiqué l'existence de plans pour enquêter sur l'impact des plombs de pêche sur les oiseaux d'eau (Figure 5.9, Tableau 32, en

Annexe). L'ARY Macédoine faisait remarquer que les enquêtes sur ce sujet requerraient à l'avenir une collaboration avec les communautés pour rassembler l'information adéquate. En France, la question n'était pas jugée prioritaire, mais il était envisagé de contacter usagers et professionnels sur le terrain afin d'enquêter sur l'utilisation du plomb pour la chasse et la pêche, d'une façon générale (c.à.d. pas spécifiquement vis-à-vis des oiseaux d'eau), en prévision du rapport requis par la Commission européenne pour évaluer le risque lié à l'usage des poids en plomb. Vingt-neuf des trente-cinq Parties ne disposant pas de plans pour enquêter sur l'impact des plombs de pêche apportaient des explications supplémentaires (Tableau 5.5). La raison la plus fréquemment citée était un manque de ressources humaines, techniques et financières (34 % des RP, n = 35). La deuxième raison la plus fréquemment citée était que cela n'était pas considéré comme une priorité (17 % des RP, n = 35).

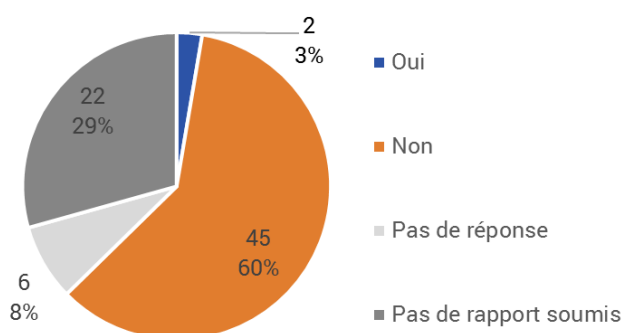


Figure 5.8. Réponses des Parties quant à savoir si ou non l'impact des plombs de pêche sur les oiseaux avaient été étudiés dans leur pays.

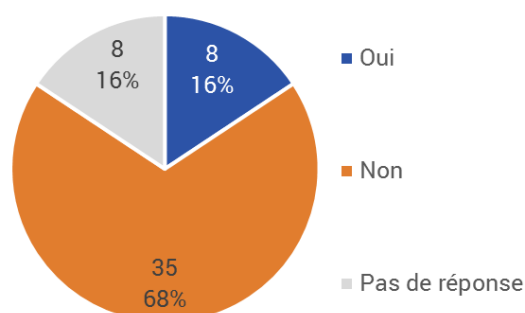


Figure 5.9. Réponses des 51 Parties n'ayant pas répondu ou répondu 'Non' à Q56 quant à savoir si ou non l'impact des plombs de pêche sur les oiseaux avaient été étudiés dans leur pays.

Tableau 5.2. Les raisons pour lesquelles vingt-cinq Parties ne disposaient pas de plans pour enquêter sur l'impact des plombs de pêche sur les oiseaux d'eau ont été regroupées dans dix catégories.

Raison fournie	Partie	% des RP (n = 35)
Manque de ressources (par ex. : humaines, techniques, financières)	Albanie, Burundi, Croatie, Djibouti, Hongrie, Lettonie, Liban, Luxembourg, Mali, République Tchèque, Slovaquie, Ukraine	34 %
Pas considéré comme une priorité	Belgique, Italie, Libye, Norvège, République Tchèque, Suisse	17 %
Matériaux en plomb pour la pêche et/ou la chasse déjà interdits	Côte d'Ivoire, Danemark, Égypte, Ouganda	11 %
Plans en cours de discussion	Estonie, Suède	6 %
Impact des plombs de pêche apparemment marginal	Allemagne, Maroc	6 %
Industrie halieutique à petite échelle	Lettonie	3 %
Pêcheurs conscients de l'impact négatif du plomb et désireux de recourir à des alternatives	Pays-Bas	3 %
Coopération intersectorielle médiocre	Soudan	3 %
Contexte général déjà connu et pas de besoin spécifique de faire davantage de recherches	Finlande	3 %
Aucune raison fournie	Algérie, Bulgarie, Chypre, Ghana, Maurice, Niger, Tunisie	17 %

VI. Education et information

En ce qui concerne l'Éducation et l'Information, il était posé aux Parties à l'AEWA sept questions visant à évaluer les progrès réalisés vis-à-vis des programmes d'éducation et d'information vis-à-vis des oiseaux d'eau et de l'AEWA. Quatre questions ont aidé à évaluer les progrès réalisés par rapport au Plan stratégique de l'AEWA. On constate des progrès en matière de développements et de mises en œuvre d'actions de sensibilisation vis-à-vis des oiseaux d'eau et des programmes de l'AEWA, et quant au financement et au soutien fournis pour appliquer la Stratégie de communication AEWA. Toutefois, il reste encore des progrès à faire en ce qui concerne la création de Centres régionaux d'échange AEWA et de formation complémentaire CESP (Communication, éducation et sensibilisation du public) au niveau national.

Q57. Votre pays a-t-il élaboré et mis en œuvre des programmes destinés à accroître la sensibilisation et la compréhension concernant les questions de conservation des oiseaux d'eau migrateurs et l'AEWA ? (Plan stratégique 2009-2017, Objectif 4, Cible 4.3, et Plan d'action de l'AEWA, paragraphes 6.1-6.4, Résolution 3.10, Résolution 5.5)

Afin d'atteindre la Cible 4.3 du Plan stratégique, les Parties sont encouragées à mettre en œuvre des programmes visant à améliorer la sensibilisation à la conservation des oiseaux d'eau et la compréhension de ces sujets et de l'AEWA. Vingt-quatre Parties (45 % des RP, 32 % des CP) ont communiqué avoir des programmes en vigueur et en cours de mise en œuvre (Figure 6.1 ; Tableau 33, en Annexe). Il s'agit d'une augmentation par rapport au précédent Rapport national AEWA (2012-2014), où vingt Parties déclaraient disposer de programmes à l'œuvre. L'indicateur pour la Cible 4.3 (Figure 6.1) a donc été dépassé, et l'Objectif 4 fait l'objet de progrès soutenus.

Cible 4.3 du Plan stratégique : La sensibilisation et la compréhension face aux questions de conservation des oiseaux d'eau en général et notamment aux questions relatives à l'AEWA sont intensifiées à tous les niveaux au sein des Parties contractantes.

Indicateur : Au moins 25 % des Parties contractantes ont développé et mettent en œuvre des programmes pour accroître la sensibilisation et la compréhension face aux questions de conservation des oiseaux d'eau et de l'AEWA.

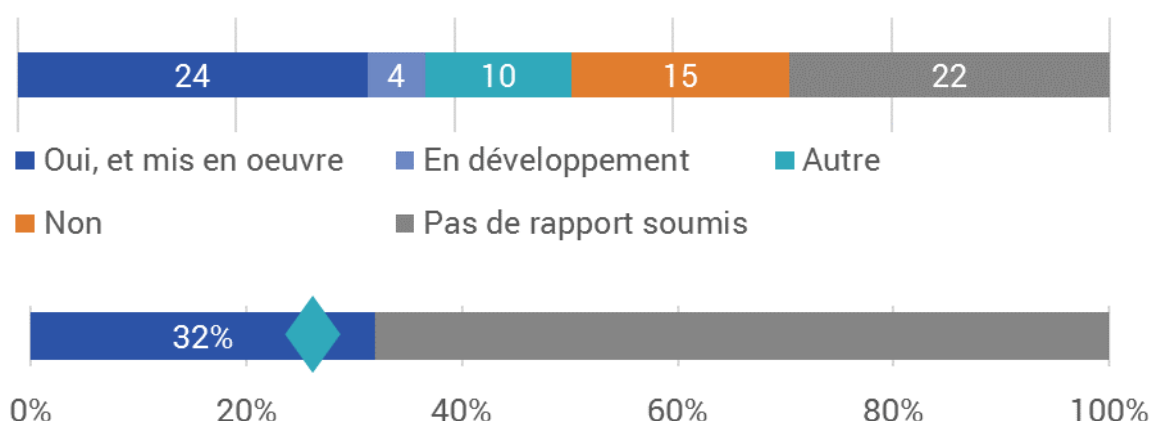


Figure 6.1. a) Réponses des Parties à l'existence ou non de programmes de sensibilisation à la conservation des oiseaux d'eau et à l'AEWA et à la compréhension de ces sujets et b) pourcentage des CP ayant des programmes en place (mesure du progrès vers la Cible 4.3 du Plan stratégique ; l'indicateur est représenté par un losange)

Sur les quatre Parties ayant déclaré que des programmes étaient en cours de développement, la Slovaquie et Maurice commentaient que leurs programmes mettraient spécifiquement l'accent sur l'AEWA, et il était prévu que le programme de la Slovaquie soit finalisé fin 2018. La République Tchèque et la Guinée Bissau ont fait remarquer que des ressources financières étaient requises.

Les dix Parties (19 % des RP, 13 % des CP) ayant répondu "Autre" déclaraient ne pas disposer de programmes de sensibilisation spécifiques à l'AEWA. Toutefois, elles avaient toutes communiqué que d'autres activités visant à améliorer la sensibilisation à la conservation des oiseaux d'eau avaient été entreprises (Estonie, Éthiopie, Italie, Côte d'Ivoire, Norvège, Suède, Suisse, Ukraine et Royaume-Uni). Le Mali n'avait pas répondu à la question initiale, mais cette Partie fournissait plus de détails en ce qui concerne les programmes de sensibilisation dans la section réservée aux commentaires.

Les quinze Parties (28 % des RP, 20 % des CP) ayant déclaré l'absence de programmes spécifiques sur les oiseaux d'eau et l'AEWA faisaient principalement remarquer qu'elles mettaient l'accent sur des programmes de sensibilisation plus généraux (Tableau 6.1).

Tableau 6.1. Réponses fournies par les Parties sur l'absence de programmes visant à améliorer la sensibilisation et la compréhension de la conservation des oiseaux d'eau et de l'AEWA.

Raison fournie	Partie	% des RP
Existence de programmes généraux de sensibilisation	Afrique du Sud, Burundi, Danemark, Égypte, Lettonie, Ouganda	40
Pas de réponse	Bénin, Géorgie, Portugal	20
Prévision de développement de programmes de sensibilisation	Djibouti, Eswatini	13
Manque de ressources financières ou humaines	ARY Macédoine, Croatie	13
Manque de capacité administrative	Bulgarie	7
Législation en vigueur pour la protection des oiseaux d'eau	Israël	7

Q58. Votre pays a-t-il désigné un correspondant national de l'AEWA pour la communication, l'éducation et la sensibilisation du public ? (Résolution 5.5)

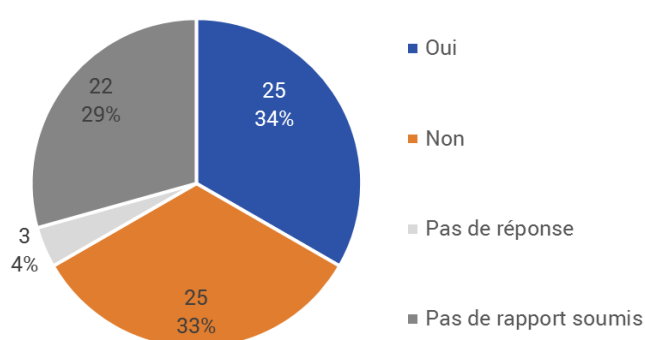


Figure 6.2. Réponses des Parties quant à savoir si un point focal national de la communication, éducation et sensibilisation du public (CESP) de l'AEWA, a été nommé.

déclaraient ne pas avoir réalisé cette désignation (Figure 6.2 ; Tableau 34, en Annexe), en citant le plus fréquemment un manque de capacité (24 % des RP, n = 25 ; Tableau 6.2). Trois Parties (Géorgie, Mali, et Sénégal) n'ont pas répondu à cette question.

Vingt-cinq Parties ont communiqué avoir nommé un Point focal national AEWA pour la Communication, l'éducation et la sensibilisation du public (CESP) (47 % des RP, 33 % des CP) (Figure 6.2 ; Tableau 34, en Annexe). Treize Parties avaient fourni des informations supplémentaires, et cinq d'entre elles (38 % des RP, n = 13) ont communiqué que les Points focaux CESP de l'AEWA et de Ramsar entretenaient une collaboration étroite parce qu'ils travaillaient au sein des mêmes organisations (par ex. : un réseau national d'observation ornithologique, un ministère gouvernemental, une université). Vingt-cinq Parties (47 % des RP ; 33 % des CP)

Tableau 6.2. Les raisons pour lesquelles les Parties n'avaient pas désigné de Point focal national CESP AEWA, telles que notifiées, ont été regroupées dans six catégories.

Raison fournie	Partie	% des RP (n = 25)
Manque de ressources (par ex. : capacités financières ou humaines)	Bulgarie, Croatie, Estonie, Lettonie, République Tchèque, Slovénie, Syrie	28 %
En cours/sera bientôt nommé	Albanie, Espagne, Eswatini, Liban, Libye, République Tchèque	24 %
Activités actuellement menées par d'autres groupes et/ou non jugées comme requérant l'intervention d'une personne spécifique	Belgique, Italie, Norvège, Royaume-Uni, Suède	20 %
Pas considéré comme une priorité	France, Suède	8 %
Absence d'octroi concernant ce problème suite à un renouvellement de l'encadrement	Éthiopie	4 %
Aucune raison fournie	Chypre, Danemark, Djibouti, Finlande, Israël, Portugal	24 %

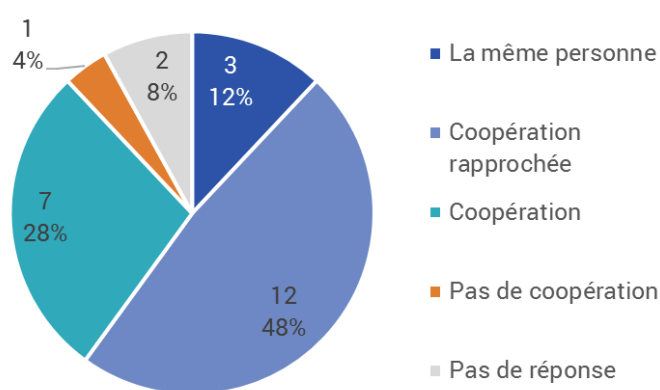


Figure 6.3. Réponses des Parties concernant la coopération entre le Point focal CESP de l'AEWA désigné et les Points Focaux CESP de Ramsar.

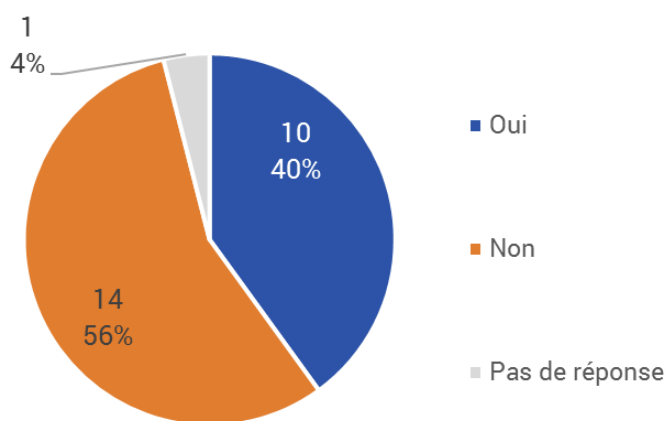


Figure 6.4. Réponses des Parties dotées d'un Point focal CESP AEWA (n = 25) quant au démarrage de la coordination de la mise en œuvre nationale de la Stratégie de communication de la part de la personne désignée.

Chez les vingt-cinq Parties disposant de Points focaux CESP de l'AEWA, vingt-et-un de ces Points focaux dépendaient du gouvernement, et quatre du secteur non-gouvernemental (Tableau 34, en Annexe). Sur les vingt-cinq Parties disposant de Points focaux CESP de l'AEWA, douze rapportaient que la collaboration entre la personne désignée et le Point focal CESP de la Ramsar était "très étroite", et trois autres que les Points focaux AEWA et Ramsar étaient les mêmes personnes (Figure 6.3 ; Tableau 34, en Annexe). Dix des vingt-cinq Parties disposant d'un Point focal CESP de l'AEWA (19 % des CP) signalaient que la personne désignée avait commencé par coordonner la mise en œuvre nationale de la Stratégie de communication (Figure 6.4). Sept de ces Parties avaient fourni plus de détails sur cette mise en œuvre, la collaboration avec de multiples partenaires étant l'aspect de ce processus le plus souvent cité. Quatorze des vingt-cinq Parties disposant d'un Point focal CESP de l'AEWA communiquaient que le Point focal n'avait pas encore entrepris la coordination nationale de mise en œuvre de la Stratégie de communication (Figure 6.4). La principale raison pour laquelle les Points focaux CESP de l'AEWA de ces Parties n'avaient pas encore démarré la coordination de la mise en œuvre nationale était le manque de ressources (43 % des RP, n = 14) (Tableau 6.3).

Tableau 6.3. Les réponses fournies par les Parties concernant les raisons pour lesquelles leurs Points focaux nationaux CESP de l'AEWA n'avaient pas encore entamé la coordination de la mise en œuvre de la Stratégie de communication ont été regroupées dans cinq catégories.

Raison fournie	Partie	% des RP (n = 14)
Manque de ressources (capacités techniques, financières ou humaines)	ARY Macédoine, Burundi, Égypte, Hongrie, Niger, Ouganda	43 %
Absence ou nomination récente du Point focal CESP de l'AEWA	Afrique du Sud, Kenya, Maroc, Pays-Bas	29 %
En cours	Bénin	7 %
Pas considéré comme une priorité	Allemagne	7 %
Aucune raison fournie	Maurice, Ukraine	14 %

Q59. Votre pays a-t-il pris des mesures pour mettre en œuvre au cours des trois dernières années les dispositions se rapportant au chapitre « Education et Information » du Plan d'action de l'AEWA ? (Plan d'action de l'AEWA, paragraphe 6.1-6.4)

Dix-huit Parties (34 % des RP ; 24 % des CP) ont communiqué avoir adopté des mesures de mise en œuvre des dispositions du Plan d'action de l'AEWA en matière d'éducation et d'information (Figure 6.5 ; Tableau 35, en Annexe). Sur les trente-et-un pays n'ayant pas adopté de mesures d'application de ces dispositions, les raisons les plus fréquemment mentionnées étaient le manque de ressources (y compris les capacités techniques, financières et humaines) et le fait que les mesures en rapport avec les mesures générales d'éducation et d'information ou avec les sujets AEWA étaient déjà couvertes par des activités et programmes en cours dans ces pays (Tableau 6.4). Quatre Parties (Géorgie, Mali, Maurice et Sénégal) n'ont pas répondu à cette question.

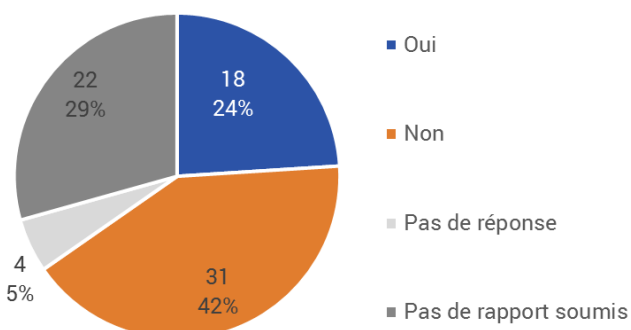


Figure 6.5. Réponses des parties sur les mesures prises pour mettre en œuvre les dispositions relatives à « l'éducation et de l'information » dans le Plan d'action de l'AEWA au cours de la dernière période triennale

Tableau 6.4. Les réponses des Parties concernant les raisons pour lesquelles elles n'avaient pas adopté de mesures de mise en œuvre des dispositions en matière d'éducation et d'information ont été regroupées dans dix catégories.

Raison fournie	Partie	% des RP (n = 31)
Manque de ressources (par ex. : capacités techniques, financières ou humaines)	ARY Macédoine, Croatie, France, Hongrie, Libye, Luxembourg, Niger, Ouganda, République Tchèque	29 %
Mesures générales d'éducation et d'information et sujets AEWA pertinents déjà couverts par des activités et programmes en cours	Danemark, Égypte, Lettonie, Liban, Maroc, Norvège, Pays-Bas, Ouganda, République Tchèque	29 %
En cours	Albanie, Burundi, Moldavie	10 %
Soutien au renforcement des capacités fourni au titre d'une autre initiative	Allemagne	3 %
Pas considéré comme une priorité	Suède	3 %
Pas d'activité pertinente	Espagne	3 %
Des mesures visant l'application seront adoptées le cas échéant	Djibouti	3 %
Pas prévues ces derniers temps	Syrie	3 %
Programme très récent (conçu l'année précédente)	Soudan	3 %

Raison fournie	Partie	% des RP (n = 31)
Aucune raison fournie	Bulgarie, Chypre, Ghana, Israël, Portugal, Tunisie	20 %

Les questions suivantes (Q59a-d) sont applicables uniquement aux 18 Parties ayant répondu 'Oui' à la Q59.

Q59a. Des programmes de formation nationaux ont été mis en place pour le personnel responsable de la mise en œuvre de l'AEWA.

Sur les dix-huit Parties ayant adopté des mesures de mise en œuvre des dispositions "Éducation et information", sept (13 % des RP, 9 % des CP) ont organisé des programmes nationaux de formation à l'intention du personnel responsable de la mise en œuvre de l'AEWA (Figure 6.6, Tableau 36, en Annexe). Lorsqu'on leur demandait de qualifier l'efficacité de ces mesures, l'une de ces Parties avait attribué une note "Élevée", et les six autres une note "Modérée". Quant aux détails supplémentaires fournis, deux de ces Parties, la Suisse et l'Éthiopie, spécifiaient que ces programmes de formation ciblait le personnel directement impliqué dans les domaines des aires protégées et de la gestion de la vie sauvage. Sur les onze Parties n'ayant pas organisé de programmes de formation, huit avaient expliqué pourquoi elles ne l'avaient pas fait (Tableau 6.5). La raison la plus fréquemment citée (telle que citée par la Belgique, l'Estonie et la Slovaquie) était que le personnel était déjà bien formé aux questions importantes pour la mise en œuvre de l'AEWA.

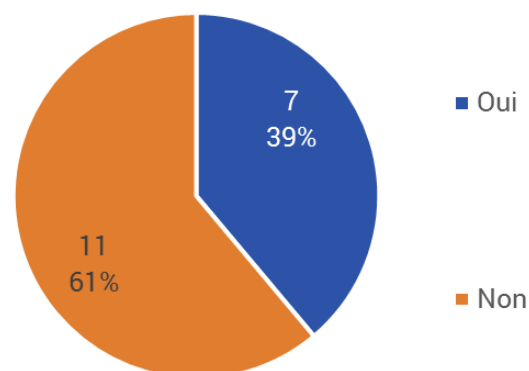


Figure 6.6. Réponses des 18 Parties ayant pris des mesures pour mettre en œuvre les dispositions relatives à « l'éducation et de l'information » quant à savoir si leur programmes nationaux de formation ont été organisés pour le personnel chargé de mettre en œuvre l'AEWA.

Tableau 6.5. Les détails supplémentaires fournis par les Parties concernant les raisons pour lesquelles elles n'avaient pas organisé de programmes de formation pour le personnel responsable de la mise en œuvre de l'AEWA ont été regroupés dans cinq catégories.

Raison fournie	Partie	% des RP (n = 11)
Personnel déjà bien formé aux questions importantes pour la mise en œuvre de l'AEWA	Belgique, Estonie, Slovaquie	27 %
Pas nécessaire	Italie, Royaume-Uni	18 %
Manque de ressources (par ex. : financières)	Belgique, Ukraine	18 %
Programmes de formation en cours d'aménagement/de développement	Afrique du Sud, Slovaquie	18 %
Aucune raison fournie	Bénin, Finlande, Roumanie	27 %

Q59b. Des programmes et du matériel de formation ont été développés en coopération avec d'autres Parties et/ou le Secrétariat de l'Accord.

Sur les dix-huit Parties ayant adopté des mesures de mise en œuvre des dispositions « Éducation et information », six (11 % des RP, 8 % des CP) affirmaient avoir développé des matériels et des programmes de formation en coopération avec d'autres Parties et/ou le Secrétariat de l'AEWA (Figure 6.7, Tableau 37, en Annexe). Cinq de ces six Parties attribuaient à l'efficacité de ces mesures une note "Modérée" ou "Modérée – autre". L'Italie avait fourni un exemple de collaboration avec l'Espagne et la Grèce visant à augmenter la sensibilisation concernant l'abattage illicite d'oiseaux. L'Ukraine avait élaboré une affiche informative sur l'Oie naine (*Anser erythropus*) avec le soutien du Secrétariat de l'AEWA, et deux Lignes directrices de l'AEWA (nommément, sur le développement de l'écotourisme dans les zones humides, et le protocole de surveillance des oiseaux d'eau) avaient été traduites en ukrainien avec le soutien de l'UE. Bien que n'ayant pas fourni d'exemples de coopération avec d'autres Parties ou avec le Secrétariat, l'Éthiopie et la Côte d'Ivoire affirmaient développer des formations en collaboration avec d'autres groupes, la première avec un partenaire local de BirdLife, et la seconde avec des parties prenantes gérant des sites accueillant des oiseaux d'eau. Chez les douze Parties n'ayant pas développé de matériels en coopération, la raison la plus fréquemment citée (25 % des RP, n = 12) était que des programmes de formation étaient déjà développés en interne, y compris en tant que formation générale à la Nature dans le pays (Tableau 6.6).

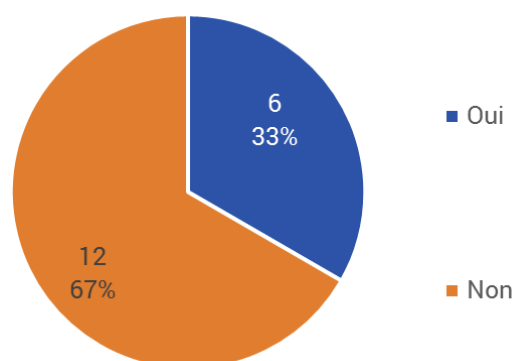


Figure 6.7. Réponses des 18 Parties ayant pris des mesures pour mettre en œuvre les dispositions relatives à « l'éducation et de l'information » quant à l'élaboration de programmes de formation en coopération avec d'autres Parties et / ou le Secrétariat de l'Accord

Tableau 6.6. Les détails supplémentaires fournis par les Parties concernant les raisons pour lesquelles elles n'avaient pas développé de matériels ou de programmes de formation en coopération avec d'autres Parties et/ou le Secrétariat AEWA ont été regroupés dans six catégories.

Raison fournie	Partie	% des RP (n = 12)
Programmes de formation développés en interne et/ou en tant que partie d'une formation à la Nature plus générale dans le pays	Belgique, Bénin, Eswatini	25 %
Manque de capacités financières et/ou humaines	Estonie, Slovaquie	17 %
Pas de formation de la part de l'AEWA	Guinée Bissau	8 %
Matériels et programmes de formation seront développés dans un proche avenir	Slovaquie	8 %
Barrière de la langue	Belgique	8 %
Aucune raison fournie	Algérie, Finlande, Kenya, Royaume-Uni, Suisse	42 %

Q59c. Des informations et des ressources de formation se rapportant à l'AEWA ont été échangées avec d'autres Parties et/ou le Secrétariat de l'Accord.

Sur les dix-huit Parties ayant adopté des mesures de mise en œuvre des dispositions « Éducation et information », quatre (Royaume-Uni, Ukraine, Roumanie et Éthiopie ; 8 % des RP, 5 % des CP) ont déclaré avoir échangé des informations et des ressources éducatives en rapport avec l'AEWA avec d'autres Parties et/ou en les partageant avec le Secrétariat (Figure 6.8, Tableau 38, en Annexe). Parmi les quatre Parties ayant noté l'efficacité de ces mesures, l'Éthiopie et la Roumanie les qualifiaient de "Modérées", l'Ukraine de "Modérées – autres", et le Royaume-Uni comme "Autres". Sur les treize Parties n'ayant échangé de ressources ni avec d'autres Parties, ni avec le Secrétariat, neuf avaient fourni des explications, dont la plus fréquente (Afrique du Sud, Belgique et Slovaquie) était que ces Parties n'avaient pas de ressources en information ou en formation à échanger (Tableau 6.7).

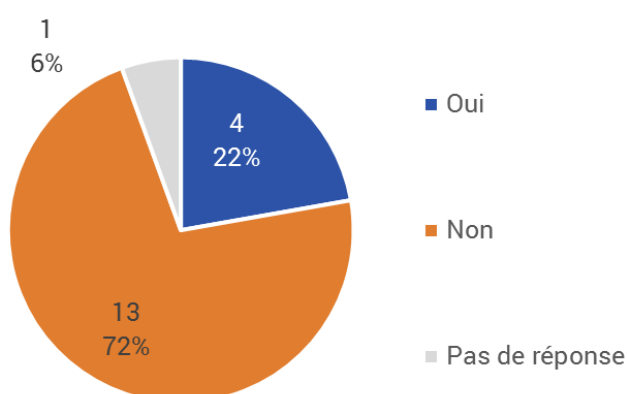


Figure 6.8 Réponses des 18 Parties ayant pris des mesures pour mettre en œuvre les dispositions relatives à « l'éducation et de l'information » quant aux échanges de d'information de l'AEWA et les ressources et de formation avec d'autres Parties et/ou partage avec le Secrétariat de l'Accord.

Tableau 6.7. Les réponses fournies par les Parties concernant les raisons pour lesquelles elles n'avaient pas échangé de ressources en matière d'information et de formation avec d'autres Parties et/ou le Secrétariat ont été regroupées dans six catégories.

Raison fournie	Partie	% des RP (n = 13)
Pas de ressources AEWA dédiées à échanger	Afrique du Sud, Belgique, Slovaquie	23 %
Manque de ressources (par ex. : capacités financières ou humaines)	Estonie, Slovaquie	15 %
Prévu à l'avenir	Eswatini, Kenya	15 %
Difficile à expliquer	Guinée Bissau	8 %
Échange d'information en rapport avec les sujets traités à l'AEWA	Italie	8 %
Aucune raison fournie	Algérie, Bénin, Finlande, Suisse	31 %

Q59d. Des campagnes spécifiques de sensibilisation du public ont été menées pour la conservation des populations figurant au Tableau 1.

Sur les dix-huit Parties ayant adopté des mesures de mise en œuvre des dispositions « Éducation et information », quinze (28 % des RP, 20 % des CP) ont mené des campagnes spécifiques de sensibilisation de l'opinion publique vis-à-vis de la conservation de populations figurant au Tableau 1 de l'Accord (Figure 6.9), et avaient également noté l'efficacité de ces mesures (Figure 6.10 ; Tableau 39, en Annexe). La Slovaquie faisait remarquer l'intérêt à faire coïncider les célébrations avec l'époque où les espèces migratrices regagnaient leurs pays ou régions (par ex. : événement "Bienvenues les Grues"), et l'Afrique du Sud recommandait l'établissement d'une célébration pour l'hémisphère Sud afin d'associer cette date au retour des oiseaux migrateurs. Par ailleurs, la Belgique a communiqué que le partage d'informations et de matériels sur internet œuvrait à la promotion de l'intérêt du public. L'Eswatini et la Suisse, Parties ayant toutes deux communiqué ne pas mener de campagnes spécifiques de sensibilisation de l'opinion, ont indiqué qu'elles réalisaient des activités de sensibilisation du public à un niveau général. Dans tous les cas où les Parties avaient coché "Autres", aucun détail supplémentaire n'était fourni quant à l'efficacité.

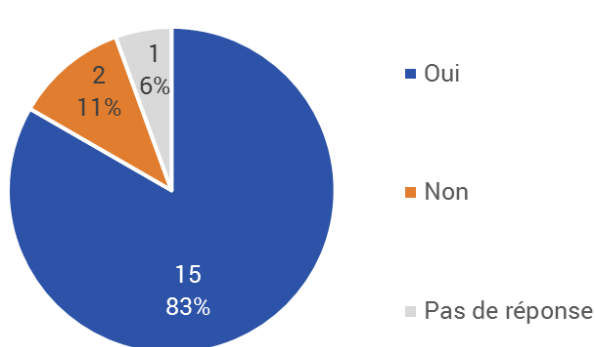


Figure 6.9. Réponses des 18 Parties ayant pris des mesures pour mettre en œuvre les dispositions relatives à « l'éducation et de l'information » quant à la mise en œuvre de campagnes de sensibilisation du public spécifiques pour la conservation des populations figurant au Tableau 1 de l'AEWA.

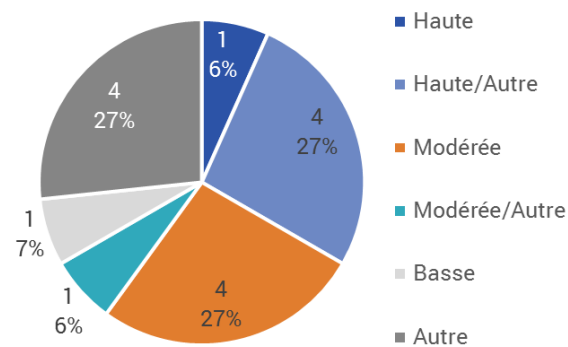


Figure 6.10. Réponses des 15 Parties ayant noté l'efficacité de campagnes spécifiques de sensibilisation de l'opinion publique vis-à-vis de la conservation de populations figurant au Tableau 1 de l'Accord.

Q60. Des activités de célébration de la Journée mondiale des oiseaux migrateurs (JMOM) ont-elles eu lieu dans votre pays au cours des trois dernières années ? (Résolution 5.5)

Quarante-et-une Parties (77 % des RP, 55 % des CP) ont déclaré avoir réalisé des activités pour célébrer la Journée mondiale pour les oiseaux migrateurs (ci-après, JMOM) pendant la dernière période triennale (Figure 6.11, Tableau 40, en Annexe). Sur ces quarante-et-une Parties, vingt-deux (54 % des RP, n = 41) disaient avoir collaboré avec des partenaires tels que des ONG et/ou des aires/réserves protégées pour accueillir les activités de la JMOM, et l'Estonie, la Finlande, la Lettonie, le Maroc, la Norvège, le Sénégal, la Slovaquie et la Suède mentionnaient spécifiquement des sections de BirdLife International et/ou des partenaires dans ce contexte. Par ailleurs, six Parties (Afrique du Sud, Roumanie, Côte d'Ivoire, Burundi, Soudan et Algérie) ont rapporté que les célébrations de la JMOM incluaient spécifiquement l'implication des écoles et/ou des universités. Sur les huit Parties disant pas réaliser d'activités à l'occasion de la JMOM, la raison la plus fréquemment citée était le manque de ressources (Hongrie, Luxembourg, et Ouganda). La République Tchèque et le Danemark rendaient toutes deux hommage aux oiseaux à travers des événements annuels à part, plutôt que dans le cadre de la JMOM. En l'occurrence, tous les ans depuis 1992, la République Tchèque fête sa *Journée du cœur de l'aube* le premier dimanche de mai, et des activités telles que l'observation d'oiseaux, des lectures et des démonstrations de baguage s'y tiennent sur près d'une centaine de sites. De son côté, BirdLife Danemark organise tous les ans, à la mi-mai, son "*Fuglenes Dag*" ("Jour des oiseaux") au cours duquel des ornithologues sensibilisent le public à travers des circuits et depuis des tours d'observation. L'Espagne déclarait ne pas réaliser d'activité pertinente dans ce domaine, et quatre Parties (Bulgarie, Géorgie, Mali et Maurice) n'ont pas répondu à cette question.

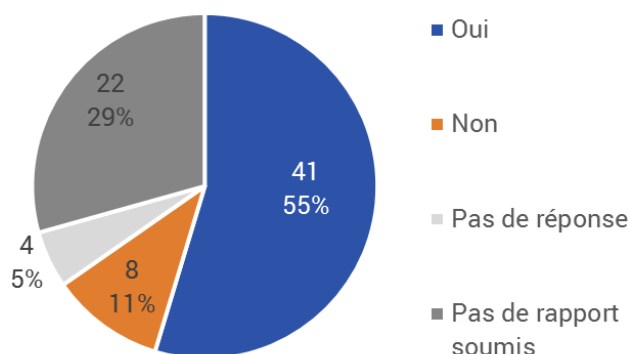


Figure 6.11. Réponse des Parties sur l'organisation d'activités pour la Journée mondiale des oiseaux migrateurs (JMOM).

Q61. Votre pays a-t-il fourni un financement et/ou un autre soutien, suivant la nécessité (par ex. expertise, réseau, compétences et ressources) afin d'assurer la mise en œuvre de la Stratégie de communication. Veuillez prendre en compte le financement à la fois national et international, et différents types de soutien fournis. (Plan stratégique 2009-2017, Objectif 4, Cible 4.1 et Résolution 3.10, Résolution 5.5).

Neuf Parties (17 % des RP, 12 % des CP) ont communiqué avoir apporté un financement et d'autres soutiens à la mise en œuvre de la Stratégie de communication de l'AEWA (Figure 6.12 ; Tableau 41, en Annexe). Lors du précédent Rapport national AEWA (2012-2014), sept Parties avaient communiqué avoir apporté un financement et d'autres soutiens, ce qui indique que des progrès continus sont réalisés vis-à-vis de la Cible 4.1 (Figure 6.12).

Sur les quarante-deux Parties n'ayant apporté ni financement, ni d'autre soutien, vingt-trois (55 %) ont avancé comme raison un manque de ressources financières, et cinq (12 %) ont mentionné un manque général de ressources ou de capacités. Israël a fait remarquer qu'un financement était nécessaire pour la conservation des espèces inscrites au Livre rouge israélien. La République Tchèque a signalé que la Stratégie de communication avait déjà été préparée. La raison fournie par les Pays-Bas était que des organisations aussi bien gouvernementales que non-gouvernementales réalisaient des activités cohérentes avec la Stratégie de communication de l'AEWA. Les neuf Parties restantes (21 %) n'ont pas fourni de raison (Tableau 6.8).

Cible 4.1 du Plan stratégique : Le soutien pour la mise en œuvre de la Stratégie de communication (SC) est assuré.

Indicateur : 100 % de financement et autre soutien, suivant la nécessité (p.ex. expertise, réseau, compétences et ressources), assuré pour la mise en œuvre de la Stratégie de communication.

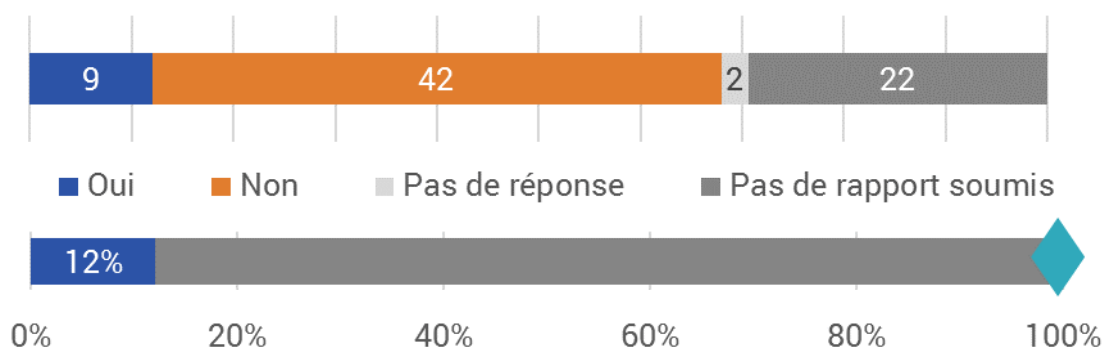


Figure 6.12. Réponses des Parties sur le financement et/ou autre soutien apporté à la mise en œuvre de la stratégie de communication de l'AEWA et b) pourcentage des CP ayant apporté un financement et/ou autre soutien (mesure du progrès vers la Cible 4.1 du Plan stratégique ; l'indicateur est représenté par un losange).

Tableau 6.8. Réponses fournies par les Parties concernant les raisons pour lesquelles elles n'avaient pas fourni de financement ni d'autre soutien à la mise en œuvre de la Stratégie de communication de l'AEWA.

Raison fournie	Partie	% des RP
Manque de ressources financières	Albanie, Belgique, Bulgarie, Burundi, Croatie, Eswatini, Israël, Kenya, Liban, Mali, Maroc, Slovaquie, Suède	55
Manque de ressources/capacité	Danemark, Égypte, Libye, Slovénie, Ouganda	12
Stratégie de communication en préparation	République Tchèque	2
Priorité actuellement accordée à la mise en œuvre du Réseau naturel national	Pays-Bas	2
Pas d'application directe pour ceci	Norvège	2
Pas considéré comme une priorité	Espagne	2
Pas de réponse, ou réponse manquant de clarté	Afrique du Sud, ARY Macédoine, Bénin, Chypre, Finlande, Géorgie, Portugal, Soudan, Royaume-Uni	21

Q61.1. Ce financement ou soutien s'est-il fait au niveau national ou international ? (Cette question n'est applicable qu'aux pays ayant répondu 'Oui' à Q61.)

Sur les neuf Parties (17 % des RP, 12 % des CP) ayant répondu "Oui" à la Q61, cinq (56 %) – l'Estonie, l'Allemagne, le Luxembourg, la Tunisie et l'Ukraine – ont fourni un financement ou un soutien aussi bien à l'échelle nationale qu'internationale. Trois Parties (33 %) – l'Algérie, la Hongrie et le Sénégal – ont apporté un financement ou un soutien à l'échelle nationale, et la Suisse (11 %) n'a apporté financement ou soutien qu'à l'échelle internationale.

Q61.2. Votre pays a-t-il fourni un financement ou un soutien pour assurer la mise en œuvre des activités prioritaires de communication listées dans le Plan stratégique 2009-2017 de l'AEWA (Résolution 5.5) ? (Cette question n'est applicable qu'aux pays ayant répondu 'Oui' à Q61.)

Parmi les neuf Parties ayant répondu "Oui" à la Q61, la Suisse était la seule à indiquer parmi ses activités prioritaires que son soutien financier avait été fourni conformément à la Cible 4.1. La Suisse a apporté son aide à l'Initiative africaine de l'AEWA (AI) à travers le soutien à un atelier de formation

de formateurs (FdF) en matière de formation CESP et CESP nationale. Et, toujours sur ces neuf Parties, sept (78 %) ont communiqué n'avoir apporté ni financement, ni soutien vis-à-vis de la mise en œuvre d'activités prioritaires en matière de communication figurant dans le Plan stratégique de l'AEWA 2009-2017. La principale raison fournie était un manque de ressources/capacités, comme le signalaient l'Estonie, la Hongrie et l'Ukraine (33 %), et l'Allemagne a fait remarquer que d'autres domaines bénéficiant du soutien de l'AEWA affichaient une priorité supérieure. Deux Parties – le Luxembourg et la Tunisie - n'ont pas spécifié la raison pour laquelle ils n'avaient pas apporté plus de soutien, et le Sénégal n'a pas répondu à cette question.

Q62. Dans la Résolution 3.10, la Réunion des Parties encourage les Parties contractantes à mettre en place des Centres d'échange d'informations sur l'AEWA pour leurs régions respectives. Votre pays a-t-il envisagé ou est-il intéressé par la mise en place d'un Centre régional d'échange d'informations sur l'AEWA ? (Plan stratégique, Objectif 3, Cible 2 & Résolution 3.10)

Onze Parties (21 % des RP, 15 % des CP) ont communiqué avoir envisagé et être intéressé par la possibilité d'accueillir un Centre régional d'échange d'information sur l'AEWA (Figure 6.13 ; Tableau 42, en Annexe). C'est là le double du nombre de Parties contractantes que lors du précédent Rapport national AEWA (2012-2014). Les onze Parties appartiennent à deux régions AEWA ; l'Afrique et l'Europe, aussi une Partie supplémentaire en Asie est-elle requise pour atteindre l'indicateur de la Cible 4.2 (c.à.d., avoir des Centres régionaux d'échange d'information sur l'AEWA en cours de création dans toutes les régions). Deux Parties (4 % des RP, 3 % des CP) ont répondu "Oui, envisagé, mais pas intéressés", l'Estonie déclarant que cela était dû à ses ressources limitées, et le Royaume-Uni ne fournissant pas plus de détails. Quatre Parties (8 % des RP, 5 % des CP) envisageaient actuellement la création d'un Centre régional d'échange d'information sur l'AEWA ; le Bénin, la Roumanie et la Slovaquie ont signalé avoir besoin de financement, et la Guinée Bissau n'a pas fourni de plus ample information. Trente-cinq Parties (66 % des RP, 47 % des CP) ont communiqué ne pas avoir envisagé d'accueillir un Centre régional d'échange d'information sur l'AEWA (Figure 6.13 ; Tableau 42, en Annexe).

Cible 4.2 du Plan stratégique : La stratégie de communication de l'AEWA est mis en œuvre

Indicateur : Des centres régionaux pour l'échange d'information sur l'AEWA ont été établis dans toutes les régions (SC 2.2).

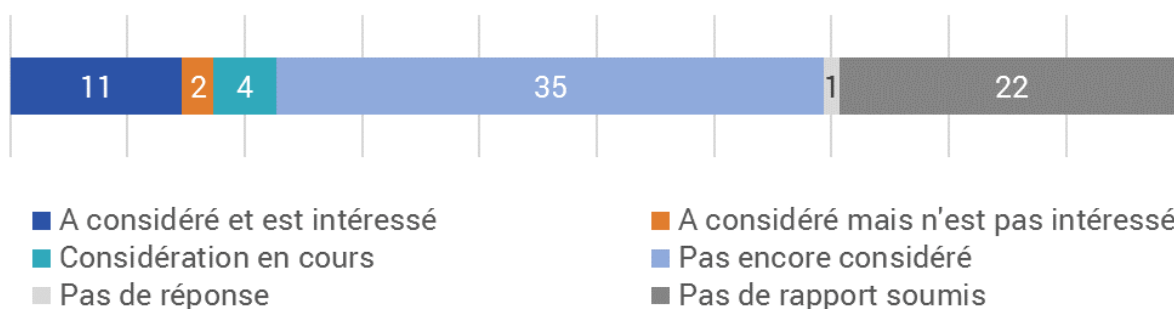


Figure 6.13. Réponses des parties si elles ont considéré/sont intéressées à accueillir un Centre régional d'échange de l'AEWA.

Q63. La formation CESP (communication, éducation et sensibilisation du public) au niveau national est censée être conduite par des personnes ayant été formées dans le cadre du programme de Formation des Formateurs de l'AEWA. Comptez-vous des formateurs ayant été formés dans le cadre du programme de Formation des Formateurs qui ont dirigé une formation CESP au cours de la dernière période triennale ? (Plan stratégique 2009-2017, Objectif 4, Cible 4.2)

Quatre Parties (8 % des RP, 5 % des CP) ont communiqué qu'une formation CESP (Communication, éducation et sensibilisation du public) réalisée par des personnels formés dans le cadre du Programme de formation de formateurs de l'AEWA soit avait déjà été réalisée (Éthiopie), soit était prévue dans leurs pays (Eswatini, Guinée Bissau et Kenya) (Figure 6.4 ; Tableau 43, en Annexe). La Cible 4.2 de la Stratégie de communication de l'AEWA vise la réalisation de formations de suivi CESP à une échelle nationale dans au moins trois régions AEWA. Les formations de suivi n'ayant été réalisées que dans la région Afrique, cet indicateur n'a donc pas encore été atteint et il reste encore à faire pour atteindre la Cible 4.2.

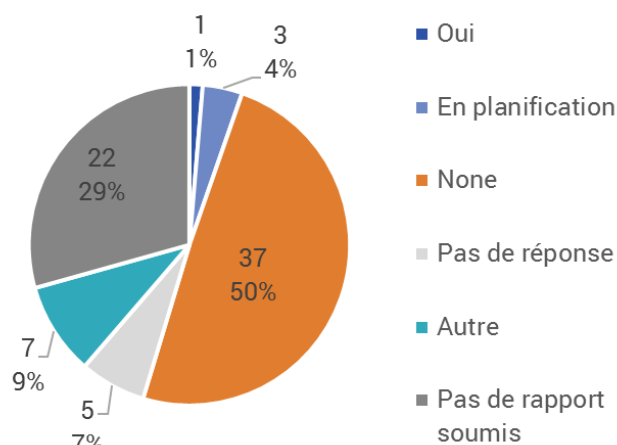


Figure 6.14. Réponses des Parties sur la formation du personnel dans le cadre d'un atelier de formation des formateurs organisé une formation CESP nationale au cours de la dernière période triennale.

VII. Mise en œuvre

En ce qui concerne la Mise en œuvre, il était posé aux Parties à l'AEWA huit questions visant à évaluer les progrès réalisés en termes d'application de l'AEWA. Une question a aidé à évaluer les progrès réalisés vis-à-vis du Plan stratégique de l'AEWA. L'indicateur de cette cible stratégique n'a pas encore été atteint, et il reste encore des progrès à faire pour garantir des mécanismes nationaux de coordination AEWA établis et opérationnels.

Q64. Votre pays a-t-il contacté des pays de l'aire de répartition qui ne sont pas des Parties contractantes pour les encourager à adhérer à l'Accord ? (Résolution 3.10)

Quatre Parties seulement (8 % des RP ; 5 % des CP) disaient avoir approché des Parties non-contractantes pour les encourager à ratifier l'Accord (Figure 7.1 ; Tableau 44, en Annexe), et deux autres (Estonie et Lettonie) affirmaient formellement ne pas avoir approché de Parties non-contractantes, tout en commentant que des discussions informelles individuelles avaient eu lieu. Le détail des Parties non-contractantes contactées figure dans le Tableau 7.1. La Moldavie n'a pas répondu à cette question.

Sur les quarante-huit Parties n'ayant pas approché d'États des aires de répartition non-contractants, vingt-six ont fourni des raisons, dont les principales étaient les suivantes : un manque de possibilités ou une absence de stratégie formelle à l'œuvre pour de telles discussions (douze Parties : 23 % des RP), et un manque de capacités et de ressources (huit Parties : 15 % des RP). D'après cinq pays (9 % des RP), le fait que la plupart de leurs pays limitrophes soient déjà Parties à l'AEWA constituait une entrave à l'approche de Parties non-contractantes, tandis que l'ARY Macédoine faisait remarquer l'accent placé sur la mise en œuvre. Le Maroc soulignait que, bien qu'ayant récemment ratifié l'accord, ce pays ne siégeait pas encore au sein d'organes de gouvernement tels que le Comité permanent. Le Mali suggérait que les Parties non-contractantes devaient être invitées par l'AEWA en tant qu'observateurs pour en avoir un aperçu au cours d'une MoP. L'Afrique du Sud évoquait un engagement réussi avec le Botswana durant la période de rapport précédente et, bien que n'ayant pas contacté de Parties non-contractantes au cours de la période actuelle, cette Partie exprimait son intention de continuer à nouer des contacts avec les pays limitrophes pour les encourager à ratifier l'Accord.

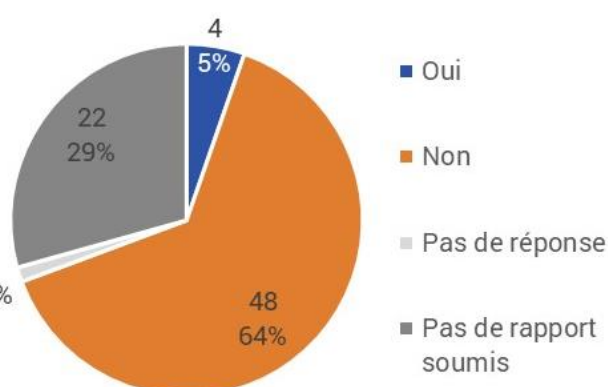


Figure 7.1. Réponses des Parties sur le fait d'avoir approché ou non des Parties non contractantes pour les encourager à ratifier l'Accord.

Tableau 7.1. Parties non contractantes approchées par les Parties pour les encourager à ratifier l'Accord

Partie	Parties non contractantes approchées
Allemagne	Autriche
Estonie	Non spécifié
France	Mozambique, Pologne
Hongrie	Fédération de Russie
Lettonie	Fédération de Russie
Suisse	Cameroun

Q65. Votre pays a-t-il soutenu/élaboré des projets de coopération internationale pour la mise en œuvre de l'Accord, conformément aux priorités des Tâches internationales de mise en œuvre de l'AEWA (IIT) pour la période triennale en cours ? (Résolution 6.13)

Des projets de coopération internationale pour la mise en œuvre de l'Accord, conformément aux priorités exposées dans les Tâches internationales de mise en œuvre (IIT) de l'AEWA pour la période triennale actuelle, étaient officiellement soutenus ou développés par vingt Parties (38 % des RP ; 27 % des CP) (Figure 7.2 ; Tableau 44, en Annexe). Toutefois, la Suisse a fourni des détails concernant des projets remontant à la période de rapport précédente, et les détails de la réponse de la Roumanie suggéraient que ce pays n'avait pas réellement soutenu de projets de coopération internationale. Compte tenu de ces éléments, dix-huit Parties (34 % des RP ; 24 % des CP) ont apporté leur aide ou développé des projets de coopération internationale pour la mise en œuvre de l'Accord ; les détails figurent dans le Tableau 45, en Annexe. Globalement, les Parties ne spécifiaient pas lesquelles des IIT avaient été accomplies pour chacun des projets, à l'exception de la France, qui a identifié que le projet SPOVAN avait atteint les priorités n°15 (travail de surveillance dans des zones mal connues), n°16 (recensement international des oiseaux d'eau et étude spéciale de comblement des lacunes), et n°24 (amélioration des capacités d'évaluation et de surveillance concernant les oiseaux d'eau migrateurs).

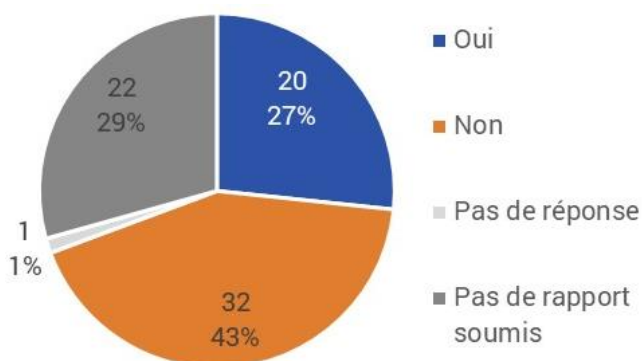


Figure 7.2. Réponses des Parties quant à savoir si oui ou non ils ont soutenu/développé des projets de coopération internationale pour la mise en œuvre de l'Accord, conformément aux priorités des Tâches internationales de mise en œuvre de l'AEWA (IIT) pour la période triennale en cours.

Le manque de ressources humaines et financières faisait partie des raisons les plus fréquemment avancées par les Parties n'ayant ni développé, ni soutenu de projets de coopération internationale (treize Parties : 25 % des RP) ; un nombre similaire n'a fourni aucune raison. Trois Parties (Lettonie, Croatie et République Tchèque) ont déclaré avoir mis l'accent sur d'autres priorités, tandis que le Ghana faisait remarquer un manque de possibilités, et l'Estonie affirmait n'avoir identifié aucune idée de projet exceptionnel à développer. L'Eswatini faisait remarquer que des plans de mise en œuvre de projets étaient en place. La Suède soulignait que bien que n'ayant ni développé, ni fourni de soutien spécifique à des projets de coopération internationale pour la mise en œuvre de l'Accord, la plupart des actions de conservation en ce qui concerne les oiseaux d'eau étaient déjà réalisées dans le cadre de Directives et de Lignes directrices de l'UE, et que la Suède était Partie à d'autres Conventions, dont la Convention sur la protection du milieu marin de la zone de la mer Baltique (HELCOM) et la Convention pour la protection du milieu marin de l'Atlantique du Nord-est (OPSAR), lesquelles mènent déjà à bien des projets dans des domaines de chevauchement, comme par exemple le suivi des oiseaux de mer.

Q66. Votre pays a-t-il établi un mécanisme de coordination nationale pour la mise en œuvre de l'AEWA, éventuellement relié à des mécanismes de coordination nationale pour d'autres accords multilatéraux environnementaux (AME) sur la biodiversité ? (Plan stratégique 2009- 2017, Objectif 5, Cible 5.7)

Vingt-neuf Parties (55 % des RP, 39 % des CP) disaient disposer d'un mécanisme opérationnel pleinement à l'œuvre, et sept autres (13 % des RP, 9 % des CP) déclaraient qu'un mécanisme était à l'œuvre mais pas encore opérationnel (Figure 7.3 ; Tableau 46, en Annexe). L'indicateur pour la Cible 5.7 était, pour au moins 50 % des Parties contractantes, de disposer de mécanismes nationaux de

coordination AEWA régulièrement établis et opérationnels. Lors du précédent Rapport national AEWA (2012-2014), vingt-six Parties disposaient d'un mécanisme opérationnel pleinement à l'œuvre, et trois autres avaient déclaré qu'un mécanisme était à l'œuvre mais pas encore opérationnel. Ceci indique que bien que la Cible 5.7 n'ait pas encore été atteinte, un progrès continu a été réalisé.

Cible 5.7 du Plan stratégique : Un mécanisme de coordination national approprié pour la mise en œuvre de l'AEWA en accord avec des mécanismes de coordination nationale pour d'autres accords environnementaux multilatéraux sur la biodiversité est mis en place.

Indicateur : Dans au moins 50 % des Parties contractantes de l'AEWA, des mécanismes de coordination nationale ont été établis et fonctionnent sur une base régulière.

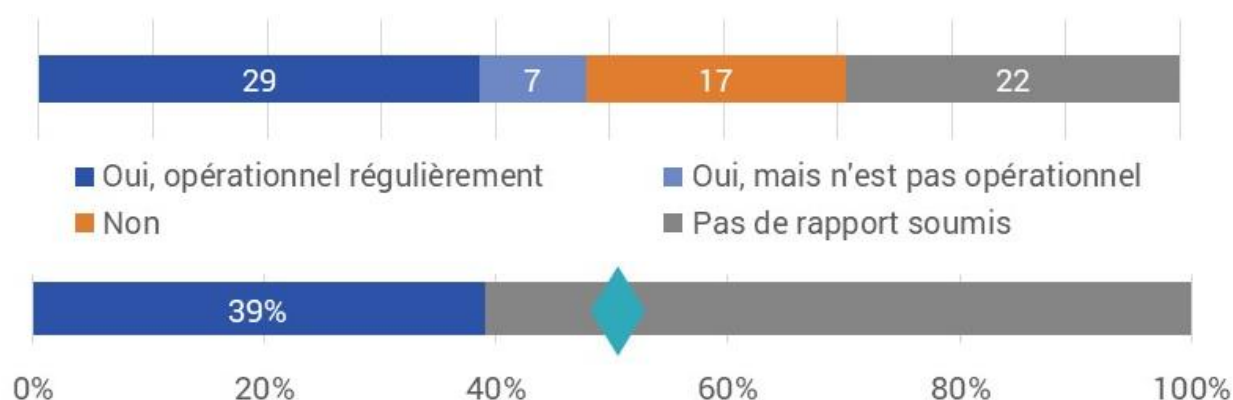


Figure 7.3. a) Réponses des Parties quant à savoir si elles disposaient ou non d'un mécanisme national de coordination en place pour la mise en œuvre de l'AEWA, et b) pourcentage de CP dotées d'un mécanisme national de coordination en place (mesure du progrès vers la Cible 5.7 du Plan stratégique ; indicateur représenté par un losange).

Les mécanismes de coordination comprennent :

- Des organes de coordination nationaux, ce qui facilite la mise en œuvre synergique de l'AEWA et d'autres AME dans chaque pays.
- Des organisations et/ou unités intégrées, pour rassembler les Points focaux de l'AEWA avec des Points focaux d'autres AME, facilitant ainsi une coordination continue à travers une proximité directe (bien souvent, dans le même bureau) et une communication permanente.
- Un dialogue / une consultation de façon régulière entre Points focaux nationaux pour les AME afin de faciliter la coordination et la collaboration.

Dix-sept Parties (32 % des RP, 23 % des CP) déclaraient ne pas disposer de mécanisme national de coordination AEWA. Quant aux raisons de cette absence de mécanisme national opérationnel de coordination de la mise en œuvre de l'AEWA, onze Parties (21 % des RP) déclaraient que des systèmes de coordination alternatifs, souvent liés à d'autres AME, étaient à l'œuvre. Ces Parties incluaient le Mali, qui n'a pas répondu à cette question mais a fourni plus ample information dans la section réservée aux commentaires. Deux Parties, la Bulgarie et la France, ont signalé un manque de capacités et de ressources humaines, et l'Égypte a communiqué envisager un mécanisme national de coordination. Deux Parties, Chypre et la Géorgie, n'ont pas fourni de plus ample information, et la réponse fournie par l'ARY Macédoine manquait de clarté.

Q67. Votre pays a-t-il conclu ou envisagé de conclure un programme de jumelage de sites avec d'autres pays, sites accueillant les mêmes oiseaux d'eau migrateurs ou connaissant les mêmes problèmes de conservation ? (Résolution 5.20)

Vingt-six pays (49 % des RP ; 35 % des CP) affirmaient envisager de conclure, ou avoir conclu, des jumelages avec des sites d'autres pays (Figure 7.4 ; Tableau 44, en Annexe) ; le Mali n'a pas répondu formellement à cette question, mais fourni des détails de projets de jumelage. Les détails des programmes figurent dans le Tableau 47, en Annexe, à l'exception de la Roumanie, qui n'en a pas fourni. Quinze pays (28 % des RP ; 20 % des CP) décrivaient des projets actuellement opérationnels, y compris cinq concernant des jumelages proprement dits, et le reste incluant des sites Ramsar transfrontières ou des projets de coopération. Neuf autres pays (17 % des RP ; 12 % des CP) mentionnaient des plans ou des discussions concernant des jumelages ou des projets transfrontières, mais la Roumanie n'a fourni aucun détail sur les programmes. Toutefois, bien qu'ayant formellement répondu que son pays avait conclu ou envisageait de conclure des jumelages, le Royaume-Uni reconnaissait l'existence d'un programme antérieur, mais qu'aucun n'était actuellement opérationnel, et la Suède communiquait qu'aucun jumelage n'était prévu, mais que des discussions concernant des programmes de surveillance en commun avaient été entamées.

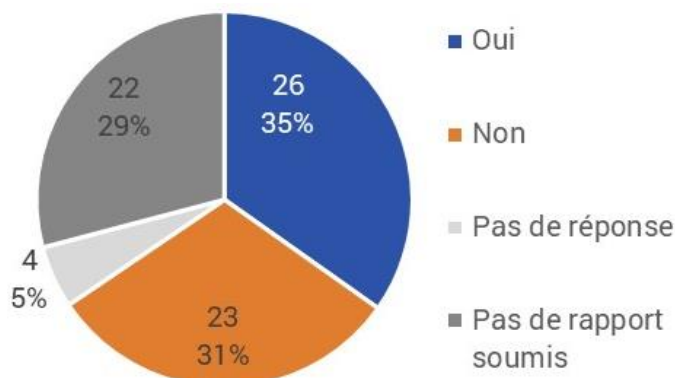


Figure 7.4. Réponses des Parties quant à savoir si elles ont conclu, ou considérés conclure, le jumelage de sites avec d'autres pays, les sites partageant des espèces d'oiseaux d'eau migrateurs ou des problèmes de conservation communs

Parmi les pays ayant déclaré n'avoir ni envisagé, ni conclu de jumelages, le Maroc a commenté qu'il envisagerait un programme de jumelage à l'avenir, et l'Éthiopie que certains milieux humides seraient couvert au titre d'un accord transfrontière entre l'Éthiopie et ses frontières avec le Soudan du Sud et le Soudan. Le raisonnement du Danemark était qu'un soutien à la gestion et à la conservation de zones humides avait été fourni, directement ou indirectement, à travers des initiatives avec des pays partenaires à travers une aide étrangère, pendant que l'Estonie soulignait un autre bon exemple de coopération transfrontière entre pays riverains de la Mer Baltique, par exemple en coordonnant des recensements d'oiseaux d'eau avec la Russie, une Partie non-contractante. Sur les pays restants, cinq (9 % des RP ; 7 % des CP) citaient un manque de capacités et de ressources comme raison pour laquelle ils n'avaient pas pu conclure ou n'envisageaient pas de jumelages. L'Italie reconnaissait que les jumelages ne faisaient pas partie des priorités nationales, la Syrie déclarait ne pas avoir de plans à l'œuvre compte tenu de sa situation politique actuelle, et l'Afrique du Sud exprimait sa nécessité de comprendre plus en détail le concept de jumelage.

Q68. Les fonctionnaires de votre gouvernement, responsables de la mise en œuvre de l'AEWA, assurent-ils une bonne coordination et participent-ils à des processus nationaux en vue de la mise en œuvre et de l'évaluation de l'exécution du Plan stratégique 2011-2020 de la CDB, notamment les objectifs d'Aichi ?

La grande majorité des Parties répondantes ont communiqué que les agents gouvernementaux de leurs pays responsables de la mise en œuvre de l'AEWA étaient coordonnés et engagés vis-à-vis des processus nationaux de mise en œuvre et d'évaluation de la réalisation du Plan stratégique de la CDB 2011-2020, y compris les objectifs d'Aichi (quarante-sept Parties : 89 % des RP, 63 % des CP ;

Figure 7.5 ; Tableau 44, en Annexe). Deux autres Parties n'ayant pas fourni de réponse formelle à cette question – la Moldavie et le Mali – fournissaient néanmoins des détails sur leur coordination et leur engagement, ce qui porte le total à quarante-neuf Parties (92 % des RP ; 65 % des CP). Par ailleurs, et bien qu'ayant répondu formellement que ses agents responsables de la mise en œuvre de l'AEWA n'étaient ni coordonnés, ni engagés vis-à-vis des processus nationaux de mise en œuvre et d'évaluation de la réalisation du Plan stratégique de la CDB 2011-2020, le Danemark déclarait qu'une collaboration étroite existait entre les agents chargés de la mise en œuvre des différents accords.

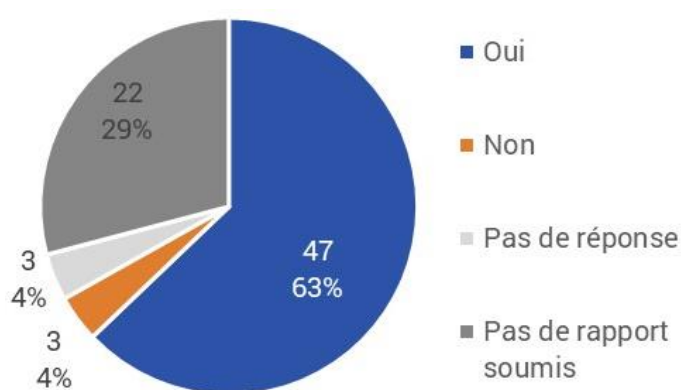


Figure 7.5. Réponses des Parties quant à savoir si les officiers du gouvernement de leurs pays responsables de la mise en œuvre de l'AEWA ont coordonné et engagé avec les processus nationaux pour mettre en œuvre et évaluer le Plan stratégique de la CBD 2011-2020, y compris les objectifs Aichi.

Parmi les quarante-neuf Parties ayant communiqué une coordination et un engagement, ceux-ci adoptaient les formes suivantes : réunions, discussions et comités de coordination réguliers (quinze Parties : 28 % des RP) ; agents responsables de la mise en œuvre de l'AEWA et agents responsables de la mise en œuvre de la CDB basés au sein d'une même unité ou département (onze Parties : 21 % des RP) ; ou encore agents responsables de la mise en œuvre de l'AEWA directement impliqués dans la mise en œuvre du Plan stratégique de la CDB, ou élaborant le SPANB de façon cohérente vis-à-vis du Plan stratégique de la CDB (treize Parties : 26 % des CP).

Les trois Parties restantes n'ayant soit pas répondu formellement (la Géorgie), soit ayant communiqué l'absence de coordination ou d'engagement (Portugal et Chypre), n'ont fourni aucune raison.

Q69. Les priorités de l'AEWA sont-elles intégrées dans la Stratégie et le Plan d'action nationaux pour la biodiversité (SPANB) de votre pays et dans d'autres processus de planification stratégique ? (Résolution 6.3)

Globalement, quarante-quatre Parties (83 % des RP ; 59 % des CP) ont déclaré avoir incorporé les priorités AEWA soit à leur SPANB (dix-sept Parties : 32 % des RP ; 23 % des CP), soit à d'autres processus de planification stratégique (cinq Parties : 9 % des RP ; 7 % des CP), soit aux deux (vingt-deux Parties : 42 % des RP ; 29 % des CP) (Figure 7.6 ; Tableau 44, en Annexe). Six Parties (11 % des RP ; 8 % des CP) n'ont pas répondu à la question. Sur les dix-sept Parties ayant communiqué avoir incorporé les priorités AEWA seulement à leur SPANB, huit ont confirmé ne pas les avoir incorporées à d'autres processus de planification stratégique (15 % des RP ; 11 % des CP), tandis que les neuf restantes (17 % des RP ; 12 % des CP) n'ont pas répondu à ce sujet. L'ARY Macédoine a communiqué n'avoir incorporé les priorités AEWA ni à son SPANB, ni à d'autres processus stratégiques, et commentait que l'obstacle résidait dans un manque de consultation ou d'implication vis-à-vis de la préparation des Plans stratégiques nationaux de la part du Point focal AEWA. La Bulgarie et le Niger ont répondu ne pas avoir incorporé les Stratégies de l'AEWA à leurs SPANB, le Niger déclarant être sur le point d'y parvenir pour son SPANB, et la Bulgarie qu'un nouveau SPANB devait être développé en 2019 ; ces Parties ne fournissaient pas non plus de réponse concernant d'autres processus de planification stratégique.

69.1 SPANB

La plupart des Parties (trente-neuf Parties : 74 % des RP ; 52 % des CP) ont signalé avoir incorporé les Stratégies de l'AEWA à leur SPANB (Figure 7.6). Parmi les huit Parties n'ayant pas incorporé les priorités AEWA à leur SPANB, l'ARY Macédoine était la seule à confirmer ne pas avoir incorporé les priorités AEWA à d'autres processus de planification stratégique à la place, et la Bulgarie et le Niger étaient les seules Parties n'ayant pas répondu à ce sujet (voir détails ci-dessus). La Slovénie communiquait qu'aucun SPANB n'avait encore été adopté, tandis que la Lettonie mentionnait que son Schéma de politique environnementale 2014-2020 incluait des actions générales en matière de protection des habitats et des espèces. Les Pays-Bas ont commenté que les priorités AEWA étaient incorporées à la réalisation de leur Réseau naturel national, et le Danemark communiquait qu'elles étaient intégrées à leur Accord national sur la Nature, lequel établissait les priorités du pays dans ce domaine. Israël n'a fourni aucun détail supplémentaire.

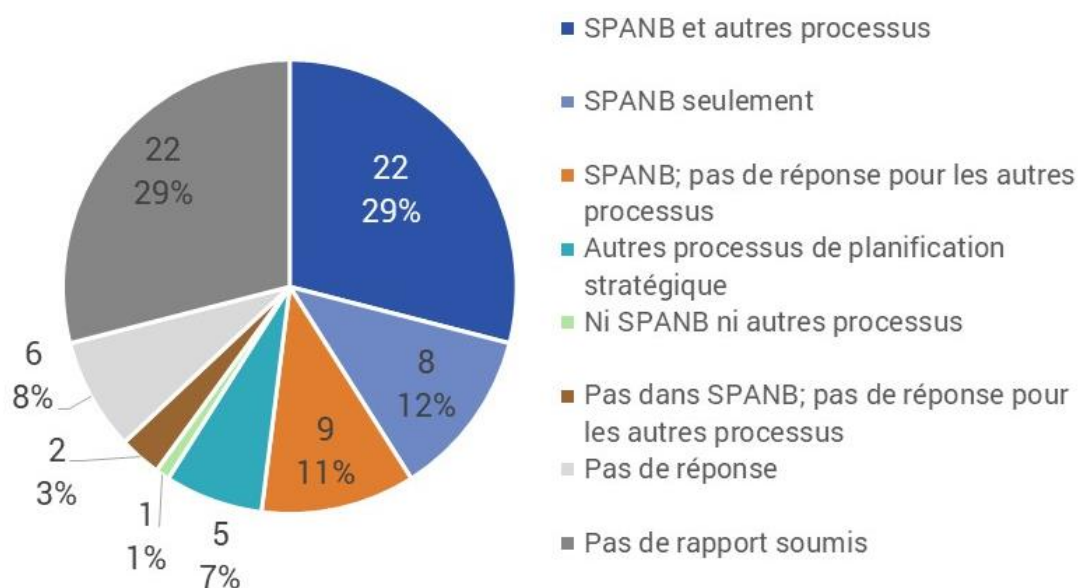


Figure 7.6. Réponses des Parties quant à savoir si les priorités AEWA ont été incorporées dans leur Stratégie et le Plan d'action nationaux pour la biodiversité (SPANB) et/ou dans d'autres processus de planification stratégique (Résolution 6.3)

69.2 Autres processus de planification stratégique

Vingt-sept Parties (51 % des RP ; 36 % des CP) ont signalé avoir incorporé les priorités AEWA à d'autres processus de planification stratégique (Figure 7.6). Ces autres processus de planification stratégique sont détaillés dans le Tableau 7.2. Sur ces vingt-sept Parties, cinq seulement (9 % ou RP ; 7 % des CP) ne les avaient pas également intégrées à leur SPANB, tandis que parmi les Parties n'ayant pas incorporé les priorités AEWA à d'autres processus de planification stratégique ou n'ayant pas répondu à cette sous-question, seuls le Niger, la Bulgarie et l'ARY Macédoine ont confirmé ne pas les avoir incorporées à leur SPANB à la place (voir détails ci-dessus).

Parmi les Parties ayant communiqué ne pas avoir intégré les priorités AEWA à d'autres processus de planification stratégique, la République Tchèque, la Croatie et Djibouti ont déclaré qu'aucun autre processus de planification stratégique n'était en place, tandis que l'Albanie communiquait que le manque de compétences disponibles était la principale limite ; les pays restants n'ont fourni aucune raison.

Tableau 7.2. Autres processus de planification stratégique incorporant les priorités AEWA, tels que notifiés par les Parties ; les pays n'ayant pas également incorporé les priorités AEWA à leur SPANB figurent en caractères gras

Partie	Autres processus de planification stratégique incorporant les priorités AEWA
Afrique du Sud	Plan de gestion de la biodiversité par espèce (au titre de la loi nationale sur la biodiversité)
Algérie	Stratégie nationale pour la gestion écosystémique des zones humides
Allemagne	Stratégie pour la protection des insectes (en développement)
Belgique	Accords avec d'autres administrations et organisations en matière d'agriculture, de gestion de l'eau, de circulation routière, d'économie, de gestion du territoire, dans le cadre élargi de la réalisation des objectifs Natura 2000 à partir des ZPS de la Directive "Oiseaux" de l'UE
Bénin	Pas de détails
Danemark	Accord sur la Nature (Aftale om Naturpakke), établissant les priorités de la politique du Danemark en matière de Nature
Égypte	Plan stratégique du secteur de conservation de la Nature 2020 ; Stratégie égyptienne de développement durable 2030 (Égypte vision 2030)
Eswatini	Plans stratégiques de conservation
Éthiopie	Plan stratégique de l'Autorité éthiopienne de conservation de la vie sauvage
Finlande	Plan d'action pour la protection d'espèce menacées ; Plan d'action Ramsar ; Stratégie pour les espèces de gibier et les zones humides
France	Stratégie pour la création d'aires protégées (SCAP) ; Stratégie pour la création d'aires marines protégées (SCAMP) ; TVB (Trame Verte et Bleue)
Ghana	Pas de détails
Hongrie	Plan directeur national de conservation de la Nature (Annexe au Programme environnemental national)
Maurice	Processus EIE étudiant les impacts sur la biodiversité, dont les oiseaux d'eau
Israël	Pas de détails
Kenya	Stratégies en rapport avec la vie sauvage et autres stratégies sectorielles vis-à-vis desquelles le Point focal AEWA pourrait être impliqué, ou ayant des implications directes ou indirectes sur les oiseaux d'eau
Lettonie	Programme national sur la biodiversité (2000)
Maroc	Stratégie nationale pour les aires protégées ; Stratégie nationale pour les zones humides
Norvège	Plans intersectoriels, par ex. sur les espèces non indigènes envahissantes
Ouganda	Plans d'aires protégées ; plans nationaux pour différents écosystèmes
Pays-Bas	Réseau naturel national incluant la quasi-totalité des sites Natura 2000, y compris pratiquement tous les sites d'importance internationale pour les espèces inscrites sur les listes de l'AEWA
Roumanie	Pas de détails
Slovaquie	Programme de gestion des zones humides en Slovaquie pour 2015-2021 et Plan d'action pour les zones humides pour 2015-2018 ; Politique (mise à jour) de protection de la Nature et du paysage ; Cadre d'action prioritaire pour le financement de Natura 2000 en Slovaquie pendant la période de programmation 2014-2020 de l'UE
Slovénie	Planification de gestion Natura 2000
Soudan	Planification stratégique 2017-2022 pour le Soudan, y compris un Plan pour l'Environnement et un Plan pour le développement local et des zones reculées
Suède	Stratégie pour la biodiversité de l'UE d'ici 2020
Suisse	Espèces dont la conservation constitue une priorité nationale

Q70. Veuillez signaler toute activité entreprise afin de promouvoir, avec l'agence de développement de votre pays ou avec un autre organisme gouvernemental approprié, la pertinence de la mise en œuvre de l'AEWA dans le cadre des ODD et de souligner la nécessité de mieux intégrer des actions en faveur de la conservation des oiseaux d'eau et des zones humides dans les projets de développement pertinents (Résolution 6.15).

Vingt-deux Parties (42 % des RP ; 29 % des CP) ont signalé avoir œuvré à la promotion de l'importance de la mise en œuvre de l'AEWA dans le contexte de réalisation des Objectifs internationaux de développement durable (ci-après, ODD) à leurs agences gouvernementales de développement ou à un autre organisme gouvernemental de ressort (Figure 7.7 ; Tableau 44, en Annexe).

Les manières dont l'importance de la mise en œuvre de l'AEWA avait fait l'objet de promotion au sein des organismes gouvernementaux de ressort dans le contexte de réalisation des ODD sont résumées dans le Tableau 7.3, les moyens les plus fréquemment cités étant la collaboration entre organismes gouvernementaux et/ou avec d'autres organisations dans différents contextes. Israël a également accueilli le Comité technique de l'AEWA en 2016. Cinq Parties n'ont fourni aucun détail quant à la manière dont ils avaient œuvré à la promotion de l'importance de la mise en œuvre de l'AEWA dans le contexte de réalisation des ODD au sein de leurs organismes gouvernementaux de ressort.



Figure 7.7. Réponses des Parties quant à savoir si elles ont promu la pertinence de la mise en œuvre de l'AEWA avec l'agence de développement de votre pays ou avec un autre organisme gouvernemental approprié.

Tableau 7.3. Manières dont l'importance de la mise en œuvre de l'AEWA a fait l'objet de promotion au sein des organismes gouvernementaux de ressort dans le contexte de la réalisation des ODD, telles que notifiées par les Parties.

Manières dont l'importance de la mise en œuvre de l'AEWA a fait l'objet de promotion	Partie répondante
Collaboration entre organismes gouvernementaux et/ou avec d'autres organisations : collaboration et consultation globales	Afrique du Sud, Bénin, Danemark, Eswatini, Soudan
Collaboration entre organismes gouvernementaux et/ou avec d'autres organisations : collaboration sur des projets spécifiques	Allemagne
Collaboration entre organismes gouvernementaux et/ou avec d'autres organisations : implication des agents de l'AEWA vis-à-vis des processus de planification stratégique nationaux	Égypte, Ouganda
Garantir la promotion de l'AEWA au cours de la planification stratégique nationale	Croatie, Kenya
Convergence des stratégies nationales en matière de développement et de vie sauvage	Éthiopie
Description de la pertinence des activités de l'AEWA à la réalisation des ODD dans les rapports pertinents	Algérie, France
Description de la pertinence des activités de l'AEWA à la réalisation des ODD lors de la phase de planification des projets	Hongrie
Promotion de la mise en œuvre de l'AEWA et/ou en tant que partie d'une sensibilisation accrue aux questions de biodiversité	Finlande, Lettonie

Parmi les pays ayant déclaré ne pas avoir œuvré à la promotion de l'importance de la mise en œuvre de l'AEWA dans le contexte de réalisation des ODD, la Norvège et la Slovénie déclaraient que les approches de leurs pays concernant la mise en œuvre des ODD étaient trop générales pour inclure les considérations de l'AEWA ; l'Italie faisait remarquer que les ODD étaient déjà couverts par la législation nationale, et les Pays-Bas commentaient que ce n'était pas un problème. La Suisse et la République Tchèque ont indiqué que la promotion de l'importance de la mise en œuvre de l'AEWA n'était pas considérée comme une priorité, l'ARY Macédoine signalait un manque de volonté politique, et l'Albanie faisait remarquer que le manque d'expertise constituait la principale limite.

Bien qu'ayant déclaré ne pas avoir œuvré à la promotion de l'importance de la mise en œuvre de l'AEWA dans le contexte de réalisation des ODD, le Liban a mentionné avoir pris des dispositions dans ce sens sous forme de collaboration avec le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), la Slovaquie a suggéré que les priorités AEWA pourraient être intégrées au prochain agenda

national de planification stratégique, et le Niger a déclaré que l'organisation de ressort en matière de collaboration était le Conseil environnemental national pour le développement durable (CNEDD). Bien que n'ayant franchi aucune étape en termes de promotion, la Guinée Bissau et le Burundi ont reconnu l'intérêt qu'il y aurait à intégrer les mises en œuvre de l'AEWA et des ODD à l'avenir.

Cinq pays n'ont fourni aucune raison concernant les raisons pour lesquelles l'importance de la mise en œuvre de l'AEWA dans le contexte de réalisation des ODD ne faisait pas l'objet de promotion au sein des organismes gouvernementaux de ressort.

Q71. Comment votre pays pourrait-il encourager les liens entre les AME pour la biodiversité, dont il est Partie contractante, à des fins de travail plus efficace ?

Globalement, trente-sept Parties (70 % des RP ; 49 % des CP) ont formulé des suggestions ou des commentaires pertinents, alors que l'ARY Macédoine exprimait la nécessité d'appliquer l'AEWA à l'intérieur du pays avant de pouvoir formuler des suggestions. Les commentaires et suggestions des Parties répondantes sont résumés ci-dessous :

- **Coordination entre Points focaux des différents AME à l'échelle nationale**

Il s'agit du moyen de promouvoir de nouveaux liens entre différents AME le plus fréquemment cité, seize Parties (30 % des RP ; 21 % des CP) ayant formulé des propositions ou des commentaires concernant l'amélioration de la coordination à l'échelle nationale. Parmi ces Parties, six (11 % des RP ; 8 % des CP) ont fait part d'une expérience positive à cet égard, à travers des Points focaux travaillant pour un même ministère ou un même service (Liban ; Sénégal), en charge de plusieurs AME en même temps (République Tchèque ; Kenya), coopérant à travers différents ministères (Algérie ; Tunisie), et/ou faisant partie de groupes de travail nationaux (République Tchèque). La Tunisie a aussi clarifié que la mise en œuvre de plusieurs AME était intégrée à la stratégie nationale pour garantir la convergence à l'échelle nationale. Parmi les autres façons de favoriser la coordination à l'échelle nationale figuraient la création de plateformes efficaces de coordination et de communication (Albanie, Égypte, Maroc, Syrie), par exemple en créant un comité directeur national (Burundi, Éthiopie, Ghana, Niger, Ouganda), ou en lançant des initiatives conjointes avec chef de file pour les sujets transversaux (France).

- **Coordination entre AME à l'échelle internationale**

Quatorze Parties (26 % des RP ; 19 % des CP) ont formulé des propositions ou des commentaires visant l'amélioration de la coordination entre AME à l'échelle internationale. L'identification de liens et de synergies entre AME pour la coopération et la mise en œuvre conjointes était la suggestion la plus fréquente (Afrique du Sud, Égypte, Lettonie, Slovaquie, Slovénie). Des groupes de travail et des sessions conjointes étaient suggérés, et des partenariats tels que la Plateforme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES), le Groupe de liaison "Diversité" de la CDB, et le Groupe consultatif informel de la CDB sur les synergies entre conventions en rapport avec la diversité biologique, ont été mis en exergue en leur qualité de plateformes consultatives en matière de priorités, et pour une mise en œuvre plus efficace des différents AME. L'Allemagne proposait que les Secrétariats exécutifs des AME sur la biodiversité réfléchissent aux manières d'assurer davantage de liaisons avec des AME non chapeautées par le PNUD. La Moldavie et la Slovénie suggéraient que les AME travaillent sur une planification stratégique commune, tandis que la Finlande soulignait l'importance pour tous les AME d'être impliqués dans le processus de planification de la Stratégie post-2020 de la CDB. La Slovénie proposait également d'accroître la collaboration entre organes techniques et spécialisés et entre AME, et l'échange de tous les résultats, y compris intermédiaires.

- **Améliorations du processus de notification des différents AME**

Sept Parties (13 % des RP ; 9 % des CP) ont suggéré des améliorations du processus de notification, notamment à travers une harmonisation et une simplification des obligations en matière de notification, afin de réduire la charge de travail. Une normalisation était proposée, soit à travers la création et l'utilisation d'indicateurs normalisés permettant de jauger le degré de réussite vis-à-vis des objectifs (Belgique), soit en remplaçant les questions qualitatives par des questions quantitatives correctement formulées, ce qui faciliterait l'évaluation des résultats (Suède).

Outre les suggestions ci-dessus, trois pays ont suggéré un renforcement accru des capacités à l'échelle nationale (Eswatini et Libye) et internationale (Mali). L'Ukraine proposait de disposer de davantage d'information et de documentation dans d'autres langues, tandis que le Royaume-Uni soulignait la nécessité, pour ce pays, d'établir un meilleur dialogue avec ses territoires d'outre-mer et les dépendances de la Couronne. L'Espagne suggérait également de disposer d'instruments financiers communs, et le Soudan suggérait une formation à l'échelle internationale.

Q72. Votre pays a-t-il alloué des fonds au Fonds de petites subventions (SGF) au cours de la dernière période triennale ? (Plan stratégique 2009-2017, Objectif 5, Cible 5.4)

Un seul pays, la Suisse, a déclaré avoir contribué au Fonds de petites subventions (ci-après, FPS) de l'AEWA au cours de la dernière période triennale (Figure 7.8 ; Tableau 46, en Annexe), sous forme de financement et de soutien aux ateliers de formation de formateurs régionaux et nationaux pour la Communication, l'éducation et la sensibilisation du public (CESP), à travers le soutien de la Suisse à l'Al. Bien que n'ayant pas baillé directement de fonds au FPS, l'Allemagne a souligné sa contribution volontaire annuelle de 25 600 EUR à l'AEWA, et déclaré que tout argent versé au titre du soutien à la MoP 6 de l'AEWA en 2015 et non dépensé pouvait être alloué au FPS, sous réserve d'approbation allemande d'une requête présentée dans ce sens par le Secrétariat de l'AEWA.

Cible 5.4 du Plan stratégique : Le Fonds de petites subventions (SGF) est actif.

Indicateur : Au moins 100 000 EUR par an sont déboursés pour les pays en développement pour la mise en œuvre de l'AEWA.



Figure 7.8. Réponses des Parties quant à savoir si oui ou non elles ont contribué au Fonds de petites subventions de l'AEWA au cours de la dernière période triennale.

Chez les Parties disant ne pas avoir baillé de fonds au FPS (96 % des RP ; 68 % des CP), la principale raison avancée était un manque de fonds et de ressources (trente-quatre Parties : 64 % des RP). La Libye a signalé un manque de contributions dû à l'instabilité politique, tandis que la Norvège mentionnait avoir axé ses contributions sur d'autres activités de l'AEWA. Dix Parties n'ont pas fourni de raison à l'absence de dons au FPS. La Côte d'Ivoire n'a pas répondu à cette question.

Q73. Votre pays a-t-il alloué d'autres fonds ou fourni un soutien en nature à des activités coordonnées par le Secrétariat ?

Dix-huit Parties (34 % des RP, 24 % des CP) ont communiqué avoir fourni un autre soutien, financier ou en nature, à des activités coordonnées par le Secrétariat de l'AEWA (Figure 7.9 ; Tableau 46, en Annexe). Chez neuf Parties (50 %), les contributions étaient effectuées sous forme d'accueil ou de soutien à des réunions et/ou des ateliers, tandis que cinq autres disaient proposer des contributions volontaires à des projets de l'AEWA. Lors du précédent Rapport national AEWA (2012-2014), onze Parties avaient communiqué avoir fourni un autre soutien, financier ou en nature, à des activités financées par le Secrétariat de l'AEWA. Bien que la Suède ait répondu "Non" à cette question, ce pays signalait avoir contribué, à hauteur de 25 000 Euros, à la Plate-forme européenne de gestion des oies.



Figure 7.9. Réponses des Parties quant à savoir si elles ont donné des fonds ou fourni un soutien en nature aux activités coordonnées par le Secrétariat au cours de la dernière période triennale.

Sur les trente-trois Parties (62 % des RP ; 44 % des CP) n'ayant fourni aucun type de soutien (Figure 7.9 ; Tableau 46, en Annexe), la principale raison était un manque de financement et de ressources (vingt-cinq Parties sur les trente-trois : 76 %). Sept Parties n'ont pas fourni de plus ample information, ou leur réponse manquait de clarté. L'Estonie et la Géorgie n'ont pas répondu à cette question, l'Estonie commentant par ailleurs que son budget était limité.

Q74. Veuillez faire rapport sur l'application des dispositions de la Résolution 6.21 sur la mobilisation des ressources pour la mise en œuvre de l'AEWA.

Il était demandé aux Parties de fournir des détails sur la mise en œuvre de la Résolution 6.21 concernant la mobilisation de ressources pour la mise en œuvre de l'AEWA, lesquelles sont énoncées toutes ensemble dans la section ci-dessous, et couvrent les questions suivantes :

- *Au cours de la dernière période triennale, le gouvernement de votre pays a-t-il alloué des ressources financières et/ou en nature au soutien des activités nationales visant à atteindre les objectifs de l'AEWA, en particulier les activités répondant aux attentes du Plan stratégique de l'AEWA, y compris du Plan d'action de l'AEWA pour l'Afrique, et en conformité avec vos plans, priorités et programmes nationaux ? (Q74.1)*
- *Le gouvernement de votre pays a-t-il fourni des fonds pour soutenir le respect par les pays en développement – en particulier les pays les moins développés et les petits États insulaires en développement, ainsi que les pays à économie en transition – de leurs obligations en vertu de l'AEWA, et la mise en œuvre du Plan d'action de l'AEWA pour l'Afrique 2012-2017 ? Pour cette question, veuillez faire rapport sur le soutien prévu en dehors de la coopération intergouvernementale formelle et établie. Pour cette dernière, veuillez-vous référer à la question suivante 74.4. (Q74.3)*
- *Le gouvernement de votre pays participe-t-il à une coopération Sud-Sud, Nord-Sud ou coopération triangulaire visant à renforcer le soutien financier et technique nécessaire à la réussite de la mise en œuvre des activités de l'AEWA ? (Q74.4)*

- *Le gouvernement de votre pays utilise-t-il des mécanismes de financement novateurs pour la mise en œuvre du Plan stratégique de l'AEWA tels que le Fonds (national) pour les oiseaux d'eau migrateurs ? (Q74.5)*
- *La mise en œuvre de l'AEWA dans votre pays bénéficie-t-elle au niveau national de synergies entre les conventions relatives à la biodiversité, notamment par le partage d'informations sur les possibilités de financement et le partage des ressources financières comme le Fonds contre la désertification, le Fonds vert pour le climat, le Fonds d'adaptation, et le Fonds mondial pour l'environnement ? (Q74.6)*

Mobilisation de ressources pour la mise en œuvre de l'AEWA au niveau national

Vingt-sept Parties (51 % des RP ; 36 % des CP) affirmaient avoir fourni des ressources financières et/ou en nature pour soutenir des activités nationales visant à atteindre les objectifs de l'Accord pendant la dernière période triennale (Q74.1 ; Figure 7.10, Tableau 48, en Annexe). Elles sont résumées dans le Tableau 49, en Annexe. Bien qu'ayant communiqué formellement ne pas avoir fourni de ressources pour soutenir les activités nationales, la Norvège disait avoir fourni un soutien aux projets sur l'Oie naine et à la Plate-forme européenne de gestion des oies (EGMP), tandis que le Maroc soulignait avoir contribué en mettant leurs données scientifiques, telles que les données de recensement, à la disposition des organismes internationaux. La Suède faisait remarquer que certaines activités avaient été entreprises, mais pas spécifiquement en vue de réaliser les objectifs de l'Accord.

Quatre Parties (8 % des RP ; 5 % des CP) ont également communiqué disposer de mécanismes financiers innovateurs à l'œuvre pour mettre en œuvre le Plan stratégique de l'AEWA (Q74.5 ; Figure 7.10 ; Tableau 48, en Annexe) : l'Algérie et la Tunisie ne fournissaient pas de justification ; l'Afrique du Sud commentait que les questions de conservation des espèces étaient considérées comme du domaine de la planification ; et l'Ouganda précisait qu'un fonds "Biodiversité" avait été créé en partenariat avec la société civile afin de financer des projets sur la vie sauvage, outre la diversification gouvernementale des sources de revenus pour financer les activités de conservation de la vie sauvage, tels qu'investissements en écotourisme et dans l'immobilier. La Slovaquie a prévu des propositions de mécanismes de financement innovateurs dans sa nouvelle politique en matière de conservation de la Nature et pour sa stratégie de mise en œuvre de la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage (CMS) et de ses instruments.

Plus du tiers des Parties répondantes (dix-neuf Parties : 36 % des RP ; 25 % des CP) ont communiqué que la mise en œuvre de l'AEWA dans leurs pays bénéficiait de synergies avec d'autres conventions en rapport avec la diversité biologique à l'échelle nationale, à travers le partage d'informations et de mécanismes financiers, alors que la Hongrie commentait qu'un projet financé par le FEM s'était déroulé auparavant, mais qu'aucun n'était actuellement à l'œuvre (Q74.6 ; Figure 7.10 ; Tableau 48, en Annexe). Huit Parties (15 % des RP ; 11 % des CP) fournissaient des informations sur les synergies et la coordination à grande échelle, et six (11 % des RP ; 8 % des CP) fournissaient des détails sur des projets spécifiques dont la mise en œuvre incluait des aspects bénéfiques à la mise en œuvre de l'AEWA ; les détails concernant les synergies à grande échelle et les projets spécifiques figurent dans le Tableau 53, en Annexe.

La limitation des ressources financières et des capacités humaines étaient citées comme constituant le principal obstacle, faute de ressources financières et/ou en nature pour soutenir les activités nationales visant à atteindre les objectifs de cet Accord, ou faute d'utilisation de mécanismes de financement innovateurs pour mettre en œuvre le Plan stratégique de l'AEWA (cinq Parties dans chacun des cas : 9 % des RP ; 7 % des CP). Un résumé des détails supplémentaires concernant les raisons pour lesquelles des mécanismes de financement innovateurs n'étaient pas à l'œuvre figurent

dans le Tableau 52, en Annexe. En ce qui concerne l'absence de synergies entre conventions en rapport avec la diversité biologique bénéficiant à la mise en œuvre de l'AEWA (Q74.6), le Maroc considérait que cela était dû à un manque de demandes de financement, tout en faisant remarquer que des projets jouissant d'un financement international avaient indirectement aidé les habitats d'oiseaux migrateurs. La Croatie indiquait qu'elle n'avait plus droit au financement du FEM, tandis que le Burundi déclarait avoir bon espoir d'un futur financement dans le cadre du Système de répartition transparente des ressources FEM-7, le Point focal national du FEM ayant été informé de la présence de l'AEWA.

Mobilisation de ressources pour la mise en œuvre de l'AEWA au niveau international

Quatre Parties seulement (8 % des RP ; 5 % des CP) déclaraient avoir apporté leur soutien à des pays en développement ou dont l'économie était en transition pour les aider à respecter leurs obligations au titre de l'AEWA (Q74.3 ; Figure 7.10 ; Tableau 48, en Annexe) ; les détails concernant ces soutiens figurent dans le Tableau 50, en Annexe. Un bon quart des Parties répondantes (quatorze Parties : 26 % des RP ; 19 % des CP) ont communiqué que leur gouvernement avait participé à une coopération Sud-Sud, Nord-Sud ou triangulaire pour renforcer le soutien financier et technique visant une mise en œuvre réussie des activités de l'AEWA (Q74.4 ; Figure 7.10 ; Tableau 48, en Annexe). Les différents mécanismes de coopération figurent dans le Tableau 51, en Annexe, sauf pour l'Eswatini, la Roumanie et le Sénégal, qui n'ont pas fourni plus de détails.

Le manque de capacité ou de ressources financières ou humaines était la raison la plus fréquemment citée concernant l'absence de soutien à des pays en développement (dix-huit Parties : 34 % des RP ; 24 % des CP) ou à la coopération Sud-Sud, Nord-Sud ou triangulaire (sept Parties : 13 % des RP ; 9 % des CP), tandis que la République Tchèque déclarait que ces domaines ne faisaient pas partie des priorités nationales en matière de coopération au développement. Le Maroc commentait avoir participé à une coopération Sud-Sud non spécifique à l'AEWA, mais avoir néanmoins participé à des réunions de la région Afrique au sujet de la mise en œuvre de l'AEWA.

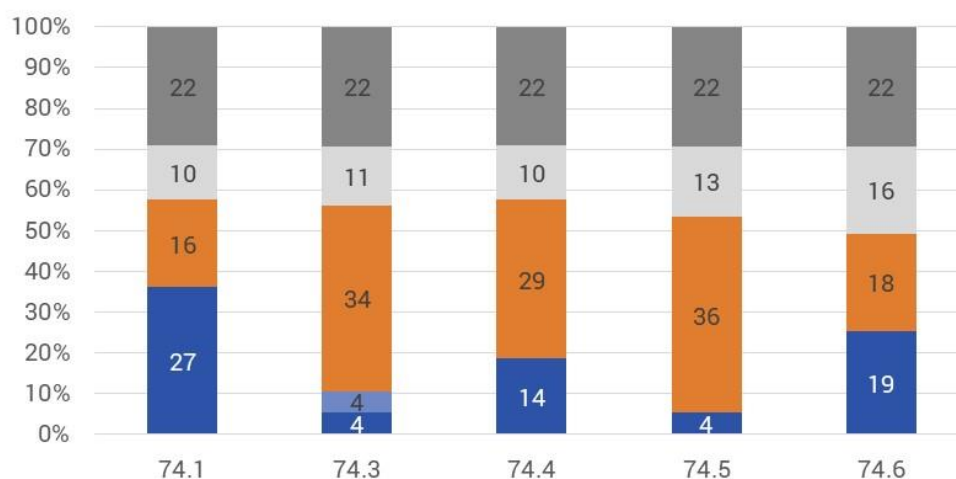


Figure 7.10. Réponses des Parties sur l'application des dispositions de la Résolution 6.21 sur la mobilisation des ressources pour la mise en œuvre de l'AEWA quant à savoir si, dans la dernière période triennale, elles avaient : donné des fonds ou fourni un soutien en nature aux activités nationales (Q74.1) ; donné des fonds pour soutenir des pays en voie de développement ou à économie en transition (Q74.3) ; participé à une coopération Sud-Sud, Nord-Sud ou coopération triangulaire visant à renforcer un soutien financier et technique (Q74.4) ; utilisé des mécanismes de financement novateurs (Q74.5) ; ou identifié des synergies entre les conventions relatives à la biodiversité par le partage d'informations sur les possibilités de financement et le partage des ressources financières (Q74.6)

Q74. 2. Le gouvernement de votre pays a-t-il des contributions impayées au Fonds d'affectation de l'AEWA (contributions annuelles au budget de l'Accord approuvé par chaque session de la Réunion des Parties) ?

Onze Parties (21 % des RP ; 15 % des CP) ont reconnu avoir des cotisations impayées au Fonds d'affectation de l'AEWA, mais l'Ouganda semblait avoir mal interprété la question, car cette Partie commentait qu'aucune n'était impayée (Figure 7.11 ; Tableau 48, en Annexe). Les montants et les actions prévues visant à régler ces cotisations impayées figurent dans le Tableau 7.4.

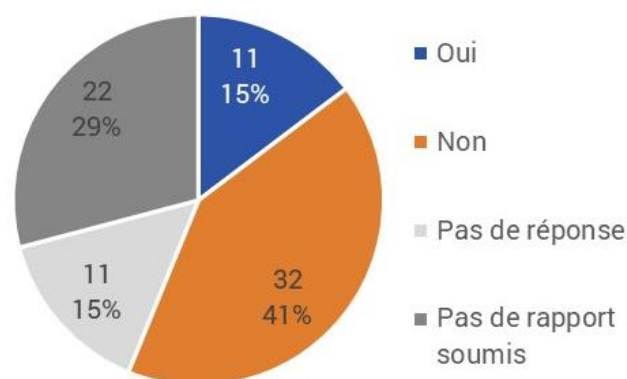


Figure 7.11. Réponses des Parties quant à des contributions impayées au Fonds d'affectation de l'AEWA

Tableau 7.4. Contributions annuelles impayées au Fonds fiduciaire de l'AEWA et actions prévues

Partie	Contributions annuelles impayées	Actions prévues
Algérie	1 année (2017)	En cours
ARY Macédoine	8 années	Règlement prévu cette année
Bénin	6 années (2013-2018)	Inconnues ; négociations en cours avec la structure gouvernementale de ressort pour régler les versements dus
Burundi	Plus de 3 années	En cours de négociations avec le ministère
Eswatini	3 années	S'emploie à un règlement dans les prochaines semaines à venir
Niger	20 703,75 EUR	Plan de recouvrement
Portugal	Pas de détails	Pas de détails
Sénégal	Pas de détails	En cours avec le ministère des Affaires étrangères pour respecter ces engagements
Soudan	200 EUR	Règlement en 2018
Syrie	Pas de détails	Règlement prévu dès que la situation s'améliorera et que les sanctions à la Syrie en matière de contribution et de transactions financières seront levées

VIII. Changement climatique

Q75. Veuillez exposer les recherches et évaluations ayant trait au changement climatique et/ou les mesures d'adaptation qui sont importantes pour les oiseaux d'eau migrateurs, et qui ont été réalisées ou sont prévues dans votre pays. (Résolution 5.13)

a. Recherches et études sur les effets du changement climatique sur les oiseaux d'eau

Dix-neuf Parties (36 % des RP ; 25 % des CP) déclaraient avoir entrepris des recherches concernant les impacts du changement climatique sur les oiseaux d'eau, et treize autres (24 % des RP ; 17 % des CP) mentionnaient des plans pour en entreprendre (Figure 8.1, Tableau 54, en Annexe). Toutes les Parties ayant entrepris ou planifié des recherches ont fourni des références à des projets ou des études, sauf la Roumanie, le Soudan et la Tunisie, qui n'ont pas fourni de références, et le Burundi, le Kenya et l'Ouganda, qui évoquaient un manque de fonds et de ressources. Dix-neuf Parties (36 % des RP ; 25 % des CP) reconnaissaient qu'aucune activité pertinente n'avait été entreprise ni prévue par manque de ressources, aussi bien en termes de financement qu'en termes de capacités (huit Parties) ; qu'aucune recherche n'avait été réalisée jusqu'à présent (cinq Parties) ; ou que la recherche ne faisait pas partie de l'agenda (une Partie). Deux pays, la Géorgie et le Mali, n'ont pas répondu à cette question.

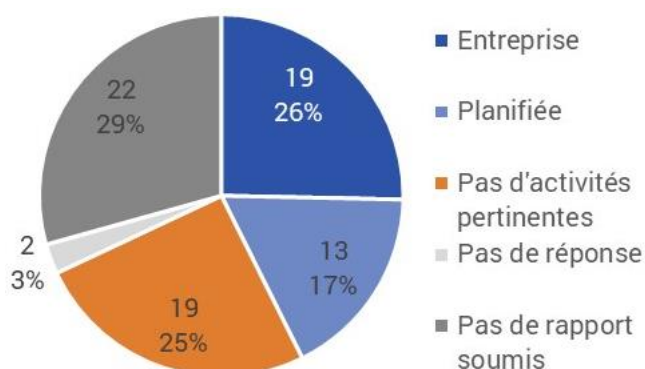


Figure 8.1. Réponses des Parties pour savoir si la recherche et les études relatives à l'impact du changement climatique sur les oiseaux aquatiques ont été entreprises ou prévues.

b. Évaluation de la vulnérabilité potentielle au changement climatique des habitats clés utilisés par les espèces d'oiseaux d'eau (y compris ceux situés en dehors des réseaux des sites protégés)

Seize Parties (30 % des RP ; 21 % des CP) ont communiqué que leur pays avait entrepris des évaluations de la vulnérabilité potentielle au changement climatique des habitats clés utilisés par des espèces d'oiseaux d'eau (Figure 8.2, Tableau 54, en Annexe). Une plus faible proportion de Parties disait avoir planifié de telles évaluations (treize Parties : 24 % des RP ; 17 % des CP) (Figure 8.2). Sur les vingt-neuf Parties ayant répondu avoir entrepris ou prévu des évaluations, toutes ont fourni des références les concernant, sauf la Guinée Bissau et la Tunisie, qui n'ont pas fourni de références, et le Burundi, le Kenya et l'Ouganda, qui évoquaient un manque de financement ou de ressources. Vingt-et-une Parties (40 % des RP ; 28 % des CP) n'ont communiqué aucune activité pertinente ; elles mentionnaient de nombreuses raisons, dont le manque de ressources financières ou humaines (six Parties) ; des recherches et des projets existants ne mettant

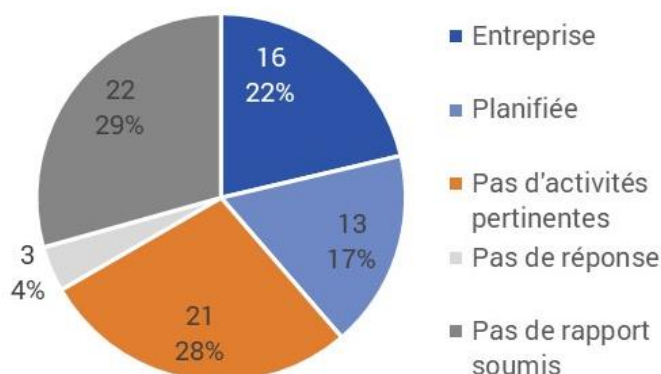


Figure 8.2. Réponses des Parties pour savoir si des évaluations de la vulnérabilité potentielle des habitats d'oiseaux d'eau habitats aux changements climatiques avaient été entreprises

pas particulièrement l'accent sur ce sujet (quatre Parties) ; et la faible vulnérabilité des oiseaux au changement climatique à l'intérieur de leur pays (trois Parties). L'Algérie disait projeter un plan national sur le climat, et que celui-ci tiendrait compte des habitats en milieu humide. Trois Parties, la Bulgarie, la Géorgie et le Mali (6 % des RP ; 4 % des CP) n'ont pas répondu à cette question.

c. Évaluation de la vulnérabilité des espèces d'oiseaux d'eau face au changement climatique

Douze Parties (23 % des RP ; 16 % des CP) ont communiqué que leur pays avait entrepris des évaluations de la vulnérabilité potentielle des espèces d'oiseaux d'eau au changement climatique, et une proportion légèrement plus importante de Parties répondantes (treize : 24 % des RP ; 17 % des CP) déclarait avoir prévu une évaluation (Figure 8.3, Tableau 54, en Annexe). Sur les vingt-cinq Parties ayant entrepris ou planifié une évaluation, seul le Kenya ne mentionnait aucune référence ; le Burundi et l'Ouganda mentionnaient un manque de fonds et de ressources, et le Niger évoquait le manque d'information disponible. Vingt-quatre Parties (45 % des RP, 32 % des CP) n'ont communiqué aucune activité pertinente ; elles évoquaient un manque de capacités ou de financement (huit Parties) ; que cette évaluation était peu prioritaire, ou ne figurait pas sur l'agenda (cinq Parties) ; ou que des évaluations étaient prévues, mais n'avaient pas encore été entreprises (une Partie). Quatre Parties (Géorgie, Espagne, Mali, et Portugal : 7 % des RP, 5 % des CP) n'ont pas répondu à cette question.

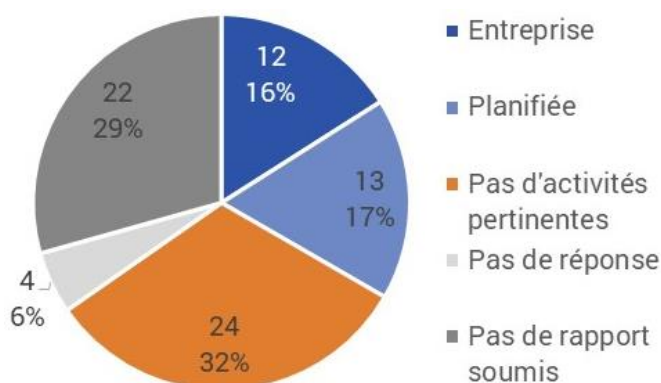


Figure 8.3. Réponses des Parties pour savoir si les évaluations de la vulnérabilité potentielle des espèces d'oiseaux d'eau aux changements climatiques avaient été entreprises.

d. Étude des politiques nationales de conservation importantes pour les oiseaux d'eau et le changement climatique

Dix Parties (19 % des RP ; 13 % des CP) déclaraient avoir entrepris un examen des politiques nationales de conservation relatives aux oiseaux d'eau et au changement climatique (Figure 8.4, Tableau 54, en Annexe), et dix-sept (32 % des RP ; 23 % des CP) affirmaient que leurs pays planifiaient actuellement un examen. La Guinée Bissau, le Kenya, le Portugal, la Roumanie et l'Afrique du Sud ne fournissaient pas de références à leurs examens entrepris ou prévus. Vingt-et-une Parties (40 % des RP ; 28 % des CP) n'ont communiqué aucune activité pertinente en matière d'examen ; elles évoquaient un manque de ressources financières ou humaines (six Parties) ; un manque d'études (deux Parties) ; ou un manque de pertinence, en partie parce que les oiseaux d'eau occupent des habitats affichant une très faible vulnérabilité au climat (trois Parties). Cinq Parties (Côte d'Ivoire, Géorgie, Mali, Niger et Espagne : 9 % des RP ; 7 % des CP) n'ont pas fourni de réponse quant à avoir entrepris ou prévu un examen (Figure 8.4) ; toutefois, le Mali

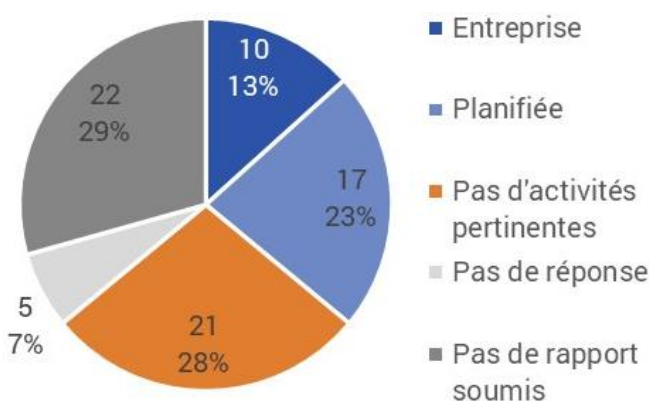


Figure 8.4. Réponses des Parties pour savoir si une étude de politiques nationales de conservation importantes pour les oiseaux d'eau et le changement climatique.

a fourni plus de détails, et commentait que trois des dix-neuf objectifs de sa Stratégie nationale se rapportaient à des espèces d'oiseaux, à leurs habitats et au changement climatique.

e. Plan d'action national pour aider à l'adaptation des oiseaux d'eau au changement climatique (en tant que processus de mise en œuvre séparé ou en tant qu'élément d'un plus large cadre national pour l'adaptation de la biodiversité au changement climatique)

Trois Parties (6 % des RP ; 4 % des CP) déclaraient avoir entrepris un plan d'action national visant à aider les oiseaux d'eau à s'adapter au changement climatique – soit sous forme de processus indépendant, soit en tant que partie d'un cadre national plus vaste pour l'adaptation de la biodiversité au changement climatique (Figure 8.5, Tableau 54, en Annexe). Dix Parties (19 % des RP ; 13 % des CP) communiquaient avoir prévu un plan d'action national. Sur ces treize Parties ayant répondu avoir mis en œuvre, ou prévu, un plan d'action national, toutes sauf le Kenya, le Niger et le Sénégal ont fourni des références pertinentes ou davantage de détails. Trente-cinq Parties (66 % des RP ; 47 % des CP) n'ont communiqué aucune activité en rapport avec un plan d'action national, et mentionnaient un manque de financement et de capacités. Cinq Parties, la Côte d'Ivoire, la Géorgie, le Mali, l'Afrique du Sud et l'Espagne (9 % des RP ; 7 % des CP) n'ont pas fourni de réponse concernant la mise en œuvre de plans d'action nationaux dans leurs pays. Toutefois, le Mali a formulé des commentaires supplémentaires, dont des détails sur les stratégies nationales, les projets pilotés par des ONG, et la législation nationale pertinente.

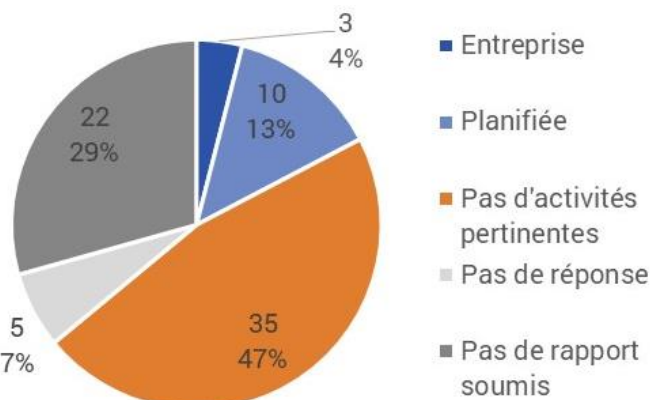


Figure 8.5. Réponses des Parties quant à savoir si un plan d'action national pour aider les oiseaux d'eau à s'adapter au changement climatique avait été mis en œuvre.

f. Autres activités pertinentes entreprises ou prévues

Sur les cinquante-trois Parties répondantes, cinq seulement (9 % des RP ; 7 % des CP) ont déclaré avoir entrepris ou prévu d'autres activités pertinentes (Figure 8.6). Seul le Royaume-Uni a fourni une référence à celles-ci, et les quatre autres Parties ont répondu affirmativement, mais sans fournir plus de détails. La plupart des Parties n'ont communiqué aucune autre activité pertinente (quarante : 75 % des RP ; 53 % des CP), et huit Parties (15 % des RP ; 11 % des CP) n'ont pas fourni de réponse.

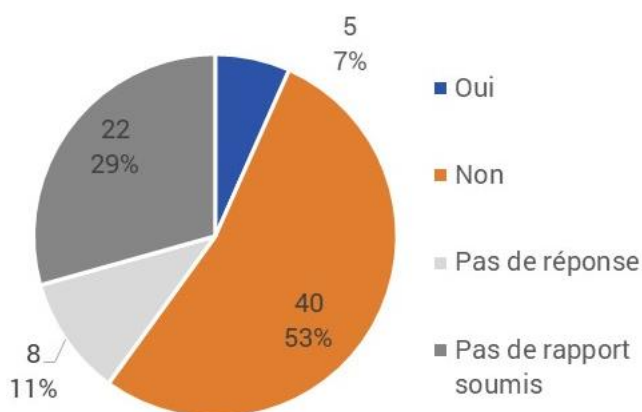


Figure 8.6. Réponses des Parties quant à savoir si leur pays a entrepris ou prévoit d'autres activités pertinentes.

IX. Influenza aviaire

Q77. Au cours de ces trois dernières années, quelles sont les difficultés auxquelles votre pays a eu du mal à répondre dans le cadre de la propagation de l'Influenza aviaire hautement pathogène (IAHP) et quelles sont les lignes directrices ou informations qui pourraient l'aider ?

Difficultés identifiées pour répondre à la propagation d'IAHP

Vingt-quatre Parties (45 % des RP ; 32 % des CP) ont évoqué les défis rencontrés dans le cadre de leurs réponses nationales à la propagation de la Grippe aviaire (Influenza aviaire hautement pathogène, HPAI) pendant la dernière période triennale (Tableau 9.1). La difficulté la plus souvent citée était le manque de capacités financières et techniques (treize Parties), et un manque d'adéquation des systèmes de surveillance et de notification (dix Parties). Parmi les dix-neuf autres Parties (36 % des RP ; 25 % des CP) ayant communiqué ne pas avoir rencontré récemment de difficultés, sept affirmaient n'avoir détecté aucun cas de HPAI dans leurs pays au cours de la dernière période triennale (Tableau 55, en Annexe). La Syrie a fourni des détails quant aux difficultés, mais communiquait qu'il n'y avait pas d'enregistrement des cas de HPAI, et sept Parties ont signalé l'apparition du pathogène, mais sans indiquer de difficulté spécifique. Le Portugal n'a pas répondu à la question, et la Géorgie n'a pas fourni de réponses pertinentes.

Tableau 9.1. Difficultés rapportées par les Parties au sujet de la réponse nationale à la propagation de la grippe aviaire hautement pathogène (IAHP) au cours de ces trois dernières années, et nombre de Parties ayant rapporté ces difficultés.

Défis	Nb. Parties	Parties
Manque de capacité technique et financière	13	Burundi, Égypte, Eswatini, Éthiopie, Ghana, Italie, Kenya, Libye, Mali, Niger, Soudan, Suède, Ouganda
Manque d'adéquation des systèmes de surveillance et de notification à l'œuvre	10	Albanie, Belgique, Burundi, Égypte, Italie, Kenya, Pays-Bas, Suède, Tunisie, Ouganda
Manque de ressources humaines ou d'expertise (y compris coordination/coopération insuffisante entre parties prenantes)	7	Égypte, Eswatini, Éthiopie, Ghana, Slovaquie, Suède, Tunisie, Ouganda
Difficulté à sensibiliser le public	4	Chypre, Estonie, Ghana, Libye
Informations/connaissances scientifiques sur le virus insuffisantes (par ex. impact écologique, liens avec les oiseaux migrateurs)	4	Ghana, France, Pays-Bas, Slovaquie
Préparation et capacité de réponse inadéquates, notamment dans les zones reculées	2	Syrie, Ouganda
Difficultés à comparer les résultats de suivi entre les Parties (c.à.d. méthodes non normalisées)	1	France
Capacité des services vétérinaires (laboratoires, vaccins)	1	Soudan
Indemnisation et réhabilitation pour le secteur avicole	1	Soudan
Conservation des connaissances/de l'expertise institutionnelle (c.à.d. en cas de roulement du personnel)	1	Royaume-Uni

Conseils ou informations supplémentaires requises pour répondre à la propagation de l'IAHP

Sur les quarante-quatre Parties (83 % des RP ; 59 % des CP) ayant répondu à la question concernant la nécessité d'avoir davantage de précisions sur HPAI, vingt affirmaient ne pas avoir besoin de davantage de précisions ou d'informations. Chez les vingt-trois ayant répondu que plus d'information était nécessaire, les trois thématiques suivantes ont été identifiées :

1. **La nécessité de sensibilisation et de renforcement des capacités** : Dix Parties indiquaient qu'une sensibilisation et un renforcement des capacités en matière de HPAI étaient nécessaires

dans leurs pays. La Slovaquie et l'Ukraine suggéraient que la traduction des précisions et des informations existantes dans les langues pertinentes des régions AEWA et celles des pays à haut risque de foyers de HPAI serait bénéfique. Six Parties suggéraient d'augmenter la sensibilisation chez les chercheurs travaillant auprès des oiseaux, les ornithologues et les institutions publiques, ainsi que vis-à-vis du public, et la Libye mentionnait la nécessité d'une distribution et d'une mise en circulation efficaces de matériels éducatifs. Le Burundi, le Mali et l'Ouganda suggéraient des efforts de renforcement des capacités et une augmentation de la disponibilité des ressources à tous les niveaux au sein des institutions de ressort en matière d'espèces d'oiseaux d'eau migrateurs.

- 2. Une amélioration des échanges d'information :** Quatorze Parties évoquaient la nécessité d'une coordination accrue entre les Parties et d'une augmentation significative du partage des données, et notamment de l'information scientifique sur HPAI. De nombreuses Parties soulignaient la nécessité d'information facilement disponible et mise à jour (par ex. : sur les foyers). Parmi les suggestions figuraient l'émission de messages d'alerte, de bulletins ou de mises à jour en ligne (six Parties), et le partage des données à l'échelle régionale (et donc l'élargissement vers l'extérieur des réseaux de partage existant en Europe) (deux Parties). L'Algérie mentionnait la nécessité d'une coordination accrue avec l'AEWA en ce qui concerne la prévention de HPAI, et l'Eswatini et la République Tchèque demandaient davantage d'informations scientifiques en matière de gestion du pathogène et de détection des catastrophes. Trois Parties mentionnaient la nécessité de protocoles concernant la manipulation des oiseaux, et de réduction des risques de contamination entre les espèces migratrices, les volailles et les humains. Des études visant à élucider le rôle des oiseaux migrateurs vis-à-vis de la propagation du virus de HPAI ont été suggérées par trois Parties, et des études épidémiologiques et des analyses appropriées et approfondies sur des oiseaux vivants et sur les routes de migration visant à disposer de données scientifiques rigoureuses étaient jugées nécessaires par trois autres. Le Maroc a suggéré la publication d'une liste officielle de tous les pays affectés par HPAI, et de fournir une information mise à jour sur les risques d'épizootie à l'échelle mondiale.
- 3. Amélioration de la surveillance et de la gestion de HPAI :** Douze Parties ont souligné la nécessité de renforcer la prévention, le suivi et la gestion du pathogène à l'intérieur de leur pays, et ce de façon intersectorielle. Il était suggéré de normaliser les protocoles de suivi à l'échelle nationale, voire internationale, afin de faciliter la comparaison et l'analyse (trois Parties). Par ailleurs, la Libye et le Maroc soulignaient la nécessité d'un système normalisé de recueil des données et d'une base de données sur les foyers. Deux Parties mentionnaient la nécessité d'établir des systèmes de surveillance préventive, et deux autres suggéraient un suivi permanent des zones humides et de celles affichant de fortes concentrations de faune aviaire. Des besoins en formation (une Partie), et une nécessité de lignes directrices universelles (une Partie) et de précisions en matière de gestion de populations d'oiseaux domestiques et sauvages (une Partie) ont aussi été soulignés. L'Ouganda a suggéré la mise en œuvre d'une approche sectorielle de la gestion de l'épidémie.

X. Utilisation des Lignes directrices de conservation de l'AEWA

A travers le Rapport national AEWA, il était demandé aux Parties d'indiquer si elles avaient, ou non, utilisé les lignes directrices de l'AEWA en matière de conservation. Ces questions ont été regroupées dans cette section, l'usage global des Lignes directrices de l'AEWA étant résumé ci-dessous. Voici les treize lignes directrices de l'AEWA et les numéros des questions correspondantes :

- *Lignes directrices de l'AEWA relatives à la législation nationale pour la protection des espèces d'oiseaux d'eau migrateurs et de leurs habitats (Q8)*
- *Lignes directrices de l'AEWA pour la préparation des plans d'action nationaux par espèce pour les oiseaux migrateurs (Q11)*
- *Lignes directrices de l'AEWA pour l'identification et la prise en main des situations d'urgence pour les oiseaux d'eau migrateurs (Q14)*
- *Lignes directrices de l'AEWA relatives au transfert d'oiseaux d'eau aux fins de conservation (Q18)*
- *Lignes directrices de l'AEWA pour éviter l'introduction d'espèces d'oiseaux d'eau migrateurs non indigènes (Q24)*
- *Lignes directrices de l'AEWA sur la préparation d'inventaires de sites des oiseaux d'eau migrateurs (Q26)*
- *Lignes directrices de l'AEWA sur la gestion des sites clés pour les oiseaux d'eau migrateurs (Q31)*
- *Lignes directrices de l'AEWA sur le prélèvement durable des oiseaux migrateurs (Q37)*
- *Lignes directrices de l'AEWA sur la façon d'éviter, de minimiser ou d'atténuer l'impact du développement d'infrastructure et les perturbations afférentes sur les oiseaux (Q41)*
- *Lignes directrices sur la façon d'éviter ou d'atténuer l'impact des lignes électriques sur les oiseaux migrateurs dans la région Afrique-Eurasie (Q43)*
- *Lignes directrices de l'AEWA - Technologies liées aux énergies renouvelables et espèces migratrices : lignes directrices pour un déploiement durable (Q45)*
- *Lignes directrices de l'AEWA pour l'établissement d'un protocole de surveillance des oiseaux d'eau (Q51)*
- *Lignes directrices de l'AEWA sur les mesures nécessaires pour aider les oiseaux d'eau à s'adapter au changement climatique (Q76)*

Pour chacune des lignes directrices utilisées, le nombre de Parties répondantes allait de quatre (Q18 ; *Lignes directrices pour les transferts* : 8 % des RP ; 5 % des CP) à vingt-neuf (Q51 ; *Lignes directrices pour le suivi* : 55 % des RP, 39 % des CP) (Figure 10.1 ; Tableau 56, en Annexe).

À part les *Lignes directrices de l'AEWA pour un protocole de surveillance des oiseaux d'eau*, que 55 % des Parties (29 RP) déclaraient utiliser, les lignes directrices restantes l'étaient par moins de la moitié des Parties répondantes. Dans la plupart des cas, les Parties affirmant ne pas utiliser les lignes directrices de l'AEWA déclaraient que des lignes directrices alternatives, telles que celles élaborées par des ONG (par ex. : Birdlife International), des AME (Ramsar et CITES) ou par l'UE avaient été mises en œuvre à la place de celles de l'AEWA (de 7 à 64 % des Parties, en fonction de la ligne directrice). Il était fait remarquer que ces lignes directrices tendaient souvent à chevaucher celles de l'AEWA. Bien souvent, les lignes directrices de l'AEWA avaient été développées après que des lignes directrices nationales aient été établies et mises en œuvre (Tableau 10.1). Concernant les lignes directrices pour la *gestion des sites-clés*, celles sur les *prélèvements durables*, et celles sur *l'évitement ou l'atténuation de l'impact de la construction d'infrastructures*, la plupart des Parties affirmaient suivre d'autres lignes directrices (à hauteur, respectivement, de 61 %, 56 % et 64 %), tout en faisant remarquer, comme ci-

dessus, le recours à la législation nationale ou à des procédures à l'œuvre bien établies en lieu et place des lignes directrices de l'AEWA (Tableau 10.1). Les transferts n'étaient pas requis ou pas applicables chez trente-deux Parties répondantes, malgré un faible usage de ces lignes directrices (8 %), et plus de la moitié des Parties répondantes déclaraient disposer de lignes directrices nationales en vigueur antérieures aux *Lignes directrices relatives à la préparation des inventaires de sites accueillant des oiseaux d'eau migrateurs*, là où un réseau de sites d'importance nationale et internationale avait été identifié. Des détails supplémentaires concernant les raisons pour lesquelles les Parties ont déclaré que les lignes directrices de l'AEWA étaient "Non applicable" sont présentés dans le Tableau 57 en Annexe.

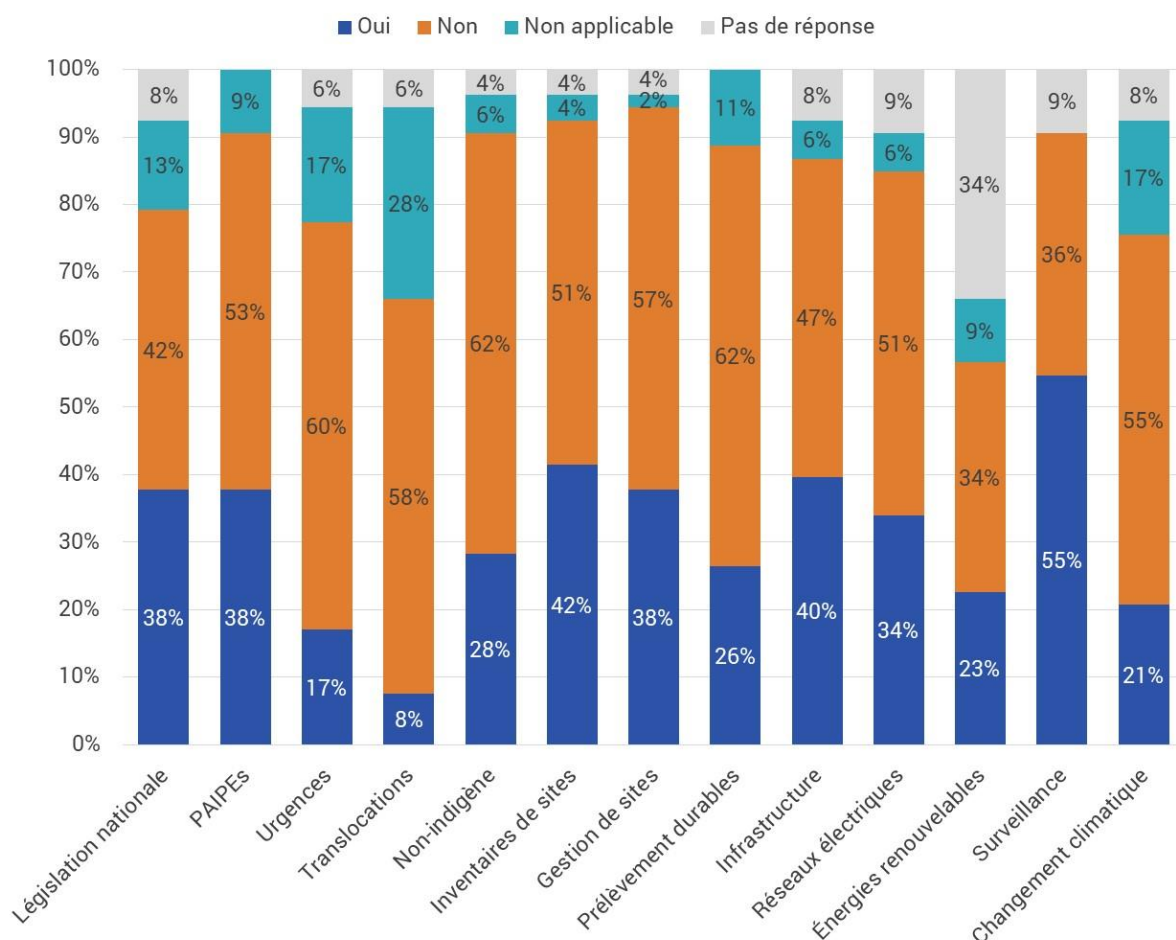


Figure 10.1 Réponses de 53 Parties répondantes sur l'utilisation des lignes directrices de l'AEWA. Vingt-deux Parties contractantes n'ont pas soumis de rapport et ne sont donc pas représentées dans cette figure.

Tableau 10.1 Réponses des Parties sur les raisons pour ne pas utiliser les treize Lignes directrices de l'AEWA (les Parties ayant choisi 'Non' ou 'Non applicable' sur l'utilisation des Lignes Directrices), avec le nombre de Parties et le pourcentage de Parties répondantes indiqué entre parenthèse. Le Tableau 56 dans l'Annexe donne les réponses au niveau de chaque pays.

Raison fournie	Législation nationale	PANPE	Identification et prise en main des situations d'urgence	Transfert à des fins de conservation	Prévention de l'introduction d'espèces d'oiseaux d'eau non-indigènes	Préparation des inventaires de sites	Gestion de sites-clés	Prélèvement durable	Impact de la construction d'infrastructures	Impact des réseaux d'électricité	Déploiement durable d'énergie renouvelable	Protocole de surveillance	Changement climatique
Utilisation d'autres lignes directrices	10 (34 %)	11 (33 %)	11 (27 %)	3 (7 %)	11 (31 %)	9 (31 %)	19 (61 %)	22 (56 %)	18 (64 %)	12 (40 %)	6 (26 %)	5 (26 %)	4 (11 %)
Procédures ayant la préséance sur les lignes directrices de l'AEWA	11 (38 %)	8 (24 %)	2 (5 %)	1 (2 %)	6 (17 %)	15 (52 %)	1 (3 %)	1 (3 %)	1 (4 %)	1 (3 %)	-	5 (26 %)	0
En développement / à l'étude	2 (7 %)	6 (18 %)	-	3 (7 %)	1 (3 %)	-	-	4 (10 %)	3 (11 %)	5 (17 %)	3 (13 %)	1 (5 %)	4 (11 %)
Pas considéré comme une priorité	-	-	-	-	-	-	1 (3 %)	2 (6 %)	-	-	-	-	-
Manque de capacité	2 (7 %)	2 (6 %)	1 (2 %)	1 (2 %)	-	-	1 (3 %)	1 (3 %)	0	1 (3 %)	1 (4 %)	1 (5 %)	6 (16 %)
Pas au courant des Lignes directrices	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1 (4 %)	-	-
Pas nécessaire / non applicable	-	-	19 (46 %)	32 (70 %)	13 (36 %)	2 (7 %)	1 (3 %)	5 (13 %)	2 (8 %)	3 (10 %)	-	3 (16 %)	9 (24 %)
Aucune raison fournie	4 (14 %)	6 (18 %)	8 (20 %)	6 (13 %)	5 (14 %)	3 (10 %)	8 (26 %)	4 (10 %)	4 (14 %)	8 (27 %)	12 (52 %)	4 (21 %)	15 (39 %)
Nbre total de Parties (% des Parties) ayant répondu "Non" ou "Non applicable" par question	29 (55 %)	33 (62 %)	41 (77 %)	46 (87 %)	36 (70 %)	29 (55 %)	31 (59 %)	39 (74 %)	28 (53 %)	30 (57 %)	23 (43 %)	19 (36 %)	38 (72 %)

XI. Conclusions

L'AEWA a pour but de « *maintenir ou restaurer les espèces d'oiseaux d'eau migrants et leurs populations dans un état de conservation favorable tout au long de leurs itinéraires de migrations* ». Le premier Plan stratégique de l'AEWA, qui couvre la période 2009-2018, fourni un cadre de travail pour la mise en œuvre de l'Accord par les Parties contractantes. Ce Plan stratégique inclue des cibles visant à favoriser l'état de conservation, l'utilisation durable, ainsi que l'amélioration des connaissances, de la communication et de la coopération. Les Rapports nationaux fournissent des moyens de vérifier les progrès vis-à-vis de plusieurs de ces cibles, et les réponses des Parties indiquent que des progrès considérables ont été réalisés concernant la mise en œuvre de l'AEWA. La période couverte par le Plan stratégique touchant à sa fin, ces conclusions arrivent à point nommé pour aider à structurer et à encadrer les cibles et les ambitions pour la poursuite de la mise en œuvre de l'AEWA au cours du prochain Plan stratégique.

Le Tableau 11.1 donne un aperçu des progrès vis-à-vis des indicateurs pertinents du Plan stratégique pouvant être évalués au vu des Rapports nationaux. Des détails supplémentaires concernant les cibles ayant été atteintes au cours de la période 2009-2017 sont fournis ci-dessous, en soulignant les domaines dans lesquels les cibles du prochain Plan stratégique devraient s'appuyer sur ces acquis, ou pour lesquels les Parties devraient se monter plus ambitieuses. L'analyse souligne aussi les domaines requérant davantage d'efforts, et ceux dont les cibles sont loin d'être atteintes, fournissant ainsi une occasion de réfléchir aux raisons pour lesquelles certaines cibles n'ont pas été atteintes, et de mieux soutenir les Parties pour une mise en œuvre efficace de l'Accord.

D'une façon générale, les cibles en rapport avec la recherche et la surveillance (3.3) et la sensibilisation (4.2) ont été atteintes, voire dépassées, au cours de la dernière période triennale. Outre une augmentation globale du nombre de Rapports nationaux soumis, les réponses affirmatives pour les dix cibles classées comme "progrès réalisés" pendant la période triennale 2015-2017 avaient augmenté par comparaison avec la période triennale précédente. Il faudra concentrer plus d'attention à la protection juridique des espèces de la Colonne A, car il existe un plus petit nombre d'espèces pour lesquelles il était confirmé qu'une protection totale était à l'œuvre, mais le manque de données et la non-soumission de rapports ont compliqué l'évaluation des progrès vis-à-vis de cette cible. D'autre part, le soutien visant à garantir que les Parties puissent développer et mettre en œuvre un PAPE, et le financement de la mise en œuvre de la Stratégie de communication sont deux domaines de travail majeurs dont il faut prioriser les progrès.

Tableau 11.1. Progrès concernant les cibles pertinentes du Plan stratégique 2009-2018 de l'AEWA, au cours de la période triennale 2015-2017.

Cible	Progrès
1.1 Une protection juridique complète	
1.2 Un réseau complet cohérent de voies de migration de sites protégés et gérés importants	
1.3 L'utilisation d'études d'impact environnemental et des évaluations stratégiques environnementales	
1.4 L'élaboration de plans d'action par espèce (SSAP)	
1.5 L'élaboration de Plans d'actions nationaux sur les espèces non indigènes	
2.1 La suppression de la grenaille de plomb	
2.2 Une collecte des données coordonnée au niveau international	
2.3 Réduire, et éliminer autant que possible, les prélèvements illégaux	
2.4 L'élaboration et l'encouragement de codes et les normes de meilleures pratiques	
3.2 : La mise en place de capacités des systèmes nationaux de surveillance	
3.3 La mise en place des programmes de recherche	
3.5 : Le partage des données	
4.1 L'assurance du soutien pour la mise en œuvre de la Stratégie de communication	
4.2 La mise en œuvre de la Stratégie de communication	
4.3 La sensibilisation	
5.5 L'augmentation du taux de soumission des rapports nationaux	
5.7 Des mécanismes de coordination avec d'autres accords environnementaux multilatéraux sur la biodiversité	

1. Cibles ayant été atteintes

Comme lors de la période triennale précédente, la Cible 3.3, en rapport avec les programmes de recherche, et la Cible 4.3, en rapport avec la sensibilisation, ont été atteintes, et des progrès soutenus sont réalisés dans ces domaines.

Cible 3.3 : Les agences publiques nationales responsables, les institutions universitaires ainsi que d'autres instituts actifs dans la recherche sur les espèces sauvages sont encouragés à mettre en place des programmes de recherche destinés à soutenir la mise en œuvre des priorités de conservation des oiseaux d'eau

Indicateur : Dix nouveaux programmes de recherche relatifs à l'AEWA.

Au cours des trois dernières années, des programmes de recherche ont été entrepris par trente-six Parties (95 % des RP ; 52 % des CP) ; l'indicateur de la Cible 3.3 a donc été dépassé, ce qui montre les progrès continus réalisés dans ce domaine.

Cible 4.3 : La sensibilisation et la compréhension face aux questions de conservation des oiseaux d'eau en général et notamment aux questions relatives à l'AEWA sont intensifiées à tous les niveaux au sein des Parties contractantes

Indicateur : Au moins 25 % des Parties contractantes ont développé et mettent en œuvre des programmes pour accroître la sensibilisation et la compréhension face aux questions de conservation des oiseaux d'eau et de l'AEWA.

Vingt-quatre Parties (45 % des RP ; 32 % des CP) ont développé et mis en œuvre des programmes de sensibilisation pendant la période triennale 2015-2017, dépassant donc l'indicateur pour la Cible 4.3. Ceci représente une augmentation de quatre Parties par comparaison avec la période triennale précédente, prouvant ainsi les progrès continus dans ce domaine.

2. Cibles pour lesquelles des progrès ont été faits, mais où il reste encore du travail à faire

Onze des cibles du Plan stratégique ont fait l'objet de progrès, mais des efforts restent à faire. Ces points sont exposés ci-dessous.

Cible 1.2 : Un réseau complet cohérent de voies de migration de sites protégés et gérés importants, ainsi que d'autres sites gérés de façon adéquate, aux niveaux international et national pour les oiseaux d'eau, est mis en place et entretenu, en tenant compte des réseaux existants et des changements climatiques

Indicateur : Toutes les Parties contractantes ont et maintiennent de vastes réseaux nationaux regroupant des zones protégées et durablement gérées. Ceux-ci forment un réseau cohérent de sites de migration destinés à réagir aux impacts du changement climatique.

Quarante-neuf Parties (92 % des RP ; 65 % des CP) ont déclaré avoir identifié totalement ou partiellement leurs réseaux de sites. L'indicateur visant à ce que toutes les Parties contractantes l'aient fait n'est donc pas atteint, mais cela représente néanmoins une augmentation de 32 % du nombre de Parties ayant répondu affirmativement à cette question, par rapport aux trente-sept Parties de la période 2012-2014. Tous les sites d'importance nationale étaient officiellement protégés, mais il serait souhaitable de disposer de plus d'information de la part des Parties n'ayant pas répondu pour bien comprendre l'étendue de la protection. La couverture de la protection pour les sites d'importance internationale était inférieure à celle des sites nationaux (87 % sur 1 464), mais la proportion communiquée de sites protégés avait augmenté par comparaison avec la période triennale précédente (81 % sur 1 356 sites). Il n'existait pas de plan de gestion à l'œuvre pour la quasi-totalité des sites nationaux (97 %) ni pour pratiquement la moitié des sites internationaux (44 %) ; et ils étaient encore moins nombreux à incorporer la résilience écologique.

En ce qui concerne la résilience face au changement climatique, vingt-sept Parties ont communiqué qu'aucune évaluation du changement climatique n'avait été réalisée pour des sites concrets ni pour des réseaux nationaux d'aires protégées (51 % RP, 36 % CP).

Cible 1.3 : Des études d'impact environnemental et des évaluations stratégiques environnementales servent à réduire l'impact du nouveau développement sur les espèces d'oiseaux d'eau et leurs populations

Indicateur : Toutes les Parties contractantes utilisent les systèmes d'étude d'impact environnemental/d'évaluation stratégique environnementale pour réduire l'impact sur les oiseaux.

Quarante-six Parties disposaient d'une législation prévoyant l'utilisation des EIE/ESE en vigueur et en cours de mise en œuvre (87 % des RP ; 61 % des CP), et quarante-et-une Parties (77 % des RP ; 55 % des CP) déclaraient que des ESE/EIE avaient été utilisées pour tous les projets pertinents au cours de la période triennale (Section 5.2). Les réponses pour la période triennale actuelle affichaient une augmentation de 28 % du nombre de Parties ayant répondu affirmativement, par comparaison avec la période triennale précédente, ce qui indique un progrès significatif vis-à-vis de la Cible 1.3, bien que celle-ci n'ait pas été pleinement atteinte.

Cible 1.5 : Les oiseaux d'eau sont soigneusement pris en considération par d'autres forums internationaux, comme la Convention sur la diversité biologique, la Convention de Berne et le Programme mondial sur les espèces envahissantes (GISP), dans l'élaboration de Plans d'actions nationaux sur les espèces non indigènes

Indicateur : Les Parties contractantes ont introduit, comme élément des Plans d'action nationaux sur les espèces non indigènes, des mesures spécifiques pour les espèces non indigènes envahissantes d'oiseaux d'eau. Elles mettent en œuvre ces mesures afin d'assurer leur contrôle ou leur éradication.

Quarante-trois Parties (81 % des RP ; 57 % des CP) affirmaient avoir une législation en vigueur, et cinq autres qu'elles avaient une législation en vigueur, mais pas correctement appliquée. Ceci représente une augmentation de 30 % du nombre de Parties ayant répondu affirmativement à cette question, par comparaison avec la dernière période triennale (de trente-trois à quarante-trois Parties). Trente-quatre Parties (64 % des RP ; 45 % des CP) disposaient d'exigences législatives pour les zoos et les collections privées afin d'éviter l'évasion accidentelle d'espèces non indigènes captives pouvant être préjudiciables aux oiseaux d'eau migrateurs. Seules dix Parties (17 % des RP ; 13 % des CP) avaient communiqué qu'un plan d'action national pour les espèces envahissantes était à l'œuvre, et des progrès en matière de programmes d'éradication d'espèces d'oiseaux d'eau non-indigènes n'avaient été signalés que pour quatre (soit onze Parties). Cela suggère que des efforts sont encore nécessaires pour atteindre pleinement cette cible et garantir que les espèces non indigènes envahissantes sont sous contrôle ou éradiquées.

Cible 2.1 : L'utilisation de la grenaille de plomb est supprimée dans les zones humides dans toutes les régions des Parties contractantes

Indicateur : Toutes les parties contractantes ont adopté une loi nationale interdisant d'utiliser la grenaille de plomb (dans les zones humides)

Chez 43 % des Parties (32 Parties, 60 % RP), la grenaille de plomb avait été totalement ou partiellement supprimée dans leurs pays. Bien que la cible n'ait pas été atteinte, les réponses à cette question révèlent une augmentation du nombre des Parties ayant supprimé totalement ou partiellement la grenaille de plomb (respectivement, dix-sept et cinq Parties), et donc un progrès vis-à-vis de cette cible par comparaison avec la période triennale précédente.

Cible 2.2 : Une collecte coordonnée au niveau international des données sur les prélèvements d'oiseaux est mise en place et implémentée

Indicateur : Collecte existante, coordonnée au niveau international, de données sur les prélèvements qui tient compte de 25 % des Parties contractantes au minimum

Des systèmes de recueil des données de prélèvement étant à l'œuvre chez trente-quatre Parties (64 % des RP ; 45 % des CP), le niveau 25 % de cet indicateur est donc dépassé. Toutefois, comme pour les rapports nationaux précédents, des doutes subsistaient quant à savoir si l'aspect "coordination internationale" de cette cible était atteint. De futures versions du format de Rapport national pourraient inclure une référence plus explicite à la dimension internationale de cette cible, afin de mieux mesurer les progrès vis-à-vis de celle-ci.

Cible 2.3 : Des mesures destinées à réduire, et éliminer autant que possible, les prélèvements illégaux d'oiseaux d'eau, l'utilisation d'appâts empoisonnés ainsi que les méthodes de prélèvement non sélectives sont élaborées et implémentées

Indicateur : Toutes les Parties contractantes disposent d'une législation pertinente qui est entièrement appliquée

Trente-deux Parties (60 % des RP ; 34 % des CP) ont communiqué l'interdiction de tous les modes de capture spécifiés par la Question 4. Ceci représente une augmentation de 33 % des Parties interdisant toutes les méthodes, depuis les vingt-quatre Parties de la période triennale précédente ; toutefois, une Partie a déclaré qu'aucun mode de capture n'était interdit, et seize ont répondu que quelques modes de capture restaient licites y compris, dans certains cas, l'utilisation d'appâts empoisonnés et de méthodes non sélectives. Aussi reste-t-il beaucoup de travail à faire pour garantir que toutes les CP disposent de mesures adéquates à l'œuvre, et que celles-ci sont appliquées.

Des mesures visant à réduire/éliminer la capture illicite des oiseaux d'eau étaient à l'œuvre chez cinquante-deux Parties (98 % des RP ; 69 % des CP), et 80 % ont déclaré que les mesures étaient moyennement ou très efficaces.

Cible 2.4 : Les codes et les normes de meilleures pratiques appropriés, comme l'identification des oiseaux, sont élaborés et encouragés afin d'agir convenablement dans le respect des dispositions juridiquement contraignantes

Indicateur : La moitié des Parties contractantes applique concrètement les normes de meilleure pratique juridiquement contraignantes

Vingt-six Parties (49 % des RP ; 35 % des CP) ont communiqué que des codes et des réglementations reposant sur les meilleures pratiques et juridiquement contraignants en matière de chasse étaient à l'œuvre dans leurs pays. L'indicateur requérant qu'au moins 50 % des CP transposent juridiquement les réglementations, on constate des progrès vis-à-vis de l'atteinte de la Cible 2.4 mais il reste beaucoup à faire. Trente-quatre Parties (64 % des RP ; 45 % des CP) déclaraient considérer ces codes et réglementations comme une priorité, ce qui indique qu'il existe un soutien permettant des progrès dans ce domaine de travail.

Cible 3.2 : Les capacités des systèmes nationaux de surveillance pour évaluer l'état de conservation des oiseaux d'eau sont mises en place, entretenues et développées plus avant

Indicateur : La moitié des Parties contractantes dispose de systèmes de surveillance tout au long de l'année (suivant la nécessité)

Quarante-quatre Parties (83 % des RP, 59 % des CP) ont communiqué que des programmes de surveillance des oiseaux d'eau portant sur des espèces de l'AEWA étaient à l'œuvre dans leurs pays. Toutefois, sept Parties seulement (13 % des RP ; 7 % des CP) ont confirmé une couverture tout au long de l'année pour les trois périodes de surveillance (reproduction, passage/migration et non reproduction/hivernage), ce qui indique que la Cible 3.2 n'a pas été pleinement atteinte.

Cible 3.5 : Le partage des données et des informations importantes et leur accessibilité sont améliorés pour soutenir les prises de décisions importantes en matière de conservation

Indicateur : Liste sur Internet sur la recherche liée aux oiseaux d'eau et à leur conservation dans chaque Partie contractante élaborée tous les trois ans

Quarante-et-une Parties (77 % des RP ; 55 % des CP) ayant fourni une liste de recherches et de publications (Section VI), on constate des progrès considérables vers cette cible. Toutefois, plus ample information de la part des Parties n'ayant pas répondu est nécessaire afin d'évaluer combien d'autres CP ont publié des listes de recherches en ligne.

Cible 5.5 : Le taux de soumission des rapports nationaux augmente

Indicateur : Toutes les parties contractantes fournissent régulièrement des rapports nationaux complets

Cinquante-trois Parties ont soumis leurs Rapports nationaux à temps pour les inclure dans la présente analyse (juillet 2018), et un autre rapport – celui du Zimbabwe – a été reçu à la date de soumission du présent rapport (1^{er} octobre 2018). Ces cinquante-quatre Parties représentent 72 % des Parties contractantes, le plus fort taux de soumission de tous les cycles de soumission de rapports de l'AEWA.

Cible 5.7 : Un mécanisme de coordination national approprié pour la mise en œuvre de l'AEWA en accord avec des mécanismes de coordination nationale pour d'autres accords environnementaux multilatéraux sur la biodiversité est mis en place

Indicateur : Dans au moins 50 % des Parties contractantes de l'AEWA, des mécanismes de coordination nationale ont été établis et fonctionnent sur une base régulière

Chez vingt-neuf Parties (55 % des RP ; 39 % des CP), des mécanismes nationaux de coordination pour la mise en œuvre de l'AEWA étaient à l'œuvre et opérationnels, et chez sept autres (8 % des RP ; 4 % des CP) un tel mécanisme était à l'œuvre, mais pas opérationnel. Cela représente une augmentation de trois Parties par comparaison avec la période triennale précédente, et l'on constate nettement des progrès significatifs vis-à-vis de la Cible 5.7 (qui vise à ce que 50 % des CP aient mis en place un mécanisme national). Toutefois, il n'est pas possible d'évaluer si cette cible avait été atteinte, compte tenu de l'absence de plus ample information de la part des Parties n'ayant pas répondu.

3. Cibles auxquelles il convient de porter une attention prioritaire.

Les quatre cibles suivantes n'ont pas été atteintes et représentent des domaines qui devraient être prioritaires pour les efforts ciblés dans ce sens.

Cible 1.1 : Une protection juridique complète est fournie à toutes les espèces figurant à la colonne A

Indicateur : Toutes les Parties contractantes ont adopté des législations nationales pour protéger toutes les espèces de la colonne A

Pour atteindre la Cible 1.1, tous les CP devraient avoir adopté une législation protégeant toutes les espèces figurant dans la Colonne A du Tableau 1 de l'AEWA. D'après l'information communiquée par les Parties, quatre populations seulement pourraient être confirmées comme étant totalement protégées sur toute leur aire de répartition. Neuf Parties (17 % des RP, 12 % des CP) ont confirmé que

toutes les populations inscrites à l'Annexe A rencontrées dans leurs pays étaient protégées de tout prélèvement, perturbation et utilisation/commerce. Ce chiffre est bien en-deçà de la cible visant à ce que toutes les Parties contractantes protègent totalement ces populations, et il reste donc encore beaucoup à faire. Il convient toutefois de remarquer que les rapports manquants et les lacunes des réponses constituaient autant de défis pour l'évaluation de la protection totale des espèces chez toutes les Parties.

Cible 1.4 : Des Plans d'action par espèce (SSAP) sont élaborés et mis en œuvre pour les espèces les plus menacées énumérées dans la catégorie 1 et les catégories 2 et 3 marquées d'un astérisque (colonne A du tableau 1)

Indicateur : Les SSAP en place sont concrètement mises en œuvre pour toutes les espèces globalement menacées et les espèces marquées d'un astérisque

Quatre-vingt-onze combinaisons espèce/pays requéraient un PAPE au titre de cette cible, mais dix-sept seulement ont été développés (19 %). Aussi reste-t-il encore énormément à faire pour développer et mettre en œuvre des Plans d'action afin de satisfaire aux critères de la Cible 1.4 et pour garantir que les espèces d'oiseaux d'eau mondialement menacées bénéficient d'une protection et d'une gestion appropriées.

Cible 4.1 : Le soutien pour la mise en œuvre de la Stratégie de communication (SC) est assuré

Indicateur : 100 % de financement et autre soutien, suivant la nécessité (p.ex. expertise, réseau, compétences et ressources), assuré pour la mise en œuvre de la Stratégie de communication

Neuf Parties ont communiqué avoir prévu des financements et d'autres formes de soutien à la mise en œuvre de la Stratégie de communication de l'AEWA, soit deux Parties de plus que celles ayant répondu affirmativement lors de la période triennale précédente. Le manque de ressources financières était la raison la plus fréquemment citée pour l'absence de soutien. Cette absence de prévision de financement indique que la Cible 4.1 n'a pas été atteinte.

Cible 4.2 : La stratégie de communication de l'AEWA est mise en œuvre

Indicateur : Dans au moins trois régions de l'AEWA, des formations de suivi pour CESP sont proposées au niveau national par les personnes formées à l'étape 3.3 (SC 3.2)

Une seule Partie a communiqué qu'une formation CESP, réalisée par des personnels formés dans le cadre du programme de formation de formateurs de l'AEWA, avait eu lieu dans son pays au cours de la dernière période triennale. Toutefois, trois Parties ont communiqué qu'une formation était en cours de planification. L'indicateur visant une formation de suivi dans au moins trois régions AEWA, il reste donc beaucoup à faire en matière de mise en œuvre de la Stratégie de communication de l'AEWA.

Recommandations

Les recommandations prioritaires suivantes, identifiées grâce à la présente analyse des Rapports nationaux, sont soumises à la considération des Parties à l'AEWA.

Mise en œuvre de l'Accord

Mettre l'accent sur la conservation des espèces : Malgré les progrès soulignés dans les Conclusions ci-dessus, il convient de mettre davantage l'accent sur les aspects de la mise en œuvre de l'Accord spécifiques aux espèces, afin de garantir que les populations et les habitats sont protégés, et que les dispositifs de capture dangereux sont interdits. En particulier, les faibles effectifs de populations là où il a été confirmé qu'une législation était à l'œuvre pour les protéger des prélèvements, de la perturbation et de l'utilisation ou du commerce (Cible 1.1), ainsi que l'absence de développement ou de mise en œuvre de PANPE pour les espèces les plus menacées de la Colonne A (Cible 1.4), constituent des sujets d'inquiétude. Il conviendrait d'envisager un renforcement des capacités et la création de mécanismes supplémentaires pour aider les Parties à mettre en œuvre des changements législatifs dans leurs pays.

Des cibles en rapport avec la sensibilisation et les programmes de recherche liés à l'AEWA plus ambitieuses : D'après les réponses des Parties dans leurs Rapports nationaux, les Cibles 3.3 et 4.3, en rapport, respectivement, avec les programmes de recherche et la sensibilisation, ont été atteintes et dépassées au cours de la période triennale 2015-2017. Compte tenu des progrès dans ces domaines, les Parties pourraient envisager de réviser ces cibles à la hausse pour leur permettre d'être encore plus ambitieuses dans la prochaine version du Plan stratégique.

Suggestions d'amendements au questionnaire

Formuler les questions aussi simplement que possible, par exemple, en réduisant le nombre de questions à réponse sous forme de "texte libre" et en fournissant des options à choix multiples : À l'heure actuelle, quand il est demandé aux Parties d'expliquer leurs réponses, les explications sont extrêmement variées, que ce soit en termes de détails ou du point de vue de leur étendue, tandis que certaines Parties ne fournissent pas de réponse. Le fait de proposer un choix d'options communément employées dans les rapports précédents, y compris celle d'"autres raisons", le cas échéant, pourrait encourager des Parties à fournir une réponse. Ceci contribuerait également à uniformiser l'analyse.

S'assurer que les questions sont adéquates et permettent d'obtenir toute l'information nécessaire pour évaluer les progrès : Le Plan stratégique faisant explicitement référence aux Rapports nationaux en tant que sources d'information à partir desquelles sont évalués les progrès dans la mise en œuvre de l'AEWA, il est important de structurer les questions de manière à s'assurer que cette information soit collectée. Par exemple, la Cible 2.2 faisait explicitement référence à la coordination internationale de la collecte des données de prélèvement, mais la question du Rapport ne faisait pas, elle, expressément mention de la dimension internationale de cette cible. Aussi ne peut-on pas savoir avec certitude si cette cible a été pleinement atteinte, faute d'information concernant la coordination internationale.

Fonctionnalités supplémentaires

Créer un dépôt central d'archives pour la gestion de l'information et des documents en rapport avec l'AEWA : les Parties génèrent un volume conséquent d'informations et de documents relatifs au statut et à la protection des oiseaux d'eau. Cette information est indiquée en référence dans les Rapports nationaux, notamment dans le contexte de l'indicateur pour la Cible 3.5, en rapport avec l'affichage en

ligne d'une liste des recherches sur les oiseaux d'eau et leur conservation. Afin de capitaliser cette richesse d'information fournie par les Parties, le développement d'un dépôt central d'archives ou d'une bibliothèque consultable en ligne devrait être envisagé. Un tel portail, ainsi que d'autres améliorations en termes de gestion des connaissances, fournirait aux Points focaux de l'AEWA et de la CMS – ainsi qu'à la communauté AEWA dans son ensemble – un accès immédiat à l'information d'appui à la mise en œuvre de l'Accord, ainsi qu'un renforcement des capacités.

Annexe

Analyse des Rapports Nationaux pour la période triennale 2015-2017

Tableau 1. Aperçu des populations de la colonne A et des réponses des Parties répondantes concernant l'interdiction de la prise, de la perturbation et de l'utilisation/du commerce des espèces de la colonne A (Q1).

(**Légende** : Vert foncé : 100 % des Etats des aires de répartition ont confirmé la protection totale de la population. Vert clair : 76 %-99 % ; Bleu : 51 %-75 % ; Jaune : 26 %-50 % ; Orange : 1 %-25 % ; Rouge : 0 %. Gris : aucune réponse complète fournie.).

Nom de l'espèce	Nom commun	Emplacement géographique de la population	Prélèvement			Perturbation			Utilisation/Commerce			Tous – Parties répondant « oui » aux trois actions	% des Etats des aires de répartition répondantes confirmation une protection totale	Nbre. des Etats des aires de répartition répondantes	Nbre. total des Etats des aires de répartition	% des Etats des aires de répartition fournissant une réponse complète	% des Etats des aires de répartition confirmation une protection totale
			Oui	Non	Aucune réponse	Oui	Non	Aucune réponse	Oui	Non	Aucune réponse						
<i>Thalassornis leuconotus leuconotus</i>	Dendrocygne à dos blanc	Afrique australe	4	1	2	4	1	2	4	1	2	4	80 %	5	12	42	33 %
<i>Thalassornis leuconotus leuconotus</i>	Dendrocygne à dos blanc	Afrique de l'Ouest	2	0	1	2	0	1	2	0	1	2	100 %	2	6	33	33 %
<i>Oxyura maccoa</i>	Érismature maccoa	Afrique de l'Est	1	0	3	1	0	3	1	0	3	1	100 %	1	6	17	17 %
<i>Oxyura maccoa</i>	Érismature maccoa	Afrique australe	0	1	1	0	1	1	0	1	1	0	0 %	1	4	25	0 %
<i>Oxyura leucocephala</i>	Érismature à tête blanche	Méditerranée occidentale (Espagne & Maroc)	1	0	1	1	1	1	1	0	1	1	100 %	1	3	33	33 %
<i>Oxyura leucocephala</i>	Érismature à tête blanche	Méditerranée orientale, Turquie & Asie du Sud-Ouest	8	0	2	8	0	2	8	0	2	8	100 %	8	13	62	62 %
<i>Oxyura leucocephala</i>	Érismature à tête blanche	Algérie et Tunisie	1	0	1	1	0	1	1	0	1	1	100 %	1	2	50	50 %
<i>Cygnus cygnus</i>	Cygne chanteur	N Europe & O Sibérie/mer Noire & E méditerranéen	8	0	1	7	1	1	7	1	1	7	88 %	8	11	73	64 %
<i>Cygnus columbianus bewickii</i>	Cygne siffleur	Sibérie du Nord/mer Caspienne	2	0	1	2	0	1	2	0	1	2	100 %	2	3	67	67 %
<i>Cygnus columbianus bewickii</i>	Cygne siffleur	Sibérie occidentale & NE Europe/Europe du Nord-Ouest	20	0	1	19	1	1	20	0	1	19	95 %	20	24	83	79 %
<i>Branta bernicla hrota</i>	Bernache cravant	Canada & Groenland/Irlande	1	0	0	0	1	0	1	0	0	0	0 %	1	3	33	0 %
<i>Branta bernicla hrota</i>	Bernache cravant	Svalbard, Danemark & R-U	4	0	0	3	1	0	4	0	0	3	75 %	4	4	100	75 %
<i>Branta leucopsis</i>	Bernache nonnette	Svalbard/Ecosse du Sud-Ouest	2	0	1	1	1	1	2	0	1	1	50 %	2	3	67	33 %

Nom de l'espèce	Nom commun	Emplacement géographique de la population	Prélèvement			Perturbation			Utilisation/Commerce			Tous – Parties répondant « oui » aux trois actions	% des Etats des aires de répartition répondantes confirmation une protection totale	Nbre. des Etats des aires de répartition répondantes	Nbre. total des Etats des aires de répartition	% des Etats des aires de répartition fournissant une réponse complète	% des Etats des aires de répartition confirmation une protection totale
			Oui	Non	Aucune réponse	Oui	Non	Aucune réponse	Oui	Non	Aucune réponse						
<i>Branta ruficollis</i>	Bernache à cou roux	Sibérie du Nord/mer Noire & mer Caspienne	3	0	1	3	0	1	3	0	1	3	100 %	3	5	60	60 %
<i>Anser fabalis fabalis</i>	Oie des moissons	Europe du Nord-Est/Europe du Nord-Ouest	5	4	0	7	2	0	9	0	0	4	44 %	9	9	100	44 %
<i>Anser albifrons albifrons</i>	Oie rieuse	Sibérie du Nord/mer Caspienne & Irak	1	0	0	1	0	0	1	0	0	1	100 %	1	2	50	50 %
<i>Anser albifrons flavirostris</i>	Oie rieuse	Groenland/Irlande & R-U	1	2	0	2	1	0	0	3	0	0	0 %	3	4	75	0 %
<i>Anser erythropus</i>	Oie naine	Fennoscandie	9	0	5	9	0	5	9	0	5	9	100 %	9	18	50	50 %
<i>Anser erythropus</i>	Oie naine	NE Europe & O Sibérie/mer Noire & mer Caspienne	6	0	1	6	0	1	6	0	1	6	100 %	6	11	55	55 %
<i>Clangula hyemalis</i>	Harelde kakawi	Islande & Groenland (rep)	1	2	1	1	2	1	3	0	1	0	0 %	3	6	50	0 %
<i>Clangula hyemalis</i>	Harelde kakawi	Sibérie occidentale/ Europe du Nord (rep)	16	4	1	17	3	1	19	1	1	15	75 %	20	23	87	65 %
<i>Polysticta stelleri</i>	Eider de Steller	Sibérie occidentale/ Europe du Nord-Est	5	0	0	5	0	0	5	0	0	5	100 %	5	6	83	83 %
<i>Melanitta fusca</i>	Macreuse brune	Mer Noire/mer Caspienne	3	0	1	3	0	1	3	0	1	3	100 %	3	4	75	75 %
<i>Melanitta fusca</i>	Macreuse brune	Sibérie occidentale & Europe du Nord/NO Europe	14	2	2	14	2	2	16	0	2	13	81 %	16	21	76	62 %
<i>Mergellus albellus</i>	Harle piette	Europe du Nord-Est/Mer Noire & Méditerranée orientale	10	0	3	10	0	3	9	0	4	9	100 %	9	17	53	53 %
<i>Mergellus albellus</i>	Harle piette	Europe du Nord-Ouest & Europe centrale (hiv)	18	0	1	17	1	1	18	0	1	17	94 %	18	21	86	81 %
<i>Mergus merganser merganser</i>	Grand Harle	Europe du Nord-Est/mer Noire	2	0	2	2	0	2	2	0	2	2	100 %	2	6	33	33 %

Nom de l'espèce	Nom commun	Emplacement géographique de la population	Prélèvement			Perturbation			Utilisation/Commerce			Tous – Parties répondant « oui » aux trois actions	% des Etats des aires de répartition répondantes confirmation une protection totale	Nbre. des Etats des aires de répartition répondantes	Nbre. total des Etats des aires de répartition	% des Etats des aires de répartition fournissant une réponse complète	% des Etats des aires de répartition confirmation une protection totale
			Oui	Non	Aucune réponse	Oui	Non	Aucune réponse	Oui	Non	Aucune réponse						
<i>Mergus serrator</i>	Harle huppé	Europe du Nord-Ouest & Europe centrale (hiv)	16	3	5	18	1	5	18	1	5	15	79 %	19	29	66	52 %
<i>Alopochen aegyptiaca</i>	Ouette d'Égypte	Afrique de l'Ouest	2	1	3	3	0	3	2	0	4	2	100 %	2	14	14	14 %
<i>Tadorna tadorna</i>	Tadorne de Belon	Asie de l'Ouest/mer Caspienne & Moyen-Orient	4	0	0	4	0	0	3	1	0	3	75 %	4	6	67	50 %
<i>Tadorna ferruginea</i>	Tadorne casarca	Méditerranée orientale & mer Noire/Afrique du Nord-Est	6	0	3	6	0	3	6	0	3	6	100 %	6	10	60	60 %
<i>Tadorna ferruginea</i>	Tadorne casarca	Afrique du Nord-Ouest	3	0	1	1	1	2	2	0	2	1	50 %	2	4	50	25 %
<i>Tadorna ferruginea</i>	Tadorne casarca	Asie de l'Ouest & mer Caspienne/Irak	1	0	1	0	0	2	0	0	2	0	-	0	3	0	0 %
<i>Tadorna cana</i>	Tadorne à tête grise	Afrique australe	0	1	0	0	1	0	0	1	0	0	0 %	1	2	50	0 %
<i>Plectropterus gambensis niger</i>	Oie-armée de Gambie	Afrique australe	0	1	1	0	1	1	0	1	1	0	0 %	1	4	25	0 %
<i>Sarkidiornis melanotos</i>	Canard à bosse	Afrique de l'Ouest	2	0	6	1	0	7	1	0	7	1	100 %	1	16	6	6 %
<i>Nettapus auritus</i>	Anserelle naine	Afrique de l'Ouest	2	0	6	1	0	7	1	0	7	1	100 %	1	17	6	6 %
<i>Marmaronetta angustirostris</i>	Marmaronette marbrée	Méditerranée orientale	5	0	1	5	0	1	5	0	1	5	100 %	5	7	71	71 %
<i>Marmaronetta angustirostris</i>	Marmaronette marbrée	Asie du Sud-Ouest	1	0	1	1	0	1	1	0	1	1	100 %	1	3	33	33 %
<i>Marmaronetta angustirostris</i>	Marmaronette marbrée	Méditerranée occidentale & Afrique de l'Ouest	4	0	5	3	1	5	4	0	5	3	75 %	4	15	27	20 %
<i>Netta rufina</i>	Nette rousse	Mer Noire & Méditerranée orientale	9	0	4	9	0	4	9	0	4	9	100 %	9	16	56	56 %
<i>Netta erythrophthalma brunnea</i>	Nette brune	Afrique australe & Afrique de l'Est	1	1	5	1	1	5	1	1	5	1	50 %	2	11	18	9 %
<i>Aythya nyroca</i>	Fuligule nyroca	Europe de l'Est/Méditerranée	18	0	13	18	0	13	18	0	13	18	100 %	18	41	44	44 %

Nom de l'espèce	Nom commun	Emplacement géographique de la population	Prélèvement			Perturbation			Utilisation/Commerce			Tous – Parties répondant « oui » aux trois actions	% des Etats des aires de répartition répondantes confirmation une protection totale	Nbre. des Etats des aires de répartition répondantes	Nbre. total des Etats des aires de répartition	% des Etats des aires de répartition fournissant une réponse complète	% des Etats des aires de répartition confirmation une protection totale
			Oui	Non	Aucune réponse	Oui	Non	Aucune réponse	Oui	Non	Aucune réponse						
		orientale & Afrique sahélienne															
<i>Aythya nyroca</i>	Fuligule nyroca	Asie de l'Ouest/SO Asie & NE Afrique	4	0	3	4	0	3	4	0	3	4	100 %	4	9	44	44 %
<i>Aythya nyroca</i>	Fuligule nyroca	Méditerranée occidentale/ Afrique du Nord et de l'Ouest	4	0	5	3	1	5	4	0	5	3	75 %	4	11	36	27 %
<i>Spatula hottentota</i>	Sarcelle hottentote	Bassin du lac Tchad	0	0	1	0	0	1	0	0	1	0	-	0	3	0	0 %
<i>Anas capensis</i>	Canard du Cap	Afrique de l'Est (Vallée du Rift)	0	0	3	0	0	3	0	0	3	0	-	0	4	0	0 %
<i>Anas capensis</i>	Canard du Cap	Bassin du lac Tchad	0	0	1	0	0	1	0	0	1	0	-	0	4	0	0 %
<i>Podiceps grisegena grisegena</i>	Grèbe jougris	Mer Noire & Méditerranée (hiv)	12	0	4	12	0	4	12	0	4	12	100 %	12	19	63	63 %
<i>Podiceps grisegena grisegena</i>	Grèbe jougris	Mer Caspienne (hiv)	0	0	1	0	0	1	0	0	1	0	-	0	2	0	0 %
<i>Podiceps cristatus cristatus</i>	Grèbe huppé	Mer Caspienne & Asie du Sud-Ouest (hiv)	1	0	0	1	0	0	1	0	0	1	100 %	1	2	50	50 %
<i>Podiceps cristatus infuscatus</i>	Grèbe huppé	Afrique de l'Est (Éthiopie au N de la Zambie)	1	0	2	1	0	2	1	0	2	1	100 %	1	5	20	20 %
<i>Podiceps cristatus infuscatus</i>	Grèbe huppé	Afrique australe	0	1	1	0	1	1	0	1	1	0	0 %	1	4	25	0 %
<i>Podiceps auritus auritus</i>	Grèbe esclavon	Mer Caspienne & Asie du Sud (hiv)	1	0	0	1	0	0	1	0	0	0	0 %	1	2	50	0 %
<i>Podiceps auritus auritus</i>	Grèbe esclavon	Europe du Nord-Est (petit bec)	20	0	7	20	0	7	20	0	7	20	100 %	20	31	65	65 %
<i>Podiceps auritus auritus</i>	Grèbe esclavon	Europe du Nord-Ouest (grand bec)	5	0	0	5	0	0	5	0	0	5	100 %	5	7	71	71 %
<i>Podiceps nigricollis gurneyi</i>	Grèbe à cou noir	Europe du Sud & occidentale & Afrique du Nord	0	1	1	0	1	1	0	1	1	0	0 %	1	4	25	0 %
<i>Phoenicopiterus roseus</i>	Flamant rose	Afrique de l'Ouest	2	0	1	1	1	1	2	0	1	1	50 %	2	7	29	14 %
<i>Phoenicopiterus roseus</i>	Flamant rose	Afrique de l'Est	1	0	4	1	0	4	1	0	4	1	100 %	1	6	17	17 %
<i>Phoeniconaias minor</i>	Flamant nain	Afrique de l'Est	2	0	4	2	0	4	2	0	4	2	100 %	2	7	29	29 %
<i>Phoeniconaias minor</i>	Flamant nain	Afrique australe (à Madagascar)	0	1	1	0	1	1	0	1	1	0	0 %	1	5	20	0 %

Nom de l'espèce	Nom commun	Emplacement géographique de la population	Prélèvement			Perturbation			Utilisation/Commerce			Tous – Parties répondant « oui » aux trois actions	% des Etats des aires de répartition répondantes confirmation une protection totale	Nbre. des Etats des aires de répartition répondantes	Nbre. total des Etats des aires de répartition	% des Etats des aires de répartition fournissant une réponse complète	% des Etats des aires de répartition confirmation une protection totale
			Oui	Non	Aucune réponse	Oui	Non	Aucune réponse	Oui	Non	Aucune réponse						
<i>Phoeniconaias minor</i>	Flamant nain	Afrique de l'Ouest	1	0	2	1	0	2	1	0	2	1	100 %	1	9	11	11 %
<i>Sarothrura boehmi</i>	Râle de Böhm	Afrique centrale	1	0	2	1	0	2	1	0	2	1	100 %	1	9	11	11 %
<i>Sarothrura ayresi</i>	Râle à miroir	Éthiopie	0	0	1	0	0	1	0	0	1	0	-	0	1	0	0 %
<i>Sarothrura ayresi</i>	Râle à miroir	Afrique australe	0	1	1	0	1	1	0	1	1	0	0 %	1	3	33	0 %
<i>Zapornia pusilla intermedia</i>	Marouette de Baillon	Europe (rep)	17	0	16	17	0	16	17	0	16	17	100 %	17	42	40	40 %
<i>Amauornis marginalis</i>	Râle rayé	Afrique sub-saharienne	1	0	2	1	0	2	1	0	2	1	100 %	1	8	13	13 %
<i>Fulica cristata</i>	Foulque à crête	Espagne & Maroc	1	0	1	0	1	1	1	0	1	0	0 %	1	2	50	0 %
<i>Balearica regulorum regulorum</i>	Grue royale	Afrique australe (N à l'Angola & S Zimbabwe)	0	1	1	0	1	1	0	1	1	0	0 %	1	4	25	0 %
<i>Balearica regulorum gibbericeps</i>	Grue royale	Afrique de l'Est (Kenya au Mozambique)	2	0	1	2	0	1	2	0	1	2	100 %	2	5	40	40 %
<i>Balearica pavonina pavonina</i>	Grue couronnée	Afrique de l'Ouest (Sénégal au Tchad)	1	0	3	1	0	3	1	0	3	1	100 %	1	11	9	9 %
<i>Balearica pavonina ceciliae</i>	Grue couronnée	Afrique de l'Est (Soudan à l'Ouganda)	0	0	3	0	0	3	0	0	3	0	-	0	4	0	0 %
<i>Bugeranus carunculatus</i>	Grue caronculée	Afrique centrale & australe	0	0	1	0	0	1	0	0	1	0	-	0	4	0	0 %
<i>Anthropoides paradiseus</i>	Grue de paradis	Extrême de l'Afrique australe	0	1	1	0	1	1	0	1	1	0	0 %	1	2	50	0 %
<i>Anthropoides virgo</i>	Grue demoiselle	Mer Noire (Ukraine)/Afrique du Nord-Est	4	0	3	4	0	3	4	0	3	4	100 %	4	7	57	57 %
<i>Grus grus archibaldi</i>	Grue cendrée	Turquie & Géorgie (rep)	4	0	2	4	0	2	4	0	2	4	100 %	4	7	57	57 %
<i>Gavia stellata</i>	Plongeon catmarin	Mer Caspienne, mer Noire & Méditerranée orientale (hiv)	12	0	4	12	0	4	12	0	4	12	100 %	12	19	63	63 %
<i>Gavia arctica arctica</i>	Plongeon arctique	Sibérie centrale/mer Caspienne	1	0	0	1	0	0	1	0	0	1	100 %	1	1	100	100 %
<i>Gavia immer</i>	Plongeon huard	Europe (hiv)	9	0	2	8	1	2	9	0	2	8	89 %	9	13	69	62 %

Nom de l'espèce	Nom commun	Emplacement géographique de la population	Prélèvement			Perturbation			Utilisation/Commerce			Tous – Parties répondant « oui » aux trois actions	% des Etats des aires de répartition répondantes confirmation une protection totale	Nbre. des Etats des aires de répartition répondantes	Nbre. total des Etats des aires de répartition	% des Etats des aires de répartition fournissant une réponse complète	% des Etats des aires de répartition confirmation une protection totale
			Oui	Non	Aucune réponse	Oui	Non	Aucune réponse	Oui	Non	Aucune réponse						
<i>Gavia adamsii</i>	Plongeon à bec blanc	Europe du Nord (hiv)	3	0	0	3	0	0	3	0	0	3	100 %	3	3	100	100 %
<i>Spheniscus demersus</i>	Manchot du Cap	Afrique australe	0	1	0	0	1	0	0	1	0	0	0 %	1	1	100	0 %
<i>Ciconia nigra</i>	Cigogne noire	Europe du Sud-Ouest/Afrique de l'Ouest	13	0	8	10	3	8	13	0	8	10	77 %	13	28	46	36 %
<i>Ciconia nigra</i>	Cigogne noire	Afrique australe	0	1	1	0	1	1	0	1	1	0	0 %	1	5	20	0 %
<i>Ciconia ciconia ciconia</i>	Cigogne blanche	Afrique australe	0	1	1	0	1	1	0	1	1	0	0 %	1	5	20	0 %
<i>Ciconia ciconia ciconia</i>	Cigogne blanche	Asie de l'Ouest/Asie du Sud-Ouest	3	0	4	3	0	4	3	0	4	3	100 %	3	8	38	38 %
<i>Platalea leucorodia leucorodia</i>	Spatule blanche	Europe centrale & SE/Méditerranée & Afrique tropicale	14	0	15	14	0	15	14	0	15	14	100 %	14	36	39	39 %
<i>Platalea leucorodia leucorodia</i>	Spatule blanche	Europe occidentale/ Méditerranée occidentale & Afrique de l'Ouest	11	0	8	10	1	8	11	0	8	10	91 %	11	23	48	43 %
<i>Platalea leucorodia balsaci</i>	Spatule blanche	Littoral de l'Afrique de l'Ouest (Mauritanie)	0	0	2	0	0	2	0	0	2	0	-	0	5	0	0 %
<i>Platalea leucorodia archeri</i>	Spatule blanche	Mer Rouge & Somalie	1	0	3	1	0	3	1	0	3	1	100 %	1	4	25	25 %
<i>Geronticus eremita</i>	Ibis chauve	Maroc	2	0	1	1	1	1	2	0	1	1	50 %	2	3	67	33 %
<i>Geronticus eremita</i>	Ibis chauve	Asie du Sud-Ouest	2	0	2	2	0	2	2	0	2	2	100 %	2	5	40	40 %
<i>Plegadis falcinellus</i>	Ibis falcinelle	Mer Noire & Méditerranée/ Afrique de l'Ouest	16	0	17	16	0	17	16	0	17	16	100 %	16	44	36	36 %
<i>Botaurus stellaris stellaris</i>	Butor étoilé	O Europe, NO Afrique (rep)	15	0	6	13	2	6	15	0	6	13	87 %	15	22	68	59 %
<i>Botaurus stellaris capensis</i>	Butor étoilé	Afrique australe	0	1	1	0	1	1	0	1	1	0	0 %	1	4	25	0 %
<i>Ixobrychus minutus minutus</i>	Blongios nain	O Europe, NO Afrique/Afrique sub-saharienne	14	1	16	12	2	17	13	1	17	12	86 %	14	47	30	26 %
<i>Nycticorax nycticorax nycticorax</i>	Bihoreau gris	O Europe, NO Afrique (rep)	10	0	12	9	1	12	10	0	12	9	90 %	10	30	33	30 %

Nom de l'espèce	Nom commun	Emplacement géographique de la population	Prélèvement			Perturbation			Utilisation/Commerce			Tous – Parties répondant « oui » aux trois actions	% des Etats des aires de répartition répondantes confirmation une protection totale	Nbre. des Etats des aires de répartition répondantes	Nbre. total des Etats des aires de répartition	% des Etats des aires de répartition fournissant une réponse complète	% des Etats des aires de répartition confirmation une protection totale
			Oui	Non	Aucune réponse	Oui	Non	Aucune réponse	Oui	Non	Aucune réponse						
<i>Ardeola ralloides ralloides</i>	Crabier chevelu	C & E Europe, mer Noire & E Méditerranée (rep)	12	0	10	12	0	10	12	0	10	12	100 %	12	30	40	40 %
<i>Ardeola ralloides ralloides</i>	Crabier chevelu	SO Europe, NO Afrique (rep)	8	0	10	7	1	10	8	0	10	7	88 %	8	27	30	26 %
<i>Ardeola idae</i>	Crabier blanc	Madagascar & Aldabra/Afrique centrale & de l'Est	2	0	2	2	0	2	2	0	2	2	100 %	2	8	25	25 %
<i>Ardea purpurea purpurea</i>	Héron pourpré	Europe occidentale & Méditerranée occidentale/ Afrique de l'Ouest	12	0	12	10	2	12	12	0	12	10	83 %	12	32	38	31 %
<i>Ardea alba alba</i>	Grande Aigrette	Asie de l'Ouest/Asie du Sud-Ouest	2	0	2	2	0	2	2	0	2	2	100 %	2	5	40	40 %
<i>Egretta gularis dimorpha</i>	Aigrette à gorge blanche	Littoral de l'Afrique de l'Est	0	0	1	0	0	1	0	0	1	0	-	0	2	0	0 %
<i>Egretta gularis gularis</i>	Aigrette à gorge blanche	Afrique de l'Ouest	2	0	5	1	0	6	1	0	6	1	100 %	1	16	6	6 %
<i>Egretta gularis schistacea</i>	Aigrette à gorge blanche	Afrique du Nord-Est & mer Rouge	1	0	3	1	0	3	1	0	3	1	100 %	1	5	20	20 %
<i>Balaeniceps rex</i>	Bec-en-sabot du Nil	Afrique tropicale centrale	1	0	1	1	0	1	1	0	1	1	100 %	1	4	25	25 %
<i>Pelecanus crispus</i>	Pélican frisé	Mer Noire & Méditerranée (hiv)	8	0	4	8	0	4	9	0	3	8	100 %	8	14	57	57 %
<i>Pelecanus crispus</i>	Pélican frisé	Asie du Sud-Ouest & Asie du Sud (hiv)	0	0	2	0	0	2	0	0	2	0	-	0	3	0	0 %
<i>Pelecanus onocrotalus</i>	Pélican blanc	Europe & Asie de l'Ouest (rep)	10	0	5	10	0	5	10	0	5	10	100 %	10	18	56	56 %
<i>Morus capensis</i>	Fou du Cap	Afrique australe	0	1	2	0	1	2	0	1	2	0	0 %	1	9	11	0 %
<i>Microcarbo coronatus</i>	Cormoran couronné	Littoral de l'Afrique du Sud-Ouest	0	1	0	0	1	0	0	1	0	0	0 %	1	1	100	0 %
<i>Phalacrocorax carbo lucidus</i>	Grand Cormoran	Littoral de l'Afrique australe	0	1	1	0	1	1	0	1	1	0	0 %	1	4	25	0 %
<i>Phalacrocorax capensis</i>	Cormoran du Cap	Littoral de l'Afrique australe	0	1	0	0	1	0	0	1	0	0	0 %	1	1	100	0 %
<i>Phalacrocorax neglectus</i>	Cormoran des bancs	Littoral de l'Afrique du Sud-Ouest	0	1	0	0	1	0	0	1	0	0	0 %	1	1	100	0 %

Nom de l'espèce	Nom commun	Emplacement géographique de la population	Prélèvement			Perturbation			Utilisation/Commerce			Tous – Parties répondant « oui » aux trois actions	% des Etats des aires de répartition répondantes confirmation une protection totale	Nbre. des Etats des aires de répartition répondantes	Nbre. total des Etats des aires de répartition	% des Etats des aires de répartition fournissant une réponse complète	% des Etats des aires de répartition confirmation une protection totale
			Oui	Non	Aucune réponse	Oui	Non	Aucune réponse	Oui	Non	Aucune réponse						
<i>Haematopus moquini</i>	Huïtrier de Moquin	Littoral de l'Afrique australe	0	1	0	0	1	0	0	1	0	0	0 %	1	1	100	0 %
<i>Recurvirostra avosetta</i>	Avocette élégante	Afrique australe	0	1	1	0	1	1	0	1	1	0	0 %	1	4	25	0 %
<i>Recurvirostra avosetta</i>	Avocette élégante	Asie de l'Ouest & du Sud-Ouest/ Afrique de l'Est	2	0	3	2	0	3	2	0	3	2	100 %	2	6	33	33 %
<i>Himantopus himantopus himantopus</i>	Échasse blanche	Afrique australe	0	1	1	0	1	1	0	1	1	0	0 %	1	4	25	0 %
<i>Eudromias morinellus</i>	Pluvier guignard	Europe/Afrique du Nord-Ouest	19	0	9	19	0	9	19	0	9	19	100 %	19	30	63	63 %
<i>Charadrius forbesi</i>	Pluvier de Forbes	Afrique de l'Ouest & centrale	1	0	8	1	0	8	1	0	8	1	100 %	1	21	5	5 %
<i>Charadrius marginatus hesperius</i>	Pluvier à front blanc	Afrique de l'Ouest	0	0	7	0	0	7	0	0	7	0	-	0	16	0	0 %
<i>Charadrius marginatus mechowii</i>	Pluvier à front blanc	Intérieur de l'Afrique orientale & centrale	1	1	3	1	1	3	1	1	3	1	50 %	2	11	18	9 %
<i>Charadrius alexandrinus alexandrinus</i>	Pluvier à collier interrompu	Mer Noire & Méditerranée orientale/zone est du Sahel	7	0	8	7	0	8	7	0	8	7	100 %	7	19	37	37 %
<i>Charadrius pallidus pallidus</i>	Pluvier élégant	Afrique australe	0	1	1	0	1	1	0	1	1	0	0 %	1	4	25	0 %
<i>Charadrius pallidus venustus</i>	Pluvier élégant	Afrique de l'Est	0	0	1	0	0	1	0	0	1	0	-	0	2	0	0 %
<i>Charadrius leschenaultii columbinus</i>	Pluvier de Leschenault	Turquie & SO Asie/ Méditerranée orientale & mer Rouge	3	0	4	3	0	4	3	0	4	3	100 %	3	8	38	38 %
<i>Charadrius asiaticus</i>	Pluvier asiatique	SE Europe & Asie de l'Ouest/E Afrique & Afrique australe centrale	3	1	6	3	1	6	3	1	6	3	75 %	4	16	25	19 %
<i>Vanellus lugubris</i>	Vanneau terne	Partie méridionale de l'Afrique de l'Ouest	0	0	3	0	0	3	0	0	3	0	-	0	6	0	0 %
<i>Vanellus melanopterus minor</i>	Vanneau à ailes noires	Afrique australe	0	1	1	0	1	1	0	1	1	0	0 %	1	2	50	0 %
<i>Vanellus coronatus coronatus</i>	Vanneau couronné	Afrique centrale	1	0	2	1	0	2	1	0	2	1	100 %	1	5	20	20 %

Nom de l'espèce	Nom commun	Emplacement géographique de la population	Prélèvement			Perturbation			Utilisation/Commerce			Tous – Parties répondant « oui » aux trois actions	% des Etats des aires de répartition répondantes confirmation une protection totale	Nbre. des Etats des aires de répartition répondantes	Nbre. total des Etats des aires de répartition	% des Etats des aires de répartition fournissant une réponse complète	% des Etats des aires de répartition confirmation une protection totale
			Oui	Non	Aucune réponse	Oui	Non	Aucune réponse	Oui	Non	Aucune réponse						
<i>Vanellus superciliosus</i>	Vanneau à poitrine châtaine	Afrique de l'Ouest & centrale	1	0	3	1	0	3	1	0	3	1	100 %	1	10	10	10 %
<i>Vanellus leucurus</i>	Vanneau à queue blanche	SO Asie & Afrique du Nord-Est	2	0	3	2	0	3	2	0	3	2	100 %	2	7	29	29 %
<i>Numenius phaeopus alboxillaris</i>	Courlis corlieu	Asie du Sud-Ouest/Afrique de l'Est	1	2	4	1	2	4	2	1	4	1	33 %	3	11	27	9 %
<i>Numenius tenuirostris</i>	Courlis à bec grêle	Sibérie centrale/ Méditerranée & SO Asie	8	0	7	7	1	7	8	0	7	7	88 %	8	18	44	39 %
<i>Numenius arquata arquata</i>	Courlis cendré	Europe, Afrique du Nord et de l'Ouest	21	1	11	19	3	11	22	0	11	19	86 %	22	43	51	44 %
<i>Numenius arquata orientalis</i>	Courlis cendré	Sibérie occidentale/SO Asie, E & S Afrique	8	2	22	8	2	22	9	1	22	8	80 %	10	50	20	16 %
<i>Limosa limosa islandica</i>	Barge à queue noire	Islande/Europe occidentale	9	0	4	8	1	4	9	0	4	8	89 %	9	15	60	53 %
<i>Limosa limosa limosa</i>	Barge à queue noire	Europe orientale/Afrique du Nord	14	0	13	14	0	13	14	0	13	14	100 %	14	36	39	39 %
<i>Limosa limosa limosa</i>	Barge à queue noire	Asie de l'Ouest et centrale/SO Asie & Afrique de l'Est	3	0	6	2	0	7	2	0	7	2	100 %	2	12	17	17 %
<i>Limosa limosa limosa</i>	Barge à queue noire	Europe occidentale, NO Afrique & Afrique de l'Ouest	18	1	13	17	2	13	18	1	13	17	89 %	19	42	45	40 %
<i>Calidris temminckii</i>	Bécasseau de Temminck	Fennoscandie/ Afrique du Nord & de l'Ouest	20	0	14	19	1	14	20	0	14	19	95 %	20	42	48	45 %
<i>Calidris alpina arctica</i>	Bécasseau variable	NE Groenland/ Afrique de l'Ouest	6	0	5	5	1	5	6	0	5	5	83 %	6	17	35	29 %
<i>Calidris alpina schinzii</i>	Bécasseau variable	Mer Baltique/SO Europe & NO Afrique	10	0	2	9	1	2	10	0	2	9	90 %	10	14	71	64 %
<i>Calidris maritima</i>	Bécasseau violet	NE Canada & N Groenland/Europe (rep)	6	0	2	6	0	2	6	0	2	6	100 %	6	10	60	60 %
<i>Gallinago media</i>	Bécassine double	Sibérie occidentale & NE	19	1	15	19	1	15	19	1	15	19	95 %	20	49	41	39 %

Nom de l'espèce	Nom commun	Emplacement géographique de la population	Prélèvement			Perturbation			Utilisation/Commerce			Tous – Parties répondant « oui » aux trois actions	% des Etats des aires de répartition répondantes confirmation une protection totale	Nbre. des Etats des aires de répartition répondantes	Nbre. total des Etats des aires de répartition	% des Etats des aires de répartition fournissant une réponse complète	% des Etats des aires de répartition confirmation une protection totale
			Oui	Non	Aucune réponse	Oui	Non	Aucune réponse	Oui	Non	Aucune réponse						
		Europe/Afrique du Sud-Est															
<i>Gallinago media</i>	Bécassine double	Scandinavie/probablement Afrique de l'Ouest	11	0	10	11	0	10	11	0	10	11	100 %	11	30	37	37 %
<i>Tringa totanus totanus</i>	Chevalier gambette	Grande-Bretagne & Irlande/Grande-Bretagne, Irlande, France	3	1	1	2	2	1	4	0	1	2	50 %	4	6	67	33 %
<i>Tringa stagnatilis</i>	Chevalier stagnatile	Asie de l'Ouest/SO Asie, Afrique orientale et australe	6	1	15	6	1	15	6	1	15	6	86 %	7	34	21	18 %
<i>Glareola pratincola pratincola</i>	Glaréole à collier	Mer Noire & Méditerranée orientale/zone est du Sahel	12	0	8	12	0	8	12	0	8	12	100 %	12	25	48	48 %
<i>Pluvianus aegyptius</i>	Pluvier fluviatile	Afrique de l'Est	1	0	2	1	0	2	1	0	2	1	100 %	1	4	25	25 %
<i>Glareola nordmanni</i>	Glaréole à ailes noires	SE Europe & Asie de l'Ouest/Afrique australe	7	1	11	7	1	11	7	1	11	7	88 %	8	29	28	24 %
<i>Glareola ocularis</i>	Glaréole malgache	Madagascar/Afrique de l'Est	0	0	1	0	0	1	0	0	1	0	-	0	3	0	0 %
<i>Glareola cinerea</i>	Glaréole grise	SE Afrique de l'Ouest & Afrique centrale	0	0	2	0	0	2	0	0	2	0	-	0	9	0	0 %
<i>Rynchops flavirostris</i>	Bec-en-ciseaux d'Afrique	Littoral de l'Afrique de l'Ouest & Afrique centrale	1	0	6	1	0	6	1	0	6	1	100 %	1	19	5	5 %
<i>Rynchops flavirostris</i>	Bec-en-ciseaux d'Afrique	Afrique de l'Est & Afrique australe	2	0	4	2	0	4	2	0	4	2	100 %	2	10	20	20 %
<i>Larus ichthyaetus</i>	Goéland ichthyaète	Mer Noire & mer Caspienne/Asie du Sud-Ouest	3	0	7	3	0	7	3	0	7	3	100 %	3	12	25	25 %
<i>Larus leucophthalmus</i>	Goéland à iris blanc	Mer Rouge & côtes avoisinantes	2	0	2	2	0	2	2	0	2	2	100 %	2	5	40	40 %
<i>Larus audouinii</i>	Goéland d'Audouin	Méditerranée/côtes N & O de l'Afrique	6	0	8	6	0	8	6	0	8	6	100 %	6	18	33	33 %

Nom de l'espèce	Nom commun	Emplacement géographique de la population	Prélèvement			Perturbation			Utilisation/Commerce			Tous – Parties répondant « oui » aux trois actions	% des Etats des aires de répartition répondantes confirmation une protection totale	Nbre. des Etats des aires de répartition répondantes	Nbre. total des Etats des aires de répartition	% des Etats des aires de répartition fournissant une réponse complète	% des Etats des aires de répartition confirmation une protection totale
			Oui	Non	Aucune réponse	Oui	Non	Aucune réponse	Oui	Non	Aucune réponse						
<i>Larus fuscus fuscus</i>	Goéland brun	NE Europe/mer Noire, SO Asie & Afrique orientale	13	1	14	14	1	13	13	1	14	12	86 %	14	36	39	33 %
<i>Larus armenicus</i>	Goéland d'Arménie	Arménie, Turquie orientale & NO Iran	3	0	2	3	0	2	3	0	2	3	100 %	3	6	50	50 %
<i>Onychoprion anaethetus melanoptera</i>	Sterne bridée	Afrique de l'Ouest	1	0	3	1	0	3	1	0	3	1	100 %	1	9	11	11 %
<i>Onychoprion anaethetus antarcticus</i>	Sterne bridée	O océan Indien	1	1	1	1	1	1	2	0	1	1	50 %	2	5	40	20 %
<i>Sternula albifrons albifrons</i>	Sterne naine	Mer Noire & E Méditerranée (rep)	10	1	9	10	1	9	10	1	9	10	91 %	11	26	42	38 %
<i>Sternula albifrons albifrons</i>	Sterne naine	Mer Caspienne (rep)	0	0	1	0	0	1	0	0	1	0	-	0	2	0	0 %
<i>Sternula albifrons albifrons</i>	Sterne naine	Europe Nord Méditerranée (rep)	0	0	2	0	0	2	0	0	2	0	-	0	2	0	0 %
<i>Sternula albifrons albifrons</i>	Sterne naine	O Méditerranée/O Afrique (rep)	0	0	2	0	0	2	0	0	2	0	-	0	2	0	0 %
<i>Sternula albifrons guineae</i>	Sterne naine	Afrique de l'Ouest (rep)	1	0	6	1	0	6	1	0	6	1	100 %	1	17	6	6 %
<i>Sternula saundersi</i>	Sterne de Saunders	O Asie du Sud, mer Rouge, Golfe & Afrique de l'Est	1	0	3	1	0	3	1	0	3	1	100 %	1	6	17	17 %
<i>Sternula balaenarum</i>	Sterne des baleiniers	Namibie & Afrique du Sud/côte atlantique du Ghana	0	1	3	0	1	3	0	1	3	0	0 %	1	9	11	0 %
<i>Gelochelidon nilotica nilotica</i>	Sterne hansel	Mer Noire & Méditerranée orientale/Afrique orientale	4	0	8	4	0	8	4	0	8	4	100 %	4	15	27	27 %
<i>Gelochelidon nilotica nilotica</i>	Sterne hansel	Asie de l'Ouest & Asie centrale/Asie du Sud-Ouest	0	0	3	0	0	3	0	0	3	0	-	0	4	0	0 %
<i>Hydroprogne caspia</i>	Sterne caspienne	Baltique (rep)	0	0	1	0	0	1	0	0	1	0	-	0	1	0	0 %
<i>Hydroprogne caspia</i>	Sterne caspienne	Mer Noire (rep)	1	0	0	1	0	0	1	0	0	1	100 %	1	1	100	100 %
<i>Hydroprogne caspia</i>	Sterne caspienne	Mer Caspienne (rep)	3	0	5	3	0	5	3	0	5	3	100 %	3	11	27	27 %
<i>Hydroprogne caspia</i>	Sterne caspienne	Afrique australe (rep)	0	1	1	0	1	1	0	1	1	0	0 %	1	4	25	0 %

Nom de l'espèce	Nom commun	Emplacement géographique de la population	Prélèvement			Perturbation			Utilisation/Commerce			Tous – Parties répondant « oui » aux trois actions	% des Etats des aires de répartition répondantes confirmation une protection totale	Nbre. des Etats des aires de répartition répondantes	Nbre. total des Etats des aires de répartition	% des Etats des aires de répartition fournissant une réponse complète	% des Etats des aires de répartition confirmation une protection totale
			Oui	Non	Aucune réponse	Oui	Non	Aucune réponse	Oui	Non	Aucune réponse						
<i>Chlidonias hybrida delalandii</i>	Guifette moustac	Afrique orientale (Kenya & Tanzanie)	1	0	2	1	0	2	1	0	2	1	100 %	1	4	25	25 %
<i>Chlidonias hybrida delalandii</i>	Guifette moustac	Afrique australe (Malawi & Zambie à l'Afrique du Sud)	0	1	1	0	1	1	0	1	1	0	0 %	1	5	20	0 %
<i>Sterna dougallii arideensis</i>	Sterne de Dougall	Madagascar, Seychelles & Mascareignes	2	0	0	2	0	0	2	0	0	2	100 %	2	3	67	67 %
<i>Sterna dougallii dougallii</i>	Sterne de Dougall	Afrique de l'Est	0	0	1	0	0	1	0	0	1	0	-	0	2	0	0 %
<i>Sterna dougallii dougallii</i>	Sterne de Dougall	Europe (rep)	4	0	5	4	0	5	4	0	5	4	100 %	4	14	29	29 %
<i>Sterna dougallii dougallii</i>	Sterne de Dougall	Afrique australe	0	1	1	0	1	1	0	1	1	0	0 %	1	2	50	0 %
<i>Sterna vittata vittata</i>	Sterne couronnée	P.Edward, Marion, Crozet & Kerguelen/Afrique du Sud	0	1	0	0	1	0	0	1	0	0	0 %	1	1	100	0 %
<i>Sterna vittata tristanensis</i>	Sterne couronnée	Tristan da Cunha & Gough/Afrique du Sud	1	1	0	0	1	1	0	1	1	0	0 %	1	2	50	0 %
<i>Thalasseus bengalensis emigratus</i>	Sterne voyageuse	S méditerranéen/ côtes NO & Afrique de l'Ouest	3	0	3	3	0	3	3	0	3	3	100 %	3	7	43	43 %
<i>Thalasseus bergii bergii</i>	Sterne huppée	Afrique australe (Angola - Mozambique)	0	1	1	0	1	1	0	1	1	0	0 %	1	2	50	0 %
<i>Thalasseus bergii velox</i>	Sterne huppée	Mer Rouge & Afrique du Nord-Est	2	0	3	2	0	3	2	0	3	2	100 %	2	5	40	40 %
<i>Thalasseus bergii thalassinus</i>	Sterne huppée	Afrique orientale & Seychelles	0	0	1	0	0	1	0	0	1	0	-	0	2	0	0 %
<i>Thalasseus bergii enigma</i>	Sterne huppée	Madagascar & Mozambique/Afrique australe	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	50 %	2	4	50	25 %
<i>Fratercula arctica</i>	Macareux moine	NE du Canada, N Groenland à Jan Mayen, Svalbard, N Novaya Zemlya	1	0	0	1	0	0	1	0	0	1	100 %	1	1	100	100 %

Nom de l'espèce	Nom commun	Emplacement géographique de la population	Prélèvement			Perturbation			Utilisation/Commerce			Tous – Parties répondant « oui » aux trois actions	% des Etats des aires de répartition répondantes confirmation une protection totale	Nbre. des Etats des aires de répartition répondantes	Nbre. total des Etats des aires de répartition	% des Etats des aires de répartition fournissant une réponse complète	% des Etats des aires de répartition confirmation une protection totale
			Oui	Non	Aucune réponse	Oui	Non	Aucune réponse	Oui	Non	Aucune réponse						
<i>Phaethon aetherus aetherus</i>	Phaéton à bec rouge	Atlantique Sud	1	0	2	1	0	2	1	0	2	1	100 %	1	6	17	17 %
<i>Phaethon aetherus indicus</i>	Phaéton à bec rouge	Golfe Persique, golfe d'Aden, mer Rouge	2	0	3	1	0	4	2	0	3	1	100 %	1	5	20	20 %

Tableau 2. Nombre de populations par pays, rapportées par les Parties, qui sont sujettes à une législation interdisant les méthodes de capture (populations de la Colonne A) (Q1). (**Légende** : Vert foncé : 100 % des populations entièrement protégées ; Vert clair : 76-99 % ; Bleu : 51-75 % ; Jaune : 26-50 % ; Orange : 1-25 % ; Rouge : 0 % protégées. Gris : pas de réponse complète fournie.)

Partie	Prélèvement			Perturbation			Utilisation/Commerce			Nbre. de populations confirmées entièrement protégées (« oui » pour chaque activité)	Nbre. total de populations concernées	Nbre. total de populations sur lesquelles les Parties ont rapporté	% des populations sur lesquelles les Parties ont rapporté	% des populations confirmées entièrement protégées (basé sur le nbre. de populations sur lesquelles les Parties ont rapporté)	% des populations confirmées entièrement protégées (basé sur le nbre. de populations pour lesquelles la Partie est dans l'aire de répartition)
	Oui	Non	Aucune réponse	Oui	Non	Aucune réponse	Oui	Non	Aucune réponse						
Afrique du Sud		43			43			43			43	43	100	0 %	0 %
Albanie	25		1	26			26			25	26	25	96	100 %	96 %
Algérie	6		26	6		26	6		26	6	32	6	19	100 %	19 %
Allemagne	28		1	28		1	28		1	28	29	28	97	100 %	97 %
Belgique	24			24			24			24	24	24	100	100 %	100 %
Bénin	2		23	2		23	2		23	2	25	2	8	100 %	8 %
Bulgarie	34		2	34		2	34		2	34	36	34	94	100 %	94 %
Burundi	1		19	1		19	1		19	1	20	1	5	100 %	5 %
Chypre			24			24			24		24	0	0	-	0 %
Côte d'Ivoire	1		25			26			26		26	0	0	-	0 %
Croatie	39			39			39			39	39	39	100	100 %	100 %
Danemark	19	5		24			23	1		19	24	24	100	79 %	79 %
Djibouti	1		20	1		20	1		20	1	21	1	5	100 %	5 %

Partie	Prélèvement			Perturbation			Utilisation/Commerce			Nbre. de populations confirmées entièrement protégées (« oui » pour chaque activité)	Nbre. total de populations concernées	Nbre. total de populations sur lesquelles les Parties ont rapporté	% des populations sur lesquelles les Parties ont rapporté	% des populations confirmées entièrement protégées (basé sur le nbre. de populations sur lesquelles les Parties ont rapporté)	% des populations confirmées entièrement protégées (basé sur le nbre. de populations pour lesquelles la Partie est dans l'aire de répartition)
	Oui	Non	Aucune réponse	Oui	Non	Aucune réponse	Oui	Non	Aucune réponse						
Égypte	42			42			41	1		41	42	42	100	98 %	98 %
Espagne	4		30	3		31	2		32	2	34	2	6	100 %	6 %
Estonie	17			17			15		1	15	17	15	88	100 %	88 %
Eswatini			32			32			32		32	0	0	-	0 %
Éthiopie	1		35	1		35	1		35	1	36	1	3	100 %	3 %
Finlande	18	3		21			21			18	21	21	100	86 %	86 %
France	32	8		32	8		40			32	40	40	100	80 %	80 %
Géorgie	33		4	31		6	31		6	31	37	31	84	100 %	84 %
Ghana	4		18	3		19	3		19	3	22	3	14	100 %	14 %
Guinée Bissau	1		26			27			27		27	0	0	-	0 %
Hongrie	29			29			29			29	29	29	100	100 %	100 %
Israël	32		1	32		1	32		1	32	33	32	97	100 %	97 %
Italie	37			34	3		36	1		34	37	37	100	92 %	92 %
Kenya	1		40	1		40	1		40	1	41	1	2	100 %	2 %
Lettonie	19		1	19		1	19		1	19	20	19	95	100 %	95 %
Liban	21			21			21			21	21	21	100	100 %	100 %
Libye	1		23	1		23	1		23	1	24	1	4	100 %	4 %
Luxembourg	23			23			23			23	23	23	100	100 %	100 %
Macédoine, ARY			27			27			27		27	0	0	-	0 %
Mali			28			28			28		28	0	0	-	0 %
Maroc	16	1	14		17	14	16	1	14		31	17	55	0 %	0 %
Maurice	1	1	1	1	1	1	2		1	1	3	2	67	50 %	33 %
Niger	4	1	20	5		20	4		21	4	25	4	16	100 %	16 %
Norvège	24	1	1	25		1	23	2	1	23	26	25	96	92 %	88 %

Partie	Prélèvement			Perturbation			Utilisation/Commerce			Nbre. de populations confirmées entièrement protégées (« oui » pour chaque activité)	Nbre. total de populations concernées	Nbre. total de populations sur lesquelles les Parties ont rapporté	% des populations sur lesquelles les Parties ont rapporté	% des populations confirmées entièrement protégées (basé sur le nbre. de populations sur lesquelles les Parties ont rapporté)	% des populations confirmées entièrement protégées (basé sur le nbre. de populations pour lesquelles la Partie est dans l'aire de répartition)
	Oui	Non	Aucune réponse	Oui	Non	Aucune réponse	Oui	Non	Aucune réponse						
Ouganda	29			28		1	28		1	28	29	28	97	100 %	97 %
Pays-Bas	24			24			24			24	24	24	100	100 %	100 %
Portugal			22			22			22		22	0	0	-	0 %
République de Moldova			25			25			25		25	0	0	-	0 %
République Tchèque	1		26	1		26	1		26	1	27	1	4	100 %	4 %
Roumanie	8		32	8		32	7		33	7	40	7	18	100 %	18 %
Royaume-Uni	29	1	1	7	21	3	28	1	2	7	31	28	90	25 %	23 %
Sénégal	13		21	13		21	13		21	13	34	13	38	100 %	38 %
Slovaquie	23			23			23			23	23	23	100	100 %	100 %
Slovénie	27			27			27			27	27	27	100	100 %	100 %
Soudan	2		49	2		49	2		49	2	51	2	4	100 %	4 %
Suède	16	3	4	18	1	4	18	1	4	16	23	19	83	84 %	70 %
Suisse	23			23			23			23	23	23	100	100 %	100 %
Syrie	15		23	15		23	16		22	15	38	15	39	100 %	39 %
Tunisie			27			27			27		27	0	0	-	0 %
Ukraine	38		4	38		4	38		4	38	42	38	90	100 %	90 %

Tableau 3. Aperçu des populations de la colonne B et des réponses des Parties répondantes concernant la réglementation de la prise à différents stades de la reproduction, de l'élevage et du retour aux zones de reproduction, les limites fixées pour les prises et la réglementation de l'utilisation/du commerce des espèces de la Colonne B (Q3). (Légende : Vert foncé : 100 % des Etats des aires de répartition ont confirmé la réglementation totale de la population. Vert clair : 76 %-99 % ; Bleu : 51 %-75 % ; Jaune : 26 %-50 % ; Orange : 1 %-25 % ; Rouge : 0 %. Gris : aucune réponse complète fournie.). * = les chiffres entre parenthèses désignent le nombre de Parties ayant répondu « non », mais ayant fourni des détails supplémentaires pour confirmer que la population est pleinement réglementée. † = y compris les Etats de l'aire de répartition qui ont répondu « non » mais qui ont fourni plus de détails sur le fait que la population est entièrement réglementée.

Nom de l'espèce	Nom commun	Emplacement géographique de la population	Prélèvement			Perturbation			Utilisation/Commerce			Tous – Parties répondant « oui » aux trois actions	% des Etats des aires de répartition répondantes confirmation une protection totale	Nbre. des Etats des aires de répartition répondantes	Nbre. total des Etats des aires de répartition	% des Etats des aires de répartition fournissant une réponse complète
			Oui	Non*	Aucune réponse	Oui	Non*	Aucune réponse	Oui	Non*	Aucune réponse					
<i>Dendrocygna bicolor</i>	Dendrocygne fauve	Afrique de l'Ouest (Sénégal au Tchad)	3	0	4	0	2	5	1	0	6	0	0 %	14	7 %	0 %
<i>Cygnus olor</i>	Cygne tuberculé	Mer Noire	7	0	1	3	3 (1)	2	6	0	2	4	67 %	10	60 %	40 %
<i>Cygnus olor</i>	Cygne tuberculé	Asie de l'Ouest & Asie centrale/mer Caspienne	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-	1	0 %	0 %
<i>Cygnus cygnus</i>	Cygne chanteur	Islande/R-U & Irlande	5	0	2	2	2 (2)	3	5	0	2	4	100 %	9	44 %	44 %
<i>Cygnus cygnus</i>	Cygne chanteur	Nord-Ouest du continent européen	12	2 (1)	0	8	6 (6)	0	13	0	1	13	100 %	16	81 %	81 %
<i>Branta bernicla bernicla</i>	Bernache cravant	Sibérie occidentale/Europe occidentale	8	0	0	4	3 (2)	1	8	0	0	6	86 %	8	88 %	75 %
<i>Branta leucopsis</i>	Bernache nonnette	Groenland de l'Est/Ecosse & Irlande	2	0	0	1	0	1	2	0	0	1	100 %	4	25 %	25 %
<i>Anser anser anser</i>	Oie cendrée	Europe centrale/Afrique du Nord	15	0	3	11	5 (1)	2	12	1	5	12	92 %	22	59 %	55 %
<i>Anser anser rubrirostris</i>	Oie cendrée	Mer Noire & Turquie	2	0	1	2	0	1	2	0	1	2	100 %	4	50 %	50 %
<i>Anser brachyrhynchus</i>	Oie à bec court	Groenland de l'Est & Islande/R-U	0	1	0	0	1	0	0	1	0	0	0 %	2	50 %	0 %
<i>Anser brachyrhynchus</i>	Oie à bec court	Svalbard/Europe du Nord-Ouest	6	0	0	4	2 (1)	0	5	1	0	5	83 %	6	100 %	83 %
<i>Somateria mollissima mollissima</i>	Eider à duvet	Mer Baltique, Danemark & Pays-Bas	11	0	3	5	6 (1)	3	10	1 (1)	3	6	55 %	16	69 %	38 %
<i>Somateria mollissima borealis</i>	Eider à duvet	Svalbard & Franz Joseph (rep)	1	0	0	1	0	0	1	0	0	1	100 %	1	100 %	100 %

Nom de l'espèce	Nom commun	Emplacement géographique de la population	Prélèvement			Perturbation			Utilisation/Commerce			Tous – Parties répondant « oui » aux trois actions	% des Etats des aires de répartition répondantes confirmation une protection totale	Nbre. des Etats des aires de répartition répondantes	Nbre. total des Etats des aires de répartition	% des Etats des aires de répartition fournissant une réponse complète
			Oui	Non*	Aucune réponse	Oui	Non*	Aucune réponse	Oui	Non*	Aucune réponse					
<i>Melanitta nigra</i>	Macreuse noire	O Sibérie & N Europe/O Europe & NO Afrique	18	1	3	9	9 (3)	4	18	0	4	12	67 %	26	69 %	46 %
<i>Bucephala clangula clangula</i>	Garrot à oeil d'or	Sibérie occidentale & Europe du Nord-Est	3	0	2	0	3 (3)	2	3	0	2	3	100 %	6	50 %	50 %
<i>Mergellus albellus</i>	Harle piette	Sibérie occidentale/Asie du Sud-Ouest	0	0	1	0	0	1	0	0	1	0	-	2	0 %	0 %
<i>Mergus serrator</i>	(Harle huppé)	Europe du Nord-Est/mer Noire & Méditerranée	5	0	4	3	2 (2)	4	5	0	4	5	100 %	11	45 %	45 %
<i>Tadorna tadorna</i>	Tadorne de Belon	Europe du Nord-Ouest	14	0	2	7	5 (4)	4	13	0	3	11	92 %	20	60 %	55 %
<i>Plectropterus gambensis gambensis</i>	Oie-armée de Gambie	Afrique de l'Ouest	2	0	6	2	0	6	2	0	6	2	100 %	16	13 %	13 %
<i>Netta rufina</i>	Nette rousse	Europe du Sud-Ouest & Europe centrale/ Méditerranée occidentale	13	0	4	8	5 (4)	4	12	0	5	12	100 %	19	63 %	63 %
<i>Netta rufina</i>	Nette rousse	Asie de l'Ouest & Asie centrale/Asie du Sud-Ouest	1	0	0	0	1 (1)	0	1	0	0	1	100 %	2	50 %	50 %
<i>Aythya ferina</i>	Fuligule milouin	Europe du Nord-Est/Europe du Nord-Ouest	16	1	1	9	7 (1)	2	15	1	2	10	63 %	21	76 %	48 %
<i>Aythya ferina</i>	Fuligule milouin	Europe centrale & NE Europe/mer Noire & Méditerranée	17	0	14	11	6 (2)	14	15	2	14	13	76 %	38	45 %	34 %
<i>Aythya ferina</i>	Fuligule milouin	Sibérie occidentale/Asie du Sud-Ouest	3	0	4	3	0	4	2	1	4	2	67 %	9	33 %	22 %
<i>Aythya fuligula</i>	Fuligule morillon	Europe central, mer Noire & Méditerranée (hiv)	18	1	12	12	7 (1)	12	15	2	14	13	76 %	39	44 %	33 %

Nom de l'espèce	Nom commun	Emplacement géographique de la population	Prélèvement			Perturbation			Utilisation/Commerce			Tous – Parties répondant « oui » aux trois actions	% des Etats des aires de répartition répondantes confirmation une protection totale	Nbre. des Etats des aires de répartition répondantes	Nbre. total des Etats des aires de répartition	% des Etats des aires de répartition fournissant une réponse complète
			Oui	Non*	Aucune réponse	Oui	Non*	Aucune réponse	Oui	Non*	Aucune réponse					
<i>Aythya fuligula</i>	Fuligule morillon	Sibérie occidentale/SO Asie & NE Afrique	4	0	5	3	1 (1)	5	3	1	5	3	75 %	11	36 %	27 %
<i>Aythya marila marila</i>	Fuligule milouinan	Europe du Nord/ Europe occidentale	18	0	1	9	7 (3)	3	17	0	2	12	75 %	24	67 %	50 %
<i>Spatula hottentota</i>	Sarcelle hottentote	Afrique de l'Est (Sud au N Zambie)	2	0	4	1	1 (1)	4	2	0	4	2	100 %	8	25 %	25 %
<i>Spatula hottentota</i>	Sarcelle hottentote	Afrique australe (Nord au S Zambie)	0	1	1	1	0	1	0	1	1	0	0 %	4	25 %	0 %
<i>Spatula clypeata</i>	Canard souchet	Europe du Nord-Ouest & Europe centrale (hiv)	14	1	2	9	5 (1)	3	13	1	3	10	71 %	22	64 %	45 %
<i>Spatula clypeata</i>	Canard souchet	O Sibérie/SO Asie, NE Afrique & Afrique de l'Est	3	0	6	3	0	6	3	0	6	3	100 %	12	25 %	25 %
<i>Mareca strepera strepera</i>	Canard chipeau strepera	Sibérie occidentale/SO Asie & NE Afrique	1	0	3	1	0	3	0	1	3	0	0 %	6	17 %	0 %
<i>Mareca penelope</i>	Canard siffleur	Sibérie occidentale/SO Asie & NE Afrique	1	0	4	1	0	4	0	1	4	0	0 %	6	17 %	0 %
<i>Anas platyrhynchos platyrhynchos</i>	Canard colvert platyrhynchos	Europe de l'Est/mer Noire & Méditerranée orientale	9	1	6	7	3 (1)	6	7	3	6	7	70 %	19	53 %	37 %
<i>Anas platyrhynchos platyrhynchos</i>	Canard colvert platyrhynchos	Sibérie occidentale/Asie du Sud-Ouest	2	0	5	2	0	5	1	1	5	1	50 %	9	22 %	11 %
<i>Anas capensis</i>	Canard du Cap	Afrique australe (N à l'Angola & Zambie)	0	1	1	1	0	1	0	1	1	0	0 %	4	25 %	0 %
<i>Anas acuta</i>	Canard pilet	Europe du Nord-Ouest	11	1	3	6	5 (1)	4	11	1	3	7	64 %	20	55 %	35 %
<i>Anas acuta</i>	Canard pilet	Sibérie occidentale/SO Asie & Afrique de l'Est	7	0	12	5	2 (1)	12	6	1	12	6	86 %	26	27 %	23 %
<i>Anas crecca crecca</i>	Sarcelle d'hiver	Sibérie occidentale/SO Asie & NE Afrique	4	1	4	3	2 (1)	4	3	2	4	3	60 %	11	45 %	27 %

Nom de l'espèce	Nom commun	Emplacement géographique de la population	Prélèvement			Perturbation			Utilisation/Commerce			Tous – Parties répondant « oui » aux trois actions	% des Etats des aires de répartition répondantes confirmation une protection totale	Nbre. des Etats des aires de répartition répondantes	Nbre. total des Etats des aires de répartition	% des Etats des aires de répartition fournissant une réponse complète
			Oui	Non*	Aucune réponse	Oui	Non*	Aucune réponse	Oui	Non*	Aucune réponse					
<i>Podiceps grisegena grisegena</i>	Grèbe jougris	Europe du Nord-Ouest (hiv)	14	0	1	7	6 (4)	2	13	0	2	11	85 %	17	76 %	65 %
<i>Podiceps nigricollis nigricollis</i>	Grèbe à cou noir	Asie de l'Ouest/Asie du Sud-Ouest & du Sud	0	0	2	0	0	2	0	0	2	0	-	3	0 %	0 %
<i>Phoenicopiterus roseus</i>	Flamant rose	Afrique australe (à Madagascar)	1	1	1	1	1 (1)	1	1	1	1	1	50 %	7	29 %	14 %
<i>Phoenicopiterus roseus</i>	Flamant rose	Méditerranée occidentale	7	0	4	3	3 (3)	5	6	0	5	6	100 %	12	50 %	50 %
<i>Phoenicopiterus roseus</i>	Flamant rose	Méditerranée orientale	4	1	3	2	3 (2)	3	3	1	4	3	75 %	9	44 %	33 %
<i>Phoenicopiterus roseus</i>	Flamant rose	Asie du Sud-Ouest & du Sud	3	0	6	2	1 (1)	6	3	0	6	3	100 %	11	27 %	27 %
<i>Phaethon rubricauda rubricauda</i>	Phaéton à brins rouges	Océan Indien	2	1	0	2	1 (1)	0	2	1	0	2	67 %	5	60 %	40 %
<i>Phaethon lepturus lepturus</i>	Phaéton à bec jaune	O Océan Indien	3	1	2	2	1 (1)	3	3	1	2	3	100 %	10	30 %	30 %
<i>Rallus aquaticus aquaticus</i>	Râle d'eau	Europe & Afrique du Nord	24	0	13	15	8 (4)	14	23	0	14	19	83 %	44	52 %	43 %
<i>Porzana porzana</i>	Marouette ponctuée	Europe/Afrique	23	1	22	14	9 (6)	23	22	1	23	20	87 %	60	38 %	33 %
<i>Zapornia parva</i>	Marouette poussin	Eurasie occidentale/Afrique	20	0	17	11	9 (7)	17	19	0	18	18	95 %	45	42 %	40 %
<i>Amauornis marginalis</i>	Râle rayé	Afrique sub-saharienne	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-	3	0 %	0 %
<i>Fulica atra atra</i>	Foulque macroule	Europe du Nord-Ouest (hiv)	19	1	2	12	8 (1)	2	18	1	3	13	68 %	25	76 %	52 %
<i>Anthropoides virgo</i>	Grue demoiselle	Kalmykie/Afrique du Nord-Est	4	0	3	3	1 (1)	3	4	0	3	4	100 %	7	57 %	57 %
<i>Gavia stellata</i>	Plongeon catmarin	Europe du Nord-Ouest (hiv)	15	0	3	8	6 (3)	4	14	0	4	12	86 %	21	67 %	57 %
<i>Gavia arctica arctica</i>	Plongeon arctique	Europe du Nord & Sibérie occidentale/Europe	20	0	7	11	8 (5)	8	19	0	8	16	84 %	32	59 %	50 %
<i>Ciconia nigra</i>	Cigogne noire	Europe centrale & de l'Est/Afrique sub-saharienne	15	0	14	9	6 (5)	14	14	0	15	14	100 %	34	41 %	41 %

Nom de l'espèce	Nom commun	Emplacement géographique de la population	Prélèvement			Perturbation			Utilisation/Commerce			Tous – Parties répondant « oui » aux trois actions	% des Etats des aires de répartition répondantes confirmation une protection totale	Nbre. des Etats des aires de répartition répondantes	Nbre. total des Etats des aires de répartition	% des Etats des aires de répartition fournissant une réponse complète
			Oui	Non*	Aucune réponse	Oui	Non*	Aucune réponse	Oui	Non*	Aucune réponse					
<i>Ciconia abdimii</i>	Cigogne d'Abdim	Afrique sub-saharienne & SO Arabie	2	1	11	3	0	11	2	1	11	2	67 %	24	13 %	8 %
<i>Ciconia microscelis</i>	Cigogne à pattes noires	Afrique sub-saharienne	2	1	11	2	1	11	1	1	12	1	50 %	27	7 %	4 %
<i>Ciconia ciconia ciconia</i>	Cigogne blanche	O Europe & Afrique du Nord-Ouest/Afrique sub-saharienne	13	0	11	8	4 (4)	12	12	0	12	12	100 %	32	38 %	38 %
<i>Platalea alba</i>	Spatule d'Afrique	Afrique sub-saharienne	1	1	11	2	0	11	1	1	11	1	50 %	27	7 %	4 %
<i>Plegadis falcinellus</i>	Ibis falcinelle	Afrique sub-saharienne (rep)	1	1	10	2	0	10	1	1	10	1	50 %	22	9 %	5 %
<i>Plegadis falcinellus</i>	Ibis falcinelle	Asie du Sud-Ouest/Afrique de l'Est	2	1	4	2	0	5	2	0	5	2	100 %	9	22 %	22 %
<i>Botaurus stellaris stellaris</i>	Butor étoilé	C & E Europe/mer Noire & E Méditerranée (rep)	16	1	14	9	7 (6)	15	15	0	16	15	100 %	39	38 %	38 %
<i>Botaurus stellaris stellaris</i>	Butor étoilé	Asie du Sud-Ouest (hiv)	5	0	3	4	1 (1)	3	5	0	3	5	100 %	10	50 %	50 %
<i>Ixobrychus minutus minutus</i>	Blongios nain	C & E Europe, mer Noire & E Méditerranée/Afrique subsaharienne	14	2	13	9	6 (3)	14	13	1	15	12	86 %	41	34 %	29 %
<i>Ixobrychus minutus minutus</i>	Blongios nain	Asie de l'Ouest & du Sud-Ouest/Afrique sub-saharienne	2	1	8	3	0	8	2	1	8	2	67 %	22	14 %	9 %
<i>Ixobrychus minutus payesii</i>	Blongios nain	Afrique sub-saharienne	2	1	11	3	0	11	2	1	11	2	67 %	28	11 %	7 %
<i>Ixobrychus sturmii</i>	Blongios de Sturm	Afrique sub-saharienne	1	1	10	2	0	10	1	1	10	1	50 %	26	8 %	4 %
<i>Nycticorax nycticorax nycticorax</i>	Bihoreau gris	Asie de l'Ouest/SO Asie & NE Afrique	2	0	6	2	0	6	2	0	6	2	100 %	12	17 %	17 %
<i>Ardeola ralloides ralloides</i>	Crabier chevelu	Asie de l'Ouest & du Sud-Ouest/Afrique sub-saharienne	2	0	5	2	0	5	2	0	5	2	100 %	10	20 %	20 %
<i>Ardeola rufiventris</i>	Crabier à ventre roux	Afrique centrale, de l'Est & australe	1	1	3	2	0	3	1	1	3	1	50 %	10	20 %	10 %

Nom de l'espèce	Nom commun	Emplacement géographique de la population	Prélèvement			Perturbation			Utilisation/Commerce			Tous – Parties répondant « oui » aux trois actions	% des Etats des aires de répartition répondantes confirmation une protection totale	Nbre. des Etats des aires de répartition répondantes	Nbre. total des Etats des aires de répartition	% des Etats des aires de répartition fournissant une réponse complète
			Oui	Non*	Aucune réponse	Oui	Non*	Aucune réponse	Oui	Non*	Aucune réponse					
<i>Bubulcus ibis ibis</i>	Héron garde-boeufs	Méditerranée orientale & Asie du Sud-Ouest	2	2	7	2	1 (1)	8	3	0	8	2	67 %	12	25 %	17 %
<i>Ardea cinerea cinerea</i>	Héron cendré	Asie de l'Ouest & du Sud-Ouest (rep)	2	1	4	2	0	5	2	0	5	2	100 %	10	20 %	20 %
<i>Ardea purpurea purpurea</i>	Héron pourpré	Afrique tropicale	1	1	13	2	0	13	1	1	13	1	50 %	29	7 %	3 %
<i>Ardea purpurea purpurea</i>	Héron pourpré	Europe de l'Est, Mer Noire & Méditerranée occidentale/Afrique sub-saharienne	10	1	15	6	4 (4)	16	9	0	17	9	100 %	33	27 %	27 %
<i>Ardea alba alba</i>	Grande Aigrette	O, C & SE Europe/Mer Noire & Méditerranée	16	1	14	9	7 (6)	15	15	0	16	15	100 %	35	43 %	43 %
<i>Ardea brachyrhynchos</i>	Héron à bec jaune	Afrique sub-saharienne	2	1	9	3	0	9	2	1	9	2	67 %	23	13 %	9 %
<i>Egretta ardesiaca</i>	Aigrette ardoisée	Afrique sub-saharienne	1	1	12	2	0	12	1	1	12	1	50 %	24	8 %	4 %
<i>Egretta garzetta garzetta</i>	Aigrette garzette	Europe centrale & E Europe, mer Noire, E Méditerranée	10	1	15	5	5 (4)	16	9	0	17	9	100 %	32	28 %	28 %
<i>Egretta garzetta garzetta</i>	Aigrette garzette	Asie de l'Ouest/SO Asie & NE Afrique & Afrique de l'Est	4	0	6	3	1 (1)	6	4	0	6	4	100 %	12	33 %	33 %
<i>Pelecanus rufescens</i>	Pélican gris	Afrique tropicale & Arabie du Sud-Ouest	2	1	13	3	0	13	2	1	13	2	67 %	29	10 %	7 %
<i>Pelecanus onocrotalus</i>	Pélican blanc	Afrique australe	0	1	1	1	0	1	0	1	1	0	0 %	7	14 %	0 %
<i>Pelecanus onocrotalus</i>	Pélican blanc	Afrique de l'Ouest	0	0	8	0	0	8	0	0	8	0	-	15	0 %	0 %
<i>Pelecanus onocrotalus</i>	Pélican blanc	Afrique de l'Est	1	0	5	1	0	5	1	0	5	1	100 %	9	11 %	11 %
<i>Microcarbo pygmaeus</i>	Cormoran pygmée	Mer Noire & Méditerranée	8	1	6	4	4 (4)	7	7	0	8	7	100 %	17	41 %	41 %
<i>Microcarbo pygmaeus</i>	Cormoran pygmée	Asie du Sud-Ouest	0	0	1	0	0	1	0	0	1	0	-	2	0 %	0 %
<i>Phalacrocorax carbo lucidus</i>	Grand Cormoran	Littoral de l'Afrique de l'Ouest	0	0	2	0	0	2	0	0	2	0	-	5	0 %	0 %

Nom de l'espèce	Nom commun	Emplacement géographique de la population	Prélèvement			Perturbation			Utilisation/Commerce			Tous – Parties répondant « oui » aux trois actions	% des Etats des aires de répartition répondantes confirmation une protection totale	Nbre. des Etats des aires de répartition répondantes	Nbre. total des Etats des aires de répartition	% des Etats des aires de répartition fournissant une réponse complète
			Oui	Non*	Aucune réponse	Oui	Non*	Aucune réponse	Oui	Non*	Aucune réponse					
<i>Burhinus Senegalensis</i>	Oedicnème du Sénégal	Afrique de l'Ouest	0	0	7	0	0	7	0	0	7	0	-	14	0 %	0 %
<i>Burhinus Senegalensis</i>	Oedicnème du Sénégal	Afrique du Nord-Est & Afrique de l'Est	2	0	4	2	0	4	2	0	4	2	100 %	7	29 %	29 %
<i>Pluvianus aegyptius</i>	Pluvier fluvial	Afrique de l'Ouest	0	0	7	0	0	7	0	0	7	0	-	14	0 %	0 %
<i>Haematopus ostralegus ostralegus</i>	Huîtrier pie	Europe/Europe du Sud & de l'Ouest & NO Afrique	19	0	13	11	7 (4)	14	18	0	14	15	83 %	41	44 %	37 %
<i>Haematopus ostralegus longipes</i>	Huîtrier pie	SE Eur & O Asie/SO Asie & NE Afrique	4	0	8	2	2 (2)	8	4	0	8	4	100 %	16	25 %	25 %
<i>Recurvirostra avosetta</i>	Avocette élégante	Afrique de l'Est	1	0	4	1	0	4	1	0	4	1	100 %	6	17 %	17 %
<i>Recurvirostra avosetta</i>	Avocette élégante	O Europe & Afrique du Nord-Ouest (rep)	12	0	6	6	4 (3)	8	10	0	8	9	90 %	21	48 %	43 %
<i>Recurvirostra avosetta</i>	Avocette élégante	Europe du Sud-Est, mer Noire & Turquie (rep)	11	0	19	5	6 (5)	19	10	0	20	10	100 %	40	25 %	25 %
<i>Himantopus himantopus himantopus</i>	Échasse blanche	Europe centrale & Méditerranée orientale/Afrique du Nord-Afrique centrale	12	1	11	7	5 (5)	12	11	0	13	11	100 %	29	38 %	38 %
<i>Himantopus himantopus himantopus</i>	Échasse blanche	O, C & SO Asie/SO Asie & NE Afrique	2	0	6	2	0	6	2	0	6	2	100 %	10	20 %	20 %
<i>Pluvialis squatarola squatarola</i>	Pluvier argenté	C & E Sibérie/SO Asie, Afrique de l'Est & australe	13	1	14	9	5 (4)	14	12	1	15	12	92 %	38	34 %	32 %
<i>Pluvialis apricaria apricaria</i>	Pluvier doré	Grande-Bretagne, Irlande, Danemark, Allemagne & Baltique (rep)	9	0	4	3	5 (2)	5	9	0	4	5	63 %	16	50 %	31 %
<i>Pluvialis apricaria altifrons</i>	Pluvier doré	Sibérie du Nord/mer Caspienne & Asie mineure	5	0	3	3	2 (2)	3	5	0	3	5	100 %	8	63 %	63 %
<i>Pluvialis fulva</i>	Pluvier fauve	Sibérie du Nord et centrale/Asie du	2	0	3	0	1 (1)	4	1	0	4	1	100 %	6	17 %	17 %

Nom de l'espèce	Nom commun	Emplacement géographique de la population	Prélèvement			Perturbation			Utilisation/Commerce			Tous – Parties répondant « oui » aux trois actions	% des Etats des aires de répartition répondantes confirmation une protection totale	Nbre. des Etats des aires de répartition répondantes	Nbre. total des Etats des aires de répartition	% des Etats des aires de répartition fournissant une réponse complète
			Oui	Non*	Aucune réponse	Oui	Non*	Aucune réponse	Oui	Non*	Aucune réponse					
		Sud & SO Asie, NE Afrique														
<i>Eudromias morinellus</i>	Pluvier guignard	Asie/Moyen-Orient	4	1	5	3	1 (1)	6	4	0	6	4	100 %	11	36 %	36 %
<i>Charadrius hiaticula hiaticula</i>	Pluvier grand-gravelot	Europe du Nord/Europe & Afrique du Nord	18	0	3	9	7 (5)	5	16	0	5	14	88 %	24	67 %	58 %
<i>Charadrius pecuarius</i>	Pluvier pâtre	Afrique de l'Ouest	0	0	7	0	0	7	0	0	7	0	-	15	0 %	0 %
<i>Charadrius alexandrinus alexandrinus</i>	Pluvier à collier interrompu	SO Asie & Asie centrale/SO Asie & NE Afrique	1	0	6	1	0	6	1	0	6	1	100 %	9	11 %	11 %
<i>Charadrius alexandrinus alexandrinus</i>	Pluvier à collier interrompu	Europe occidentale & Méditerranée occidentale/Afrique de l'Ouest	16	0	14	9	6 (5)	15	15	0	15	14	93 %	38	39 %	37 %
<i>Charadrius leschenaultii leschenaultii</i>	Pluvier de Leschenault	Asie centrale/Afrique de l'Ouest & australe	2	1	2	2	1 (1)	2	2	1	2	2	67 %	7	43 %	29 %
<i>Charadrius leschenaultii scythicus</i>	Pluvier de Leschenault	Mer Caspienne & SO Asie/Arabie & NE Afrique	2	0	3	2	0	3	2	0	3	2	100 %	7	29 %	29 %
<i>Vanellus spinosus</i>	Vanneau à éperons	Mer Noire & Méditerranée (rep)	3	1	2	2	1 (1)	3	3	0	3	3	100 %	7	43 %	43 %
<i>Vanellus albiceps</i>	Vanneau à tête blanche	Afrique de l'Ouest & centrale	0	0	8	0	0	8	0	0	8	0	-	19	0 %	0 %
<i>Vanellus lugubris</i>	Vanneau terne	Afrique centrale & de l'Est	1	1	3	2	0	3	1	1	3	1	50 %	10	20 %	10 %
<i>Vanellus coronatus coronatus</i>	Vanneau couronné	Afrique du Sud-Ouest	0	1	0	1	0	0	0	1	0	0	0 %	3	33 %	0 %
<i>Vanellus senegallus senegallus</i>	Vanneau du Sénégal	Afrique de l'Ouest	1	0	10	1	0	10	1	0	10	1	100 %	18	6 %	6 %
<i>Vanellus senegallus lateralis</i>	Vanneau du Sénégal	Afrique de l'Est & du Sud-Ouest	1	1	3	2	0	3	1	1	3	1	50 %	9	22 %	11 %
<i>Vanellus leucurus</i>	Vanneau à queue blanche	Républiques d'Asie centrale/Asie du Sud	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-	1	0 %	0 %
<i>Limosa lapponica lapponica</i>	Barge rousse	Europe du Nord/ Europe occidentale	12	0	2	6	4 (1)	4	11	0	3	7	70 %	15	67 %	47 %

Nom de l'espèce	Nom commun	Emplacement géographique de la population	Prélèvement			Perturbation			Utilisation/Commerce			Tous – Parties répondant « oui » aux trois actions	% des Etats des aires de répartition répondantes confirmation une protection totale	Nbre. des Etats des aires de répartition répondantes	Nbre. total des Etats des aires de répartition	% des Etats des aires de répartition fournissant une réponse complète
			Oui	Non*	Aucune réponse	Oui	Non*	Aucune réponse	Oui	Non*	Aucune réponse					
<i>Limosa lapponica taymyrensis</i>	Barge rousse	Sibérie occidentale/Afrique de l'Ouest & du Sud-Ouest	17	0	16	10	5 (3)	18	15	0	18	13	87 %	42	36 %	31 %
<i>Arenaria interpres interpres</i>	Tournepipier à collier	Europe du Nord/Afrique de l'Ouest	20	1	17	12	7 (5)	19	17	2 (1)	19	17	89 %	52	37 %	33 %
<i>Calidris canutus canutus</i>	Bécasseau maubèche	Sibérie du nord/Afrique de l'Ouest & Afrique australe	17	1	16	11	5 (3)	18	15	1	18	14	88 %	43	37 %	33 %
<i>Calidris canutus islandica</i>	Bécasseau maubèche	NE Canada & Groenland/Europe occidentale	9	0	3	5	3 (1)	4	9	0	3	6	75 %	14	57 %	43 %
<i>Calidris pugnax</i>	Combattant varié	Europe du Nord & Sibérie occidentale/Afrique de l'Ouest	21	1	20	12	7 (4)	23	19	0	23	16	84 %	55	35 %	29 %
<i>Calidris falcinellus falcinellus</i>	Bécasseau falcinelle	Europe du Nord/SO Asie & Afrique	18	0	11	10	7 (5)	12	16	0	13	15	94 %	35	46 %	43 %
<i>Calidris ferruginea</i>	Bécasseau cocorli	Sibérie occidentale/Afrique de l'Ouest	18	0	20	11	6 (4)	21	17	0	21	15	88 %	48	35 %	31 %
<i>Calidris ferruginea</i>	Bécasseau cocorli	Sibérie centrale/SO Asie, E & S Afrique	7	1	15	5	3 (3)	15	7	1	15	7	88 %	35	23 %	20 %
<i>Calidris alpina schinzii</i>	Bécasseau variable	Grande-Bretagne & Irlande/SO Europe & NO Afrique	4	0	3	1	2 (2)	4	4	0	3	3	100 %	8	38 %	38 %
<i>Calidris maritima</i>	Bécasseau violet	N Europe & O Sibérie (reproduction)	9	0	3	4	4 (2)	4	9	0	3	6	75 %	13	62 %	46 %
<i>Calidris minuta</i>	Bécasseau minute	N Europe/S Europe, Afrique du Nord & de l'Ouest	23	0	22	13	9 (6)	23	22	0	23	19	86 %	60	37 %	32 %
<i>Lymnocyrtus minimus</i>	Bécassine sourde	Europe du Nord/S & O Europe & Afrique de l'Ouest	22	0	17	14	7 (3)	18	20	1	18	17	81 %	48	44 %	35 %
<i>Phalaropus fulicarius</i>	Phalarope à bec large	Canada & Groenland/côte atlantique de l'Afrique	4	1	3	2	2 (2)	4	4	1	3	4	100 %	11	36 %	36 %

Nom de l'espèce	Nom commun	Emplacement géographique de la population	Prélèvement			Perturbation			Utilisation/Commerce			Tous – Parties répondant « oui » aux trois actions	% des Etats des aires de répartition répondantes confirmation une protection totale	Nbre. des Etats des aires de répartition répondantes	Nbre. total des Etats des aires de répartition	% des Etats des aires de répartition fournissant une réponse complète
			Oui	Non*	Aucune réponse	Oui	Non*	Aucune réponse	Oui	Non*	Aucune réponse					
<i>Actitis hypoleucos</i>	Chevalier guignette	Europe occidentale et centrale/Afrique de l'Ouest	21	0	17	12	8 (5)	18	20	0	18	17	85 %	50	40 %	34 %
<i>Tringa erythropus</i>	Chevalier arlequin	N Europe/Europe du Sud, Afrique du Nord et de l'Ouest	23	0	19	14	8 (4)	20	22	0	20	18	82 %	55	40 %	33 %
<i>Tringa erythropus</i>	Chevalier arlequin	Sibérie occidentale/SO Asie, NE Afrique & Afrique de l'Est	4	0	11	4	0	11	4	0	11	4	100 %	22	18 %	18 %
<i>Tringa totanus totanus</i>	Chevalier gambette	Europe centrale & de l'Est (reproduction)	18	0	21	10	7 (4)	22	17	0	22	14	82 %	47	36 %	30 %
<i>Tringa stagnatilis</i>	Chevalier stagnatile	Europe de l'Est/Afrique de l'Ouest & centrale	13	0	17	8	5 (3)	17	12	0	18	11	92 %	41	29 %	27 %
<i>Dromas ardeola</i>	Drome ardéole	Nord-Ouest de l'océan Indien, mer Rouge & Golfe	2	1	4	2	1 (1)	4	2	1	4	2	67 %	9	33 %	22 %
<i>Glareola pratincola pratincola</i>	Glaréole à collier	Europe occidentale & NO Afrique/Afrique de l'Ouest	5	0	12	2	3 (3)	12	4	0	13	4	100 %	24	17 %	17 %
<i>Glareola pratincola pratincola</i>	Glaréole à collier	SO Asie/SO Asie & NE Afrique	1	1	4	1	0	5	1	0	5	1	100 %	8	13 %	13 %
<i>Glareola nuchalis nuchalis</i>	Glaréole auréolée	Afrique de l'Est & Afrique centrale	1	0	2	1	0	2	1	0	2	1	100 %	9	11 %	11 %
<i>Anous stolidus plumbeigulari</i>	Noddi brun	Mer Rouge & Golfe d'Aden	0	0	2	0	0	2	0	0	2	0	-	2	0 %	0 %
<i>Hydrocoloeus minutus</i>	Mouette pygmée	Europe centrale & E Europe/SO Europe & Méditerranée occidentale	18	0	11	10	7 (4)	12	17	0	12	14	82 %	34	50 %	41 %
<i>Rissa tridactyla tridactyla</i>	Mouette tridactyle	Arctique du Nord-Est	11	0	7	6	4 (4)	8	10	0	8	10	100 %	23	43 %	43 %
<i>Hydrocoloeus minutus</i>	Mouette pygmée	O Asie/Méditerranée orientale, mer noire & mer Caspienne	5	0	6	2	3 (2)	6	5	0	6	4	80 %	12	42 %	33 %
<i>Rissa tridactyla tridactyla</i>	Mouette tridactyle	E Atlantique (rep)	2	0	1	2	0	1	2	0	1	2	100 %	4	50 %	50 %

Nom de l'espèce	Nom commun	Emplacement géographique de la population	Prélèvement			Perturbation			Utilisation/Commerce			Tous – Parties répondant « oui » aux trois actions	% des Etats des aires de répartition répondantes confirmation une protection totale	Nbre. des Etats des aires de répartition répondantes	Nbre. total des Etats des aires de répartition	% des Etats des aires de répartition fournissant une réponse complète
			Oui	Non*	Aucune réponse	Oui	Non*	Aucune réponse	Oui	Non*	Aucune réponse					
<i>Larus genei</i>	Goéland railleur	Afrique de l'Ouest (rep)	0	0	2	0	0	2	0	0	2	0	-	5	0 %	0 %
<i>Larus genei</i>	Goéland railleur	Mer Noire & Méditerranée (rep)	8	0	10	3	5 (4)	10	7	0	11	7	100 %	20	35 %	35 %
<i>Larus ridibundus</i>	Mouette rieuse	O Europe/O Europe, Méditerranée occidentale, Afrique de l'Ouest	19	0	16	10	8 (4)	17	18	0	17	14	78 %	46	39 %	30 %
<i>Larus hartlaubii</i>	Mouette de Hartlaub	Littoral de l'Afrique du Sud-Ouest	0	1	0	1	0	0	0	1	0	0	0 %	1	100 %	0 %
<i>Larus cirrocephalus poiocephalus</i>	Mouette à tête grise	Afrique de l'Ouest	0	0	6	0	0	6	0	0	6	0	-	15	0 %	0 %
<i>Larus melanocephalus</i>	Mouette mélanocéphale	O Europe, Méditerranée & NO Afrique	18	0	13	10	7 (5)	14	17	0	14	15	88 %	36	47 %	42 %
<i>Larus leucophthalmus</i>	Goéland à iris blanc	Mer Rouge & côtes avoisinantes	2	0	2	2	0	2	2	0	2	2	100 %	5	40 %	40 %
<i>Larus dominicanus vetula</i>	Goéland dominicain	Littoral de l'Afrique australe	0	1	1	1	0	1	0	1	1	0	0 %	2	50 %	0 %
<i>Larus argentatus argenteus</i>	Goéland argenté	Islande & Europe occidentale	7	0	1	4	2 (2)	2	7	0	1	6	100 %	10	60 %	60 %
<i>Onychoprion fuscata nubilosa</i>	Sterne fuligineuse	Mer Rouge, golfe d'Aden, E au Pacifique	1	1	2	1	1 (1)	2	1	1	2	1	50 %	6	33 %	17 %
<i>Gelochelidon nilotica nilotica</i>	Sterne hansel	Europe occidentale/Afrique de l'Ouest	6	0	13	4	2 (2)	13	5	0	14	5	100 %	27	19 %	19 %
<i>Hydroprogne caspia</i>	Sterne caspienne	Afrique de l'Ouest (rep)	0	0	6	0	0	6	0	0	6	0	-	14	0 %	0 %
<i>Chlidonias hybrida hybrida</i>	Guifette moustac	Europe occidentale & Afrique du Nord-Ouest (rep)	6	0	13	4	2 (2)	13	5	0	14	5	100 %	28	18 %	18 %
<i>Chlidonias hybrida hybrida</i>	Guifette moustac	- Mer Caspienne (rep)	1	0	4	1	0	4	1	0	4	1	100 %	7	14 %	14 %
<i>Chlidonias niger niger</i>	Guifette noire	Europe & Asie occidentale/côte atlantique de l'Afrique	21	1	19	12	9 (5)	20	20	1	20	17	81 %	55	38 %	31 %

Nom de l'espèce	Nom commun	Emplacement géographique de la population	Prélèvement			Perturbation			Utilisation/Commerce			Tous – Parties répondant « oui » aux trois actions	% des Etats des aires de répartition répondantes confirmation une protection totale	Nbre. des Etats des aires de répartition répondantes	Nbre. total des Etats des aires de répartition	% des Etats des aires de répartition fournissant une réponse complète
			Oui	Non*	Aucune réponse	Oui	Non*	Aucune réponse	Oui	Non*	Aucune réponse					
<i>Thalasseus sandvicensis sandvicensis</i>	Sterne caugek	Mer Noire & Méditerranée (rep)	9	0	12	3	5 (4)	13	9	0	12	7	88 %	23	35 %	30 %
<i>Thalasseus maximus albidorsalis</i>	Sterne royale	Afrique de l'Ouest (rep)	2	0	4	0	1 (1)	5	0	0	6	0	-	14	0 %	0 %
<i>Catharacta skua</i>	Grand Labbe	N Europe/N Atlantique	4	0	2	2	1	3	4	0	2	2	67 %	7	43 %	29 %
<i>Cepphus grylle grylle</i>	Guillemot à miroir	Mer Baltique	1	0	0	0	1	0	1	0	0	0	0 %	1	100 %	0 %
<i>Cepphus grylle mandtii</i>	Guillemot à miroir	Arctique E Amérique du Nord au Groenland, Jan Mayen et Svalbard E en passant par la Sibérie à l'Alaska	1	0	0	1	0	0	1	0	0	1	100 %	1	100 %	100 %
<i>Cepphus grylle arcticus</i>	Guillemot à miroir	N Amérique, S Groenland, Grande-Bretagne, Irlande, Scandinavie, mer Blanche	1	0	0	0	0	1	1	0	0	0	-	1	0 %	0 %
<i>Uria lomvia lomvia</i>	Guillemot de Brünnich	E Amérique du Nord, Groenland, E à Severnaya Zemlya	1	0	0	1	0	0	1	0	0	1	100 %	1	100 %	100 %
<i>Uria aalge</i>	Guillemot marmette	E Amérique du Nord, Groenland, Islande, Féroé, Écosse, S Norvège, mer Baltique	1	0	1	0	0	2	1	0	1	0	-	2	0 %	0 %

Tableau 4. Nombre de populations par pays, rapportées par les Parties, qui sont sujettes aux réglementations suivantes : prélèvement interdit durant les différentes phases de reproduction et l'élevage des jeunes, le retour des oiseaux vers leur zone de reproduction, des limites de prélèvement, l'interdiction de l'utilisation/commerce en violation des méthodes de capture autorisées (populations de la Colonne B) (Q3). Neuf Parties n'ont pas répondu à cette question. (**Légende** : Vert foncé : 100 % des populations entièrement réglementées ; Vert clair : 76-99 % ; Bleu : 51-75 % ; Jaune : 26-50 % ; Orange : 1-25 % ; Rouge : 0 % réglementé. Gris : pas de réponse complète fournie.) * = chiffres entre parenthèses correspondent au nombre de Parties répondant « non » mais ayant fourni des détails confirmant que la population est entièrement réglementée. † = inclut les Etats de l'aire de répartition ayant répondu « non » mais ayant fourni des détails confirmant que la population est entièrement réglementée.

Partie	Prélèvement interdit durant les différentes phases de reproduction et l'élevage des jeunes, le retour des oiseaux vers leur zone de reproduction			Limites de prélèvement			Utilisation/Commerce			Nbre. de populations confirmées comme entièrement réglementées (« Oui » pour chaque activité) †	Nbre. total de populations sur lesquelles les pays ont rapporté	Nbre. total de populations concernées	% populations confirmées comme entièrement régulées (basé sur le nbre. de populations sur lesquelles les Parties ont rapporté)	% populations confirmées comme entièrement régulées (basé sur le nbre. de populations pour lesquelles la Partie est dans l'aire de répartition)
	Oui	Non*	Aucune réponse	Oui	Non*	Aucune réponse	Oui	Non*	Aucune réponse					
Afrique du Sud	0	34	0	34	0	0	0	34	0	0	34	34	0 %	0 %
Albanie	1	0	39	0	1	39	1	0	39	0	1	40	0 %	0 %
Algérie	6	0	36	6	0	36	6	0	36	6	6	42	100 %	14 %
Allemagne	53	0	2	53	0	2	53	0	2	53	53	55	100 %	96 %
Belgique	46	0	0	0	46 (46)	0	46	0	0	46	46	46	100 %	100 %
Bénin	1	0	36	1	0	36	1	0	36	1	1	37	100 %	3 %
Bulgarie	36	0	9	3	33 (33)	9	35	1 (1)	9	36	36	45	100 %	80 %
Burundi	1	0	21	0	1 (1)	21	1	0	21	1	1	22	100 %	5 %
Côte d'Ivoire	1	0	42	0	1 (1)	42	0	0	43	0	0	43	-	0 %
Croatie	48	0	0	48	0	0	48	0	0	48	48	48	100 %	100 %
Danemark	47	0	0	47	0	0	47	0	0	47	47	47	100 %	100 %
Égypte	63	0	0	63	0	0	52	11	0	52	63	63	83 %	83 %
Espagne	3	0	50	3	0	50	3	0	50	3	3	53	100 %	6 %
Estonie	40	0	2	1	31 (2)	10	30	2 (1)	10	3	32	42	9 %	7 %
Finlande	39	0	0	39	0	0	39	0	0	39	39	39	100 %	100 %
France	68	0	0	0	68 (45)	0	68	0	0	45	68	68	66 %	66 %
Géorgie	4	0	40	2	2 (2)	40	4	0	40	4	4	44	100 %	9 %
Ghana	3	0	38	2	0	39	2	0	39	2	2	41	100 %	5 %
Hongrie	43	0	0	43	0	0	42	1	0	42	43	43	98 %	98 %
Israël	42	1	0	43	0	0	43	0	0	42	43	43	98 %	98 %
Italie	56	0	0	7	49 (49)	0	5	0	51	5	5	56	100 %	9 %
Lettonie	41	0	0	0	41 (4)	0	40	0	1	4	40	41	10 %	10 %

Partie	Prélèvement interdit durant les différentes phases de reproduction et l'élevage des jeunes, le retour des oiseaux vers leur zone de reproduction			Limites de prélèvement			Utilisation/Commerce			Nbre. de populations confirmées comme entièrement réglementées (« Oui » pour chaque activité) †	Nbre. total de populations sur lesquelles les pays ont rapporté	Nbre. total de populations concernées	% populations confirmées comme entièrement régulées (basé sur le nbre. de populations sur lesquelles les Parties ont rapporté)	% populations confirmées comme entièrement régulées (basé sur le nbre. de populations pour lesquelles la Partie est dans l'aire de répartition)
	Oui	Non*	Aucune réponse	Oui	Non*	Aucune réponse	Oui	Non*	Aucune réponse					
Liban	35	0	0	0	35 (35)	0	35	0	0	35	35	35	100 %	100 %
Luxembourg	39	0	1	39	0	1	39	0	1	39	39	40	100 %	98 %
Macédoine, ARY	2	0	40	2	0	40	2	0	40	2	2	42	100 %	5 %
Mali	1	0	39	0	0	40	0	0	40	0	0	40	-	0 %
Maroc	17	0	24	12	5 (5)	24	16	0	25	16	16	41	100 %	39 %
Maurice	5	0	0	4	0	1	4	0	1	4	4	5	100 %	80 %
Niger	4	0	35	2	2	35	3	0	36	2	3	39	67 %	5 %
Norvège	37	1	5	37	1	5	37	1	5	37	38	43	97 %	86 %
Ouganda	37	0	0	37	0	0	37	0	0	37	37	37	100 %	100 %
Pays-Bas	46	0	0	46	0	0	46	0	0	46	46	46	100 %	100 %
République de Moldova	1	0	30	0	0	31	0	0	31	0	0	31	-	0 %
République Tchèque	2	1 (1)	45	2	1 (1)	45	3	0	45	3	3	48	100 %	6 %
Roumanie	3	0	45	3	0	45	3	0	45	3	3	48	100 %	6 %
Royaume-Uni	44	5	0	0	5	44	44	5	0	0	5	49	0 %	0 %
Sénégal	1	0	46	0	1	46	0	0	47	0	0	47	-	-
Slovaquie	43	0	0	0	43 (37)	0	43	0	0	37	43	43	86 %	86 %
Slovénie	38	0	0	38	0	0	38	0	0	38	38	38	100 %	100 %
Soudan	1	0	65	1	0	65	1	0	65	1	1	66	100 %	2 %
Suède	35	1	8	2	30	12	35	0	9	2	32	44	6 %	5 %
Suisse	42	0	0	34	8	0	42	0	0	34	42	42	81 %	81 %
Syrie	1	18	35	0	5	49	0	5	49	0	5	54	0 %	0 %
Ukraine	56	0	0	38	18 (9)	0	54	0	2	43	54	56	80 %	77 %

Tableau 5. Réponses des Parties concernant les méthodes de capture interdites et non-interdites (Q4) (oui= ● ; non= ○). Djibouti, Guinée Bissau et la Norvège n'ont pas répondu à cette question. ¹comprenant une loupe électronique ou convertisseur d'image, ²avec un chargeur pouvant contenir plus de deux cartouches de munitions, ³allant à une vitesse supérieure à 5 km/h (18 km/h en mer)

Partie	Pièges (collets)	Lignes	Crochets	Oiseaux vivants aveugles ou mutilés utilisés comme appâts	Magnéto-phones et autres appareils électroniques	Dispositifs d'électrocution	Sources de lumière artificielle	Miroirs et autres objets aveuglants	Dispositifs pour éclairer les cibles	Dispositifs de visée pour tir de nuit (loupe électronique/convertisseur d'image) ¹	Explosifs	Filets	Pièges	Poison	Appâts empoisonnés ou anesthésiques	Armes semi-automatiques ou automatiques ²	Chasse à partir d'avions, véhicules à moteur ou bateaux ³	Nombre total de méthodes de captures interdites
Afrique du Sud	○	○	○	○	○	○	○	○	○	○	○	○	○	○	○	○	○	0
Albanie	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	17
Algérie	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	17
Allemagne	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	17
Belgique	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	17
Bénin	○	○	○	○	●	○	○	●	●	●	●	●	○	●	●	●	●	10
Bulgarie	●	○	●	●	●	●	●	●	●	●	●	○	●	○	●	●	●	14
Burundi	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	17
Chypre	●	●	●	●	●	○	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	16
Côte d'Ivoire	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	17
Croatie	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	17
Danemark	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	17
Égypte	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	17
Espagne	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	17
Estonie	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	17
Eswatini	●	●	●	●	○	●	○	○	○	○	●	●	●	●	●	●	○	11
Éthiopie	●	○	●	●	○	○	○	○	●	●	●	●	●	●	●	●	●	12
Finlande	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	○	16
France	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	17
Géorgie	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	17
Ghana	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	17
Hongrie	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	17
Israël	●	●	●	●	○	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	○	●	15
Italie	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	17
Kenya	●	●	●	●	○	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	16
Lettonie	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	17
Liban	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	○	●	16
Libye	●	●	●	●	○	○	○	○	○	●	●	●	●	●	●	○	○	10
Luxembourg	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	17
Macédoine, ARY	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	17

Partie	Pièges (collets)	Lignes	Crochets	Oiseaux vivants aveugles ou mutilés utilisés comme appâts	Magneto-phones et autres appareils électroniques	Dispositifs d'électrocution	Sources de lumière artificielle	Miroirs et autres objets aveuglants	Dispositifs pour éclairer les cibles	Dispositifs de visée pour tir de nuit (loupe électronique/conv-ertisseur d'image) ¹	Explosifs	Filets	Pièges	Poison	Appâts empoisonnés ou anesthésiques	Armes semi-automatiques ou automat-iques ²	Chasse à partir d'avions, véhicules à moteur ou bateaux ³	Nombre total de méthodes de captures interdites
Mali	○	○	●	○	●	○	○	○	○	○	○	●	●	○	○	○	○	4
Maroc	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	○	●	●	●	○	●	15
Maurice	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	17
Niger	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	○	●	16
Ouganda	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	17
Pays-Bas	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	17
Portugal	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	17
République de Moldova	●	○	●	○	○	○	●	○	●	○	●	●	●	●	●	●	●	11
République Tchèque	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	17
Roumanie	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	17
Royaume-Uni	●	●	●	●	●	●	●	●	●	○	●	●	●	●	●	●	●	16
Sénégal	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	○	●	16
Slovaquie	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	17
Slovénie	●	●	●	●	●	●	●	●	●	○	●	●	●	●	●	●	●	16
Soudan	●	●	○	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	16
Suède	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	17
Suisse	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	16
Syrie	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	○	●	16
Tunisie	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	○	●	●	●	●	●	17
Ukraine	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	○	●	●	●	●	●	16
Total:	47	44	47	46	43	43	44	44	46	44	48	46	48	47	48	41	45	

Tableau 6. Parties indiquant les dérogations aux interdictions prévues aux paragraphes 2.1.1 et 2.1.2 pour le Plan d'action de l'AEWA (Q6) (non spécifié ou indiqué NA = 'NS'). Toute réponse donnée par les Parties qui n'était pas dans la période triennale a été exclue.

Espèce	Partie	Raison	Année(s) accordée(s)	Durée de l'exemption	Nbre. d'individus	Nbre. d'œufs
<i>Cygnus olor</i> Cygne tuberculé	Danemark	Pour prévenir les dommages importants aux cultures, à l'eau et à la pêche.	2015-2017	NS	NS	NS
	Hongrie	Pour prévenir les dommages importants aux cultures, à l'eau et à la pêche.	Tous les ans	Toute l'année	≤ 20 /an	0
	Pays-Bas	Pour prévenir les dommages importants aux cultures, à l'eau et à la pêche. Dans l'intérêt de la sécurité aérienne ou autres intérêts public prioritaires.	2012-2021	2012-2021	4584 (2015); 3630 (2016)	84 (2015); 526 (2016)
	Royaume-Uni	Pour prévenir les dommages importants aux cultures, à l'eau et à la pêche. Recherche, éducation et à des fins de reproduction et réintroduction.	2015-2016	2015-2016	216	145
<i>Cygnus cygnus</i> Cygne chanteur	Danemark	Pour prévenir les dommages importants aux cultures, à l'eau et à la pêche.	2016-2017	NS	NS	NS
	Royaume-Uni	Recherche, éducation et à des fins de reproduction et réintroduction.	2015	1 ^{er} janvier au 31 décembre	45	NS
<i>Cygnus columbianus</i> Cygne siffleur	Pays-Bas	Recherche, éducation et à des fins de reproduction et réintroduction.	2016-2017	1 ^{er} octobre 2016 au 31 mars 2017	NS	NS
	Royaume-Uni	Pour prévenir les dommages importants aux cultures, à l'eau et à la pêche.	2015-2016	2015-2016	15	NS
<i>Branta bernicla</i> Bernache cravant	Danemark	Pour prévenir les dommages importants aux cultures, à l'eau et à la pêche.	2015-2017	NS	NS	NS
	Pays-Bas	Pour prévenir les dommages importants aux cultures, à l'eau et à la pêche. Dans l'intérêt de la sécurité aérienne ou autres intérêts public prioritaires.	2012-2017	2012-2017	NS	NS
	Royaume-Uni	Pour prévenir les dommages importants aux cultures, à l'eau et à la pêche. Recherche, éducation et à des fins de reproduction et réintroduction.	2015-2016	2015-2016	308	NS
<i>Branta leucopsis</i> Bernache nonnette	Danemark	Pour prévenir les dommages importants aux cultures, à l'eau et à la pêche.	2015-2017	NS	NS	NS
	Pays-Bas	Pour prévenir les dommages importants aux cultures, à l'eau et à la pêche. Dans l'intérêt de la sécurité aérienne ou autres intérêts public prioritaires. Recherche, éducation et à des fins de reproduction et réintroduction. Protection de la flore et de la faune.	2012-2021	2012-2021	21356 (2015); 24155 (2016)	9419 (2015); 671 (2016)
	Royaume-Uni	Pour prévenir les dommages importants aux cultures, à l'eau et à la pêche. Recherche, éducation et à des fins de reproduction et réintroduction.	2015-2016	2015-2016	2318	285

Espèce	Partie	Raison	Année(s) accordée(s)	Durée de l'exemption	Nbre. d'individus	Nbre. d'œufs
<i>Anser anser</i> Oie cendrée	Danemark	Pour prévenir les dommages importants aux cultures, à l'eau et à la pêche. Dans l'intérêt de la sécurité aérienne ou autres intérêts public prioritaires.	2015-2017	NS	NS	NS
	Hongrie	Pour prévenir les dommages importants aux cultures, à l'eau et à la pêche.	Tous les ans	Typiquement entre 1 ^{er} février et 15 mars	< 500 / an	0
	Pays-Bas	Pour prévenir les dommages importants aux cultures, à l'eau et à la pêche. Dans l'intérêt de la sécurité aérienne ou autres intérêts public prioritaires. Protection de la flore et de la faune.	2011-2020	2011-2020	142686 (2015); 163386 (2016)	106422 (2015); 55652 (2016)
	Royaume-Uni	Pour prévenir les dommages importants aux cultures, à l'eau et à la pêche. Dans l'intérêt de la sécurité aérienne ou autres intérêts public prioritaires. Recherche, éducation et à des fins de reproduction et réintroduction.	2015-2017	2015-2017	9211	2472
	Slovaquie	Dans l'intérêt de la sécurité aérienne ou autres intérêts public prioritaires.	2015	21 Mai 2015 au 31 décembre 2020	NS	0
<i>Anser fabalis</i> Oie des moissons	Danemark	Pour prévenir les dommages importants aux cultures, à l'eau et à la pêche.	2015, 2017	NS	NS	NS
	Pays-Bas	Pour prévenir les dommages importants aux cultures, à l'eau et à la pêche.	2014-2018	2014-2018	NS	NS
	Royaume-Uni	Recherche, éducation et à des fins de reproduction et réintroduction.	2015	1 ^{er} janvier au 31 décembre	6	NS
<i>Anser brachyrhynchus</i> Oie à bec court	Danemark	Pour prévenir les dommages importants aux cultures, à l'eau et à la pêche.	2015-2017	NS	NS	NS
	Pays-Bas	Pour prévenir les dommages importants aux cultures, à l'eau et à la pêche.	2015-2016	2015-2016	NS	NS
	Royaume-Uni	Pour prévenir les dommages importants aux cultures, à l'eau et à la pêche. Recherche, éducation et à des fins de reproduction et réintroduction.	2015	1 ^{er} janvier au 31 décembre	453	77
<i>Anser albifrons</i> Oie rieuse	Danemark	Pour prévenir les dommages importants aux cultures, à l'eau et à la pêche.	2016-2017	NS	NS	NS
	Pays-Bas	Pour prévenir les dommages importants aux cultures, à l'eau et à la pêche. Dans l'intérêt de la sécurité aérienne ou autres intérêts public prioritaires. Protection de la flore et de la faune.	2012-2015	2012-2015	32908 (2015); 21704 (2016)	228 (2015); 8 (2016)
	Royaume-Uni	Recherche, éducation et à des fins de reproduction et réintroduction.	2015	1 ^{er} janvier au 31 décembre	41	NS
	Slovaquie	Dans l'intérêt de la sécurité aérienne ou autres intérêts public prioritaires.	2015	21 Mai 2015 au 31 décembre 2015	NS	0
<i>Somateria mollissima</i> Eider à duvet	Royaume-Uni	Recherche, éducation et à des fins de reproduction et réintroduction.	2015	1 ^{er} janvier au 31 décembre	112	NS

Espèce	Partie	Raison	Année(s) accordée(s)	Durée de l'exemption	Nbre. d'individus	Nbre. d'œufs
<i>Melanitta nigra</i> Macreuse noire	Royaume-Uni	Recherche, éducation et à des fins de reproduction et réintroduction.	2015	1 ^{er} janvier au 31 décembre	2	NS
<i>Bucephala clangula</i> Garrot à oeil d'or	Royaume-Uni	Recherche, éducation et à des fins de reproduction et réintroduction.	2015	1 ^{er} janvier au 31 décembre	8	NS
<i>Mergus merganser</i> Grand harle	Royaume-Uni	Pour prévenir les dommages importants aux cultures, à l'eau et à la pêche. Recherche, éducation et à des fins de reproduction et réintroduction.	2015-2016	2015-2016	418	NS
<i>Mergus serrator</i> Harle huppé	Royaume-Uni	Pour prévenir les dommages importants aux cultures, à l'eau et à la pêche.	2015	1 ^{er} janvier au 31 mai	37	NS
<i>Tadorna tadorna</i> Tadorne de Belon	Pays-Bas	Dans l'intérêt de la sécurité aérienne ou autres intérêts public prioritaires.	2012-2017	2012-2017	NS	NS
	Royaume-Uni	Recherche, éducation et à des fins de reproduction et réintroduction.	2015	1 ^{er} janvier au 31 décembre	16	NS
<i>Aythya ferina</i> Fuligule milouin	Belgique	Dans l'intérêt de la sécurité aérienne ou autres intérêts public prioritaires.	2016	2016	10 (aucun oiseau abattu)	NS
<i>Aythya fuligula</i> Fuligule morillon	Royaume-Uni	Recherche, éducation et à des fins de reproduction et réintroduction.	2015	1 ^{er} janvier au 31 décembre	26	NS
<i>Spatula querquedula</i> Sarcelle d'été	Italie	Recherche, éducation et à des fins de reproduction et réintroduction.	2015-2016	Février à décembre	2	NS
<i>Anas clypeata</i> Canard souchet	Pays-Bas	Dans l'intérêt de la sécurité aérienne ou autres intérêts public prioritaires.	2016-2021	2016-2021	NS	NS
	Royaume-Uni	Recherche, éducation et à des fins de reproduction et réintroduction.	2015	1 ^{er} janvier au 31 décembre	1	NS
<i>Anas strepera</i> Canard chipeau	Pays-Bas	Dans l'intérêt de la sécurité aérienne ou autres intérêts public prioritaires.	2014-2021	2014-2021	NS	NS
<i>Anas penelope</i> Canard siffleur	Pays-Bas	Pour prévenir les dommages importants aux cultures, à l'eau et à la pêche. Dans l'intérêt de la sécurité aérienne ou autres intérêts public prioritaires. Protection de la flore et de la faune.	2012-2019	2012-2019	3715 (2015); 3694 (2016)	NS
	Royaume-Uni	Recherche, éducation et à des fins de reproduction et réintroduction.	2015	1 ^{er} janvier au 31 décembre	310	NS
<i>Anas platyrhynchos</i> Canard colvert	Hongrie	Pour prévenir les dommages importants aux cultures, à l'eau et à la pêche.	Tous les ans	Typiquement en février, et dans un des cas, entre mi-juin et mi-août	< 100 / an	0
	Pays-Bas	Pour prévenir les dommages importants aux cultures, à l'eau et à la pêche. Dans l'intérêt de la sécurité aérienne ou autres intérêts public prioritaires. Protection de la flore et de la faune.	2010-2020	2010-2020	3224 (2015); 940 (2016)	NS
	Royaume-Uni	Pour prévenir les dommages importants aux cultures, à l'eau et à la pêche.	2015-2016	2015-2016	75	1123

Espèce	Partie	Raison	Année(s) accordée(s)	Durée de l'exemption	Nbre. d'individus	Nbre. d'œufs
<i>Anas platyrhynchos</i> Canard colvert (cont.)	Royaume-Uni (cont.)	Dans l'intérêt de la sécurité aérienne ou autres intérêts public prioritaires. Recherche, éducation et à des fins de reproduction et réintroduction.				
	Slovaquie	Dans l'intérêt de la sécurité aérienne ou autres intérêts public prioritaires.	2015	4 septembre 2015 au 31 décembre 2020; 21 mai 2015 au 31 décembre 2020	NS	0
<i>Anas acuta</i> Canard pilet	Pays-Bas	Dans l'intérêt de la sécurité aérienne ou autres intérêts public prioritaires.	2016-2021	2016-2021	NS	NS
	Royaume-Uni	Recherche, éducation et à des fins de reproduction et réintroduction.	2015	1 ^{er} janvier au 31 décembre	0	NS
<i>Anas crecca</i> Sarcelle d'hiver	Pays-Bas	Dans l'intérêt de la sécurité aérienne ou autres intérêts public prioritaires.	2016-2021	2016-2021	NS	NS
	Royaume-Uni	Recherche, éducation et à des fins de reproduction et réintroduction.	2015	1 ^{er} janvier au 31 décembre	59	NS
<i>Phoenicopterus roseus</i> Flamant rose	Italie	Recherche, éducation et à des fins de reproduction et réintroduction.	2016	19 avril 2016 au 31 juillet 2016	NS	20
<i>Rallus aquaticus</i> Râle d'eau	Belgique	Recherche, éducation et à des fins de reproduction et réintroduction.	2017	2017	1	0
	Pays-Bas	Dans l'intérêt de la sécurité aérienne ou autres intérêts public prioritaires.	2016-2021	2016-2021	NS	NS
	Royaume-Uni	Recherche, éducation et à des fins de reproduction et réintroduction.	2015	1 ^{er} janvier au 31 décembre	12	NS
<i>Crex crex</i> Râle des genêts	Royaume-Uni	Recherche, éducation et à des fins de reproduction et réintroduction. Protection de la flore et de la faune.	2015-2017	2015-2017	2	NS
<i>Gallinula chloropus</i> Gallinule poule-d'eau	Pays-Bas	Pour prévenir les dommages importants aux cultures, à l'eau et à la pêche.	2015-2021	2015-2021	NS	NS
	Slovaquie	Pour prévenir les dommages importants aux cultures, à l'eau et à la pêche. Pour permettre la capture et détention ou autre utilisation pertinente d'oiseaux en petites quantités..	2015	19 novembre 2015 au 31 mars 2016	NS	NS
	Royaume-Uni	Recherche, éducation et à des fins de reproduction et réintroduction.	2015	1 ^{er} janvier au 31 décembre	4	NS
<i>Fulica atra</i> Foulque macroule	Belgique	Pour prévenir les dommages importants aux cultures, à l'eau et à la pêche.	2015-2016	2015-2016	10	0
	Pays-Bas	Pour prévenir les dommages importants aux cultures, à l'eau et à la pêche. Dans l'intérêt de la sécurité aérienne ou autres intérêts public prioritaires.	2012-2040	2012-2040	2636 (2015); 1129 (2016)	NS
	Royaume-Uni	Recherche, éducation et à des fins de reproduction et réintroduction.	2015	1 ^{er} janvier au 31 décembre	24	NS
	Slovaquie	Recherche, éducation et à des fins de reproduction et réintroduction.	2015-2017	25 février 2015 au 31 décembre 2017	NS	NS
<i>Grus grus</i> Grue cendrée	Belgique	Pour permettre la capture et détention ou autre utilisation pertinente d'oiseaux en petites quantités..	2015-2017	2015 to 2017	2	0

Espèce	Partie	Raison	Année(s) accordée(s)	Durée de l'exemption	Nbre. d'individus	Nbre. d'œufs
<i>Grus grus</i> (cont.)	Royaume-Uni	Recherche, éducation et à des fins de reproduction et réintroduction.	2015-2016	2015-2016	NS	NS
<i>Gavia stellata</i> Plongeon catmarin	Royaume-Uni	Recherche, éducation et à des fins de reproduction et réintroduction.	2015	1 ^{er} janvier au 31 décembre	68	NS
<i>Ciconia nigra</i> Cigogne noire	Slovaquie	Dans l'intérêt de la sécurité aérienne ou autres intérêts public prioritaires.	2015	4 septembre 2015 au 31 décembre 2016	NS	0
<i>Ciconia ciconia</i> Cigogne blanche	Belgique	Dans l'intérêt de la sécurité aérienne ou autres intérêts public prioritaires.	2016-2017	2016 to 2017	3	0
	Pays-Bas	Pour prévenir les dommages importants aux cultures, à l'eau et à la pêche. Dans l'intérêt de la sécurité aérienne ou autres intérêts public prioritaires.	2015-2016	2015-2016	NS	NS
	Slovaquie	Dans l'intérêt de la sécurité aérienne ou autres intérêts public prioritaires.	2015	10 novembre 2015 au 29 février 2016; 15 septembre 2015 au 15 mars 2016; 4 septembre 2015 au 31 décembre 2020	NS	0
<i>Platalea leucorodia</i> Spatule blanche	Belgique	Recherche, éducation et à des fins de reproduction et réintroduction.	2015-2017	2015-2017	4	0
	Italie	Recherche, éducation et à des fins de reproduction et réintroduction.	2015-2016	Avril-juillet	30	20
<i>Nycticorax nycticorax</i> Bihoreau gris	Belgique	Recherche, éducation et à des fins de reproduction et réintroduction.	2015-2017	2015-2017	3	0
<i>Ardea cinerea</i> Héron cendré	Danemark	Pour prévenir les dommages importants aux cultures, à l'eau et à la pêche.	2015-2017	NS	NS	NS
	Pays-Bas	Pour prévenir les dommages importants aux cultures, à l'eau et à la pêche. Dans l'intérêt de la sécurité aérienne ou autres intérêts public prioritaires.	2011-2021	2011-2021	19 (2015); 19 (2016)	NS
	Royaume-Uni	Pour prévenir les dommages importants aux cultures, à l'eau et à la pêche. Dans l'intérêt de la sécurité aérienne ou autres intérêts public prioritaires. Recherche, éducation et à des fins de reproduction et réintroduction.	2015-2016	2015-2016	199	NS
	Slovaquie	Dans l'intérêt de la sécurité aérienne ou autres intérêts public prioritaires.	2015	4 septembre 2015 au 31 décembre 2020; 21 mai 2015 au 31 décembre 2020	NS	0
<i>Ardea purpurea</i> Héron pourpré	Belgique	Recherche, éducation et à des fins de reproduction et réintroduction.	2015-2017	NS	8	0
<i>Ardea alba</i> Grande aigrette	Slovaquie	Dans l'intérêt de la sécurité aérienne ou autres intérêts public prioritaires.	2015	4 septembre 2015 au 31 décembre 2020; 21 Mai 2015 au 31 décembre 2020	NS	0
<i>Morus bassanus</i> Fou de Bassan	Royaume-Uni	Recherche, éducation et à des fins de reproduction et réintroduction.	2015	1 ^{er} mars au 31 juillet	NS	0

Espèce	Partie	Raison	Année(s) accordée(s)	Durée de l'exemption	Nbre. d'individus	Nbre. d'œufs
<i>Microcarbo pygmaeus</i> Cormoran pygmée	Italie	Recherche, éducation et à des fins de reproduction et réintroduction.	2016	19 avril 2016 au 31 juillet 2016	NS	20
<i>Phalacrocorax carbo</i> Grand cormoran	Danemark	Pour prévenir les dommages importants aux cultures, à l'eau et à la pêche.	2015-2017	NS	NS	NS
	Pays-Bas	Pour prévenir les dommages importants aux cultures, à l'eau et à la pêche. Dans l'intérêt de la sécurité aérienne ou autres intérêts public prioritaires.	2012-2021	2012-2021	20 (2015); 20 (2016)	NS
	Royaume-Uni	Pour prévenir les dommages importants aux cultures, à l'eau et à la pêche. Recherche, éducation et à des fins de reproduction et réintroduction.	2015-2016	2015-2016	1893	NS
	Slovaquie	Pour prévenir les dommages importants aux cultures, à l'eau et à la pêche.	2015	5 novembre 2015 au 31 mars 2016; 2015 à 2020	60 - 1300	0
	Slovénie	Dans l'intérêt de la sécurité aérienne ou autres intérêts public prioritaires.	2017	9 décembre 2017 au 28 février 2018 le long de 12 tronçons de rivière (prolongé au 30 avril 2018 le long de 5 tronçons de rivière et au 31 mai 2018 le long d'un tronçon de rivière)	139	0
<i>Haematopus ostralegus</i> Huitrier pie	Belgique	Recherche, éducation et à des fins de reproduction et réintroduction.	2015-2017	2015 to 2017	1	0
	Danemark	Dans l'intérêt de la sécurité aérienne ou autres intérêts public prioritaires.	2015, 2017	NS	NS	NS
	Pays-Bas	Dans l'intérêt de la sécurité aérienne ou autres intérêts public prioritaires.	2012-2021	2012-2021	NS	NS
	Royaume-Uni	Dans l'intérêt de la sécurité aérienne ou autres intérêts public prioritaires. Recherche, éducation et à des fins de reproduction et réintroduction.	2015-2016	2015-2016	833	0
<i>Recurvirostra avosetta</i> Avocette élégante	Belgique	Recherche, éducation et à des fins de reproduction et réintroduction.	2015-2017	2015-2017	15	0
	Royaume-Uni	Recherche, éducation et à des fins de reproduction et réintroduction.	2015	1 ^{er} février au 31 octobre	NS	NS
<i>Himantopus himantopus</i> Échasse blanche	Italie	Recherche, éducation et à des fins de reproduction et réintroduction.	2016	19 avril 2016 au 31 juillet 2016	NS	30
<i>Pluvialis apricaria</i> Pluvier doré	Pays-Bas	Dans l'intérêt de la sécurité aérienne ou autres intérêts public prioritaires. Recherche, éducation et à des fins de reproduction et réintroduction.	2012-2021	2012-2021	NS	NS
	Royaume-Uni	Dans l'intérêt de la sécurité aérienne ou autres intérêts public prioritaires. Recherche, éducation et à des fins de reproduction et réintroduction.	2015	1 ^{er} janvier au 31 décembre	9	NS
<i>Charadrius hiaticula</i> Pluvier grand-gravelot	Royaume-Uni	Recherche, éducation et à des fins de reproduction et réintroduction.	2015	1 ^{er} janvier au 31 décembre	262	NS
<i>Charadrius dubius</i> Pluvier petit-gravelot	Royaume-Uni	Recherche, éducation et à des fins de reproduction et réintroduction.	2015	1 ^{er} janvier au 31 décembre	32	NS

Espèce	Partie	Raison	Année(s) accordée(s)	Durée de l'exemption	Nbre. d'individus	Nbre. d'œufs
<i>Vanellus vanellus</i> Vanneau huppé	Pays-Bas	Dans l'intérêt de la sécurité aérienne ou autres intérêts public prioritaires.	2012-2040	2012-2040	8 (2016)	NS
	Royaume-Uni	Recherche, éducation et à des fins de reproduction et réintroduction.	2015	1 ^{er} janvier au 31 décembre	922	NS
<i>Numenius phaeopus</i> Courlis corlieu	Pays-Bas	Dans l'intérêt de la sécurité aérienne ou autres intérêts public prioritaires.	2016-2021	2016-2021	NS	NS
	Royaume-Uni	Recherche, éducation et à des fins de reproduction et réintroduction.	2015	1 ^{er} janvier au 31 décembre	3	NS
<i>Numenius arquata</i> Courlis cendré	Belgique	Recherche, éducation et à des fins de reproduction et réintroduction.	2017	2017	1	0
	Pays-Bas	Dans l'intérêt de la sécurité aérienne ou autres intérêts public prioritaires.	2012-2040	2012-2040	NS	NS
	Royaume-Uni	Dans l'intérêt de la sécurité aérienne ou autres intérêts public prioritaires. Recherche, éducation et à des fins de reproduction et réintroduction.	2015-2016	2015-2016	236	11
<i>Limosa lapponica</i> Barge rousse	Royaume-Uni	Recherche, éducation et à des fins de reproduction et réintroduction.	2015	1 ^{er} janvier au 31 décembre	48	NS
<i>Limosa limosa</i> Barge à queue noire	Pays-Bas	Recherche, éducation et à des fins de reproduction et réintroduction. Dans l'intérêt de la sécurité aérienne ou autres intérêts public prioritaires.	2015-2021	2015-2021	NS	NS
	Royaume-Uni	Recherche, éducation et à des fins de reproduction et réintroduction.	2015	1 ^{er} janvier au 31 décembre	27	NS
<i>Arenaria interpres</i> Tournepierre à collier	Royaume-Uni	Recherche, éducation et à des fins de reproduction et réintroduction.	2015	1 ^{er} janvier au 31 décembre	83	NS
<i>Calidris canutus</i> Bécasseau maubèche	Royaume-Uni	Recherche, éducation et à des fins de reproduction et réintroduction.	2015	1 ^{er} janvier au 31 décembre	64	NS
<i>Calidris pugnax</i> Combattant varié	Belgique	Recherche, éducation et à des fins de reproduction et réintroduction.	2016-2017	2016 to 2017	5	0
	Pays-Bas	Recherche, éducation et à des fins de reproduction et réintroduction.	2015-2020	2015-2020	NS	NS
	Royaume-Uni	Recherche, éducation et à des fins de reproduction et réintroduction.	2015	1 ^{er} janvier au 31 décembre	28	NS
<i>Calidris alba</i> Bécasseau sanderling	Royaume-Uni	Recherche, éducation et à des fins de reproduction et réintroduction.	2015	1 ^{er} janvier au 31 décembre	14	NS
<i>Calidris alpina</i> Bécasseau variable	Italie	Recherche, éducation et à des fins de reproduction et réintroduction.	2015-2017	Avril à octobre	90	NS
	Royaume-Uni	Recherche, éducation et à des fins de reproduction et réintroduction.	2015	1 ^{er} janvier au 31 décembre	564	NS
<i>Calidris maritima</i> Bécasseau violet	Royaume-Uni	Recherche, éducation et à des fins de reproduction et réintroduction.	2015	1 ^{er} janvier au 31 décembre	2	NS
<i>Calidris minuta</i> Bécasseau minute	Royaume-Uni	Recherche, éducation et à des fins de reproduction et réintroduction.	2015	1 ^{er} janvier au 31 décembre	1	NS
<i>Scolopax rusticola</i> Bécasse des bois	Royaume-Uni	Recherche, éducation et à des fins de reproduction et réintroduction.	2015	1 ^{er} janvier au 31 décembre	194	NS
<i>Gallinago gallinago</i> Bécassine des marais	Pays-Bas	Dans l'intérêt de la sécurité aérienne ou autres intérêts public prioritaires.	2016-2021	2016-2021	NS	NS

Espèce	Partie	Raison	Année(s) accordée(s)	Durée de l'exemption	Nbre. d'individus	Nbre. d'œufs
<i>Gallinago gallinago</i> Bécassine des marais (cont.)	Royaume-Uni	Recherche, éducation et à des fins de reproduction et réintroduction.	2015	1 ^{er} janvier au 31 décembre	202	NS
<i>Lymnocyptes minimus</i> Bécassine sourde	Royaume-Uni	Recherche, éducation et à des fins de reproduction et réintroduction.	2015	1 ^{er} janvier au 31 décembre	183	NS
<i>Phalaropus lobatus</i> Phalarope à bec droit	Royaume-Uni	Recherche, éducation et à des fins de reproduction et réintroduction.	2015	1 ^{er} janvier au 31 décembre	75	NS
<i>Tringa hypoleucos</i> Chevalier guignette	Pays-Bas	Dans l'intérêt de la sécurité aérienne ou autres intérêts public prioritaires.	2016-2021	2016-2021	NS	NS
<i>Tringa nebularia</i> Chevalier aboyer	Royaume-Uni	Recherche, éducation et à des fins de reproduction et réintroduction.	2015	1 ^{er} janvier au 31 décembre	17	NS
<i>Tringa totanus</i> Chevalier gambette	Pays-Bas	Dans l'intérêt de la sécurité aérienne ou autres intérêts public prioritaires.	2016-2021	2016-2021	NS	NS
	Royaume-Uni	Recherche, éducation et à des fins de reproduction et réintroduction.	2015	1 ^{er} janvier au 31 décembre	841	NS
<i>Tringa glareola</i> Chevalier sylvain	Royaume-Uni	Recherche, éducation et à des fins de reproduction et réintroduction.	2015	1 ^{er} janvier au 31 décembre	2	NS
<i>Rissa tridactyla</i> Mouette tridactyle	Royaume-Uni	Recherche, éducation et à des fins de reproduction et réintroduction.	2015	1 ^{er} janvier au 31 décembre	758	NS
<i>Larus genei</i> Goéland railleur	Italie	Recherche, éducation et à des fins de reproduction et réintroduction.	2016	19 avril 2016 au 31 juillet 2016	6	18
<i>Larus ridibundus</i> Mouette rieuse	Belgique	Dans l'intérêt de la sécurité aérienne ou autres intérêts public prioritaires.	2015-2016	2015 to 2016	100	0
	Danemark	Dans l'intérêt de la sécurité aérienne ou autres intérêts public prioritaires.	2015-2017	NS	NS	NS
	Pays-Bas	Pour prévenir les dommages importants aux cultures, à l'eau et à la pêche. Dans l'intérêt de la sécurité aérienne ou autres intérêts public prioritaires.	2012-2040	2012-2040	5	NS
	Royaume-Uni	Dans l'intérêt de la sécurité aérienne ou autres intérêts public prioritaires.	2015	17 avril au 31 juillet	1810	870
	Slovénie	Dans l'intérêt de la sécurité aérienne ou autres intérêts public prioritaires.	2017	Toute l'année	20	0
<i>Larus melanocephalus</i> Mouette mélanocéphale	Belgique	Dans l'intérêt de la sécurité aérienne ou autres intérêts public prioritaires.	2015-2016	2015 to 2016	100	0
	Italie	Recherche, éducation et à des fins de reproduction et réintroduction.	2015-2016	Avril à juillet	27	34
	Pays-Bas	Dans l'intérêt de la sécurité aérienne ou autres intérêts public prioritaires.	2015-2016	2015-2016	NS	NS
<i>Larus canus</i> Goéland cendré	Danemark	Recherche, éducation et à des fins de reproduction et réintroduction.	2015-2017	NS	NS	NS
	Pays-Bas	Dans l'intérêt de la sécurité aérienne ou autres intérêts public prioritaires. Protection de la flore et de la faune.	2012-2040	2012-2040	2 (2015); 567 (2016)	1374 (2015); 1218 (2016)
	Royaume-Uni	Dans l'intérêt de la sécurité aérienne ou autres intérêts public prioritaires. Recherche, éducation et à des fins de reproduction et réintroduction.	2015-2025	2015-2025	808	5268

Espèce	Partie	Raison	Année(s) accordée(s)	Durée de l'exemption	Nbre. d'individus	Nbre. d'œufs
<i>Larus canus</i> Goéland cendré (cont.)	Royaume-Uni (cont.)	Pour permettre la capture et détention ou autre utilisation pertinente d'oiseaux en petites quantités..				
<i>Larus fuscus</i> Goéland brun	Pays-Bas	Dans l'intérêt de la sécurité aérienne ou autres intérêts public prioritaires. Recherche, éducation et à des fins de reproduction et réintroduction.	2012-2021	2012-2021	26114 (2015); 8214 (2016)	10788 (2015); 20318 (2016)
	Royaume-Uni	Dans l'intérêt de la sécurité aérienne ou autres intérêts public prioritaires. Recherche, éducation et à des fins de reproduction et réintroduction. Pour permettre la capture et détention ou autre utilisation pertinente d'oiseaux en petites quantités.. Protection de la flore et de la faune.	2015-2025	2015-2025	432	0
<i>Larus argentatus</i> Goéland argenté	Danemark	Pour prévenir les dommages importants aux cultures, à l'eau et à la pêche. Dans l'intérêt de la sécurité aérienne ou autres intérêts public prioritaires.	2015-2017	NS	NS	NS
	Pays-Bas	Pour prévenir les dommages importants aux cultures, à l'eau et à la pêche. Dans l'intérêt de la sécurité aérienne ou autres intérêts public prioritaires. Recherche, éducation et à des fins de reproduction et réintroduction. Protection de la flore et de la faune.	2011-2021	2011-2021	10 (2015); 1521 (2016)	4207 (2015); 4101 (2016)
	Royaume-Uni	Pour prévenir les dommages importants aux cultures, à l'eau et à la pêche. Dans l'intérêt de la sécurité aérienne ou autres intérêts public prioritaires. Recherche, éducation et à des fins de reproduction et réintroduction. Pour permettre la capture et détention ou autre utilisation pertinente d'oiseaux en petites quantités. Protection de la flore et de la faune.	2015-2025	2015-2025	3921	0
<i>Larus cachinnans</i> Goéland pontique	Pays-Bas	Protection de la flore et de la faune.	2015-2020	2015-2020	NS	NS
<i>Larus glaucoides</i> Goéland arctique	Royaume-Uni	Recherche, éducation et à des fins de reproduction et réintroduction.	2015	1 ^{er} janvier au 31 décembre	1	NS
<i>Larus marinus</i> Goéland marin	Royaume-Uni	Dans l'intérêt de la sécurité aérienne ou autres intérêts public prioritaires. Recherche, éducation et à des fins de reproduction et réintroduction. Pour permettre la capture et détention ou autre utilisation pertinente d'oiseaux en petites quantités. Protection de la flore et de la faune.	2015-2025	2015-2025	511	NS
<i>Sternula albifrons</i> Sterne naine	Italie	Recherche, éducation et à des fins de reproduction et réintroduction.	2016	19 avril 2016 au 31 juillet 2016	8	63
<i>Chlidonias niger</i> Guifette noire	Royaume-Uni	Recherche, éducation et à des fins de reproduction et réintroduction.	2015	1 ^{er} janvier au 31 décembre	1	NS

Espèce	Partie	Raison	Année(s) accordée(s)	Durée de l'exemption	Nbre. d'individus	Nbre. d'œufs
<i>Sterna hirundo</i> Sterne pierregrain	Royaume-Uni	Recherche, éducation et à des fins de reproduction et réintroduction.	2015	1 ^{er} janvier au 31 décembre	845	NS
<i>Sterna paradisaea</i> Sterne arctique	Royaume-Uni	Recherche, éducation et à des fins de reproduction et réintroduction.	2015	1 ^{er} janvier au 31 décembre	1052	NS
<i>Sterna sandvicensis</i> Sterne caugek	Royaume-Uni	Recherche, éducation et à des fins de reproduction et réintroduction.	2015	1 ^{er} janvier au 31 décembre	440	NS
<i>Fratercula arctica</i> Macareux moine	Royaume-Uni	Recherche, éducation et à des fins de reproduction et réintroduction.	2015	1 ^{er} janvier au 31 décembre	9918	NS
<i>Cephus grille</i> Guillemot à miroir	Royaume-Uni	Recherche, éducation et à des fins de reproduction et réintroduction.	2015	1 ^{er} janvier au 31 décembre	238	NS
<i>Alca torda</i> Petit pingouin	Royaume-Uni	Recherche, éducation et à des fins de reproduction et réintroduction.	2015	1 ^{er} janvier au 31 décembre	1061	10
<i>Alle alle</i> Mergule nain	Royaume-Uni	Recherche, éducation et à des fins de reproduction et réintroduction.	2015	1 ^{er} janvier au 31 décembre	1	NS
<i>Uria aalge</i> Guillemot de Troil	Royaume-Uni	Recherche, éducation et à des fins de reproduction et réintroduction.	2015	1 ^{er} janvier au 31 décembre	2708	100

Tableau 7. Raisons fournies par les Parties pour expliquer pourquoi aucun PANPE n'avait été développé pour chaque espèce concernée (Q9).

Pays	Espèce	Éteinte à l'état sauvage	Fonds limités	Habitat protégé	Espèce non prioritaire	Espèce protégée par d'autres politiques ou programmes	Espèce rare dans le pays	Capacité humaine/Connaissance techniques limitées	Planification en cours / considérations futures	État non compris dans l'aire de répartition	Pas de raison	Pas de réponse
Afrique du Sud	<i>Oxyura maccoa</i>			●								
	<i>Phoeniconaias minor</i>							●				
	<i>Crex crex</i>		●					●				
	<i>Balearica regulorum</i>										●	
	<i>Egretta vinaceigula</i>				●							
	<i>Gallinago media</i>		●					●				
	<i>Glareola nordmanni</i>		●					●				
	<i>Benguela MSAP</i>										●	
Albanie	<i>Aythya nyroca</i>							●				
	<i>Crex crex</i>							●				
	<i>Platalea leucorodia</i>							●				
	<i>Limosa limosa</i>							●				
	<i>Gallinago media</i>							●				
Algérie	<i>Oxyura leucocephala</i>										●	
	<i>Aythya nyroca</i>					●						
	<i>Crex crex</i>										●	
	<i>Platalea leucorodia</i>										●	
	<i>Geronticus eremita</i>					●						
	<i>Limosa limosa</i>										●	
	<i>Gallinago media</i>										●	
Allemagne	<i>Oxyura leucocephala</i>										●	
	<i>Cygnus columbianus</i>										●	
	<i>Anser fabalis</i>										●	
	<i>Anser erythropus</i>										●	
	<i>Clangula hyemalis</i>										●	
	<i>Aythya nyroca</i>										●	
	<i>Crex crex</i>										●	
	<i>Platalea leucorodia</i>										●	
	<i>Numenius arquata</i>										●	
	<i>Limosa limosa</i>										●	
	<i>Gallinago media</i>										●	
	<i>Glareola nordmanni</i>										●	

Pays	Espèce	Éteinte à l'état sauvage	Fonds limités	Habitat protégé	Espèce non prioritaire	Espèce protégée par d'autres politiques ou programmes	Espèce rare dans le pays	Capacité humaine/Connaissance techniques limitées	Planification en cours / considérations futures	État non compris dans l'aire de répartition	Pas de raison	Pas de réponse
Belgique	<i>Oxyura leucocephala</i>						●					
	<i>Cygnus columbianus</i>						●					
	<i>Anser brachyrhynchus</i>				●							
	<i>Aythya nyroca</i>						●					
	<i>Platalea leucorodia</i>						●					
	<i>Numenius arquata</i>				●							
	<i>Limosa limosa</i>				●							
	<i>Gallinago media</i>						●					
Bénin	<i>Gallinago media</i>							●				
Bulgarie	<i>Oxyura leucocephala</i>										●	
	<i>Aythya nyroca</i>										●	
	<i>Crex crex</i>										●	
	<i>Platalea leucorodia</i>										●	
	<i>Numenius arquata</i>										●	
	<i>Limosa limosa</i>										●	
	<i>Gallinago media</i>										●	
	<i>Glareola nordmanni</i>										●	
Burundi	<i>Oxyura maccoa</i>		●									
	<i>Balearica regulorum</i>		●									
	<i>Ardeola idae</i>		●									
	<i>Balaeniceps rex</i>		●									
	<i>Gallinago media</i>		●									
	<i>Glareola nordmanni</i>		●									
Chypre	<i>Aythya nyroca</i>					●						
	<i>Crex crex</i>			●								
	<i>Platalea leucorodia</i>			●								
	<i>Gallinago media</i>			●								
	<i>Glareola nordmanni</i>			●								
Côte d'Ivoire	<i>Gallinago media</i>							●				
	<i>Glareola nordmanni</i>							●				
Croatie	<i>Aythya nyroca</i>			●		●						
	<i>Crex crex</i>					●						
	<i>Platalea leucorodia</i>					●						
	<i>Limosa limosa</i>			●		●						
	<i>Gallinago media</i>					●						

Pays	Espèce	Éteinte à l'état sauvage	Fonds limités	Habitat protégé	Espèce non prioritaire	Espèce protégée par d'autres politiques ou programmes	Espèce rare dans le pays	Capacité humaine/Connaissance techniques limitées	Planification en cours / considérations futures	État non compris dans l'aire de répartition	Pas de raison	Pas de réponse
Danemark	<i>Oxyura leucocephala</i>						●					
	<i>Cygnus columbianus</i>			●	●	●						
	<i>Anser fabalis</i>					●						
	<i>Anser brachyrhynchus</i>					●						
	<i>Clangula hyemalis</i>					●						
	<i>Crex crex</i>										●	
	<i>Platalea leucorodia</i>			●	●	●						
	<i>Numenius arquata</i>			●	●	●						
	<i>Gallinago media</i>			●			●					
Djibouti	<i>Platalea leucorodia</i>										●	
Égypte	<i>Aythya nyroca</i>					●						
	<i>Crex crex</i>					●						
	<i>Platalea leucorodia</i>					●						
	<i>Limosa limosa</i>					●						
	<i>Gallinago media</i>					●						
	<i>Glareola nordmanni</i>					●						
Espagne	<i>Branta bernicla</i>						●					
	<i>Aythya nyroca</i>				●							
	<i>Crex crex</i>					●						
	<i>Platalea leucorodia</i>					●						
	<i>Limosa limosa</i>					●						
	<i>Gallinago media</i>						●					
Estonie	<i>Anser fabalis</i>										●	
	<i>Clangula hyemalis</i>										●	
Eswatini	<i>Crex crex</i>							●				
Éthiopie	<i>Oxyura maccoa</i>											●
	<i>Aythya nyroca</i>											●
	<i>Phoeniconaias minor</i>											●
	<i>Balaeniceps rex</i>							●				
	<i>Vanellus gregarius</i>											●
	<i>Limosa limosa</i>											●
	<i>Gallinago media</i>											●
	<i>Glareola nordmanni</i>											●

Pays	Espèce	Éteinte à l'état sauvage	Fonds limités	Habitat protégé	Espèce non prioritaire	Espèce protégée par d'autres politiques ou programmes	Espèce rare dans le pays	Capacité humaine/Connaissance techniques limitées	Planification en cours / considérations futures	État non compris dans l'aire de répartition	Pas de raison	Pas de réponse
Finlande	<i>Oxyura leucocephala</i>									●		
	<i>Cygnus columbianus</i>				●							
	<i>Clangula hyemalis</i>										●	
	<i>Crex crex</i>				●							
	<i>Numenius arquata</i>				●							
	<i>Limosa limosa</i>				●							
France	<i>Oxyura leucocephala</i>					●	●					
	<i>Cygnus columbianus</i>		●		●	●						
	<i>Branta bernicla</i>					●	●					
	<i>Aythya nyroca</i>					●	●					
	<i>Platalea leucorodia</i>				●							
	<i>Gallinago media</i>					●	●					
	<i>Glareola nordmanni</i>					●	●					
Géorgie	<i>Oxyura leucocephala</i>		●					●				
	<i>Aythya nyroca</i>		●					●				
	<i>Crex crex</i>		●					●				
	<i>Gallinago media</i>		●					●				
Ghana	<i>Limosa limosa</i>										●	
	<i>Gallinago media</i>										●	
	<i>Glareola nordmanni</i>										●	
Guinée Bissau	<i>Phoeniconaias minor</i>											●
	<i>Numenius arquata</i>											●
	<i>Gallinago media</i>		●									
Hongrie	<i>Oxyura leucocephala</i>					●						
	<i>Branta ruficollis</i>					●	●					
	<i>Numenius arquata</i>								●			
	<i>Limosa limosa</i>								●			
	<i>Gallinago media</i>					●	●					
	<i>Glareola nordmanni</i>					●	●					
Israël	<i>Oxyura leucocephala</i>			●		●						
	<i>Aythya nyroca</i>					●						
	<i>Crex crex</i>					●						
	<i>Platalea leucorodia</i>										●	
	<i>Limosa limosa</i>										●	
	<i>Gallinago media</i>					●						
	<i>Glareola nordmanni</i>										●	

Pays	Espèce	Éteinte à l'état sauvage	Fonds limités	Habitat protégé	Espèce non prioritaire	Espèce protégée par d'autres politiques ou programmes	Espèce rare dans le pays	Capacité humaine/Connaissance techniques limitées	Planification en cours / considérations futures	État non compris dans l'aire de répartition	Pas de raison	Pas de réponse
Italie	<i>Oxyura leucocephala</i>	●										
	<i>Crex crex</i>										●	
	<i>Platalea leucorodia</i>			●	●							
	<i>Numenius arquata</i>			●		●						
	<i>Limosa limosa</i>			●			●					
	<i>Gallinago media</i>									●		
Kenya	<i>Aythya nyroca</i>		●									
	<i>Crex crex</i>		●									
	<i>Limosa limosa</i>		●									
	<i>Gallinago media</i>		●									
	<i>Glareola nordmanni</i>		●									
Lettonie	<i>Cygnus columbianus</i>				●	●						
	<i>Anser fabalis</i>				●							
	<i>Clangula hyemalis</i>				●							
	<i>Aythya nyroca</i>					●						
	<i>Crex crex</i>				●							
	<i>Numenius arquata</i>				●	●						
	<i>Limosa limosa</i>				●	●						
	<i>Gallinago media</i>			●	●	●						
Liban	<i>Aythya nyroca</i>		●					●				
	<i>Crex crex</i>		●					●				
	<i>Gallinago media</i>		●					●				
	<i>Glareola nordmanni</i>		●					●				
Libye	<i>Aythya nyroca</i>		●									
	<i>Platalea leucorodia</i>		●									
	<i>Limosa limosa</i>		●									
	<i>Gallinago media</i>										●	
Luxembourg	<i>Crex crex</i>					●						
	<i>Gallinago media</i>				●							
Macédoine, ARY	<i>Aythya nyroca</i>										●	
	<i>Crex crex</i>										●	
	<i>Platalea leucorodia</i>										●	
	<i>Gallinago media</i>										●	
Mali	<i>Aythya nyroca</i>					●						
	<i>Limosa limosa</i>					●						
	<i>Gallinago media</i>					●						
	<i>Glareola nordmanni</i>					●						

Pays	Espèce	Éteinte à l'état sauvage	Fonds limités	Habitat protégé	Espèce non prioritaire	Espèce protégée par d'autres politiques ou programmes	Espèce rare dans le pays	Capacité humaine/Connaissance techniques limitées	Planification en cours / considérations futures	État non compris dans l'aire de répartition	Pas de raison	Pas de réponse
Maroc	<i>Aythya nyroca</i>			•		•						
	<i>Crex crex</i>						•					
	<i>Platalea leucorodia</i>			•		•						
	<i>Numenius arquata</i>				•							
	<i>Limosa limosa</i>					•						
	<i>Gallinago media</i>						•					
Niger	<i>Aythya nyroca</i>					•						
	<i>Limosa limosa</i>					•						
	<i>Gallinago media</i>					•						
Norvège	<i>Oxyura leucocephala</i>											•
	<i>Cygnus columbianus</i>											•
	<i>Anser fabalis</i>											•
	<i>Clangula hyemalis</i>											•
	<i>Numenius arquata</i>											•
	<i>Limosa limosa</i>											•
	<i>Gallinago media</i>				•							
Ouganda	<i>Oxyura maccoa</i>		•					•				
	<i>Phoeniconaias minor</i>		•					•				
	<i>Crex crex</i>		•									
	<i>Ardeola idae</i>		•									
	<i>Balaeniceps rex</i>		•					•				
	<i>Gallinago media</i>		•									
	<i>Glareola nordmanni</i>		•									
Pays-Bas	<i>Oxyura leucocephala</i>						•					
	<i>Cygnus columbianus</i>			•								
	<i>Anser fabalis</i>			•								
	<i>Anser brachyrhynchus</i>			•		•						
	<i>Anser erythropus</i>			•								
	<i>Aythya nyroca</i>				•		•					
	<i>Crex crex</i>			•		•						
	<i>Platalea leucorodia</i>			•								
	<i>Numenius arquata</i>			•		•						
	<i>Limosa limosa</i>			•								
	<i>Gallinago media</i>						•					

Pays	Espèce	Éteinte à l'état sauvage	Fonds limités	Habitat protégé	Espèce non prioritaire	Espèce protégée par d'autres politiques ou programmes	Espèce rare dans le pays	Capacité humaine/Connaissance techniques limitées	Planification en cours / considérations futures	État non compris dans l'aire de répartition	Pas de raison	Pas de réponse
Portugal	<i>Oxyura leucocephala</i>										•	
	<i>Aythya nyroca</i>										•	
	<i>Crex crex</i>											•
	<i>Platalea leucorodia</i>											•
	<i>Numenius arquata</i>											•
	<i>Limosa limosa</i>											•
	<i>Gallinago media</i>											•
République de Moldova	<i>Branta ruficollis</i>			•		•						
	<i>Aythya nyroca</i>			•		•						
	<i>Crex crex</i>			•		•						
	<i>Platalea leucorodia</i>					•						
	<i>Gallinago media</i>					•						
	<i>Glareola nordmanni</i>											•
République Tchèque	<i>Aythya nyroca</i>											•
	<i>Crex crex</i>											•
	<i>Platalea leucorodia</i>											•
	<i>Limosa limosa</i>											•
	<i>Gallinago media</i>											•
Roumanie	<i>Oxyura leucocephala</i>			•		•						
	<i>Branta ruficollis</i>			•		•						
	<i>Anser erythropus</i>			•		•						
	<i>Crex crex</i>										•	
	<i>Platalea leucorodia</i>			•		•						
	<i>Numenius arquata</i>			•		•						
	<i>Limosa limosa</i>			•		•						
	<i>Gallinago media</i>										•	
	<i>Glareola nordmanni</i>			•		•						
Royaume-Uni	<i>Oxyura leucocephala</i>					•						
	<i>Cygnus columbianus</i>										•	
	<i>Anser fabalis</i>			•								
	<i>Anser albifrons</i>										•	
	<i>Clangula hyemalis</i>										•	
	<i>Crex crex</i>					•						
	<i>Numenius arquata</i>					•						
	<i>Limosa limosa</i>					•						
	<i>Gallinago media</i>									•		

Pays	Espèce	Éteinte à l'état sauvage	Fonds limités	Habitat protégé	Espèce non prioritaire	Espèce protégée par d'autres politiques ou programmes	Espèce rare dans le pays	Capacité humaine/Connaissance techniques limitées	Planification en cours / considérations futures	État non compris dans l'aire de répartition	Pas de raison	Pas de réponse
Sénégal	<i>Aythya nyroca</i>											●
	<i>Phoeniconaias minor</i>											●
	<i>Platalea leucorodia</i>											●
	<i>Numenius arquata</i>											●
	<i>Gallinago media</i>											●
Slovaquie	<i>Crex crex</i>								●			
	<i>Platalea leucorodia</i>			●		●						
	<i>Limosa limosa</i>						●					
	<i>Gallinago media</i>				●	●	●					
Slovénie	<i>Oxyura leucocephala</i>						●					
	<i>Aythya nyroca</i>			●		●						
	<i>Crex crex</i>			●		●						
	<i>Numenius arquata</i>			●		●						
	<i>Gallinago media</i>						●					
Soudan	<i>Aythya nyroca</i>											●
	<i>Crex crex</i>											●
	<i>Platalea leucorodia</i>											●
	<i>Vanellus gregarius</i>											●
	<i>Limosa limosa</i>											●
	<i>Gallinago media</i>											●
	<i>Glareola nordmanni</i>											●
Suède	<i>Oxyura leucocephala</i>									●		
	<i>Cygnus columbianus</i>				●							
	<i>Anser fabalis</i>								●			
	<i>Clangula hyemalis</i>				●							
	<i>Crex crex</i>				●							
	<i>Numenius arquata</i>			●								
	<i>Gallinago media</i>				●							
Suisse	<i>Oxyura leucocephala</i>				●	●	●					
	<i>Aythya nyroca</i>				●	●	●					
	<i>Gallinago media</i>				●	●	●					

Pays	Espèce	Éteinte à l'état sauvage	Fonds limités	Habitat protégé	Espèce non prioritaire	Espèce protégée par d'autres politiques ou programmes	Espèce rare dans le pays	Capacité humaine/Connaissance techniques limitées	Planification en cours / considérations futures	État non compris dans l'aire de répartition	Pas de raison	Pas de réponse
Syrie	<i>Aythya nyroca</i>		●					●				
	<i>Crex crex</i>		●					●				
	<i>Platalea leucorodia</i>		●					●				
	<i>Geronticus eremita</i>										●	
	<i>Vanellus gregarius</i>										●	
	<i>Gallinago media</i>		●					●				
	<i>Glareola nordmanni</i>		●					●				
Tunisie	<i>Oxyura leucocephala</i>		●									
	<i>Aythya nyroca</i>		●									
	<i>Crex crex</i>		●									
	<i>Platalea leucorodia</i>		●									
	<i>Numenius arquata</i>		●									
	<i>Limosa limosa</i>		●									
	<i>Gallinago media</i>		●									
Ukraine	<i>Oxyura leucocephala</i>											●
	<i>Branta ruficollis</i>											●
	<i>Anser fabalis</i>											●
	<i>Anser erythropus</i>											●
	<i>Aythya nyroca</i>											●
	<i>Crex crex</i>											●
	<i>Platalea leucorodia</i>											●
	<i>Numenius arquata</i>											●
	<i>Limosa limosa</i>										●	
	<i>Gallinago media</i>											●
	<i>Glareola nordmanni</i>											●

Tableau 8. Parties maintenant un registre national des projets de réintroduction (Q15) et celles ayant un cadre de travail réglementaire pour la réintroduction d'espèces (Q16) (oui = ● ; partiellement = ■ ; non = ○ ; pas de réponse = '-').

	Q15	Q16
Partie	Registre national	Cadre de travail réglementaire
Afrique du Sud	●	■
Albanie	○	■
Algérie	○	○
Allemagne	○	●
Belgique	●	●
Bénin	○	●
Bulgarie	○	○
Burundi	○	○
Chypre	○	○
Côte d'Ivoire	○	○
Croatie	○	●
Danemark	○	●
Djibouti	○	○
Égypte	○	○
Espagne	●	●
Estonie	○	●
Eswatini	●	●
Éthiopie	●	●
Finlande	○	●
France	●	●
Géorgie	○	○
Ghana	○	○
Guinée Bissau	●	○
Hongrie	○	●
Israël	●	●
Italie	○	■
Kenya	○	●

	Q15	Q16
Partie	Registre national	Cadre de travail réglementaire
Lettonie	○	●
Liban	○	●
Libye	○	○
Luxembourg	○	●
Macédoine, ARY	○	■
Mali	○	●
Maroc	○	■
Maurice	-	○
Niger	○	○
Norvège	○	○
Ouganda	○	○
Pays-Bas	●	●
Portugal	●	?
République de Moldova	○	■
République Tchèque	●	●
Roumanie	●	●
Royaume-Uni	○	●
Sénégal	○	■
Slovaquie	○	●
Slovénie	●	●
Soudan	○	○
Suède	○	●
Suisse	○	●
Syrie	●	■
Tunisie	●	■
Ukraine	○	●

Tableau 9. Parties qui ont considéré, développé ou mis en œuvre des projets de réintroduction pour les espèces du Tableau 1 de l'AEWA (Q17) (oui = ● ; non = ○ ; pas de réponse = '-')

Partie	Projets sur des espèces du Tableau 1 de l'AEWA
Afrique du Sud	-
Albanie	○
Algérie	●
Allemagne	○
Belgique	○
Bénin	○
Bulgarie	○
Burundi	○
Chypre	○
Côte d'Ivoire	○
Croatie	○
Danemark	-
Djibouti	○
Égypte	○
Espagne	●
Estonie	○
Eswatini	○
Éthiopie	-
Finlande	○
France	●
Géorgie	○
Ghana	○
Guinée Bissau	●
Hongrie	○
Israël	-
Italie	●
Kenya	○
Lettonie	○
Liban	-
Libye	○
Luxembourg	●
Macédoine, ARY	○
Mali	-
Maroc	-
Maurice	-
Niger	○
Norvège	-
Ouganda	○
Pays-Bas	○
Portugal	○
République de Moldova	-
République Tchèque	-
Roumanie	○
Royaume-Uni	●
Sénégal	-
Slovaquie	○
Slovénie	○
Soudan	-
Suède	●
Suisse	●
Syrie	●
Tunisie	-
Ukraine	-

Tableau 10. Parties ayant une législation en place et appliquée interdisant l'introduction d'espèces non indigènes (Q19) ; des exigences en place et appliquées pour les zoos et collections privées, etc. pour éviter les évasions accidentelles (Q20) ; et des Plans d'action nationaux pour les espèces envahissantes (PANEE) en place et mis en œuvre (Q21) (oui, appliqué/mis en œuvre = ● ; oui, mais non appliqué/mis en œuvre = ■ ; en développement = □ ; non = ○ ; pas de réponse = -).

Partie	Q19 Législation appliquée interdisant l'introduction d'espèces non-indigènes	Q20 Exigences en place pour éviter les évasions accidentelles	Q21 Plan d'action national pour les espèces envahissantes mis en œuvre
Afrique du Sud	●	●	□
Albanie	●	□	■
Algérie	●	○	○
Allemagne	●	●	□
Belgique	●	●	□
Bénin	●	●	■
Bulgarie	●	●	○
Burundi	●	○	■
Chypre	●	●	○
Côte d'Ivoire	□	□	○
Croatie	●	●	○
Danemark	●	●	●
Djibouti	○	○	○
Égypte	●	○	□
Espagne	●	●	□
Estonie	●	●	○
Eswatini	-	-	-
Éthiopie	●	●	●
Finlande	●	●	●
France	●	●	□
Géorgie	●	○	○
Ghana	■	●	■
Guinée Bissau	■	●	○
Hongrie	●	●	□
Israël	●	●	□
Italie	●	●	□
Kenya	●	●	●
Lettonie	●	●	○
Liban	●	●	○
Libye	■	○	□
Luxembourg	●	□	□
Macédoine, ARY	■	○	□
Mali	●	○	■
Maroc	●	●	○
Maurice	●	●	●
Niger	□	□	□
Norvège	●	●	●
Ouganda	●	○	○
Pays-Bas	●	●	○
Portugal	-	-	○
République de Moldova	●	■	○
République Tchèque	●	○	○
Roumanie	●	●	□
Royaume-Uni	●	●	●
Sénégal	●	●	○
Slovaquie	●	●	□
Slovénie	●	●	□
Soudan	●	●	●
Suède	●	●	●
Suisse	●	●	●

	Q19	Q20	Q21
Partie	Législation appliquée interdisant l'introduction d'espèces non-indigènes	Exigences en place pour éviter les évasions accidentelles	Plan d'action national pour les espèces envahissantes mis en œuvre
Syrie	●	○	□
Tunisie	■	○	○
Ukraine	●	●	○

Tableau 11. Réponses des Parties concernant l'examen, le développement ou la mise en œuvre de programmes d'éradication des espèces non indigènes d'oiseaux d'eau (Q22) et autres espèces non-indigènes (Q23) (oui = ● ; non = ○ ; non applicable = 'N/A' ; pas de réponse= '-')

	Q22	Q23
Partie	Programme d'éradication des espèces non indigènes d'oiseaux d'eau	Programme d'éradication pour d'autres espèces non indigènes
Afrique du Sud	●	●
Albanie	○	○
Algérie	○	○
Allemagne	●	●
Belgique	●	●
Bénin	○	○
Bulgarie	N/A	N/A
Burundi	○	●
Chypre	N/A	●
Côte d'Ivoire	○	○
Croatie	N/A	○
Danemark	●	●
Djibouti	○	○
Égypte	○	●
Espagne	●	-
Estonie	○	○
Eswatini	-	-
Éthiopie	○	●
Finlande	●	●
France	●	●
Géorgie	○	○
Ghana	○	●
Guinée Bissau	N/A	○
Hongrie	●	○
Israël	○	-
Italie	●	○
Kenya	N/A	●
Lettonie	○	○
Liban	○	○
Libye	N/A	N/A
Luxembourg	●	●

	Q22	Q23
Partie	Programme d'éradication des espèces non indigènes d'oiseaux d'eau	Programme d'éradication pour d'autres espèces non indigènes
Macédoine, ARY	○	○
Mali	○	○
Maroc	○	○
Maurice	N/A	●
Niger	○	●
Norvège	○	○
Ouganda	○	●
Pays-Bas	●	●
Portugal	○	-
République de Moldova	●	○
République Tchèque	○	○
Roumanie	-	○
Royaume-Uni	●	●
Sénégal	○	-
Slovaquie	N/A	N/A
Slovénie	N/A	N/A
Soudan	○	○
Suède	●	○
Suisse	●	●
Syrie	-	○
Tunisie	○	○
Ukraine	○	●

Tableau 12. Parties qui ont identifié un réseau de sites importants pour les espèces du Tableau 1 de l'AEWA (Q25) ; (oui = ● ; partiellement = ■ ; en développement = □ ; non = ○ ; pas de réponse = '-').

Partie	Réseau établi
Afrique du Sud	●
Albanie	●
Algérie	□
Allemagne	●
Belgique	●
Bénin	■
Bulgarie	●
Burundi	■
Chypre	●
Côte d'Ivoire	■
Croatie	●
Danemark	●
Djibouti	■
Égypte	●
Espagne	●
Estonie	■
Éthiopie	■
Finlande	●
France	□
Ghana	■
Guinée Bissau	●
Hongrie	●
Israël	■
Italie	■
Kenya	●
Lettonie	●

Partie	Réseau établi
Liban	■
Libye	●
Luxembourg	●
Macédoine, ARY	○
Mali	●
Maroc	■
Maurice	■
Niger	■
Norvège	●
Ouganda	■
Pays-Bas	■
Portugal	●
République de Moldova	■
République Tchèque	■
Roumanie	●
Royaume-Uni	■
Sénégal	●
Slovaquie	●
Slovénie	●
Soudan	■
Suède	■
Suisse	●
Syrie	■
Tunisie	●
Ukraine	●

Tableau 13. Votre pays a-t-il évalué les conséquences futures du changement climatique pour les aires protégées et autres sites importants pour les oiseaux d'eau (c.-à-d. la résilience des sites au changement climatique (Q27) ? oui = ● ; non = ○ ; pas de réponse = ' ; R = références fournies).

Partie	Sites uniques	Réseau national d'aires protégées	Lien Web ou référence aux évaluations concernant le changement climatique
Afrique du Sud	● R	● R	La Stratégie d'expansion des aires protégées nationales (NPAES) tient compte de la durabilité écologique et de l'adaptation au changement climatique. Un examen de la NPAES est en cours afin d'inclure la meilleure information possible pour les aires d'écosystèmes dulcicoles nationaux prioritaires, ainsi que pour l'écosystème maritime.
Albanie	● R	● R	Conséquences futures évaluées dans les rapports nationaux de l'Albanie à la Convention-cadre des Nations unies sur le changement climatique (CCNUCC)
Algérie	● R	-	Plan d'action de la stratégie nationale pour la gestion écosystémique de zones humides en Algérie
Allemagne	●	● R	Stratégie allemande pour l'adaptation au changement climatique Rabitsch <i>et al.</i> (2010) : Auswirkungen des rezenten Klimawandels auf die Fauna in Deutschland. Naturschutz und Biologische Vielfalt 98, 265 p. Migratory Waterbirds in the Wadden Sea 1987- 2008 Trend, Phenology, Distribution and Climate Aspects (Wadden Sea Ecosystem No.30). Fox <i>et al.</i> (2015) Seeking explanations for recent changes in abundance of wintering Eurasian Wigeon (<i>Anas penelope</i>) in northwest Europe. Ornis Fennica 93 : 12-25. Fox <i>et al.</i> (2016) Recent changes in the abundance of breeding Common Pochard <i>Aythya ferina</i> in Europe. Wildfowl 66 : 22-40. Lehikoinen <i>et al.</i> (2013) : Rapid climate driven shifts in wintering distributions of three common waterbird species. Global Change Biology 19 : 2071-2081. Pavón-Jordán <i>et al.</i> (2015): Climate-driven changes in winter abundance of a migratory waterbird in relation to EU protected areas. Diversity and Distributions: 571-582. qsr.waddensea-worldheritage.org www.bfn.de/themen/klimawandel-und-biodiversitaet/forschungsvorhaben.html
Belgique	○	● R	Flandres : Rapport "Nature" 2014 et Institut de recherche sur la Nature et la forêt Wallonie : Développement d'indicateurs de l'impact du changement climatique sur les oiseaux en Wallonie ; Aves : pôle ornithologique de Natagora Bruxelles : Rapport "Nature", 2012, Bruxelles Environnement.
Bénin	○	○	
Bulgarie	○	○	
Burundi	○	○	
Chypre	○	○	
Côte d'Ivoire	-	-	
Croatie	○	○	
Danemark	● R	○	Clausen <i>et al.</i> (2013). Grazing management can counteract the impacts of climate change-induced sea level rise on salt marsh-dependent waterbirds. Journal of Applied Ecology 50: 528-537 Clausen, K.K. and Clausen, P. (2014). Forecasting future drowning of coastal waterbird habitats reveals a major conservation concern. Biological Conservation 171: 177-185.
Djibouti	○	○	
Égypte	● R	○	Bubenger <i>et al.</i> (2008) Hegazy <i>et al.</i> (2008) Projet "Adaptation au changement climatique dans le delta du Nil à travers la Gestion intégrée des zones côtières en Égypte" Projet "Renforcement de l'adaptation au changement climatique sur la côte Nord de l'Égypte"

Partie	Sites uniques	Réseau national d'aires protégées	Lien Web ou référence aux évaluations concernant le changement climatique
			www.eg.undp.org/content/dam/egypt/docs/Operations/The %20Social %20and %20Environmental %20Standards/ESMF %20English.pdf www.adaptation-undp.org/projects/enhancing-climate-change-adaptation-north-coast-egypt www.adaptation-undp.org/projects/sccf-czm-egypt
Espagne	● R	● R	Site unique : Plan national d'adaptation au changement climatique. Réseau national d'aires protégées : Projets de recherche en cours de développement afin d'évaluer la vulnérabilité des espèces de la Directive "Oiseaux" et celle des habitats de la Directive "Habitats" des sites Natura 2000 face au changement climatique à l'échelle nationale et régionale.
Estonie	● R	● R	Stratégie et mesures d'adaptation au changement climatique pour les domaines thématiques de l'environnement naturel et de la bioéconomie : BioClim. www.envir.ee/sites/default/files/bioclim_lopparuanne.pdf
Eswatini	○	○	
Éthiopie	○	● R	Plus de sept aires protégées ont été évaluées et re-délimitées en tenant compte de leur potentiel au sein du réseau d'AP
Finlande	○	○	
France	● R	● R	Plan d'action national contre le changement climatique
Géorgie	● R	● R	Plan d'action national stratégique pour la biodiversité de la Géorgie
Ghana	○	○	
Guinée Bissau	● R	● R	Information disponible au Bureau de planification littorale ou via Wetlands International et l'Institut d'aires protégées
Hongrie	○	○	
Israël	○	●	
Italie	○	○	
Kenya	● R	● R	Le Service kenyan de la vie sauvage a entrepris une évaluation rapide du changement climatique sur les aires et les espèces de vie sauvage protégées. Réalisation de la surveillance du changement climatique et de ses impacts sur les espèces sauvages et leurs habitats. www.kws.go.ke/Conservation-Research/climate-change Stratégie contre le changement climatique au stade d'avant-projet, et examens entrepris.
Lettonie	○	○	
Liban	○	○	
Libye	○	○	
Luxembourg	○	○	
Macédoine, ARY	○	○	
Mali	● R	● R	MEEA / DNEF : Stratégie et Plans d'action nationaux pour la biodiversité, Mali (Révisé - 2014) Décembre 2014
Maurice	○	○	
Maroc	○	○	
Niger	●	●	
Norvège	● R	○	Nombreux rapports (en norvégien seulement) concernant les effets du changement climatique sur les écosystèmes nationaux et les réserves nationales, et concernant la nécessité d'un plus grand nombre d'aires protégées : www.miljodirektoratet.no/
Ouganda	○	○	
Pays-Bas	● R	● R	Les impacts escomptés du changement climatique sont intégrés aux plans de gestion des sites concernés. Vision à long terme développée dans le document directif "Ambition Nature pour les grands plans d'eau en 2050 et au-delà" (2014). www.rijksoverheid.nl/doe-mee/afgeronde-projecten/natuurambitie-grote-wateren
Portugal	○	○	
République de Moldova	○	-	
Roumanie	○	○	

Partie	Sites uniques	Réseau national d'aires protégées	Lien Web ou référence aux évaluations concernant le changement climatique
Sénégal	● R	● R	Évaluations de la vulnérabilité du secteur Biodiversité au climat et de l'adaptation au changement climatique réalisées dans le cadre de la Contribution Déterminée au niveau National (CDN)
Slovaquie	○	○	
Slovénie	○	○	
République Tchèque	○	○	
Royaume-Uni	● R	● R	Projet CHAINSPAN : http://randd.defra.gov.uk/Document.aspx?Document=9962_CHAINSPANFINALREPORT.pdf https://www.nature.com/articles/nclimate2035
Soudan	● R	● R	Site unique : Projet de parc national du Dinder (2010)
Suède	○	○	
Suisse	● R	○	https://www.bafu.admin.ch/bafu/fr/home/themes/climat/info-specialistes/adaptation-aux-changements-climatiques/programme-pilote-adaptation-aux-changements-climatiques/projets-pilotes-adaptation-aux-changements-climatiques-cluster-1/projet-pilote-adaptation-aux-changements-climatiques-adaptation.html
Syrie	○	○	
Tunisie	○	○	
Ukraine	●	○	

Tableau 14a. Nombre de sites identifiés comme importants **au niveau national** pour des espèces/populations d'oiseaux d'eau migrants du Tableau 1 de l'AEWA, qui sont désignés comme aires protégées et ont un plan de gestion mis en œuvre (Q28) (pas de réponse = '-'). *Signifie que la valeur donnée semble erronée, ou est plus grande que la valeur donnée pour la superficie totale des sites/superficie totale des sites protégés, et a été exclue de l'analyse dans le rapport.

Partie	Nbre. total de sites	Nbre. de sites protégés	% du total de sites protégés	Nbre. de sites protégés ayant des plans de gestion	% de sites protégés ayant des plans de gestion
Afrique du Sud	-	-	-	1548	-
Albanie	15	15	100 %	4	27 %
Algérie	357	-	0 %	8	-
Bulgarie	110	-	0 %	-	-
Danemark	126000	126000	100 %	-	-
Égypte	27	7	26 %	1	14 %
Estonie	19	19	100 %	19	100 %
Eswatini	9	9	100 %	9	100 %
Éthiopie	9	-	0 %	-	-
Finlande	419	419	100 %	-	-
France	88	55	63 %	55	100 %
Hongrie	20	20	100 %	0	0 %
Israël	8*	600*	7500 %	-	-
Italie	144	-	0 %	-	-
Kenya	60	50	83 %	50	100 %
Lettonie	683	682	100 %	682	100 %
Liban	18	8	44 %	1	13 %
Libye	58	-	0 %	-	-

Partie	Nbre. total de sites	Nbre. de sites protégés	% du total de sites protégés	Nbre. de sites protégés ayant des plans de gestion	% de sites protégés ayant des plans de gestion
Luxembourg	60	34	57 %	0	0 %
Mali	4	-	0 %	-	-
Maroc	160	13	8 %	10	77 %
Norvège	1000	3500*	350 %	0	0 %
Ouganda	45	0	0 %	0	-
Pays-Bas	180	77	43 %	77	100 %
République Tchèque	40	-	0 %	-	-
Roumanie	-	-	-	-	-
Sénégal	43	22	51 %	-	-
Slovaquie	71	71	100 %	0	0 %
Slovénie	16	-	0 %	-	-
Soudan	10	7	70 %	3	43 %
Suisse	25	25	100 %	-	-
Syrie	9*	32*	356 %	0	0 %
Ukraine	-	-	-	-	-
Total	129707	131665	Moyenne: 434 %	2467	Moyenne: 48 %

Tableau 14b. Superficie des sites identifiés comme importants **au niveau national** pour des espèces/populations d'oiseaux d'eau migrateurs du Tableau 1 de l'AEWA, superficie des sites désignés comme aires protégées et superficie des sites ayant un plan de gestion mis en œuvre (Q28) (pas de réponse = '-'). *Signifie que la valeur donnée semble erronée, ou est plus grande que la valeur donnée pour la superficie totale des sites/superficie totale des sites protégés, et a été exclue de l'analyse dans le rapport

Partie	Superficie totale (ha) des sites	Superficie totale (ha) des sites protégés	% de la superficie totale qui est protégée	Nbre. de sites protégés ayant des plans de gestion	% de la superficie protégée ayant des plans de gestion
Afrique du Sud	-	-	-	40442714	-
Albanie	90000	90000	100 %	70000	78 %
Algérie	-	-	-	165362	-
Bulgarie	2511933.6	-	-	-	-
Danemark	178000	178000	100 %	86000	48 %
Égypte	3204800	3204800	100 %	70000	2 %
Estonie	173542	173542	100 %	173542	100 %
Eswatini	68000	68000	100 %	68000	100 %
Éthiopie	1296000	-	-	-	-
Finlande	2308482	2308482	100 %	-	-
France	856521.4	76065	9 %	76065	100 %
Hongrie	378175.3	378175.3	100 %	232874	62 %
Israël	259200	400000*	154 %	400000	100 %
Italie	-	-	-	-	-
Kenya	510000	50	0 %	510000*	1020000 %
Lettonie	1660322	1660322	100 %	1660322	100 %
Liban	52921	27851	53 %	25751	92 %
Libye	-	-	-	-	-
Luxembourg	15000	6064	40 %	6064	100 %

Partie	Superficie totale (ha) des sites	Superficie totale (ha) des sites protégés	% de la superficie totale qui est protégée	Nbre. de sites protégés ayant des plans de gestion	% de la superficie protégée ayant des plans de gestion
Mali	4204640	-	-	-	-
Maroc	5008450	783749	16 %	771849	98 %
Norvège	210000	210000	100 %	210000	100 %
Ouganda	3994900	0	0 %	0	-
Pays-Bas	935749	935749	100 %	935749	100 %
République Tchèque	11485	-	-	-	-
Roumanie	-	-	-	-	-
Sénégal	1808100	418100	23 %	418100	100 %
Slovaquie	1104	1104	100 %	-	-
Slovénie	310700	-	-	-	-
Soudan	15000	4*	0.03 %	12000*	300000 %
Suisse	12688	25*	0 %	12688*	50752 %
Syrie	450000	450000	100 %	62000	14 %
Ukraine	-	-	-	-	-
Total	30525713.27	11370082.3	Moyenne: 67.97 %	46409080	Moyenne: 72213 %

Tableau 14c. Nombre de sites identifiés comme importants **au niveau international** pour des espèces/populations d'oiseaux d'eau migrateurs du Tableau 1 de l'AEWA, qui sont désignés comme aires protégées et ont un plan de gestion mis en œuvre (Q28) (pas de réponse = '-'). *Signifie que la valeur donnée semble erronée, ou est plus grande que la valeur donnée pour la superficie totale des sites/superficie totale des sites protégés, et a été exclue de l'analyse dans le rapport.

Partie	Nbre. total de sites	Nbre. de sites protégés	% de sites qui sont protégés	Nbre. de sites protégés ayant des plans de gestion	% de sites protégés ayant des plans de gestion
Afrique du Sud	23	21	91 %	23*	110 %
Albanie	15	12	80 %	4	33 %
Algérie	50	50	100 %	8	16 %
Allemagne	207	207	100 %	0	0 %
Belgique	30	30	100 %	30	100 %
Bénin	4	4	100 %	2	50 %
Bulgarie	-	-	-	-	-
Chypre	-	-	-	-	-
Croatie	39	39	100 %	11	28 %
Danemark	113	113	100 %	113	100 %
Égypte	34	12	35 %	2	17 %
Espagne	-	75	-	-	-
Estonie	66	66	100 %	39	59 %
Éthiopie	-	-	-	-	-
Finlande	49	49	100 %	0	0 %
France	88	55	63 %	55	100 %
Géorgie	-	-	-	-	-
Ghana	6	6	100 %	6	100 %
Hongrie	26	26	100 %	14	54 %
Italie	24	21	88 %	0	0 %
Kenya	60	50	83 %	50	100 %
Lettonie	98	98	100 %	98	100 %
Liban	15	6	40 %	6	100 %

Partie	Nbre. total de sites	Nbre. de sites protégés	% de sites qui sont protégés	Nbre. de sites protégés ayant des plans de gestion	% de sites protégés ayant des plans de gestion
Libye	-	-	-	-	-
Luxembourg	18	12	67 %	17*	142 %
Mali	-	-	-	-	-
Maroc	49	13	27 %	12	92 %
Niger	2*	12*	600 %	0	0 %
Norvège	63	63	100 %	63	100 %
Ouganda	45	0	0 %	0	-
Pays-Bas	150	77	51 %	77	100 %
République de Moldova	52	52	100 %	0	0 %
République Tchèque	15	10	67 %	10	100 %
Roumanie	-	-	-	-	-
Sénégal	29	8	28 %	8	100 %
Slovaquie	46	45	98 %	5	11 %
Slovénie	16	16	100 %	16	100 %
Soudan	5	3	60 %	3	100 %
Suisse	10	10	100 %	10	100 %
Syrie	7	5	71 %	2	40 %
Tunisie	-	-	-	-	-
Ukraine	39	37	95 %	30	81 %
Total	1493	1303	Moyenne: 95 %	714	Moyenne: 67 %

Tableau 14d. Superficie des sites identifiés comme importants **au niveau international** pour des espèces/populations d'oiseaux d'eau migrateurs du Tableau 1 de l'AEWA, superficie des sites désignés comme aires protégées et superficie des sites ayant un plan de gestion mis en œuvre (Q28) (pas de réponse = '-'). *Signifie que la valeur donnée semble erronée, ou est plus grande que la valeur donnée pour la superficie totale des sites/superficie totale des sites protégés, et a été exclue de l'analyse dans le rapport.

Partie	Superficie totale (ha) des sites	Superficie totale (ha) des sites protégés	% de la superficie totale qui est protégée	Nbre. de sites protégés ayant des plans de gestion	% de la superficie protégée ayant des plans de gestion
Afrique du Sud	557028	-	-	557028	-
Albanie	90000	70000	78 %	70000	100 %
Algérie	2991013	2991013	100 %	60679	2 %
Allemagne	4031523	4031523	100 %	-	-
Belgique	168453	168453	100 %	168453	100 %
Bénin	1179354	1179354	100 %	1040254	88 %
Bulgarie	-	-	-	-	-
Chypre	-	-	-	-	-
Croatie	1706170	1706170	100 %	389251.3	23 %
Danemark	1470000	1470000	100 %	1470000	100 %
Égypte	3617382	1445389	40 %	85000	6 %
Espagne	-	-	-	-	-
Estonie	1268225	1268225	100 %	922948	73 %
Éthiopie	-	-	-	-	-
Finlande	799518	799518	100 %	-	-
France	856521.4	76065	9 %	76065	100 %
Géorgie	-	-	-	-	-
Ghana	176134	176134	100 %	176134	100 %
Hongrie	481618.9	481648.8	100 %	180465.2	37 %

Partie	Superficie totale (ha) des sites	Superficie totale (ha) des sites protégés	% de la superficie totale qui est protégée	Nbre. de sites protégés ayant des plans de gestion	% de la superficie protégée ayant des plans de gestion
Italie	-	-	-	-	-
Kenya	5.7	5	88 %	5	100 %
Lettonie	1087590.4	1087590.4	100 %	1087590.4	100 %
Liban	46232	21862	47 %	21862	100 %
Libye	-	-	-	-	-
Luxembourg	40248	13244	33 %	38974*	294 %
Mali	-	-	-	-	-
Maroc	3298760	783749	24 %	779749	99 %
Niger	4317869	5317869*	123 %	-	-
Norvège	909134	909134	100 %	909134	100 %
Ouganda	3994900	0	0 %	-	-
Pays-Bas	935749	935749	100 %	935749	100 %
République de Moldova	30*	94705*	315683 %	-	-
République Tchèque	98352	75799	77 %	75799	100 %
Roumanie	-	-	-	-	-
Sénégal	-	-	-	-	-
Slovaquie	1254341	1253211	100 %	60787	5 %
Slovénie	310700	310700	100 %	310700	100 %
Soudan	12000	6000	50 %	6000	100 %
Suisse	10082	10082	100 %	10082	100 %
Syrie	406000	80000	20 %	49000	61 %
Tunisie	-	-	-	-	-
Ukraine	717860	710850	99 %	490000	69 %
Total	36832793.4	27474042.2	Moyenne: 10599 %	9971708.9	Moyenne: 86 %

Tableau 15. Réponses des Parties concernant le développement de Plans d'action nationaux (PAN) pour combler les lacunes en matière de désignation et/ou de gestion de sites d'importance nationale et internationale (Q29) (oui = ● ; en cours de développement = □ ; non = ○ ; pas de réponse = '-'). Les détails concernant ces plans, ainsi que les liens Web et les références complètes, figurent lorsqu'ils ont été fournis par les Parties.

	Désignation des sites		Gestion des sites	
Partie	PAN	Lien Web ou référence	PAN	Lien Web ou référence
Afrique du Sud	●	Stratégie nationale pour les aires protégées	●	Stratégies provinciales pour les aires protégées
Albanie	●	Document d'orientation stratégique pour la protection de la biodiversité. (Décision du Conseil des Ministres N° 31 daté du 20.01.2016)	●	Comme l'intitulé de référence
Algérie	●	Stratégie nationale de gestion des zones humides	●	Plans de gestion à l'échelle des complexes développés pour les sites reliés par un même réseau hydrographique souterrain ou superficiel
Allemagne	○		○	
Belgique	○		-	
Bénin	□	Prévision de création d'une aire protégée couvrant la superficie du site 1017, mais sans date concrète	□	Dragage du sable prévu pour le site 1017, mais sans date concrète
Bulgarie	○		-	
Burundi	○		●	Sites dotés de plans de gestion
Chypre	○		○	
Côte d'Ivoire	○		-	
Croatie	○		○	
Danemark	○		○	
Djibouti	○		○	
Égypte	○		○	
Espagne	●	Réseau "Natura" rassemblant toutes les aires ayant une importance nationale ou internationale, y compris les zones humides importantes pour les oiseaux migrateurs	○	
Estonie	●	http://www.envir.ee/sites/default/files/lak_lop.pdf	○	
Eswatini	●	https://www.cbd.int/doc/world/sz/sz-nbsap-v2-en.pdf	□	Processus des Plans de gestion des aires protégées démarrés en novembre 2017, finalisation prévue pour juillet 2018
Éthiopie	-		-	
Finlande	○		○	
France	●	Plan d'action national pour les zones humides (2014-2018) https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/sites/default/files/3e_%20plan%20national%20d%E2%80%99action%20en%20faveur%20des%20milieux%20humides%20%282014-2018%29.pdf Création d'un Observatoire national des zones humides. http://indicateurs-biodiversite.naturefrance.fr/thematiques/biodiversite-milieux-humides	●	Atelier technique sur les espaces naturels http://www.espaces-naturels.fr/ http://www.zones-humides.org/sites/default/files/2012-07-ramsar_et_zones_humides.pdf https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/protection-des-milieux-humides Voir aussi la référence pour la désignation des sites

	Désignation des sites		Gestion des sites	
Partie	PAN	Lien Web ou référence	PAN	Lien Web ou référence
Géorgie	-		-	
Ghana	○		○	
Guinée Bissau	○		○	
Hongrie	○		○	
Israël	-		-	
Italie	○		○	
Kenya	□	Le lac Naivasha devrait être désigné "aire protégée" au titre de la loi sur la vie sauvage au cours de l'exercice financier juin 2018/juin 2019	□	
Lettonie	○		○	
Liban	○		○	
Libye	-	Les travaux, qui avaient démarré fin 2013, auraient dû être finalisés en 2016	-	
Luxembourg	●	Désignation d'aires protégées d'intérêt national d'après les espèces et les habitats d'importance nationale recensés par la loi du 19 janvier 2004.	●	Plans de gestion Natura 2000, y compris la Directive "Habitats"
Macédoine, ARY	○		○	
Mali	-	Politique nationale sur les zones humides adoptée en 2003, et développement de Plans d'action nationaux et régionaux prévu à l'avenir	-	
Maroc	●	Plan d'action 2015-2024 pour la conservation et l'usage raisonné des zones humides	●	Comme l'intitulé de référence
Maurice	□		○	
Niger	□	RAS	○	
Norvège	●	ZICO : principales conclusions et examens de consultants scientifiques indépendants	□	Fait partie d'un programme à long terme pour un "Livre blanc" national
Ouganda	○		○	
Pays-Bas	●	Réseau naturel national (NNN) incluant la quasi-totalité des sites nationaux et internationaux importants ; finalisation prévue pour 2027 https://www.wur.nl/nl/Onderzoek-Resultaten/Onderzoeksprojecten-LNV/Expertisegebieden/kennisonline/Evaluatie-Natura-2000-doelendocument.htm http://library.wur.nl/WebQuery/wurpubs/fulltext/417827 https://www.bij12.nl/onderwerpen/natuur-en-landschap/kaarten-provincies-bekijken/viewer-leefgebiedkaarten-agrarisch-natuurbeheer/	●	"Ambition Nature pour les grands plans d'eau en 2050 et au-delà" https://www.rijksoverheid.nl/documenten/publicaties/2013/10/31/belidsverkenning-natuurambitie-grote-wateren-2050-201
Portugal	○		○	
République de Moldova	-		-	
République Tchèque	○		○	
Roumanie	□		□	
Royaume-Uni	●	The Status of UK SPAs in the 2000s: Third Network Review	□	

	Désignation des sites		Gestion des sites	
Partie	PAN	Lien Web ou référence	PAN	Lien Web ou référence
		http://jncc.defra.gov.uk/page-7309 Stroud & Bainbridge 2017: Changes in bird populations in the UK's Special Protection Areas: A third decadal 'health check' https://www.researchgate.net/publication/318582673_Changes_in_bird_populations_in_the_UK's_Special_Protection_Areas_A_third_decadal_'health_check'		
Sénégal	-		-	
Slovaquie	•	Programme pour la gestion des zones humides 2015 - 2021 et son plan d'action pour les zones humides 2015-2018 (développé en 2014-2015)	•	Comme l'intitulé de référence
Slovénie	○		-	
Soudan	•	Rapport national du PN du Dinder, 2016	-	
Suède	○		□	Finalisation imminente du Plan d'action pour la gestion des aires protégées
Suisse	□	Plan d'action de la Stratégie Biodiversité Suisse d'ici à 2040	□	Comme l'intitulé de référence
Syrie	□	Plans de gestion pour quelques AP comportant des attributs ZICO (2015 à fin 2019)	-	
Tunisie	○		○	
Ukraine	□	https://interecocoentre.weebly.com/result-emerald-network-of-ukraine.html	-	

Tableau 16. Réponses des Parties concernant le développement d'un Plan stratégique pour conserver ou accroître la résilience du réseau écologique (pour les oiseaux d'eau) (Q30) (oui = ● ; en cours de développement = □ ; non = ○ ; pas de réponse = '-'; R = références fournies).

Partie	Plan stratégique	Lien Web ou référence au Plan stratégique
Albanie	● R	Document d'orientation stratégique pour la protection de la biodiversité, 2016.
Afrique du Sud	● R	Politique nationale de réponse au changement climatique, (NCCRP, 2011) ; Plans d'adaptation au changement climatique pour ces neuf biomes ; Cadre stratégique et plan de mise en œuvre globale pour une adaptation basée sur l'écosystème (Stratégie "EbA")
Algérie	● R	Stratégie nationale pour la gestion écosystémique des zones humides en Algérie
Allemagne	● R	<i>Deutsche Anpassungsstrategie an den Klimawandel</i> http://www.bmu.de/service/klima-klimaschutz-download/artikel/deutsche-anpassungsstrategie-an-den-klimawandel/ <i>Naturschutz und Biologische Vielfalt Heft 137 (2014) : Auswirkungen des Klimawandels auf Fauna, Flora und Lebensräume sowie Anpassungsstrategien des Naturschutzes.</i> http://www.waddensea-secretariat.org/sites/default/files/downloads/ccas_monitoring_report_final.pdf Aider les écosystèmes d'Europe à s'adapter au changement climatique (BfN, 2013) https://www.bfn.de/fileadmin/MDB/documents/service/Skript_375.pdf
Belgique	● R	Incorporé à la Stratégie pour la biodiversité de la Belgique 2006-2016, Objectifs 2 et 3. Le stade de mise en œuvre peut être consulté dans le cinquième rapport national à la CDB (2014).
Bénin	● R	Stratégie et Plan d'Action pour la Biodiversité 2011-2020
Bulgarie	-	
Burundi	○	
Chypre	○	
Côte d'Ivoire	-	
Croatie	○	
Danemark	○	
Djibouti	○	
Égypte	● R	La stratégie et le plan d'action égyptiens pour la biodiversité 2015-2030 comprennent des cibles pour protéger les écosystèmes fragiles et améliorer la résilience face au changement climatique. https://www.cbd.int/doc/world/eg/eg-nbsap-v2-en.pdf
Espagne	● R	Plan stratégique espagnol pour la conservation et l'usage rationnel des zones humides, 1999 www.mapama.gob.es/es/biodiversidad/temas/ecosistemas-y-conectividad/pan_humedales_tcm30-196686.pdf
Estonie	○	
Eswatini	● R	Politique en matière de changement climatique
Éthiopie	● R	Plan d'action stratégique national pour la biodiversité
Finlande	● R	Plan d'action stratégique national pour la biodiversité http://www.ym.fi/en-US/Nature/Biodiversity/Strategy_and_action_plan_for_biodiversity
France	○	
Géorgie	-	
Ghana	○	
Guinée Bissau	□ R	Processus en cours à l'Institut des aires protégées et de la biodiversité
Hongrie	○	
Israël	○	
Italie	○	
Kenya	● R	Le Service de la vie sauvage du Kenya a développé plusieurs Plans stratégiques spécifiques à des espèces tenant également compte des habitats afin d'accroître la résilience à travers des zones-tampons et des acquisitions dans des corridors de migration.
Lettonie	○	
Liban	○	
Libye	○	
Luxembourg	● R	Plan national pour la protection de la Nature, 2017-2021 https://environnement.public.lu/fr/natur/biodiversite/mesure_2_pnpn.html
Macédoine, ARY	○	

Partie	Plan stratégique	Lien Web ou référence au Plan stratégique
Mali	● R	Le changement climatique est simplement reconnu comme un facteur important de dégradation, mais très peu de mesures concrètes visant une adaptation spécifique à ses effets sont proposées.
Maroc	● R	Élaboration, d'ici 2020, du Plan directeur marocain pour les aires protégées ; Stratégie nationale pour les zones humides 2015-2024
Maurice	● R	Plan d'action stratégique national pour la biodiversité ; Stratégie d'expansion du réseau d'aires protégées
Niger	○	
Norvège	○	
Ouganda	● R	Cinquième rapport national de l'Autorité nationale de gestion de l'environnement (NEMA) à la CDB, Kampala, Ouganda (2014) ; Programme de travail sur les aires protégées du Plan d'action de l'Autorité ougandaise pour la vie sauvage (UWA) pour la mise en œuvre de la CDB (2012)
Pays-Bas	● R	"Ambition Nature pour les grands plans d'eau en 2050 et au-delà"
Portugal	○	
République de Moldova	-	
République Tchèque	● R	Programme étatique de conservation de la Nature et du paysage 2010-2020
Roumanie	●	
Royaume-Uni	□	
Sénégal	-	
Slovaquie	● R	Stratégie nationale d'adaptation au changement climatique ; Plan d'action stratégique national pour la biodiversité ; Cadre d'action prioritaire pour le financement de Natura 2000 en Slovaquie pour la période de financement 2014-2020 de l'UE ; Politique de conservation de la Nature et de protection du paysage pour 2030
Slovénie	○	
Soudan	□ R	Mobilisation des ressources pour la biodiversité 2015-2020 ; Valorisation économique des écosystèmes et de la biodiversité, 2013
Suède	○	
Suisse	● R	Plan d'action stratégique national pour la biodiversité
Syrie	○	
Tunisie	○	
Ukraine	● R	Réseau écologique national de l'Ukraine

Tableau 17. Parties qui ont accédé à et utilisé l'Outil Réseau de sites critiques (CSN) (Q32) (oui = ● ; non = ○).

Partie	Q32
	Outil Réseau de sites critiques (CSN) accédé et utilisé
Afrique du Sud	●
Albanie	○
Algérie	●
Allemagne	●
Belgique	●
Bénin	○
Bulgarie	○
Burundi	○
Chypre	○
Côte d'Ivoire	○
Croatie	○
Danemark	○
Djibouti	○
Égypte	●
Espagne	●
Estonie	●
Eswatini	○
Éthiopie	○
Finlande	●
France	●
Géorgie	○
Ghana	○
Guinée Bissau	●
Hongrie	○
Israël	○
Italie	○
Kenya	○
Lettonie	●
Liban	○
Libye	●
Luxembourg	○
Macédoine, ARY	○
Mali	○
Maroc	●
Maurice	○
Niger	○
Norvège	○
Ouganda	●
Pays-Bas	○
Portugal	○
République de Moldova	○
République Tchèque	●
Roumanie	●
Royaume-Uni	○
Sénégal	○
Slovaquie	○
Slovénie	●
Soudan	○
Suède	○
Suisse	●
Syrie	○
Tunisie	●
Ukraine	●

Tableau 18. Détails de systèmes mis en place pour la collecte de données, rapportés par les Parties (Q33) (Tout/entier= ● ; en partie = ○).

Partie	Système établi
Afrique du Sud	●
Albanie	○
Algérie	○
Allemagne	●
Belgique	●
Bénin	○
Bulgarie	●
Burundi	○
Chypre	●
Côte d'Ivoire	○
Croatie	●
Danemark	●
Djibouti	○
Égypte	●
Espagne	●
Estonie	●
Eswatini	○
Éthiopie	○
Finlande	●
France	●
Géorgie	○
Ghana	○
Guinée Bissau	○
Hongrie	●
Israël	●
Italie	●
Kenya	●

Partie	Système établi
Lettonie	●
Liban	●
Libye	●
Luxembourg	●
Macédoine, ARY	●
Mali	●
Maroc	●
Maurice	○
Niger	○
Norvège	●
Ouganda	●
Pays-Bas	●
Portugal	○
République de Moldova	●
République Tchèque	●
Roumanie	●
Royaume-Uni	○
Sénégal	●
Slovaquie	●
Slovénie	●
Soudan	○
Suède	●
Suisse	●
Syrie	○
Tunisie	○
Ukraine	●

Tableau 19. Réponses des Parties concernant les mesures en place pour réduire/éliminer les prélèvements illégaux et l'efficacité de ces mesures (Q35) (oui = ● ; non = ○ ; haute = ↑ ; modérée = ↗ ; faible = ↓ ; non applicable = N/A).

Partie	Mesures en place pour réduire/éliminer les prélèvements illégaux	Efficacité des mesures pour réduire/éliminer les prélèvements illégaux
Afrique du Sud	●	↑
Albanie	●	↓
Algérie	●	↗
Allemagne	●	↑
Belgique	●	↑
Bénin	●	↓
Bulgarie	●	↓
Burundi	●	↗
Chypre	●	↗
Côte d'Ivoire	●	↗
Croatie	●	↑
Danemark	●	↑
Djibouti	●	↗
Égypte	●	↓
Espagne	●	↑
Estonie	●	↗
Eswatini	●	↗
Éthiopie	●	↗
Finlande	●	↑
France	●	↑
Géorgie	●	↗
Ghana	●	↓
Guinée Bissau	●	↑
Hongrie	●	↑
Israël	●	↑
Italie	●	↗
Kenya	●	↑
Lettonie	●	↑
Liban	●	↓
Libye	●	↓
Luxembourg	○	N/A
Macédoine, ARY	●	↓
Mali	●	↗
Maroc	●	↗
Maurice	●	↑
République de Moldova	●	↗
Niger	●	↗
Norvège	●	↑
Ouganda	●	↗
Pays-Bas	●	↗
Portugal	●	↗
République Tchèque	●	↑
Roumanie	●	↗
Royaume-Uni	●	Autre
Sénégal	●	↗
Slovaquie	●	↗
Slovénie	●	↑
Soudan	●	↗
Suède	●	↗
Suisse	●	↑
Syrie	●	↓
Tunisie	●	↓
Ukraine	●	↗

Tableau 20. Réponses des Parties quant à savoir si elles considèrent les bonnes pratiques et les codes de conduite juridiquement contraignants comme une priorité, si les codes ou normes juridiquement contraignants sont en place, et ce qu'ils couvrent (Q36) (oui = ● ; non = ○ ; pas de réponse = '-'; couverte par les codes/normes = ✓).

Partie	Priorité	En place	Plans de gestion de la chasse	Test d'aptitude	Affiliation au Club	Autres
Afrique du Sud	●	○				
Albanie	○	-				
Algérie	●	●	✓	✓	✓	
Allemagne	●	●	✓	✓	✓	✓
Belgique	●	●	✓	✓		✓
Bénin	●	●	✓			✓
Bulgarie	○	-				
Burundi	○	-				
Chypre	●	●		✓		
Côte d'Ivoire	●	●	✓			✓
Croatie	●	●	✓	✓	✓	
Danemark	●	●		✓		✓
Djibouti	●	●		✓		✓
Égypte	●	○				
Espagne	-	-				
Estonie	●	○				
Eswatini	○	-				
Éthiopie	●	●		✓		
Finlande	●	●	✓	✓	✓	✓
France	○	-				
Géorgie	○	-				
Ghana	○	-				
Guinée Bissau	●	●				✓
Hongrie	●	●		✓	✓	✓
Israël	○	-				
Italie	○	-				
Kenya	●	-				✓
Lettonie	●	●		✓		
Liban	●	●		✓		
Libye	○	-				
Luxembourg	●	○				
Macédoine, ARY	○	-				
Mali	●	○				
Maroc	●	●	✓	✓	✓	✓
Maurice	○	-				
Niger	●	○				
Norvège	●	●	✓	✓		✓
Ouganda	●	●	✓	✓	✓	✓
Pays-Bas	●	●	✓	✓	✓	✓
Portugal	●	●	✓	✓	✓	✓
République de Moldova	○	-				
République Tchèque	○	-				
Roumanie	●	●	✓	✓	✓	✓
Royaume-Uni	-	-				
Sénégal	●	●	✓			
Slovaquie	●	●	✓	✓	✓	✓
Slovénie	○	-				
Soudan	○	-				
Suède	●	●		✓		✓
Suisse	●	●		✓		✓
Syrie	●	●		✓	✓	✓
Tunisie	●	○				
Ukraine	○	-				

Tableau 21. Réponses des Parties concernant l'introduction de restrictions sur l'utilisation des plombs de pêche (Q38) (oui = ● ; non = ○ ; pas de réponse = '-').

Partie	Restrictions sur l'utilisation des plombs de pêche
Afrique du Sud	○
Albanie	○
Algérie	●
Allemagne	○
Belgique	○
Bénin	●
Bulgarie	○
Burundi	●
Chypre	○
Côte d'Ivoire	○
Croatie	○
Danemark	●
Djibouti	○
Égypte	●
Espagne	○
Estonie	○
Eswatini	○
Éthiopie	○
Finlande	○
France	○
Géorgie	○
Ghana	○
Guinée Bissau	○
Hongrie	○
Israël	○
Italie	○
Kenya	-
Lettonie	○
Liban	○
Libye	○
Luxembourg	○
Macédoine, ARY	○
Mali	○
Maroc	○
Maurice	○
Niger	○
Norvège	○
Ouganda	○
Pays-Bas	○
Portugal	○
République de Moldova	○
République Tchèque	○
Roumanie	○
Royaume-Uni	●
Sénégal	●
Slovaquie	○
Slovénie	○
Soudan	○
Suède	○
Suisse	○
Syrie	○
Tunisie	○
Ukraine	○

Tableau 22. Réponses des Parties concernant la législation qui prévoit des EES/EIE pour les activités ayant potentiellement une incidence négative sur les habitats naturels ou les animaux sauvages (Q39) (en place et mis en œuvre = ● ; en place mais pas mis en œuvre = ■ ; en développement = ○ ; non = ○ ; pas de réponse = '-').

Partie	Système établi
Afrique du Sud	●
Albanie	●
Algérie	●
Allemagne	●
Belgique	●
Bénin	●
Bulgarie	●
Burundi	●
Chypre	●
Côte d'Ivoire	●
Croatie	●
Danemark	●
Djibouti	●
Égypte	●
Espagne	●
Estonie	●
Eswatini	●
Éthiopie	●
Finlande	●
France	●
Géorgie	○
Ghana	●
Guinée Bissau	●
Hongrie	●
Israël	●
Italie	●
Kenya	●

Partie	Système établi
Lettonie	●
Liban	●
Libye	□
Luxembourg	●
Macédoine, ARY	○
Mali	●
Maroc	●
Maurice	●
Niger	●
Norvège	●
Ouganda	●
Pays-Bas	●
Portugal	■
République de Moldova	■
République Tchèque	●
Roumanie	●
Royaume-Uni	●
Sénégal	●
Slovaquie	●
Slovénie	●
Soudan	●
Suède	●
Suisse	○
Syrie	●
Tunisie	■
Ukraine	●

Tableau 23. Réponses des Parties concernant l'utilisation des EES/EIE pour tous projets pertinents pour évaluer l'impact des projets sur les espèces d'oiseaux d'eau migratoires figurant au Tableau 1 et/ou des habitats/sites dont ils dépendent (Q40) (oui, tous projets proposés = ● ; partiellement (certains projets uniquement) = ■ ; non (aucun) = ○ ; pas de réponse = '-').

Partie	EES/EIE utilisés
Afrique du Sud	●
Albanie	●
Algérie	●
Allemagne	●
Belgique	●
Bénin	■
Bulgarie	●
Burundi	●
Chypre	●
Côte d'Ivoire	■
Croatie	●
Danemark	●
Djibouti	●
Égypte	●
Espagne	●
Estonie	●
Eswatini	●
Éthiopie	●
Finlande	●
France	●
Géorgie	●
Ghana	■
Guinée Bissau	○
Hongrie	●

Partie	EES/EIE utilisés
Israël	●
Italie	●
Kenya	●
Lettonie	●
Liban	■
Libye	●
Luxembourg	■
Macédoine, ARY	○
Mali	●
Maroc	●
Maurice	●
Niger	■
Norvège	●
Ouganda	●
Pays-Bas	●
Portugal	●
République de Moldova	○
République Tchèque	■
Roumanie	●
Royaume-Uni	●
Sénégal	■
Slovaquie	●
Slovénie	●
Soudan	●
Suède	●
Suisse	●
Syrie	●
Tunisie	■
Ukraine	●

Tableau 24. Réponses des Parties concernant la consultation régulière des parties prenantes concernées afin de surveiller conjointement les impacts des lignes électriques sur les oiseaux d'eau et de convenir d'une politique d'action commune (Q42.1) ; l'établissement de données de base sur les oiseaux d'eau le plus tôt possible dans la planification des projets de lignes électriques sur une période d'au moins cinq ans, en accordant une attention particulière sur les espèces connues pour être vulnérables (Q42.2) ; et, le cas échéant, si des efforts ont été faits pour éviter les risques (Q42.3) ; la désignation de l'emplacement, du parcours et de la direction de nouvelles lignes électriques, basée sur les cartes nationales (Q42.4) ; l'évitement des principales voies de migration et des habitats importants où la construction est susceptible d'avoir des effets significatifs sur les oiseaux d'eau (Q42.5) ; l'utilisation de conceptions sûres pour les oiseaux dans la construction de nouvelles infrastructures d'énergie, y compris les mesures visant à réduire l'électrocution et les collisions (Q42.6) ; l'identification des lignes électriques existantes causant des taux élevés de blessures et/ou mortalité due à l'électrocution et/ou collision (Q42.7) ; la modification des tronçons de lignes électriques causant ces blessures/mortalités en priorité (Q42.8) ; le suivi et l'évaluation réguliers de l'impact des lignes électriques sur les populations d'oiseaux d'eau à l'échelle nationale (Q42.9) ; et de l'efficacité des mesures d'atténuation afin de minimiser l'impact (Q42.10) ; et l'inclusion de mesures contenues dans la Résolution 5.11. dans les SPANB et la législation pertinente (Q42.11) (oui = ● ; partiellement = ■ ; en cours d'identification = □ ; non = ○ ; pas de réponse = '-'; non applicable = 'N/A').

Partie	Q42.1	Q42.2	Q42.3	Q42.4	Q42.5	Q42.6	Q42.7	Q42.8	Q42.9	Q42.10	Q42.11
Afrique du Sud	●	●	N/A	●	●	●	●	●	●	●	○
Albanie	●	●	-	■	-	■	■	-	■	-	○
Algérie	■	●	●	●	●	●	■	N/A	●	N/A	○
Allemagne	●	●	●	●	●	●	●	■	■	○	●
Belgique	●	●	●	●	N/A	●	●	■	■	■	○
Bénin	○	○	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bulgarie	○	●	-	●	-	-	●	-	-	-	-
Burundi	■	○	○	○	○	○	○	○	○	○	●
Chypre	●	○	N/A	-	N/A	○	●	■	○	○	-
Côte d'Ivoire	●	○	○	-	N/A	○	○	○	●	N/A	-
Croatie	■	●	●	●	●	■	○	■	○	■	●
Danemark	■	■	N/A	■	●	●	■	N/A	■	-	○
Djibouti	■	■	■	■	■	■	■	■	○	○	○
Égypte	■	■	●	●	■	●	○	■	○	○	○
Espagne	■	●	■	●	■	●	■	●	■	■	○
Estonie	■	■	N/A	●	●	●	■	■	■	■	○
Eswatini	●	■	■	●	●	■	□	○	○	N/A	●
Éthiopie	●	●	●	●	-	■	□	●	●	●	●
Finlande	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●
France	●	■	●	■	■	●	■	■	■	●	●
Géorgie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Partie	Q42.1	Q42.2	Q42.3	Q42.4	Q42.5	Q42.6	Q42.7	Q42.8	Q42.9	Q42.10	Q42.11
Ghana	■	■	○	○	●	■	○	■	■	○	●
Guinée Bissau	●	●	○	■	■	○	○	■	○	○	-
Hongrie	●	■	●	●	●	●	●	●	■	■	○
Israël	●	●	●	●	●	●	●	■	■	■	○
Italie	●	■	■	●	●	●	●	■	■	■	○
Kenya	●	●	●	●	●	●	■	■	■	■	●
Lettonie	●	■	N/A	●	●	●	●	N/A	○	○	○
Liban	■	■	■	●	■	●	○	N/A	○	○	●
Libye	●	■	-	■	-	■	■	-	■	-	○
Luxembourg	■	●	●	●	●	●	■	●	■	■	●
Macédoine, ARY	○	○	N/A	○	○	●	○	○	○	○	○
Mali	■	■	-	■	-	■	■	-	■	-	○
Maroc	●	●	■	●	●	○	■	N/A	■	N/A	●
Maurice	○	○	-	○	N/A	○	○	N/A	○	N/A	○
Niger	○	○	N/A	○	○	○	○	○	○	○	○
Norvège	■	■	●	●	○	●	●	●	■	○	○
Ouganda	■	■	●	■	●	■	■	○	■	■	○
Pays-Bas	■	●	●	●	●	●	●	●	■	■	●
Portugal	●	●	●	■	■	●	●	●	●	●	●
République de Moldova	●	■	-	-	-	■	■	-	■	-	-
République Tchèque	■	■	■	■	●	●	●	■	■	■	●
Roumanie	●	●	●	●	●	●	■	■	■	○	●
Royaume-Uni	■	○	-	■	■	●	■	●	■	-	○
Sénégal	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Slovaquie	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●
Slovénie	■	●	●	●	●	●	●	N/A	■	■	○
Soudan	●	■	■	●	●	●	●	■	○	-	○
Suède	■	■	●	●	●	●	○	○	■	○	○
Suisse	○	●	●	●	●	●	■	■	○	○	●
Syrie	■	■	N/A	■	■	■	■	N/A	■	○	●

Partie	Q42.1	Q42.2	Q42.3	Q42.4	Q42.5	Q42.6	Q42.7	Q42.8	Q42.9	Q42.10	Q42.11
Tunisie	■	■	-	■	○	●	■	-	■	○	-
Ukraine	●	■	-	●	-	●	■	-	■	-	●

Tableau 25. Réponses des Parties concernant la mise en œuvre de la Résolution 5.16 sur les Énergies renouvelables et les oiseaux d'eau migrateurs (Q44.1, Q44.3, Q44.4, Q44.6, Q44.7) (oui = ● ; non = ○ ; pas de réponse = '-'; non applicable = N/A).

	Q44.1	Q44.3	Q44.4.	Q44.6.	Q.44.7.
Partie	Cartographie nationale des zones sensibles	Surveillance post-construction	Compensation pour les dommages à la biodiversité	Mesures pour évaluer, identifier et réduire les impacts négatifs potentiels de la production de biodiesel	Mesures contenues dans la Résolution 5.11 dans les SPANB
Afrique du Sud	○	●	●	○	○
Albanie	-	○	○	○	○
Algérie	○	○	○	○	○
Allemagne	●	●	●	○	●
Belgique	●	●	●	○	●
Bénin	-	-	-	-	-
Bulgarie	-	●	-	-	-
Burundi	●	○	○	○	●
Chypre	●	○	○	N/A	-
Côte d'Ivoire	●	N/A	N/A	○	-
Croatie	●	●	N/A	○	○
Danemark	-	●	○	N/A	○
Djibouti	○	○	○	○	○
Égypte	●	●	●	○	●
Espagne	●	●	●	N/A	○
Estonie	●	●	N/A	●	○
Eswatini	●	●	○	N/A	●
Éthiopie	●	●	○	○	●
Finlande	-	●	○	-	●
France	●	●	●	●	●
Géorgie	-	-	-	-	-

	Q44.1	Q44.3	Q44.4.	Q44.6.	Q.44.7.
Partie	Cartographie nationale des zones sensibles	Surveillance post-construction	Compensation pour les dommages à la biodiversité	Mesures pour évaluer, identifier et réduire les impacts négatifs potentiels de la production de biodiesel	Mesures contenues dans la Résolution 5.11 dans les SPANB
Ghana	○	○	○	N/A	○
Guinée Bissau	●	○	●	○	-
Hongrie	●	●	N/A	N/A	○
Israël	●	●	○	○	○
Italie	○	○	N/A	N/A	●
Kenya	●	●	N/A	N/A	●
Lettonie	●	○	○	N/A	○
Liban	●	N/A	N/A	●	●
Libye	-	N/A	N/A	N/A	○
Luxembourg	●	●	N/A	○	○
Macédoine, ARY	○	○	○	○	○
Mali	-	○	○	○	○
Maroc	●	●	N/A	○	●
Maurice	●	●	N/A	N/A	○
Niger	○	N/A	N/A	○	○
Norvège	●	●	N/A	○	●
Ouganda	●	●	●	○	●
Pays-Bas	●	●	N/A	○	○
Portugal	●	●	○	-	●
République de Moldova	-	○	○	N/A	-
République Tchèque	●	○	○	○	●
Roumanie	●	●	○	○	●
Royaume-Uni	-	●	○	○	○
Sénégal	-	-	-	○	-
Slovaquie	●	●	●	N/A	●
Slovénie	●	●	N/A	○	●
Soudan	-	○	○	N/A	●

	Q44.1	Q44.3	Q44.4.	Q44.6.	Q.44.7.
Partie	Cartographie nationale des zones sensibles	Surveillance post-construction	Compensation pour les dommages à la biodiversité	Mesures pour évaluer, identifier et réduire les impacts négatifs potentiels de la production de biodiesel	Mesures contenues dans la Résolution 5.11 dans les SPANB
Suède	•	○	•	○	○
Suisse	•	○	•	○	•
Syrie	•	-	○	○	○
Tunisie	-	•	-	N/A	-
Ukraine	-	○	○	○	•

Tableau 26. Réponses des Parties concernant les risques des prises accidentelles d'oiseaux d'eau dans les équipements de pêche (Q46); et si des mesures ont été adoptées/appliquées pour réduire les captures accidentelles d'oiseaux de mer et combattre les pratiques de pêche INN (Q47) (oui = ● ; non = ○ ; aucune information disponible = NIA ; non applicable = n/a ; pas de réponse = '-').

Partie	Q46 Prises accidentelles d'oiseaux d'eau dans les équipements de pêche	Q47 Adoption/application de mesures pour réduire les captures accidentelles d'oiseaux de mer et combattre les pratiques de pêche INN
Afrique du Sud	●	●
Albanie	NIA	○
Algérie	●	●
Allemagne	●	●
Belgique	NIA	●
Bénin	-	-
Bulgarie	NIA	○
Burundi	●	●
Chypre	NIA	n/a
Côte d'Ivoire	●	●
Croatie	●	n/a
Danemark	●	n/a
Djibouti	○	○
Égypte	●	○
Espagne	●	●
Estonie	●	●
Eswatini	○	n/a
Éthiopie	NIA	○
Finlande	NIA	●
France	●	●
Géorgie	○	n/a
Ghana	NIA	○
Guinée Bissau	NIA	●
Hongrie	n/a	n/a
Israël	n/a	n/a
Italie	●	○
Kenya	○	○
Lettonie	●	●
Liban	●	●
Libye	NIA	n/a
Luxembourg	n/a	n/a
Macédoine, ARY	n/a	n/a
Mali	●	n/a
Maroc	NIA	○
Maurice	NIA	○
Niger	NIA	n/a
Norvège	●	●
Ouganda	NIA	○
Pays-Bas	●	●
Portugal	○	●
République de Moldova	NIA	n/a
République Tchèque	n/a	n/a
Roumanie	●	●
Royaume-Uni	●	●
Sénégal	●	●
Slovaquie	n/a	n/a
Slovénie	○	●
Soudan	○	○
Suède	●	○
Suisse	●	n/a
Syrie	n/a	n/a
Tunisie	●	○
Ukraine	●	●

Tableau 27. Réponses des Parties concernant la mise en œuvre de la Résolution 5.12 sur les effets indésirables des produits agrochimiques sur les oiseaux d'eau migrateurs d'Afrique (Q48.1-4, applicable seulement pour les Parties contractantes en Afrique) (oui = ● (ou 'oui et en cours de mise en œuvre' pour Q.48.1) ; non = ○ ; pas de réponse = '-').

	Q48.1	Q48.2	Q48.3	Q48.4
Partie	Développement et mise en œuvre de réglementations sur le commerce et l'application de composés agrochimiques	Prise en compte de fuites provenant de l'agriculture et affectant les écosystèmes aquatiques	Mesures prises pour contrôler ou réduire l'utilisation d'avicides	Mise en œuvre des activités d'éducation et de formation sur la bonne utilisation de produits agrochimiques
Afrique du Sud	●	●	●	●
Algérie	●	●	○	○
Bénin	○	-	●	●
Burundi	●	●	●	●
Côte d'Ivoire	-	-	-	-
Djibouti	○	○	○	○
Égypte	○	●	○	○
Eswatini	●	●	●	●
Éthiopie	●	●	●	●
Ghana	○	○	-	-
Guinée Bissau	○	●	●	●
Kenya	●	●	●	●
Libye	○	○	-	-
Mali	●	●	●	●
Maroc	●	○	○	○
Maurice	○	-	-	-
Niger	○	○	○	○
Ouganda	●	●	●	●
Sénégal	-	-	-	-
Soudan	-	●	○	○
Tunisie	●	●	●	●

Tableau 28. Réponses des Parties avec des programmes de surveillance des oiseaux d'eau sur la période couverte par les programmes et dans quelle mesure, par Partie (Q49) (entièrement = ● ; partiellement = ■ ; pas de programme = ○ ; pas de réponse = -).

Partie	Période de reproduction	Période de passage/migration	Période hors reproduction/hiver
Afrique du Sud	■	■	■
Albanie	●	○	●
Algérie	●	●	●
Allemagne	■	■	●
Belgique	●	●	●
Bénin	○	○	○
Bulgarie	○	○	●
Burundi	○	○	○
Chypre	●	●	●
Côte d'Ivoire	-	■	■
Croatie	■	■	■
Danemark	■	■	■
Djibouti	○	○	○
Égypte	■	■	■
Espagne	■	■	■
Estonie	■	■	■
Eswatini	○	○	○
Éthiopie	■	●	■
Finlande	■	■	■
France	■	■	●
Géorgie	○	○	○
Ghana	○	○	○
Guinée Bissau	■	■	-
Hongrie	■	■	■
Israël	■	■	●
Italie	■	■	●
Kenya	■	●	-
Lettonie	■	■	■
Liban	○	○	○
Libye	●	■	●
Luxembourg	■	■	■
Macédoine, ARY	○	○	○
Mali	-	-	-
Maroc	○	■	●
Maurice	○	●	●
Niger	■	■	■
Norvège	●	■	●
Ouganda	-	-	-
Pays-Bas	●	●	●
Portugal	-	-	-
République de Moldova	■	■	■
République Tchèque	■	■	●
Roumanie	●	●	●
Royaume-Uni	■	■	■
Sénégal	●	●	●
Slovaquie	■	■	●
Slovénie	■	■	■
Soudan	-	-	-
Suède	■	■	■
Suisse	●	●	●
Syrie	■	■	■
Tunisie	■	●	■
Ukraine	■	■	■

Tableau 29. Réponses des Parties concernant la fourniture d'un soutien, technique ou financier, aux autres Parties ou États de l'aire de répartition pour la conception de systèmes adéquats de surveillance et le développement de leur capacité à recueillir des données fiables sur les populations d'oiseaux d'eau (Q50) (oui = ● ; soutien en considération = □ ; non = ○ ; pas de réponse = '-').

Partie	Soutien fourni aux autres Parties
Afrique du Sud	●
Albanie	●
Algérie	○
Allemagne	●
Belgique	○
Bénin	○
Bulgarie	○
Burundi	○
Chypre	○
Côte d'Ivoire	○
Croatie	○
Danemark	○
Djibouti	○
Égypte	○
Espagne	○
Estonie	●
Eswatini	○
Éthiopie	○
Finlande	○
France	●
Géorgie	-
Ghana	●
Guinée Bissau	-
Hongrie	○
Israël	○
Italie	○
Kenya	○
Lettonie	○
Liban	○
Libye	□
Luxembourg	○
Macédoine, ARY	○
Mali	○
Maroc	○
Maurice	○
Niger	○
Norvège	●
Ouganda	○
Pays-Bas	●
Portugal	-
République de Moldova	-
République Tchèque	○
Roumanie	○
Royaume-Uni	●
Sénégal	-
Slovaquie	○
Slovénie	○
Soudan	○
Suède	○
Suisse	●
Syrie	○
Tunisie	●
Ukraine	○

Tableau 30. Réponses des Parties sur la mise en place de programmes de recherche dans leur pays au cours des 5 dernières années pour répondre aux priorités de conservation des oiseaux d'eau, conformément aux stratégies/plans de l'AEWA (Q52) et les Parties fournissant des références sur la recherche sur les oiseaux d'eau et leur conservation qui a été entreprise ou publiée au cours de la dernière période triennale (Q53) (oui = ● ; non = ○ ; pas de réponse = '-').

Partie	Nouveaux programmes de recherché établis	Références données sur toute recherche entreprise/publiée
Afrique du Sud	●	●
Albanie	●	●
Algérie	●	●
Allemagne	●	●
Belgique	○	●
Bénin	●	○
Bulgarie	○	●
Burundi	○	○
Chypre	○	●
Côte d'Ivoire	-	○
Croatie	●	●
Danemark	●	●
Djibouti	○	○
Égypte	●	●
Espagne	●	●
Estonie	●	●
Eswatini	●	○
Éthiopie	●	●
Finlande	●	●
France	●	●
Géorgie	-	●
Ghana	○	○
Guinée Bissau	-	○
Hongrie	●	●
Israël	○	●
Italie	●	●
Kenya	●	●
Lettonie	○	●

Partie	Nouveaux programmes de recherché établis	Références données sur toute recherche entreprise/publiée
Liban	●	●
Libye	●	●
Luxembourg	●	●
Macédoine, ARY	○	○
Mali	-	●
Maroc	●	●
Maurice	●	○
Niger	●	○
Norvège	●	●
Ouganda	●	●
Pays-Bas	●	●
Portugal	-	○
République de Moldova	-	●
République Tchèque	●	●
Roumanie	●	○
Royaume-Uni	●	●
Sénégal	●	●
Slovaquie	●	●
Slovénie	○	●
Soudan	○	●
Suède	●	●
Suisse	●	●
Syrie	●	●
Tunisie	●	○
Ukraine	●	●

Tableau 31. Réponses des Parties concernant la fourniture par les gouvernements de fonds et/ou d'un soutien logistique pour le Recensement international des oiseaux d'eau au niveau international ou national (Q54) (oui = ● ; non = ○ ; pas de réponse = '-').

Partie	Soutien national	Soutien International
Afrique du Sud	●	○
Albanie	●	●
Algérie	●	●
Allemagne	●	●
Macédoine, ARY	○	○
Belgique	●	○
Bénin	●	-
Bulgarie	●	○
Burundi	○	○
Chypre	●	○
Côte d'Ivoire	●	○
Croatie	●	○
Danemark	●	●
Djibouti	○	○
Égypte	○	○
Espagne	●	○
Estonie	●	●
Eswatini	●	○
Éthiopie	●	○
Finlande	●	○
France	●	●
Géorgie	○	○
Ghana	○	○
Guinée Bissau	-	-
Hongrie	●	○
Israël	●	○
Italie	●	○

Partie	Soutien national	Soutien International
Kenya	●	○
Lettonie	○	○
Liban	○	○
Libye	●	○
Luxembourg	●	○
Mali	○	○
Maroc	●	●
Maurice	●	-
République de Moldova	-	-
Niger	○	○
Norvège	●	●
Ouganda	○	○
Pays-Bas	●	●
Portugal	-	-
République Tchèque	○	○
Roumanie	●	●
Royaume-Uni	●	●
Sénégal	●	●
Slovaquie	●	○
Slovénie	●	○
Soudan	●	●
Suède	●	○
Suisse	●	●
Syrie	○	○
Tunisie	●	○
Ukraine	●	●

Tableau 32. Réponses des Parties concernant la recherche sur l'impact des plombs de pêche sur les oiseaux d'eau dans leur pays (Q56) et s'ils prévoient de telles recherches (oui = ● ; non = ○ ; pas de réponse = '-').

Partie	Recherche entreprise	Recherche prévue
Afrique du Sud	○	●
Albanie	○	○
Algérie	○	○
Allemagne	○	○
Belgique	○	○
Bénin	-	-
Bulgarie	○	○
Burundi	○	○
Chypre	○	○
Côte d'Ivoire	○	○
Croatie	○	○
Danemark	○	○
Djibouti	○	○
Égypte	○	○
Espagne	-	-
Estonie	○	○
Eswatini	○	●
Éthiopie	○	●
Finlande	○	○
France	○	●
Géorgie	-	-
Ghana	○	○
Guinée Bissau	-	-
Hongrie	○	○
Israël	○	-
Italie	○	○
Kenya	○	●
Lettonie	○	○
Liban	○	○
Libye	○	○
Luxembourg	○	○
Macédoine, ARY	○	●
Mali	○	○
Maroc	○	○
Maurice	○	○
Niger	○	○
Norvège	○	○
Ouganda	○	○
Pays-Bas	○	○
Portugal	-	-
République de Moldova	○	-
République Tchèque	○	○
Roumanie	●	-
Royaume-Uni	●	-
Sénégal	-	-
Slovaquie	○	●
Slovénie	○	○
Soudan	○	○
Suède	○	○
Suisse	○	○
Syrie	○	●
Tunisie	○	○
Ukraine	○	○

Tableau 33. Réponses des Parties sur les programmes de sensibilisation et de compréhension sur la conservation des oiseaux d'eau et sur l'AEWA développés et mis en œuvre (Q57) (oui, mis en œuvre = ● ; en développement = ■ ; non = ○ ; autre = ◇ ; pas de réponse = '-').

Partie	Programme mis en œuvre
Afrique du Sud	○
Albanie	●
Algérie	●
Allemagne	●
Belgique	●
Bénin	○
Bulgarie	○
Burundi	○
Chypre	●
Côte d'Ivoire	◇
Croatie	○
Danemark	○
Djibouti	○
Égypte	○
Espagne	●
Estonie	◇
Eswatini	○
Éthiopie	◇
Finlande	●
France	●
Géorgie	○
Ghana	●
Guinée Bissau	■
Hongrie	●
Israël	○
Italie	◇
Kenya	●

Partie	Programme mis en œuvre
Lettonie	○
Liban	●
Libye	●
Luxembourg	●
Macédoine, ARY	○
Mali	-
Maroc	●
Maurice	■
Niger	●
Norvège	◇
Ouganda	○
Pays-Bas	●
Portugal	○
République de Moldova	●
République Tchèque	■
Roumanie	●
Royaume-Uni	◇
Sénégal	●
Slovaquie	■
Slovénie	●
Soudan	●
Suède	◇
Suisse	◇
Syrie	●
Tunisie	●
Ukraine	◇

Tableau 34. Réponses des Parties sur la nomination d'un point focal national de l'AEWA pour la Communication, éducation et sensibilisation du public (CESP) (Q58) ; pour les répondants « oui » à la Q58 : si le point focal national CESP fait partie du gouvernement ou du secteur non gouvernemental ; si le point focal CESP de l'AEWA a commencé à coordonner la mise en œuvre nationale de la stratégie de communication ; description des Parties de la coopération entre le point focal CESP de l'AEWA désigné et le point focal CESP de Ramsar (oui = ● ; non = ○ ; pas de réponse = ' ' ; Gouvernement = > ; Non-gouvernemental = ^).

Partie	Point Focal CESP nommé	Gouvernement ou secteur non-gouvernemental	Mise en œuvre de la Stratégie de Communication	Niveau de coopération
Afrique du Sud	●	^	○	Moyenne
Albanie	○			
Algérie	●	>	●	Très étroite
Allemagne	●	>	○	Moyenne
Belgique	○			
Bénin	●	>	○	Très étroite
Bulgarie	○			
Burundi	●	>	○	Moyenne
Chypre	○			
Côte d'Ivoire	●	>	●	Très étroite
Croatie	○			
Danemark	○			
Djibouti	○			
Égypte	●	>	○	Moyenne
Espagne	○			
Estonie	○			
Eswatini	○			
Éthiopie	○			
Finlande	○			
France	○			
Géorgie	-			
Ghana	●	>	●	Très étroite
Guinée Bissau	●	>	●	Très étroite
Hongrie	●	>	○	Très étroite
Israël	○			
Italie	○			
Kenya	●	>	○	Très étroite
Lettonie	○			
Liban	○			
Libye	○			
Luxembourg	●	>	●	Même personne
Macédoine, ARY	●	^	○	Très étroite
Mali	-			
Maroc	●	>	○	Très étroite
Maurice	●	>	○	-
Niger	●	>	○	Très étroite
Norvège	○			
Ouganda	●	>	○	Moyenne
Pays-Bas	●	>	○	Aucune
Portugal	○			
République de Moldova	●	>	●	Moyenne
République Tchèque	○			
Roumanie	●	>	●	Très étroite
Royaume-Uni	○			
Sénégal	-			
Slovaquie	●	>	●	Même personne
Slovénie	○			
Soudan	●	^	●	Très étroite
Suède	○			
Suisse	●	>	●	Même personne
Syrie	○			
Tunisie	●	>	-	-
Ukraine	●	^	○	Moyenne

Tableau 35. Réponses des Parties quant à savoir si des mesures ont été prises pour mettre en œuvre les dispositions relatives à « l'éducation et à l'information » dans le Plan d'action de l'AEWA au cours de la dernière période triennale (Q59) (oui = ●; non = ○ ; pas de réponse = '-').

Partie	Mesures prises
Afrique du Sud	●
Albanie	○
Algérie	●
Allemagne	○
Belgique	●
Bénin	●
Bulgarie	○
Burundi	○
Chypre	○
Côte d'Ivoire	●
Croatie	○
Danemark	○
Djibouti	○
Égypte	○
Espagne	○
Estonie	●
Eswatini	●
Éthiopie	●
Finlande	●
France	○
Géorgie	-
Ghana	○
Guinée Bissau	●
Hongrie	○
Israël	○
Italie	●
Kenya	●
Lettonie	○
Liban	○
Libye	○
Luxembourg	○
Macédoine, ARY	○
Mali	-
Maroc	○
Maurice	-
Niger	○
Norvège	○
Ouganda	○
Pays-Bas	○
Portugal	○
République de Moldova	○
République Tchèque	○
Roumanie	●
Royaume-Uni	●
Sénégal	-
Slovaquie	●
Slovénie	●
Soudan	○
Suède	○
Suisse	●
Syrie	○
Tunisie	○
Ukraine	●

Tableau 36. Réponses des Parties, de celles ayant pris des mesures pour mettre en œuvre des provisions (n = 18, voir Tableau 35), quant à savoir si les programmes nationaux de formation ont été organisés pour le personnel chargé de mettre en œuvre l'AEWA (Q59a) (oui = ● ; non = ○ ; efficacité des mesures indiquées entre parenthèses : modérée = 2 ; haute = 3).

Partie	Programmes de formation organisés (efficacité perçue)
Afrique du Sud	○
Algérie	● (2)
Belgique	○
Bénin	○
Côte d'Ivoire	● (2)
Estonie	○
Eswatini	● (2)
Éthiopie	● (2)
Finlande	○
Guinée Bissau	● (2)
Italie	○
Kenya	● (2)
Roumanie	○
Royaume-Uni	○
Slovaquie	○
Slovénie	○
Suisse	● (3)
Ukraine	○

Tableau 37. Réponses des Parties, de celles ayant pris des mesures pour mettre en œuvre des provisions (n = 18, voir Tableau 35), quant à savoir si les programmes et matériaux de formation ont été développés en coopération avec d'autres Parties et/ou le Secrétariat de l'Accord (Q59b) (oui = ● ; non = ○ ; efficacité des mesures indiquées entre parenthèses : modérée = 2, modérée/ autre = 3, haute = 4). Dans tous les cas où 'autre' était sélectionné, aucun détail quant à la méthode de quantification de l'efficacité a été fourni.

Partie	Programmes et matériaux de formation développés (efficacité perçue)
Afrique du Sud	○
Algérie	○
Belgique	○
Bénin	○
Côte d'Ivoire	● (2)
Estonie	○
Eswatini	○
Éthiopie	● (3)
Finlande	○
Guinée Bissau	○
Italie	● (4)
Kenya	● (3)
Roumanie	● (2)
Royaume-Uni	○
Slovaquie	○
Slovénie	○
Suisse	○
Ukraine	● (2)

Tableau 38. Réponses des Parties, de celles ayant pris des mesures pour mettre en œuvre des provisions (n = 18, voir Tableau 35), quant à savoir si l'information et les ressources de formation relatives à l'AEWA ont été échangées avec d'autres Parties et/ou partagées avec le Secrétariat de l'Accord (Q59c) (oui = ● ; non = ○ ; pas de réponse = '-'; efficacité des mesures indiquées entre parenthèses : modérée = 2 ; modérée/autre= 3 ; autre = 0). Dans tous les cas où 'autre' était sélectionné, aucun détail quant à la méthode de quantification de l'efficacité a été fourni.

Partie	Ressources échangées (efficacité perçue)
Afrique du Sud	○
Algérie	○
Belgique	○
Bénin	○
Côte d'Ivoire	-
Estonie	○
Eswatini	○
Éthiopie	● (2)
Finlande	○
Guinée Bissau	○
Italie	○
Kenya	○
Roumanie	● (2)
Royaume-Uni	● (0)
Slovaquie	○
Slovénie	○
Suisse	○
Ukraine	● (3)

Tableau 39. Réponses des Parties, de celles ayant pris des mesures pour mettre en œuvre des provisions (n = 18, voir Tableau 35), quant à savoir si elles avaient mis en œuvre des campagnes de sensibilisation de la population à la conservation des populations figurant au Tableau 1 (Q59d) (oui= ● ; non= ○ ; pas de réponse = '-'; efficacité des mesures indiquées entre parenthèses : faible = 1 ; modérée= 2 ; modérée/autre = 3 ; haute = 4 ; haute/autre = 5 ; autre = 0). Dans tous les cas où 'autre' était sélectionné, aucun détail quant à la méthode de quantification de l'efficacité a été fourni.

Partie	Mise en œuvre de campagnes de sensibilisation (efficacité perçue)
Afrique du Sud	● (5)
Algérie	● (2)
Belgique	● (0)
Bénin	● (1)
Côte d'Ivoire	● (5)
Estonie	● (0)
Eswatini	○
Éthiopie	-
Finlande	● (2)
Guinée Bissau	● (5)
Italie	● (2)
Kenya	● (5)
Roumanie	● (2)
Royaume-Uni	● (0)
Slovaquie	● (4)
Slovénie	● (0)
Suisse	○
Ukraine	● (3)

Tableau 40. Réponses des parties à la question de savoir si des activités avaient été réalisées pour la Journée mondiale des oiseaux migrants (JMOM) au cours de la dernière période triennale (Q60) (oui = ● ; non = ○ ; pas de réponse = '-').

Partie	Journée célébrée
Afrique du Sud	●
Albanie	●
Algérie	●
Allemagne	●
Belgique	●
Bénin	●
Bulgarie	-
Burundi	●
Chypre	●
Côte d'Ivoire	●
Croatie	●
Danemark	○
Djibouti	○
Égypte	●
Espagne	○
Estonie	●
Eswatini	●
Éthiopie	●
Finlande	●
France	●
Géorgie	-
Ghana	●
Guinée Bissau	●
Hongrie	○
Israël	●
Italie	●
Kenya	●
Lettonie	●
Liban	●
Libye	●
Luxembourg	○
Macédoine, ARY	●
Mali	-
Maroc	●
Maurice	-
Niger	●
Norvège	●
Ouganda	○
Pays-Bas	●
Portugal	●
République de Moldova	●
République Tchèque	○
Roumanie	●
Royaume-Uni	○
Sénégal	●
Slovaquie	●
Slovénie	●
Soudan	●
Suède	●
Suisse	●
Syrie	●
Tunisie	●
Ukraine	●

Tableau 41. Réponses des Parties quant à savoir si un financement et/ou autre type de soutien a été fourni, le cas échéant (par ex. expertise, réseau, compétences et ressources) pour la mise en œuvre de la stratégie de communication de l'AEWA (Q61); pour les répondants « oui » à la Q61: si ce soutien financier a été à l'échelle nationale ou internationale; si les Parties ont fourni un financement ou un soutien envers la mise en œuvre des activités de communication prioritaires figurant dans le Plan stratégique 2009-2017 de l'AEWA (Résolution 5.5); si les Parties ont fourni un financement ou soutien au processus de révision de la stratégie de communication (oui = ●; non = ○; pas de réponse = '-').

Partie	Financement et/ou soutien fourni pour la mise en œuvre de la Stratégie de Communication de l'AEWA	Financement ou Soutien au niveau national ou international	Financement ou soutien fourni pour la mise en œuvre d'activités prioritaires de communication
Afrique du Sud	○		
Albanie	○		
Algérie	●	National	○
Allemagne	●	Les deux	○
Belgique	○		
Bénin	○		
Bulgarie	○		
Burundi	○		
Chypre	○		
Côte d'Ivoire	○		
Croatie	○		
Danemark	○		
Djibouti	○		
Égypte	○		
Espagne	○		
Estonie	●	Les deux	○
Eswatini	○		
Éthiopie	○		
Finlande	○		
France	○		
Géorgie	○		
Ghana	○		
Guinée Bissau	○		
Hongrie	●	National	○
Israël	○		
Italie	○		
Kenya	○		
Lettonie	○		
Liban	○		
Libye	○		
Luxembourg	●	Les deux	○
Macédoine, ARY	○		
Mali	○		
Maroc	○		
Maurice	-		
Niger	○		
Norvège	○		
Ouganda	○		
Pays-Bas	○		
Portugal	○		
République de Moldova	-		
République Tchèque	○		

Partie	Financement et/ou soutien fourni pour la mise en œuvre de la Stratégie de Communication de l'AEWA	Financement ou Soutien au niveau national ou international	Financement ou soutien fourni pour la mise en œuvre d'activités prioritaires de communication
Roumanie	○		
Royaume-Uni	○		
Sénégal	●	National	-
Slovaquie	○		
Slovénie	○		
Soudan	○		
Suède	○		
Suisse	●	International	●
Syrie	○		
Tunisie	●	Les deux	○
Ukraine	●	Les deux	○

Tableau 42. Réponses des Parties à la question de savoir si elles avaient envisagé/étaient intéressées par la mise en place d'un Centre régional d'échange d'informations sur l'AEWA (Q62) (oui, envisagé et est intéressée = ● ; oui, envisagé mais pas intéressé = ○ ; pas encore envisagé = ■ ; est en train d'envisager = ◇ ; pas de réponse = '-').

Partie	Intérêt pour accueillir un Centre Régional d'échange sur l'AEWA
Afrique du Sud	●
Albanie	■
Algérie	■
Allemagne	●
Belgique	■
Bénin	◇
Bulgarie	■
Burundi	■
Chypre	■
Côte d'Ivoire	■
Croatie	■
Danemark	■
Djibouti	●
Égypte	■
Espagne	■
Estonie	○
Eswatini	●
Éthiopie	●
Finlande	●
France	■
Géorgie	■
Ghana	●
Guinée Bissau	◇
Hongrie	■
Israël	■
Italie	■
Kenya	■

Partie	Intérêt pour accueillir un Centre Régional d'échange sur l'AEWA
Lettonie	■
Liban	■
Libye	■
Luxembourg	■
Macédoine, ARY	■
Mali	-
Maroc	●
Maurice	-
Niger	■
Norvège	■
Ouganda	■
Pays-Bas	■
Portugal	■
République de Moldova	■
République Tchèque	●
Roumanie	◇
Royaume-Uni	○
Sénégal	●
Slovaquie	◇
Slovénie	■
Soudan	■
Suède	■
Suisse	■
Syrie	■
Tunisie	■
Ukraine	■

Tableau 43. Réponse des Parties à la question de savoir si le personnel formé dans le cadre du Programme de formation des formateurs a dispensé une formation nationale sur la CESP au cours des trois dernières années - Applicable uniquement aux pays des régions où le Programme de formation de formateurs a eu lieu (Q63) (oui = ● ; non = ○ ; prévu = ■ ; autre = ◇ ; pas de réponse = '-').

Partie	Formation CESP conduite par du personnel formé
Afrique du Sud	○
Albanie	○
Algérie	○
Allemagne	◇
Belgique	○
Bénin	-
Bulgarie	○
Burundi	○
Chypre	○
Côte d'Ivoire	○
Croatie	○
Danemark	○
Djibouti	○
Égypte	○
Espagne	-
Estonie	○
Eswatini	■
Éthiopie	●
Finlande	○
France	○
Géorgie	○
Ghana	○
Guinée Bissau	■
Hongrie	○
Israël	○
Italie	○
Kenya	■

Partie	Formation CESP conduite par du personnel formé
Lettonie	○
Liban	○
Libye	◇
Luxembourg	◇
Macédoine, ARY	○
Mali	-
Maroc	◇
Maurice	-
Niger	○
Norvège	◇
Ouganda	○
Pays-Bas	○
Portugal	○
République de Moldova	○
République Tchèque	○
Roumanie	○
Royaume-Uni	○
Sénégal	○
Slovaquie	◇
Slovénie	○
Soudan	○
Suède	○
Suisse	○
Syrie	○
Tunisie	◇
Ukraine	-

Tableau 44. Réponses des Parties aux questions relatives à l'encouragement des Parties non contractantes à ratifier l'Accord (Q64) ; support/développement de projets de coopération internationale (Q65) ; jumelages avec d'autres pays (Q67) ; la coordination et l'engagement des agents responsables de l'AEWA avec le processus national pour mettre en œuvre le Plan stratégique de la CDB (Q68) ; l'inclusion de priorités AEWA dans les SPANB (Q69.1) et autres processus de planification stratégique (Q69.2) ; promotion de la pertinence de l'AEWA pour délivrer les Objectifs de Développement Durable (Q70) (oui = ● ; non = ○ ; pas de réponse = '-')

Partie	Q64 Parties non-contractantes approchées pour les encourager à ratifier l'Accord	Q65 Projets de coopération internationale pour la mise en œuvre de l'AEWA soutenus/développés	Q67 Jumelage de sites conclus ou envisagés avec d'autres pays	Q68 Les agents responsables de l'AEWA ont coordonné et engagé le processus national pour mettre en œuvre la CDB	Q69.1 Priorités de l'AEWA incluses dans le SPANB	Q69.2 Priorités de l'AEWA incluses dans d'autres processus de planification stratégique	Q70 Promotion de la pertinence de l'AEWA pour réaliser les ODD
Afrique du Sud	○	●	○	●	●	●	●
Albanie	○	○	●	●	●	○	○
Algérie	○	●	●	●	●	●	●
Allemagne	●	●	●	●	●	●	●
Belgique	○	●	●	●	●	●	●
Bénin	○	○	○	●	●	●	●
Bulgarie	○	○	○	●	○	-	-
Burundi	○	○	●	●	●	-	○
Chypre	○	○	○	○	-	-	-
Côte d'Ivoire	○	○	-	●	●	-	-
Croatie	○	○	○	●	●	○	●
Danemark	○	●	○	○	-	●	●
Djibouti	○	○	○	●	●	○	○
Égypte	○	●	○	●	●	●	●
Espagne	○	●	●	●	●	-	-
Estonie	○	○	○	●	●	-	-
Eswatini	○	○	●	●	●	●	●
Éthiopie	○	●	○	●	●	●	●
Finlande	○	●	●	●	●	●	●
France	●	●	●	●	●	●	●
Géorgie	○	○	-	-	-	-	-
Ghana	○	○	○	●	●	●	●
Guinée Bissau	○	○	●	●	●	-	○
Hongrie	●	●	●	●	●	●	●
Israël	○	○	○	●	○	●	●
Italie	○	○	○	●	●	○	○
Kenya	○	○	○	●	●	●	●
Lettonie	○	○	●	●	○	●	●
Liban	○	○	○	●	●	○	○
Libye	○	○	●	●	●	○	○

	Q64	Q65	Q67	Q68	Q69.1	Q69.2	Q70
Partie	Parties non-contractantes approchées pour les encourager à ratifier l'Accord	Projets de coopération internationale pour la mise en œuvre de l'AEWA soutenus/développés	Jumelage de sites conclus ou envisages avec d'autres pays	Les agents responsables de l'AEWA ont coordonné et engagé le processus national pour mettre en œuvre la CDB	Priorités de l'AEWA incluses dans le SPANB	Priorités de l'AEWA incluses dans d'autres processus de planification stratégique	Promotion de la pertinence de l'AEWA pour réaliser les ODD
Luxembourg	○	○	●	●	●	○	○
Macédoine, ARY	○	○	○	●	○	○	○
Mali	○	○	-	-	-	-	-
Maroc	○	○	○	●	●	●	-
Maurice	○	○	○	●	●	●	●
Niger	○	○	●	●	○	-	○
Norvège	○	●	●	●	●	●	○
Ouganda	○	●	●	●	●	●	●
Pays-Bas	○	●	●	●	○	●	○
Portugal	○	○	○	○	●	○	○
République de Moldova	-	-	●	-	●	-	-
République Tchèque	○	○	○	●	●	○	○
Roumanie	○	●	●	●	●	●	●
Royaume-Uni	○	○	●	●	-	-	-
Sénégal	○	○	-	●	●	-	●
Slovaquie	○	●	●	●	●	●	○
Slovénie	○	○	○	●	○	●	○
Soudan	○	●	●	●	●	●	●
Suède	○	○	●	●	●	●	○
Suisse	●	●	●	●	●	●	○
Syrie	○	○	○	●	●	-	-
Tunisie	○	●	●	●	-	-	-
Ukraine	○	●	○	●	-	-	-
Nbre. de Parties ayant répondu « oui »	4	20	26	47	39	27	22
Pourcentage des Parties ayant soumis un rapport (n=53)	8	38	49	89	74	51	42
Pourcentage de toutes les Parties contractantes (n=75)	5	27	35	63	52	36	29

Tableau 45. Résumé des projets de coopération internationale soutenus/développés par les Parties (Q65).

Partie	Projets de coopération internationale soutenus/développés
Afrique du Sud	Coordination du Programme pour la conservation des Grues en Afrique avec l'Association <i>Endangered Wildlife Trust</i> (EWT) et la Fondation internationale de la grue (ICF) ; encouragement des individus et des organisations à développer des activités de conservation et à promouvoir un usage durable et une gestion prudente des écosystèmes de prairies, de zones humides et du Karoo
Algérie	Plan de gestion pour la restauration et la réhabilitation des habitats des oiseaux d'eau du complexe de zones humides de Guerbes-Sanhadja, financé par le PNUD, le WWF et le gouvernement algérien
Allemagne	Projet d'initiative "Voie de migration de la Mer des Wadden"
Belgique	Budget alloué pour le PGIPE de l'Oie à bec court ; budget alloué pour développer le centre de données de la Plate-forme européenne de gestion des oies (EGMP) au titre de laquelle des PGIPE pour d'autres espèces d'oies sont développés
Danemark	Mise en œuvre du PAIPE pour l'Oie des moissons de la taïga et du PGIPE pour l'Oie à bec court au titre de l'EGMP ; financement du processus de planification du PGIPE pour l'Oie bernache
Égypte	Projet de réduction de la chasse illicite d'oiseaux sur le littoral égyptien méditerranéen ; Projet RESSOURCE : Renforcement de l'expertise sur les oiseaux et leur usage rationnel pour les communautés et leur environnement, pour une gestion intégrée des oiseaux d'eau migrateurs et des ressources des zones humides en Afrique subsaharienne
Espagne	Coopération internationale avec la Mauritanie et le Maroc pour restaurer et conserver plusieurs zones humides importantes sur le littoral atlantique
Éthiopie	Soutien à l'initiative de Wetlands International de création d'un réseau de sites résilients au climat sur la Voie de migration d'Afrique-Eurasie ; projet conjoint de conservation du Râle à miroir
Finlande	Soutien à la mise en œuvre du PAIPE pour l'Oie naine (10 000 EUR par an) ; Centre de données EGMP de l'AEWA (50 000 EUR sur 2016-2017).
France	Soutien à l'AI à travers la coopération entre l'Unité de Soutien Technique ONCFS/Tour du Valat et la Direction des parcs nationaux du Sénégal : formation de gestionnaires de bases de données et pour les recensements sur le terrain ; projet IWC-MED cofinancé par MAVA et le ministère de l'Écologie et du développement durable, et visant à aider les pays d'Afrique du Nord à coordonner le suivi des oiseaux d'eau ; Projet SPOVAN sur 5 ans : soutien à la formation et enquêtes de terrain au Soudan et en Égypte ; projet RESSOURCE-ZH, cofinancé par FFEM, la FAO et l'UE (montant total : 5M EUR) : soutien à la gestion et à la conservation des oiseaux d'eau et des zones humides en Afrique subsaharienne (Sénégal, Tchad et Égypte en 2016, élargi au Mali et au Soudan en 2017) – renforcement des connaissances, usage durable et surveillance des oiseaux d'eau, renforcement des capacités et de l'engagement des communautés, et renforcement des cadres juridiques et institutionnels concernant les oiseaux d'eau
Hongrie	Participation au projet international LIFE pour sauver la population européenne de l'Oie naine <i>Anser erythropus</i> ; projet Danube Parks ; IWC ; projet d'équiper des individus d'Oie des moissons <i>Anser fabalis</i> et d'Oie rieuse <i>Anser albifrons</i> de radio-télémetrie ; plusieurs projets INTERREG de restauration de l'habitat de zones humides transfrontières Finalisation du réseau de Zones de protection spéciale (système communautaire UE)
Norvège	Projets sur les voies de migration de l'Oie naine 2012-2018 : salaire du coordinateur (contrat sur 2019) ; financement d'activités sur les voies de migration ; contribution au programme Life+ (annuelle, sur 5 ans). Contribution à l'EGMP
Ouganda	Collaboration à la grande zone transfrontière (Ouganda, Rwanda et République démocratique du Congo) des Virunga, pour la conservation de cet écosystème ; Initiative du Bassin du Nil ; Programme régional de conservation de l'écosystème du Mont Elgon ; Commission du bassin du lac Victoria, sous l'égide de la Communauté d'Afrique de l'Est
Pays-Bas	Soutien financier au projet "Des ailes au-dessus des zones humides" pour le Recensement international des oiseaux d'eau à travers Wetlands International.
Slovaquie	Coopérations transfrontières avec la Pologne, la République Tchèque, la Hongrie et l'Ukraine pour l'échange d'informations et d'expertise, la recherche, les études et le suivi, mises en œuvre par la Société slovaque pour la conservation de la Nature, SOS/BirdLife Slovaquie, et l'Association régionale pour la conservation de la Nature et le développement durable de Bratislava (BROZ). Cofinancement de plusieurs projets LIFE : projet LIFE14 NAT/SK/001306 avec la Hongrie - Restauration et gestion des habitats de la plaine inondable du Danube ; projet LIFE10 NAT/SK/080 avec la Hongrie et l'Autriche - Conservation et restauration des sites Natura 2000 dans la région transfrontière de Bratislava ; projet LIFE07 NAT/SK/000707 avec la Hongrie - Protection des populations d'espèces aviaires menacées dans les habitats naturels du delta intérieur du Danube. Participation au projet INTERREG DTP – "Tendre un pont entre les Aires protégées du Danube pour créer un corridor d'habitats du Danube : DANUBE parks CONNECTED.
Soudan	MdE entre l'Administration générale de conservation de la vie sauvage et la SUDIA (Initiative soudanaise de développement) signé en 2016 afin de développer et de protéger le parc national marin de la Mer Rouge et sa communauté
Tunisie	Programme de soutien à DIOE-MED (Recensement international des oiseaux d'eau et conservation des zones humides dans la Mer Méditerranée) avec la Tour du Valat (promotion de la valeur des zones-clés pour la biodiversité, élaboration d'un plan de gestion pour les zones humides, projet entre l'Association d'"Amis des Oiseaux" (AAO) et le gouvernement tunisien pour la restauration et la réhabilitation des habitats d'oiseaux d'eau ; classification de 41 sites sur la liste Ramsar financée par le WWF, avec une contribution du gouvernement tunisien
Ukraine	Quatre projets mis en œuvre par la Société ukrainienne de protection des oiseaux (USPB) en collaboration avec la Fondation Coca-Cola en 2015-2016 : "Restauration d'étangs d'eau douce du sud de l'Ukraine" et "Plus d'eau douce pour les oiseaux assoiffés", visant à améliorer le régime hydrologique du Bas-Dniepr et de l'estuaire du Dniepr et du Boug ; "Projet de soutien d'étiage : Sauver la rivière Kalanchak pour la Nature et les générations futures", visant à restaurer l'embouchure de la Kalanchak afin de relancer l'écosystème et de soutenir le régime hydrologique de ce cours d'eau ; projet de "Restauration du canal principal reliant le système de lacs et de plaines d'inondation de Kardashinsky avec la

Partie	Projets de coopération internationale soutenus/développés
	rivière Chaika" ; projet de "Conservation de la forêt primaire des Carpates" visant à protéger 300 000 ha de paysages naturels et à agrandir les parcs naturels nationaux, mis en œuvre par l'USPB avec le soutien de la Société zoologique de Frankfort ; accord de partenariat pour la mise en œuvre mutuelle du projet LIFE de "Conservation de la Bernache à cou roux tout au long de sa voie de migration (<i>Life for Safe Flight</i>)" (LIFE16/NAT/BG00847) de la part de la Société bulgare de protection des oiseaux (Bulgarie) et du Parc national naturel "Tuzlovski Lymany" (Ukraine).

Tableau 46. Réponses des Parties aux questions relatives au mécanisme national de coordination pour la mise en œuvre de l'AEWA (Q66); la contribution au Fonds de petites subventions de l'AEWA (Q72); et le don de financement ou soutien en nature au Secrétariat (Q73) (oui = ● ; non = ○ ; pas de réponse = - ; oui mais pas opérationnel (seulement pertinent pour Q66) = ■).

	Q66	Q72	Q73
Partie	Mécanisme national de coordination pour la mise en œuvre de l'AEWA, avec des liens vers d'autres AME	Contributions au Fonds de petites subventions de l'AEWA	Financements ou soutien en nature au Secrétariat de l'AEWA
Afrique du Sud	●	○	●
Albanie	●	○	○
Algérie	○	○	○
Allemagne	●	○	●
Belgique	●	○	●
Bénin	■	○	●
Bulgarie	○	○	○
Burundi	○	○	○
Chypre	○	○	○
Côte d'Ivoire	○	-	●
Croatie	●	○	○
Danemark	○	○	●
Djibouti	○	○	○
Égypte	○	○	○
Espagne	●	○	○
Estonie	●	○	-
Eswatini	●	○	●
Éthiopie	■	○	○
Finlande	●	○	●
France	○	○	●
Géorgie	○	○	-
Ghana	●	○	○
Guinée Bissau	■	○	○
Hongrie	●	○	○
Israël	●	○	●
Italie	●	○	○
Kenya	●	○	●
Lettonie	●	○	○
Liban	○	○	○
Libye	●	○	○
Luxembourg	●	○	●
Macédoine, ARY	○	○	○
Mali	-	○	○
Maroc	○	○	○
Maurice	●	○	○
Niger	■	○	○
Norvège	●	○	●
Ouganda	○	○	●

	Q66	Q72	Q73
Partie	Mécanisme national de coordination pour la mise en œuvre de l'AEWA, avec des liens vers d'autres AME	Contributions au Fonds de petites subventions de l'AEWA	Financements ou soutien en nature au Secrétariat de l'AEWA
Pays-Bas	●	○	●
Portugal	●	○	○
République de Moldova	■	○	○
République Tchèque	●	○	○
Roumanie	●	○	○
Royaume-Uni	■	○	●
Sénégal	■	○	○
Slovaquie	○	○	○
Slovénie	●	○	○
Soudan	●	○	○
Suède	●	○	○
Suisse	●	●	●
Syrie	●	○	○
Tunisie	○	○	●
Ukraine	●	○	○
Nbre. de Parties ayant répondu « oui »	29	1	18
Pourcentage des Parties ayant soumis un rapport (n=53)	55 %	2 %	34 %
Pourcentage de toutes les Parties contractantes (n=75)	39 %	1 %	24 %

Tableau 47. Jumelages de sites, tels que notifiés par les Parties (Q67)

Partie	Jumelage
Jumelages conclus/fonctionnels	
Allemagne	Coopération de jumelage entre les États de la Mer des Wadden et la Mauritanie
Belgique	Jumelage avec les Pays-Bas de sites à proximité de la zone de marées de Zwin (restauration de la Nature et récréation/écotourisme) ; projet Hedwige-Prosper pour la restauration de l'habitat le long de la frontière belgo-néerlandaise près de l'estuaire de l'Escaut ; collaboration au Parc trinational avec les Pays-Bas et l'Allemagne
Espagne	Projet Trans-habitat : Oiseaux d'eau d'Andalousie et du Maroc
Eswatini	À travers les Aires transfrontières de conservation
Finlande	Coopération transfrontière : PAIPE pour l'Oie naine
Guinée Bissau	Coopération transfrontière avec le Sénégal, la Guinée et la Gambie
Hongrie	Quatre sites Ramsar transfrontières : lac Fertő/Neusiedl avec l'Autriche, et sites de la rivière Ipoly/Ipel et du réseau de grottes de Baradla et de la Haute-Tisza, avec la Slovaquie ; réserve transfrontière de la biosphère Mura-Drava-Duna avec la Croatie
Lettonie	Coopération transfrontière avec l'Estonie pour le site Ramsar des Tourbières septentrionales-Nigula
Norvège	Sites Ramsar transfrontières avec la Suède et la Russie
Ouganda	Conservation transfrontière du lac Victoria et de ses ressources à travers la Commission du bassin du lac Victoria
Pays-Bas	Jumelage en cours de la Mer des Wadden avec le Banc d'Arguin, en Mauritanie, au titre de l'initiative "Voie de migration de la Mer des Wadden" ; renouvellement du jumelage entre Natuurmonumenten et le parc naturel du delta de l'Oder, en Pologne (développement d'un Plan de gestion Natura 2000 pour le delta de l'Oder).
République de Moldova	Projet transfrontière avec la Roumanie et l'Ukraine : Renforcement du réseau d'aires naturelles protégées pour la protection de la biodiversité et le développement durable dans le delta du Danube et la région du Prut inférieur (RNAP Nature)
Slovaquie	Sites Ramsar transfrontières : vallée de la rivière Ipel/Ipoly avec la Hongrie, et plaines d'inondation de la confluence Morava-Dyje-Danube avec l'Autriche et la république Tchèque ; accords de coopération signés avec des directions de parcs nationaux et des agences de conservation de la Nature de pays limitrophes.
Soudan	Jumelage avec l'Égypte et le Soudan du Sud
Tunisie	Jumelage entre le PN tunisien d'Ichkeul et le PN algérien d'El Kala
Jumelages envisagés/pas encore fonctionnels	
Albanie	Jumelages envisagés avec le Monténégro et la Macédoine, ARY pour les sites transfrontières en zone humide
Algérie	Jumelage du PN algérien El Kala (9 sites Ramsar) et du PN tunisien d'Ichkeul en cours de formalisation
Burundi	Projets de MdE avec le Rwanda pour la gestion de l'écosystème de Kibira-Nyungwe
France	Prévus au titre du projet RESSOURCE
Libye	Discussions en cours sur un projet de conservation d'un site ZICO transfrontière avec la Tunisie
Luxembourg	En cours de négociation
Mali	Coopération préalable avec la France à travers Wetlands International. Élaboration actuelle d'un plan de développement pour un jumelage avec le Burkina Faso aux environs de la vallée du Sourou
Niger	Projet de création d'un site Ramsar transfrontière pour le complexe W-Arly-Pendjari, couvrant 5 zones humides
Royaume-Uni	Des jumelages préalables ont existé entre le Wash, en Angleterre, et le Strangford Lough, en Irlande du Nord, mais aucun n'est actuellement fonctionnel
Suède	Discussions sur les programmes synchronisés de surveillance en commun
Suisse	Jumelages entre sites Ramsar envisagés

Tableau 48. Réponses des Parties aux questions relatives à la mobilisation de ressources pour la mise en œuvre de l'AEWA : financement et/ou soutien en nature donnés aux activités nationales (Q74.1) ; les contributions annuelles au Fonds d'affectation spéciales impayées (Q74.2) ; financement fournis pour soutenir les pays en voie de développement ou en transition (Q74.3) ; la participation à une coopération Sud-Sud, Nord-Sud ou triangulaire (Q74.4) ; l'utilisation de mécanismes innovants de financement (Q74.5) ; les synergies au niveau national entre les conventions relatives à la biodiversité pour partager les ressources financières ou informations sur d'éventuelles possibilités de financement (Q74.6) (oui = ● ; non = ○ ; pas de réponse = '-' ; non applicable = 'N/A' (seulement pertinent pour Q74.3))

Partie	Q74.1 Financements et/ou soutien en nature donnés aux activités nationales visant des objectifs de l'AEWA	Q74.2 Contributions annuelles au Fonds d'affectation spéciale impayées	Q74.3 Financements fournis pour soutenir les pays en voie de développement et pays en transition à honorer leurs engagements AEWA	Q74.4 Participation à une coopération Sud-Sud, Nord-Sud ou triangulaire pour renforcer le soutien financier et technique	Q74.5 Utilisation de mécanismes innovants de financement pour la mise en œuvre du Plan Stratégique de l'AEWA (par ex. un Fonds national pour les oiseaux d'eau migratoires)	Q74.6 Synergies au niveau national entre les conventions relatives à la biodiversité, pour le partage d'information sur des possibilités de financement et le partage de ressources financières par ex. le Fonds de Désertification, le Fonds Vert pour le Climat, le Fonds d'Adaptation, le Fonds pour l'environnement mondial
Afrique du Sud	●	○	○	●	●	●
Albanie	●	○	○	○	○	●
Algérie	●	●	○	●	●	●
Allemagne	●	○	●	●	○	●
Belgique	●	○	○	○	○	○
Bénin	●	●	○	●	○	●
Bulgarie	-	○	○	○	-	-
Burundi	○	●	○	○	○	○
Chypre	●	-	○	○	○	-
Côte d'Ivoire	●	○	N/A	-	-	-
Croatie	●	○	○	○	○	○
Danemark	-	-	-	-	-	-
Djibouti	○	○	○	○	○	○
Égypte	●	○	N/A	○	-	-
Espagne	-	-	-	-	-	-
Estonie	○	-	-	-	-	-
Eswatini	●	●	○	●	○	●
Éthiopie	●	○	○	○	○	●
Finlande	●	○	○	○	○	●
France	●	○	●	●	○	●
Géorgie	-	-	-	-	-	-
Ghana	○	○	○	○	○	●
Guinée Bissau	●	○	○	○	○	●
Hongrie	○	○	○	○	○	●
Israël	○	○	○	○	○	○
Italie	●	○	○	○	○	○
Kenya	-	-	-	-	-	-

	Q74.1	Q74.2	Q74.3	Q74.4	Q74.5	Q74.6
Partie	Financements et/ou soutien en nature donnés aux activités nationales visant des objectifs de l'AEWA	Contributions annuelles au Fonds d'affectation spéciale impayées	Financements fournis pour soutenir les pays en voie de développement et pays en transition à honorer leurs engagements AEWA	Participation à une coopération Sud-Sud, Nord-Sud ou triangulaire pour renforcer le soutien financier et technique	Utilisation de mécanismes innovants de financement pour la mise en œuvre du Plan Stratégique de l'AEWA (par ex. un Fonds national pour les oiseaux d'eau migratoires)	Synergies au niveau national entre les conventions relatives à la biodiversité, pour le partage d'information sur des possibilités de financement et le partage de ressources financières par ex. le Fonds de Désertification, le Fonds Vert pour le Climat, le Fonds d'Adaptation, le Fonds pour l'environnement mondial
Lettonie	○	○	○	○	○	○
Liban	●	○	N/A	○	○	○
Libye	○	○	○	○	○	○
Luxembourg	●	○	○	●	○	○
Macédoine, ARY	○	●	○	○	○	○
Mali	○	-	-	○	○	-
Maroc	○	○	○	○	○	○
Maurice	●	○	○	○	○	○
Niger	○	●	○	○	○	-
Norvège	○	○	○	●	○	○
Ouganda	●	●	○	●	●	●
Pays-Bas	●	○	○	●	○	●
Portugal	○	●	○	○	○	○
République de Moldova	-	-	-	-	-	-
République Tchèque	●	○	○	○	○	○
Roumanie	●	○	○	●	○	○
Royaume-Uni	-	-	-	-	-	-
Sénégal	-	●	-	●	-	●
Slovaquie	●	○	○	○	○	●
Slovénie	○	○	○	○	○	●
Soudan	●	●	○	-	-	-
Suède	○	○	●	○	○	●
Suisse	●	○	●	●	○	○
Syrie	-	●	N/A	○	○	●
Tunisie	●	-	-	●	●	-
Ukraine	-	-	-	-	-	-
Nbre. de Parties ayant répondu « oui »	27	11	4	14	4	19
Pourcentage des Parties ayant soumis un rapport (n=53)	51	21	8	26	8	36
Pourcentage de toutes les Parties contractantes (n=75)	36	15	5	19	5	25

Tableau 49. Ressources financières et/ou en nature pour soutenir les activités nationales, telles que notifiées par les Parties (sauf la Roumanie et la Tunisie, qui n'avaient pas fourni plus de détails) (Q74.1)

Partie	Ressources
Afrique du Sud	Accueil de la Journée mondiale pour les oiseaux migrateurs en 2015 ; soutien financier au festival du Râle à miroir ; cofinancement de la recherche sur le Râle à miroir menée par BirdLife Afrique du Sud ; proposition d'accueillir la MoP 7 de l'AEWA.
Albanie	Soutien au Recensement international des oiseaux d'eau sur 2015-2018
Algérie	Soutien financier au réseau national d'ornithologues pour le suivi des oiseaux d'eau lors du recensement hivernal et du recensement des nicheurs ; renforcement annuel des capacités, et formations sur différentes thématiques aviaires
Allemagne	Soutien à l'initiative "Voie de migration de la Mer des Wadden" ; soutien au projet de l'AEWA concernant les zones humides en Afrique dans le cadre de l'Initiative internationale pour le climat "IKI", en coopération avec le ministère allemand du Développement (BMZ)
Belgique	Les propriétaires terriens sont encouragés à créer des réserves naturelles et à restaurer la Nature (y compris les habitats d'oiseaux d'eau)
Bénin	Fourniture de matériels techniques (GPS, jumelles, etc.)
Chypre	Activités pertinentes financées par le budget national (Service national du gibier et de la faune) et sous forme de cofinancement de projets du programme LIFE de l'UE
Côte d'Ivoire	Soutien financier au projet national de renforcement des capacités sur la conservation des oiseaux d'eau migrateurs et de leurs habitats
Croatie	Ressources financières pour la surveillance régulière et le baguage coloré d'espèces d'oiseaux d'eau ; ressources financières pour la préparation des projets : "Développement du cadre de gestion pour le réseau écologique Natura 2000", • et "Développement d'un système national de surveillance des espèces et des habitats" • (démarrage en 2017-2018, financé par le Programme de compétitivité et de cohésion opérationnelle 2014-2020) ; soutien à un système volontaire "Pilot – mesure agroenvironnementale pour le Râle des genêts" dans le cadre du Programme de développement rural 2014-2020, applicable sur toute son aire de répartition, incluant le versement de subventions et l'incitation des fermes à retarder le fauchage ; soutien financier et en nature pour les activités en matière d'éducation et de formation concernant les oiseaux d'eau, à travers les institutions publiques responsables de la gestion des réserves et des parcs nationaux et le réseau écologique Natura 2000
Égypte	Contributions en nature au projet RESSOURCE ; cofinancement de la réhabilitation des bassins de traitement des eaux usées à Charm el-Cheikh (Sud Sinaï) ; financement du "Programme national pour sauver les lacs du Nord de l'Égypte" (réhabilitation)
Éthiopie	La mise en œuvre du Plan d'action de l'AEWA pour l'Afrique (PoAA) était considérée comme partie intégrante du plan stratégique de l'Autorité éthiopienne de conservation de la vie sauvage (EWCA).
Eswatini	Contributions en nature à la mise en œuvre d'un projet FEM 5 pour la consolidation des aires protégées et l'amélioration de la conservation
Finlande	Soutien financier du ministère des Affaires étrangères au projet mettant l'accent sur la conservation et l'usage durable de la zone humide de Torotorofotsy, à Madagascar.
France	Activités pertinentes financées par le budget de l'ONFCS (30-40M EUR par an) ; soutien financier à la Ligue pour la Protection des Oiseaux (~400 000 EUR par an) ; soutien financier au PoAA (981 000 EUR pour l'Unité de soutien technique au recensement en Afrique du Nord) ; soutien financier et technique à l'Initiative africaine de l'AEWA (AI) ; soutien financier et technique de projets RESSOURCE, DIOE-MED et SPOVAN.
Guinée Bissau	Financement d'activités en rapport avec la conservation des oiseaux d'eau, y compris la surveillance
Italie	Financement au Secrétariat de la CMS pour développer un Atlas des migrations aviaires entre l'Afrique et l'Europe faisant principalement appel aux données stockées dans les banques de données EURING (récupération de bagues) et Movebank (parcours complets compilés à travers différentes technologies), ainsi qu'à des applications et des outils analytiques en ligne.
Liban	Ressources logistiques financières et en nature en rapport avec la réglementation de la chasse (aspects juridiques, techniques et administratifs, ainsi qu'équipement et matériels) ; formation d'agents responsables de la surveillance et du contrôle des infractions à la loi sur la chasse, et de faire appliquer celle-ci.
Luxembourg	Participation au Réseau de sites résilients au changement climatique du projet "Voies de migration d'Afrique-Eurasie"
Maurice	Dotations financières des coûts opérationnels du Service des parcs nationaux et de la conservation, responsables de la protection des oiseaux d'eau à l'échelle nationale
Ouganda	Ressources humaines et techniques pour plusieurs activités nationales au service des objectifs de l'Accord, y compris la gestion de zones humides et d'autres écosystèmes
Pays-Bas	Soutien financier au suivi de l'initiative "Voie de migration de la Mer des Wadden" (200 000 EUR) ; soutien financier au coordinateur du PAIPE de la Barge à queue noire (25 000 EUR) ; soutien financier à l'atelier sur la Barge à queue noire à Dakar (Sénégal) pour les pays africains accueillant

Partie	Ressources
	cette espèce (sites de repos et aires d'hivernage) (32 000 EUR) ; traduction en français du PAIPE sur la Barge à queue noire.
République Tchèque	Ressources financières du MdE pour la mise en œuvre annuelle de résolutions d'AME (soumission de PFN pour petits projets à mettre en œuvre sur 1-2 ans)
Slovaquie	Financement d'activités pertinentes de mise en œuvre du Plan stratégique de l'AEWA à travers le budget de la Société slovaque pour la conservation de la Nature ; cofinancement de projets (projets LIFE, subventions de la Norvège) mis en œuvre par des organismes gouvernementaux et des ONG.
Soudan	Fourniture de véhicules pour dissuader le braconnage ; fourniture de matériels et d'équipement pour les recensements
Suisse	Financement et soutien aux ateliers régionaux et nationaux de formation de formateurs pour la Communication, l'éducation et la sensibilisation du public (CESP), à travers un soutien à l'AI ; organisation d'un atelier préparatoire en Afrique, analyses des rapports nationaux, et soutien à la participation de pays en développement à la 6 ^{ème} session de la MoP de l'AEWA

Tableau 50. Financement apporté pour aider des pays en développement, et notamment les pays moins développés et les petits États insulaires en développement, ainsi que les pays dont l'économie est en transition, à respecter leurs obligations au titre de l'AEWA (Q74.3)

Partie	Soutien fourni
Allemagne	Financement visant à renforcer les capacités dans le cadre de l'initiative "Voie de migration de la Mer des Wadden" ; financement des frais de déplacement à la MoP de l'AEWA ; et soutien financier à un projet sur les zones humides en Afrique de l'Initiative internationale pour le climat ("IKI")
France	Soutien financier à l'AI à travers l'Unité de soutien technique au renforcement de la formation et des capacités techniques, et à travers les projets RESSOURCE, DIOE-MED et SPOVAN
Suède	Contribution à hauteur de 51 000 EUR au Recensement international des oiseaux d'eau chez les Parties contractantes africaines de l'AEWA
Suisse	Soutien financier à l'AI à travers des ateliers régionaux et nationaux de formation de formateurs à la Communication, l'éducation et la sensibilisation du public (CESP), et fonds pour l'organisation d'un atelier préparatoire, l'analyse des rapports nationaux, et le soutien à la participation de pays en développement lors de la 6 ^{ème} session de la MoP de l'AEWA

Tableau 51. Mécanismes de coopération tels que notifiés par les Parties (Q74.4)

Partie	Mécanisme de coopération
Afrique du Sud	À travers le Programme transfrontière de conservation et les Protocoles de développement communautaire sud-africains
Algérie	Participation à un réseau nord-africain et méditerranéen de projets et d'activités en commun ; formation annuelle au suivi des oiseaux d'eau, et matériels de communication et de formation pour la région d'Afrique du Nord
Allemagne	Coopération avec la Conservation de la flore et de la faune arctiques sous l'égide du Secrétariat mixte de la Mer des Wadden, afin de sensibiliser les États africains de la Voie de migration du Paléarctique occidental ; soutien financier à un projet de l'Initiative internationale pour le climat ("IKI") concernant les zones humides en Afrique
Bénin	A travaillé en coopération avec Wetlands international
France	Soutien à l'AI, y compris une assistance technique et financière à l'Unité de soutien technique à la formation en matière de recensement en Afrique du Nord ; soutien financier et technique de projets RESSOURCE, DIOE-MED et SPOVAN
Luxembourg	Participation au Réseau de sites résilients au changement climatique de la Voie de migration d'Afrique-Eurasie
Norvège	Participation à la Conservation de la flore et de la faune arctiques et à l'Initiative en faveur des oiseaux migrants de l'Arctique
Ouganda	Arrangement trilatéral visant une collaboration avec le Rwanda et la République démocratique du Congo pour la vaste zone transfrontière des Virunga
Pays-Bas	À travers l'initiative "Voie de migration de la Mer des Wadden"
Suisse	Soutien financier à l'AI à travers des ateliers régionaux et nationaux de formation de formateurs à la Communication, l'éducation et la sensibilisation du public (CESP), et fonds visant à organiser un atelier préparatoire, l'analyse des rapports nationaux et le soutien à la participation de pays en développement lors de la 6 ^{ème} session de la MoP de l'AEWA.
Tunisie	Participation au réseau nord-africain sur les oiseaux d'eau

Tableau 52. Raisons fournies par les Parties ayant répondu que leur gouvernement n'avait pas eu recours à des mécanismes de financement innovateurs, tels qu'un fonds (national) pour les oiseaux d'eau migrateurs, pour mettre en œuvre le Plan stratégique de l'AEWA (Q74.5)

Partie	Raison pour laquelle des mécanismes de financement innovateurs ne sont pas à l'œuvre
Albanie, Croatie, Hongrie	Ressources financières et capacités humaines limitées
Éthiopie	Ressources financières et capacités humaines limitées ; existence d'autres domaines prioritaires
France	Ressources financières et capacités humaines limitées ; mise en œuvre sous forme de financement de projets spécifiques à la place
Italie	Ne fait pas partie des priorités nationales
Pays-Bas	Investissements "Nature" soutenus par la mise en œuvre de la Directive "Oiseaux" de l'UE et le réseau écologique national ; des travaux de mise en œuvre concernant la Mer des Wadden, comme les programmes de surveillance de l'initiative "Voie de migration de la Mer des Wadden", sont financés au titre d'un programme à long terme visant à équilibrer les pêcheries (notamment de moules) et le rétablissement de la Nature : "Vers une Mer des Wadden prospère".
Slovénie	Accès facile à des fonds communautaires

Tableau 53. Synergies entre conventions en rapport avec la biodiversité, au bénéfice de la mise en œuvre de l'AEWA, telles que notifiées par les Parties (sauf l'Albanie, l'Algérie, le Ghana et le Sénégal, qui n'avaient fourni aucun détail supplémentaire) (Q74.6)

Partie	Synergies entre conventions en rapport avec la biodiversité
Afrique du Sud	Les espèces migratrices, y compris les oiseaux d'eau ont, par exemple, été incorporées à la proposition de projet FEM 5
Allemagne	Soutien à un projet sur les zones humides en Afrique à travers l'Initiative internationale pour le climat ("IKI"), en coopération avec le ministère du Développement (BMZ)
Bénin	Des plateformes pour travailler sur les synergies entre conventions ont été créées, mais elles ne sont pas encore opérationnelles
Éthiopie	Un certain nombre de projets synergiques et collaboratifs sont à l'œuvre (par ex. : Conservation de la biodiversité et KfW, Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) et UE, Réseau écologique résilient au changement climatique)
Eswatini, Finlande, Syrie	Synergies et coordination à la mise en œuvre de différents AME à l'échelle nationale
France	Partage d'informations entre les Points focaux nationaux de diverses conventions en rapport avec la biodiversité à travers plusieurs cadres de concertation réguliers à l'œuvre, et contacts suivis auprès d'autres organismes nationaux de financement (MEAE, AFD, FFEM), de bailleurs de fonds bilatéraux ou multilatéraux (Suisse, FAO, UE) et de fondations privées, afin d'identifier d'éventuelles possibilités de financement et d'établir des collaborations
Guinée Bissau, Slovaquie, Slovénie	Partage d'informations entre Points focaux nationaux de conventions en rapport avec la biodiversité à travers plusieurs cadres de concertation réguliers à l'œuvre
Ouganda	Mise en œuvre de projets de plus grande envergure financés par le FEM, tels que la conservation de paysages critiques comme la vallée de Kidepo
Pays-Bas	La Directive "Oiseaux" de l'UE se révèle bénéfique en termes de désignation d'aires protégées et pour améliorer les connaissances sur les espèces à travers les programmes de surveillance
Suède	Les connaissances en matière d'occurrence des espèces couvertes par l'AEWA se sont étoffées dans les zones Ramsar

Tableau 54a. Réponses des Parties décrivant la recherche sur le changement climatique, l'évaluation et/ou des mesures d'adaptation qui sont pertinentes pour les oiseaux d'eau migrateurs et qui ont été entreprises ou prévues dans chaque pays (Q75a-f) (oui/entreprise = ● ; prévue = ■ ; non = ○ ; pas de réponse = '-'). Les détails et références donnés par les Parties sont résumés dans les Tableaux 54b-g ci-dessous.

	Q75a	Q75b	Q75c	Q75d	Q75e	Q75f
Partie	Recherches et études des impacts du changement climatique sur les oiseaux d'eau	Évaluation des habitat potentiellement vulnérables au changement climatique	Évaluation des espèces potentiellement vulnérables au changement climatique	Examen des politiques nationales pertinentes sur la conservation	Plan d'Action National pour aider les oiseaux d'eau à s'adapter au changement climatique	Autres activités pertinentes entreprises ou prévues
Afrique du Sud	●	●	●	■	-	○
Albanie	○	●	●	■	○	○
Algérie	■	○	○	○	○	○
Allemagne	●	●	●	●	●	○
Belgique	○	■	○	●	○	○
Bénin	■	■	■	■	■	○
Bulgarie	○	-	○	○	○	○
Burundi	■	■	■	■	○	-
Chypre	●	○	○	○	○	○
Côte d'Ivoire	○	○	○	-	-	○
Croatie	○	○	○	○	○	○
Danemark	●	●	●	○	○	○
Djibouti	○	■	○	○	○	○
Égypte	●	●	○	○	○	○
Espagne	●	●	-	-	-	-
Estonie	●	○	●	○	■	○
Eswatini	■	●	■	●	○	○
Éthiopie	●	●	●	■	●	●
Finlande	●	●	●	■	■	●
France	■	■	■	■	■	○
Géorgie	-	-	-	-	-	-
Ghana	○	○	○	○	○	○
Guinée Bissau	■	●	■	●	○	●
Hongrie	○	●	■	●	○	○
Israël	○	○	○	○	○	○
Italie	○	○	○	○	○	○
Kenya	■	■	■	■	■	-
Lettonie	○	○	○	○	○	○
Liban	○	○	○	○	○	○
Libye	●	○	■	○	○	○
Luxembourg	■	○	○	○	○	○
Macédoine, ARY	○	○	○	○	○	○

	Q75a	Q75b	Q75c	Q75d	Q75e	Q75f
Partie	Recherches et études des impacts du changement climatique sur les oiseaux d'eau	Évaluation des habitat potentiellement vulnérables au changement climatique	Évaluation des espèces potentiellement vulnérables au changement climatique	Examen des politiques nationales pertinentes sur la conservation	Plan d'Action National pour aider les oiseaux d'eau à s'adapter au changement climatique	Autres activités pertinentes entreprises ou prévues
Mali	-	-	-	-	-	-
Maroc	○	○	○	○	○	○
Maurice	●	○	○	●	○	○
Niger	■	■	■	-	■	-
Norvège	○	○	○	○	○	○
Ouganda	■	■	■	●	○	○
Pays-Bas	●	●	●	●	●	○
Portugal	○	○	-	■	○	○
République de Moldova	■	■	■	■	■	-
République Tchèque	●	○	○	○	○	○
Roumanie	●	○	○	■	○	○
Royaume-Uni	●	●	●	●	○	●
Sénégal	●	●	●	●	■	-
Slovaquie	■	■	■	■	■	○
Slovénie	○	○	○	○	○	○
Soudan	●	■	■	■	○	●
Suède	○	○	○	■	○	○
Suisse	●	●	●	■	■	○
Syrie	○	■	○	■	○	○
Tunisie	■	■	○	○	○	○
Ukraine	●	●	●	■	○	○

Tableau 54b. Projets de recherche ou d'études, prévus ou entrepris, sur les impacts du changement climatique sur les oiseaux d'eau, et références telles que notifiées par les Parties (Q75a)

Partie	Entrepris	Prévu
Afrique du Sud	Recherches sur les relations entre les précipitations et la survie et la reproduction de la Grue bleue, et réponse des Manchots africains, des Cormorans du Cap et des Sternes huppées au déplacement de leurs proies (sardines et anchois) vers l'Est.	-
Algérie	-	Études des effets du changement climatique sur les oiseaux d'eau planifiées dans le cadre des activités du réseau algérien d'observateurs ornithologiques (en fonction de la disponibilité de financement).
Allemagne	Nombre limité de projets de recherche traitant de l'impact du changement climatique sur des espèces individuelles d'oiseaux d'eau, mais accent mis sur les habitats, les écosystèmes et les aires d'importance pour la conservation.	-
Bénin	-	Pas encore accompli, mais la recherche pourrait régler cet aspect.
Burundi	-	Manque de ressources financières et d'expertise pour mener cette recherche.
Chypre	Projet LIFE de maintien du niveau des eaux de la ZPS d'Oroklini (2012-2014), et Projet de restauration du marais d'Akrotiri (2015-2017 ; financé par Darwin Initiative) visant la stabilité du niveau des eaux pour la sauvegarde des oiseaux d'eau	-
Danemark	Participation au réseau NOWAC (Oiseaux d'eau nordiques et climat).	-
Égypte	L'impact du changement climatique sur les aires et les sites protégés importants pour les oiseaux d'eau ne fait pas l'objet d'études efficaces, faute de financement. Études sur le climat égyptien depuis 2008, et projets de recherche sur la résilience face au changement climatique entrepris depuis lors.	-
Espagne	Étude des effets du changement climatique sur les oiseaux d'eau méditerranéens (2018).	-
Eswatini	-	Plans de lancement de cette recherche en cours de développement.
Estonie	Changements induits par le climat en hiver dans l'abondance des oiseaux d'eau migrateurs par rapport aux aires protégées de l'UE (2015).	-
Éthiopie	Étude des impacts du changement climatique sur la communauté aviaire au sein et aux alentours des lacs de Ziway et d'Abijatta-Shalla entreprise par l'université d'Awasa. Le Réseau de sites résilients au changement climatique est pertinent vis-à-vis de l'étude et de l'évaluation des zones humides de la Vallée du Grand Rift.	-
Finlande	Projet triennal en cours financé par MdE et axé sur le changement climatique et le réseau d'aires protégées.	-
France	-	Nombreux projets de recherche prévus ou en cours de réalisation par plusieurs groupes (GAGET, Elie, Universités, Tour du Valat, MNHN-TDV), un symposium sur la faune aviaire et le changement climatique avait été organisé par en 2015 LPO-MNHN, et il existait un ouvrage de référence à ce sujet (2015).
Guinée Bissau	-	Réunions de prévention des effets négatifs sur les espèces d'oiseaux en cours.
Kenya	-	L'évaluation des impacts sur la vie sauvage avait été entreprise, bien que le manque de financement signifie qu'aucune étude spécifique des oiseaux d'eau de l'AEWA ne figurait sur la liste.

Partie	Entrepris	Prévu
Libye	Étude de l'impact du changement climatique sur les tendances des populations d'oiseaux marins en Libye (2013), et Conférence sur la gestion des ressources marines dans un contexte de changement climatique (2013).	-
Luxembourg	-	Analyse de l'influence du changement climatique sur les populations d'oiseaux d'eau à travers le changement de l'habitat.
Maurice	Surveillance des populations d'oiseaux en cours, et ces résultats pourraient servir d'indicateurs des impacts du changement climatique sur les oiseaux migrateurs.	-
Niger	-	Planifié pour un projet régional devant démarrer fin 2018, en utilisant des données d'observation de la Terre pour étayer la Gestion durable des zones humides afin de renforcer la Sécurité alimentaire et la résilience de l'écosystème en Afrique occidentale (DOT - ZHAO)
Ouganda	-	Manque de financement, et recherche inadéquate.
Pays-Bas	Large éventail d'institutions et d'universités impliquées en matière de recherches sur les effets du changement climatique sur les oiseaux.	-
République de Moldova	-	Quelques dispositions en matière de biodiversité avaient été incluses lors de la quatrième Communication nationale de la République de République de Moldova au titre de la CCNUCC.
République Tchèque	Études sur les oiseaux et le changement climatique depuis une perspective mondiale réalisées à l'université Charles de Prague. L'Institut de recherche sur le changement mondial fait des recherches sur le changement climatique et ses problématiques.	-
Roumanie	Aucune référence fournie.	-
Royaume-Uni	Effets observés et prévus du changement climatique sur l'abondance des espèces dans les aires protégées (2013) ; Changements dus au climat dans l'abondance hivernale d'oiseaux d'eau par rapport aux aires protégées de l'UE (2015) ; et Oiseaux et changement climatique : impacts et réponses de conservation (2014).	-
Sénégal	"Évaluation de la vulnérabilité climatique du secteur biodiversité, et adaptation au changement climatique au titre de la Contribution Prévue Déterminée au niveau National (CPDN)" document assorti de Plans d'action pour 2016-2020 élaborés dans une optique d'adaptation planifiée au changement climatique (2016).	-
Slovaquie	-	Mesures incorporées à plusieurs documents stratégiques mis à jour récemment développés et adoptés (Stratégie nationale d'adaptation au changement climatique, Stratégie pour la diversité biologique et son plan d'action, Politique nationale sur les zones humides et son plan d'action). Cette question sera incorporée lors de la mise en œuvre de la CMS.
Soudan	Aucune référence fournie.	-
Suisse	Projets de recherche entrepris par l'Institut ornithologique, et mettant l'accent sur la détection précoce de changements dans la répartition et la taille de population d'une espèce d'oiseau, en réponse au changement climatique et disponibilité d'habitat.	-
Tunisie	-	Aucune référence fournie.
Ukraine	Projet, financé par l'UE, d'intégration du changement climatique à la gestion d'écosystèmes vulnérables : parcs naturels situés dans des zones humides ou des zones forestières ; et projet de conservation des zones humides transfrontières dans la région Polissya en Biélorussie, en Russie et en Ukraine, financé par le gouvernement allemand.	-

Tableau 54c. Évaluations de la vulnérabilité potentielle des habitats-clés d'oiseaux d'eau au changement climatique déjà entreprises ou prévues, et références telles que notifiées par les Parties (Q75b).

Partie	Entreprises	Prévues
Afrique du Sud	Des études menées dans l'Archipel du Prince-Édouard ont identifié des tendances en termes d'effectifs et de succès de reproduction des oiseaux de mer menacés le long des systèmes océaniques de fronts hautement productifs. Les tendances semblaient refléter des changements océaniques pouvant avoir des conséquences à l'échelle mondiale.	-
Albanie	Stratégie nationale de communication signalée auprès de la CCNUCC	-
Allemagne	Rapports réguliers d'évaluation de l'influence du changement climatique sur les oiseaux d'eau migrateurs, ainsi que des principales questions liées au changement climatique.	-
Belgique	-	Une stratégie d'adaptation aux effets du changement climatique pour la gestion des forêts et de la Nature a été développée, et elle a commencé par un dépistage de la vulnérabilité de différents types de paysage (2015).
Bénin	-	Pas encore accompli, mais la recherche pourrait régler cet aspect.
Burundi	-	Manque de ressources financières et d'expertise pour mener cette recherche.
Danemark	Études incluant les façons dont les oiseaux d'eau peuvent être affectés par de futurs scénarios d'élévation du niveau de la mer, la gestion des pâturages visant à contrecarrer les impacts sur les oiseaux d'eau tributaires des marais salants de l'élévation du niveau de la mer induite par le changement climatique (2013), et l'anticipation de la future submersion des habitats littoraux d'oiseaux d'eau suscitant des inquiétudes majeures en termes de conservation (2014).	-
Djibouti	-	Une évaluation de la vulnérabilité potentielle au changement climatique des habitats-clés accueillant des espèces d'oiseaux d'eau est prévue.
Égypte	Réalisation d'études de l'impact du changement climatique sur le lac Burullus.	-
Espagne	Évaluation de la vulnérabilité de l'habitat au changement climatique, et catalogue des habitats en danger de disparition.	-
Eswatini	Référence fournie du Site web du Eswatini sur la biodiversité.	-
Éthiopie	Le Réseau de sites résilients au changement climatique sur la Voie de migration d'Afrique-Eurasie est en cours de mise en œuvre pour trois lacs.	-
Finlande	Projet triennal en cours centré sur le changement climatique et le réseau d'aires protégées, financé par MdE.	-
France	-	Adoption d'un plan d'action national contre le changement climatique (PNACC).
Guinée Bissau	Pas de références fournies.	-
Hongrie	Études de l'écologie et de la gestion des lacs de soude du Bassin des Carpates (2013).	-
Kenya	-	Manque de disponibilité de financement.
Niger	-	Peu d'information disponible.
Ouganda	-	Manque de financement et recherche inadéquate.
Pays-Bas	Évaluations réalisées pour les habitats-clés vulnérables, y compris l'Escaut oriental, la région de l'IJsselmeer et la Mer des Wadden.	-

Partie	Entreprises	Prévues
République de Moldova		Quelques dispositions en matière de biodiversité étaient incluses dans la quatrième Communication nationale de la République de République de Moldova au titre de la CCNUCC.
Royaume-Uni	Effets observés et prévus du changement climatique sur l'abondance des espèces dans les aires protégées (2013).	-
Sénégal	La conservation des oiseaux d'eau migrateurs fait partie de la stratégie de la législation nationale sur les zones humides.	-
Slovaquie	-	Mesures incorporées à plusieurs documents stratégiques mis à jour récemment développés et adoptés (Stratégie nationale d'adaptation au changement climatique, Stratégie pour la diversité biologique et son plan d'action, Politique nationale sur les zones humides et son plan d'action). Cette question sera incorporée lors de la mise en œuvre de la CMS.
Soudan	-	Recherche axée sur les barrages et les berges du Nil Bleu et du Nil Blanc.
Suisse	Stratégie nationale d'adaptation au changement climatique, et projets visant la réduction des risques et l'amélioration de l'adaptabilité.	-
Syrie	-	Plans visant à évaluer les changements d'habitat en raison de la modification récente des ressources, des usages et de l'environnement.
Tunisie	-	Pas de références fournies.
Ukraine	Publication : "Écosystèmes vulnérables de la Réserve Polissya et de ses environs dans des conditions de réchauffement mondial : problèmes et solutions".	-

Tableau 54d. Évaluations de la vulnérabilité potentielle des espèces d'oiseaux d'eau au changement climatique déjà entreprises ou prévues, et références telles que notifiées par les Parties (Q75c).

Partie	Entreprises	Prévues
Afrique du Sud	Recherche sur les relations entre les précipitations et la survie et la reproduction de la Grue bleue, et réponse des Manchots africains, des Cormorans du Cap et des Sternes huppées au déplacement de leurs proies (sardines et anchois) vers l'Est.	-
Albanie	Stratégie nationale de communication signalée auprès de la CCNUCC	-
Allemagne	Conduite d'une enquête approfondie sur la vulnérabilité des animaux au changement climatique en Allemagne menant à une analyse de la sensibilité au changement climatique (2011), et publication en 2016 du rapport "Oiseaux reproducteurs en péril : cadre de travail pour un plan d'action dans la Mer des Wadden".	-
Bénin	-	Pas encore accompli, mais la recherche pourrait régler cet aspect.
Burundi	-	Manque de financement et d'expertise pour entreprendre une telle recherche.
Danemark	Le réseau NOWAC a compilé deux études à ce sujet : Effets du changement climatique sur les canards européens : ce que l'on en sait, et ce qu'il faut savoir (2013), et Menaces actuelles et potentielles pour les populations nordiques de Canards : exercice d'analyse prospective (en révision).	-
Estonie	Impacts potentiels des modifications des réseaux écologiques, de l'occupation des sols et du climat sur la population de Grue cendrée en Estonie (2015).	-
Eswatini	-	Plans de lancement de cette recherche en cours de développement.
Éthiopie	L'étude des Flamants roses dans trois lacs et la proposition d'évaluation du Lac Abe pourraient être importantes à cet égard.	-
Finlande	Projet triennal en cours centré sur le changement climatique et le réseau d'aires protégées, financé par MdE.	-
France	-	Adoption d'un plan d'action national contre le changement climatique (PNACC).
Guinée Bissau	-	Plans requis d'urgence compte tenu de la rapidité du changement climatique.
Hongrie	-	Actions à court terme sur la vulnérabilité au changement climatique des espèces et des habitats-clés identifiés par la Stratégie nationale contre le changement climatique.
Kenya	-	Pas de références fournies.
Libye	-	Le ministère libyen de l'Environnement (EGA) et des chercheurs universitaires avaient planifié et préparé un projet afin d'évaluer la vulnérabilité potentielle des oiseaux d'eau au changement climatique, mais le manque de financement et la situation en Libye rendent sa mise en œuvre difficile.
Niger	-	Peu d'information disponible.
Ouganda	-	Manque de financement et recherche inadéquate.
Pays-Bas	Le Centre néerlandais d'ornithologie de terrain (SOVON) a évalué les changements concernant l'abondance hivernale de <i>Mergellus albellus</i> de 1990 à 2011, le rôle du réchauffement mondial en tant que moteur de modification des répartitions, et l'efficacité des Zones de protection spéciale (ZPS, Directive "Oiseaux" de l'UE) dans un contexte de changement climatique.	-

Partie	Entreprises	Prévues
République de Moldova	-	Quelques dispositions en matière de biodiversité avaient été incluses lors de la quatrième Communication nationale de la République de République de Moldova au titre de la CCNUCC.
Royaume-Uni	Pas de références fournies.	-
Sénégal	Nombreux projets de recherche traitant la question de la vulnérabilité d'espèces d'oiseaux d'eau au changement climatique.	-
Slovaquie	-	Mesures incorporées à plusieurs documents stratégiques mis à jour récemment développés et adoptés (Stratégie nationale d'adaptation au changement climatique, Stratégie pour la diversité biologique et son plan d'action, Politique nationale sur les zones humides et son plan d'action). Cette question sera incorporée lors de la mise en œuvre de la CMS.
Soudan	-	Installation de trois tours d'observation dans le PN du Dinder pour améliorer l'observation et le recensement des oiseaux d'eau, et augmentation du volume de stockage de certaines zones humides en approfondissant plusieurs mares de l'intérieur du PN depuis 2010.
Suisse	Une évaluation avait été mise en œuvre par l'Institut ornithologique suisse, et le Plan d'action pour l'adaptation au changement climatique prévoyait une évaluation des risques et de la gestion pour les (sous-)populations, les espèces et les habitats les plus touchés.	-
Ukraine	Plusieurs évaluations concernant certaines espèces d'oiseaux (par ex. : <i>Ciconia nigra</i>) ont été réalisées par la Station ornithologique Mer d'Azov-Mer Noire.	-

Tableau 54e. Examens entrepris ou prévus des politiques nationales de conservation concernant les oiseaux d'eau et le changement climatique, et références telles que notifiées par les Parties (Q75d).

Partie	Entrepris	Prévus
Afrique du Sud	-	n./d.
Albanie	-	En cours dans le cadre du projet de Stratégie nationale sur le changement climatique.
Allemagne	Nombreuses études concernant les effets du changement climatique sur la faune allemande (2010, 2013, 2015, 2016), déjà mentionnées en réponse à Q27.	-
Belgique	La Stratégie nationale pour diversité biologique a été révisée, et sa structure générale est pertinente en matière d'oiseaux d'eau et de changement climatique.	-
Bénin	-	Pas encore accompli, mais la recherche pourrait régler cet aspect.
Burundi	-	Manque de financement.
Eswatini	Politique sur le changement climatique déjà à l'œuvre.	-
Éthiopie	-	Sera entrepris spécifiquement/séparément dans un proche avenir.
Finlande	-	Les politiques nationales seront examinées et évaluées à la lueur des résultats du projet de recherche mentionné ci-dessus. Par ailleurs, les listes rouges nationales des espèces et des habitats seront terminées d'ici un an, et les rapports sur la mise en œuvre des Directives "Oiseaux" et "Habitats" de l'UE le seront en 2019. Les résultats de ces évaluations seront aussi cruciaux pour l'examen des politiques.
France	-	Stratégie relative à l'objectif de l'Action 4 de la thématique "biodiversité" du PNACC.
Guinée Bissau	Pas de références fournies.	-
Hongrie	Actions à court terme sur la vulnérabilité au changement climatique des espèces et des habitats-clés identifiés par la Stratégie nationale contre le changement climatique.	-
Kenya	-	Pas de références fournies.
Maurice	Incorporé au SPANB.	-
Ouganda	La loi ougandaise sur la vie sauvage (2014) fait l'objet d'une révision pour incorporer les questions liées au changement climatique, entre autres.	-
Pays-Bas	Nombreuses initiatives nationales, dont "De l'espace pour les rivières" et "Ambition Nature pour les grands plans d'eau en 2050 et au-delà", qui ont déjà démarré.	-
Portugal	-	Pas de références fournies.
République de Moldova	-	Quelques dispositions en matière de biodiversité avaient été incluses lors de la quatrième Communication nationale de la République de Moldova au titre de la CCNUCC.
Roumanie	-	Pas de références fournies.
Royaume-Uni	Deux études lancées : "Impacts du changement climatique sur les intérêts ornithologiques des réseaux d'aires protégées" (CHAINSPAN ; 2011), et "Dérèglement climatique et vie des oiseaux en Grande-Bretagne : à quoi s'attendre ?" (2015).	-
Sénégal	La conservation des oiseaux d'eau migrateurs est incorporée à la stratégie de la législation nationale sur les zones humides (PNZH).	-

Partie	Entrepris	Prévus
Slovaquie	-	Mesures incorporées à plusieurs documents stratégiques mis à jour récemment développés et adoptés (Stratégie nationale d'adaptation au changement climatique, Stratégie pour la diversité biologique et son plan d'action, Politique nationale sur les zones humides et son plan d'action). Cette question sera incorporée lors de la mise en œuvre de la CMS.
Soudan	-	Préparation, avec l'aide de la FAO (Renforcement des capacités afin de conserver la vie sauvage et le développement durable des aires protégées des pays du Moyen-Orient, mai 2012), d'un document pour la politique du Soudan en matière de vie sauvage.
Suède	-	Les menaces pertinentes, dont le changement climatique, sont prises en compte lors du développement des politiques de conservation.
Suisse	-	Le Plan d'action pour l'adaptation au changement climatique prévoit une "Évaluation des risques et de la gestion pour les (sous-)populations, espèces et habitats les plus touchés".
Syrie	-	Sera révisé dans un proche avenir lors de débats sur les politiques nationales en matière de conservation de la biodiversité.
Ukraine	-	Existence de plans visant à articuler les directions de ressort et les tâches pertinentes dans le cadre des politiques nationales en matière de conservation.

Tableau 54f. Plans d'action nationaux déjà entrepris ou prévus visant à aider les oiseaux d'eau à s'adapter au changement climatique, et références telles que notifiées par les Parties (Q75e).

Partie	Entrepris	Prévus
Allemagne	Aucun plan d'action spécial ne traite expressément de l'adaptation des oiseaux d'eau au changement climatique, la protection des espèces mettant l'accent sur la conservation de l'habitat et la préservation des fonctions de l'écosystème. La stratégie nationale sur la biodiversité établit des procédures d'adaptations proactives au changement climatique. Une stratégie trilatérale d'adaptation au changement climatique existe pour la Mer des Wadden, l'un des écosystèmes allemands les plus cruciaux pour plusieurs oiseaux d'eau migrateurs.	-
Bénin	-	Pas encore accompli, mais la recherche pourrait régler cet aspect.
Estonie	-	Le Plan national de développement de la conservation de la Nature définit le cadre de travail pour l'étude des impacts induits par le climat sur les espèces et les habitats, et pour la mise en place de mesures d'adaptation.
Éthiopie	La Stratégie et le Plan d'Action National sur la Biodiversité (SPANB), et la Stratégie d'économie verte résiliente au climat (CRGE) traitent toutes deux la question des oiseaux d'eau en tant que parties intégrantes de la biodiversité.	-
Finlande	-	À partir des résultats du projet de recherche mentionné ci-dessus, les politiques nationales seront examinées et évaluées. Par ailleurs, les listes rouges nationales des espèces et des habitats seront terminées d'ici un an, et les rapports sur la mise en œuvre des Directives "Oiseaux" et "Habitats" de l'UE le seront en 2019. Les résultats de ces évaluations seront aussi cruciaux pour l'examen des politiques.
France	-	Déploiement actuel de la "Trame Verte et Bleue" (TVB), réseau écologique français visant à faire face au changement climatique en garantissant la présence de nouvelles aires d'accueil afin de devancer l'altération des aires de répartition des espèces et les modifications des habitats, ainsi que la conservation des populations.
Kenya	-	Pas de références fournies.
Niger	-	Pas de références fournies.
Pays-Bas	Pas de Plan d'action national, mais des études ayant pour but l'adaptation des oiseaux d'eau au changement climatique et l'atteinte des objectifs de Natura 2000 avaient été conduites dans plusieurs aires importantes pour les oiseaux d'eau.	-
République de Moldova	-	Quelques dispositions en matière de biodiversité avaient été incluses lors de la quatrième Communication nationale de la République de République de Moldova au titre de la CCNUCC.
Sénégal	-	Pas de références fournies.
Slovaquie	-	Mesures incorporées à plusieurs documents stratégiques mis à jour récemment développés et adoptés (Stratégie nationale d'adaptation au changement climatique, Stratégie pour la diversité biologique et son plan d'action, Politique nationale sur les zones humides et son plan d'action). Cette question sera incorporée lors de la mise en œuvre de la CMS.
Suisse	-	Le Plan d'action pour l'adaptation au changement climatique prévoit une "Évaluation des risques et de la gestion pour les (sous-)populations, espèces et habitats les plus touchés".

Tableau 55. Réponses des Parties concernant les difficultés rencontrées face à la IAHP, les directives ou informations supplémentaires nécessaires, et la présence de foyers signalés au cours de la dernière période triennale (Q77) (oui = ● ; non = ○ ; pas de réponse pertinente = ◇ ; non applicable = 'N/A' ; pas de réponse = '-').

Partie	Difficultés identifiées	Directives ou informations supplémentaires nécessaires	Foyers signalés
Afrique du Sud	○	○	○
Albanie	●	●	-
Algérie	○	●	-
Allemagne	◇	○	●
Belgique	●	-	◇
Bénin	○	●	-
Bulgarie	◇	-	●
Burundi	●	●	N/A
Chypre	●	-	◇
Côte d'Ivoire	○	○	○
Croatie	○	○	●
Danemark	◇	○	●
Djibouti	○	○	○
Égypte	●	●	◇
Espagne	○	○	◇
Estonie	●	○	◇
Eswatini	●	●	-
Éthiopie	●	-	-
Finlande	○	○	●
France	●	●	●
Géorgie	-	-	-
Ghana	●	○	-
Guinée Bissau	○	●	◇
Hongrie	○	○	-
Israël	◇	-	◇
Italie	●	●	●
Kenya	●	●	-
Lettonie	○	○	◇
Liban	○	-	◇
Libye	●	●	●
Luxembourg	N/A	○	N/A
Macédoine, ARY	○	○	N/A
Mali	●	●	◇
Maroc	○	●	○
Maurice	○	○	○
Niger	●	●	◇
Norvège	○	○	○

Partie	Difficultés identifiées	Directives ou informations supplémentaires nécessaires	Foyers signalés
Ouganda	●	●	N/A
Pays-Bas	●	●	●
Portugal	-	-	-
République de Moldova	◊	○	-
République Tchèque	◊	●	●
Roumanie	◊	○	-
Royaume-Uni	●	●	●
Sénégal	○	●	○
Slovaquie	●	●	○
Slovénie	●	○	●
Soudan	●	●	◊
Suède	●	-	◊
Suisse	○	○	●
Syrie	●	N/A	N/A
Tunisie	●	●	◊
Ukraine	○	●	-

Tableau 56. (Tableau des lignes directrices). Réponses des Parties sur l'utilisation des Lignes directrices de l'AEWA (Q8, 11, 14, 18, 24, 26, 31, 37, 41, 43, 45, 51 et 76) (oui = ● ; non = ○ ; non applicable = 'N/A'; pas de réponse = '-').

Question	Q8	Q11	Q14	Q18	Q24	Q26	Q31	Q37	Q41	Q43	Q45	Q51	Q76
	Utilisation des Lignes directrices pour/sur...												
Partie	...la préparation de Législation nationale pour la protection d'espèces d'oiseaux d'eau migratoires et leurs habitats	...la préparation des Plans d'action nationaux par espèce	...l'identification et prise en main des situations d'urgence	...la translocation à des fins de conservation	...éviter l'introduction d'espèces non indigènes	...la préparation d'inventaires de sites	...la gestion de sites clés	...le prélèvement durable	...comment éviter, minimiser ou atténuer l'impact de développements d'infrastructures	...comment éviter ou atténuer l'impact des réseaux électriques	...les Technologies des énergies renouvelables et espèces migratrices : lignes directrices pour un déploiement durable	...un protocole de surveillance	...les mesures nécessaires pour aider l'adaptation au changement climatique
Afrique du Sud	○	○	○	○	○	●	○	○	○	○	●	●	○
Albanie	○	●	○	○	●	●	●	○	○	○	-	●	○
Algérie	●	●	●	○	○	●	●	○	●	●	N/A	●	●
Allemagne	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●
Belgique	○	○	○	N/A	○	○	○	●	○	○	-	○	○
Bénin	○	N/A	○	○	○	●	●	○	●	-	-	○	●
Bulgarie	○	○	N/A	N/A	○	○	○	○	-	-	-	●	-
Burundi	○	○	N/A	N/A	○	-	○	○	○	○	○	○	○
Chypre	-	○	○	○	○	○	○	○	○	○	○	●	○
Côte d'Ivoire	●	N/A	○	○	○	N/A	-	N/A	N/A	N/A	●	-	○
Croatie	N/A	○	●	○	○	○	○	○	●	○	●	●	N/A
Danemark	○	○	○	N/A	○	○	○	○	○	○	-	○	○
Djibouti	N/A	○	○	○	○	○	○	N/A	○	○	○	○	N/A
Égypte	○	○	○	○	○	○	○	○	○	○	○	●	○
Espagne	●	●	○	●	●	○	●	●	●	○	○	●	●
Estonie	-	●	●	N/A	●	●	●	●	●	●	●	v	○
Eswatini	○	○	○	-	-	●	●	N/A	●	●	●	●	○
Éthiopie	○	●	○	○	○	●	●	○	●	○	●	●	●
Finlande	●	●	○	○	●	○	●	●	●	●	●	●	●
France	○	●	○	○	●	○	○	○	○	●	○	○	●
Géorgie	○	○	○	○	○	●	○	○	-	-	-	○	-
Ghana	○	○	○	○	○	●	○	○	○	○	○	●	○
Guinée Bissau	●	●	-	●	○	●	●	○	●	N/A	○	-	●

Partie	...préparation de législation nationale pour la protection d'espèces d'oiseaux d'eau migratoires et leurs habitats	...préparation des Plans d'action nationaux par espèce	...identification et prise en main des situations d'urgence	...translocation à des fins de conservation	...éviter l'introduction d'espèces non indigènes	...préparation d'inventaires de sites	...gestion de sites clés	...prélèvement durable	...comment éviter, minimiser ou atténuer l'impact de développements d'infrastructures	...comment éviter ou atténuer l'impact des réseaux électriques	... Technologies d'énergie renouvelable et Espèces Migratoires: Directives pour le déploiement durable	... protocole de surveillance	... mesures nécessaires pour aider l'adaptation au changement climatique
Hongrie	●	○	N/A	N/A	●	N/A	●	●	●	●	○	●	○
Kenya	●	●	●	N/A	●	●	●	N/A	●	●	-	●	○
Lettonie	●	○	○	○	○	○	●	●	●	●	●	●	N/A
Liban	○	○	○	○	○	○	○	○	○	○	●	○	○
Libye	●	○	○	○	N/A	●	○	○	●	○	-	●	○
Luxembourg	○	○	N/A	○	○	○	○	○	○	○	○	○	N/A
Macédoine, ARY	●	N/A	○	○	○	○	○	○	○	○	○	○	N/A
Mali	●	○	○	○	○	●	○	○	○	○	-	-	-
Maroc	N/A	●	N/A	N/A	N/A	○	●	○	●	●	○	●	○
Maurice	●	N/A	-	N/A	●	●	●	N/A	●	-	N/A	●	○
Niger	●	○	N/A	○	○	●	○	○	N/A	○	N/A	○	○
Norvège	-	●	○	●	●	○	○	○	○	○	-	○	○
Ouganda	N/A	●	N/A	N/A	N/A	○	●	N/A	○	●	●	●	○
Pays-Bas	N/A	○	○	N/A	○	○	○	○	○	●	○	○	○
Portugal	●	○	N/A	○	-	●	N/A	●	○	●	●	-	N/A
République de Moldova	●	○	○	○	●	●	●	●	-	●	-	-	-
République Tchèque	-	○	●	○	○	○	○	○	○	○	N/A	●	○
Roumanie	●	●	●	○	●	●	●	●	●	●	○	●	●
Royaume-Uni	N/A	○	○	N/A	○	○	○	○	○	○	-	○	○
Sénégal	○	○	○	-	○	●	○	●	-	-	-	●	●
Slovaquie	○	○	○	N/A	○	○	○	●	○	●	○	●	○
Slovénie	●	●	●	N/A	○	○	●	○	○	●	-	●	N/A
Soudan	○	●	○	○	○	●	●	●	●	○	-	○	●
Suède	○	○	○	○	○	○	○	○	○	○	○	○	○
Suisse	●	●	●	○	●	○	○	●	○	○	○	●	○
Syrie	○	●	N/A	○	○	-	-	○	N/A	N/A	N/A	●	N/A
Tunisie	●	○	○	○	○	○	○	○	●	○	-	○	○
Ukraine	○	●	○	○	○	●	○	○	●	○	-	●	○

Tableau 57 (Tableau de lignes directrices). Réponses des Parties concernant les raisons pour lesquelles certaines lignes directrices de l'AEWA n'étaient pas applicables.

Partie	Raisons pour lesquelles les Lignes directrices de l'AEWA n'étaient pas applicables	Lignes directrices auxquelles s'appliquent les raisons
Belgique	Pas d'activités pertinentes	Transfert à des fins de conservation
Bénin	Pas d'activités pertinentes	PANPE
Bulgarie	Pas d'activités pertinentes	Identification et prise en main des situations d'urgence, Transfert à des fins de conservation
Burundi	Pas plus de détails fournis Pas d'activités pertinentes	Identification et prise en main des situations d'urgence Transfert à des fins de conservation
Côte d'Ivoire	Pas plus de détails fournis Pas d'activités pertinentes Utilisation d'autres lignes directrices Développement d'un plan d'action national actuellement en cours	Préparation des inventaires de sites, Déploiement durable d'énergie renouvelable Prélèvement durable Impact de la construction d'infrastructures, Impact des réseaux d'électricité PANPE
Croatie	Pas un État des aires de répartition d'espèces particulièrement vulnérables au changement climatique Utilisation d'autres lignes directrices	Changement climatique Législation nationale
Danemark	Pas d'espèces visées par le rétablissement ou le transfert	Transfert à des fins de conservation
Djibouti	Pas plus de détails fournis	Législation nationale, Prélèvement durable, Changement climatique
Égypte	Pas plus de détails fournis	Déploiement durable d'énergie renouvelable
Estonie	Pas de transfert d'oiseaux d'eau dans le passé	Transfert à des fins de conservation
Eswatini	Pas d'activités pertinentes	Prélèvement durable
Guinée Bissau	Pas d'activités pertinentes Pas plus de détails fournis	Impact des réseaux d'électricité
Hongrie	Procédures précédant les lignes directrices de l'AEWA Utilisation d'autres lignes directrices Pas d'activités pertinentes	Préparation des inventaires de sites Préparation des inventaires de sites Identification et prise en main des situations d'urgence, Transfert à des fins de conservation
Israël	Espèces déjà protégées par d'autres lignes directrices ou législations	Législation nationale, PANPE
Italie	Projet de proposition pas encore prêt Manque de ressources financières	Transfert à des fins de conservation Changement climatique
Kenya	Pas d'activités pertinentes	Transfert à des fins de conservation, Prélèvement durable
Lettonie	Pas un État des aires de répartition d'espèces ou de populations particulièrement vulnérables au changement climatique	Changement climatique
Libye	Pas de présence d'espèces d'oiseaux d'eau non indigènes	Prévention de l'introduction d'espèces d'oiseaux d'eau non-indigènes
Luxembourg	Pas plus de détails fournis	Identification et prise en main des situations d'urgence, Changement climatique
Macédoine, ARY	Pas plus de détails fournis	PANPE, Changement climatique
Maroc	Pas d'activités pertinentes Espèces déjà protégées par la législation nationale	Transfert à des fins de conservation, Prévention de l'introduction d'espèces d'oiseaux d'eau non-indigènes, Identification et prise en main des situations d'urgence Législation nationale

Partie	Raisons pour lesquelles les Lignes directrices de l'AEWA n'étaient pas applicables	Lignes directrices auxquelles s'appliquent les raisons
Maurice	Pas d'activités pertinentes Pas plus de détails fournis	Transfert à des fins de conservation PANPE, Prélèvement durable
Niger	Pas plus de détails fournis Les situations d'urgence n'affectent que les oiseaux domestiques	Impact de la construction d'infrastructures Identification et prise en main des situations d'urgence
Ouganda	Pas d'activités pertinentes Espèces déjà protégées par la législation nationale	Identification et prise en main des situations d'urgence, Transfert à des fins de conservation, Prévention de l'introduction d'espèces d'oiseaux d'eau non-indigènes, Prélèvement durable Législation nationale
Pays-Bas	Utilisation d'autres lignes directrices Pas d'activités pertinentes	Législation nationale Transfert à des fins de conservation
Portugal	Pas plus de détails fournis	Identification et prise en main des situations d'urgence, Gestion de sites-clés, Changement climatique
Royaume-Uni	Pas plus de détails fournis Espèces déjà protégées par la législation nationale Pas d'activités pertinentes	Déploiement durable d'énergie renouvelable Législation nationale Transfert à des fins de conservation
Slovaquie	Pas d'activités pertinentes	Transfert à des fins de conservation
Slovénie	Pas d'activités pertinentes	Changement climatique, Transfert à des fins de conservation
Syrie	Pas d'activités pertinentes Activités à l'avenir prévues	Identification et prise en main des situations d'urgence Impact de la construction d'infrastructures, Impact des réseaux d'électricité
Ukraine	Pas plus de détails fournis	Déploiement durable d'énergie renouvelable